687
AG

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

DE L'ANNÉE 1853.

687
AG
687



CONSULTATION
PER 7(33)
SUR PLACE

CAYENNE.
IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

1853.

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

DE L'ANNÉE 1853.

CONSULTATION
SUR PLACE

CAYENNE.
IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

1853.

TABLE CHRONOLOGIQUE

Des Lois, Décrets, Ordonnances, Décisions et Dépêches ministérielles, Arrêtés, Décisions, Règlements et Ordres de l'autorité locale, contenus dans le Bulletin officiel de la Guyane française publié pendant l'année 1853.

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
17 et 18 mai 1826.	Loi sur les substitutions	183	125
10 av. 1834.	Loi sur les associations	194	136
21 mai 1836.	Loi portant prohibition des loteries	184	126
29 av. 1845.	Loi sur les irrigations	185	127
19 juil.	Loi sur la vente des substances vénéneuses	187	129
29 oct. 1846.	Ordonnance du roi portant règlement sur la vente des substances vénéneuses	188	130
29.	Tableau des substances vénéneuses	189	133
11 juil 1847.	Loi sur les irrigations	186	128
28 juil. 1848.	Art. 13 du décret du 28 juillet 1848, sur les clubs	193	136.
2 janv. 1850.	Loi qui modifie l'art. 472 du Code d'instruction criminelle	190	134
15 avril.	Arrêté réglementaire pour faire suite au règlement, sur les frais d'exécution des arrêts criminels, qui a été dressé le 31 juillet 1832, en conformité de l'art. 113 du décret du 18 juin 1811	518	362
25 juill.	Circulaire ministérielle n° 217. Forme dans laquelle doivent être rédigées les demandes d'approvisionnements	566	381
22, 29 janv. et 7 février 1851.	Loi concernant les individus nés, en France, d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés, et les enfants des étrangers naturalisés	191	135
20 juin.	Circulaire ministérielle n° 195. Demande d'un relevé des divers immeubles appartenant à la colonie ou pris à loyer pour les services publics et de ceux qui sont projetés ou en construction	620	417
25 mars 1852.	Décret qui abroge celui du 28 juillet 1848, sur les clubs, à l'exception de l'art. 13, et déclare applicables aux réunions publiques les art. 291, 292 et 294 du Code pénal, et		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	les art. 1, 2 et 3 de la loi du 10 avril 1834.	192	135
26 mars 1852.	Décret portant modifications dans le régime de la justice maritime.....	280	224
24 juill.	Extrait d'une lettre adressée, par M. le grand chancelier de la Légion d'honneur, à M. le ministre de la marine et des colonies, concernant les officiers et employés du département de la marine qui ont droit au traitement de légionnaire.....	442	315
4 août.	Rapport du directeur général des douanes à M. le ministre des finances, concernant les droits à percevoir sur les chaudières à sucre importées dans les colonies.....	569	385
6.	Circulaire ministérielle. Instructions pour l'application du décret du 26 mars 1852, et sur le régime actuel de la justice maritime.....	261	179
25.	Circulaire ministérielle n° 434. Notification du décret du 26 mars 1852, relatif à la justice maritime.....	260	179
27.	Circulaire ministérielle. Décrets des 24 et 26 mars 1852. Indemnités aux témoins. Avance et remboursement des frais de justice. Recouvrement du produit d'amendes et de saisies attribué à la caisse des invalides.....	262	186
4 sept.	Décret qui confère aux gouverneurs des colonies le droit de statuer sur le régime des livrets.....	93	72
26 oct.	Décision qui nomme M. Poëte, lieutenant d'artillerie de marine, commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent.....	389	284
7 nov.	Sénatus-consulte portant modification à la constitution.....	25	36
9.	Dépêche ministérielle n° 591. Invitation d'établir des bordereaux de reversement et des états d'annulation conformément à la circulaire du 8 juin 1850. Autorisation de ne dresser qu'en simple expédition les bordereaux mensuels de mandats.....	1	1
26.	Dépêche ministérielle n° 618. Avis de la dé-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	mission de M. l'abbé Bélières et de son remplacement dans le clergé de la Guyane par M. Tassel	40	52
27 nov. 1852.	Circulaire de l'administration générale des postes au sujet des mandats d'articles d'argent destinés aux transportés	84	62
30.	Décret relatif à la mise en liberté immédiate de tous les individus contre lesquels s'exerce la contrainte par corps pour le recouvrement des amendes et frais	33	47
30.	Dépêche ministérielle n° 625. Avis de l'abrogation des dispositions ministérielles concernant la création de bourses coloniales à l'institut agricole de Grignon	41	52
2 déc. 1852.	Décret portant rétablissement de l'empire	24	35
2.	Décret relatif à l'intitulé des arrêts et jugements	29	43
2.	Décret qui règle les dénominations à donner désormais aux cours d'appel et aux officiers du ministère public	31	45
2.	Circulaire ministérielle n° 627. Ordre de promulguer divers actes insérés au *Moniteur*, et de procéder à la proclamation de l'empire	2	3
3.	Dépêche ministérielle n°... Quotité des frais de bureau à allouer aux officiers comptables du détachement d'infanterie	3	4
4.	Décret portant amnistie en faveur des déserteurs de l'armée de mer	271	213
4.	Décret portant remise de peines en matière d'infractions aux lois et règlements concernant la police de la navigation	272	216
4.	Circulaire ministérielle n° 632, au sujet des officiers de santé rattachés aux ports, qui sont autorisés à prolonger leur séjour aux colonies	4	5
6.	Décret qui accordre amnistie aux déserteurs et insoumis	258	166
7.	Dépêche ministérielle n° 638. Destination pour la Guyane de MM. Collot-Béranger et Sigaloux, pharmaciens de la marine de 3e classe	42	52

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
8 déc. 1852.	Instructions du ministre secrétaire d'État de la guerre pour l'exécution du décret du 6 décembre 1852, concernant les déserteurs et les insoumis	259	168
9.	Circulaire ministérielle n° 643. Dénomination de juge impérial à substituer dans les colonies à celle de juge de première instance	5	6
9.	Dépêche ministérielle n° 645. Invitation de faire publier à la Guyane française deux décrets des 30 novembre et 2 décembre, portant disposition d'indulgence	6	7
11.	Décret qui accorde amnistie aux déserteurs des navires du commerce	644	455
12.	Décision portant autorisation de l'emploi de deux couturières, à la solde d'un franc par jour, pour l'entretien et le raccommodage du linge à l'hôpital des îles du Salut	318	240
14.	Circulaire ministérielle. Notification des décrets des 4 et 11 décembre, relatifs à l'amnistie accordée pour les délits et contraventions auxquels s'appliquent les décrets des 9 janvier, 19, 20, 24 et 28 mars 1852.	621	418
15.	Circulaire ministérielle n° 652. Gratification d'une journée de solde accordée à la troupe	7	7
15.	Circulaire ministérielle n° 653. M. Gaudin de Lagrange, chef de bureau du régime politique et du commerce à la direction des colonies, est nommé agent central de l'indemnité coloniale, en remplacement de M. Le Pelletier St-Rémy	43	53
15.	Ordre qui alloue au sergent chef du poste militaire de Malouet, à Oyapock, une gratification journalière de 75 centimes	256	163
18.	Dépêche ministérielle n° 659. M. Frizac, lieutenant de vaisseau, est nommé à l'emploi de capitaine de port à Cayenne, en remplacement de M. Sireuil, enseigne de vaisseau	103	82
18.	Dépêche ministérielle n° 662. M. Caillard, chirurgien de la marine de 2e classe à la		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	Guyane, est nommé chirurgien aide-major de la portion du 3e régiment d'infanterie de marine, stationnée dans cette colonie, en remplacement de M. Roux, admis à la retraite.....	102	82
20 déc. 1852.	Circulaire ministérielle n° 663, portant envoi d'exemplaires du décret du 6 décembre 1852, qui accorde amnistie aux déserteurs et insoumis.....	257	165
28.	Dépêche ministérielle n° 671. Destination pour la Guyane de M. Lebail, garde d'artillerie de 1re classe, en remplacement de M. Faniard, garde de 2e classe.....	104	82
30.	Dépêche ministérielle n° 674. Envoi à la Guyane de six sœurs de St-Paul de Chartres, pour le service des pénitenciers.....	105	82
30.	Dépêche ministérielle n° 677. Envoi d'une circulaire de l'administration générale des postes, au sujet des mandats d'articles d'argent destinés aux transportés.....	83	61
31.	Décret impérial portant nomination de M. Brache (Claude-Frédéric), sous-commissaire de la marine à Cayenne, comme chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur.	106	82
31.	Circulaire ministérielle n° 682. Simplification dans le nombre et la nature des documents périodiques à fournir en ce qui concerne les travaux civils.....	622	420
1er janv. 1853.	Décision qui prescrit à M. Sireuil, enseigne de vaisseau, capitaine de port à Cayenne, de prendre provisoirement le commandement de la goëlette de l'État *l'Ibis*, et l'autorise à conserver, dans cette position, la direction des services du port.....	44	53
3.	Arrêté qui nomme M. Brache (Jules) membre du conseil municipal de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Noyer (Alexandre), appelé à remplir provisoirement les fonctions de directeur de l'intérieur.....	45	53
3.	Décision qui nomme le Sr Éric garcon de bureau au détail des fonds, en remplacement du nommé Janvier.....	46	53

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
4 janv. 1853.	Décision qui détache à la Montagne-d'Argent le Sr Potaire, 2e commis de 1re classe des subsistances, pour y continuer ses services comme comptable des vivres.....	47	53
5.	Décision qui nomme M. Duguey, commis de marine, chef du service administratif aux îles du Salut, en remplacement de M. Devilly, aide-commissaire.....	48	53
5.	Décision qui appelle M. Devilly, aide-commissaire de marine, chef du service administratif aux îles du Salut, à prendre la direction du magasin général à Cayenne, en remplacement de M. Portanier, commis de marine.....	49	54
5.	Décision qui prescrit à M. Portanier, commis de marine, garde-magasin à Cayenne, de remettre ses fonctions à M. Devilly, aide-commissaire, et de continuer ses services sous les ordres de cet officier d'administration.....	50	54
6.	Décision qui nomme le Sr Cablat distributeur au magasin général.....	51	54
7.	Décision qui nomme le Sr Bourget, 2e commis aux vivres de 3e classe, distributeur sur l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent.....	52	54
10.	Dépêche ministérielle n° 10. M. Angelin, chirurgien de la marine de 3e classe, destiné pour Cayenne, a été mis en non-activité par retrait d'emploi.....	107	83
10.	Circulaire ministérielle n° 13, au sujet du mode de transmission des fonds de masse des militaires du service colonial.....	163	93
10.	Décision qui nomme M. Guisoulphe (Pierre-Marie-Sosthène) commissaire de police dans le quartier de Tonnégrande.....	8	8
10.	Ordre qui nomme le Sr Chalot surveillant rural de 1re classe dans le quartier d'Iracoubo.....	53	54
10.	Ordre qui prescrit à M. Roy, capitaine au long cours, commandant la goëlette de servitude *l'Ibis*, de passer sur le transport		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	la Fortune, pour y remplir les fonctions d'enseigne de vaisseau auxiliaire.....	54	54
11 janv. 1853.	Arrêté portant nomination provisoire des membres du conseil privé de la Guyane française, pour les années 1853 et 1854.	9	9
12.	Décision qui nomme M. Hélène (Victor-Godefroy) lieutenant-commissaire-commandant du quartier de Mont-Sinéry, en remplacement de M. Chauvin (Adolphe), démissionnaire.....	10	10
13.	Arrêté qui nomme M. Tanc procureur général, par intérim, près la cour d'appel de la Guyane francaise, en remplacement de M. Mittaine.....	11	11
13.	Décision qui nomme le S^r^ Jean-Baptiste à l'emploi de garçon de bureau au détail des revues, en remplacement du nommé Adolphe.....	55	55
13.	Décision portant fixation des appointements annuels de dix écrivains de la marine...	56	55
15.	Décret portant nomination de M. Fourichon au gouvernement de la Guyane française.	85	63
15.	Décret portant que M. Masset, lieutenant-colonel d'infanterie de marine, remplira à la Guyane française les fonctions de commandant militaire.....	88	67
15.	Rapport à l'empereur tendant à rendre exécutoires dans les colonies divers actes de la législation métropolitaine.....	165	96
15.	Décret qui déclare exécutoires dans les colonies diverses lois et autres actes de la législation métropolitaine.....	182	124
15	Décret sur le serment à prêter par les officiers, fonctionnaires et employés relevant du département de la marine.....	199	141
15.	Dépêche ministérielle n° 22. Permutation entre MM. Merlet et Lassigniardie, commis receveurs de l'enregistrement à la Martinique et à Cayenne.....	208	154
15.	Arrêté qui rapporte celui du 28 juin 1852, concernant la nomination de M. Hocque aux fonctions de substitut, par intérim, du		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	procureur général, et qui nomme provisoirement auxdites fonctions M. Sudraud-Desisles	12	12
15 janv. 1853.	Ordres portant nominations à cinq emplois, de nouvelle création, d'archers dans la police urbaine	57	55
15.	Ordre qui prescrit à M. Barbotin, enseigne de vaisseau, officier d'ordonnance de M. le commissaire-général, de cesser ses fonctions et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Tartare*.	58	56
17.	Arrêté ministériel qui détermine la forme de la nouvelle prestation de serment	200	142
17.	Arrêté qui confère le nom patronymique de Maujean à la nommée Catherine et à ses trois enfants	13	12
17.	Arrêté qui nomme deux magistrats pour faire partie du conseil privé, pendant le 1er semestre 1853, dans les cas prévus par l'art. 168 de l'ordonnance organique du 27 août 1828	14	14
17.	Arrêté qui ouvre à l'ordonnateur un crédit provisoire de délégation de 54,000 francs au compte du chap. Ier : Services militaires (personnel), exercice 1852	15	14
17.	Tarif d'importation pour servir à la liquidation des droits sur les munitions et marchandises introduites dans la colonie, pendant le 1er semestre 1853	16	16
17.	Décision portant création de l'emploi d'un prévôt à l'hôpital militaire de Cayenne	17	28
18.	Décision qui accorde au chef du bureau central de l'intérieur et du domaine, faisant fonctions de directeur de l'intérieur, une allocation de 600 francs par an, pour frais de bureau	18	30
18.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, à M. Laborde, aide-commissaire de la marine	59	56
18.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, au Sr Mériguet, garde de police à Cayenne	60	56

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
19 janv. 1853.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, au Sr Giraud, surveillant de 1re classe, attaché au pénitencier de la Guyane	61	56
19.	Décision qui attache, en qualité de commis, au bureau central de l'intérieur et du domaine, M. Arnould, ex-commissaire de police à Cayenne	62	56
19.	Décision qui destine M. Lauvergne, chirurgien de la marine de 2e classe, à continuer ses services sur l'établissement pénitentiaire des îles du Salut	63	56
20.	Circulaire ministérielle no 28. Notification d'un décret du 15 janvier, qui rend exécutoires dans les colonies divers actes de la législation métropolitaine	164	95
20.	Décision qui étend aux militaires des différents corps de troupe détachés à l'îlet la Mère et à la Montagne-d'Argent, les dispositions de la décision du 21 février 1852.	19	31
20.	Arrêté qui réduit à 200 francs l'allocation annuelle pour menues dépenses de parquet attribuée au procureur de la république à Cayenne	20	31
20.	Arrêté portant augmentation de traitement pour chacun des commis greffiers assermentés attachés à la cour d'appel et au tribunal de première instance de Cayenne.	21	32
20.	Décision qui désigne M. Thomas, chirurgien de 2e classe de la marine, pour remplir les fonctions de prévôt à l'hôpital militaire de Cayenne	64	56
20.	Décision qui prescrit à M. Autric, chirurgien de la marine de 3e classe, sur la corvette de charge *la Fortune*, de débarquer de ce bâtiment pour continuer provisoirement ses services à l'île Royale	65	57
21.	Circulaire ministérielle no 30. Application dans le service colonial d'un règlement relatif à la conservation des poudres de guerre	166	98
21.	Décision qui porte à 1,500 francs par an les		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	appointements de M. Reisser (Henry-Louis-Nicolas), écrivain de la marine, et le nomme chef du secrétariat de l'ordonnateur, en remplacement de M. Laborde, aide-commissaire de la marine.....	66	57
21 janv. 1853.	Décision qui nomme le Sr Lenoir, infirmier de la pharmacie de l'hôpital militaire de Cayenne, infirmier-major de ladite pharmacie.....	67	57
21.	Décision qui porte à 800 francs par an les appointements du Sr Coatlosquet, infirmier-major au service des établissements pénitentiaires.....	68	57
21.	Décision portant renvoi au 1er février 1853 de la remise du service du magasin général par M. Portanier, commis de marine, à M. Devilly, aide-commissaire.....	69	57
22.	Dépêche ministérielle no 34. Destination pour la Guyane française de M. Quoniam, sous-commissaire de la marine de 1re classe...	108	83
22.	Décision qui prescrit à M. de St-Quantin (Hippolyte), receveur titulaire du 1er bureau de l'enregistrement à Cayenne, de reprendre la gestion de son bureau.....	70	57
24.	Circulaire ministérielle no 36. Dispositions relatives à la prestation de serment.....	167	99
24.	Dépêche ministérielle no 41. Avis de la création de deux emplois de directeur et de directeur-adjoint des établissements pénitentiaires à la Guyane.....	86	64
24.	Décision qui détache aux îles du Salut, pour y continuer ses services, M. Jugelet, pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine.	71	58
24.	Décision qui nomme le Sr Génus garçon de bureau au secrétariat des archives du conseil privé, en remplacement du Sr Boniface.	72	58
25.	Arrêté qui convoque la cour d'appel de la Guyane française en session extraordinaire, pour le 29 janvier 1853.....	22	33
25.	Arrêté de promulgation, à la Guyane française, du décret impérial du 2 décembre 1852, qui promulgue le sénatus-consulte		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	du 7 novembre, portant rétablissement de l'empire et le sénatus-consulte lui-même..	23	34
25 janv. 1853.	Proclamation du commissaire général de la Guyane française, concernant le rétablissement de l'empire.....	26	40
25.	Arrêté portant programme pour la célébration d'une fête nationale à l'occasion du rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, sous le nom de Napoléon III.....	27	41
25.	Décision qui maintient dans ses fonctions d'officier d'ordonnance, auprès du commissaire général de la Guyane française, M. le capitaine Perrier.....	73	58
25.	Décision qui destine M. Aubry, chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services à la Montagne-d'Argent.....	74	58
25.	Décision qui prescrit au Sr Domergue, portier de l'hôpital militaire, de reprendre son service.....	75	58
26.	Arrêté qui promulgue dans la colonie le décret impérial du 2 décembre 1852, relatif à l'intitulé des arrêts et jugements.....	28	42
26.	Arrêté qui promulgue dans la colonie le décret impérial du 2 décembre 1852, qui règle les dénominations à donner désormais aux cours d'appel et aux officiers du ministère public.....	30	44
26.	Arrêté qui promulgue dans la colonie le décret du 30 novembre 1852, relatif à la mise en liberté immédiate de tous les individus contre lesquels s'exerce la contrainte par corps pour le recouvrement des amendes et frais.....	32	46
27.	Arrêté qui confère au juge de première instance le titre de juge impérial.....	34	47
29.	Arrêté qui nomme M. Pain (Phanor) avoué de la curatelle, en remplacement de M. de St-Michel-Dunezat, révoqué.....	35	48
29.	Décision qui accorde un congé, pour France, au Sr Quantin, surveillant de 2e classe, attaché au pénitencier de la Guyane.....	76	58

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
29 janv. 1853.	Ordre qui nomme le Sr Carbonnel distributeur à l'îlet la Mère, en remplacement du Sr Angé	77	58
29.	Décision qui nomme provisoirement M. Laugrand maître d'études au collége de Cayenne	78	59
31.	Dépêche ministérielle n° 59. M. le lieutenant-colonel Masset remplira à la Guyane française les fonctions de commandant militaire	87	66
31.	Décision qui fixe le taux de l'indemnité à allouer aux officiers ou fonctionnaires détachés du chef-lieu comme commandants particuliers des établissements pénitentiaires	36	49
31.	Décision qui fixe, à partir du 1er janvier 1853, le personnel des manœuvres affectés au service du magasin de la colonie pénitentiaire	37	50
31.	Décision qui nomme la commission chargée de procéder au récolement de l'inventaire des denrées et matières diverses existant au magasin général, à l'occasion de la remise de ce service à M. Devilly, aide-commissaire, appelé à remplir les fonctions de garde-magasin général à Cayenne	38	51
31.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie, au 31 janvier 1853	39	51
31.	Décision qui accorde aux Srs Pauthier et Trident, surveillants révoqués, une demi-solde, du jour de leur révocation jusqu'à leur départ pour France	79	59
31.	Décision qui nomme M. Peloux, lieutenant d'infanterie de marine, commissaire-commandant de l'îlet la Mère, en remplacement de M. Roman	80	59
31.	Décision qui prescrit à M. Girardeau, chirurgien de la marine de 1re classe, de reprendre son service aux établissements pénitentiaires	81	59
31.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, au Sr Moreau, surveil-		

DATES des actes.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des actes.	PAGES.
	lant de 2e classe des pénitenciers.....	82	59
1er fév. 1853.	Circulaire ministérielle no... La 14e compagnie du 1er régiment d'infanterie passe au 3e régiment, à Cayenne, sous le no 45.	168	100
1er.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, au Sr Pierre Mercier, frère de la société de Jésus.....	109	83
1er.	Décision qui nomme le Sr Ringuet surveillant rural de 3e classe au quartier de Kourou, en remplacement du Sr Deloynes, démissionnaire.....	110	83
1er.	Décision qui débarque M. Barbotin, enseigne de vaisseau, en subsistance sur l'aviso à vapeur *le Tartare*, et l'embarque sur le transport *la Fortune*.....	111	83
1er.	Décision qui nomme provisoirement le Sr Paul Agirac, archer de police urbaine, garde de police, en remplacement du Sr Mériguet.....	112	83
2.	Arrêté qui prescrit à M. Rotguié de la Valette, chef de bataillon d'infanterie de marine, de prendre son service.....	113	83
2.	Décision qui charge provisoirement M. Sigaloux, pharmacien de la marine de 3e classe, du service pharmaceutique de l'établissement pénitentiaire de l'île Royale.....	114	84
2.	Décision qui renvoie en France, à la disposition du ministre, M. Jugelet, pharmacien auxiliaire de 3e classe.....	115	84
3.	Décision qui prescrit l'imputation au compte du service général des appointements de M. Dufourg (Paul-Latour), écrivain de la marine.....e.....	116	84
3.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, au Sr Masselin, commissaire de police provisoire à Cayenne..	117	84
3.	Décision qui nomme le Sr Deparis, brigadier de police, commissaire de police provisoire à Cayenne.....	118	84
3.	Décision qui rapatrie, par la corvette de charge *l'Égérie*, M. Noël, enseigne de vaisseau, embarqué sur l'aviso à vapeur *le Styx*.	119	84

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
4 fév. 1853.	Décision qui nomme provisoirement et sauf confirmation par le ministre de la guerre le maréchal des logis Labro adjoint au trésorier de la gendarmerie de la Guyane française.....	120	84
5.	Dépêche ministérielle nº 62. Avis de l'envoi à la Guyane d'une sœur hospitalière de St-Paul de Chartres.....	209	154
5.	Arrêté portant nominations dans l'ordre judiciaire à Cayenne.....	89	68
5.	Arrêté qui convoque extraordinairement la cour impériale de la Guyane française...	90	70
5.	Décision qui prescrit à M. Joyau, receveur du 2e bureau de l'enregistrement à Cayenne, de remettre ce service à M. Faucompré et de se rendre à St-Pierre (Martinique), où il est nommé receveur des actes judiciaires.	121	85
5.	Décision qui charge M. Faucompré du 2e bureau de l'enregistrement à Cayenne...	122	85
5.	Décision qui prescrit à M. Comairas, écrivain de la marine, de cesser ses services au bureau des revues.....	123	85
5.	Décision qui prescrit à M. Barbotin, enseigne de vaisseau, d'embarquer sur le transport *la Provençale*, en remplacement de M. Balanza, officier du même grade.....	124	85
5.	Décision qui ordonne à M. Maisonneuve, sous-commissaire de marine, dont le congé de convalescence est expiré, de reprendre du service.....	125	85
5.	Décision concernant l'imputation de la solde de la sage-femme attachée à l'hôpital de Cayenne.....	126	85
5.	Décision qui attache au 1er bureau de l'enregistrement à Cayenne M. Lassigniardie, commis-receveur.....	127	86
5.	Décision qui fait passer au 2e bureau de l'enregistrement M. Lagrange, commis-receveur au 1er bureau.....	128	86
6.	Décision qui prescrit à M. de la Richerie, lieutenant de vaisseau, de débarquer du transport *l'Égérie* pour prendre le com-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	mandement de l'île royale du Salut, en remplacement de M. Gomand, capitaine d'infanterie.....	129	86
6 fév. 1853.	Décision qui appelle M. Bruley, capitaine d'infanterie de marine, à remplir les fonctions de commandant de place à Cayenne, en remplacement de M. Perrin.....	130	86
7.	Décision qui nomme le Sr Stévenot, ancien sous-officier au 3e régiment d'infanterie de marine, surveillant de 3e classe aux îles du Salut.....	131	86
9.	Décision concernant les indemnités à allouer aux commissaires-commandants ou lieutenants-commissaires-commandants, quand ils assisteront dans leur quartier la commission instituée pour la constatation de l'étendue et de la situation des terres domaniales disponibles.....	132	86
9.	Décision qui prescrit à M. Dupuy, lieutenant du génie, commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent, de remettre son service à M. Matte, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine.....	133	87
9.	Décision qui nomme M. Matte, capitaine au au 3e régiment d'infanterie de marine, commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'argent, en remplacement de M. Dupuy, lieutenant du génie.....	134	87
9.	Decision qui règle que le Sr Guerry, maître-charpentier entretenu de 3e classe sera maintenu dans son emploi à la direction des constructions navales à Cayenne.....	135	87
10.	Dépêche ministérielle no 73. Actes de décès des transportés. Invitation de substituer, pour leur envoi en France, la période mensuelle à la période trimestrielle. Observations sur l'envoi déjà parvenu.....	263	191
10.	Décision qui nomme le Sr Métras archer de la police urbaine.....	136	87
10.	Décision qui prescrit M. Poupon (Victor)		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	de cesser ses services comme commis-receveur provisoire au 2e bureau de l'enregistrement.....	137	87
10 fév. 1853.	Décision qui nomme M. Poupon (Victor) percepteur au quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Chaila, démissionnaire..	138	87
11.	Décision qui charge provisoirement le Sr Labro, maréchal des logis adjoint au trésorier de la compagnie de gendarmerie de la Guyane, des fonctions d'officier à ladite compagnie, pour faire le service du 2e arrondissement, en remplacement de M. le lieutenant Cipollina.....	139	88
11.	Décision qui ordonne la cessation du payement de l'indemnité de logement attribuée à son grade à M. de St-Quantin, chef de bataillon du génie, chargé de la direction des travaux dans la colonie.....	140	88
11.	Décision qui nomme le Sr Cabanes surveillant de 4e classe, pour servir aux îles du Salut, en remplacement du Sr Trident, révoqué.	141	88
12.	Décision qui nomme le Sr Boyer archer de police provisoire à Cayenne, en remplacement du Sr Paul Agirac.....	142	88
14.	Dépêche ministérielle nº 83. M. Babeau est destiné pour la Guyane, en qualité d'agent de colonisation pénitentiaire.....	349	278
14.	Décision qui nomme M. Lacaze écrivain provisoire de la marine, pour être employé au bureau des revues, en remplacement de M. Comairas.....	143	88
14.	Décision qui revoque le Sr Zéphirin (Gustave) de l'emploi de surveillant rural de 3e classe au quartier de l'Ile-de-Cayenne...	144	88
15.	Dépêche ministérielle nº 86. Avis de la destination de M. de Billy, pour servir à la Guyane française en qualité d'écrivain de la marine...	210	155
15	Décision qui nomme le Sr Alexandre Anne surveillant rural de 3e classe dans le quartier de l'Ile-de-Cayenne, en remplacement du Sr Zéphirin.....	145	89

DATES des actes.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des actes.	PAGES.
16 fév. 1853.	Décision concernant la remise au commandant particulier du pénitencier de la Montagne-d'Argent, de la somme nécessaire à l'acquittement des dépenses urgentes de cet établissement.....	91	71
16.	Décision portant acceptation de la démission du Sr Cochaux, ouvrier pressier à l'imprimerie du gouvernement.....	146	89
16.	Décision qui nomme le Sr Lafranque surveillant de 4e classe à la Montagne-d'Argent..	147	89
16.	Décision qui met à la disposition de M. le commissaire-général, pour être employé au bureau central de la colonie pénitentiaire, M. Ste-Rose, écrivain de la marine, attaché au bureau des fonds.....	148	89
17.	Décret portant que la solde des sous-officiers de toutes armes, gendarmerie comprise, est augmentée de dix centimes par jour.....	340	269
17.	Arrêté portant promulgation du décret du 4 septembre 1852, qui confère aux gouverneurs des colonies le droit de statuer sur le régime des livrets.....	92	71
17.	Décision portant modifications aux dispositions de l'arrêté du 22 mai 1852, relatif à la ration des transportés.....	94	73
17.	Décision qui porte de 4 fr. 20 c. par jour à 6 fr. la solde de M. Gaumont, écrivain employé à la direction du port.....	149	89
18.	Arrêté portant nomination d'une commission chargée de rechercher et de proposer les modifications à apporter à l'arrêté du 4 août 1852, sur les livrets et les engagements de travail.....	95	74
19.	Décret portant augmentation de dix centimes par jour sur la solde des sous-officiers de toutes armes, gendarmerie comprise, des troupes de la marine.....	341	270
19.	Décision prescrivant la remise, au garde-magasin de la marine, d'une somme de 300 francs, pour subvenir à l'acquittement des achats de légumes verts nécessaires aux bâtiments de l'État.....	96	76

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
19 fév. 1853.	Décision qui prescrit à M. Carrey, enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Voyageur*.....	150	89
20.	Décision qui désigne M. Heckel, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, pour remplir les fonctions de commandant de place, à Cayenne, pendant l'absence de M. Bruley.....	151	89
21.	Dépêche ministérielle n° 93. Avis de la démission du Sr Tacquet, pilote à la Guyane.	211	155
21.	Décision qui embarque M. Carrey, enseigne de vaisseau, comme passager sur l'aviso à vapeur *le Styx*, pour se rendre au Para, en mission particulière.....	152	90
21.	Décision qui accorde un passage d'aller et de retour, à la table de l'état-major, à M. Chaton, ancien vice-consul de France au Para, sur l'aviso à vapeur *le Styx*.....	153	90
22.	Décision qui fixe les indemnités à allouer annuellement au chef du bureau central de la colonie pénitentiaire et aux commandants particuliers des divers établissements, pour leur tenir lieu de fournitures de bureau en nature.....	97	77
22.	Décision qui embarque M. Dumas, chirurgien de la marine de 3e classe, sur l'aviso à vapeur *le Styx*, comme 2e chirurgien...	154	90
22.	Décision qui élève de 1,500 à 1,700 francs les appointements de M. Clotilde, écrivain au bureau du domaine.....	155	90
22.	Décision qui élève de 1,400 à 1,600 francs les appointements de M. Voisin (Eugène), commis au bureau de l'intérieur.....	156	90
22.	Décision qui attache M. Marchais au bureau du domaine, en qualité d'écrivain.....	157	90
22.	Décision qui charge provisoirement M. Vergès, chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine au quartier de Mana, de remplir les fonctions de commissaire-commandant dudit quartier, pendant l'absence du titulaire.....	158	91
23.	Décision qui admet le Sr St-Père, sergent-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	major d'infanterie de marine, à travailler aux écritures du bureau des revues, à raison de 40 francs par mois.....	159	91
23 fév. 1853.	Dépêche ministérielle n° 99. Instruction pour la préparation des budgets du service du génie militaire.....	264	193
23.	Rapport sur la nécessité d'arrêter certaines dispositions concernant l'établissement du projet annuel du budget.....	265	194
24.	Circulaire ministérielle n° 108, concernant l'envoi des états de retenues exercées pour délégations sur le traitement des fonctionnaires employés aux colonies.....	266	208
24.	Décision concernant le remplacement de l'eau-de-vie et du tafia, à délivrer pour l'acidulage, par une quantité égale de vinaigre, dans les établissements pénitentiaires.....	98	78
24.	Décision qui alloue un supplément de 40 centimes par jour au marin de l'équipage de la goëlette de l'État *l'Ile-Madame*, chargé à bord de ce bâtiment du service de commis aux vivres.....	160	91
25.	Décision qui réduit à quatre par semaine le nombre de rations de viande fraîche allouées aux transportés, par l'arrêté local du 22 mai 1852.....	99	79
26.	Dépêche ministérielle n° 112, donnant avis du passage, comme gendarme à pied, dans la compagnie de la Guyane, du S^r^ Pascal, garde à pied dans la garde de Paris.....	212	155
26.	Arrêté qui prescrit à M. Lasueret, chargé de la direction du bureau central de la colonie pénitentiaire, de remettre ce service à M. Durand.....	100	80
26.	Ordre qui prescrit à MM. Bréart, lieutenant de vaisseau, Penaud de Lagarlière, aide-commissaire, Deltombes, commis de marine, de débarquer de la corvette à vapeur *le Caméléon* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Voyageur*.....	161	91
28.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	au 28 février 1853	101	81
28 fév. 1853.	Décision qui nomme le Sr Lavaissière à l'emploi de portier au collége de Cayenne	162	92
1er mars.	Ordre qui prescrit à M. le commandant de la corvette à vapeur *le Caméléon* de recevoir à son bord M. Sarda-Garriga, ex-commissaire-général à la Guyane française, rentrant en France	213	155
2.	Arrêté portant règlement sur le service de la place à Cayenne	169	101
2.	Décision qui règle l'allocation journalière attribuée aux individus provenant de la transportation et employés à l'hôpital de Cayenne	170	101
2.	Arrêté portant nomination des membres du conseil de révision et de ceux appelés à faire partie des 1er et 2e conseils de guerre permanents de la Guyane française	171	102
2.	Décision qui nomme M. Sévené, aide-commissaire, chef du service administratif aux îles du Salut, en remplacement de M. Duguey, commis de marine	214	155
2.	Décision qui attache M. Duguey, commis de marine, au détail des approvisionnements et vivres	215	155
2.	Ordre qui perscrit à M. Lasneret, commis de marine, chargé des fonctions de secrétaire-archiviste de la colonie et de chef du secrétariat du gouvernement, d'en faire la remise à M. Penaud de Lagarlière, aide-commissaire, et le met à la disposition de l'ordonnateur	216	155
2.	Ordre qui appelle M. Penaud de Lagarlière, aide-commissaire de la marine, à remplir les fonctions de secrétaire-archiviste et de chef du secrétariat du gouvernement, en remplacement de M. Lasneret	217	156
2.	Décision qui prescrit à M. Frizac, lieutenant de vaisseau, de prendre les fonctions de capitaine de port à Cayenne	218	156
2.	Décision qui maintient, jusqu'à son départ pour France, dans le commandement de la		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	goëlette de servitude *l'Ibis*, M. Sireuil, enseigne de vaisseau	219	156
3 mars 1853.	Arrêté qui nomme provisoirement M. Mittaine procureur général près la cour impériale de la Guyane, en remplacement de M. Tanc.	172	104
3.	Arrêté qui rapporte celui du 13 novembre 1852, concernant l'institution d'une direction centrale de la police à Cayenne, et la décision du 16 du même mois, portant nomination d'un directeur général de la police à la Guyane	173	104
3.	Arrêté qui maintient, pendant l'année 1853, la prime accordée par l'arrêté du 17 septembre 1846, pour l'exportation, par bâtiments français, de certains produits naturels de la colonie	174	105
3.	Arrêté qui fixe le prix du livret des travailleurs, dans le cas prévu par l'art. 14 de l'arrêté du 4 août 1852	175	106
3.	Décision qui accorde un passage pour France à bord du navire du commerce *la Smala* à Mme Eynard, femme d'un lieutenant d'infanterie de marine	220	156
3.	Décision qui fait descendre à la 3e classe de son emploi le Sr Madiba, surveillant rural de 2e classe au quartier de Roura	221	156
3.	Décision qui nomme le Sr Régis surveillant rural de 2e classe au quartier de Roura.	222	157
4.	Dépêche ministérielle no 121. Avis de l'envoi à la Guyane de six officiers de santé pour le service des pénitenciers	288	235
5.	Décision qui porte à 3 fr. 50 c. la solde journalière de 3 fr. attribuée au Sr Jules-Martin Urbain, écrivain expéditionnaire au bureau des revues	223	157
7.	Circulaire ministérielle no 123. Nouvelles recommandations relatives aux concessions de congé dans le service colonial	267	209
8.	Ordre qui prescrit à M. Sireuil, enseigne de vaisseau, commandant provisoire de la goëlette du service local *l'Ibis*, de débarquer de ce bâtiment et d'embarquer sur		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	l'aviso à vapeur *la Chimère*, pour se rendre en France	224	157
8 mars. 1853.	Décision qui charge M. Quoniam, sous-commissaire de la marine de 1re classe, de la direction du détail des approvisionnements et vivres, en remplacement de M. Signoret, aide-commissaire	225	157
8.	Décision qui nomme M. Signoret, aide-commissaire de la marine, chef du bureau des travaux, en remplacement de M. Cuzent, commis de marine	226	157
9.	Arrêté portant règlement sur les exploitations de bois à la Guyane française	176	107
9.	Ordre qui prescrit à M. l'abbé Cadoret, aumônier de la corvette *la Fortune*, de débarquer de ce bâtiment et d'embarquer sur *la Chimère*, pour se rendre à la Martinique à la disposition du gouverneur de cette colonie	227	157
9.	Décision qui prescrit l'imputation au service local d'une partie du traitement de M. Ménard (Gabriel), instituteur primaire au collége de Cayenne	228	158
10.	Arrêté qui maintient et met à exécution l'arrêté du 4 août 1852, sur les engagements de travail et y introduit quelques modifications	177	111
10.	Arrêté concernant certaines professions exercées à Cayenne par les individus se disant journaliers	178	113
10.	Arrêté qui fixe le taux de la conversion en journées de travail des amendes et des frais prononcés en vertu du décret du 13 février 1852, et des arrêtés rendus en exécution de ce décret	179	120
10.	Arrêté portant nominations provisoires dans l'ordre judiciaire de la Guyane	180	122
10.	Décisions portant nominations dans le personnel de l'imprimerie du gouvernement.	229	158
10.	Décision qui fixe à 1,800 francs par an la solde du Sr Simon, compositeur-typographe à l'imprimerie du gouvernement	230	158

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
12 mars 1853.	Arrêté portant promulgation du décret du 15 janvier 1853, qui déclare exécutoires dans les colonies diverses lois et autres actes de la législation métropolitaine.....	181	123
12.	Décision qui rapporte l'arrêté du 18 février 1853, qui institue une commission chargée de réviser l'arrêté du 4 août 1852, concernant les livrets et les engagements de travail.	231	158
14.	Ordre qui embarque M. le lieutenant Gauzy, du 3e régiment d'infanterie de marine, à bord de la corvette *la Fortune*, en attendant son transbordement sur un bâtiment de l'état rentrant en France, où il est renvoyé à la disposition du ministre.....	232	158
16.	Décision qui nomme M. Martin (Félix-Oscar-Véran) écrivain auxiliaire de la marine...	233	159
16.	Décision qui réduit de 1,340 francs à 1,000 francs par an les appointements du concierge de l'hôtel du gouvernement, et alloue annuellement les 340 francs restant disponibles au Sr Passérieux, comme préposé à la garde des dépendances dudit hôtel.....	234	159
19.	Décret qui abroge le no 1 de l'art. 1er du décret du 15 janvier 1853, relatif à la loi du 17 mai 1826 sur les substitutions.....	327	255
19.	Décision ministérielle réglant l'application à la gendarmerie des dispositions de l'art. 2 du décret impérial du 14 janvier 1853....	624	424
20.	Décision qui règle l'indemnité de logement et d'ameublement à allouer à MM. Durand, directeur des établissements pénitentiaires, et Saillard, sous-directeur.....	235	159
20.	Décision qui alloue un supplément annuel de 2,000 francs à M. Penaud de Lagarlière, aide-commissaire de la marine, comme chargé des fonctions de secrétaire-archiviste.....	236	159
20.	Arrêté qui charge M. Bouché de la direction des travaux de construction et de culture à exécuter sur les bords de l'Oyapock, en vue de la création d'un premier établisse-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	ment pénitentiaire.....	237	159
21 mars 1853.	Décision qui accorde à chacun des deux sapeurs du génie, détachés comme piqueurs aux îles du Salut, une indemnité de 2 francs par jour de présence sur les travaux....	238	160
21.	Décision qui nomme M. Cuzent, commis de marine, chef du service administratif à l'îlet la Mère.....	239	160
22.	Décision qui charge M. Giraud, commissaire de police au quartier de Roura, d'y remplir en même temps les fonctions provisoires de commissaire-commandant, en remplacement de M. Flotte (Urbain).....	195	137
22.	Décision qui réintègre dans les fonctions de percepteur du quartier de l'Ile-de-Cayenne M. Douillard (Félix), commissaire-commandant dudit quartier.....	196	138
22.	Décision qui nomme M. Verpault, lieutenant d'infanterie de marine, commandant particulier du dépôt des transportés de la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. le capitaine Matte.....	240	160
22.	Ordre qui prescrit à M. Autric, chirurgien de la marine de 3e classe, détaché provisoirement aux îles du Salut, d'embarquer sur la corvette de charge *la Fortune*.....	241	160
22.	Décision qui fait porter sur les contrôles les nommés Dominique Domanette et Louis Aucone en qualité de garçons de bureau de l'hôtel du gouvernement, et qui institue le nommé Pollux gardien du mobilier dudit hôtel.....	242	160
23.	Circulaire ministérielle n° 147. Augmentation de 10 centimes par jour sur la solde des sous-officiers.....	268	211
23.	Dépêche ministérielle n° 148. Répartition nouvelle des places à bord de *l'Armide*....	319	241
23.	Décret relatif aux fonctions de commissaire-rapporteur près le 1er conseil de guerre fonctionnant comme tribunal maritime spécial à la Guyane.....	329	266
24.	Dépêche ministérielle n° 149. Notification		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	d'un décret du 19 mars 1853, rectificatif de celui du 15 janvier précédent.....	320	242
24 mars 1853.	Arrêté qui nomme M. Merlet maire de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Condery.....	197	139
24.	Décision qui attache le nommé Boria, en qualité de garçon de bureau, au détail des approvisionnements, en remplacement du nommé Yo.....	243	160
25.	Arrêté qui promulgue dans la colonie le décret du 15 janvier 1853, sur le serment à prêter par les officiers, fonctionnaires et employés relevant du département de la marine, et l'arrêté ministériel du 17 du même mois, qui détermine la forme de cette nouvelle prestation de serment.....	198	140
25.	Décision portant acceptation de la démission de M. Michély (Statronis), conseiller municipal de la ville de Cayenne.....	244	161
25.	Décision qui débarque M. Dumas, chirurgien de 3e classe, provisoirement embarqué sur l'aviso à vapeur *le Styx*.....	245	161
25.	Ordre qui embarque M. Gauzy, lieutenant d'infanterie de marine, sur le navire marchand *le Commerce*, pour se rendre à la Martinique.....	246	161
26.	Décision qui règle la délivrance pour le service de la poste aux lettres de 125 grammes de cire à cacheter par mois, au lieu de 36 grammes alloués par la décision du 28 avril 1851.....	247	161
26.	Décision qui embarque M. Lasneret, commis de marine, sur le navire du commerce *la Smala*, pour rentrer en France.....	248	161
29.	Décision qui alloue une solde de 500 francs par an, sur le chap. IV (art. 5, dépenses diverses), à la femme Molette (Marie-Magdeleine-Laya) sage-femme à l'hôpital....	249	161
29.	Décision qui règle la délivrance, pour l'éclairage de l'officier de garde au poste de la place, d'une bougie entière du poids de 100 grammes, par 24 heures.....	250	162

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
31 mars 1853.	Arrêté qui confère des noms patronymiques à divers individus.....	201	145
31.	Arrêté qui nomme M. Berthier (Gustave) commissaire-commandant du quartier de Kourou, en remplacement de M. Frontin (Thierry), décédé.....	202	146
31.	Arrêté qui charge M. Bassigny (Eugène), commissaire de police à Kourou, des fonctions provisoires de lieutenant-commissaire-commandant de ce quartier.....	203	147
31.	Arrêté portant que l'obligation de travail imposée aux condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement sera exécutée soit à l'intérieur soit à l'extérieur des prisons.....	204	148
31.	Arrêté qui règle la composition de la ration journalière attribuée aux transportés dans les lieux de dépôts.....	205	149
31.	Arrêté qui fixe la composition du trousseau des transportés et la durée réglementaire des effets d'habillement et de literie qui le composent.....	206	151
31.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie, au 31 mars 1853.....	207	153
31.	Décision qui accorde aux jeunes Félicie Laurençot et Mathilde Lajard deux demi-bourses, vacantes au pensionnat des sœurs de St-Joseph.....	251	162
31.	Décision portant qu'à l'avenir le trésorier, astreint par l'art. 16 de l'arrêté du 18 décembre 1840, à délivrer des quittances aux contribuables dégrévés qui sont illettrés, absents ou décédés, sera affranchi de cette formalité pour les inconnus.....	252	162
31.	Décision qui accorde une ration journalière, composée de pain et de viande salée, au Sr Joseph (Alfred), exécuteur des arrêts criminels à Cayenne.....	253	162
31.	Arrêté qui délègue M. Castets, conseiller auditeur près la cour impériale de la Guyane, par empêchement de M. le juge impérial et de M. le lieutenant de juge, pour juger l'affaire actuellement pendante devant le		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	tribunal de première instance de Cayenne, entre la fabrique de cette ville et M. Mallet, habitant-propriétaire.....	254	162
31 mars 1853.	Décision qui attache provisoirement M. Delafon au bureau des revues, comme écrivain expéditionnaire.....	255	162
1er av.	Décision qui accorde une ration journalière de vivres aux transportés politiques et volontaires employés chez les habitants..	269	211
1er.	Décision qui augmente les appointements du Sr Cablat, distributeur au magasin général.	289	235
1er.	Décision qui nomme M. Pain (Théophile), 2e lieutenant-commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande, commissaire-commandant de ce quartier, en remplacement de M. de St-Quantin (Édouard)....	290	235
1er.	Décision qui charge M. Coste, sous-lieutenant au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine, du commandement de l'île St-Joseph.....	291	235
1er.	Décisions qui nomment les Srs Smitt et Lavy distributeurs auxiliaires aux îles du Salut.	292	235
1er.	Décission qui nomme le Sr Brissard, distributeur de 2e classe, employé aux îles du Salut, contre-maître boulanger.....	293	236
2.	Dépêche ministérielle no 168. Invitation de transmettre l'état des européens décédés à la Guyane française, pendant le 1er trimestre 1852.....	321	242
2.	Décision qui nomme M. Archambault percepteur de contributions dans le quartier de Kourou, en remplacement de M. Frontin (Thierry), décédé.....	294	236
4.	Arrêté qui promulgue dans la colonie le décret du 4 décembre 1852, portant amnistie en faveur des déserteurs de l'armée de mer, et celui du même jour, portant remise de peines en matière d'infractions aux lois et règlements concernant la police de la navigation.....	270	212
4.	Décision qui élève à 75 cent. l'indemnité journalière de 50 cent. allouée au jeune		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	Gratien, conducteur des enfants de la salle d'asile au camp St-Denis.....	295	236
4 avril 1853.	Arrêté qui charge provisoirement des fonctions d'agent comptable et de vaguemestre de la transportation, M. Pascaud, commissaire de police attaché aux établissements pénitentiaires.....	296	236
5.	Circulaire ministérielle n° 172. Transmission d'une décision du ministre des finances, portant que les rentes sur l'État, dépendant de successions ouvertes aux colonies, sont passibles du droit de mutation établi par la loi du 18 mai 1850.....	322	243
5.	Arrêté qui autorise, pendant une année, l'importation dans la colonie, en franchise de droits, de la glace et des comestibles conservés au moyen de la glace.....	273	217
5.	Arrêté qui réintègre M. de St-Michel Dunezat dans ses fonctions d'avoué de la curatelle.	274	217
5.	Décision qui alloue à l'officier de santé chargé du service des prisons, du camp St-Denis et de l'atelier disciplinaire de Cayenne, une indemnité annuelle de 400 francs....	275	218
6.	Dépêche ministérielle n° 173. Passage dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane des Srs Dubois et Seiler, gardes à pied de la garde de Paris.....	350	278
6.	Arrêté qui détermine la forme et les délais dans lesquels devra avoir lieu la prestation du serment prescrit par l'art. 16 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852.....	276	219
6.	Décision qui nomme M. Barbé, lieutenant du 3e régiment d'infanterie de marine, commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de l'îlet la Mère, en remplacement de M. le lieutenant Peloux.....	297	236
7.	Dépêche ministérielle n° 175. Notification du décret du 31 mars 1853, qui nomme M. Cuzent, commis de marine, du cadre de la Guyane, aide-commissaire de marine....	464	345
7.	Décision qui désigne M. Caillard, chirurgien de la marine de 2e classe, pour faire le ser-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	vice de santé des prisons, du camp St-Denis et de l'atelier disciplinaire à Cayenne.	298	236
7 avril 1853.	Décision qui nomme M. Jardin écrivain de la marine.....	299	237
7.	Décision portant acceptation de la démission du Sr Boyer, archer de la police urbaine..	300	237
8.	Dépêche ministérielle nº 178. Avis du décès, à l'hôpital de Brest, du gendarme à pied Rousset.....	351	278
8.	Circulaire ministérielle nº 179. Décision relative à la suspension des sous-officiers de gendarmerie.....	623	424
8.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, à M. Senès, chirurgien de la marine de 2e classe.....	301	237
9.	Décision qui autorise la délivrance de certaines fournitures à l'exécuteur des arrêts criminels à Cayenne.....	302	237
11.	Dépêche ministérielle nº 182. Acceptation de la démission du gendarme à cheval Floquet et mise en réforme du gendarme à pied Bouscasse.....	352	278
11.	Décision qui supprime le poste d'infanterie de marine établi au quartier de Mana....	303	238
11.	Ordre qui prescrit à M. Jardin, agent de colonisation, de s'embarquer avec sa famille sur le transport *la Fortune*, pour effectuer son retour en France.....	304	238
12.	Dépêche ministérielle nº ... M. Lalanne, lieutenant d'infanterie, appelé à servir à la Guyane, est destiné pour la Réunion.....	465	345
12.	Ordre qui prescrit à M. Lassigniardie, commis-receveur de l'enregistrement à Cayenne, de se rendre à la Martinique pour y continuer ses services.....	305	238
12.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, à M. d'Or, garde principal du génie.....	306	238
13.	Circulaire ministérielle nº 185. Congés accordés après 4 années de séjour aux colonies.....	323	252
15.	Dépêche ministérielle nº 200. M. Angelin,		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
	chirurgien de la marine de 3e classe, du cadre de Cayenne, en non activité, est rappelé à l'activité et destiné de nouveau à servir à la Guyane française.....	353	278
15 avril 1853.	Arrêté qui alloue à M. de la Richerie, lieutenant de vaisseau de 2e classe, commandant particulier de l'île Royale, un supplément de solde de 1,500 francs par an.....	277	221
16.	Dépêche ministérielle nº 205. M. Olive, licencié en droit, est destiné à servir à la Guyane française en qualité d'écrivain de la marine.....	354	279
16.	Décision qui raye des matricules le nommé Jean-Baptiste, garçon de bureau.....	307	238
18.	Décision qui attache M. Poupon (Auguste) au bureau du garde-magasin général, en qualité d'écrivain.....	308	238
18.	Décision qui nomme M. Eyriès, sous-lieutenant d'infanterie de marine, commandant du poste Malouet dans l'Oyapock.....	309	238
18.	Décision qui confirme M. Deparis dans les fonctions de commissaire de police de la ville de Cayenne.....	310	239
19.	Dépêche ministérielle nº ... M. Deflers, sous-lieutenant d'infanterie de marine à Cayenne, est mis en non activité par retrait d'emploi.....	466	345
19.	Dépêche ministérielle nº 207. Annulation de la nomination du gendarme Dubois.....	406	303
20.	Dépêche ministérielle nº ... Permutation d'office entre MM. Charrière et Savigny, capitaines adjudant-majors au 3e de marine.	467	345
21.	Arrêté qui pourvoit au remplacement de plusieurs membres du collége des assesseurs à Cayenne.....	278	222
21.	Arrêté qui promulgue, dans la colonie, le décret du 26 mars 1852, portant modifications dans le régime de la justice maritime.	279	223
21.	Décision portant acceptation de la démission du Sr Bruneau (Symphorien), surveillant principal de l'atelier des détenus.....	311	239
22.	Décision qui affecte à l'infirmerie militaire		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES
22 avril 1853.	des îles du Salut un infirmier, pris parmi les hommes de la troupe, et lui alloue un supplément mensuel de 20 francs.....	312	239
23.	Décision qui destine M. Cotholendy, chirurgien de la marine de 2e classe, à continuer ses services à l'Ilet-la-Mère, comme chargé du service de santé.....	313	239
25.	Circulaire ministérielle n° 219. Notification d'une décision du 30 octobre 1852, concernant les militaires de la gendarmerie réformés pour infirmités.....	324	252
26.	Arrêté qui donne au nouvel établissement pénitentiaire fondé sur la rive gauche de l'Oyapock le nom de St-Georges.....	281	228
26.	Ordre qui attache provisoirement le Sr Maurras (Charles) au premier bureau de l'enregistrement à Cayenne, en qualité d'expéditionnaire.....	314	239
27.	Décision qui règle la composition et la rétribution du personnel enseignant et des agents du collége de Cayenne.....	282	228
28.	Arrêté qui charge l'officier commandant le détachement de troupes à l'établissement St-Georges d'y remplir provisoirement les fonctions d'officier de l'état civil.....	283	230
28.	Arrêté portant modifications aux dispositions de l'arrêté du 28 décembre 1852, concernant le mode de paiement de la solde des fonctionnaires et agents attachés au service des établissements pénitentiaires....	284	231
29.	Décision qui nomme le Sr Janvier (Marcelin) garçon de bureau au bureau de l'indemnité coloniale, en remplacement du nommé Valence (Victor).....	315	239
30.	Circulaire ministérielle n° 230. Communication relative au mode d'envoi en France de produits de successions vacantes des colonies.....	390	285
30.	Arrêté concernant diverses nominations dans la magistrature de la colonie.....	285	232
30.	Décision rapportant celles des 17 avril et 15 mai 1849, qui affectent un quartier de l'a-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES
30 avril 1853.	telier disciplinaire de Cayenne pour recevoir les militaires de la garnison et les marins de la station, condamnés à la prison par mesure de discipline.....	286	233
30.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie, au 30 avril 1853.....	287	234
30.	Ordre qui attache provisoirement le Sr Jouven au 2e bureau de l'enregistrement à Cayenne, en qualité d'expéditionnaire...	316	240
30.	Ordre qui confirme le Sr Lœffler dans l'emploi de surveillant rural de 2e classe à Sinnamary, et le nomme en même temps gardien de la prison et surveillant de 2e classe de l'atelier disciplinaire dudit quartier.....	317	240
1er mai.	Décision qui prescrit à M. Savigny, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, de cesser de remplir, près le 1er conseil de guerre, fonctionnant comme tribunal maritime spécial, les fonctions de commissaire rapporteur.....	325	253
1er.	Décision qui nomme le Sr Oddo, pilote lamaneur au port de Cayenne, pilote des bâtiments de la station.....	355	279
1er.	Décision qui nomme le Sr Carron patron de la goëlette de servitude *l'Ibis*.....	356	279
1er.	Décision concernant l'imputation de la solde du Sr Bordes, pilote au port de Cayenne.	257	279
2.	Arrêté de promulgation du décret du 19 mars 1853, qui abroge le no 1 de l'art. 1er du décret du 15 janvier précédent, relatif à la loi du 17 mai 1826, sur les substitutions.....	326	254
2.	Arrêté portant promulgation du décret du 23 mars 1853, relatif aux fonctions de commissaire rapporteur près le 1er conseil de guerre fonctionnant comme tribunal maritime spécial à la Guyane.....	328	255
2.	Arrêté qui rapporte la décision du 20 août 1852, qui attache un commis expéditionnaire au parquet du procureur général à Cayenne.....	358	279

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES
3 mai 1853.	Décision qui rétablit, en faveur des sous-officiers et gendarmes à pied, détachés dans les brigades des quartiers de la colonie, l'indemnité annuelle de 240 francs précédemment allouée par l'arrêté du 22 décembre 1847	330	257
3.	Décision qui appelle M. Blandinières, capitaine d'artillerie de marine, à remplacer provisoirement, comme directeur d'artillerie, M. le capitaine Mancel	359	279
4.	Arrêté qui promulgue dans la colonie divers ordonnances, décrets et arrêtés concernant l'inscription maritime	331	258
4.	Décisions concernant diverses mutations dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane française	360	280
6.	Décision qui maintient le paiement d'un supplément annuel de 1,000 francs en faveur de chacun des curés de diverses paroisses, et qui supprime les frais de tournée aux ecclésiastiques envoyés en mission dans les quartiers	332	259
6.	Décision qui appelle M. Raynaud, chirurgien de la marine de 1re classe, à prendre la direction du service de santé à l'île Royale.	361	280
6.	Décision qui prescrit à M. Bigot, chirurgien de marine de 1re classe aux îles du Salut, de remettre son service à M. Raynaud	362	280
6.	Décision qui désigne M. Doué, pharmacien de la marine de 3e classe, pour remplacer aux îles du Salut M. Sigaloux, pharmacien du même grade	363	280
6.	Décision qui désigne M. Pignoni, chirurgien de la marine de 3e classe, pour remplacer aux îles du Salut M. Amouretti, chirurgien du même grade	364	280
9.	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Lagrange, commis-receveur de l'enregistrement	365	281
10.	Ordre qui prescrit à M. Mancel, capitaine en 1er d'artillerie de marine, de s'embarquer sur la frégate hôpital *l'Armide*, à l'effet		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
10 mai 1853.	de se rendre en France.....	366	281
10	Décision qui raye des matricules du service le Sr Lavaissière, portier du collége de Cayenne.....	367	281
10.	Décision qui nomme le Sr Antonio (Francisco) surveillant de 2e classe de l'atelier disciplinaire de Cayenne.....	368	281
11.	Décision portant nomination des officiers appelés à siéger comme juges aux conseils de guerre et de révision de la colonie....	333	260
11.	Décision qui appelle M. Blandinières, capitaine en 1er d'artillerie de marine, à remplir les fonctions de directeur d'artillerie, en remplacement de M. le capitaine Mancel.	369	281
12.	Décision qui nomme M. Besse (Eugène) membre suppléant de la commission chargée de vérifier et de constater la qualité des morues importées dans la colonie.....	334	261
12.	Arrêté portant règlement concernant les ouvriers civils et militaires employés dans les diverses directions, et fixant le tarif des salaires qui leur sont attribués.....	335	262
12.	Tarif des salaires des ouvriers employés par les directions des travaux.....	336	265
12.	Arrêté qui confère des noms patronymiques à divers individus.....	337	266
12.	Décision qui accorde à la jeune Marie-Gabrielle-Hélène Tiviro une demi-bourse dans le pensionnat des sœurs de St-Joseph à Cayenne.....	370	281
13.	Décision qui prescrit d'abonder des 3 p. % à l'infini les masses de couchage et d'habillement des soldats noirs.....	371	282
13.	Décisions portant mutations dans la gendarmerie de la Guyane.....	372	282
14.	Décision qui autorise la délivrance, à titre gratuit, de certains médicaments aux gendarmes des brigades des quartiers de la colonie.....	338	267
14.	Décisions portant augmentation de la solde des Srs Maurras et Jouven, écrivains attachés provisoirement aux 1er et 2e bureaux		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
14 mai 1853.	de l'enregistrement à Cayenne.....	373	282
14.	Décision qui nomme M. Urbain écrivain auxiliaire de la marine.....	374	282
15.	Circulaire ministérielle n° 303. Instruction adressée au gouverneur de la Martinique, concernant l'initiative des sursis à accorder en matière de recouvrement d'amendes attribuées à la caisse des invalides.....	439	312
16.	Décision qui charge M. Brache (Jules), commis de marine, chef du bureau des fonds, de suppléer le chef du détail des travaux pendant son absence du chef-lieu.....	375	282
16.	Décision portant acceptation de la démission de M. Douillard (Félix), écrivain temporaire de la marine.....	376	282
17.	Circulaire ministérielle n° 263. Communication d'une instruction adressée à la Martinique, concernant l'initiative des sursis à accorder en matière de recouvrement d'amendes attribuées à la caisse des invalides.....	438	311
17.	Décision qui accorde un congé pour France au Sr Melchior (Jean-Jules), surveillant rural de 1re classe au quartier de Macouria.....	377	283
17.	Ordre qui nomme provisoirement le Sr Flotte (Alexis), en son remplacement.....	378	283
18.	Dépêche ministérielle n° 266. M. Delidon, pharmacien de la marine de 3e classe, est désigné pour servir temporairement dans les établissements pénitentiaires de la Guyane.....	469	346
18.	Décision qui nomme le Sr Gustave Zéphirin surveillant rural de 2e classe au quartier de Roura.....	379	283
18.	Décision qui accorde un congé à M. Brémond (Joseph-Étienne), commissaire-commandant du quartier de Macouria et chef de bataillon des milices à Cayenne.....	380	283
19.	Décision qui accorde un congé au Sr Harmois, ouvrier relieur à l'imprimerie du gouvernement, à Cayenne.....	381	283

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
20 mai 1853.	Arrêté qui promulgue dans la colonie les décrets des 17 et 19 février 1853, portant augmentation de la solde des sous-officiers de toutes armes des armées de terre et de mer.....	339	268
21.	Décret qui révoque M. Tanc de ses fonctions de conseiller à la cour impériale de la Guyane française.....	440	314
21.	Arrêté qui rend applicables aux femmes condamnées à la reclusion et à l'emprisonnement les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1853, portant obligation de travail dans les prisons de la colonie.....	342	270
21.	Arrêté qui règle la délivrance des vêtements et du savon à faire aux individus des deux sexes condamnés aux travaux forcés et à l'atelier disciplinaire, détenus dans les prisons de la colonie.....	343	272
21.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, à M. Mercier, procureur impérial près le tribunal de première instance à Cayenne.....	382	283
21.	Décision qui nomme le Sr Terrina portier du collége de Cayenne, en remplacement du Sr Lavaissière.....	383	283
21.	Décision qui nomme le Sr Loubango garçon de bureau au détail des revues, en remplacement du nommé Jean-Baptiste.....	384	283
23.	Décision qui nomme provisoirement M. Vigué commissaire-commandant du quartier de Macouria, en remplacement de M. Brémond.....	344	273
23.	Arrêté qui prescrit à M. Marbotin de reprendre ses fonctions de juge impérial du tribunal de première instance de Cayenne, et qui nomme provisoirement M. Deslandes procureur impérial près ledit tribunal...	345	274
24.	Dépêche ministérielle no 272. Le Sr Blanchot, maréchal des logis au 1er régiment de cuirassiers, est nommé à un emploi de gendarme à cheval à la Guyane francaise...	468	345
25.	Décret qui nomme M. Desmazes, commissaire-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES
25 mai 1853.	adjoint employé à la Martinique, commissaire de la marine dans le service colonial, et l'appelle aux fonctions d'ordonnateur à la Guyane française, en remplacement de M. Reisser.....	470	346
25.	Décision qui nomme provisoirement le Sr Naïs, caporal d'infanterie de marine à Cayenne, ouvrier relieur à l'imprimerie du gouvernement.....	385	284
27.	Décision qui rend applicable au Sr Grandjean, ouvrier d'état à la direction d'artillerie, le tarif joint à l'arrêté du 12 mai 1853, et règle la manière de décompter ses journées de travail.....	386	284
28.	Décret concernant le rétablissement de la direction de l'intérieur à la Guyane.....	445	318
28.	Décret qui nomme M. Favard directeur de l'intérieur.....	446	319
28.	Décret portant prorogation des dispositions exceptionnelles du décret du 27 avril 1848, sur les délais et les formalités relatives à la purge légale des immeubles.....	524	368
30.	Décision qui charge M. Maisonneuve, sous-commissaire de la marine de 2e classe, du bureau de la comptabilité centrale des fonds, en remplacement de M. Brache (Jules), commis de marine.....	387	284
30.	Décision qui prescrit à M. Brache (Jules), commis de marine, de faire la remise du détail des fonds à M. le sous-commissaire Maisonneuve et de continuer ses services sous les ordres de cet officier d'administration.....	388	284
31.	Circulaire ministérielle n° 289. Désignation des officiers et agents du département de la marine qui ont droit au traitement de légionnaire.....	441	314
31.	Dépêche ministérielle n° 295. MM. Noyer, sous-commissaire, et Laborde, aide-commissaire de marine à la Guyane, sont promus, le premier, au grade de commissaire-adjoint, et le second, à celui de sous-com-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
31 mai 1853.	missaire, dans le service colonial.....	471	346
31.	Dépêche ministérielle n° 298. Notification d'un décret impérial du 28 mai, qui proroge les dispositions de celui du 27 avril 1848, relatives aux atermoiements accordés pour la purge des immeubles hypothéqués aux colonies.....	512	355
31.	Décision qui règle les fournitures de luminaire à faire pour le service de la direction du port et du pilotage.....	346	275
31.	Arrêté qui règle la composition de la ration journalière de vivres à délivrer aux noirs transportés sur les établissements pénitentiaires.....	347	276
31.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie au 31 mai 1853.....	348	277
1er juin.	Décision qui pourvoit au remplacement de plusieurs membres de la commission instituée par l'arrêté du 7 décembre 1830, pour vérifier la qualité et arrêter les prix courants des denrées coloniales et marchandises à la Guyane française	391	286
2.	Circulaire ministérielle n° 299. Un cautionnement entièrement libéré peut être affecté à la garantie d'un nouveau marché.....	513	356
2.	Ordres qui renvoient en France, à la disposition du ministre, les Srs Laplanche et Badschefski, surveillants, attachés aux établissements pénitentiaires.....	407	304
3.	Dépêche ministérielle n° ... La 17e compagnie du 1er régiment d'infanterie de marine passera au 3e régiment de l'arme, sous le n° 46, et escortera un convoi de condamnés partant de Brest pour Cayenne.	514	357
3.	Décision qui alloue une somme de 400 francs par an au caporal d'infanterie de marine Curte, employé aux écritures de la mairie de Cayenne.....	408	304
4.	Arrêté qui règle la redevance à acquitter à la caisse coloniale pour l'obtention des plants provenant du jardin de naturalisation de Baduel.....	392	287

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
4 juin 1853.	Décision qui alloue au chef du service de santé, dans chaque établissement pénitentiaire, une indemnité de 100 francs par an, pour fournitures de bureau.....	409	304
4.	Décision qui alloue une indemnité de 400 francs, pour frais de bureau, au commandant particulier de l'Ile-Royale, et celle de 200 francs aux commandants particuliers de l'Ilet-la-Mère, de la Montagne-d'Argent et de St-Georges.....	410	304
4.	Décision qui nomme M. Dard, lieutenant d'artillerie de marine, commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent.....	411	304
6.	Décision portant acceptation de la démission de M. Beauvalet, comme lieutenant-commissaire-commandant et percepteur des contributions du quartier de Macouria...	393	289
6.	Décision qui nomme M. Vigué percepteur des contributions dans le quartier de Macouria, en remplacement de M. Beauvalet.	394	289
7.	Dépêche ministérielle n° 309. M. Jardin, agent de colonisation à la Guyane française, est licencié du service.....	530	373
8.	Circulaire ministérielle n° 310. Les capitaines de gendarmerie recevront un cheval aux frais de l'État.....	515	358
8.	Ordre qui nomme le sieur Nodat garçon de bureau au détail des travaux, en remplacement du nommé Lucien.....	412	305
9.	Décision qui autorise le commissaire de police du quartier d'Oyapock, en cas d'absence ou d'empêchement de la part du commissaire-commandant de cette localité, à recevoir les actes de l'état civil.....	395	290
9.	Décision qui alloue aux agents des vivres, employés dans les établissements pénitentiaires et y remplissant les fonctions de comptables, une indemnité de 5 francs par mois pour frais de bureau.....	413	305
9.	Décision qui règle que le capitaine de port à Cayenne, bien que logé dans un bâtiment		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
9 juin 1853.	de la direction du port, ne supportera aucune retenue sur son indemnité de logement.....	414	305
9.	Décision qui nomme provisoirement le sieur Bouchard, gendarme à pied dans la compagnie de la Guyane française, brigadier à pied dans ladite compagnie.....	415	305
9.	Arrêté qui nomme le sieur Mégny, ex-brigadier de gendarmerie à pied, surveillant de 2e classe des transportés.....	416	305
9.	Décision qui nomme le sieur Étienne (François-Alexandre) facteur de la poste aux lettres à Cayenne, en remplacement du sieur Beaumaine, et le charge, en outre, de la distribution des avertissements aux contribuables pour le paiement de l'impôt.	417	306
9.	Décision qui autorise l'emploi momentané au bureau du domaine de deux écrivains, afin d'accélérer la confection des rôles de contributions de l'année 1853, ainsi que celle concernant les avertissements destinés aux contribuables.....	418	306
10.	Décision qui porte de 300 à 365 francs la solde annuelle du sieur Lucien Terrina, portier du collége de Cayenne.....	419	306
14.	Dépêche ministérielle n° 320. Avis de la nomination et de l'envoi de dix-sept gendarmes à pied dans la compagnie de la Guyane, et de l'autorisation du passage dans ladite compagnie, en qualité de maréchal des logis, du sieur Orvain ; et de la nomination, au grade de brigadier, des sieurs Teysseire, Card, Ricklin et Lebresne.	531	373
14.	Dépêche ministérielle n° 321. Dissolution de la brigade d'agents spéciaux créée dans la colonie en 1852 pour la police des établissements pénitentiaires, et licenciement de cinq agents qui en faisaient partie.....	532	374
14.	Arrêté qui convoque les assises extraordinaires, à Cayenne, pour le 25 juin 1853..	396	291
14.	Décision qui nomme le sieur Farina porteur de contraintes dans le quartier de Mana..	420	306

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
15 juin 1853.	Décision qui supprime les emplois de professeur de chant et de musique vocale dans les écoles des frères de Ploërmel et des sœurs de Saint-Joseph à Cayenne.....	397	292
15.	Décision qui nomme la Dame Lallemand porte-clefs à la prison des femmes à Cayenne.....	421	306
15.	Décision qui supprime l'emploi de chef d'escouade à l'atelier disciplinaire d'Approuague.....	422	307
15.	Décision qui porte de 1,800 à 2,000 francs les appointements du sieur Wéber, concierge des prisons de la ville de Cayenne.	423	307
15.	Décision qui règle que le sieur Richard, surveillant de la chaîne des condamnés aux travaux-forcés, prendra le titre de surveillant des condamnés et des détenus, et porte sa solde de 1,500 à 1,600 francs par an.....	424	307
20.	Arrêté qui fixe la délimitation de certains quartiers de la colonie.....	398	293
20.	Arrêté qui accorde provisoirement un congé, pour se rendre en France, à M. Deslandes, procureur impérial *par intérim* à Cayenne.	425	307
20.	Décision qui alloue, à titre de frais d'écritures extraordinaires, une somme de 90 francs par mois à un second écrivain attaché au parquet du procureur général...	426	307
22.	Décision qui nomme les membres de la commission chargée de procéder à la révision du tarif d'importation pour le 2e semestre 1853.....	399	294
22.	Décision qui appelle le sieur Valette, garde de police urbaine, à remplacer le sieur Lallemand, comme gardien de l'atelier disciplinaire de Cayenne, sous la dénomination de concierge de la prison des femmes du chef-lieu.....	427	308
22.	Décision qui nomme le sieur Lallemand, gardien de l'atelier disciplinaire de Cayenne, garde de police urbaine, en remplacement du sieur Valette.....	428	308

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
24 juin 1853.	Dépêche ministérielle n° 332. M. Lasneret, commis de marine du cadre de la Guyane, est licencié du service.....	533	374
24.	Dépêche ministérielle n° 335. Envoi à la Guyane du frère Provost, de la compagnie de Jésus, en remplacement du frère Mercier.	534	374
25.	Ordre qui prescrit au sieur Reutin, 2e maître de timonerie de 1re classe, capitaine comptable de la goëlette *l'Ile-Madame*, de débarquer dudit bâtiment et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Voyageur*.....	429	308
25.	Ordre qui prescrit au sieur Carron, 2e maître de timonerie de 1re classe, de quitter le commandement de la goëlette *l'Ibis* pour prendre celui de la goëlette *l'Ile-Madame*..	430	308
25.	Décision qui nomme le sieur Pignatel, pilote lamaneur des côtes de la Guyane française, patron de la goëlette de servitude *l'Ibis*...	431	309
25.	Décision qui met le sieur Lacaze, écrivain provisoire de la marine, à la disposition de M. le chef du service administratif de l'Ilet-la-Mère.....	432	309
28.	Dépêche ministérielle n°.... Les jeunes Barbier, Dozol, Nessler et Peyrottes sont admis comme enfants de troupe dans le détachement d'infanterie de la marine stationné à Cayenne.....	537	375
28.	Arrêté qui modifie celui du 9 juin 1852, concernant la création d'une compagnie de canotiers-manouvriers pour le service de la direction du port.....	400	295
28.	Arrêté qui charge les sous-officiers de gendarmerie, commandant les brigades d'Approuague et de Sinnamary, de remplir provisoirement, à défaut des commissaires-commandants, les fonctions du ministère public dans ces localités.....	401	297
28.	Arrêté qui nomme deux magistrats pour faire partie du conseil privé pendant le 2e semestre 1853.....	402	298
28.	Arrêté qui confère des noms patronymiques à divers individus.....	403	299

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
29 juin 1853.	Circulaire ministérielle nº 344. Communication relative au salaire des huissiers pour l'affiche des extraits d'arrêts de condamnation par contumace.....	516	359
29.	Copie d'une dépêche ministérielle adressée au gouverneur de la Martinique à ce sujet.	517	360
30.	Dépêche ministérielle nº 346. Annulation de la permutation autorisée entre MM. Merlet et Lassigniardie, commis receveurs de l'enregistrement.....	538	375
30.	Dépêche ministérielle nº 348. Acceptation de la démission du sieur Card, brigadier de gendarmerie destiné pour la Guyane.....	592	410
30.	Dépêche ministérielle nº 352. Allocation d'une indemnité spéciale de 2,000 francs par an à M. Laure, second médecin en chef de la marine, chargé du service de santé à Cayenne.....	336	375
30.	Décision qui charge un employé de la direction de l'intérieur de la tenue de la comptabilité des salaires alloués aux condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement, lorsqu'ils sont affectés aux travaux d'utilité publique.....	404	300
30.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie au 30 juin 1853.....	405	303
30.	Arrêté qui nomme le sieur Plumel, sergent au 3ᵉ régiment d'infanterie de marine, surveillant de 3ᵉ classe des transportés....	433	309
30.	Décision qui révoque de son emploi le sieur Cérille, surveillant rural de 1ʳᵉ classe au quartier du Tour-de-l'Ile.....	434	309
30.	Décision qui augmente les appointements de M. Lucien (Joseph-Victor), écrivain de la marine.....	435	309
30.	Décision qui charge M. Dupin, employé à la direction de l'intérieur, de la comptabilité et de la répartition des salaires alloués aux condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement.....	436	309
30.	Arrêté qui charge le sieur Fauvel, concierge du fort du Diamant, de la garde des pri-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
30 juin 1853.	sonniers qui y sont détenus et de la préparation et de la distribution de leurs aliments.	437	310
30.	Dépêche ministérielle n° 347. M. Ledoulx de Glatigny, commissaire-adjoint de 2e classe de la marine, contrôleur colonial à la Guyane française, est porté à la 1re classe de son grade.....	472	346
1er juill.	Décision qui désigne les fonctionnaires auxquels il sera fourni de l'eau de Baduel, et qui règle la quantité journalière à leur délivrer.....	443	316
1er.	Décision portant acceptation de la démission du sieur Martin-Nérée, surveillant rural de 3e classe au quartier d'Approuague...	473	347
1er.	Décision qui nomme le sieur Clérim (Gabriel-Charlotte) surveillant rural de 3e classe au quartier d'Approuague.....	474	347
1er.	Décision qui nomme MM. Pouget, Desportes et Viriot (Louis-Gustave), écrivains titulaires de la marine.....	476	347
1er.	Décision portant acceptation de la démission de M. Martin (Léopold), écrivain de la marine.....	475	347
1er.	Décision qui nomme M. Urbain (Jules-Martin) écrivain titulaire de la marine.....	477	347
1er.	Décision qui règle le mode de paiement des salaires acquis par les militaires employés aux corvées du magasin général.....	478	347
4.	Dépêche ministérielle n° 362. Permutation entre M. Cipollina, lieutenant de gendarmerie à la Guyane, et M. Beaugeois, offi- du même grade, destiné pour la Guadeloupe.....	535	374
6.	Décision qui attache le nommé Vertbois (Pamphile) au bureau du contrôle, en qualité de garçon de bureau.....	479	347
7.	Dépêche ministérielle n° 375. M. l'abbé Rollinat est destiné pour être attaché aux établissements pénitentiaires à la Guyane...	594	411
7.	Arrêté portant promulgation du décret du 28 mai 1853, concernant le rétablissement de la direction de l'intérieur à la Guyane.	444	317

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
7 juill. 1853.	Décision qui augmente les appointements de MM. Pouget, Desportes et Viriot (Louis-Gustave), écrivains de la marine.....	480	348
7.	Décision qui nomme M. Viriot (Joseph-Amédée) écrivain temporaire de marine..	481	348
7.	Ordre qui prescrit à M. Coignet, écrivain de la marine, de débarquer de la corvette *l'Allier* et d'embarquer provisoirement sur *le Styx*.....	482	348
8.	Décision qui établit un poste militaire au fort du Diamant.....	447	320
9.	Dépêche ministérielle n° 379. Allocation d'une indemnité pour achats de vivres aux gendarmes détachés dans les quartiers...	519	363
11.	Dépêche ministérielle n° 379 bis. MM. Chanlou et Girard sont nommés commis de marine et destinés à servir à la Guyane..	539	375
12.	Dépêche ministérielle n° 380. Le gendarme Vitrey, de la compagnie de la Guyane, est autorisé à passer comme gendarme à cheval dans la compagnie des Vosges....	593	410
12.	Dépêche ministérielle n° 382. Avis de la mise en réforme des gendarmes Frémeaux, Baudoin et Robinet, de la compagnie de la Guyane.....	594	411
12.	Dépêche ministérielle n° 383. Avis du renvoi à la Guyane du sieur Herpin, pour être être employé en qualité de surveillant dans les établissements pénitentiaires.....	540	375
12.	Arrêté qui règle la quotité du traitement de table attribué aux officiers, fonctionnaires ou agents envoyés en mission sur les dépôts des pénitenciers.....	448	321
12.	Ordre qui prescrit à M. Bernard, officier d'administration de l'aviso à vapeur *le Voyageur*, de débarquer de ce bâtiment et de remettre son service à M. Coignet, écrivain de la marine.....	483	348
12.	Ordre qui prescrit à M. Coignet, écrivain de la marine, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Styx* et d'embarquer en qualité d'officier d'administration sur *le Voyageur*.	484	348

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
12 juill. 1853.	Décision qui attache M. Eugène Philibert comme écrivain expéditionnaire au bureau des travaux.....	485	349
12.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, à M. Magy, instituteur au collége de Cayenne.....	486	349
12.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, au sieur Chappuis, surveillant rural de 1re classe au quartier de l'Ile-de-Cayenne.....	487	349
13.	Arrêté qui prescrit à M. Favard (Michel), nommé directeur de l'intérieur à la Guyane, de prendre ses fonctions.....	449	322
13.	Tarif d'importation pour servir à la liquidation des droits sur les munitions et marchandises introduites dans la colonie pendant le 2e semestre 1853.....	450	323
13.	Arrêté qui prescrit à M. Noyer, chargé provisoirement des fonctions de chef de l'administration intérieure, de faire la remise de ce service à M. Favard..	488	349
14.	Décision qui nomme le sieur Lacaze garde-magasin comptable à l'Ilet-la-Mère.....	489	349
15.	Dépêche ministérielle no 389. Au sujet d'un différend qui s'est élevé entre l'ordonnateur et le contrôleur colonial.....	520	363
15.	Arrêté qui règle de nouveau, pour la Guyane française, la composition de la commission d'examen des candidats aux bourses nationales.....	451	332
15.	Arrêté portant nominations provisoires dans l'ordre judiciaire à la Guyane.....	452	333
18.	Dépêche ministérielle no 395. Adoption, par le ministre de la guerre, de diverses dispositions concernant la compagnie de gendarmerie de la Guyane.....	596	411
18.	Arrêtés qui nomment les sieurs Wagner et Dumont, sergents au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine à Cayenne, surveillants de 3e classe des transportés..	490	349
19.	Décision concernant l'admission des sous-officiers de la garnison dans le corps des		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES
19 juill. 1853.	surveillants des établissements pénitentiaires.....	453	334
19.	Décision qui prescrit à M. Delzons, officier d'administration de l'aviso à vapeur *le Styx*, de débarquer de ce bâtiment et de remettre ses fonctions à M. Maissin, écrivain de la marine.....	491	350
19.	Décision qui nomme M. Delzons, commis de marine, chef du service administratif à l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges.	492	350
19.	Décision qui nomme M. Maissin, écrivain de la marine, officier d'administration de l'aviso à vapeur *le Styx*, en remplacement de M. Delzons.....	493	350
20.	Dépêche ministérielle n° 400. Droits à percevoir sur les chaudières à sucre importées dans les colonies.....	567	382
»	Dépêche ministérielle n° 448. Les chaudières fabriquées avec de la fonte étrangère doivent être admises dans les colonies au droit de 1 fr. 40 cent. les 100 kilogrammes....	568	383
20.	Arrêté qui ouvre à l'ordonnateur un crédit provisoire de délégation de 8,618 fr. 84 cent. au compte du chapitre II : *Services militaires* (matériel), exercice 1852.....	454	334
20.	Arrêté qui ouvre à l'ordonnateur un crédit supplémentaire de délégation de 20,329 fr. 83 cent., pour l'acquittement des dépenses restant à payer dans la colonie sur le chapitre IV : *Service local*, exercice 1852....	455	336
20.	Arrêté qui ouvre à l'ordonnateur un nouveau crédit provisoire de délégation de 20,842 francs au compte du chapitre IV *ter*, exercice 1852.....	456	337
20.	Arrêté qui reporte à l'exercice 1852 la somme de 1,191 francs, non employée à la clôture de l'exercice 1851, sur le crédit affecté à l'acquittement de la portion de l'indemnité coloniale payable en numéraire..	457	338
20.	Décision qui autorise M. l'abbé Guilmin, prêtre missionnaire à Cayenne, à partir pour France, à ses frais.....	494	350

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
20 juill. 1853.	Décision qui nomme M. Noyer, commissaire-adjoint de la marine, chef du bureau des revues et armements, en remplacement de M. Brache, sous-commissaire...	495	350
20.	Décision qui porte de 1,400 à 1,600 francs par an les appointements de M. Berteau, écrivain de la marine, attaché au contrôle.	496	351
20.	Décisions portant nominations dans le corps de la gendarmerie à la Guyane.....	497	351
20.	Décision qui destine MM. Olive et de Billy, écrivains de la marine, à servir sous les ordres du garde-magasin.....	498	351
21.	Décision qui prescrit de passer des revues trimestrielles des troupes de la garnison de la Guyane.....	458	339
21.	Ordre qui prescrit au sieur Reutin, 2e maître de timonerie de 1re classe, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Voyageur* et d'embarquer sur le transport *l'Allier*.....	499	351
21.	Décision qui nomme M. Saint-Père, ex-sergent-major au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine, écrivain de la marine.....	500	351
21.	Décision qui nomme le sieur Jouven garde-magasin comptable de l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges.....	501	351
22.	Dépêche ministérielle n° 403. Augmentation de la gendarmerie de la Guyane.....	521	364
22.	Décision qui charge M. Brache (Claude-Frédéric), sous-commissaire de marine, de la direction du détail des hôpitaux, en remplacement de M. Thuret, aide-commissaire.....	502	352
22.	Décision qui accorde un congé à M. Reisser, écrivain de la marine, pour se rendre à la Martinique.....	503	352
22.	Décision qui nomme M. Thuret, aide-commissaire de la marine, chef du secrétariat de l'ordonnateur, en remplacement de M. Reisser, écrivain de la marine.....	504	352
22.	Décision qui charge M. Guillermin, élève chirurgien, du service de santé au poste		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
22 juill. 1853.	Malouet, et de suppléer, en cas d'empêchement, le chef du service de santé sur l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges	505	352
22.	Décision qui nomme le sieur André-Victor dit Blandin garçon de bureau au détail des revues, en remplacement du nommé Casimir Loubango	506	352
23.	Circulaire ministérielle n° 407. Nouvelles recommandations relatives au service des bibliothèques	570	387
23.	Arrêté qui met en état de siége l'établissement pénitentiaire de l'Ilet-la-Mère	459	340
23.	Décision qui révoque le sieur Lucien Terrina, portier du collége de Cayenne	507	352
23.	Décision qui nomme le sieur Pejos (Joseph) portier du collége de Cayenne, en son remplacement	508	353
26.	Décision qui accepte la démission du sieur Beilvert, distributeur au magasin général.	509	353
28.	Arrêté qui charge le chef du service administratif sur l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges d'y remplir les fonctions d'officier de l'état civil	460	341
28.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, au sieur Séjourné, ouvrier lithographe de l'imprimerie du gouvernement	510	353
28.	Décision portant acceptation de la démission du sieur Giaimo, comptable de la direction des ponts et chaussées	511	353
30.	Dépêche ministérielle n° 413. Avis de diverses mutations dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane française	597	411
30.	Dépêche ministérielle n° 414. M. Douat, chef du bureau du personnel et des services militaires à la direction des colonies, est, sur sa demande, admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite, et est remplacé, en cette qualité, par M. de Ruthye-Bellacq, commissaire de la marine du service colonial	541	376

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES
30 juill. 1853.	Décision portant nominations de plusieurs membres des conseils de guerre et de révision	461	342
31.	Arrêté portant fixation des primes à accorder aux capteurs de forçats évadés des établissements pénitentiaires créés à la Guyane.	462	343
31.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie, au 31 juillet 1853	463	344
1er août.	Décision qui détache M. Thomas, chirurgien de 2e classe de la marine, sur l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, pour y être chargé du service de santé	542	376
1er.	Décision qui autorise M. Amouretti, chirurgien de la marine de 3e classe, à rentrer en France	543	376
1er.	Décision qui met à la disposition du ministre M. Fauvel, garde-magasin comptable à l'Ilet-la-Mère	544	376
1er.	Ordre qui prescrit au sieur Rivière, agent de police, attaché aux établissements pénitentiaires, de rentrer en France	545	376
2.	Décision qui nomme une commission à l'effet de vérifier et d'apurer le compte de gestion de M. Faniard, garde d'artillerie à Cayenne	546	376
2.	Décision qui prescrit à M. Bigot, chirurgien de la marine de 1re classe, de rentrer en France	547	377
3.	Décision qui autorise M. Coutances, pharmacien de la marine de 2e classe, à rentrer en France	548	377
3.	Décision qui charge M. Autret, pharmacien de la marine de 2e classe, du service pharmaceutique aux îles du Salut, en remplacement de M. Coutances	549	377
3.	Décision qui autorise une permutation entre MM. Aubry et Vivien, chirurgiens de la marine de 3e classe	550	377
4.	Arrêté fixant le programme pour la célébration de la fête nationale du 15 août 1853.	522	365
5.	Copie d'une circulaire de M. le ministre des affaires étrangères aux consuls concernant		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES
5 août. 1853.	les navires français vendus à l'étranger et destinés à nos colonies.....	574	390
5.	Arrêté de promulgation du décret du 28 mai 1853, portant prorogation des dispositions exceptionnelles du décret du 27 avril 1848, sur les délais et les formalités relatives à la purge légale des immeubles....	523	367
6.	Décret portant nomination des membres du conseil privé de la Guyane française.....	571	388
6.	Décision qui révoque de ses fonctions le sieur Jouven, garde-magasin comptable sur l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges.....	551	377
8.	Décision qui alloue au sieur Kelsch, transporté, détenu au fort du Diamant, 50 grammes de sucre blanc et un supplément de 25 centilitres de vin, par jour.....	552	377
9.	Circulaire adressée aux payeurs par le chef de la division du contentieux au ministère des finances, concernant les formalités qui doivent être remplies pour opérer la libération de l'État ou des départements, dans les cas où les sommes dues sont grevées d'oppositions ou de significations quelconques.....	627	428
9.	Décision qui nomme le sieur Fourier distributeur au magasin général.....	553	378
9.	Décision qui porte à 1,800 francs par an la solde du sieur Cablat, distributeur au magasin général.....	554	378
9.	Décision qui fixe à 40 francs la solde mensuelle des canotiers de l'Ilet-le-Père.....	555	378
10.	Décret impérial qui confère la médaille militaire à divers militaires.....	598	412
10.	Décision qui accorde un supplément d'une demi-journée de solde aux troupes de la garnison et aux marins de la station, à l'occasion de l'anniversaire du 15 août..	525	369
11.	Dépêche ministérielle n° 428. Le traitement de M. Leboucher, sous-ingénieur colonial à la Guyane, a été porté à 4,500 francs par an.....	599	412

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
11 août. 1853.	Décision qui destine le sieur Lelaé, distributeur de 1re classe, à servir sur l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges...	556	378
12.	Circulaire ministérielle n° 429. Changement dans le costume de la gendarmerie.....	572	389
12.	Décision qui met M. Bernard, commis de marine, à la disposition du commissaire des hôpitaux.....	557	378
13.	Décret impérial portant nominations et promotions dans l'ordre impérial de la Légion d'Honneur.....	600	412
14.	Décret impérial portant nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'Honneur.....	601	413
15.	Décret impérial qui confère la médaille militaire à divers militaires.....	602	413
15.	Décision qui nomme le sieur Peyras, sergent au 3e régiment de marine, surveillant de 3e classe des pénitenciers.....	558	378
16.	Décision qui prescrit le transport à l'Ilet-la-Mère du 1er conseil de guerre permanent, pour juger plusieurs transportés politiques.	526	369
16.	Décision qui emploie provisoirement aux écritures du 2e bureau de l'enregistrement le sieur Damas-Ribeiro, en remplacement du sieur Jouven.....	559	379
16.	Décision qui porte à la 2e classe de son emploi le sieur Brown (François), surveillant rural de 3e classe au quartier du Tour-de-l'Ile.....	560	379
18.	Dépêche ministérielle n° 437. L'effectif du détachement d'ouvriers d'artillerie de marine, stationné à la Guyane, est réduit de 50 à 26 hommes.....	603	413
18.	Dépêche ministérielle n° 438. M. Touyon, chirurgien de la marine de 2e classe, est destiné à remplacer, sur les établissements pénitentiaires de la Guyane, M. Lauvergne et ultérieurement M. Rolland.....	657	466
18.	Décision qui charge M. Colson, chirurgien de la marine de 1re classe, du service de santé de l'Ilet-la-Mère, en remplacement		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
18 août 1853.	de M. Cotholendy.....	561	379
20.	Décret autorisant l'envoi, dans les établissements pénitentiaires de la Guyane, des individus des deux sexes, d'origine africaine ou asiatique, condamnés aux travaux forcés et à la reclusion.....	641	451
22.	Arrêté qui déclare n'y avoir lieu de recourir à la clémence de l'empereur en faveur de divers individus condamnés par la cour d'assises de la Guyane.....	527	370
22.	Décision qui nomme le sieur Séraphin (Eugène) garçon de bureau au détail des revues, en remplacement du nommé Blandin (André-Victor).....	562	379
23.	Dépêche ministérielle n° 443. Avis de l'acceptation de la démission des gendarmes à pied Fournier et Marignan, de la compagnie de la Guyane.....	656	466
25.	Circulaire ministérielle n° 445. Dispositions concernant les navires français vendus à l'étranger et destinés à nos colonies.....	573	389
25.	Décision qui alloue une indemnité annuelle de 600 francs, pour frais de bureau, au directeur des établissements pénitentiaires.	528	372
26.	Décision qui nomme le sieur Duchateau surveillant rural de 3e classe au quartier de l'Ile-de-Cayenne, en remplacement du sieur Chappuis, surveillant de 1re classe..	563	379
27.	Copie d'une lettre du ministre des finances, adressée au ministre de la justice, relative à des irrégularités commises à la Guyane, en matière de significations d'exploits de saisie-arrêt de sommes dues par le trésor..	635	443
27.	Dépêche ministérielle n° 449. Avis du décès, à Besançon, du sieur Pourcelot, maréchal des logis de gendarmerie à la compagnie de la Guyane française.....	659	467
29.	Circulaire ministérielle n° 450. La nomination des écrivains doit être soumise à l'approbation du ministre.....	625	426
29.	Dépêche ministérielle n° 451. Acceptation de la démission des gendarmes à pied		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
29 août 1853.	Decamp, Dumas et Pavillard, de la compagnie de la Guyane.....	660	467
29.	Circulaire ministérielle n° 453. Envoi de deux exemplaires d'une circulaire adressée aux payeurs par le chef de la division du contentieux au ministère des finances.....	626	427
29.	Décision qui nomme M. Lanne (Joseph) compositeur à l'imprimerie du gouvernement.	564	379
31.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie au 31 août 1853.....	629	373
31.	Décision qui nomme le sieur Alexandre Henriette Pain surveillant de 2e classe au quartier du Tour-de-l'Ile, en remplacement du sieur Cérille, surveillant de 1re classe, révoqué.....	565	380
1er sept.	Dépêche ministérielle n° 459. Au sujet d'une réclamation adressée au département par le trésorier de la Guyane française.....	628	435
1er.	Arrêté concernant les agents spécialement attachés à la surveillance des transportés dans les établissements pénitentiaires.....	575	392
1er.	Arrêté qui élève à la 3e classe de leur emploi les sieurs Lafranque et Cabane, surveillants de 4e classe des pénitenciers.....	576	393
1er.	Décision qui charge M. Douillard (Edmond), écrivain de la marine, de la comptabilité de la goëlette de l'État *l'Ile-d'Aix*.....	604	414
1er.	Arrêté qui nomme le gendarme Baron surveillant de 3e classe des transportés.....	605	414
2.	Dépêche ministérielle n° 461. Avis de la concession d'une médaille de 1re classe, en or, en faveur de Mme Roques, sœur Marthe, de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny.....	629	437
».	Rapport à l'empereur y relatif.....	630	438
3.	Dépêche ministérielle n° 462. M. Graton, sous-commissaire de la marine de 2e classe, est destiné pour la Guyane française.....	661	467
5.	Arrêté qui prescrit à M. Reisser, ordonnateur à la Guyane, de remettre ses fonctions à M. Desmazes.....	577	394
5.	Arrêté qui prescrit à M. Desmazes, commis-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
5 sept. 1853.	saire de marine, de prendre ses fonctions d'ordonnateur.....	578	394
5.	Arrêté portant nominations dans les conseils de guerre et de révision à la Guyane....	579	395
7.	Ordre qui prescrit à M. Viaud, chirurgien de la marine de 2e classe, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Achéron* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Marceau*, par permutation avec M. Leclinche.....	606	414
7.	Ordre qui prescrit à M. Roy, enseigne de vaisseau auxiliaire, de débarquer de la corvette de charge *la Fortune* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *l'Achéron*, par permutation avec M. Giraud.....	607	414
7.	Ordre qui prescrit à M. Giraud, enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Achéron* et d'embarquer sur la corvette de charge *la Fortune*, par permutation avec M. Roy.....	608	414
8.	Arrêté qui déclare n'y avoir lieu de recourir à la clémence de l'empereur en faveur de trois transportés politiques, condamnés par jugement du 1er conseil de guerre permanent de la Guyane.....	580	396
8.	Arrêté qui confère des noms patronymiques à divers individus.....	581	397
9.	Décret qui nomme membre titulaire du conseil privé de la colonie M. de Goyriena, habitant-propriétaire et négociant à la Guyane française.....	631	439
9.	Décret portant promotion de M. Bruley, capitaine au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine, à Cayenne, au grade de chef de bataillon au 2e régiment de l'arme.....	662	467
9.	Décret portant promotions dans le détachement du 3e régiment d'infanterie de marine à Cayenne.....	663	467
9.	Dépêche ministérielle n° 467. Avis de certaines dispositions adoptées par le ministre de la guerre, en ce qui concerne le recrutement de la compagnie de gendarmerie		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
9 septembre 1853.	de la Guyane.....	703	492
9.	Décision réglant les dispositions relatives aux examens et aux distributions de prix dans les diverses écoles de la colonie.....	582	398
9.	Décision qui autorise le directeur d'artillerie à employer, pour le service de sa direction, les militaires appartenant à la 16e compagnie d'artillerie, et à les rétribuer d'après le tarif faisant suite à l'arrêté du 12 mai 1853.....	609	415
10.	Circulaire ministérielle nº 471. Mode de procéder au sujet des demandes d'approvisionnements d'objets de matériel d'artillerie.....	632	440
10.	Circulaire ministérielle nº 472. Il est alloué aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes du service colonial une demi-journée de solde, à l'occasion de la fête du 15 août.	633	442
10.	Décision qui règle les jours de départ des bâtiments, pour l'approvisionnement des pénitenciers et des dépôts.....	583	400
10.	Décision qui appelle le sieur Aune, caporal d'infanterie de marine, à remplacer, comme écrivain à la mairie, le sieur Curte.	610	415
14.	Dépêche ministérielle nº 475. La liste actuelle des candidats au grade d'aide-commissaire de la marine, dans le service colonial, est maintenue jusqu'à nouvel ordre.	658	466
14.	Dépêche ministérielle nº 476. Communication relative à des irrégularités commises à la Guyane en matière de significations d'exploits de saisie-arrêt de sommes dues par le trésor.....	634	442
14.	Décret rectificatif des ordonnances sur le gouvernement des colonies, en ce qui concerne les pouvoirs disciplinaires des gouverneurs à l'égard des officiers ministériels.	691	475
14.	Décision qui charge M. Duplouy, chirurgien de la marine de 2e classe, de la direction du service de santé à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Jubiot....	611	415
14.	Décision qui charge M. Sigaloux, pharma-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
14 sept. 1853.	cien de la marine de 3e classe, du service pharmaceutique à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Malespine.....	612	415
15.	Circulaire ministérielle n° 478. Le décret du 1er mars 1852, sur l'uniforme des officiers de port, ne doit pas être, quant à présent, appliqué aux colonies.....	664	468
15.	Dépêche ministérielle n° 480. Avis de diverses mutations dans le service de l'enregistrement.....	704	493
15.	Décision qui oblige les détenus de suivre, dans l'intérieur de la geôle, les exercices religieux qui y sont pratiqués.....	584	401
15.	Décision qui autorise M. Cotholendy, chirurgien de la marine de 2e classe, attaché aux établissements pénitentiaires, à effectuer son retour en France.....	613	415
15.	Décision qui nomme le sieur Bonnet employé au bureau de la mairie de Cayenne.....	614	415
16.	Décision qui renvoie en France, pour cause de santé, le sieur Hurel (François), surveillant de 2e classe des pénitenciers.....	615	415
17.	Décision qui autorise le gendarme Texier, de la compagnie de la Guyane, à passer de l'arme à pied dans l'arme à cheval.....	616	415
20.	Arrêté portant nouvelle composition de la ration de fourrages des chevaux de gendarmerie de la Guyane française.....	585	402
20.	Ordre qui prescrit à M. Filaudeau, enseigne de vaisseau, de débarquer de la corvette de charge *la Fortune* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Styx*.....	617	416
21.	Dépêche ministérielle n° 486. Avis d'un prochain envoi à la Guyane de trois prêtres de la compagnie de Jésus et de deux frères de la même congrégation, destinés pour les établissements pénitentiaires.....	706	493
22.	Dépêche ministérielle n° 487. Avis du décès, à l'hôpital de la Basse-Terre (Guadeloupe), du gendarme Thiriot.....	707	494
22.	Décision qui ajourne, à l'époque de la rentrée des classes, la distribution des prix dans		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
22 sept. 1853.	les divers établissements d'instruction publique à Cayenne.....	586	403
27.	Décision qui nomme le sieur Benjamin écrivain provisoire de la marine.....	618	416
28.	Décision qui nomme M. le lieutenant Loubière juge au 2e conseil de guerre permanent de la Guyane française, en remplacement de M. Dozol.....	587	404
29.	Dépêche ministérielle n° 501. Le sieur Michel, gendarme à pied de la compagnie de la Guyane, est autorisé à passer dans la compagnie de la Marne.....	705	493
29.	Dépêche ministérielle n° 502. Acceptation de la démission du brigadier de gendarmerie Mégny, de la compagnie de la Guyane; confirmation du sieur Bouchard dans le grade de brigadier.....	708	494
29.	Arrêté portant organisation du service de la direction de l'intérieur à la Guyane française.....	588	405
30.	Circulaire ministérielle n° 503. Désignation des officiers du commissariat des colonies qui voudront rentrer en France, dans les conditions prévues par l'art. 9 du décret du 14 mai 1853.....	636	445
30.	Décision portant nomination du personnel des bureaux de la direction de l'intérieur à la Guyane française.....	589	407
30.	Arrêté portant composition provisoire du personnel du service des transports de la direction d'artillerie, à Cayenne, et qui en fixe la solde.....	590	408
30.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie, au 30 septembre 1853.....	591	410
30.	Décisions qui mettent MM. Girard et Chanlou, commis de marine, le premier, à la disposition de M. le garde-magasin, et le second, de M. le commissaire aux revues.	619	416
1er oct.	Dépêche ministérielle n° 512. M. l'abbé Laurent est remplacé par M. l'abbé Gaudré.	709	494
1er.	Décision en vertu de laquelle M. Olive, écrivain de la marine, cesse de faire partie du		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
1er oct. 1853.	commissariat de la marine et est mis à la disposition de M. le directeur de l'intérieur.	665	468
3.	Décision qui nomme M. Rademarche, employé à la direction de l'intérieur, comptable du collége de Cayenne, en remplacement de M. Trillet.....	666	468
4.	Dépêche ministérielle n° 513. Dispositions relatives aux envois d'argent des transportés à leurs familles.....	743	501
5.	Dépêche ministérielle n° 519. M. Vernier, conducteur provisoire des ponts et chaussées, à Cayenne, est nommé conducteur entretenu de 3e classe, et maintenu à la Guyane.....	710	494
5.	Ordre de service qui fixe le délai de rigueur pour les paiements de solde et accessoires de solde à faire au trésor, à Cayenne, sur états collectifs.....	637	446
6.	Décision qui règle la retenue à opérer sur la solde des commissaires de police, dans les quartiers, admis à l'hôpital.....	667	468
8.	Décision concernant la ration à accorder à la Dame Laurençot, employée comme couturière à l'hôpital de Cayenne.....	668	468
10.	Décision qui charge le sieur Guérin, sergent de 1re classe au 3e régiment d'infanterie de marine, détaché à Saint-Georges, de remplir les fonctions de garde-magasin comptable de cet établissemeut.....	669	468
11.	Dépêche ministérielle n° 523. M. Harmois, ouvrier relieur à l'imprimerie du gouvernement à la Guyane, est nommé maître relieur entretenu.....	711	494
11.	Dépêche ministérielle n° 525. Avis du prochain envoi à la Guyane de divers agents du service des vivres.....	712	495
11.	Ordre qui appelle M. Salis, chirurgien de 3e classe de la marine, à opérer son retour en France.....	670	469
11.	Ordre qui détache aux îles du Salut M. Lebouvier, chirurgien de 3e classe de la marine.....	671	469

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
13 oct. 1853.	Dépêche ministérielle n° 532. Le décret du 1er octobre, qui prohibe temporairement la sortie de France des légumes secs, etc., n'est pas applicable aux colonies.....	688	473
13.	Décisions qui accordent un congé de convalescence, pour France, à M. Jubiot, chirurgien de 2e classe, et à M. Malespine, pharmacien de 3e classe de la marine....	672	469
14.	Décisions qui accordent un congé de convalescence, pour France, aux sieurs Costy et Valette, surveillants de 2e classe des pénitenciers.....	673	469
14.	Ordre qui rappelle au chef-lieu M. Delzons, commis de marine, chef du service administratif à l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges.....	674	469
14.	Ordre qui nomme provisoirement M. Sillian (Jules), écrivain de la marine, chef du service administratif à l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, en remplacement de M. Delzons.....	675	470
14.	Ordre qui met à la disposition de M. le contrôleur colonial M. Chanlou, commis de marine.....	676	470
14.	Ordre qui appelle M. Souville, lieutenant de vaisseau, au commandement de l'aviso à vapeur *le Marceau*, en remplacement de M. le capitaine de frégate Dupouy, décédé.	677	470
15.	Arrêté qui réduit provisoiremeut la ration de vin des transportés sur les établissements pénitentiaires de la Guyane à la moitié des fixations réglementaires, et qui remplace la demi-ration supprimée par six centilitres d'eau-de-vie.....	638	447
15.	Arrêté qui règle le nombre, les salaires et les vivres des divers agents administratifs de l'hôpital militaire de Cayenne.....	639	448
15.	Arrêté qui promulgue dans la colonie le décret du 20 août 1853, autorisant l'envoi dans les établissements pénitentiaires de la Guyane des individus des deux sexes, d'origine africaine ou asiatique, condamnés		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
15 octobre 1853.	aux travaux forcés et à la reclusion.....	640	450
15.	Arrêté qui déclare n'y avoir lieu de recourir à la clémence de l'empereur en faveur du nommé Montagne, transporté, condamné par jugement du 2e conseil de guerre permanent.....	642	453
17.	Arrêté qui accorde un congé de dix mois à Me Chatellier, avoué près la cour et les tribunaux de la Guyane française, pour se rendre en France.....	678	470
19.	Dépêche ministérielle no 536. M. Graton, sous-commissaire de la marine, passe dans le service de la Réunion.....	713	495
20.	Arrêté portant promulgation dans la colonie du décret du 11 décembre 1852, qui accorde amnistie aux déserteurs des navires du commerce.....	643	454
20.	Décision portant modification à la ration des canotiers manouvriers du port, à Cayenne.	645	456
20.	Décision qui impute à l'article 1er du chapitre V du budget les allocations de solde et accessoires des chefs du service administratif aux îles du Salut et à l'Ilet-la-Mère.....	646	457
20.	Décision qui nomme Me de Saint-Michel Dunezat avoué de l'administration, en remplacement de Me Chatelier, démissionnaire.	647	458
20.	Arrêté qui pourvoit au remplacement de trois membres du collége des assesseurs à Cayenne.....	648	459
20.	Décision qui nomme le sieur Pontier, brigadier de gendarmerie à Sinnamary, porteur de contraintes dans ledit quartier...	679	470
21.	Décision qui charge M. Douillard (Edmond), écrivain de la marine, de la comptabilité de la goëlette de l'État *l'Ile-d'Enet*.....	680	470
22.	Copie d'une dépêche adressée par le ministre de la marine et des colonies à M. le gouverneur des établissements français de l'Inde, au sujet du traitement à allouer aux magistrats promus à des emplois spéciaux.....	747	505

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
22 oct. 1853.	Dépêche ministérielle n° 549, notifiant le décret du 8 octobre 1853, qui nomme le sieur Hautreux, maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de la Guyane, chevalier de la Légion-d'Honneur, et confère la médaille militaire au sieur Monnier, gendarme à la même compagnie.....	774	550
23.	Décision portant nomination des membres de la commission chargée de s'enquérir de certains faits de détournement et de vente d'objets appartenant à l'État.....	649	460
24.	Arrêté qui rapporte celui du 20 octobre 1853, en ce qui concerne la nomination comme membre du collége des assesseurs, de M. Quintilien-Laforêt, en remplacement de M. Frédéric-Gustave.....	650	461
24.	Ordre qui prescrit au sieur Potaire, 2e commis aux vivres de 1re classe, comptable des vivres à la Montagne-d'Argent, de remettre son service au sieur Fourier.....	681	471
24.	Ordre qui met le sieur Fourier, distributeur employé au magasin général, à la disposition de M. le chef du service administratif à la Montagne-d'Argent.....	682	471
25.	Décision qui nomme provisoirement M. le chef de bataillon Rotguié de Lavalette président du 1er conseil de guerre permanent, en remplacement de M. de Saint-Quantin.	651	462
27.	Dépêche ministérielle n° 557. Acceptation de la démission du gendarme à pied Reitet, de la compagnie de la Guyane.....	775	550
27.	Dépêche ministérielle n° 559. Solde à allouer aux seconds commis aux vivres employés à la Guyane française.....	689	474
28.	Dépêche ministérielle n° 560. Notification d'une décision de M. le ministre des finances, relative au mode d'envoi d'argent des transportés de Cayenne et en Algérie.....	744	502
28.	Arrêté qui rapporte celui du 15 octobre 1853, portant réduction à la moitié du taux réglementaire de la ration de vin accordée		

DATES des actes.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des actes.	PAGES
28 oct. 1853.	aux transportés sur les établissements pénitentiaires	652	463
28.	Arrêté qui fixe l'époque de la rentrée des classes au collége et dans les autres établissements d'instruction publique à Cayenne.	653	464
28.	Décision qui rapporte l'ordre de service du 14 octobre 1853, qui rappelle au chef-lieu M. Delzons, commis de marine, chef du service administratif à Saint-Georges....	683	471
28.	Ordre qui met M. Sillian (Jules), écrivain de la marine, à la disposition de M. le contrôleur colonial, et rapporte l'ordre du 14 octobre 1853, qui le nomme provisoirement chef du service administratif à Saint-Georges	684	471
29.	Décision qui nomme le sieur Clainvau (Adolphe), garçon de bureau au secrétariat de l'ordonnateur, en remplacement du nommé Valrot (Jules)	685	471
29.	Décision qui nomme le sieur Kine contre-maître au magasin-général, en remplacement du sieur Rivé, licencié	686	472
29.	Ordre qui destine M. Ghanlou, commis de marine, à continuer ses services au bureau des revues	687	472
30.	Décision qui charge M. le lieutenant Verpault de remplacer, comme juge près le 1er conseil de guerre permanent, M. Brierre, dans l'affaire du transporté Blouet	654	465
31.	Dépêche ministérielle n° 563. Annulation, par M. le ministre de la guerre, de la nomination du sieur Coursin à un emploi de gendarme à cheval à la Guyane	779	551
31.	Dépêche ministérielle n° 566. Les paiements faits et à faire pour la solde et les accessoires de M. le lieutenant-colonel Masset, commandant militaire, doivent être définitivement imputés au chapitre Ier, exercice 1853	545	503
31.	Dépêche ministérielle n° 571. Admission du jeune Noyer au lycée de Toulouse, comme titulaire d'une des bourses réservées aux		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
31 octobre 1853.	créoles de la Guyane française.....	780	551
31.	Dépêche ministérielle n° 574. M. Maurel, conseiller à la cour impériale de la Guyane, est appelé à occuper le même siége à la cour impériale de la Martinique, et M. Jouannet, ancien magistrat du service colonial, est nommé en son remplacement à Cayenne.....	777	550
31.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie, au 31 octobre 1853.....	655	465
1er nov.	Acceptation de la démission des sieurs Martin et Montagné, archers de police urbaine...	714	495
1er.	Décision qui nomme le sieur Antonio (Francisco), 2e surveillant de l'atelier disciplinaire, archer de police urbaine, en remplacement du sieur Martin, démissionnaire.	715	495
1er.	Décision qui nomme le sieur Henry deuxième surveillant de l'atelier disciplinaire, en remplacement du sieur Antonio (Francisco).	716	495
2.	Ordre qui destine M. Agarrat, commis de marine, à servir au détail des approvisionnements et vivres.....	717	496
3.	Dépêche ministérielle n° 576. Autorisation du passage du sieur Ambroise, gendarme au 1er bataillon mobile, comme gendarme à pied dans la compagnie de la Guyane française.....	776	550
3.	Arrêté qui promulgue, dans la colonie, le décret du 14 septembre 1853, rectificatif des ordonnances sur le gouvernement des colonies, en ce qui concerne les pouvoirs disciplinaires des gouverneurs, à l'égard des officiers ministériels.....	690	474
3.	Décision qui charge M. Olive, chef du bureau du domaine et des contributions, de la liquidation de l'indemnité coloniale.....	718	496
3.	Décision qui nomme provisoirement M. Marchais employé à la direction de l'intérieur, et l'attache au bureau du domaine pour y tenir les écritures de la liquidation de l'indemnité coloniale.....	719	496
5.	Circulaire ministérielle n° 579. Traitement		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
5 nov. 1853.	à allouer aux magistrats promus à des emplois spéciaux.....	746	504
7.	Décision qui nomme M. le sous-lieutenant Béziat juge près le 1er conseil de guerre permanent de la colonie, en remplacement de M. le lieutenant Verpault.....	692	477
7.	Arrêté qui sursoit à l'exécution du jugement qui a condamné le transporté Blouet à la peine de mort.....	693	477
7.	Arrêté qui autorise les greffiers des justices de paix à percevoir une rétribution pour les contrats d'engagement de travail.....	694	478
7.	Arrêté portant organisation d'un service des transports, à Cayenne, par les mulets et les voitures de la direction d'artillerie...	695	479
7.	Décision qui accorde six bourses gratuites aux élèves du collége de Cayenne qui se sont distingués entre tous par leur conduite et leur travail.....	696	483
7.	Décision qui accorde à Mme veuve Bèze, ancienne maîtresse d'école à Cayenne, à titre d'indemnité, une somme de 100 francs une fois payée, plus un secours mensuel de 25 francs.....	720	496
7.	Ordre qui rappelle à Cayenne M. Doué, pharmacien de 3e classe de la marine, détaché aux îles du Salut.....	721	496
7.	Ordre qui détache aux îles du Salut M. Delidon, pharmacien de 3e classe de la marine, en remplacement de M. Doué.....	722	497
7.	Décision qui accepte la démission du sieur Régis, surveillant rural de 2e classe au quartier de Roura.....	723	497
8.	Dépêche ministérielle nº 582. Avis de diverses mutations dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane.....	782	551
9.	Décision qui nomme Me Pain, avoué près la cour et le tribunal de première instance de Cayenne, pour tenir le bureau de consultations gratuites pendant l'année judiciaire 1853-1854.....	724	497
10.	Décision qui accorde une indemnité men-		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES
10 nov. 1853.	suelle de 10 francs aux militaires affectés au service de planton chez les principaux fonctionnaires de la colonie, et dans les divers bureaux de l'administration de la marine.....	725	497
10.	Décision qui prescrit la délivrance à M. de Mellet, chargé de la direction des travaux au chantier établi dans la rivière de Kourou, de la ration de vivres allouée aux militaires composant la garnison des îles du Salut.....	726	497
11.	Dépêche ministérielle n° 590. Le sieur Simonpiéri, gendarme à cheval de la compagnie de la Guyane, est autorisé à passer dans la compagnie de gendarmerie de Seine-et-Oise.....	778	550
14.	Dépêche ministérielle n° 593. M. Vidal de Lingendes, procureur général près la cour impériale de la Guyane, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.....	783	552
14.	Dépêche ministérielle n° 595. Les sieurs Bérard et Perrin, sapeurs au 2e régiment du génie, sont nommés gendarmes à pied à la compagnie de la Guyane.....	781	551
15.	Décision qui révoque de son emploi M. Damas-Ribeiro, employé provisoirement aux écritures du 2e bureau de l'enregistrement à Cayenne.....	727	497
15.	Décision qui attache provisoirement aux écritures du 2e bureau de l'enregistrement à Cayenne M. Brémond (Paul), en remplacement de M. Damas-Ribeiro.....	728	498
16.	Dépêche ministérielle n° 3,228. Décès du capitaine Ansaldi, commandant *l'Indiana*. — Observations.....	748	506
18.	Ordre de service concernant le paiement des salaires des ouvriers des diverses directions, du magasin général et de l'hôpital à Cayenne, et sur les établissements pénitentiaires.....	697	484
19.	Décision qui alloue au planton de l'adjudant		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
19 nov. 1853.	de place, à Cayenne, une indemnité mensuelle de 10 francs.....	729	498
21.	Décision qui supprime, à partir du 1er janvier 1854, tout salaire accordé, jusqu'à ce jour, aux transportés, pour les travaux exécutés par eux dans les divers établissements pénitentiaires.....	698	486
21.	Décision qui supprime, à partir du 1er janvier 1854, la cantine des transportés dans tous les établissements pénitentiaires.....	699	487
24.	Dépêche ministérielle nº 609. Le gendarme à pied Théas, de la compagnie de la Guyane, est admis dans l'arme à cheval.....	784	552
24.	Dépêche ministérielle nº 610. Le gendarme à pied Texier, de la compagnie de la Guyane, est admis dans l'arme à cheval..	785	552
24.	Décision qui nomme MM. Diamant et Geoffrion membres de la commission du cadastre, en remplacement de MM. Mauppin et Dechamp.....	700	488
25.	Ordre qui nomme provisoirement M. Agarrat, commis de marine, chef du service administratif sur l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, en remplacement de M. Delzons.....	730	498
26.	Décision qui prescrit à M. de Faucompré, receveur du 2e bureau de l'enregistrement à Cayenne, nommé au 2e bureau de la Pointe-à-Pitre, de remettre son service à M. de Saint-Quantin (Hippolyte), receveur du 1er bureau.....	731	498
26.	Décision qui charge provisoirement M. de Saint-Quantin (Hippolyte), receveur du 1er bureau de l'enregistrement à Cayenne, de la gestion du 2e bureau, en remplacement de M. de Faucompré.....	732	498
26.	Ordre qui autorise M. de Faucompré à prendre passage, avec sa famille, sur l'aviso à vapeur *le Styx*, pour se rendre à sa nouvelle destination.....	733	498
26.	Décision concernant la ration à allouer à l'équipage de la goëlette *l'Ibis*.....	734	499

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
26 nov. 1853.	Décision qui accorde à Mlle Condery une demi-bourse dans le pensionnat des Dames de Saint-Joseph.....	735	499
26.	Décision qui accorde, à titre de secours, une somme de 240 francs à la Dame Barella, née Prieur, veuve d'un ancien colon de Mana.....	736	499
26.	Décision qui attache provisoirement aux écritures du 1er bureau de la direction de l'intérieur le sieur Plane.....	737	499
28.	Décision qui prescrit un recensement général des effets de casernement existant dans les magasins de l'infanterie de la marine à Cayenne.....	701	489
28.	Décision qui nomme M. Bernard, commis de marine, secrétaire de la commission permanente de santé.....	738	499
28.	Ordre qui prescrit à M. Thomas, chirurgien de 2e classe de la marine, chargé du service de santé sur l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, de remettre son service à M. Orabona, chirurgien de 3e classe.....	739	499
28.	Ordre qui détache M. Orabona, chirurgien de 3e classe de la marine, à l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, pour être chargé du service de santé, en remplacement de M. Thomas.....	740	500
28.	Décision qui autorise le frère de Ploërmel Thominet à se rendre à la Martinique par l'aviso à vapeur *le Styx*, pour, de là, effectuer son retour en France.....	741	500
30.	Mercuriale du prix des denrees de la colonie, au 30 novembre 1853.....	702	491
30.	Décision qui autorise M. Bruley, nommé chef de bataillon au 2e régiment de marine, à rentrer en France.....	742	500
1er. déc.	Décision qui nomme le sieur Roustan (Louis) écrivain-dessinateur à la direction des ponts et chaussées.....	786	552
1er.	Décision qui nomme le sieur Commerce garçon de bureau au contrôle colonial, en		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
1er décembre 1853.	remplacement du sieur Vertbois.....	787	552
5.	Décision qui nomme M. le capitaine Ferrer rapporteur près le 1er conseil de guerre permanent de la colonie, en remplacement de M. Bruley.....	749	507
5.	Décision qui accepte la démission du sieur Lallemand, garde de police urbaine.....	788	552
6.	Ordre qui prescrit à M. Signoret, aide-commissaire de la marine, de remettre la direction du détail des travaux à M. le sous-commissaire Laborde, et le destine à continuer provisoirement ses services au détail des revues.....	789	553
6.	Ordre qui charge M. Laborde, sous-commissaire de la marine, de la direction du détail des travaux.....	790	553
6.	Décision qui accorde un congé de convalescence, pour France, à M. Delzons, commis de marine.....	791	553
6.	Décision qui nomme provisoirement le sieur Romano, brigadier à pied de gendarmerie à la Guyane, maréchal des logis à pied à ladite compagnie.....	792	553
6.	Décision qui nomme le sieur Riamé, ouvrier de 1re classe à la direction des constructions navales, contre-maître ouvrier.....	793	553
7.	Arrêté qui rapporte les arrêtés des 4 avril 1849 et 9 avril 1850, en ce qui concerne l'établissement, dans la prison de Roura, d'un atelier disciplinaire pour les femmes et les filles condamnées.....	750	508
7.	Arrêté qui supprime le conseil de charité à la Guyane française.....	751	509
7.	Arrêté portant modifications dans la composition et la rétribution du personnel enseignant du collége de Cayenne.....	752	510
7.	Décision qui déclare n'y avoir lieu de recourir à la clémence de l'empereur en faveur du condamné Gouyer.....	753	512
8.	Décision qui nomme M. le capitaine Dumoulin juge près le 2e conseil de guerre permanent de la colonie, pour y siéger		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES
8 déc. 1853.	dans l'affaire du nommé Dequet, en remplacement de M. le capitaine Bonnival...	754	513
10.	Décision qui charge provisoirement et jusqu'à nouvel ordre le sieur Bazard, surveillant de 2e classe attaché aux établissements pénitentiaires, de remplir les fonctions de garde de police urbaine.....	794	553
13.	Décision qui accepte la démission du sieur Gleize, surveillant rural de 1re classe au quartier de Kaw.....	795	554
14.	Arrêté qui pourvoit au remplacement de trois membres du conseil municipal de la ville de Cayenne.....	755	514
14.	Arrêté qui convoque le conseil municipal de la ville de Cayenne.....	756	515
14.	Décision qui nomme le sieur Dalous, deuxième commis aux vivres de 1re classe, premier commis aux vivres de 2e classe.....	796	554
14.	Décision qui dsetine M. Chanlou, commis de marine, à servir au détail des travaux.	797	554
15.	Arrêté portant institution, à la Guyane, d'une caisse dite caisse des transportés.....	757	516
17.	Décision portant qu'à compter du 1er janvier 1854, le séjour dans les hôpitaux des établissements pénitentiaires de la colonie donnera lieu à des retenues sur la solde et les vivres.....	758	518
17.	Décision qui attache provisoirement et jusqu'à nouvel ordre le sieur Lagrandeur (Joseph-Adolphe) comme écrivain aux 1er et 2e bureaux de l'enregistrement réunis..	798	554
21.	Ordre qui règle, à partir du 1er janvier 1854, le service de la location des maisons affectées aux divers services à la Guyane française.....	759	519
21.	Ordre qui règle, à dater du 1er janvier 1854, la liquidation et le mandatement des dépenses publiques à la Guyane.....	760	520
21.	Décision qui exonère les jeunes Vendôme et Dabren, élèves du collége de Cayenne, du montant de la rétribution collégiale, pendant le 1er semestre de l'année scolaire		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
21 déc. 1853.	1853-1854, et leur alloue à chacun une indemnité de 200 francs par an.....	799	554
21.	Décision qui accorde une indemnité de 40 francs par mois à M. d'Heureux, chef du service administratif à la Montagne-d'Argent, et à M. Guillermin, élève chirurgien, détaché sur l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges.....	800	555
22.	Arrêté portant règlement, par abonnement, des fournitures diverses nécessaires au service du culte dans les établissements pénitentiaires.....	761	522
22.	Arrêté qui ouvre à l'ordonnateur un crédit provisoire de 20,000 francs, au compte du chapitre II : *Services militaires* (matériel), exercice 1853.....	762	523
22.	Décision qui règle, en exécution de l'arrêté du 7 décembre 1853, les modifications à apporter dans la composition et la rétribution du personnel enseignant du collége de Cayenne.....	763	524
22.	Décision qui nomme les membres de la commission chargée de procéder à la révision du tarif d'importation pour le 1er semestre 1854.....	764	526
22.	Arrêté portant tarif pour la perception des impôts directs et indirects à la Guyane française pendant l'année 1854.....	765	527
22.	Arrêté qui transfère dans l'ancien atelier disciplinaire de Roura la maison de correction établie sur l'habitation domaniale la Gabrielle, pour les individus âgés de moins de seize ans.....	766	531
27.	Arrêté portant que les fonctions d'agent comptable de l'hôpital militaire de Cayenne seront spécialement confiées à un officier du commissariat de la marine.	767	533
27.	Décision qui prescrit le récolement, à la date du 1er janvier 1854, de l'inventaire général des objets existants dans chacun des hôpitaux des divers établissements pénitentiaires de la colonie.....	768	534

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
27 déc. 1853.	Décision qui charge une commission de statuer sur deux projets d'arrêtés, concernant, l'un, les marins au cabotage, l'autre, les pêcheurs de la ville de Cayenne.....	769	535
27.	Ordre portant modifications dans les formes de la comptabilité du service des approvisionnements et subsistances, et de celui des hôpitaux de la colonie.....	770	536
28.	Décision qui suspend l'effet de la dépêche du 8 novembre 1853, relative à la non-confirmation, dans l'emploi de gendarme à la Guyane, du sieur Suder.....	771	548
28.	Ordre qui appelle M. Chabassu, chirurgien de 1re classe de la marine, à prendre la direction du service de santé aux îles du Salut, en remplacement de M. Reynaud, chirurgien du même grade.....	801	555
28.	Ordre qui charge M. Sambuc, pharmacien de 3e classe de la marine, du service pharmaceutique à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Sigaloux, pharmacien du même grade.....	802	555
28.	Ordre qui nomme M. Girard, commis de la marine, secrétaire de la commission permanente de santé, en remplacement de M. Bernard.....	803	555
28.	Décision qui nomme le sieur Potaire, deuxième commis aux vivres de 1re classe, premier commis aux vivres de 2e classe.....	804	556
29.	Décisions portant nominations provisoires dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane.....	805	556
29.	Décision qui nomme provisoirement le sieur Fajolle, gendarme à cheval de la compagnie de la Guyane, brigadier à cheval à ladite compagnie, en remplacement du sieur Grosbois, décédé.....	806	556
30.	Ordre qui nomme provisoirement agent comptable de l'hôpital militaire de Cayenne M. Douillard (Edmond), écrivain de la marine.....	772	548
30.	Ordres qui mettent les sieurs Vaumoron et		

DATES des ACTES.	TITRES DES ACTES.	NUMÉROS des ACTES.	PAGES.
30 déc. 1853.	Benjamin, écrivains attachés à l'hôpital militaire de Cayenne, à la disposition de l'agent comptable dudit établissement....	807	556
31.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie, au 31 décembre 1853.....	773	549
31.	Ordre qui charge M. Chanlou, commis de marine, de la comptabilité des goëlettes de l'État *l'Ile-d'Enet* et *l'Ile-d'Aix*, en remplacement de M. Douillard, écrivain de la marine.....	808	556

FIN.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 1.

JANVIER 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 1. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 591* (Direction des colonies : bureau des finances et approvisionnements et de la comptabilité centrale des fonds). *Invitation d'établir des bordereaux de reversement et des états d'annulation, conformément à la circulaire du 8 juin 1850. — Autorisation de ne dresser qu'en simple expédition les bordereaux mensuels de mandats.*

Paris, le 9 novembre 1852.

Monsieur le commissaire général, il est fréquemment opéré dans la caisse du trésorier de la Guyane française, comme dans celle des autres colonies régies par la loi du 25 juin 1841, des reversements de fonds qui sont de nature à entraîner des annulations de payements, et par suite le rétablissement des sommes reversées au crédit du budget de la marine. Cependant l'administration de la colonie, sans tenir compte des prescriptions de l'ordonnance du 31 mai 1838, rappelées dans le

règlement financier du 31 octobre 1841 (art. 121 et suivants), s'abstient de donner aucune suite à ces remboursements, et les différents services de la marine se trouvent ainsi définitivement privés de ressources d'une certaine importance quelquefois, dont il serait facile de leur rendre la disposition.

Vous voudrez bien donner des ordres pour que cet état de choses, qui n'existe qu'à la Guyane française, cesse à partir de l'exercice 1852. A cet effet, il devra être fait, tant pour le service marine que pour le service colonial, un relevé de tous les reversements de nature à entraîner des annulations de payements qui ont été effectués depuis le commencement de cet exercice, et les récépissés dont ils ont motivé la délivrance seront transmis à mon département avec les bordereaux de reversement et états d'annulation dont la circulaire imprimée du 8 juin 1850 a, en dernier lieu, déterminé la forme. Les règles à suivre relativement à l'établissement de ces documents et à leur transmission au département de la marine ont été exposées avec les plus grands détails, tant dans la circulaire précitée que dans les annotations ajoutées aux modèles y annexés. Je me borne donc ici à recommander l'observation rigoureuse des règles tracées par ces instructions, règles qui sont toutes restées en vigueur.

Par le navire *l'Eugène-Élise*, parti de Nantes au mois de mars 1851, il a été envoyé à la Guyane une collection d'imprimés destinés à établir les états dont il s'agit. Cet envoi, qui devra largement suffire aux premiers besoins, ne sera renouvelé que sur votre demande. Indépendamment de cette organisation, à établir à partir de l'exercice 1852, d'un service de comptabilité jusque-là resté sans application, l'administration devra encore, mais seulement en ce qui concerne le service colonial, reprendre un travail de même nature pour l'exercice 1851. En vertu de la faculté laissée au service colonial de faire admettre en règlement de compte les opérations d'ordre qui n'ont pu être accomplies avant l'expiration des délais réglementaires (faculté qui pourrait néanmoins être contestée et dont, par conséquence, il est bon de n'user qu'exceptionnellement), il est encore possible d'obtenir la réintégration, au crédit dudit exercice, des sommes reversées pendant le cours des deux gestions 1851 et 1852, et il est indispensable de ne pas laisser perdre une pareille ressource; seulement,

pour simplifier ce travail rétrospectif, l'administration pourra négliger de scinder par trimestres les états qu'elle aura à dresser et de les établir distinctement que par chapitres, en groupant sur chacun d'eux tous les reversements opérés au compte de l'exercice. Cette autorisation ne s'étendra pas, bien entendu, aux états à dresser pour l'exercice 1852. Je ne me dissimule pas, M. le commissaire général, que l'exécution de la présente dépêche va, tout d'abord, imposer à l'administration un travail d'une certaine étendue. Mais une fois cette première lacune comblée, il est de toute nécessité qu'elle le soit sans retard, la production trimestrielle des documents dont il s'agit, qui ne seront d'ailleurs dressés qu'en simple expédition, ne constituera plus qu'une tâche légère et qui pourra être accomplie, je l'espère, avec la plus grande régularité.

Dans le cas où il ne serait pas possible de reproduire les récépissés du trésorier pour les deux exercices 1851 et 1852, il y sera suppléé par des déclarations de versement du trésorier, énonçant la date et le numéro des récépissés de versement.

Dans le but de diminuer, autant que possible, les écritures du bureau des fonds, j'autorise également la suppression des duplicata des bordereaux mensuels de mandats, dont l'envoi est fait à mon département.

La présente dépêche devra être enregistrée au contrôle.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 351.

N° 2. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 627* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Ordre de promulguer divers actes insérés au* Moniteur, *et de procéder à la proclamation de l'Empire.*

Paris, le 2 décembre 1852.

Monsieur le commissaire général, vous trouverez au *Moniteur* du 2 décembre, qui vous parviendra en même temps que la présente dépêche, l'acte de promulgation du sénatus-consulte du 7 novembre, portant rétablissement de l'Empire.

Vous voudrez bien, aussitôt après la réception de la présente dépêche, faire publier cet acte et le sénatus-consulte qui est au *Moniteur* du 9 novembre, et pourvoir à la proclamation de Sa Majesté l'Empereur NAPOLÉON III avec la solennité que comporte cette grande cérémonie nationale. Cette proclamation sera faite au chef-lieu de la colonie, en présence des autorités et de la garnison.

Le désir de Sa Majesté est qu'aux colonies, comme en France, cette journée soit principalement marquée par des actes de bienfaisance et de charité publique.

Vous ferez en même temps promulguer, d'après le texte inséré à la partie officielle du *Moniteur* de ce jour,

1° Le décret impérial relatif à l'intitulé des arrêts et jugements;

2° Le décret impérial qui règle les dénominations à donner désormais aux cours d'appel et aux officiers du ministère public.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,
Signé : THÉODORE DUCOS.

Pour triplicata :
Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,
MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 364.

N° 3. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* ... (Direction du personnel : bureau de la solde, des revues et de l'habillement). *Quotité des frais de bureau à allouer aux officiers comptables du détachement d'infanterie.*

Paris, le 3 décembre 1852.

Monsieur le commissaire général, par lettre du 18 septembre dernier, vous m'avez fait connaître que, par suite de l'augmentation de l'effectif du 3e régiment d'infanterie de marine, lequel comprend aujourd'hui dix compagnies, vous aviez déterminé la quotité des frais de bureau à allouer à l'officier payeur, ainsi qu'à l'officier d'habillement de ce détachement, en prenant pour

base d'allocation les fixations établies par le tarif n° 16 du 22 juin 1847, en ce qui concerne l'Océanie, dont la garnison était, à cette époque, de onze compagnies.

J'approuve les mesures que vous avez prises en cette circonstance et qui rentrent, d'ailleurs, complétement dans l'esprit des dispositions qui font l'objet de l'ordonnance du 22 juin 1847, sur la solde, les revues et l'administration des corps de troupe de la marine.

Par suite, les diverses indemnités de frais de bureau à allouer, pour le service intérieur du détachement d'infanterie, seront fixées comme suit, savoir :

Au capitaine-major, par an	250f
A l'officier payeur, par an	1,975
A l'officier d'habillement, par an	550

Je porte ces indications à la connaissance de M. le préfet du 5e arrondissement maritime.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Directeur du personnel,

LAYRLE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 349.

N° 4. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 632* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Au sujet des officiers de santé rattachés aux ports, qui sont autorisés à prolonger leur séjour aux colonies.*

Paris, le 4 décembre 1852.

Monsieur le commissaire général, le personnel des officiers de santé de la marine satisfait difficilement aux besoins de la flotte et des hôpitaux des ports. Cette situation doit être attribuée en partie à ce que quelquefois, aux colonies, des officiers de santé rattachés aux ports et dont les remplaçants sont arrivés à leur poste, obtiennent l'autorisation de retarder leur rentrée en France pour des motifs d'intérêt privé.

Il importe de faire cesser des délais qui ne se justifient pas par les nécessités du service.

Je vous prie de pourvoir à ce que les officiers de santé de la colonie qui auront été rattachés aux ports, soient embarqués pour rentrer en France immédiatement après que leurs remplaçants seront arrivés à leur poste. Vous n'accueillerez de leur part, à l'avenir, aucune demande de prolongation de séjour dans la colonie.

Recevez, etc.

Le Ministre de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 355.

N° 5. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 643* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Dénomination de juge impérial à substituer dans les colonies à celle de juge de première instance.*

Paris, le 9 décembre 1852.

Monsieur le commissaire général, je vous ai notifié par ma circulaire du 2 décembre, n° 627, le décret impérial qui a réglé les dénominations à donner désormais aux cours d'appel et aux officiers du ministère public.

Par application de cet acte, l'intention de Sa Majesté est que le juge unique des tribunaux de première instance qui, d'après les ordonnances d'organisation judiciaire de nos colonies avait, antérieurement à 1848, le titre de juge royal, prenne à l'avenir celui de juge impérial, qui correspond à la dénomination donnée aujourd'hui au chef du parquet du même ressort.

Vous voudrez bien, Monsieur le commissaire général, pourvoir à cette disposition et faire enregistrer la présente dépêche à la cour impériale.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 366.

N° 6. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 645* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Invitation de faire publier à la Guyane française deux décrets des 30 novembre et 2 décembre, portant disposition d'indulgence.*

Paris, le 9 décembre 1852.

Monsieur le commissaire général, un décret du 30 novembre, inséré au *Moniteur* du 1er de ce mois, prescrit la mise en liberté des individus contre lesquels s'exerce la contrainte par corps, pour le recouvrement des amendes et frais dus par suite de condamnations pour délits ou contraventions.

Par un autre décret intervenu le 2 décembre et inséré au *Moniteur* du même jour, il est fait remise des peines d'emprisonnement et d'amendes prononcées jusqu'audit jour, pour délits et contraventions aux lois et ordonnances sur la presse et à la police de l'imprimerie.

Je vous invite à pourvoir à la publication et à l'exécution de ces deux décrets dans la colonie.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 367.

N° 7. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 652* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Gratification d'une journée de solde accordée à la troupe.*

Paris, le 15 décembre 1852.

Monsieur le commissaire général, un décret de Sa Majesté a accordé une gratification d'une journée de solde, à l'occasion de la promulgation de l'Empire, aux sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer.

Je vous invite à donner des ordres pour que ce décret soit appliqué aux différents corps de troupe (infanterie, artillerie, gendarmerie et troupes indigènes) et aux officiers mariniers et matelots employés dans la colonie.

Il sera, en outre, distribué à la troupe une ration de vin, et les punitions infligées pour fautes légères contre la discipline seront levées.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 357.

N° 8. — *DÉCISION qui nomme M.* GUISOULPHE (*Pierre-Marie-Sosthène*) *commissaire de police dans le quartier de Tonnégrande.*

Cayenne, le 10 janvier 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu l'art. 61 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté local du 4 août 1848, concernant la réorganisation de la police rurale ;

Vu le budget des dépenses du service local pour 1853, élevant à six le nombre des commissaires de police dans les quartiers de la colonie ;

Vu la nécessité de placer un commissaire de police dans le quartier de Tonnégrande, à raison de son étendue, de la dissémination des établissements et de l'accroissement que tend à y prendre la population ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER.

Le S^r^ GUISOULPHE (Pierre-Marie-Sosthène) est nommé commissaire de police dans le quartier de Tonnégrande, aux appointements annuels de *mille cinq cents francs*, y compris tous frais de bureau, de tournées et autres.

ART. 2. La présente décision sera enregistrée au greffe du tribunal de première instance, à celui de la justice de paix du

canton, ainsi que partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie; elle sera présentée au visa des commissaires-commandants des quartiers du canton.

Cayenne, le 10 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Greffe du tribunal de première instance.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 58.

N° 9. — *ARRÊTÉ portant nomination provisoire des membres du conseil privé de la Guyane française, pour les années* 1853 *et* 1854.

Cayenne, le 11 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu le décret du 22 janvier 1851 qui nomme les membres du conseil privé de la Guyane française, pour les années 1851 et 1852;

Vu le § 2 de l'art. 61 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, ensemble l'art. 173 de la même ordonnance;

Arrête :

Article premier.

Sont nommés provisoirement membres du conseil privé de la Guyane française, pour les années 1853 et 1854, sous l'approbation du ministre de la marine et des colonies, savoir:

Conseillers privés titulaires.

MM. Condery (Louis-Auguste-Alexandre),
Marck (Louis-Gustave).

Conseillers privés suppléants.

MM. Virgile (Frédéric),
Voisin (Philibert).

ART. 2. Le présent arrêté sera publié et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 11 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 63.

N° 10. — *DÉCISION qui nomme M.* HÉLÈNE (*Victor-Godefroy*) *lieutenant-commissaire-commandant du quartier de Mont-Sinéry, en remplacement de M.* CHAUVIN (*Adolphe*), *démissionnaire.*

Cayenne, le 12 janvier 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu les art. 5 et 7 du décret colonial du 30 juin 1835, concernant l'organisation municipale à la Guyane française ;

Vu la nécessité de pourvoir à la nomination d'un lieutenant-commissaire-commandant dans le quartier de Mont-Sinéry, en remplacement de M. CHAUVIN (Adolphe), dont la démission a été acceptée ;

DÉCIDE :

M. HÉLÈNE (Victor-Godefroy) est nommé lieutenant-commissaire-commandant du quartier de Mont-Sinéry, en remplacement de M. CHAUVIN (Adolphe), démissionnaire.

Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 12 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 43.

N° 11. — *ARRÊTÉ qui nomme M.* TANC (*Joseph-Xavier*) *procureur général* par intérim *près la cour d'appel de la Guyane française, en remplacement de M.* MITTAINE.

Cayenne, le 13 janvier 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu les art. 61 et 129 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, maintenus par celle du 22 août 1833;

Vu l'art. 7 de l'ordonnance du 31 août 1828, sur les traitements et allocations des principaux fonctionnaires de la Guyane française;

ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER.

M. TANC (Joseph-Xavier), conseiller près la cour d'appel de la Guyane française, est nommé procureur général *par intérim* près la même cour, en remplacement de M. MITTAINE (Louis-Thomas), qui reprend les fonctions de conseiller président de ladite cour.

ART. 2. M. TANC jouira, pendant la durée de ses fonctions intérimaires, d'un traitement calculé à raison de *neuf mille francs* par an, et des autres allocations spécifiées dans l'ordonnance précitée.

ART. 3. L'arrêté du 28 juin 1852, portant nomination provisoire du procureur général et du président de la cour d'appel, est rapporté.

ART. 4. Le présent arrêté sera publié et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 13 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Enregistré au Greffe de la Cour d'appel.

Enregistré au Greffe du Tribunal de première instance.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 48.

N° 12. — *ARRÊTÉ qui rapporte celui du 28 juin 1852, concernant la nomination de M.* Hocque *aux fonctions de substitut* par intérim *du procureur général, et qui nomme provisoirement auxdites fonctions M.* Sudraud-Desisles.

Cayenne, le 15 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu les art. 61 et 126 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Sur la proposition du procureur général;

Arrête :

Article premier.

Est rapporté l'arrêté, en date du 28 juin 1852, qui nomme M. Hocque (Théodore-Hyacinthe) substitut *par intérim* du procureur général.

Art. 2. M. Hocque reprendra ses fonctions de conseiller auditeur.

Art. 3. M. Sudraud-Desisles (Eugène), juge auditeur, est nommé provisoirement substitut de M. le procureur général.

Art. 4. Le procureur général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 15 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Greffe de la Cour d'appel.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 86.

N° 13. — *ARRÊTÉ qui confère le nom patronymique de* Maujean *à la nommée* Catherine *et à ses trois enfants.*

Cayenne, le 17 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu la déclaration faite à la mairie de Cayenne, le 17 avril 1848, par la D^lle^ *Jeanne* Maurice, pour arriver à l'affranchis-

sement des nommés *Catherine*, âgée de 34 ans, domestique, née en Afrique ; *Joseph*, âgé de 15 ans, domestique, né à Cayenne, fils de *Catherine* ; *Trichette*, née à Cayenne le 23 septembre 1840, fille de *Catherine*, et *Ernestine*, née à Cayenne le 31 août 1843, fille de *Catherine*;

Considérant que *Catherine* et ses enfants ont été considérés comme libérés avant le décret d'émancipation, puisqu'ils n'ont pas été compris dans la répartition de l'indemnité; que cependant ces individus n'ont pas obtenu de titre de liberté et n'ont été inscrits, soit avant soit après le 10 août, sur aucun des registres destinés à constater l'état civil des individus; qu'il est du devoir de l'administration de réparer cette omission ;

Sur la proposition du procureur général ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les nommés 1° *Catherine*, âgée aujourd'hui de 39 ans, domestique, née en Afrique, demeurant à Cayenne ; 2° *Joseph*, âgé aujourd'hui de 20 ans, domestique, né et demeurant à Cayenne ; 3° *Trichette*, née à Cayenne le 23 septembre 1840, fille de *Catherine*, et 4° *Ernestine*, née à Cayenne le 31 août 1843, fille de *Catherine*, sont autorisés à prendre le nom patronymique de MAUJEAN.

ART. 2. Le présent arrêté sera transcrit sur les registres ordinaires de l'état civil de la ville de Cayenne, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 12 juillet 1832.

ART. 3. Le procureur général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Cayenne, le 17 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Greffe du Tribunal de première instance.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 86.

N° 14. — *ARRÊTÉ qui nomme deux magistrats pour faire partie du conseil privé pendant le 1er semestre 1853, dans les cas prévus par l'art. 168 de l'ordonnance organique du 27 août 1828.*

Cayenne, le 17 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu l'art. 168 § 1er de l'ordonnance organique du 27 août 1828, et l'art. 207 de l'ordonnance du 31 août 1828;

Sur la proposition du procureur général;

De l'avis du conseil privé;

Arrête:

Article premier.

Sont nommés pour faire partie du conseil privé pendant le premier semestre 1853, dans le cas où ce conseil doit s'adjoindre deux membres de l'ordre judiciaire,

MM. Maurel (Jean-Baptiste-Joseph-Victor) et Duplaquet (Louis-Alexandre-Benoni), tous deux conseillers à la cour d'appel de la Guyane française.

Art. 2. Le procureur général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 17 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général:
Le Procureur général, p. i.,
X. TANC.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 88.

N° 15. — *ARRÊTÉ qui ouvre à l'ordonnateur un crédit provisoire de délégation de 54,000 francs, au compte du chapitre Ier, services militaires (personnel), exercice 1852.*

Cayenne, le 17 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu les ordonnances ministérielles de délégation ouvertes sur l'exercice 1852, pour l'acquittement, à la Guyane française, des dépenses du chapitre Ier du budget du service colonial, services militaires (personnel); lesdites ordonnances s'élevant à 600,000f;

Considérant que ces crédits sont presqu'absorbés et que le restant disponible ne saurait suffire au payement des dépenses

reconnues, liquidées ou restant à liquider sur l'exercice 1852, dont il est indispensable d'assurer le payement;

Vu l'état de ces dépenses s'élevant à *soixante-dix-huit mille neuf cent soixante-dix-huit francs quatre-vingt-neuf centimes ;*

Considérant que par suite de l'imputation provisoire sur le chapitre Ier des dépenses d'hôpitaux incombant à d'autres services, ce chapitre se trouve grévé de sommes qui seront rétablies à son crédit au moyen des états de liquidation qui vont être transmis en France pour opérer les virements;

Attendu que le mode de payement sur réquisitions, en raison de la rareté des communications, présente pour le trésorier des inconvénients graves, en ce sens qu'il laisse un grand nombre d'acquits à régulariser, indéfiniment en suspens dans sa comptabilité;

Considérant d'ailleurs que cette faculté est limitée à certaines dépenses de la solde et qu'il en est d'autres, notamment pour les hôpitaux et les vivres, dont le payement ne saurait être ajourné sans porter un préjudice notable aux fournisseurs et sans engager le crédit de l'administration;

Vu la nécessité de suppléer aux crédits ministériels de délégation qui manquent dans la circonstance ;

Attendu l'urgence ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Un crédit provisoire de délégation de *cinquante-quatre mille francs* est ouvert à l'ordonnateur au compte du chapitre Ier, services militaires (personnel), exercice 1852.

Ce crédit se cumulera avec ceux précédemment mis à la disposition de l'administration, et il sera annulé aussitôt la réception des ordonnances régulières du département.

ART. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 17 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :
L'Ordonnateur,
REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 5o.

N° 16. — *TARIF d'importation dressé, aux termes de l'art. 1^er de l'arrêté local du 22 février 1838, pour servir à la liquidation des droits d'entrée sur les Munitions et Marchandises de toute origine introduites dans la colonie, à partir du 1^er janvier au 30 juin 1853, inclusivement.*

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.			UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Produits et Dépouilles d'animaux.					
Viandes	salées. de porc (1).	Jambons..	Kil.	1 50	(1) Le Porc salé, en baril ou demi-baril, de fabrication française, est exempt de droits à l'importation (arrêté du 28 décembre 1833). Cette disposition s'applique également au Bœuf salé.
		autres....	Id.	1 10	
	de bœuf (1).	Cœurs...	Id.	» 35	
		autres....	Id.	» 65	
	apprêtées.....		Id.	4 00	
Laines en masse.....			Id.	3 75	
Crins préparés, soit frisés, soit en bottes, de longueurs assorties.....			Id.	3 75	
Plumes..	à écrire, apprêtées.....		Id.	30 00	
	de lit..	Duvet de cygne, d'oie, de canard et de flamant.	Id.	15 00	
		autres.....	Id.	7 50	
Soies.....	teintes, à coudre.....		Id.	140 00	
	autres.....		Id.	140 00	
Cire non ouvrée..	brune ou jaune.....		Id.	4 00	
	blanche.....		Id.	4 00	
Graisse de mouton. — Suif brut.....			Id.	1 50	
Saindoux.....			Id.	1 70	
Colle forte.....			Id.	1 80	
Fromages.....			Id.	2 00	
Beurre.....	frais ou fondu.....		Id.	2 50	
	salé.....		Id.	2 00	
Miel.....			Id.	2 00	
Engrais (2).....			Id.	» 15	(2) Exempts de droits, par tous pavillons (arrêté du 9 mai 1833).
Pêche.					
Graisses de poisson.....			Kil.	1 50	
Poissons de mer.	salés, autres que la Morue (3)....		Id.	» 40	(3) Exempts de droits, venant de France (arrêté du 28 décembre 1833).
	Harengs dits pucelles (3).....		Id.	» 25	
	secs ou fumés (3).....		Id.	» 40	
	Morue (3).....		Id.	» 40	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Pêche. (Suite.)			
Poissons de mer. — Bacaliau	Kil.	» 32	
Poissons de mer. — marinés ou à l'huile	Id.	4 00	
Substances propres à la médecine et à la parfumerie.			
Sangsues	Pièce.	» 15	
Cantharides	Kil.	15 00	
Vessies de cerf et de snack, en morceaux ou râpures	Id.	9 00	
Éponges — communes	Id.	10 00	
Éponges — fines	Id.	40 00	
Farineux alimentaires.			
Froment. — Farine pure. — française (1)	Kil.	» 50	(1) Exempts de droits, venant de France (arrêté du 28 décembre 1833).
Froment. — Farine pure. — américaine	Id.	» 40	
Maïs — grains (1)	Id.	» 25	
Maïs — farines (1)	Id.	» 20	
Orge (grains)	Id.	» 25	
Avoine (grains)	Id.	» 25	
Autres Céréales (grains)	Id.	» 25	
Riz (2) — d'Afrique	Id.	» 25	(2) *Idem.*
Riz (2) — d'ailleurs	Id.	» 50	
Marrons, Châtaignes et leurs Farines	Id.	» 50	
Pommes de terre (3)	Id.	» 20	(3) *Idem.*
Légumes secs et leurs Farines (4)	Id.	» 40	(4) *Idem.*
Gruaus et Fécules	Id.	» 60	
Grains perlés ou mondés	Id.	1 00	
Alpiste et Millet	Id	» 25	
Salep	Id.	12 00	
Sagou	Id.	2 50	
Pain et Biscuit de mer (5)	Id.	» 60	(5) *Idem.*
Biscuits sucrés	Id.	4 00	
Pâtes d'Italie et autres Pâtes granulées	Id.	1 00	
Fruits.			
Fruits de table — secs ou tapés	Kil.	1 20	
Fruits de table — confits au sucre ou au sirop	Id.	5 00	
Fruits de table — confits à l'eau-de-vie	Id.	3 00	
Fruits de table — confits au vinaigre et au sel	Id.	2 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Fruits. (Suite.)			
Fruits — oléagineux. — Amandes	Kil.	1 00	
Fruits — oléagineux. — Noix toucas	Id.	» 40	
Fruits — oléagineux. — Noix, Noisettes, Avelines et Faines	Id.	1 00	
Fruits — oléagineux. — Graines de lin	Id.	1 50	
Fruits — non dénommés	Id.	1 50	
Fruits — à distiller. — Anis vert	Id.	1 20	
Fruits — à ensemencer. — Graines de jardins et de fleurs	Id.	7 00	
Denrées coloniales.			
Sirops, Confitures et Bonbons	Kil.	3 60	
Thé	Id.	10 00	
Tabac en feuilles ou en côtes	Id.	1 50	
Cigares — de la Havane	Millier.	75 00	
Cigares — autres	Id.	30 00	
Sucs végétaux.			
Gommes pures — d'Europe	Kil.	1 20	
Gommes pures — exotiques	Id.	2 80	
Poix ou Galipot	Id.	» 30	
Brai gras et Goudron	Id.	» 15	
Térébenthine (essence de)	Id.	1 30	
Brai sec, Colophane et Résine d'huile	Id.	» 15	
Résineux exotiques. — Scammonée	Id.	80 00	
Résineux exotiques. — autres	Id.	4 80	
Baumes — Benjoin	Id.	6 00	
Baumes — Storax préparé. — liquide	Id.	3 20	
Baumes — Storax préparé. — en pains	Id.	2 00	
Baumes — Copahu	Id.	4 00	
Baumes — autres	Id.	24 00	
Sucs d'espèces particulières. — Aloès	Id.	4 40	
Sucs d'espèces particulières. — Opium	Id.	64 00	
Sucs d'espèces particulières. — Camphre raffiné	Id.	6 00	
Sucs d'espèces particulières. — Manne	Id.	3 60	
Sucs d'espèces particulières. — Caoutchouc (gomme élastique)	Id.	2 50	
Sucs d'espèces particulières. — Jus de réglisse	Id.	2 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Sucs végétaux. (Suite.)			
Huiles..... d'amandes	Kil.	4 50	
Huiles..... de graines grasses	Id.	1 50	
Huiles..... d'olive, fine, en paniers	Id.	3 00	
Huiles..... d'olive, commune, en caves	Id.	[illegible]	
Espèces médicinales.			
Racines.. Ipécacuana	Kil.	26 00	
Racines.. Rhubarbe et Méchoacan	Id.	10 00	
Racines.. Salsepareille	Id.	4 00	
Racines.. Jalap	Id.	6 40	
Racines.. Iris de Florence	Id.	3 60	
Racines.. Réglisse	Id.	» 90	
Racines.. autres	Id.	6 00	
Feuilles.. de séné, entières ou en grabeaux	Id.	7 00	
Feuilles.. autres	Id.	2 00	
Fleurs... de lavande	Id.	4 00	
Fleurs... autres que de lavande	Id.	2 00	
Fruits... Graines de moutarde	Id.	1 00	
Fruits... Follicules de séné	Id.	5 60	
Fruits... autres	Id.	2 00	
Lichens médicinaux	Id.	60 00	
Bois communs.			
Bois à construire, de pin et sapin sciés, ayant d'épaisseur de 3 à 8 centimètres	Mètre.	» 50	
Bois feuillards, de 2 à 4 mètres	Pièce.	» 09	
Merrains de chêne	Id.	» 20	
Osier en bottes, pelé ou fendu	Id.	» 20	
Fruits, Tiges et Filaments à ouvrer.			
Étoupes	Kil.	» 60	
Produits et Déchets divers.			
Légumes verts (1)	Kil.	» 25	(1) Exempts de droits, venant de France.
Légumes salés ou confits	Id.	2 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Produits et Déchets divers. (Suite.)			
Fourrages : Foin, Paille, Herbes de pâturage, etc.	Kil.	» 16	
Fourrages : Son de toute sorte de grains.	Id.	» 10	
Bulbes ou Oignons (excepté les oignons comm.)	Id.	1 00	
Truffes : fraîches ou marinées	Id.	30 00	
Truffes : sèches	Id.	18 00	
Champignons, Morilles et Mousserons secs ou marinés	Id.	6 00	
Drilles et Chiffons	Id.	» 25	
Pierres, Terres et autres Fossiles.			
Marbre sculpté, moulé ou poli	Kil.	1 00	
Meules à aiguiser : de 43 centes et au-dessous	Pièce.	9 00	
Meules à aiguiser : au-dessus de 43 centes	Id.	20 00	
Matériaux : Carreaux de terre de 31 centes	Id.	» 08	
Matériaux : Carreaux de terre de 16 centes	Id.	» 05	
Matériaux : Briques simples	Id.	» 04	
Matériaux : Briques doubles	Id.	» 07	
Matériaux : Pierre à chaux proprement dite	Kil.	» 06	
Matériaux : Chaux	Barriq.	18 00	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : Pierres à feu	Kil.	» 75	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : Pierres à aiguiser	Id.	» 75	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : Pierres ponce	Id.	» 30	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : Émeri en pierres brutes	Id.	» 18	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : Émeri en grains ou en poudre	Id.	» 25	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : Ocres ou Argiles chargées d'oxides, soit rouges, jaunes ou vertes	Id.	» 20	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : Craie (chaux carbonatée)	Id.	» 15	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : autres	Id.	» 15	
Soufre : fondu en canons ou autrement épuré	Id.	» 50	
Soufre : sublimé, en poudre, ou fleur de soufre	Id.	» 75	
Bitume (houille)	Id.	» 05	
Métaux.			
Fer : Fonte brute	Kil.	» 40	
Fer : étiré en barres	Id.	» 50	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Métaux. (Suite.)			
Fer... platine ou laminé : Tôle	Kil.	1 00	
Fer... platine ou laminé : Fer-blanc	Id.	2 00	
Fer... de tréfilerie, Fil de fer, même étamé.	Id.	2 00	
Fer... carburé.—Acier : naturel et sémenté en barres ou tôles.	Id.	2 00	
Fer... carburé.—Acier : fondu en barres.	Id.	3 00	
Cuivre pur, battu ou laminé	Id.	4 00	
Cuivre allié de zinc, Laiton : battu ou laminé..	Id.	4 00	
Cuivre allié de zinc, Laiton : pour cordes d'instruments....	Id.	12 00	
Cuivre allié de zinc, Laiton : autres	Id.	4 50	
Plomb battu ou laminé	Id.	1 00	
Plomb à giboyer	Id.	0 70	
Zinc laminé	Id.	1 00	
Mercure natif ou Vif-argent	Id.	9 00	
Manganèse	Id.	» 04	
Produits chimiques.			
Acides sulfurique	Kil.	4 00	
Acides nitrique	Id.	3 70	
Acides muriatique	Id.	» 24	
Acides nitro-muriatique	Id.	1 06	
Acides phosphorique	Id.	1 00	
Acides arsénieux	Id.	2 00	
Acides tartarique, oxalique	Id.	15 00	
Alcalis... Potasse	Id.	1 30	
Alcalis... Soude	Id.	» 22	
Sels de marais ou de salines	Id.	» 07	
Sels ammoniacaux	Id.	6 00	
Sels Nitrate de potasse	Id.	1 60	
Sels sulfates de soude	Id.	» 80	
Sels sulfates de magnésie	Id.	1 70	
Sels sulfates d'alumine, Alun. brûlé ou calciné.	Id.	2 50	
Sels sulfates d'alumine, Alun. autres	Id.	» 45	
Sels sulfates de cuivre	Id.	1 80	
Sels sulfates de zinc	Id.	2 25	
Chlorure de chaux	Id.	2 40	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Produits chimiques. (Suite.)			
Tartrates, Acide de potasse pur (crème de tartre)	Kil.	3 50	
Carbonate de plomb pur ou mélangé (céruse)	Id.	2 00	
Oxide de plomb rouge (minium)	Id.	1 30	
Couleurs.			
Crayons composés à gaînes : de bois blanc	Kil.	9 00	
Crayons composés à gaînes : de cèdre	Id.	30 00	
Vernis de toute sorte	Id.	6 00	
Noir : à souliers	Id.	2 50	
Noir : animal : d'ivoire	Id.	1 50	
Noir : animal : d'os de cerf et autres	Id.	» 10	
Noir : de fumée	Id.	» 70	
Autres couleurs : sèches ou liquides	Id.	1 20	
Autres couleurs : en pâtes humides	Id.	1 20	
Compositions diverses.			
Moutarde préparée	Kil.	2 00	
Cire ouvrée, blanche ou jaune	Id.	6 00	
Médicaments composés. Eaux distillées : alcooliques	Id.	10 00	
Médicaments composés. Eaux distillées : sans alcool	Id.	10 00	
Savons ordinaires : blancs, marbrés ou noirs	Id.	1 00	
Savons ordinaires : rouges	Id.	» 90	
Poudre à tirer	Id.	6 00	
Bougies : de blanc de baleine ou de cachalot	Id.	3 80	
Bougies : d'acide stéarique	Id.	3 20	
Chandelles	Id.	1 50	
Tabac : en poudre	Id.	8 00	
Tabac : préparé à chiquer	Id.	1 80	
Sucre raffiné en pains, en poudre ou candi	Id.	1 10	
Boissons.			
Vins ordinaires en futailles : de la Gironde	Lit.	» 45	
Vins ordinaires en futailles : d'ailleurs	Id.	» 30	
Vins ordinaires en bouteilles : de la Gironde	Id.	1 50	
Vins ordinaires en bouteilles : d'ailleurs	Id.	1 20	
Vins de liqueur en futailles	Id.	2 50	
Vins de liqueur en bouteilles	Id.	2 50	
Vins de Champagne	Id.	4 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Boissons. (Suite.)			
Vinaigres..... de vin..... en futailles..	Lit.	» 25	
Vinaigres..... de vin..... en bouteilles.	Id.	» 75	
Vinaigres..... de bière, cidre et poiré....	Id.	» 25	
Cidre, Poiré et Verjus.....	Id.	» 30	
Bière.....	Id.	» 80	
Eau-de-vie de vin..... en bouteilles.	Id.	1 20	
Eau-de-vie de vin..... en futailles..	Id.	» 85	
Eau-de-vie de grains et de pommes de terre.	Id.	» 50	
Eau-de-vie de genièvre.....	Id.	1 30	
Eau-de-vie de cerise.. Kirsch-wasser..	Id.	2 50	
Eau-de-vie de cerise.. Guignolet.....	Id.	1 30	
Liqueurs.....	Id.	1 80	
Eaux minérales... gazeuses, en cruchons.	Id.	» 75	
Eaux minérales... autres.....	Id.	1 00	
Vitrifications.			
Poterie de terre.. grossière.....	Kil.	» 15	
Poterie de terre.. Faïence.....	Id.	1 00	
Porcelaine.. fine.....	Id.	8 00	
Porcelaine.. commune.....	Id.	2 50	
Verres à lunettes ou à cadrans, taillés ou polis.	Id.	18 00	
Miroirs petits.....	Id.	6 00	
Verrerie... Cristaux.....	Id.	3 00	
Verrerie... autre que Cristaux.....	Id.	1 50	
Vitrifications en grains percés pour chapelets ou colliers.....	Id.	9 00	
Fils.			
Fil de chanvre ou de lin écru.. à voile.....	Kil.	2 50	
Fil de chanvre ou de lin écru.. autre qu'à voile..	Id.	6 00	
Fil de chanvre ou de lin retors... bis, herbé ou blanchi, autre que celui à dentelle....	Id.	9 00	
Fil de coton.....	Id.	9 00	
Tissus de lin ou de chanvre.			
Toile.. à balle.....	Kil.	1 30	
Toile.. à paillasse et à voile.....	Id.	4 50	
Toile.. à matelas.....	Id.	6 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS
Tissus de lin ou de chanvre. (Suite.)			
Toile.. écrue, avec ou sans apprêt.	Kil.	15 00	
Toile.. unie... dite brin	Id.	12 00	
Toile.. unie... blanche	Id.	20 00	
Toile.. unie... mi-blanche	Id.	10 00	
Toile.. unie... teinte	Id.	6 00	
Toile.. unie... imprimée	Id.	15 00	
Toile.. unie... cirée	Id.	7 50	
Toile.. croisée.... Coutil	Id.	12 00	
Toile.. croisée.... autre	Id.	12 00	
Linge de table en pièces, uni... écru	Id.	12 00	
Linge de table en pièces, uni... blanc	Id.	18 00	
Linge de table en pièces, ouvragé et damassé blanchi	Id.	27 00	
Linge de table en pièces, damassé	Id.	60 00	
Batiste et Linon	Id.	140 00	
Passementerie et Rubanerie de fil blanc	Id.	12 00	
Bonneterie	Id.	11 00	
Étoffes mélangées	Id.	20 00	
Tissus de laine.			
Couvertures	Kil.	7 00	
Tapis	Id.	30 00	
Draps	Id.	38 00	
Casimirs et Mérinos	Id.	60 00	
Molleton blanc ou teint	Id.	12 00	
Étoffes diverses	Id.	35 00	
Châles brochés et façonnés. de pure laine	Id.	200 00	
Châles brochés et façonnés. mélangés de coton	Id.	120 00	
Bonnets de laine communs	Id.	12 00	
Bonneterie	Id.	35 00	
Passementerie et Rubanerie de pure laine	Id.	18 00	
Étoffes mélangées	Id.	18 00	
Tissus de soie.			
Étoffes.. pures.. unies	Kil.	180 00	
Étoffes.. pures.. façonnées	Id.	195 00	
Étoffes.. pures.. brochées de soie	Id.	195 00	
Étoffes.. mêlées de fil, sans autre mélange	Id.	120 00	
Étoffes.. mêlées d'autres matières	Id.	120 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Tissus de soie. (Suite.)			
Tulle	Kil.	120 00	
Gaze de soie pure	Id.	175 00	
Crêpe	Id.	130 00	
Bonneterie	Id.	150 00	
Passementerie de soie pure	Id.	150 00	
Rubans, même de velours	Id.	180 00	
Chapeaux de soie	Pièce.	12 00	
Tissus de coton.			
Toiles, Percales et Calicots — écrus et blancs	Kil.	12 00	
Toiles, Percales et Calicots — imprimés	Id.	21 00	
Toiles, Percales et Calicots — teints	Id.	15 00	
Toile dite cotonnine, Paliacas et Mouchoirs.	Id.	16 00	
Linge de table en pièces	Id.	25 00	
Châles	Id.	40 00	
Mousselines — commune pour moustiquaires, dite Girafe	Id.	15 00	
Mousselines — fine, Organdi, Batiste d'Écosse.	Id.	55 00	
Draps et Velours	Id.	24 00	
Étoffes — croisées, Basins, Piqués et autres	Id.	15 00	
Étoffes — dites Printanières	Id.	12 00	
Couvertures	Id.	8 00	
Tulle et Gaze	Id.	300 00	
Bonneterie	Id.	22 50	
Passementerie et Rubanerie	Id.	12 00	
Étoffes mélangées	Id.	20 00	
Papier et ses applications.			
Carton — moulé, dit Papier mâché	Kil.	6 00	
Carton — coupé et assemblé	Id.	8 00	
Papier — d'enveloppe à pâtes de couleur	Id.	1 50	
Papier — blanc ou rayé, pour musique	Id.	3 00	
Papier — colorié, en rames ou en mains	Id.	3 50	
Papier — peint, en rouleaux, pour tentures	Id.	3 75	
Livres en langues — mortes ou étrangères	Id.	10 00	
Livres en langues — française	Id.	6 00	
Cartes — à jouer	Id.	15 00	
Cartes — géographiques	Id.	20 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Papier et ses applications. (Suite.)			
Gravures et Lithographies	Kil.	50 00	
Musique gravée	Id.	18 00	
Ouvrages en matières diverses.			
Peaux préparées (tannées ou corroyées)	Kil.	6 00	
Peaux ouvrées.. Gants	Id.	60 00	
Peaux ouvrées.. non dénommées	Id.	6 00	
Tissus en feuilles, de paille, d'écorce et de sparte	Mètre.	» 50	
Vannerie.... pelée	Kil.	2 00	
Vannerie.... coupée	Id.	6 00	
Cordages.... de chanvre	Id.	1 30	
Cordages.... de sparte	Id.	» 50	
Cordages.... Filets neufs ou en état de servir	Id.	3 00	
Limes et Râpes à grosses tailles	Id.	4 50	
Limes et Râpes à polir, de 17 cᵉˢ de longueur et au-dessus	Id.	7 50	
Scies..... ayant 146 cᵉˢ de longueur ou plus	Id.	4 50	
Scies..... ayant moins de 146 cᵉˢ	Id.	6 75	
Outils..... de pur fer	Id.	3 00	
Outils..... de fer, rechargés d'acier	Id.	4 00	
Outils..... aratoires	Id.	2 25	
Outils..... en plomb	Id.	1 80	
Outils..... en fonte	Id.	» 60	
Outils..... en fer... Clous	Id.	1 10	
Outils..... en fer... autres	Id.	2 00	
Ouvrages.... en tôle	Id.	2 00	
Ouvrages.... en fer-blanc	Id.	6 00	
Ouvrages.... en acier	Id.	4 50	
Ouvrages.... en zinc	Id.	4 50	
Ouvrages.... en étain	Id.	3 50	
Ouvrages.... en cuivre laiton et bronze dorés..	Id.	15 00	
Ouvrages.... en cuivre laiton et bronze argentés	Id.	9 00	
Ouvrages.... en cuivre laiton et bronze autres..	Id.	8 00	
Ouvrages.... en cuivre clous	Id.	4 00	
Ouvrages.... en cuivre pur, tournés	Id.	8 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.				UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Ouvrages en matières diverses. (Suite.)						
Orfévrerie	d'or ou de vermeil			Gram.	» 50	
	d'argent			Id.	» 36	
Bijouterie	d'or	ornée en pierres ou perles fines.		Id.	10 00	
		autre		Id.	6 00	
	d'argent	ornée en pierres ou perles fines.		Id.	» 90	
		autre		Id.	» 50	
Corail taillé, non monté				Kil.	300 00	
Dames-Jeannes clissées				Pièce.	2 00	
Plaqués				Kil.	12 00	
Caractères d'imprimerie neufs				Id.	3 50	
Armes de chasse ou de luxe	blanches			Id.	27 00	
	à feu			Id.	20 00	
Horlogerie	Montres	à boîtes d'or		Gram.	1 50	
		——— d'argent et de métal autre que l'or.		Id.	» 15	
	autres Ouvrages montés			Kil.	30 00	
	Fournitures			Id.	30 00	
	en bois			Id.	9 00	
Couteaux flamands				Id.	3 00	
Coutellerie				Id.	18 00	
Embarcations	en état de servir			Ton.	300 00	
	Ancres			Kil.	1 50	
	Câbles en fer			Id.	1 50	
Tabletterie	Peignes	d'écaille		Id.	90 00	
		d'ivoire		Id.	300 00	
	autres			Id.	12 00	
Parapluies et Parasols	en soie			Pièce.	15 00	
	en toile cirée ou autre			Id.	8 00	
Ouvrages en bois.	Futailles vides montées, cerclées en bois			Lit.	» 04	
	Futailles démontées (boucauts en bottes à mélasse et à sucre)			Pièce.	8 00	
Mercerie	commune			Kil.	9 00	
	fine	Aiguilles		Id.	60 00	
		autre		Id.	21 00	
Bimbeloterie				Id.	8 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.				UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Ouvrages en matières diverses. (Suite.)						
Instruments de musique..			Forté-piano....	Pièce.	800 00	
			Orgues d'église..	Id.	800 00	
Effets à usage	Chemises et Casaques communes en molleton ou ratine			Kil.	12 00	
	en tissus	communs de lin ou de chanvre écru ou teint.		Id.	9 00	
		de coton	fins	Id.	16 00	
			communs	Id.	10 00	
	en drap, casimir et lasting.....			Id.	75 00	

Cayenne, le 28 décembre 1852.

Les Membres de la commission,
J.-M. BALLY et A. FRANCONIE AINÉ.

Le Sous-Inspecteur, Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu : *L'Ordonnateur,*
REISSER.

Approuvé pour être mis à exécution à compter du 1er janvier au 30 juin 1853, inclusivement.

En séance du conseil privé, à Cayenne, le 17 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,
SARDA GARRIGA.

N° 17. — *DÉCISION portant création de l'emploi d'un prevôt à l'hôpital militaire de Cayenne.*

Cayenne, le 17 janvier 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Considérant que dans tous les hôpitaux maritimes de la métropole et des colonies, un chirurgien de 2e classe est attaché au service de ces établissements en qualité de prévôt;

Considérant que ces fonctions ont une utilité réelle, en ce

qu'elles permettent de donner aux malades les soins que réclame leur état dans l'intervalle des visites réglementaires ;

Considérant que le service des hôpitaux à la Guyane doit être assuré en raison de l'extension qu'il a reçue et qu'il peut encore recevoir dans les circonstances actuelles ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

De l'avis du conseil privé ;

DÉCIDE :

Un chirurgien de la marine de 2e classe sera attaché au service de l'hôpital de Cayenne en qualité de prévôt.

Il sera pris parmi les chirurgiens de la marine de 2e classe, en commençant par le plus ancien.

Les prévôts seront nommés pour un an et remplacés en suivant l'ordre d'ancienneté.

Le prévôt se conformera, dans l'exercice de ses fonctions, aux décrets et règlements en vigueur et aux ordres du médecin en chef.

Il sera responsable des livres et instruments de chirurgie qui lui seront remis sur inventaire.

Le prévôt sera logé à l'hôpital ; l'éclairage lui sera fourni, et il recevra la nourriture des officiers malades, sans qu'il puisse, en aucun cas, lui être alloué une indemnité pour en tenir lieu.

Il ne pourra coucher hors de l'hôpital, à moins de circonstances impérieuses qui seront soumises à l'appréciation du médecin en chef, et dans le cas où son absence de l'hôpital serait autorisée, il devra être remplacé par un chirurgien de 2e classe.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

En attendant qu'un logement approprié à sa destination ait été disposé à l'hôpital pour le prévôt, le chirurgien appelé à en remplir les fonctions continuera de recevoir l'indemnité de logement attribuée à son grade.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui aura son effet à partir du 1er janvier 1853 et qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 17 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :
L'Ordonnateur,
REISSER.

Enregistré au Contrôle registre n° 25 des ordres et décisions, f° 128.

N° 18. — *DÉCISION qui accorde au chef du bureau central de l'intérieur et du domaine, faisant fonctions de directeur de l'intérieur, une allocation de 600 francs par an, pour frais de bureau.*

Cayenne, le 18 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu la note inscrite à l'art. 4 du budget du service général, exercice 1853, et ainsi conçue :

« La colonie demande 600 fr. de frais de bureau pour le bu-
» reau central. Puisque cette allocation ne figure pas au budget,
» l'administration locale est autorisée à la payer, mais à en
» réduire le chiffre qui paraît élevé. »

Considérant que si une allocation de cette nature a été reconnue nécessaire avant la séparation du service de l'intérieur des attributions de l'ordonnateur, elle l'est devenue bien davantage depuis cette circonstance qui en a naturellement augmenté l'importance et les écritures ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

De l'avis du conseil privé ;

Décide :

Article premier.

A partir du 1er du présent mois de janvier, le chef du bureau central de l'intérieur et du domaine, faisant fonctions de directeur de l'intérieur, aura droit à une allocation de *six cents francs* par an, pour frais de bureau, imputable sur le fonds de 21,610 fr. porté à l'art. 4, direction de l'intérieur, budget du service général.

Art. 2. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 18 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

L'Ordonnateur,
REISSER.

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,
A NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 55.

N° 19. — *DÉCISION qui étend aux militaires des différents corps de troupe détachés à l'îlet la Mère et à la Montagne-d'Argent, les dispositions de la décision du 26 février* 1852.

Cayenne, le 20 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu la décision du 26 février 1852, relative à l'acidulage délivré aux militaires détachés aux îles du Salut ;

Attendu qu'il convient d'étendre cette mesure hygiénique aux hommes envoyés à la Montagne-d'Argent et à l'îlet la Mère ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

Décide :

L'acidulage sera délivré en nature par le magasin général, à raison de 25 millilitres d'eau-de-vie par homme et par jour, aux militaires des différents corps de troupe détachés à l'îlet la Mère et à la Montagne-d'Argent.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui aura son effet à compter du 15 décembre 1852, et sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :
L'Ordonnateur,
REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 59.

N° 20. — *ARRÊTÉ qui réduit à* 200 *francs l'allocation annuelle pour menues dépenses de parquet attribuées au procureur de la République à Cayenne.*

Cayenne, le 20 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu 1° les termes de l'art. 2 du décret réglementaire du 30 janvier 1811 ;

2° L'art. 152 de l'ordonnance judiciaire du 21 décembre 1828 ;

3° La décision du gouverneur de la Guyane, en date du 4 décembre 1829;

Considérant que la somme de 600 francs, allouée par cette décision pour les menues dépenses de parquet du procureur de la République du tribunal de première instance de Cayenne, est évidemment exagérée et qu'il y a lieu de la réduire;

Sur la proposition du procureur général;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La décision du gouverneur de la Guyane, en date, à Cayenne, du 4 décembre 1829, est rapportée.

ART. 2. Les frais, pour menues dépenses de parquet allouées annuellement au procureur de la République du tribunal de première instance de Cayenne, sont fixés à *deux cents francs*.

ART. 3. Cette fixation court du 1er janvier 1853.

ART. 4. L'ordonnateur et le procureur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la Guyane.

Cayenne, le 20 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 54.

N° 21. — *ARRÊTÉ portant augmentation de traitement pour chacun des commis greffiers assermentés attachés à la cour d'appel et au tribunal de première instance de Cayenne.*

Cayenne, le 20 janvier 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu les art. 146 et 147 de l'ordonnance organique du 21 décembre 1828;

Considérant que la somme de *quinze cents francs* allouée par ces deux articles au commis assermenté, attaché au greffe

de la cour d'appel, et au commis assermenté, attaché au greffe du tribunal de première instance, est tout à fait insuffisante ;

Considérant que ces employés se rendent vraiment utiles par leur travail et ne sont pas rétribués à proportion de ce travail ;

Sur la proposition du procureur général ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le traitement du commis greffier assermenté, attaché à la cour d'appel, et celui du commis greffier assermenté, attaché au tribunal de première instance, est porté au chiffre de *dix-huit cents francs*.

ART. 2. Ce traitement de *dix-huit cents francs* courra à dater du 1^er^ janvier 1853.

ART. 3. L'ordonnateur et le procureur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 20 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 54.

N° 22. — *ARRÊTÉ qui convoque la cour d'appel de la Guyane française en session extraordinaire, pour le 29 janvier* 1853.

Cayenne, le 25 janvier 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu l'art. 119 de l'ordonnance judiciaire du 21 décembre 1828 ;

Attendu que la session de la cour d'appel, chambre correctionnelle, est close, et qu'il reste trois affaires en état d'être jugées et dans lesquelles deux prévenus sont en prison ;

Sur la proposition du procureur général ;

Arrête :

Article premier.

La cour d'appel de la Guyane française est convoquée pour le samedi 29 janvier 1853 et jours suivants, à 7 heures du matin, en session extraordinaire, pour juger les affaires correctionnelles qui seront présentées par le procureur général.

Art. 2. Cette session restera ouverte jusqu'à ce que les affaires en état de recevoir jugement aient été expédiées.

Art. 3. Le procureur général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Cayenne, le 25 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Greffe de la Cour impériale.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 88.

N° 23. — *ARRÊTÉ de promulgation, à la Guyane française, du décret impérial du 2 décembre 1852, qui promulgue le sénatus-consulte du 7 novembre, portant rétablissement de l'Empire, et le sénatus-consulte lui-même.*

Cayenne, le 25 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, maintenu par celle du 22 août 1833 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 décembre 1852, numérotée 627 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur et du procureur général ;

Arrête :

Article premier.

Sont promulgués à la Guyane française le décret de S. M. l'Empereur des Français, du 2 décembre 1852, qui promulgue

le sénatus-consulte du 7 novembre, portant rétablissement de l'Empire, et le sénatus-consulte lui-même.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur et le procureur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, enregistré et affiché partout où besoin sera.

Cayenne, le 25 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,
A. NOYER.

Le Procureur général, p. i.,
X. TANC.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 61.

N° 24. — *DÉCRET portant rétablissement de l'Empire.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut:

Vu le sénatus-consulte, en date du 7 novembre 1852, qui soumet au peuple le plébiscite dont la teneur suit :

« Le Peuple veut le rétablissement de la dignité impériale » dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, avec héré- » dité dans sa descendance directe, légitime ou adoptive, et lui » donne le droit de régler l'ordre de succession au trône dans » la famille Bonaparte, ainsi qu'il est prévu par le sénatus-con- » sulte du 7 novembre 1852. »

Vu la déclaration du Corps législatif, qui constate que les opérations du vote ont été partout librement et régulièrement accomplies;

Que le recensement général des suffrages émis sur le projet de plébiscite a donné sept millions huit cent vingt-quatre mille cent quatre-vingt-neuf (7,824,189) bulletins portant le mot *oui*,

Deux cent cinquante-trois mille cent quarante-cinq (253,145) bulletins portant le mot *non*,

Soixante-trois mille trois cent vingt-six (63,326) bulletins nuls;

Avons décrété et décrétons ce qui suit:

Article premier.

Le sénatus-consulte du 7 novembre 1852, ratifié par le plébiscite des 21 et 22 novembre, est promulgué et devient loi de l'État.

Art. 2. Louis-Napoléon Bonaparte est Empereur des Français, sous le nom de Napoléon III.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État, insérées au *Bulletin des lois*, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les observent et les fassent observer. Les ministres, chacun en ce qui le concerne, sont chargés d'en surveiller l'exécution.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 décembre 1852.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Ministre d'État,
Achille FOULD.

Vu et revêtu du sceau de l'État:
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
ABBATUCCI.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 4 *bis*, — 1853.

N° 25. — *SÉNATUS-CONSULTE portant modification à la Constitution.*

Le Sénat a délibéré conformément aux art. 31 et 32 de la Constitution, et voté le sénatus-consulte dont la teneur suit:

Article premier.

La dignité impériale est rétablie.

Louis-Napoléon Bonaparte est Empereur des Français, sous le nom de Napoléon III.

Art. 2. La dignité impériale est héréditaire dans la descendance directe et légitime de Louis-Napoléon Bonaparte, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Art. 3. Louis-Napoléon Bonaparte, s'il n'a pas d'enfant mâle, peut adopter les enfants et descendants légitimes, dans la ligne masculine, des frères de l'Empereur Napoléon Ier.

Les formes de l'adoption sont réglées par un sénatus-consulte.

Si, postérieurement à l'adoption, il survient à Louis-Napoléon des enfants mâles, ses fils adoptifs ne pourront être appelés à lui succéder qu'après ses descendants légitimes.

L'adoption est interdite aux successeurs de Louis-Napoléon et à leur descendance.

Art. 4. Louis-Napoléon Bonaparte règle, par un décret organique adressé au Sénat et déposé dans ses archives, l'ordre de succession au trône dans la famille Bonaparte, pour le cas où il ne laisserait aucun héritier direct, légitime ou adoptif.

Art. 5. A défaut d'héritier légitime ou d'héritier adoptif de Louis-Napoléon Bonaparte et des successeurs en ligne collatérale qui prendront leur droit dans le décret organique susmentionné, un sénatus-consulte, proposé au Sénat par les ministres formés en conseil de gouvernement, avec l'adjonction des présidents en exercice du Sénat, du Corps législatif et du Conseil d'État, et soumis à l'acceptation du peuple, nomme l'Empereur, et règle dans sa famille l'ordre héréditaire de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Jusqu'au moment où l'élection du nouvel Empereur est consommée, les affaires de l'État sont gouvernées par les ministres en fonctions, qui se forment en conseil de gouvernement et délibèrent à la majorité des voix.

Art. 6. Les membres de la famille de Louis-Napoléon Bonaparte appelés éventuellement à l'hérédité, et leur descendance des deux sexes, font partie de la famille impériale. Un sénatus-consulte règle leur position. Ils ne peuvent se marier sans l'autorisation de l'Empereur. Leur mariage fait sans cette autorisation emporte privation de tout droit à l'hérédité, tant pour celui qui l'a contracté que pour ses descendants.

Néanmoins, s'il n'existe pas d'enfants de ce mariage, en cas de dissolution pour cause de décès, le prince qui l'aurait contracté recouvre ses droits à l'hérédité.

Louis-Napoléon Bonaparte fixe les titres et la condition des autres membres de sa famille.

L'Empereur a pleine autorité sur tous les membres de sa famille; il règle leurs devoirs et leurs obligations par des statuts qui ont force de loi.

Art. 7. La constitution du 15 janvier 1852 est maintenue dans toutes celles de ses dispositions qui ne sont pas contraires au présent sénatus-consulte; il ne poura y être apporté de modifications que dans les formes et par les moyens qu'elle a prévus.

Art. 8. La proposition suivante sera présentée à l'acceptation du Peuple français dans les formes déterminées par les décrets des 2 et 4 décembre 1851 :

« Le Peuple veut le rétablissement de la dignité impériale » dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, avec héré- » dité dans sa descendance directe, légitime ou adoptive, et » lui donne le droit de régler l'ordre de succession au trône » dans la famille Bonaparte, ainsi qu'il est prévu par le sé- » natus-consulte du 7 novembre 1852. »

Fait au palais du Sénat, le 7 novembre 1852.

Ont signé :

MM. Mesnard, *premier vice-président;*

Drouyn de Lhuys,
Troplong,
Baraguey d'Hilliers, } *vice-présidents;*

Le comte d'Hautpoul, *grand référendaire;*

Le baron de Lacrosse, *secrétaire du Sénat;*

Cambacérès,
Regnault de Saint-Jean-d'Angely, } *secrétaires;*

Le comte Siméon,
Le comte de la Riboisière, } *vice-secrétaires;*

LL. EE. Le cardinal de Bonald,
Le cardinal du Pont,

LL. EE. Le cardinal Mathieu,
Le cardinal Gousset,
Le cardinal Donnet;

MM. Le maréchal Reille,
Le maréchal Vaillant,
L'amiral de Mackau;

MM. Le général baron Achard, le comte d'Argout, le marquis G. d'Audiffret, le général de Bar, le marquis de Barbançois, le comte de Beaumont, le prince de Beauvau, le marquis de Belbeuf, Bineau, H. Boulay (de la Meurthe), le comte de Breteuil, le comte de Casabianca, le comte de Castellane, le vice-amiral Casy, le comte de Caumont-Laforce, le comte François Clary, marquis de Croix, baron de Crouseilhes, le comte N. Curial, Dumas, le baron Charles Dupin, Elie de Beaumont, Achille Fould, le baron de Fourment, J.-E. Gautier, Ernest de Girardin, de Goulhot de Saint-Germain, le marquis de la Grange, baron de Heeckeren, le vice-amiral baron Hugon, le général Husson, le baron Ch. de Ladoucette, le général vicomte de la Hitte, le marquis de Lawœstine, Louis Lebeuf, H. Lefebvre-Duruflé, le comte le Marois, le comte L. Lemercier, le général Leroy de Saint-Arnaud, M.-J. le Verrier, le général Magnan, Manuel (de la Nièvre), Marchand (Nord), A. Mimerel de Roubaix, le duc de Mortemart, L. Murat, le général comte Ordener, le général comte Ornano, le général duc de Padoue, le vice-amiral F. Parseval, le baron Pelet, le baron Petit, général Piat, le général duc de Plaisance, L. Poinsot, marquis de Portes, le P. comte Portalis, général de Préval, général duc de Saint-Simon, Ch. Sapey, le général comte Schramm, comte de Ségur-d'Aguesseau, Mgr l'archevêque Sibour, Am. Thayer, A.-E. Thibaudeau, Cte duc de Vicence, N. Vieillard, Berthier, P. de Wagram.

Vu et scellé :

Signé : Bon T. DE LACROSSE.

Le présent sénatus-consulte sera promulgué et scellé du sceau de l'État.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre d'État,

ACHILLE FOULD.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 4 *bis*, — 1853.

N° 26. — *PROCLAMATION du commissaire général de la Guyane française.*

MESSIEURS, OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS,

Le Peuple français a rétabli l'Empire. L'avénement au trône de LOUIS-NAPOLÉON s'est accompli par 8 millions de voix réunies dans un élan d'enthousiasme le plus imposant que jamais puisse donner un peuple.

Je vous ai convoqués pour proclamer Sa Majesté l'Empereur NAPOLÉON III.

Joignons nos acclamations aux acclamations de nos concitoyens de la métropole, et que le nom qui nous rappelle tant de gloire soit salué par nous avec bonheur. Jurons fidélité au Prince qui, le 2 décembre, a sauvé la Patrie, et qui, depuis, a donné tant de gages de son amour pour la France.

Vive Napoléon III !

Vive l'Empereur !

Cayenne, le 25 janvier 1853.

Le Commissaire général,

SARDA GARRIGA.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 4 *bis*, — 1853.

N° 27. — *ARRÊTÉ portant programme pour la célébration d'une fête nationale à l'occasion du rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon* BONAPARTE, *sous le nom de* NAPOLÉON III.

Cayenne, le 25 janvier 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 2 décembre 1852, numérotée 267;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

ARRÊTE :

Le dimanche 30 janvier présent mois, une fête nationale sera célébrée à la Guyane française, à l'occasion du rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon BONAPARTE, sous le nom de NAPOLÉON III.

Cette fête sera précédée par un *Te Deum* solennel, en actions de grâces, qui sera chanté le même jour dans l'église paroissiale du chef-lieu et dans toutes les autres églises de la colonie, à l'issue de la messe.

Le 30, au lever du soleil, la place et la rade feront une salve de cent un coups de canon.

Les bâtiments de l'État et du commerce et le mât de signaux du fort seront pavoisés.

A sept heures trois quarts, MM. les chefs d'administration et les fonctionnaires des divers services se rendront au gouvernement pour accompagner M. le commissaire général impérial à la messe militaire, qui sera célébrée à l'église paroissiale de Cayenne, à 8 heures précises du matin.

Le piquet d'escorte du cortége sera fourni par les milices et cinquante hommes du bataillon d'infanterie de marine.

Au moment où l'on entonnera le *Domine salvum fac imperatorem*, il sera fait une salve d'artillerie par la place et par la rade.

A l'issue de la messe, les milices et les troupes seront passées en revue sur la place d'Armes du gouvernement.

Les militaires et tous autres individus détenus pour fautes légères seront mis en liberté.

Les sous-officiers, caporaux et soldats des troupes, ainsi que les officiers mariniers et matelots de la flotte, recevront une ration extraordinaire de vin et une gratification d'une journée de solde.

Une somme de *mille cinq cents francs* sera prélevée sur la caisse coloniale et versée au bureau de bienfaisance, à Cayenne, pour secours aux indigents.

Des danses et des jeux publics auront lieu sur la Savane, dans l'après-midi.

Au coucher du soleil, il sera fait une troisième salve d'artillerie par la place et par la rade.

Le soir, les édifices et les établissements publics seront illuminés.

La même fête sera célébrée le dimanche 30 janvier dans les quartiers qui seront prévenus à temps, et, dans les autres, le dimanche qui suivra la réception des ordres.

L'ordonnateur, le directeur de l'intérieur, le procureur général et les chefs de corps sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 25 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

L'Ordonnateur, REISSER. — *Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur*, A. NOYER. — *Le Procureur général*, p. i., X. TANC.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 64.

N° 28. — *ARRÊTÉ qui promulgue dans la colonie le décret impérial du 2 décembre 1852, relatif à l'intitulé des arrêts et jugements.*

Cayenne, le 26 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu 1° le sénatus-consulte du 7 novembre 1852, ratifié par le plébiscite des 21 et 22 novembre et devenu loi de l'État;

2° La dépêche ministérielle en date du 2 décembre 1852;

Sur la proposition du procureur général impérial;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le décret impérial du 2 décembre 1852, relatif à l'intitulé des arrêts et jugements, est promulgué à la Guyane.

ART. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 26 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général:

Le Procureur général impérial, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Greffe de la Cour impériale.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 89.

N° 29. — *DÉCRET relatif à l'intitulé des arrêts et jugements.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, salut:

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice,

Vu les art. 7, 31 et 32 de la constitution ;

Vu le sénatus-consulte du 7 novembre 1852;

Vu le plébiscite du 1er décembre 1852;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A partir de ce jour, les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et tous autres actes susceptibles d'exécution forcée seront intitulés ainsi qu'il suit :

N... *(le prénom de l'Empereur)*, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

(Copier l'arrêt, le jugement, le mandat de justice ou l'acte notarié.)

Art. 2. Lesdits arrêts, jugements, mandats de justice et autres actes seront terminés ainsi :

Mandons et ordonnons à tous huissiers, sur ce requis, de mettre ledit arrêt (ou ledit jugement, etc.) à exécution, à nos procureurs généraux et à nos procureurs près les tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi le présent arrêt (ou jugement, etc.) a été signé par...

Art. 3. Les porteurs des expéditions des arrêts et jugements, des grosses et expéditions délivrées avant le 15 de ce mois, qui voudraient les faire mettre à exécution, devront préalablement les présenter soit aux greffiers des cours et tribunaux, s'il s'agit d'expéditions d'arrêts et de jugements, soit à un notaire, s'il s'agit d'expéditions d'actes notariés, et ce afin que la formule indiquée ci-dessus soit ajoutée à celle dont elles étaient revêtues précédemment.

Art. 4. Ces additions seront faites sans frais.

Art. 5. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 décembre 1852.

NAPOLÉON.

Le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'État au département de la justice,
ABBATUCCI.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 5, — 1853.

N° 30. — *ARRÊTÉ qui promulgue dans la colonie le décret impérial du 2 décembre 1852, qui règle les dénominations à donner désormais aux cours d'appel et aux officiers du ministère public.*

Cayenne, le 26 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu 1° le sénatus-consulte du 7 novembre 1852, ratifié par le plébiscite des 21 et 22 novembre et devenu loi de l'État;

2° La dépêche ministérielle en date du 2 décembre 1852;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le décret impérial du 2 décembre 1852, qui règle les dénominations à donner désormais aux cours d'appel et aux officiers du ministère public, est promulgué à la Guyane.

ART. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 26 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général impérial, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Greffe de la Cour impériale.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 88.

N° 31. — *DÉCRET qui règle les dénominations à donner désormais aux cours d'appel et aux officiers du ministère public.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les cours d'appel prendront le titre de cours *impériales*.

ART. 2. Les procureurs généraux près lesdites cours prendront le titre de procureur général *impérial*.

Leurs substituts près les tribunaux de première instance porteront le titre de procureur *impérial*.

Art. 3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 décembre 1852.

NAPOLÉON.

Le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'État au département de la justice,
ABBATUCCI.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 5, 1853.

N° 32. — *ARRÊTÉ qui promulgue dans la colonie le décret du 30 novembre 1852, relatif à la mise en liberté immédiate de tous les individus contre lesquels s'exerce la contrainte par corps pour le recouvrement des amendes et frais.*

Cayenne, le 26 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle en date du 9 décembre, n° 645;

Sur la proposition du procureur général impérial;

Arrête :

Article premier.

Est promulgué à la Guyane le décret du 30 novembre 1852, relatif à la mise en liberté immédiate de tous les individus contre lesquels s'exerce la contrainte par corps pour le recouvrement des amendes et frais.

Art. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 26 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général impérial, p. i.,
X. TANC.

Enregistré au Greffe de la Cour impériale.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 89.

N° 33. — *DÉCRET relatif à la mise en liberté immédiate de tous les individus contre lesquels s'exerce la contrainte par corps pour le recouvrement des amendes et frais.*

Louis-Napoléon,
Président de la République française,
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice,
Décrète ce qui suit :

Article premier.

Seront mis immédiatement en liberté tous les individus contre lesquels s'exerce la contrainte par corps pour le recouvrement des amendes et frais dus par suite de condamnations pour délits ou contraventions.

Art. 2. Remise est faite à ces individus des amendes prononcées contre eux. Ils ne pourront plus être poursuivis pour le payement des frais.

Art. 3. Les ministres secrétaires d'État de la justice et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Saint-Cloud, le 30 novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON.

Le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'État au département de la justice,
ABBATUCCI.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 5, — 1853.

N° 34. — *ARRÊTÉ qui confère au juge de première instance le titre de* juge impérial.

Cayenne, le 27 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,
Vu la dépêche ministérielle en date du 9 décembre 1852, n° 643 ;
Sur la proposition du procureur général impérial ;
Arrête :

Article premier.

Le juge de première instance prendra à l'avenir le titre de *juge impérial*.

ART. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la Guyane.

Cayenne, le 27 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général impérial, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Greffe de la Cour impériale.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 91.

N° 35. — *ARRÊTÉ qui nomme M.* PAIN *(Phanor) avoué de la curatelle, en remplacement de M.* DE S^t^-MICHEL-DUNEZAT, *révoqué.*

Cayenne, le 29 janvier 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu notre arrêté, en date du 12 juillet dernier, qui nomme avoué de la curatelle aux successions vacantes et biens des absents, le S^r^ DE S^t^-MICHEL-DUNEZAT ;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'arrêté du 12 juillet, ci-dessus rappelé, est rapporté.

ART. 2. M. *Phanor* PAIN, avoué près la cour impériale et le tribunal de première instance de Cayenne, est nommé avoué de la curatelle aux successions vacantes et biens des absents, en remplacement de M. DE S^t^-MICHEL-DUNEZAT.

ART. 3. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 29 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général impérial, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, n° 92.

N° 36. — *DÉCISION qui fixe le taux de l'indemnité à allouer aux officiers ou fonctionnaires détachés du chef-lieu comme commandants particuliers des établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 31 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Considérant que les officiers ou fonctionnaires commandants des établissements pénitentiaires ont à remplir, dans ce poste difficile, des fonctions spéciales qui exigent de leur part un service tout à fait en dehors de celui dont ils sont ordinairement chargés ;

Considérant qu'il est juste qu'ils reçoivent, à ce titre, une rémunération proportionnée au surcroît de travaux et de fatigues, qui leur est imposé suivant l'importance respective des établissements ;

Décide :

MM. les officiers ou fonctionnaires détachés du chef-lieu pour le commandement des établissements pénitentiaires recevront, à titre de supplément de solde, une indemnité annuelle fixée comme suit, savoir :

MM. le commandant particulier de l'île Royale du Salut....	2,400f
le commandant particulier de l'île St-Joseph.....	800
le commandant particulier de l'îlet la Mère.....	1,200
le commandant particulier de la Montagne-d'Argent...	1,400
le commandant particulier de l'établissement du Maroni.	1,400

Ladite indemnité imputable *au chapitre V (établissements pénitentiaires à la Guyane, art. 1er, solde et accessoires de la solde)*.

La présente décision, qui aura son effet à dater du 1er janvier 1853, sera enregistrée aux revues et au contrôle colonial.

Cayenne, le 31 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 82.

N° 37. — *DÉCISION qui fixe, à partir du 1er janvier 1853, le personnel des manœuvres affectés au service du magasin de la colonie pénitentiaire.*

Cayenne, le 31 janvier 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu l'art. 15 § 2 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Considérant que le personnel affecté au service du magasin général par la décision du 1er avril 1852, n° 183, est insuffisant pour faire face aux mouvements généraux du service;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Décide :

A partir du 1er janvier courant, le personnel des manœuvres affectés au service du magasin de la colonie pénitentiaire est fixé à sept individus.

Ils recevront un salaire de *trente-cinq francs* par mois et seront tenus de travailler les dimanches et jours de fête quand les besoins du service l'exigeront.

La solde de ces manœuvres sera imputée sur les fonds de l'art. 3, vivres, chapitre V, formation d'une colonie pénitentiaire à la Guyane française.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 31 janvier 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 84.

N° 38. — *DÉCISION qui nomme la commission chargée de procéder au récolement de l'inventaire des denrées et matières diverses existant au magasin général, à l'occasion de la remise de ce service à M.* DEVILLY, *aide-commissaire, appelé à remplir les fonctions de garde-magasin général à Cayenne.*

Cayenne, le 31 janvier 1853.

L'ORDONNATEUR,

Vu l'art. 90 § 27 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

DÉCIDE :

Une commission, composée de

MM. le commissaire aux approvisionnements,

le capitaine de port,

assistée de M. DEVILLY, garde-magasin, prenant le service, et de M. PORTANIER, garde-magasin sortant, agissant en présence de M. le contrôleur colonial ou de son délégué, procèdera aujourd'hui à midi au récolement de l'inventaire des denrées et matières diverses existant au magasin général à la date de ce jour.

Les pièces de comptabilité et autres documents lui seront également remis sur inventaire.

Cayenne, le 31 janvier 1853.

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 235.

N° 39. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 31 janvier* 1853.

INDICATION DES DENRÉES	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	» » le kil.		
Sucre brut.....	0 44 id.		
Café... marchand...	1 80 id.		
Café... en parchemin	1 20 id.		
Coton.....	» » id.		
Cacao.....	0 40 id.		
Roucou.....	2 10 id.		
Girofle noir (clous).	1 30 id.		
Girofle blanc.....	0 65 id.		
Girofle griffes.....	0 35 id.		
Tafia.....	70 00 les 100 l.		
Mélasse.....	» » id.		
Couac.....	0 25 le kil.		
Peaux de bœufs.....	9 00 la peau.		

Cayenne, le 31 janvier 1853.

Les Membres de la commission,
E. BESSE et A. FERJUS.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,
MANGO.

Vu : *Le Chef du bureau central, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,*
A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 114.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 40. — Par dépêche ministérielle du 26 novembre 1852, n° 618 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis a été donné de la démission de M. l'abbé Bélières, rentré en France, et de son remplacement dans le clergé de la Guyane par M. Tassel (Jean-Marie).

N° 41. — Par dépêche ministérielle du 30 novembre 1852, n° 625 (*Direction des colonies : bureau du régime politique et du commerce*), l'administration locale a été informée que les dispositions ministérielles concernant la création de bourses coloniales à l'institut agricole de Grignon étant aujourd'hui abrogées, il n'y avait, en conséquence, plus lieu d'y présenter des candidats.

N° 42. — Par dépêche ministérielle du 7 décembre 1852, n° 638 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de la destination pour la Guyane de MM. Collot Beranger (Théodore-Marie) et Sigaloux (Jean-Hercule), pharmaciens de la marine de 3e classe.

N° 43. — Par circulaire ministérielle du 15 décembre 1852, n° 653 (*Direction des colonies : bureau du régime politique et du commerce*), l'administration locale a été informée que, suivant arrêté en date du 9 du même mois, M. Gaudin de Lagrange, chef du bureau du régime politique et du commerce à la direction des colonies, a été nommé agent central de l'indemnité coloniale, en remplacement de M. Le Pelletier S'-Remy.

N° 44. — Par décision du 1er janvier 1853, M. Sireuil (Antoine-Charles), enseigne de vaisseau, capitaine de port à Cayenne, a pris provisoirement le commandement de la goëlette de l'État *l'Ibis;* il a été autorisé à conserver dans cette position la direction des services du port.

N° 45. — Par arrêté du 3 janvier 1853, M. Brache (Jules) a été nommé membre du conseil municipal de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Noyer (Alexandre), appelé à remplir provisoirement les fonctions de directeur de l'intérieur.

N° 46. — Par décision du même jour, le nommé Éric a été pourvu de l'emploi de garçon de bureau au détail des fonds, en remplacement du nommé Janvier (Marcelin) qui a cessé son service le 31 décembre dernier.

N° 47. — Par décision du 4 janvier 1853, le Sr Potaire (François-Léonard), 2e commis de 1re classe des subsistances, employé au magasin général, a été détaché à la Montagne-d'Argent pour y continuer ses services comme comptable des vivres, sous les ordres du chef du service administratif de cet établissement.

N° 48. — Par décision du 5 janvier 1853, M. Duguey, commis de marine, a été nommé chef du service administratif aux îles du Salut, en remplacement de M. Devilly, aide-commissaire, rappelé au chef-lieu.

N° 49. — Par décision du même jour, M. Devilly (Armand), aide-commissaire de marine, chef du service administratif aux îles du Salut, a été appelé à prendre, à compter du 10 du courant, la direction du magasin général à Cayenne, en remplacement de M. Portanier, commis de marine.

N° 50. — Par décision du même jour, il a été prescrit à M. Portanier, commis de marine, garde-magasin à Cayenne, de remettre ses fonctions, à compter du 10 du courant, à M. Devilly, aide-commissaire, et de continuer ses services sous les ordres de cet officier d'administration.

N° 51. — Par décision du 6 janvier 1853, le S^r^ Cablat (Frédéric) a été nommé distributeur au magasin général, à la solde annuelle de 1,200 fr., imputable sur le fonds de l'art. 3, vivres, du chap. V, formation d'une colonie pénitentiaire à la Guyane française.

N° 52. — Par décision du 7 janvier 1853, le S^r^ Bourget (Eugène-Jean-Baptiste), 2^e^ commis aux vivres de 3^e^ classe, débarqué de l'aviso à vapeur *le Tartare*, a été détaché sur l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent, en qualité de distributeur, à la solde de 84 fr. par mois, imputable sur les fonds du chap. V, formation d'un établissement pénitentiaire à la Guyane française.

N° 53. — Par ordre du 10 janvier 1853, le S^r^ Chalot (Aristide) a été nommé surveillant rural de 1^re^ classe dans le quartier d'Iracoubo, aux appointements de 1,200 fr. par an, y compris tous frais de service quelconques.

N° 54. — Par ordre du même jour, il a été prescrit à M. Roy (Paul), capitaine au long cours, nommé par décision du 15 juillet dernier au commandement de la goëlette de servitude *l'Ibis*, de passer, à compter du 1^er^ du courant, sur le transport *la Fortune*, pour y remplir les fonctions d'enseigne de vaisseau auxiliaire.

N° 55. — Par décision du 13 janvier 1853, le nommé Jean-Baptiste a été pourvu, à compter du 1er dudit mois, de l'emploi de garçon de bureau au détail des revues, en remplacement du nommé Adolphe.

N° 56. — Par décisions du même jour, les appointements annuels des écrivains de la marine ci-après dénommés ont été fixés ainsi qu'il suit, à partir du commencement de l'année, savoir :

Au compte du chap. Ier, services militaires, art. 4, vivres.

MM. Bassigny, à..... 1,400 fr.
Pigrée, à..... 500

Au compte du chap. III, service général.

MM. Martin, à..... 1,400 fr.
Berteau, à..... 1,400
Gautrez, à..... 1,200

Au compte du chap. V.

MM. St-Clair, à..... 1,800 fr.
Robert, à..... 1,600
Comairas, à..... 1,000
Lucien, à..... 1,000
Viriot, à..... 800

N° 57. — Par ordres du 15 janvier 1853, ont été nommés à cinq emplois, de nouvelle création, dans la police urbaine, en qualité d'archers, au traitement annuel de 1,200 fr., savoir:

Les Srs Montagné (Jean-Antoine),
Martin (Charles-Constant-Désiré),
Génevière (Édouard),
Normand (Augustin)
et Michaud (Joseph-Dumas).

N° 58. — Par ordre du même jour, il a été prescrit à M. Barbotin (Auguste-Viviat), enseigne de vaisseau, officier d'ordonnance de M. le commissaire général, de cesser ses fonctions à partir du lendemain, et d'embarquer ledit jour sur l'aviso à vapeur *le Tartare*, où il comptera en subsistance pour les vivres et la solde.

N° 59. — Par décision du 18 janvier 1853, un congé de convalescence, pour France, a été accordé à M. La Borde, aide-commissaire de la marine, qui a été, en conséquence, embarqué, avec sa famille, sur la frégate hôpital *l'Armide*, à la table de l'état-major.

N° 60. — Par décision du même jour, un congé de convalescence, pour France, avec passage à bord de la frégate hôpital *l'Armide*, à la table des maîtres, a été accordé au S^r^ Mériguet (Jacques-Eugène), garde de police à Cayenne.

N° 61. — Par décision du 19 janvier 1853, pareille concession de congé de convalescence pour France et de passage sur *l'Armide*, a été accordée au S^r^ Giraud, surveillant de 1^re^ classe, attaché au pénitencier de la Guyane.

N° 62. — Par décision du même jour, M. Arnould (Augustin), ex-commissaire de police à Cayenne, a été attaché en qualité de commis au bureau central de l'intérieur et du domaine, à compter du 13 novembre 1852, avec un traitement annuel de 2,200 fr., imputable sur l'art. 4 du budget du service général.

N° 63. — Par décision du même jour, M. Lauvergne (Ernest-Joseph-Noël), chirurgien de la marine de 2^e^ classe, a été destiné à continuer ses services sur l'établissement pénitentiaire des îles du Salut.

N° 64. — Par décision du 20 janvier 1853, M. Thomas (François-Antoine-Eugène), chirurgien de la marine de 2^e^ classe, attaché à l'hôpital de Cayenne, a été désigné pour remplir les fonctions de prévôt dans ledit hôpital.

N° 65. — Par décision du même jour, M. Autric, chirurgien de la marine de 3e classe sur la corvette de charge *la Fortune*, a été débarqué de ce bâtiment pour continuer provisoirement ses services à l'île Royale (îles du Salut).

N° 66. — Par décisions du 21 janvier 1853, les appointements de M. Reisser (Henry-Louis-Nicolas), écrivain de la marine, ont été portés, à compter du 1er dudit mois, à 1,500 fr. par an.

Cet employé, qui a été nommé, à compter du 20 du même mois, chef du secrétariat de l'ordonnateur, en remplacement de M. La Borde, aide-commissaire de la marine, parti pour France, recevra à ce titre l'indemnité annuelle de 600 fr. pour frais de bureau, attribuée auxdites fonctions.

N° 67. — Par décision du même jour, le Sr Lenoir, infirmier de la pharmacie de l'hôpital militaire de Cayenne, a été nommé, à compter du 1er janvier, infirmier-major de ladite pharmacie, aux appointements annuels de 1,000 fr., imputables au compte du chap. Ier, services militaires.

N° 68. — Par décision du même jour, les appointements du Sr Coatlosquet, destiné comme infirmier-major au service des établissements pénitentiaires, et attaché en ladite qualité à l'hôpital de Cayenne, ont été portés à 800 fr. par an, à compter du 1er de ce mois.

N° 69. — Par décision du même jour, la remise du service du magasin général par M. Portanier, commis de marine, à M. Devilly, aide-commissaire, indiquée pour le 10 janvier par la décision en date du 5 dudit mois, a été renvoyée au 1er février prochain.

N° 70. — Par décision du 22 janvier 1853, M. de St-Quantin (Hippolyte), receveur titulaire du 1er bureau de l'enregistrement à Cayenne, de retour de congé de France, a repris la gestion de son bureau, qui avait été confiée provisoirement à M. Joyau (Charles), receveur de l'enregistrement à Cayenne.

N° 71. — Par décision du 24 janvier 1853, M. Jugelet (Alphonse-Marie-Zacharie), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine, a été détaché aux îles du Salut, pour y continuer ses services.

N° 72. — Par décision du même jour, le Sr Génus (Abel) a été nommé, à partir du 1er janvier, garçon de bureau au secrétariat des archives du conseil privé, en remplacement du nommé Boniface.

N° 73. — Par décision du 25 janvier 1853, M. Perrier (François-Victor), lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine, à Cayenne, nommé capitaine par décret impérial du 4 décembre 1852, a été maintenu dans ses fonctions d'officier d'ordonnance auprès du commissaire général de la Guyane française.

N° 74. — Par décision du même jour, M. Aubry (Jules-Oscar-Antoine), chirurgien de la marine de 3e classe, a été destiné à continuer ses services à la Montagne-d'Argent.

N° 75. — Par décision du même jour, il a été prescrit au Sr Domergue, portier de l'hôpital militaire, de retour à Cayenne de son congé, de reprendre son service à compter du 1er février prochain.

N° 76. — Par décision du 29 janvier 1853, un congé pour France a été accordé au Sr Quantin, surveillant de 2e classe, attaché au pénitencier de la Guyane, et il a été, en conséquence, embarqué sur la corvette *l'Égérie*.

N° 77. — Par ordre du même jour, le Sr Carbonnel (Jean) a été nommé, à compter du 1er février 1853, distributeur à l'îlet la Mère, en remplacement du Sr Angé, rappelé au chef-lieu. Il recevra en cette qualité une solde de 1,200 fr. par an, imputable sur l'art. 3, vivres, du chap. V, formation d'une colonie pénitentiaire à la Guyane.

N° 78. — Par décision du même jour, M. Laugrand (Jean-François-Victor) a été nommé provisoirement, à compter du 1er février 1853, maître d'études au collége de Cayenne, aux appointements de 1,200 fr. par an.

N° 79. — Par décision du 31 janvier 1853, il a été accordé aux Srs Pauthier et Tridant, surveillants révoqués le 28 octobre dernier, une demi-solde du jour de leur révocation au 30 janvier courant, veille de leur départ pour France.

N° 80. — Par décision du même jour, M. Peloux (Jean-Baptiste), lieutenant d'infanterie de marine, a été nommé commissaire-commandant de l'îlet la Mère, en remplacement de M. Roman, partant pour France.

N° 81. — Par décision du même jour, il a été prescrit à M. Girardeau, chirurgien de la marine de 1re classe, aux îles du Salut, venu à Cayenne en congé de convalescence, de reprendre son service aux établissements pénitentiaires, sous les ordres de M. Bigot, chef du service de santé.

N° 82. — Par décision du même jour, un congé de convalescence, pour France, a été accordé au Sr Moreau, surveillant de 2e classe des pénitenciers.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 2.

FÉVRIER 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 83. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 677* (Direction des colonies : bureau des finances et approvisionnements). *Envoi d'une circulaire de l'administration générale des postes, au sujet des mandats d'articles d'argent destinés aux transportés.*

Paris, le 30 décembre 1852.

Monsieur le commissaire général, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint 4 exemplaires d'une circulaire de l'administration des postes, au sujet des mandats d'articles d'argent dont la délivrance a été autorisée, à partir du 1er décembre 1852, en faveur des transportés de la Guyane française ; vous voudrez bien faire remettre un de ces exemplaires à M. le trésorier.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 116.

N° 84. — *CIRCULAIRE de l'administration générale des postes, au sujet des mandats d'articles d'argent destinés aux transportés.*

Paris, le 27 novembre 1852.

Le Conseiller d'État, Directeur général des Postes,

A MM. les Inspecteurs, Directeurs et Sous-Inspecteurs des Postes.

Depuis la mise à exécution, Monsieur, des deux décrets des 8 et 12 décembre 1851, relatifs à la transportation à Cayenne et en Algérie des condamnés au bagne et pour délits politiques, plusieurs demandes ont été adressées à l'administration des postes, dans le but d'obtenir la faculté de déposer, dans les bureaux de postes, des sommes d'argent au profit des transportés à Cayenne, pour lesquels il n'existe, en effet, aucun autre moyen de recevoir, par petites sommes, des secours de leurs familles.

Aux termes de l'art. 945 de l'instruction générale, les directeurs des postes recevant des articles d'argent à payer par les trésoriers de la marine dans les colonies, mais seulement pour les militaires et marins de tout grade qui y sont employés, j'ai soumis, à M. le ministre des finances, une proposition tendant à ce que les déportés de Cayenne fussent assimilés aux militaires et marins employés dans cette colonie, et à ce que, par extension de l'art. 945 précité, les directeurs des postes de France fussent autorisés à délivrer, à l'avenir, des mandats d'articles d'argent pour la catégorie des déportés dont il s'agit.

M. le ministre des finances, après avoir consulté le département de la marine sur le point de savoir si rien, en ce qui le concerne, ne s'opposait à ce qu'il fût donné suite à cette proposition, a décidé, le 26 novembre courant, sur l'avis favorable de ce département, que désormais les mandats d'articles d'argent pourront être adressés par la poste aux déportés de Cayenne.

Les directeurs devront donc, conformément à la décision de M. le ministre des finances, recevoir, à partir du 1er décembre prochain, toutes les sommes qui pourront être déposées à leur bureau pour être payées aux déportés de Cayenne.

Le payement des mandats dont il s'agit sera effectué par les trésoriers-payeurs de la marine, qui devront suivre les dispositions des divers articles de l'instruction générale indiquant les formalités à remplir pour les corps militaires, les hôpitaux et les colons en Algérie, qui ne peuvent toucher des mandats d'articles d'argent que par l'intermédiaire d'un vaguemestre ou d'un délégué.

Par suite des dispositions qui précèdent, l'art. 945 de l'instruction générale et l'art. 1er du règlement spécial, concernant le payement des mandats d'articles d'argent destinés aux militaires et marins des colonies, devront être modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 945. Ajoutez après le premier alinéa : « et pour les déportés à Cayenne. »

Art. 1er du règlement spécial relatif aux colonies, placé à la fin de la huitième partie de l'instruction générale modifiée. Ajoutez seulement : « ainsi que pour les déportés à Cayenne. »

Recevez, etc.

E.-J. THAYER.

N° 85. — *DÉCRET portant nomination de M.* FOURICHON *au gouvernement de la Guyane française.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

M. le capitaine de vaisseau FOURICHON (Martin) est nommé gouverneur de la Guyane française, en remplacement de M. SARDA GARRIGA, commissaire général.

Il lui est alloué, pour frais de premier établissement, une somme de *huit mille francs*.

Art. 2. M. le capitaine de vaisseau Fourichon est nommé commandant de la station navale de la Guyane française.

Art. 3. Notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait au palais des Tuileries, le 15 janvier 1853.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 368.

N° 86. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 41* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires), *portant avis de la création de deux emplois de directeur et de directeur-adjoint des établissements pénitentiaires à la Guyane.*

Paris, le 24 janvier 1853.

Monsieur le gouverneur, d'après les observations que vous m'avez soumises, j'ai jugé nécessaire d'envoyer à la Guyane française deux agents spécialement chargés de diriger, sous votre direction supérieure, les établissements pénitentiaires nouvellement créés dans cette colonie.

Il importait que le choix de ces agents fût fait de manière à présenter toutes les garanties désirables.

Je me suis concerté, à cet effet, avec M. le ministre de l'intérieur, qui a bien voulu mettre à la disposition de mon département, pour recevoir cette destination, MM. Durand, di-

recteur de la maison centrale de Belle-Ile, et SAILLARD, inspecteur de la maison centrale du Mont-S^{t}-Michel.

Par décision du 21 janvier, j'ai arrêté ainsi qu'il suit les dispositions qui les concernent:

M. DURAND prendra le titre de directeur, et M. SAILLARD celui de sous-directeur des établissements pénitentiaires à la Guyane.

Leurs traitements sont fixés à 12,000 fr. et 6,000 fr. sur le pied colonial (6,000 fr. et 3,000 fr. sur le pied d'Europe).

Ils auront droit dans la colonie à un logement; dans le cas où il ne pourrait leur être attribué en nature, il leur sera alloué une indemnité équivalente, dont vous aurez à déterminer le montant.

Ils sont assimilés, quant à la quotité des frais de route et de séjour et à leur place à bord, le premier à un commissaire, et le second à un sous-commissaire de la marine.

Ces deux agents continueront d'ailleurs d'appartenir à l'administration départementale, dont ils seront considérés comme momentanément détachés. A ce titre, la retenue de 5 p. $^{0}/_{0}$ à opérer sur leur solde devra être versée au trésor pour le compte de la caisse des retraites des prisons.

MM. DURAND et SAILLARD, qui vont s'embarquer à Rochefort, auront reçu, avant leur départ, avec une indemnité spéciale pour frais de déplacement, deux mois d'avance de leur solde d'Europe et leurs frais de route.

La dépense a été imputée, comme elle doit continuer à l'être dans la colonie, sur les fonds du chap. V du service colonial, au compte des établissements pénitentiaires.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 369.

N° 87. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 59* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *M. le lieutenant-colonel* MASSET *remplira à la Guyane française les fonctions de commandant militaire.*

Paris, le 31 janvier 1853.

Monsieur le gouverneur, par un décret en date du 15 janvier, rendu sur mon rapport, et dont je joins ici copie, l'Empereur a décidé que M. MASSET, lieutenant-colonel d'infanterie de marine, remplirait à la Guyane française les fonctions de commandant militaire.

Indépendamment du logement en nature, M. MASSET recevra dans cette position, à compter du jour de son arrivée dans la colonie, un traitement de 12,000 fr. par an, qui sera payé sur les fonds du chapitre V, au compte des établissements pénitentiaires de la Guyane.

Aux termes du décret précité, les attributions de cet officier supérieur seront réglées conformément aux dispositions contenues dans l'ordonnance organique du 9 février 1827, concernant le gouvernement de la Martinique et de la Guadeloupe.

En vous reportant au titre III (art. 90 à 100) de cette ordonnance, qui traite spécialement des attributions du commandant militaire, vous verrez que la mesure dont il s'agit a eu surtout pour but de concentrer dans une seule main le commandement et la haute direction des troupes de toutes armes employées à la Guyane française. Il vous appartiendra d'ailleurs, aux termes des art. 2 et 57 § 2 de la même ordonnance, de déléguer à M. le lieutenant-colonel MASSET toute autre des différentes parties du service militaire dont vous êtes directement investi par l'ordonnance du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane.

La disposition que je viens de vous notifier ne fait d'ailleurs que corroborer celle qui a fait l'objet du décret du 30 octobre 1852, concernant le remplacement intérimaire du chef de la colonie. Aux termes de ce décret, l'intérim devait revenir à l'officier supérieur commandant les troupes d'infanterie de marine, lequel était en même temps appelé à faire partie du conseil privé. Cette situation va désormais appartenir à M. le lieutenant-colonel MASSET, qui prendra d'ailleurs, dans l'ordre des préséances,

le rang assigné aux commandants militaires par l'ordonnance du 19 mars 1826, relative aux honneurs et préséances attribués aux fonctionnaires de la Martinique et de la Guadeloupe. Les honneurs à rendre à cet officier supérieur seront également réglés par cette ordonnance.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 69.

N° 88. — *DÉCRET portant que M.* MASSET, *lieutenant-colonel d'infanterie de marine, remplira à la Guyane française les fonctions de commandant militaire.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

M. MASSET (Antoine-Alphonse), lieutenant-colonel d'infanterie de marine, remplira à la Guyane française les fonctions de commandant militaire.

Il recevra en cette qualité un traitement de 12,000 francs par an.

Ses attributions seront réglées conformément aux dispositions contenues dans l'ordonnance du 9 février 1827, concernant le gouvernement de la Martinique et de la Guadeloupe (titre III, art. 99 à 100).

ART. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département

de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait au palais des Tuileries, le 15 janvier 1853.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Inséré au *Bulletin officiel de la marine*, n° 3, — 1853.

N° 89. — *ARRÊTÉ portant nominations dans l'ordre judiciaire, à Cayenne.*

Cayenne, le 5 février 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu le départ pour France de MM. RICHARD D'ABNOUR, BÔLE, conseillers à la cour impériale, et HOCQUE, conseiller auditeur;

Vu les art. 61 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, 109 et 110 de l'ordonnance judiciaire du 31 décembre 1828, et 3 de l'arrêté du 4 février 1849, réglant le mode d'allocation des traitements dans la magistrature;

Vu l'urgence et les besoins du service;

Vu la liste des candidats présentés par M. le procureur général impérial, conformément à l'art. 109 de l'ordonnance judiciaire précitée;

Sur le rapport de ce chef d'administration;

ARRÊTE ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

M. MIS (Napoléon), lieutenant de juge au tribunal de première instance de Cayenne, est nommé conseiller provisoire à la cour impériale, en remplacement de M. BÔLE, parti pour France.

ART. 2. M. DE LIGONIER (Marie-Michel-Joseph), conseiller auditeur à la cour impériale, est nommé lieutenant de juge au tribunal de Cayenne, en remplacement de M. MIS, appelé à d'autres fonctions.

Art. 3. M. Castets (Jean), juge de paix à Cayenne, est nommé conseiller auditeur provisoire à la cour impériale, en remplacement de M. Hocque, parti pour France.

Art. 4. M. Virgile (Hippolyte), juge auditeur provisoire au tribunal de première instance de Cayenne, est nommé conseiller auditeur provisoire à la cour impériale, en remplacement de M. de Ligonier.

Art. 5. Ce magistrat recevra, à titre d'appointements annuels, une somme égale à la moitié du traitement colonial attribué à l'emploi de conseiller auditeur.

Art. 6. M. Rol (Charles-Antoine), juge de paix titulaire à Sinnamary, est nommé juge auditeur provisoire au tribunal de première instance de Cayenne, en remplacement de M. Virgile, appelé à d'autres fonctions.

Art. 7. M. Dufourg (Jacques-Roger), juge de paix titulaire du canton d'Oyapock, est nommé juge de paix provisoire à Cayenne, en remplacement de M. Castets, appelé à d'autres fonctions.

Art. 8. M. Chaila (Pierre-Étienne-Joseph-Hippolyte), commissaire-commandant à Oyapock, est nommé juge de paix provisoire du canton d'Oyapock, en remplacement de M. Dufourg, appelé à d'autres fonctions.

Art. 9. Ce magistrat recevra la moitié du traitement alloué au juge de paix titulaire.

Art. 10. M. Bernard (Louis), juge de paix provisoire à Mana, est nommé juge de paix provisoire à Sinnamary, en remplacement de M. Rol, appelé à d'autres fonctions.

Art. 11. Ce magistrat recevra la moitié du traitement alloué au titulaire.

Art. 12. M. Poupon (Théodore), greffier de la justice de paix d'Oyapock, est nommé juge de paix provisoire à Mana, en remplacement de M. Bernard, appelé à d'autres fonctions.

Art. 13. Ce magistrat recevra le traitement de trois mille francs, alloué par décision du 28 juillet 1852.

Art. 14. M. Poupon (Laurent-Louis-Victor), commis receveur de l'enregistrement *par intérim*, est nommé greffier provisoire de la justice de paix d'Oyapock, en remplacement de M. Poupon (Théodore), nommé juge de paix, à Mana.

ART. 15. M. POUPON jouira, comme son prédécesseur, pendant la durée de ses fonctions provisoires, d'un traitement calculé à raison de mille francs par an.

ART. 16. L'ordonnateur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 5 février 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général impérial, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Greffe de la Cour impériale.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 107.

N° 90. — *ARRÊTÉ qui convoque extraordinairement la cour impériale de la Guyane française.*

Cayenne, le 5 février 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu l'art. 119 de l'ordonnance judiciaire du 21 décembre 1828;

Sur la proposition du procureur général impérial;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La cour impériale de la Guyane française est convoquée extraordinairement pour le lundi 7 février 1853, à 8 heures du matin, à l'effet de recevoir le serment de plusieurs magistrats.

ART. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 5 février 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Procureur général impérial, p. i.,

X. TANC.

Enregistré au Greffe de la Cour impériale.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 121.

N° 91. — *DÉCISION concernant la remise au commandant particulier du pénitencier de la Montagne-d'Argent, de la somme nécessaire à l'acquittement des dépenses urgentes de cet établissement.*

Cayenne, le 16 février 1853.

L'ORDONNATEUR,

En conformité de la lettre de M. le commissaire général de la Guyane française, en date de ce jour, n° 77;

Vu l'éloignement de la localité et afin d'assurer la nourriture des transportés placés sur l'établissement de la Montagne-d'Argent;

DÉCIDE :

Il sera remis une somme de deux mille francs à M. MATTE, commandant particulier dudit établissement, dont il sera responsable vis-à-vis le trésorier. Il justifiera chaque mois des sommes dont il aura fait l'emploi par des pièces comptables régulières.

La présente décision sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 16 février 1853.

REISSER.

Approuvé :

Le Commissaire général de la Guyane française,

SARDA GARRIGA.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 99.

N° 92. — *ARRÊTÉ portant promulgation du décret du 4 septembre 1852, qui confère aux gouverneurs des colonies le droit de statuer sur le régime des livrets.*

Cayenne, le 17 février 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la dépêche ministérielle en date du 15 septembre dernier, numérotée 486;

Sur la proposition du procureur général impérial;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le décret du 4 septembre 1852, qui confère aux gouverneurs des colonies le droit de statuer sur le régime des livrets, institué par l'art. 12 § 1^er^ du décret du 13 février 1852, est promulgué à la Guyane.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 17 février 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,
A. NOYER.

Le Procureur général impérial, p. i.,
X. TANC.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 104.

N° 93. — *DÉCRET qui confère aux gouverneurs des colonies le droit de statuer sur le régime des livrets.*

LOUIS-NAPOLÉON,

Président de la République française,

Vu l'art. 12 du décret du 13 février 1852, sur le régime du travail aux colonies; ledit article portant :

« Un règlement spécial déterminera les droits et les obligations résultant des livrets. »

Considérant que les dispositions à comprendre dans ledit règlement ne pourraient sans inconvénient être isolées des mesures d'exécution auxquelles il appartient aux gouverneurs de pourvoir; que des actes de l'autorité locale peuvent seuls approprier les unes et les autres aux nécessités particulières de chaque colonie;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies ;

Décrète :

Article premier.

Il sera statué directement, par des arrêtés des gouverneurs, sur toutes les mesures nécessaires à l'application du régime des livrets institué par l'art. 12 § 1er du décret du 13 février 1852.

Art. 2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à St-Cloud, le 4 septembre 1852.

Signé : LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé : Théodore DUCOS.

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, nº 8, — 1853.

Nº 94. — *DÉCISION portant modifications aux dispositions de l'arrêté du 22 mai 1852, relatif à la ration des transportés.*

Cayenne, le 17 février 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu le rapport de M. le médecin en chef, par lequel il expose qu'il est préjudiciable à la santé des transportés de se rendre le matin au travail sans avoir pris aucune nourriture ;

Considérant que, pour remédier à cet état de choses, il propose de partager en trois repas la ration réglementaire fixée par l'arrêté du 22 mai 1852 ;

Considérant, en outre, que l'expérience a démontré que la quotité de la ration de pain était trop forte et que celle d'huile d'olive, par l'addition du troisième repas, se trouverait trop faible ;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

DÉCIDE :

Il sera délivré aux transportés tous les matins un déjeuner chaud, composé de

100 grammes de pain,

003 grammes d'huile d'olive,

030 grammes de légumes secs.

La ration de pain frais, fixée par l'arrêté du 22 mai 1852 à 750 grammes, est réduite à 650 grammes.

La ration d'huile d'olive, fixée par l'arrêté précité du 22 mai 1852 à 006 grammes, est élevée à 009 grammes.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 17 février 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 101.

N° 95. — *ARRÊTÉ portant nomination d'une commission chargée de rechercher et de proposer les modifications à apporter à l'arrêté du 4 août 1852, sur les livrets et les engagements de travail.*

Cayenne, le 18 février 1853.

LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL de la Guyane française,

Vu le décret du 13 février 1852, du Prince-Président de la République, qui statue sur les immigrations dans les colonies françaises et sur les engagements et la police du travail;

Vu les arrêtés des 28 juillet et 4 août 1852, sur les livrets et les engagements de travail, rendus en exécution de l'art. 12 du décret précité ;

Vu les dépêches ministérielles des 15 septembre, 18, 20 et 27 octobre 1852, numérotées 486, 541, 560 et 562 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Une commission, composée de

MM. TANC, procureur général impérial *p. i.*,

NOYER, chef du bureau central de l'intérieur, faisant fonctions de directeur de l'intérieur,

CONDERY, conseiller privé et maire de la ville,

MARCK, conseiller privé,

et CASTETS, juge de paix à Cayenne, conseiller auditeur provisoire à la cour impériale,

est chargée de rechercher et de proposer les modifications à apporter à l'arrêté sus-mentionné du 4 août 1852, et les nouvelles dispositions à prendre en vue de compléter l'organisation et la police du travail.

Elle formulera sur ces différentes matières les projets d'arrêtés auxquels il y aura lieu.

La commission pourra appeler devant elle, et entendre les commissaires-commandants de quartier, les habitants et les fonctionnaires qu'elle jugerait à propos de consulter.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et inséré partout où besoin sera.

Cayenne, le 18 février 1853.

SARDA GARRIGA.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 105.

N° 96. — *DÉCISION prescrivant la remise, au garde-magasin de la marine, d'une somme de 300 francs, pour subvenir à l'acquittement des achats de légumes verts nécessaires aux bâtiments de l'État.*

Cayenne, le 19 février 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu le règlement sur la composition des diverses rations en usage dans le département de la marine, du 31 janvier 1837;

Vu la nécessité, pour le garde-magasin, de faire l'avance des fonds destinés à l'achat des légumes verts nécessaires aux bâtiments de l'État en station et en passage à la Guyane française;

Vu l'art. 38 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, portant règlement sur la comptabilité des colonies;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Décide:

Article premier.

Il sera remis au garde-magasin de la marine, sur la demande visée par l'ordonnateur et le contrôleur, dûment enregistrée au bureau des approvisionnements et de la comptabilité centrale des fonds, une somme de *trois cents francs*, pour subvenir à l'acquittement des achats de légumes verts nécessaires aux bâtiments de l'État en station et en passage à la Guyane française.

Art. 2. La justification de l'emploi de cette somme aura lieu suivant les formes prescrites par les règlements sur la comptabilité.

Art. 3. Il ne sera fait aucune nouvelle avance de fonds au garde-magasin, qu'après justification de la précédente.

Art. 4. L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 19 février 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 106.

N° 97. — *DÉCISION qui fixe les indemnités à allouer annuellement au chef du bureau central de la colonie pénitentiaire et aux commandants particuliers des divers établissements, pour leur tenir lieu de fournitures de bureau en nature.*

Cayenne, le 22 février 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu la décision du 30 juin 1852, qui crée un bureau annexe du secrétariat du gouvernement, sous le titre de *bureau central de la colonie pénitentiaire;*

Considérant que depuis la création de ce détail, il a été pourvu provisoirement à la délivrance des fournitures de bureau nécessaires au service dont il est chargé, tant sur celles allouées en nature pour le secrétariat des archives du conseil privé, qu'au moyen de demandes faites au courant des besoins journaliers;

Considérant qu'il convient, pour régler cette partie matérielle du service du bureau dont il s'agit, et en vue de l'économie des dépenses, d'allouer au chef de ce bureau une somme fixe à l'aide de laquelle il soit tenu de pourvoir lui-même à toutes les fournitures nécessaires, ainsi que cela se pratique dans les divers détails de l'administration;

Considérant que les commandants particuliers des établissements pénitentiaires ont également besoin de fournitures de bureau; que jusqu'ici il ne leur en a pas été alloué, et qu'il y a lieu d'y pourvoir en leur attribuant une indemnité en argent;

Décide :

Il sera alloué au chef du bureau central de la colonie pénitentiaire et aux commandants particuliers des divers établissements, à titre d'indemnité annuelle, pour leur tenir lieu de fournitures de bureau en nature, savoir :

Au chef du bureau central.....	600f 00c
Aux commandants particuliers de l'île Royale du Salut, de la Montagne-d'Argent, du Maroni, chacun	100 00
Aux commandants de l'îlet la Mère, de l'île Saint-Joseph et autres établissements secondaires qui pourraient être formés par la suite, chacun.....	60 00

Les indemnités ci-dessus indiquées seront imputées à l'art. 5 du chap. V, établissement pénitentiaire à la Guyane. *Essais de culture, de procédés industriels. Dépenses imprévues.*

La présente décision, qui aura son effet à partir du 1er février présent mois, sera enregistrée aux revues et au contrôle.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution.

Cayenne, le 22 février 1853.

SARDA GARRIGA.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 110.

N° 98. — *DÉCISION concernant le remplacement de l'eau-de-vie et du tafia, à délivrer pour l'acidulage, par une quantité égale de vinaigre, dans les établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 24 février 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu l'arrêté local du 22 mai 1852, qui fixe la ration journalière de vivres à allouer aux transportés, ration dans laquelle entre une quantité de $0^{l}\ 025^{m}$ d'eau-de-vie ou tafia, pour acidulage de l'eau ;

Considérant qu'il convient, pour prévenir tout abus possible, qu'aucune liqueur alcoolique n'entre dans les magasins des îles ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

Décide :

Article premier.

La ration d'eau-de-vie ou de tafia pour acidulage, fixée par l'arrêté précité, est remplacée par une quantité égale de vinaigre.

Art. 2. Aucune espèce de liqueur alcoolique ne doit entrer dans les magasins.

Art. 3. L'ordonnateur et le commandant particulier des îles du Salut sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 24 février 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 113.

N° 99. — *DÉCISION qui réduit à quatre par semaine le nombre de rations de viande fraîche allouées aux transportés par l'arrêté local du 22 mai 1852.*

Cayenne, le 25 février 1853.

Le Commissaire général de la Guyane française,

Vu l'arrêté local du 22 mai 1852, concernant la ration journalière de vivres à allouer aux transportés, d'après laquelle doit leur être délivrée de la viande fraîche cinq fois par semaine;

Considérant qu'il est à présumer que la santé de ces hommes n'aura point à souffrir de la diminution d'une ration de viande sur cinq rations qu'ils doivent recevoir d'après l'arrêté précité;

Considérant que la difficulté pour l'administration de se procurer le bétail nécessaire aux rationnaires est un motif qui lui commande de ne pas dépasser, pour la délivrance de la viande fraîche, la limite de ce que réclame la santé des hommes;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Décide :

Article premier.

Le nombre de rations de viande fraîche à allouer aux transportés, fixé par l'arrêté précité du 22 mai 1852 à cinq par semaine, est réduit à quatre par semaine.

Art. 2. La ration de viande fraîche supprimée sera remplacée, soit par 200 grammes de lard salé, soit par 200 grammes de bœuf salé, soit par des denrées du pays en quantité fixée par l'usage, suivant la nature de ces denrées.

Art. 3. L'ordonnateur et le commandant particulier de l'île du Salut sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 25 février 1853.

SARDA GARRIGA.

Par le Commissaire général :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 116.

N° 100. — *ARRÊTÉ qui prescrit à M.* Lasneret, *chargé de la direction du bureau central de la colonie pénitentiaire, de remettre ce service à M.* Durand.

Cayenne, le 26 février 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 24 janvier 1853, n° 41;

Arrête :

Article premier.

M. Lasneret, chargé de la direction du bureau central de la colonie pénitentiaire, remettra ce service à M. Durand, directeur des établissements pénitentiaires à la Guyane.

M. Lasneret remettra en même temps, sur inventaire, les pièces, registres et documents de toute nature faisant partie des archives dudit bureau, et fournira à M. le directeur des établissements pénitentiaires les renseignements qui seront nécessaires pour faire connaître la situation de toutes les parties du service, à la date de ce jour.

ART. 2. Le présent arrêté sera inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie, et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 février 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 115.

N° 101. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 28 février* 1853.

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	» » le kil.		
Sucre brut.....	0 44 id.		
Café... marchand...	1 80 id.		
Café... en parchemin	1 20 id.		
Coton.....	1 50 id.		
Cacao.....	0 60 id.		
Roucou.....	2 20 id.		
Girofle noir (clous).	» » id.		
Girofle blanc.....	» » id.		
Girofle griffes.....	» » id.		
Tafia.....	70 00 les 100 l.		
Mélasse.....	» » id.		
Couac.....	0 25 le kil.		
Peaux de bœufs.....	9 00 la peau.		

Cayenne, le 28 février 1853.

Les Membres de la commission,

E. BESSE, J. AUGER et A. FERJUS.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,

MANGO.

Vu : *Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,*

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 131.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 102. — Par décision ministérielle du 11 décembre 1852, notifiée dans la colonie par dépêche du 18 du même mois, n° 662 (*Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires*), M. CAILLARD, chirurgien de la marine de 2e classe à la Guyane française, a été désigné pour occuper l'emploi de chirurgien aide-major de la portion du 3e régiment d'infanterie de marine, stationnée dans cette colonie, en remplacement de M. ROUX, admis à la retraite.

N° 103. — Par décision ministérielle du 16 décembre 1852, notifiée dans la colonie par dépêche du 18 du même mois, n° 659 (*Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires*), M. FRIZAC, lieutenant de vaisseau, a été nommé à l'emploi de capitaine de port à Cayenne, en remplacement de M. SIREUIL, enseigne de vaisseau, chargé provisoirement de ces fonctions.

N° 104. — Par dépêche ministérielle du 28 décembre 1852, n° 671 (*Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de la destination pour la Guyane de M. LEBAIL, garde d'artillerie de 1re classe, en remplacement de M. FANIARD, garde de 2e classe, appelé à continuer ses services à Toulon.

N° 105. — Par dépêche ministérielle du 30 décembre 1852, n° 674 (*Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de l'envoi à la Guyane de six sœurs de St-Paul de Chartres pour le service des pénitenciers.

N° 106. — Par décret impérial du 31 décembre 1852, rendu sur la proposition du ministre de la marine et des colonies, M. BRACHE (Claude-Frédéric), sous-commissaire de la marine à Cayenne, a été nommé chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur : 24 ans de services.

N° 107. — Par dépêche ministérielle du 10 janvier 1853, n° 10 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné que M. Angelin, chirurgien de la marine de 3e classe, destiné pour Cayenne, a été mis en non activité par retrait d'emploi.

N° 108. — Par dépêche ministérielle du 22 janvier 1853, n° 34 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), l'administration a été informée que M. Quoniam (Aubin), sous-commissaire de la marine de 1re classe, provenant du Sénégal, est destiné à continuer ses services à la Guyane française.

N° 109. — Par décision du 1er février 1853, un congé de convalescence, pour France, a été accordé au Sr *Pierre* Mercier, frère de la société de Jésus.

N° 110. — Par décision du même jour, le Sr Ringuet (Charles) a été nommé surveillant rural de 3e classe au quartier de Kourou, aux appointements de 600 fr., en remplacement du Sr Deloynes (Aristide), démissionnaire.

N° 111. — Par décision du même jour, M. Barbotin (Auguste-Viviat), enseigne de vaisseau, en subsistance sur l'aviso à vapeur *le Tartare*, a été débarqué de ce bâtiment et embarqué sur le transport *la Fortune*, pour y continuer ses services.

N° 112. — Par décision du même jour, le Sr *Paul* Agirac, archer de police urbaine, a été nommé provisoirement garde de police, aux appointements de 1,500 fr. par an, en remplacement du Sr Mériguet, parti pour France, en congé de convalescence.

N° 113. — Par arrêté du commissaire général, en date du 2 février 1853, il a été prescrit à M. Rotguié de la Valette (Ernest), chef de bataillon d'infanterie de marine, désigné

par la circulaire ministérielle du 12 novembre 1852 pour remplacer M. Morel dans le commandement des troupes de cette arme détachées à Cayenne, de prendre son service à compter dudit jour.

N° 114. — Par décision du même jour, M. Sigaloux (Hercule), pharmacien de la marine de 3e classe, a été chargé provisoirement du service pharmaceutique de l'établissement pénitentiaire de l'île Royale.

N° 115. — Par décision du même jour, M. Jugelet, pharmacien auxiliaire de 3e classe, a été renvoyé en France à la disposition du ministre.

N° 116. — Par décision du 3 février 1853, les appointements de M. Dufourg (Paul-Latour), écrivain de la marine, ont été imputés au compte du service général, à compter du 1er janvier dernier.

N° 117. — Par décision du même jour, un congé de convalescence pour France a été accordé au Sr Masselin (Hyacinthe-Félix-Antonin-Edmond), commissaire de police provisoire à Cayenne.

N° 118. — Par décision du même jour, le Sr Deparis (Joseph), brigadier de police, a été nommé commissaire de police provisoire à Cayenne, en remplacement du Sr Masselin.

N° 119. — Par décision du même jour, M. Noel (Alexis-Baptiste), enseigne de vaisseau, embarqué sur l'aviso à vapeur *le Styx*, a été, en raison du mauvais état de sa santé, rapatrié par la corvette de charge *l'Égérie*.

N° 120. — Par décision du 4 février 1853, le Sr Labro, maréchal des logis de gendarmerie à la Guyane française, a été nommé provisoirement et sauf confirmation par le ministre

de la guerre, adjoint au trésorier dudit corps, à dater du 5 du courant, avec jouissance du supplément de traitement attribué à ces fonctions.

N° 121. — Par décision du 5 février 1853, il a été prescrit à M. Joyau (Charles), receveur du 2e bureau de l'enregistrement à Cayenne, de remettre ce service à M. Faucompré, appelé à le remplacer par dépêche ministérielle du 20 octobre 1852, n° 545, et de s'embarquer sur le bâtiment à vapeur *le Milan* pour se rendre à St-Pierre (Martinique), où il est nommé receveur des actes judiciaires.

N° 122. — Par décision du même jour, M. Faucompré (Louis-Joséphin) a été chargé du 2e bureau de l'enregistrement à Cayenne, en remplacement de M. Joyau, qui a reçu une autre destination.

N° 123. — Par décision du même jour, M. Comairas (Paul-Émile), écrivain de la marine, quittant la colonie pour suivre sa famille à la Martinique, a cessé de compter, à partir du 6 du courant, au bureau des revues où il était employé.

N° 124. — Par décision du même jour, il a été prescrit à M. Barbotin (Auguste-Viviat), enseigne de vaisseau, d'embarquer sur le transport *la Provençale*, en remplacement de M. Balanza, officier du même grade, malade.

N° 125. — Par décision du même jour, M. Maisonneuve, sous-commissaire de marine, dont le congé de convalescence est expiré, a reçu l'ordre de reprendre du service et est rentré, par suite, en jouissance de sa solde sur le pied colonial à partir de ce jour.

N° 126. — Par décision du même jour, la solde de la sage-femme attachée à l'hôpital de Cayenne, n'étant point comprise au budget du chap. Ier (services militaires) de l'exercice 1853, a été imputée au compte du chap. IV (service local), art. 5, à compter du 1er janvier 1853.

N° 127. — Par décision du même jour, M. Lassigniardie (Jean-Baptiste-Chérubin), commis receveur, nommé par dépêche ministérielle du 17 juillet 1852, numérotée 365, a été attaché au 1er bureau de l'enregistrement à Cayenne.

N° 128. — Par décision du même jour, M. Lagrange, commis receveur au 1er bureau de l'enregistrement, est passé au 2e bureau.

N° 129. — Par décision du 6 février 1853, il a été prescrit à M. de la Richerie, lieutenant de vaisseau, second à bord du transport *l'Égérie*, de débarquer ledit jour de ce bâtiment pour prendre le commandement de l'île Royale du Salut, en remplacement de M. Gomand, capitaine d'infanterie, qui rentre au chef-lieu, sur sa demande.

N° 130. — Par décision du même jour, M. Bruley, capitaine d'infanterie de marine, a été appelé à remplir les fonctions de commandant de place à Cayenne, en remplacement de M. Perrin, capitaine, rentrant en France.

N° 131. — Par décision du 7 février 1853, le Sr Stévenot (Jean-Baptiste), ancien sous-officier au 3e régiment d'infanterie de marine, a été nommé, à compter du 2 dudit mois, surveillant de 3e classe aux îles du Salut, au traitement annuel de 1,200 francs.

N° 132. — Par décision du commissaire général, du 9 février 1853, il a été réglé que les commissaires-commandants ou lieutenants-commissaires-commandants, quand ils assisteront dans leur quartier la commission instituée par l'arrêté du 14 avril 1852, pour la constatation de l'étendue et de la situation des terres domaniales disponibles, auront droit aux indemnités attribuées par les règlements aux fonctionnaires voyageant pour le service dans la colonie.

N° 133. — Par décision du même jour, il a été prescrit à M. Dupuy, lieutenant du génie, commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent, de remettre son service à M. Matte, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, et d'effectuer ensuite son retour à Cayenne.

N° 134. — Par décision du même jour, M. Matte, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, a été nommé commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Dupuy, lieutenant du génie.

N° 135. — Par décision du même jour, il a été réglé que le Sr Guerry, maître charpentier entretenu de 3e classe, sera maintenu dans son emploi, à la direction des constructions navales à Cayenne, et continuera, en conséquence, d'être payé de ses appointements sur le taux de la solde attribuée à son grade par le décret du 20 août 1849.

N° 136. — Par décision du 10 février 1853, le Sr Métrat (Joseph-Collin) a été nommé archer de la police urbaine, à la solde de 1,200 francs par an, à compter du 1er dudit mois.

N° 137. — Par décision du même jour, M. Poupon (Victor) a cessé, à compter du 6 du courant, d'être employé comme commis receveur provisoire au 2e bureau de l'enregistrement, par suite de l'arrivée dans la colonie de M. Lassigniardie, commis receveur titulaire de cet emploi.

N° 138. — Par décision du même jour, M. Poupon (Victor) a été nommé percepteur au quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Chaila (Hippolyte), démissionnaire.

N° 139. — Par décision du 11 février 1853, le S[r] Labro, maréchal des logis adjoint au trésorier de la compagnie de gendarmerie de la Guyane, a été chargé provisoirement des fonctions d'officier à ladite compagnie, pour faire en ladite qualité le service du 2[e] arrondissement, en remplacement de M. le lieutenant Cippollina, parti pour France, en congé de convalescence.

N° 140. — Par décision du même jour, M. de S[t]-Quantin, chef de bataillon du génie, chargé de la direction des travaux dans la colonie, logé dans les bâtiments de la direction des ponts et chaussées à partir du 1[er] dudit mois, cesse, à compter de ce jour, de recevoir l'indemnité de logement attribuée à son grade.

N° 141. — Par décision du même jour, le S[r] Cabanes (Pierre) a été nommé surveillant de 4[e] classe pour servir aux îles du Salut, à la solde de 1,000 fr. par an, en remplacement du S[r] Tridant, révoqué.

N° 142. — Par décision du 12 février 1853, le S[r] Boyer (Henry-Auguste) a été nommé archer de police provisoire à Cayenne, aux appointements de 1,200 francs par an, en remplacement du S[r] *Paul* Agirac, nommé provisoirement garde de police.

N° 143. — Par décision du 14 février 1853, M. Lacaze (Théodore-Joseph) a été nommé, à compter du 7 dudit mois, écrivain provisoire de la marine, à la solde annuelle de 800 francs, pour être employé au bureau des revues, en remplacement de M. Comairas, qui a quitté la colonie.

N° 144. — Par décision du même jour, le S[r] Zéphirin (Gustave) a été révoqué de l'emploi de surveillant rural de 3[e] classe au quartier de l'Ile-de-Cayenne.

N° 145. — Par décison du 15 février 1853, le Sr *Alexandre* Anne a été nommé surveillant rural de 3e classe, aux appointements de 600 fr., dans le quartier de l'Ile-de-Cayenne, en remplacement du Sr Zéphirin (Gustave).

N° 146. — Par décision du 16 février 1853, la démission offerte par le Sr Cochaux (Henri), ouvrier pressier à l'imprimerie du gouvernement, a été acceptée à compter du 1er du courant.

N° 147. — Par décision du même jour, le Sr Lafranque (Jean) a été nommé surveillant de 4e classe à la Montagne-d'Argent, à la solde de 1,000 francs par an.

N° 148. — Par décision du même jour, M. St-Rose (Jules), écrivain de la marine, attaché au bureau des fonds, a été mis à la disposition de M. le commissaire général, pour être empoyé au bureau central de la colonie pénitentiaire. Par suite de cette mutation, la solde de cet employé (1,200 fr. par an) sera imputée sur le chap. V, formation d'un établissement pénitentiaire à la Guyane.

N° 149. — Par décision du 17 février 1853, la solde de M. Gaumont, écrivain employé à la direction du port, a été portée, à compter du 1er dudit mois, de 4 fr. 20 c. par jour à 6 fr., imputable sur les fonds prévus à l'art. 4 du budget du service local (constructions navales).

N° 150. — Par décision du 19 février 1853, il a été prescrit à M. Carrey, enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Voyageur*, à compter du 21 du courant.

N° 151. — Par décision du 20 février 1853, M. Heckel, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, a été désigné

pour remplir les fonctions de commandant de place à Cayenne, pendant l'absence de M. Bruley, envoyé en mission pour le service.

N° 152. — Par décision du 21 février 1853, M. Carrey, enseigne de vaisseau, a été embarqué ledit jour, comme passager, sur l'aviso à vapeur *le Styx*, pour se rendre au Para, en mission particulière.

N° 153. — Par décision du même jour, un passage d'aller et de retour, à la table de l'état-major, a été accordé à M. Chaton, ancien vice-consul de France au Para, sur l'aviso à vapeur *le Styx*, qui se rend à cette destination.

N° 154. — Par décision du 22 février 1853, M. Dumas, chirurgien de la marine de 3e classe, a été embarqué sur l'aviso à vapeur *le Styx*, comme 2e chirurgien.

N° 155. — Par décision du même jour, les appointements de M. Clotilde (Paul), écrivain au bureau du domaine, ont été élevés de 1,500 à 1,700 fr., à compter du 1er mars 1853.

N° 156. — Par décision du même jour, les appointements de M. Voisin (Joseph-Eugène), commis au bureau de l'intérieur, ont été élevés de 1,400 à 1,600 fr., à compter du 1er mars 1853.

N° 157. — Par décision du même jour, M. Marchais (Edme-Hilaire), employé à la journée au bureau du domaine, a été attaché au même bureau en qualité d'écrivain, à compter du 1er mars prochain, à la solde de 1,400 francs.

N° 158. — Par décision du même jour, M. Vergès (Baptiste), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine au quartier de Mana, a été chargé provisoirement de remplir les fonctions de commissaire-commandant dudit quartier, pendant l'absence de M. Mélinon, commissaire-commandant titulaire, autorisé à venir au chef-lieu pour affaires de service.

N° 159. — Par décision du même jour, le Sr St-Père, sergent-major d'infanterie de marine, a été admis à travailler aux écritures du bureau des revues, à raison de quarante francs par mois.

N° 160. — Par décision du 24 février 1853, il a été alloué, à compter du 1er janvier 1853, un supplément de 40 cent. par jour au marin de l'équipage de la goëlette de l'État *l'Ile-Madame*, chargé à bord de ce bâtiment du service de commis aux vivres.

N° 161. — Par ordre de M. le contre-amiral commandant la division navale de la Guyane, en date, à Cayenne, du 26 février 1853, il a été prescrit aux passagers ci-après dénommés de débarquer le jour même de la corvette à vapeur *le Caméléon*, et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Voyageur*, afin d'y remplir les fonctions auxquelles ils ont été appelés, conformément aux ordres du ministre :

MM. Breart (Émile), lieutenant de vaisseau de 2e classe, aide de camp du commandant de la division ;

Penaud de Lagarlière (Henry), aide-commissaire, centralisateur de la division ;

Deltombes (Adolphe), commis de marine, secrétaire du contre-amiral commandant la division.

Ces officiers jouiront, conformément au décret du 19 octobre 1851, des suppléments attachés à ces diverses positions.

N° 162. — Par décision du 28 février 1853, le Sr Lavaissière (Antoine) a été nommé, à compter du 1er dudit mois, à l'emploi de portier du collége de Cayenne, à la solde de 365 fr. par an, en remplacement du Sr Forjonel.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 3.

MARS 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 163. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 13* (Direction des colonies : bureau des finances et approvisionnements). *Au sujet du mode de transmission des fonds de masse des militaires du service colonial.*

Paris, le 10 janvier 1853.

Monsieur le gouverneur, j'ai été consulté relativement au mode de transmission des fonds de masse et des produits de succession des militaires de toutes armes, et notamment de la gendarmerie, appartenant au service colonial. Les instructions qui ont été adressées à ce sujet aux administrations de nos établissements d'outre-mer, sous diverses dates, ont donné lieu à des doutes qu'il est nécessaire de faire cesser, en indiquant ici d'une manière formelle les mesures à prendre pour les envois de fonds de cette nature.

Lorsqu'il s'agit de militaires du service métropolitain, qui reçoivent une destination coloniale, le conseil d'administration du corps dont ils faisaient partie doit verser dans la caisse du receveur général du département où ce corps est stationné le

montant de leur fonds de masse. Le récépissé qui constate ce versement est transmis à mon département, qui en opère l'envoi aux colonies dans les formes que vous trouverez indiquées à la fin de la présente dépêche.

Si, au contraire, il y a lieu de faire parvenir en France l'avoir à la masse de militaires admis dans le service métropolitain, le conseil d'administration verse dans la caisse du trésorier colonial la somme qui leur est due, et adresse au département de la marine, sous le timbre: *Colonies (finances et approvisionnements)*, le récépissé de ce versement. La somme dont il s'agit est ensuite transmise au corps dans lequel sont placés ces militaires.

Enfin, lorsqu'il s'agit de l'envoi en France des fonds de masse ou des produits de succession de militaires congédiés ou décédés, le versement dans la caisse du trésorier de la colonie s'effectue comme il vient d'être indiqué plus haut, et les sommes dont il a été donné reçu sont remises à la caisse des dépôts et consignations pour être payées aux ayants droit.

En ce qui concerne particulièrement la gendarmerie coloniale, les conseils d'administration ne perdront pas de vue les dispositions de l'ordonnance du 21 novembre 1823 et de la note ministérielle du 15 novembre 1833, aux termes desquelles ils ne doivent transmettre en France les produits de succession des gendarmes décédés qu'après réclamation de la part des familles; afin de faciliter ces réclamations, les conseils ont à adresser un avis spécial aux maires des communes où étaient nés les militaires décédés. La période de 3 ans fixée par la note de 1833 est augmentée des délais accordés par l'art. 73 du Code de procédure civile, pour les individus domiciliés hors de France.

Les opérations de comptabilité auxquelles donnera lieu l'application des mesures indiquées par la présente circulaire, se trouvent décrites dans la lettre que M. le directeur de la comptabilité générale du ministère des finances a adressée sur ce sujet à M. le trésorier de la colonie, le 21 juin 1851, et dont copie a été transmise à l'administration de la Guyane avec la circulaire ministérielle du 16 août suivant, n° 286 (sous le présent timbre: Bureau des finances et approvisionnements). Je n'ai rien à ajouter aux explications que cette lettre renferme.

Je vous prie de veiller à l'exécution de toutes ces dispositions et de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire, qui devra être enregistrée au contrôle.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 4.

N° 164. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 28* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Notification d'un décret du 15 janvier, qui rend exécutoires dans les colonies divers actes de la législation métropolitaine.*

Paris, le 20 janvier 1853.

Monsieur le gouverneur, vous trouverez au *Moniteur* du 16 janvier un décret impérial du 15, qui déclare exécutoires dans les colonies divers actes de la législation métropolitaine, et pourvoit, par un article final, à une disposition d'ordre relative à l'époque à laquelle les actes publics dans les colonies doivent y devenir exécutoires.

Je vous envoie, ci-joint, copie du rapport que j'ai fait à cette occasion à Sa Majesté et dans lequel sont consignés sommairement les motifs qui ont déterminé la publication aux colonies des différents actes désignés dans le décret.

Vous voudrez bien, Monsieur le gouverneur, faire publier à la Guyane française le décret dont il s'agit.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 109.

N° 165. RAPPORT A L'EMPEREUR.

Paris, le 15 janvier 1853.

Sire,

Par un décret du 22 janvier 1852, diverses lois, dispositions de lois ou ordonnances en vigueur dans la métropole ont été rendues exécutoires dans les colonies.

Depuis cette époque, le régime organique et législatif des colonies, déjà en suspens depuis 1848, a été l'objet d'un projet de sénatus-consulte qui doit satisfaire à la prévision contenue dans l'art. 27 de la constitution; mais il peut s'écouler quelque temps encore jusqu'au moment où ce projet sera discuté par le sénat.

Jusque-là Votre Majesté conserve nécessairement, à l'égard des colonies, les pouvoirs dont elle a usé pour l'émission du décret précité du 22 janvier 1852. Je viens en conséquence vous proposer, Sire, d'en faire usage pour satisfaire à quelques nécessités urgentes et analogues à celles auxquelles cet acte a pourvu.

Il est quelques matières d'ordre général à l'égard desquelles nos colonies ont un pressant besoin d'être dotées de la législation de la métropole. En voici l'énumération :

1° Loi du 17 mai 1826, sur les substitutions;

Cette loi a pris place en France comme complément des art. 913, 915 et 916 du code Napoléon.

2° Loi du 21 mai 1836, portant prohibition des loteries;

L'application de cette loi aux colonies est recommandée par le même intérêt public qui en a dicté l'adoption en France.

3° Lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847, sur les irrigations;

Il n'y a pas moins d'importance pour nos colonies que pour nos départements à être placées, à cet égard, sous un régime légal, à raison des nombreuses usines qui, pour la fabrication du sucre, ont à employer comme agent le moteur hydraulique. Ce sera un bienfait pour l'agriculture coloniale que l'application des principes très-simples qui sont posés dans les lois métropolitaines de 1845 et 1847. La nécessité de ces lois a été particulièrement signalée dans une de nos colonies par des difficultés très-graves qu'engendre entre les propriétaires

ruraux l'absence d'un élément régulier pour la détermination des droits respectifs.

4° Art. 1er de la loi du 25 juillet 1845, sur la vente des substances vénéneuses,

Ensemble

L'ordonnance du 29 octobre 1846, portant règlement pour l'exécution de cette loi;

C'est une grave lacune à combler dans la législation coloniale sur un objet qui intéresse à un haut degré la police et l'ordre public.

5° Loi des 2 et 9 janvier 1850, qui modifie l'art. 472 du Code d'instruction criminelle, en ce qui touche le mode d'exécution des jugements rendus par contumace;

La publication de cette loi est nécessaire pour achever de rendre conformes, sur ce point, la législation criminelle des colonies et celle de la métropole. Des embarras se sont manifestés à cet égard dans plusieurs de nos colonies.

6° Loi des 22, 29 janvier, 7 et 12 février 1851, concernant les individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés, et les enfants des étrangers naturalisés;

7° Décret du 25 mars 1852, qui abroge celui du 28 juillet 1848, sur les clubs, à l'exception de l'art. 13, et déclare applicables aux réunions publiques les art. 291, 292 et 294 du Code pénal et les art. 1, 2 et 3 de la loi du 10 avril 1834;

8° Loi du 3 juillet 1852, sur la réhabilitation des condamnés;

Ces trois actes, comme complément de notre droit civil et criminel ou comme moyen de répression du désordre, ont un caractère général. Il est désirable que leur publication aux colonies ne subisse pas un plus long ajournement.

9° Une disposition spéciale existait avant 1835 dans le Code pénal de nos colonies, relativement à la répression du délit de suppression ou d'ouverture de lettres par les capitaines des navires auxquels le service de la poste confie les correspondances. Cette disposition a disparu dans l'application qui a été faite aux colonies, par une loi spéciale de 1835, de divers articles de la loi du 28 avril 1832, modificative du Code d'instruction criminelle et du Code pénal métropolitain dans lequel ce délit n'est pas prévu. Cette lacune a été signalée par une de nos administrations coloniales, comme devant être utilement

comblée par le rétablissement de la disposition dont la non reproduction dans la loi de 1835 résulte d'une simple omission;

10° Enfin un article spécial du projet de décret que je soumets à Votre Majesté a pour objet de régler les délais dans lesquels, suivant le mode de promulgation usité dans chaque colonie, les actes promulgués doivent être considérés comme exécutoires.

Je prie Votre Majesté de vouloir bien approuver ces différentes dispositions.

Je suis, etc.

Signé: THÉODORE DUCOS.

Pour copie conforme:

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 110.

N° 166. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 30* (Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires). *Application dans le service colonial d'un règlement relatif à la conservation des poudres de guerre.*

Paris, le 21 janvier 1853.

Monsieur le commissaire général, par une circulaire du 17 décembre, j'ai rendu applicable, dans le service des ports en France, un règlement en date du 13 décembre 1850, en vigueur dans le département de la guerre et concernant les soins et précautions à prendre pour la conservation des poudres et munitions de guerre dans les magasins.

Il me paraît utile d'étendre aux colonies l'application de ce règlement, qui a été inséré au *Journal militaire*, 1850, deuxième semestre, page 455. Vous aurez à donner des ordres pour l'exécution des dispositions contenues dans ce règlement et pour l'ouverture immédiate du registre mentionné à l'art. 4. M. le commandant militaire et l'officier d'artillerie chargé du service devront, au moyen des inscriptions portées sur ce registre, veiller à ce que les inspections et les visites des salles,

des barils, des paratonnerres et d'épreuves des poudres soient faites exactement aux époques réglementaires.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire, qui sera d'ailleurs enregistrée au contrôle colonial.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 379.

N° 167. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 36* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Dispositions relatives à la prestation de serment.*

Paris, le 24 janvier 1853.

Monsieur le commissaire général, le *Moniteur* du 20 janvier publie mon arrêté en date du 17, par lequel sont déterminés, en ce qui concerne le personnel relevant du département de la marine, la forme et les délais dans lesquels devra avoir lieu la prestation de serment prescrit par l'art. 16 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, modificatif de l'art. 14 de la constitution.

Les mêmes dispositions devront être exécutées dans les colonies. Je vous invite à faire, à cet effet, un règlement d'exécution qui déterminera le jour à compter duquel devra courir, dans la colonie, le délai d'un mois fixé par mon arrêté.

Vous devrez me faire parvenir, s'il y a lieu, la liste des personnes qui n'auraient pas prêté serment par refus, absence ou tout autre empêchement.

Je crois devoir vous rappeler qu'aux termes de l'art. 16 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, la formule du serment

est ainsi conçue : Je jure obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 218.

N° 168. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° ...* (Direction du personnel : bureau des corps organisés). *La 14e compagnie du 1er régiment d'infanterie passe au 3e régiment, à Cayenne, sous le n° 45.*

Paris, le 1er février 1853.

Monsieur le gouverneur, la 14e compagnie du 1er régiment d'infanterie de la marine que ma dépêche du 11 janvier dernier a prescrit d'embarquer sur *le Caméléon*, pour être dirigée sur Cayenne, est destinée à augmenter la garnison de la colonie pénitentiaire et passe tout entière au 3e régiment de l'arme, sous le n° 45.

Les conseils d'administration centraux des 1er et 3e régiments se concerteront entre eux pour régulariser cette mutation.

La lacune laissée dans la série des compagnies du 1er régiment, par la disparition du n° 14, sera ultérieurement comblée par de nouvelles instructions de ma part.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 75.

N° 169. — *ARRÊTÉ portant règlement sur le service de la place à Cayenne.*

Cayenne, le 2 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Considérant que les fonctions de commandant de place toujours dévolues au plus ancien capitaine de la garnison, changent trop souvent de mains par suite des mutations nécessitées par le fractionnement des troupes, et qu'il est instant d'assurer ce service;

Sur la proposition de M. le lieutenant-colonel commandant militaire;

Arrête :

1° Les fonctions de commandant de place sont provisoirement supprimées, et remplies sous le titre d'adjudant de place par un adjudant-major et un adjudant (sous-officier), art. 38 de l'ordonnance du 2 novembre 1833;

2° M. le capitaine adjudant-major Gomand et l'adjudant sous-officier Gros de Pérodil, du 3e régiment d'infanterie de marine, sont désignés comme remplissant tous deux les fonctions ci-dessus indiquées;

3° Ces deux fonctionnaires recevront directement les ordres du lieutenant-colonel commandant militaire, et lui rendront compte de tout ce qui pourra intéresser le service de la place;

4° Le présent arrêté sera enregistré partout où besoin sera et communiqué aux chefs de service et employés de la colonie.

Cayenne, le 2 mars 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 140.

N° 170. — *DÉCISION qui règle l'allocation journalière attribuée aux individus provenant de la transportation et employés à l'hôpital de Cayenne.*

Cayenne, le 2 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Décide :

Les individus provenant de la transportation, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, qui seront employés à l'hôpital

de Cayenne en qualité d'infirmier ou de servant, recevront, outre la ration, une solde journalière de 80 centimes.

La présente décision, qui aura son effet à compter du 1er mars 1853, sera enregistrée aux hôpitaux et au contrôle colonial, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 2 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 137.

N° 171. — *ARRÊTÉ portant nomination des membres du conseil de révision et de ceux appelés à faire partie des 1er et 2e conseils de guerre permanents de la Guyane française.*

Cayenne, le 2 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la loi du 13 brumaire an v ;

Vu la loi du 18 vendémiaire an vi et le décret du 16 février 1807 ;

Devant remplacer les diverses vacances survenues parmi les officiers faisant partie des conseils de guerre permanents ;

Arrête ce qui suit :

Article premier.

Le conseil de révision et les 1er et 2e conseils de guerre permanents de la Guyane française sont réorganisés et composés de la manière suivante :

Conseil de révision permanent.

MM. Masset, lieutenant-colonel, *président ;*
Bruley, capitaine d'infanterie de marine,
Beaudéduit, id.,
Mancel, capitaine d'artillerie de marine,
Dugat, capitaine de gendarmerie,
} *juges ;*
Brache, sous-commissaire de marine, *commissaire du gouvernement.*

Premier conseil de guerre permanent.

MM. DE S^t^-QUANTIN, chef de bataillon du génie, *président;*
BRISSOT, capitaine d'infanterie de marine,
BLANDINIÈRES, capitaine en 1^er^ d'artillerie de marine,
BARBIER, capitaine d'infanterie de marine,
DELISLE, lieutenant id.,
MORVILLE, sous-lieutenant id.,
GROS DE PÉRODIL, adjudant sous-officier d'infanterie de marine,
juges;
SAVIGNY, capitaine adjudant-major d'infanterie de marine, *rapporteur;*
ROGER, capitaine d'infanterie de marine, *commissaire du gouvernement;*
QUONIAM, BRACHE, sous-commissaires de la marine, adjoints comme juges, lorsque le conseil jugera comme tribunal maritime spécial, en exécution du décret du 27 mars 1852.

Deuxième conseil de guerre permanent.

MM. ROTGUIÉ DE LA VALETTE, chef de bataillon, *président;*
ANTOINE, capitaine du génie,
VERPAULT, lieutenant d'infanterie de marine,
DUPUY, lieutenant du génie,
POIROT DE SCELLIER, lieutenant d'infanterie de marine,
POETE, lieutenant en 2^e^ d'artillerie de marine,
LACOSTE, sergent-major d'infanterie de marine,
juges;
GOMAND, capitaine adjudant-major d'infanterie de marine, *rapporteur;*
LECLERC, capitaine d'infanterie de marine, *commissaire du gouvernement.*

ART. 2. Le commandant militaire et les présidents des conseils de guerre et de révision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré aux greffes de ces conseils, au contrôle et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 2 mars 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 143.

N° 172. — *ARRÊTÉ qui nomme provisoirement M.* MITTAINE *(Louis-Thomas) procureur général près la cour impériale de la Guyane, en remplacement de M.* TANC.

Cayenne, le 3 mars 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les art. 61 et 129 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

M. MITTAINE (Louis-Thomas), président de la cour impériale de la Guyane, est nommé, provisoirement, procureur général impérial près ladite cour, en remplacement de M. TANC.

ART. 2. L'arrêté du 13 janvier dernier, portant nomination de M. TANC comme procureur général, est rapporté. En conséquence, M. TANC reprendra ses fonctions de conseiller.

ART. 3. Le présent arrêté sera publié et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 3 mars 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 120.

N° 173. — *ARRÊTÉ qui rapporte celui du 13 novembre 1852, concernant l'institution d'une direction centrale de la police à Cayenne, et la décision du 16 du même mois, portant nomination d'un directeur général de la police à la Guyane.*

Cayenne, le 3 mars 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 13 novembre 1852, qui institue une direction de la police dans la colonie, ensemble la décision du 16 du même mois qui nomme M. le capitaine de la gendarmerie DUGAT directeur général de la police;

Vu l'arrêté du 27 décembre 1852, réglant qu'en exécution de la dépêche ministérielle du 30 octobre 1852, n° 578, l'administration de l'intérieur formera un service distinct et indé-

pendant de l'ordonnateur, et sera provisoirement confié au chef du bureau central de l'intérieur et du domaine;

Vu l'art. 107 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane française, qui a placé la police générale dans les attributions du directeur de l'administration intérieure;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont rapportés l'arrêté du 13 et la décision du 16 novembre 1852 sus-visés, concernant la direction et le directeur général de la police à la Guyane.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 3 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 123.

N° 174. — *ARRÊTÉ qui maintient, pendant l'année* 1853, *la prime accordée par l'arrêté du* 17 *septembre* 1846, *pour l'exportation, par bâtiments français, de certains produits naturels de la colonie.*

Cayenne, le 3 mars 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 17 septembre 1846, portant établissement de primes à l'exportation, pour France, de quelques produits naturels de la colonie;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1851, qui dispose que lesdites primes seront continuées pendant l'année 1852;

Considérant que cet encouragement a eu déjà des effets favorables et qu'il convient de le maintenir;

Vu, d'ailleurs, la dépêche ministérielle du 29 juillet 1852, numérotée 376;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé;

ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER.

La prime accordée par l'arrêté du 17 septembre 1846, pour l'exportation de Cayenne, par bâtiments français en destination des ports de France, de certains produits naturels de la colonie, sera continuée pendant l'année 1853, et à partir du 1er janvier.

Sont maintenues les dispositions dudit arrêté, concernant la fixation de la prime et les conditions à remplir pour en profiter.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 3 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 132.

N° 175. — *ARRÊTÉ qui fixe le prix du livret des travailleurs, dans le cas prévu par l'art. 14 de l'arrêté du 4 août 1852.*

Cayenne, le 3 mars 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 14 de l'arrêté du 4 août 1852, ainsi conçu:

« En cas de perte de livret, il pourra en être délivré un » nouveau, sur une déclaration faite avec le concours de l'en- » gagiste et de deux témoins connus. Le coût de ce nouveau » livret sera payé par l'engagé. »

Étant nécessaire de pourvoir à la fixation de ce coût;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le prix du livret est fixé à *cinquante centimes*.

La comptabilité et la perception de ce prix sont confiées, à Cayenne, au secrétaire de la mairie, et, dans chaque quartier, à la personne désignée par le commissaire-commandant.

Le montant en sera versé au commencement de chaque mois au trésor ou aux agents du service chargés de la perception des contributions dans les cantons.

Ces versements seront effectués sur états récapitulatifs visés par le maire de la ville ou le commissaire-commandant du quartier.

ART. 2. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 3 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 133.

N° 176. — *ARRÊTÉ portant règlement sur les exploitations de bois à la Guyane française.*

Cayenne, le 9 mars 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifié par celle du 27 août 1833;

Vu l'art. 11 de la loi du 24 avril 1833, ensemble le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848, concernant l'attribution de certains pouvoirs aux commissaires généraux dans les colonies;

Vu les art. 16, 17, 18 et 19 du décret colonial du 21 août 1834, sur les concessions, achats et ventes de terrains à la Guyane française;

Vu l'arrêté du 15 mai 1846, qui règle les formalités pour l'obtention de permis d'exploitation de bois ;

Vu enfin l'arrêté du 26 juin 1851, concernant lesdits permis;

Considérant qu'il est nécessaire de reviser et de refondre la législation locale sur la matière, et d'assurer, par des sanctions pénales, l'exécution des prescriptions qui seront édictées ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

A partir de la promulgation du présent arrêté, les permis d'exploitation de bois sur les terrains du domaine colonial seront accordés pour deux ans au moins et cinq ans au plus. Ils pourront être renouvelés.

Ces permis seront soumis à une redevance annuelle de *trois francs* par hectare.

Le payement de cette redevance sera exigible d'avance, sur un ordre de recette expédié par la direction de l'intérieur, et recouvré par le trésorier, poursuites et diligences du contrôleur colonial ; et les permis d'exploitation seront considérés, de plein droit, comme nuls et non avenus trois jours après sommation faite à sa requête et non suivie de payement.

Les sommations pourront être signifiées par le ministère des surveillants ruraux des quartiers.

ART. 2. Les permis d'exploitation ne pourront être accordés sur une étendue de terrain de plus de quatre cents hectares et de moins de cent hectares.

Les concessions auront toujours au moins 2,000 mètres de profondeur.

ART. 3. Nul ne pourra obtenir un permis d'exploitation qu'après avoir justifié qu'il dispose du matériel nécessaire à son industrie.

ART. 4. Les exploitations de bois seront limitées sur la ligne de face à une distance de dix mètres au moins du bord des rivières, sauf le passage pour le transport des bois, sans qu'elles puissent jamais s'étendre sur l'espace de terrain réservé, lequel

devra toujours être indiqué au plan figuratif fourni par les pétitionnaires.

Art. 5. Toute association de travailleurs, formée par acte authentique, pourra obtenir un permis d'exploitation de bois, pourvu que le nombre des associés soit de dix travailleurs au moins.

Elle sera d'ailleurs soumise aux obligations stipulées en l'art. 3.

Art. 6. Le permis pourra être retiré à toute personne qui ne se livrerait pas réellement à l'exploitation des bois.

Art. 7. Toute demande d'exploitation de bois devra être adressée au chef de l'administration intérieure et être accompagnée du plan figuratif du terrain qu'elle concerne, dressé en double expédition par l'arpenteur juré du gouvernement, et d'un certificat du commissaire-commandant du quartier, constatant que le terrain est vacant et n'a pas été exploité pendant un an par le concessionnaire qui en avait la jouissance.

L'un de ces plans restera déposé à la direction de l'intérieur.

Art. 8. Des avis de l'administration, insérés dans trois numéros consécutifs de la Feuille de la Guyane, feront connaître au public toutes les demandes de permis d'exploitation, avec les indications de gisement et de position, dans l'intérêt des réclamations auxquelles elles pourraient éventuellement donner lieu.

Art. 9. Tout propriétaire ou fermier d'habitation pourra obtenir gratuitement, pour l'entretien des bâtiments et constructions de son habitation, un permis d'exploitation sur une étendue de terrain qui n'excédera pas dix hectares.

Les produits provenant des chantiers de cette catégorie seront exclusivement affectés aux besoins de l'établissement pour le service duquel le permis aura été demandé.

Toute contravention à la disposition qui précède, telle que vente ou détournement, pour quelque cause que ce soit, desdits produits, sera punie d'une amende de *cinquante* à *cent francs*.

En cas de récidive, l'amende ne pourra être de moins de *cent francs*, et le permis d'exploitation sera retiré.

Art. 10. Sous peine d'une amende de *vingt-cinq* à *cinquante francs*, tout permis d'exploitation devra être présenté au visa du commissaire-commandant du quartier, chargé de

maintenir chaque exploitant dans les limites qui lui sont assignées.

ART. 11. Seront punis d'une amende de *cinquante* à *cent francs* les individus qui auront exploité en dehors de leurs limites, sans préjudice de l'application, à leur égard, des dispositions de l'art. 445 du Code pénal (1).

La confiscation des bois provenant de cette exploitation illicite sera toujours prononcée.

ART. 12. Il ne pourra être expédié à la ville de Cayenne aucune embarcation chargée de bois, sans que le patron de ladite embarcation ne soit porteur d'une facture délivrée par le propriétaire du chantier ou par son représentant.

Cette facture désignera le nom du patron et indiquera l'espèce et les quantités des bois provenant du chantier et contenus dans l'embarcation.

Toute contravention, soit de la part du patron, soit de celle du propriétaire ou de son représentant, sera punie d'une amende de *vingt-cinq* à *cent francs*.

ART. 13. Tout porteur d'un permis d'exploitation, antérieur et non encore périmé, sera soumis aux prescriptions et pénalités édictées dans les art. 9, 11 et 12.

ART. 14. Les bois d'acajou et autres, exploités par les indigènes dans l'intérieur, et hors de l'action administrative des commissaires-commandants de quartiers, devront être déclarés, soit par les exploiteurs, soit par les acquéreurs de ces produits, auxdits commissaires-commandants qui délivreront un certificat d'origine.

A l'arrivée à Cayenne, ce certificat sera présenté à la douane, qui le visera et autorisera, s'il y a lieu, le débarquement.

Ces bois seront frappés d'un droit de trois francs par cinq cents kilog., lequel sera acquitté par le patron de l'embarcation qui les aura introduits, sur état de versement dressé par la douane.

ART. 15. Les commissaires-commandants et lieutenants-commandants des quartiers,

Les commissaires de police,

---

(1) ART. 445 du Code pénal. Quiconque aura abattu un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de seize jours ni au-dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans.

Les sous-officiers de gendarmerie, gendarmes et surveillants ruraux seront aptes à rechercher et à constater les contraventions prévues au présent arrêté.

Art. 16. Sont rapportées toutes dispositions antérieures sur la matière.

Art. 17. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 9 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 144.

N° 177. — *ARRÊTÉ qui maintient et met à exécution l'arrêté du 4 août 1852, sur les engagements de travail et y introduit quelques modifications.*

Cayenne, le 10 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté local du 4 août 1852, sur les droits et obligations résultant des livrets;

Vu le décret du 4 septembre suivant, qui a conféré aux gouverneurs des colonies le droit de statuer sur le régime des livrets;

Considérant que si l'arrêté du 4 août n'a pas produit les heureux effets qu'on était en droit d'en attendre, c'est parce qu'il n'a pas été réellement mis à exécution;

Considérant que la désorganisation qui existait alors continue à régner et qu'elle menace sérieusement l'avenir de la colonie; que cet état de choses, si contraire aux vues du gouvernement, n'est pas moins nuisible aux intérêts bien entendus des cultivateurs qu'à ceux des propriétaires eux-mêmes;

Qu'il est du devoir de l'autorité d'y mettre un terme, en faisant exécuter avec fermeté et justice toutes les dispositions tant du décret du 13 février 1852 que de l'arrêté précité;

Considérant d'ailleurs que, pour atteindre plus sûrement le but, il importe d'introduire dans l'arrêté du 4 août quelques modifications qui ont été reconnues nécessaires;

Sur la proposition du procureur général impérial;

De l'avis du conseil privé;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'arrêté du 4 août 1852, sur les engagements de travail, est maintenu et sera, à l'avenir, exécuté dans toutes ses dispositions, sauf les modifications ci-après.

ART. 2. Le tableau des tâches, dont il est parlé à l'art. 2 dudit arrêté, est modifié ainsi :

SUCRERIE.

Rigoles de 10^{m} chacune de longueur avec deux rangs de plants, les plants en tête des carreaux, pour trois travailleurs, dont deux planteurs et un porteur, 80 au lieu de 100.

Sarclage, suivant les difficultés du travail, de 300 à 400^{m} carrés.

Epaillage des cannes, de 500 à 600^{m} carrés.

Sabrage des grandes herbes, de 400 à 500^{m} carrés.

ROUCOU, COTON ET CAFÉ.

Sabrage des grandes herbes, de 500 à 600^{m} carrés.

Sarclage, suivant les difficultés du travail, de 300 à 400^{m} carrés.

ART. 3. Les travaux urgents ou extraordinaires mentionnés dans l'art. 3 de l'arrêté du 4 août devront être exécutés, par les travailleurs, même pendant les jours qui leur sont réservés, ainsi qu'il est dit dans l'art. 10.

ART. 4. L'art. 16 dudit arrêté est modifié ainsi :

Toute contravention aux dispositions des art. 2, 3, 6, 7 et 9 sera punie d'une amende de *seize* à *cent francs* et pourra même l'être d'un emprisonnement de *un* à *cinq jours*.

En cas de récidive, l'emprisonnement sera de *huit* à *quinze jours*.

ART. 5. Les dispositions des art. 22 et 23 du décret du 13 février 1852 et celles de l'art. 463 du Code pénal seront applicables aux pénalités édictées par l'arrêté du 4 août et par le présent règlement.

Art. 6. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 10 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 181.

N° 178. — *ARRÊTÉ concernant certaines professions exercées à Cayenne par des individus se disant journaliers.*

Cayenne, le 10 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu le décret du 4 septembre 1852 ;

Vu les art. 11 de la loi du 24 avril 1833 et 137 du Code d'instruction criminelle ;

Considérant que le décret du 13 février 1852, sur les engagements de travail dans les colonies, et l'arrêté du 4 août suivant, qui en a réglé l'exécution à la Guyane, concernent principalement les travailleurs de la campagne; que la plupart des ouvriers de la ville, notamment cette classe si nombreuse d'individus qui, sous le nom de journaliers, vivent en état de vagabondage et sont tout à la fois une cause de désordre pour la société et un obstacle pour les travailleurs honnêtes qui voudraient exercer sérieusement cette profession, échappent aux prescriptions de cet arrêté;

Considérant qu'il est nécessaire de faire cesser ces abus et de réglementer, dans l'intérêt de tous, les diverses professions qui, jusqu'à ce jour, ont été exercées à Cayenne par des individus se disant journaliers;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

De l'avis du conseil privé ;

Arrête :

CHAPITRE Ier.

Des canotiers, portefaix, commissionnaires.

Article premier.

Le nombre des journaliers qui pourront s'employer au port et dans la ville de Cayenne comme canotiers, portefaix, commissionnaires, est fixé à soixante.

Art. 2. Dans les cinq jours qui suivront la promulgation du présent arrêté, tout individu qui voudra exercer la profession de journalier, à Cayenne, devra se pourvoir, à la mairie de la ville, d'une autorisation qui sera mentionnée sur un livret *ad hoc*.

Cette autorisation sera inscrite sur un registre matricule où seront mentionnés, par ordre de numéro, les nom, prénoms, âge, lieu de naissance et demeure du journalier.

Les mêmes mentions seront portées sur le livret.

Art. 3. Nul ne pourra être journalier s'il n'est âgé de 21 ans accomplis.

Sera exclu de cette profession tout individu condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance ou vagabondage.

Art. 4. Il sera délivré à chaque journalier, en même temps que le livret, une plaque portant son numéro d'immatriculation.

Le coût de cette plaque sera payé immédiatement, à raison de *un franc*.

Art. 5. Aucun journalier ne pourra stationner sur la voie publique ou vaquer à ses travaux sans être ostensiblement porteur de sa plaque.

Le livret et la plaque devront d'ailleurs être représentés à toute réquisition des agents de l'autorité.

Art. 6. Il est expressément défendu à tout journalier de prêter à un tiers, soit son livret, soit sa plaque. En cas de perte, il devra en faire immédiatement la déclaration au bureau de police et se pourvoir devant le maire pour en obtenir un autre.

Art. 7. Les journaliers ainsi autorisés sont exclusivement préposés à la confiance des négociants et autres habitants. Ils pourront seuls être employés au transport des marchandises, des malles et autres effets, au chargement, déchargement et arrimage des navires, comme aussi au transport des personnes en canot, soit dans la rade, soit ailleurs.

Toutefois, ces divers travaux pourront toujours être effectués par les domestiques ou autres personnes employés au service habituel de celui qui est propriétaire ou destinataire des objets à transporter, ou de celui qui les aura vendus.

Art. 8. Toute personne qui se livrera aux travaux dont il vient d'être parlé, sans être munie d'un livret spécial ou à l'aide d'un livret ou d'une plaque qui lui aurait été prêté, sera passible des peines ci-après édictées.

Les mêmes peines seront applicables à la personne qui aura employé pour des travaux de cette nature un individu non porteur d'une plaque.

Art. 9. Il est interdit à tout journalier d'exiger un salaire plus élevé que celui fixé par le tarif ci-après :

	DU PORT	
	à l'ancienne ville.	à la nouvelle ville.
Prix d'une commission sans fardeau.....	0f 10c	0f 15c
Port de tout fardeau dont le poids n'excédera pas 25 kilogrammes.....	0 15	0 30
Roulage de chaque quart de farine, de salaison, ou de tout autre objet de mêmes forme et dimension.	0 15	0 30
Roulage d'une barrique de vin, tiercon de morue et autres objets de même capacité.....	0 20	0 40
Roulage d'une balle de coton ou d'un boucaut plein.....	0 30	0 60
Voyage par cabrouet, pour chaque journalier, chargement et déchargement compris.....	0 20	0 30

(Le cabrouet ou la location sera à la charge de celui qui l'emploie.)

Prix de la journée dans l'intérieur ou à l'extérieur de la ville, dix heures de travail..... 2f 50c

Prix de la demi-journée..... 1 50

—— de l'heure..... 0 50

—— de la journée de canotage..... 3 00

—— de la demi-journée..... 1 75

—— de l'heure..... 0 60

Art. 10. Les journaliers ne pourront, sans motifs légitimes, refuser ou négliger de faire les travaux ou le service qui leur auront été demandés dans l'intervalle de six heures du matin à six heures du soir. Ils devront stationner habituellement dans les lieux qui seront indiqués par l'autorité municipale, jusqu'à ce que leur corporation ait été organisée en syndicat.

Art. 11. Tout journalier qui subira une condamnation pour vol, abus de confiance ou escroquerie sera exclu du nombre des journaliers et rayé du registre matricule.

Pourra être également exclu par le maire celui qui, dans le cours d'une année, aura été condamné plus de trois fois pour infractions aux dispositions qui précèdent.

L'autorité pourra aussi retirer le livret et la plaque au journalier qui commettrait une action contraire à la probité, à celui qui manquerait d'égards envers le public, ou qui prendrait part à un désordre quelconque.

Art. 12. Le journalier ainsi exclu devra remettre immédiatement à la mairie son livret et sa plaque. Il en sera de même du journalier qui cessera volontairement son état.

Art. 13. Le droit d'exercer comme journalier sera soumis à une redevance mensuelle de 3 francs, qui devra être payée d'avance dans les cinq premiers jours de chaque mois. La mention de ce payement sera portée sur le livret.

CHAPITRE II.

Des revendeurs et revendeuses.

Art. 14. Le nombre des personnes qui pourront exercer, à Cayenne, le métier de revendeur est fixé à quatre-vingts.

Nul ne pourra se livrer, dans les marchés ou dans les rues, à la vente des fruits, légumes, cassaves, œufs, volailles et autres menus comestibles, même de salaisons au petit débit, connue sous le nom de vente à la caisse, s'il n'est muni d'une autorisation délivrée par le maire de la ville.

Cette autorisation devra être inscrite sur un registre matricule, qui mentionnera les nom, prénoms, âge et domicile de la

personne qui l'aura obtenue. Les mêmes indications seront portées sur le livret spécial qui sera remis à chaque revendeuse.

Art. 15. Ce livret devra être représenté à toute réquisition de la gendarmerie ou de la police.

Il ne pourra être prêté à nulle autre personne.

Art. 16. Toute personne qui se livrera à la vente des objets ci-dessus indiqués, sans être munie d'un livret ou à l'aide d'un livret appartenant à autrui, sera punie des peines ci-après édictées.

Art. 17. En attendant qu'un règlement municipal ait fixé le prix des places qui seront occupées par les revendeuses au marché de Cayenne, chaque revendeuse payera, dans les trois premiers jours de chaque mois, une redevance de 2 francs. Ce payement devra être mentionné sur le livret.

Art. 18. La perception de cette redevance et de celle imposée aux journaliers par l'art. 13 ci-dessus, ainsi que la perception du prix des plaques délivrées à ces derniers, sera opérée par le secrétaire de la mairie, qui devra tenir, à cet effet, un registre spécial. Ce registre sera visé à la fin de chaque mois par le maire et par le directeur de l'intérieur, qui délivrera immédiatement un ordre de recette, dont le montant devra être versé au trésor dans les vingt-quatre heures.

CHAPITRE III.

Des ouvriers charpentiers, menuisiers, etc. — Des couturières, blanchisseuses et autres.

Art. 19. Les ouvriers charpentiers, menuisiers, maçons et autres ouvriers; les couturières, blanchisseuses et autres ouvrières et généralement toutes les personnes de métier travaillant pour autrui devront, dans les cinq jours de la publication du présent, faire à la mairie de la ville une déclaration indiquant leurs nom, âge, profession, demeure et signalement. Cette déclaration sera inscrite sur un registre matricule. Il sera délivré au déclarant un livret spécial où seront portées les mentions ci-dessus relatées ainsi que le numéro du registre matricule.

Le livret indiquera en outre, s'il y a lieu, le nom et le domicile de la personne chez laquelle l'ouvrier sera employé au moment de la délivrance de son livret.

Art. 20. Tout propriétaire, chef d'atelier ou entrepreneur, qui emploiera un travailleur sur livret, devra mentionner sur son livret la date de l'entrée du travailleur chez lui, le temps pendant lequel il sera convenu de l'employer ainsi que les conditions de l'engagement. Il devra pareillement constater sur ce livret la date de la sortie, le nombre des journées de travail fournies par le travailleur et délivrer, s'il y a lieu, un congé d'acquit de toutes les obligations contractées par ce dernier envers lui.

Toute mention frauduleuse sur ces points de la part de l'employeur sera punie d'une amende de *quinze* à *cent francs* et d'un emprisonnement de cinq à dix jours, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 21. Le livret, étant la justification d'un travail habituel pour autrui, n'est valable qu'autant que le porteur du livret établit, par les mentions qui y sont inscrites, des habitudes réelles de travail. Dans le cas contraire, la délivrance du livret sera réputée de nul effet et l'ouvrier porteur du livret poursuivi comme vagabond.

Art. 22. Ce livret devra être représenté aux agents de la police, à toute réquisition.

Il sera soumis au visa de la mairie dans les cinq premiers jours de chaque mois.

Ceux qui emploieront des travailleurs pourront consigner sur le livret toutes attestations favorables à l'aptitude et à la moralité des travailleurs, mais il leur est interdit d'y mentionner aucun fait, aucune appréciation qui seraient de nature à leur porter préjudice.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX TROIS CHAPITRES PRÉCÉDENTS.

Art. 23. Si le maire de la ville a des motifs pour refuser le livret spécial, soit à un journalier, à une revendeuse ou à une personne de métier, il les fera connaître au chef de l'administration intérieure, qui pourra provoquer, s'il y a lieu, une décision du gouverneur.

CHAPITRE IV.

Des enfants.

ART. 24. Toute personne de la ville autre que les père et mère, tuteur et tutrice, qui aura chez elle des enfants au-dessous de 14 ans, devra en faire la déclaration à la mairie. Cette déclaration indiquera le nom et la demeure de la partie déclarante, le nom, l'âge et le sexe de l'enfant, ainsi que le nom et la demeure des père et mère; elle contiendra, en outre, l'obligation par le déclarant de subvenir à tous les besoins de l'enfant, de veiller sur sa conduite et de répondre de tous les méfaits qui pourraient être commis par lui.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 25. Toute contravention aux dispositions contenues dans le présent arrêté sera punie d'une amende de *cinq* à *vingt-cinq francs* et d'un emprisonnement de un à cinq jours, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, l'amende et l'emprisonnement pourront être portés jusqu'au double.

L'art. 463 du Code pénal est d'ailleurs applicable aux dispositions qui précèdent.

ART. 26. Les dispositions des art. 22 et 23 du décret du 13 février 1852 sont applicables aux pénalités édictées par le présent arrêté.

ART. 27. Toutes les dispositions antérieures contraires aux prescriptions du présent règlement sont et demeurent rapportées.

ART. 28. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 10 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 184.

N° 179. — *ARRÊTÉ qui fixe le taux de la conversion en journées de travail des amendes et des frais prononcés en vertu du décret du 13 février 1852 et des arrêtés rendus en exécution de ce décret.*

Cayenne, le 10 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 23 du décret du 13 février 1852, lequel est ainsi conçu :

« Art. 23. A défaut de payement après les premières poursuites, les amendes prononcées en vertu de la présente loi ainsi que les condamnations aux frais et dépens, seront de droit converties en journées de travail pour le compte de la colonie ou des communes, d'après le taux et les conditions qui seront déterminés par les arrêtés du gouverneur, en conseil privé. Faute d'y satisfaire, les condamnés seront tenus d'acquitter leurs journées de travail dans les ateliers de discipline. »

Sur la proposition du procureur général impérial ;

De l'avis du conseil privé ;

Arrête :

Article premier.

Le taux de la conversion en journées de travail des amendes et des frais prononcés en vertu du décret du 13 février 1852, et des arrêtés rendus en exécution de ce décret, est fixé pour les hommes à 80 cent. par journée, pour les femmes à 70 cent.

Art. 2. La conversion aura lieu sur un certificat du receveur de l'enregistrement constatant que les premières poursuites ont été sans résultat.

Art. 3. Ce certificat sera adressé au directeur de l'intérieur, qui émettra contre le condamné un décompte indiquant le nombre des journées de travail résultant de la conversion.

Art. 4. Le décompte sera transmis au commandant de quartier, qui en donnera avis au condamné, en lui assignant un délai pour la fourniture des prestations.

Il lui fera en même temps connaître la nature des travaux auxquels il devra se livrer.

Art. 5. Les condamnés qui auront à payer en journées de travail le montant des condamnations prononcées contre eux pourront être employés, dans les quartiers auxquels ils appartiennent, à la réparation, à l'entretien des canaux, routes et chemins et à tous autres travaux d'utilité publique. Ces prestations pourront d'ailleurs être accomplies par des tâches telles que celles déterminées par l'arrêté du 4 août dernier.

Art. 6. Quand les prestations auront été fournies, le maire remettra au condamné le décompte acquitté.

Si, à l'expiration du délai fixé par l'art. 4 ci-dessus, le condamné s'est refusé à faire les prestations, le décompte, revêtu de la mention du refus, sera renvoyé par le commandant de quartier au directeur de l'intérieur, qui le transmettra au commandant de gendarmerie, avec ordre de faire conduire le condamné à l'atelier de discipline.

Art. 7. En cas de détention à l'atelier de discipline, afin de recouvrer en partie les frais de nourriture à la charge de l'État, le taux de la conversion sera réduit à 50 cent. par jour pour les hommes, et à 40 cent. pour les femmes.

Art. 8. Le commandant de quartier ou le régisseur de l'atelier de discipline, selon que les prestations auront été acquittées dans le quartier ou à l'atelier, en donnera avis au directeur de l'intérieur, qui le transmettra au receveur de l'enregistrement pour lui servir de décharge.

Art. 9. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 10 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 183.

N° 180. — *ARRÊTÉ portant nominations provisoires dans l'ordre judiciaire à la Guyane.*

Cayenne, le 10 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu notre arrêté en date du 3 de ce mois, qui appelle M. Mittaine à remplir les fonctions de procureur général, en l'absence du titulaire;

Vu les art. 61 de l'ordonnance du 28 août 1828, 150 de celle du 21 décembre suivant et 3 de l'arrêté du 4 février 1849;

Vu les besoins du service;

Considérant qu'il est recommandé, lorsqu'il s'agit de pourvoir provisoirement à des vacances, de se conformer aux règles du service; qu'il est juste, en effet, de respecter, autant que possible, les droits hiérarchiques;

Sur la proposition du procureur général impérial;

De l'avis du conseil privé;

Arrête :

Article premier.

M. Maurel (Jean-Baptiste-Joseph-Victor), conseiller à la cour impériale, est chargé provisoirement de remplir les fonctions de conseiller président de ladite cour, en remplacement de M. Mittaine.

Il jouira, pendant la durée de son intérim, de l'indemnité allouée au président pour frais de représentation.

Art. 2. Sont nommés provisoirement, savoir :

M. de Ligonier (Michel-Joseph), conseiller auditeur près la cour impériale, substitut du procureur général impérial.

M. Mourié (Hilaire), substitut du procureur impérial, juge d'instruction près le tribunal de première instance.

M. Sudraud-Desisles (Eugène), juge auditeur près le tribunal de première instance, conseiller auditeur près la cour.

M. Rol (Charles-Antoine), licencié en droit, juge de paix titulaire de Sinnamary, substitut du procureur impérial, en remplacement de M. Mourié.

M. Besse (Louis-Marie-Frédéric-Eugène), avocat, juge auditeur près le tribunal de première instance, en remplacement de M. Virgile, dont la démission a été acceptée.

Art. 3. M. Besse recevra la moitié du traitement alloué au titulaire.

Art. 4. L'ordonnateur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
Le Procureur général impérial, p. i.,
MITTAINE.

Enregistré au greffe de la Cour impériale.
Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 139.

N° 181. — *ARRÊTÉ portant promulgation du décret du 15 janvier 1853, qui déclare exécutoires dans les colonies diverses lois et autres actes de la législation métropolitaine.*

Cayenne, le 12 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane ;

Vu la dépêche ministérielle du 20 janvier dernier, n° 28 ;

Sur le rapport du procureur général impérial ;

Arrête :

Article premier.

Le décret impérial du 15 janvier 1853, qui déclare exécutoires dans les colonies diverses lois et autres actes de la législation métropolitaine, est promulgué à la Guyane.

Art. 2. Le commandant militaire et les autres chefs d'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 12 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
Le Procureur général impérial, p. i.,
MITTAINE.

Enregistré au greffe de la Cour impériale.
Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 190.

N° 182. — *DÉCRET qui déclare exécutoires dans les colonies diverses lois et autres actes de la législation métropolitaine.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, salut:

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies;

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir à la publication, dans les colonies, de divers actes de la législation métropolitaine, en attendant qu'il ait été statué sur le régime législatif de ces établissements par le sénatus-consulte organique de leur constitution;

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER.

Sont déclarés exécutoires dans les colonies les lois et autres actes ci-après désignés:

1° La loi du 17 mai 1826, sur les substitutions;

2° La loi du 21 mai 1836, portant prohibition des loteries;

3° Les lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847, sur les irrigations;

4° L'art. 1^er^ de la loi du 25 juillet 1845, sur la vente des substances vénéneuses,

Ensemble

L'ordonnance du 29 octobre 1846, portant règlement sur l'exécution de la même loi;

5° La loi des 2 et 9 janvier 1850, qui modifie l'art. 472 du Code d'instruction criminelle, en ce qui touche le mode d'exécution des jugements rendus par contumace;

6° La loi des 22, 29 janvier, 7 et 12 février 1851, concernant les individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés, et les enfants des étrangers naturalisés;

7° Le décret du 25 mars 1852, qui abroge celui du 28 juillet 1848 sur les *clubs*, à l'exception de l'art. 13, et déclare applicables aux réunions publiques les art. 291, 292 et 294 du Code pénal et les art. 1, 2 et 3 de la loi du 10 avril 1834;

8° La loi du 3 juillet 1852, sur la réhabilitation des condamnés (1).

Art. 2. Est rétabli le paragraphe 2 de l'art. 187 du Code pénal colonial, concernant les pénalités dont peuvent être passibles les capitaines de navires, en cas de suppression ou d'ouverture de lettres.

Art. 3. Les lois, décrets et arrêtés promulgués dans les colonies seront exécutoires, 1° au chef-lieu, le jour de leur publication dans le *Journal officiel*; 2° pour les autres localités, dans les délais qui seront déterminés proportionnellement aux distances par des arrêtés des gouverneurs.

Dans les établissements coloniaux où il n'existe pas d'imprimerie ni de journaux, la promulgation sera soumise au mode déterminé par les gouverneurs ou commandants desdits établissements.

Art. 4. Notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 15 janvier 1853.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 12, — 1853.

N° 183. *LOI sur les substitutions.*

17 — 18 mai 1826.

Les biens dont il est permis de disposer, aux termes des art. 913, 915 et 916 du Code civil, pourront être donnés en tout ou en partie, par acte entre-vifs ou testamentaire, avec la charge de les rendre à un ou plusieurs enfants du donataire, nés ou à naître, jusqu'au deuxième degré inclusivement. — Seront observés, pour l'exécution de cette disposition, les art. 1051 et suivants du Code civil jusques et y compris l'art. 1074.

---

(1) Insérée à la *Feuille de la Guyane française*, n° 45, — 1852.

N° 184. *LOI portant prohibition des loteries.*

21 mai 1836.

ARTICLE PREMIER.

Les loteries de toute espèce sont prohibées.

ART. 2. Sont réputées loteries et interdites comme telles,

Les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunies des primes ou autres bénéfices dus au hasard, et généralement toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort.

ART. 3. La contravention à ces prohibitions sera punie des peines portées à l'art. 410 du Code pénal.

S'il s'agit de loteries d'immeubles, la confiscation prononcée par ledit article sera remplacée, à l'égard du propriétaire de l'immeuble mis en loterie, par une amende qui pourra s'élever jusqu'à la valeur estimative de cet immeuble.

En cas de seconde ou ultérieure condamnation, l'emprisonnement et l'amende portés en l'art. 410 pourront être élevés au double du *maximum*.

Il pourra, dans tous les cas, être fait l'application de l'art. 463 du Code pénal.

ART. 4. Ces peines seront encourues par les auteurs, entrepreneurs ou agents de loteries françaises ou étrangères, ou des opérations qui leur sont assimilées.

Ceux qui auront colporté ou distribué des billets, ceux qui, par des avis, annonces, affiches ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître l'existence de ces loteries ou facilité l'émission des billets, seront punis des peines portées en l'art. 411 du Code pénal: il sera fait application, s'il y a lieu, des deux dernières dispositions de l'article précédent.

ART. 5. Sont exceptées des dispositions des art. 1 et 2 ci-dessus, les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, lorsqu'elles auront été autorisées dans les formes qui seront déterminées par des règlements d'administration publique.

N° 185. *LOI sur les irrigations.*

Au palais des Tuileries, le 29 avril 1845.

LOUIS-PHILIPPE, Roi des Français, à tous présents et à venir, salut.

Les Chambres ont adopté, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article premier.

Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer, pourra obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à la charge d'une juste et préalable indemnité.

Sont exceptés de cette servitude, les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations.

Art. 2. Les propriétaires des fonds inférieurs devront recevoir les eaux qui s'écouleront des terrains ainsi arrosés, sauf l'indemnité qui pourra leur être due.

Seront également exceptés de cette servitude, les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations.

Art. 3. La même faculté de passage sur les fonds intermédiaires pourra être accordée au propriétaire d'un terrain submergé en tout ou en partie, à l'effet de procurer aux eaux nuisibles leur écoulement.

Art 4. Les contestations auxquelles pourront donner lieu l'établissement de la servitude, la fixation du parcours de la conduite d'eau, de ses dimensions et de sa forme, et les indemnités dues, soit au propriétaire du fonds traversé, soit à celui du fonds qui recevra l'écoulement des eaux, seront portées devant les tribunaux, qui, en prononçant, devront concilier l'intérêt de l'opération avec le respect dû à la propriété.

Il sera procédé devant les tribunaux comme en matière sommaire, et, s'il y a lieu à expertise, il pourra n'être nommé qu'un seul expert.

Art. 5. Il n'est aucunement dérogé par les présentes dispositions aux lois qui règlent la police des eaux.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

Donnons en mandement à nos cours et tribunaux, préfets, corps administratifs et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre

plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 29e jour du mois d'avril 1845.

Signé : LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,
Signé : N. MARTIN (du Nord).

Par le Roi :

Le Ministre Secrétaire d'État de l'agriculture et du commerce,
Signé : L. CUNIN-GRIDAINE.

N° 186. *LOI sur les irrigations.*

Au palais de Neuilly, le 11 juillet 1847.

LOUIS-PHILIPPE, Roi des Français, à tous présents et à venir, salut.

Les Chambres ont adopté, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article premier.

Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer, pourra obtenir la faculté d'appuyer sur la propriété du riverain opposé les ouvrages d'art nécessaires à sa prise d'eau, à la charge d'une juste et préalable indemnité.

Sont exceptés de cette servitude les bâtiments, cours et jardins attenant aux habitations.

Art. 2. Le riverain sur le fonds duquel l'appui sera réclamé pourra toujours demander l'usage commun du barrage, en contribuant pour moitié aux frais d'établissement et d'entretien ; aucune indemnité ne sera respectivement due dans ce cas, et celle qui aurait été payée devra être rendue.

Lorsque cet usage commun ne sera réclamé qu'après le commencement ou la confection des travaux, celui qui le demandera devra supporter seul l'excédant de dépense auquel donneront lieu les changements à faire au barrage pour le rendre propre à l'irrigation des deux rives.

Art. 3. Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'application des deux articles ci-dessus seront portées devant les tribunaux.

Il sera procédé comme en matière sommaire, et, s'il y a lieu à expertise, le tribunal pourra ne nommer qu'un seul expert.

ART. 4. Il n'est aucunement dérogé, par les présentes dispositions, aux lois qui règlent la police des eaux.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos cours et tribunaux, préfets, corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais de Neuilly, le 11 juillet 1847.

Signé: LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,
Signé: HÉBERT.

Par le Roi :
Le Pair de France, Ministre Secrétaire d'État au département des travaux publics,
Signé: H. JAYR.

N° 187. *LOI sur la vente des substances vénéneuses.*

Au palais des Tuileries, le 19 juillet 1845.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les contraventions aux ordonnances royales portant règlement d'administration publique, sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses, seront punies d'une amende de cent francs à trois mille francs, et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, sauf application, s'il y a lieu, de l'art. 463 du Code pénal.

Dans tous les cas, les tribunaux pourront prononcer la confiscation des substances saisies en contravention.

.....

Fait au palais des Tuileries, le 19e jour du mois de juillet 1845.

Signé: LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,
Signé: N. MARTIN (du Nord).

Par le Roi :
Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé: L. CUNIN-GRIDAINE.

N° 188. — *ORDONNANCE DU ROI portant règlement sur la vente des substances vénéneuses.*

Au palais de Saint-Cloud, le 29 octobre 1846.

LOUIS-PHILIPPE, Roi des Français, à tous présents et à venir, salut.

Vu la loi du 19 juillet 1845, portant :

« Art. 1er. Les contraventions aux ordonnances royales portant règlement d'administration publique, sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses, seront punies d'une amende de cent francs à trois mille francs, et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, sauf application, s'il y a lieu, de l'art. 463 du Code pénal.

» Dans tous les cas, les tribunaux pourront prononcer la confiscation des substances saisies en contravention.

» Art. 2. Les art. 34 et 35 de la loi du 21 germinal an XI seront abrogés à partir de la promulgation de l'ordonnance qui aura statué sur la vente des substances vénéneuses. »

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de l'agriculture et du commerce ;

Notre conseil d'État entendu ;

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Du commerce des substances vénéneuses.

Article premier.

Quiconque voudra faire le commerce d'une ou de plusieurs des substances comprises dans le tableau annexé à la présente ordonnance sera tenu d'en faire préalablement la déclaration devant le maire de la commune, en indiquant le lieu où est situé son établissement.

Les chimistes, fabricants ou manufacturiers, employant une ou plusieurs desdites substances, seront également tenus d'en faire la déclaration dans la même forme.

Ladite déclaration sera inscrite sur un registre à ce destiné, et dont un extrait sera remis au déclarant : elle devra être renouvelée dans le cas de déplacement de l'établissement.

Art. 2. Les substances auxquelles s'applique la présente ordonnance ne pourront être vendues ou livrées qu'aux commerçants, chimistes, fabricants ou manufacturiers qui auront fait la déclaration prescrite par l'article précédent, ou aux pharmaciens.

Lesdites substances ne devront être livrées que sur la demande écrite et signée de l'acheteur.

Art. 3. Tous achats ou ventes de substances vénéneuses seront inscrits sur un registre spécial, coté et parafé par le maire ou par le commissaire de police.

Les inscriptions seront faites de suite et sans aucun blanc, au moment même de l'achat ou de la vente; elles indiqueront l'espèce et la quantité des substances achetées ou vendues, ainsi que les noms, professions et domicile des vendeurs ou des acheteurs.

Art. 4. Les fabricants et manufacturiers employant des substances vénéneuses en surveilleront l'emploi dans leur établissement, et constateront cet emploi sur un registre établi conformément au premier paragraphe de l'art. 3.

TITRE II.

De la vente des substances vénéneuses par les pharmaciens.

Art. 5. La vente des substances vénéneuses ne peut être faite, pour l'usage de la médecine, que par les pharmaciens, et sur la prescription d'un médecin, chirurgien, officier de santé, ou d'un vétérinaire breveté.

Cette prescription doit être signée, datée, et énoncer en toutes lettres la dose desdites substances, ainsi que le mode d'administration du médicament.

Art. 6. Les pharmaciens transcriront lesdites prescriptions, avec les indications qui précèdent, sur un registre établi dans la forme déterminée par le paragraphe premier de l'art. 3.

Ces transcriptions devront être faites de suite et sans aucun blanc.

Les pharmaciens ne rendront les prescriptions que revêtues de leur cachet, et après y avoir indiqué le jour où les substances auront été livrées, ainsi que le numéro d'ordre de la transcription sur le registre.

Ledit registre sera conservé pendant vingt ans au moins, et devra être représenté à toute réquisition de l'autorité.

Art. 7. Avant de délivrer la préparation médicale, le pharmacien y apposera une étiquette indiquant son nom et son domicile, et rappelant la destination interne ou externe du médicament.

Art. 8. L'arsenic et ses composés ne pourront être vendus, pour d'autres usages que la médecine, que combinés avec d'autres substances.

Les formules de ces préparations seront arrêtées, sous l'approbation de notre ministre secrétaire d'État de l'agriculture et du commerce, savoir :

Pour le traitement des animaux domestiques, par le conseil des professeurs de l'école royale vétérinaire d'Alfort;

Pour la destruction des animaux nuisibles et pour la conservation des peaux et objets d'histoire naturelle, par l'école de pharmacie.

Art. 9. Les préparations mentionnées dans l'article précédent ne pourront être vendues ou délivrées que par les pharmaciens, et seulement à des personnes connues et domiciliées.

Les quantités livrées, ainsi que le nom et le domicile des acheteurs, seront inscrits sur le registre spécial, dont la tenue est prescrite par l'art. 6.

Art. 10. La vente et l'emploi de l'arsenic et de ses composés sont interdits pour le chaulage des grains, l'embaumement des corps et la destruction des insectes.

TITRE III.

Dispositions générales.

Art. 11. Les substances vénéneuses doivent toujours être tenues, par les commerçants, fabriquants, manufacturiers et pharmaciens, dans un endroit sûr et fermé à clef.

Art. 12. L'expédition, l'emballage, le transport, l'emmagasinage et l'emploi doivent être effectués par les expéditeurs, voituriers, commerçants et manufacturiers, avec les précautions nécessaires pour prévenir tout accident.

Les fûts, récipients ou enveloppes ayant servi directement à contenir les substances vénéneuses ne pourront recevoir aucune autre destination.

Art. 13. A Paris et dans l'étendue du ressort de la préfecture de police, les déclarations prescrites par l'art. 1er seront faites devant le préfet de police.

Art. 14. Indépendamment des visites qui doivent être faites en vertu de la loi du 21 germinal an XI, les maires ou commissaires de police, assistés, s'il y a lieu, d'un docteur en médecine désigné par le préfet, s'assureront de l'exécution des dispositions de la présente ordonnance.

Ils visiteront, à cet effet, les officines des pharmaciens, les boutiques et magasins des commerçants et manufacturiers vendant ou employant lesdites substances. Ils se feront représenter les registres mentionnés dans les art. 1er, 3, 4 et 6, et constateront les contraventions.

Leurs procès-verbaux seront transmis au procureur du roi, pour l'application des peines prononcées par l'art. 1er de la loi du 19 juillet 1845.

Art. 15. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture et du commerce, et notre garde des sceaux, ministre secré-

taire d'État de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 octobre 1846.

Signé : LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Ministre Secrétaire d'État au département de l'agriculture et du commerce,

Signé : L. CUNIN-GRIDAINE.

N° 189. *Tableau des substances vénéneuses.*

Acétate de mercure.
Acétate de morphine.
Acétate de zinc.
Arsenic (acide arsenieux), composés et préparations qui en dérivent.
Acide cyanhydrique.
Aconit et ses composés.
Alcool sulfurique (eau de Rabel).
Anémone pulsatile et ses préparations.
Angusture fausse et ses préparations.
Atropine.
Belladonne et ses préparations.
Brucine et ses préparations.
Bryone et ses préparations.
Cantharides et leurs préparations.
Carbonate de cuivre et d'ammoniaque.
Cévadille et ses préparations.
Chlorure d'antimoine.
Chlorure de morphine.
Chlorure ammoniaco-mercuriel.
Chlorure de mercure.
Ciguës et leurs préparations.
Codéine et ses préparations.
Coloquinte et ses préparations.
Conicine et ses préparations.
Coque du Levant et ses préparations.
Colchique et ses préparations.
Cyanure de mercure.
Daturine.
Digitale et ses préparations.
Elatérium et ses préparations.
Ellébore blanc et noir et leurs préparations.
Émétine.
Émétique (tartrate de potasse et d'antimoine).
Épurge et ses préparations.
Euphorbe et ses préparations.
Fèves de Saint-Ignace, préparations qui en dérivent.
Huile de cantharides.
Huile de ciguë.
Huile de croton tiglium.
Huile d'épurge.
Iodure d'ammoniaque.
Iodure d'arsenic.
Iodure de potassium.
Iodure de mercure.
Kermès minéral.
Laurier cerise et ses préparations.
Laudanum ; composés et mélanges.
Liqueur arsenicale de Pearson.
Liqueur arsenicale de Fouler.
Morphine et ses composés.
Narcéine.
Narcisse des prés.
Narcotine.
Nicotianine.
Nicotine.
Nitrate ammoniaco-mercuriel.
Nitrates de mercure.
Opium.
Oxyde de mercure.
Picrotoxine.

Pignon d'Inde.	Staphysaigre.
Rhus radicans.	Sulfate de mercure.
Sabine.	Strychnine et ses composés.
Solanine.	Tartrate de mercure.
Soufre doré d'antimoine.	Turbith minéral.
Seigle ergoté, préparations qui en dérivent.	Vératrine.

Vu pour être annexé à l'ordonnance royale du 29 octobre 1846, enregistrée sous le n° 8918.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'agriculture et du commerce,
L. CUNIN-GRIDAINE.

N° 190. — *LOI qui modifie l'art. 472 du Code d'instruction criminelle.*

Du 2 janvier 1850.

L'Assemblée nationale législative a adopté d'urgence la loi dont la teneur suit :

L'art. 472 du Code d'instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit :

« Extrait du jugement de condamnation sera, dans les huit jours de » la prononciation, à la diligence du procureur général ou de son » substitut, inséré dans l'un des journaux du département du dernier » domicile du condamné.

» Il sera affiché, en outre, 1° à la porte de ce dernier domicile; 2° » de la commune du chef-lieu d'arrondissement où le crime a été » commis; 3° du prétoire de la cour d'assises.

» Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au directeur de » l'administration de l'enregistrement et des domaines du domicile du » contumax.

» Les effets que la loi attache à l'exécution par effigie seront produits » à partir de la date du dernier procès-verbal constatant l'accomplis- » sement de la formalité de l'affiche prescrite par le présent article. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 janvier 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé : Dupin; Arnaud (de l'Ariége), Lacaze, Chapot, Peupin, Heeckeren, Bérard.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé : LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : E. Rouher.

N° 191. — *LOI concernant les individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés, et les enfants des étrangers naturalisés.*

Des 22, 29 janvier et 7 février 1851.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit:

ARTICLE PREMIER.

Est Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires accrédités en France par le gouvernement étranger.

ART. 2. L'art. 9 du Code civil est applicable aux enfants de l'étranger naturalisé, quoique nés en pays étranger, s'ils étaient mineurs lors de la naturalisation.

A l'égard des enfants nés en France ou à l'étranger, qui étaient majeurs à cette même époque, l'art. 9 du Code civil leur est applicable dans l'année qui suivra celle de ladite naturalisation.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 22, 29 janvier et 7 février 1851.

Le Président et les Secrétaires,

Signé: DUPIN; ARNAUD (de l'Ariége), LACAZE, CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

N° 192. — *DÉCRET qui abroge celui du 28 juillet 1848, sur les clubs, à l'exception de l'art. 13, et déclare applicables aux réunions publiques les art. 291, 292 et 294 du Code pénal, et les art. 1, 2 et 3 de la loi du 10 avril 1834.*

Du 25 mars 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu les art. 291 et suivants du Code pénal, qui prononcent les peines applicables à ceux qui font partie des associations ou réunions illicites;

Vu la loi du 10 avril 1834, sur les associations;

Vu le décret du 28 juillet 1848, sur les clubs;

Sur le rapport du ministre de la police générale;

Considérant que le droit d'association et de réunion doit être réglementé de manière à empêcher le retour de désordres qui se sont produits sous le régime d'une législation insuffisante pour les prévenir;

Qu'il est du devoir du Gouvernement d'apprécier et de prendre les mesures nécessaires pour qu'il puisse exercer sur toutes les réunions

publiques une surveillance qui est la sauvegarde de l'ordre et de la sûreté de l'État;

Considérant que la loi du 22 juin 1849, suspensive du décret du 28 juillet 1848, ayant déjà reconnu le danger des clubs, avait décidé qu'un projet de loi serait présenté à l'assemblée pour interdire les clubs et régler l'exercice du droit de réunion;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

Le décret du 28 juillet 1848, sur les clubs, est abrogé, à l'exception toutefois de l'art. 13 de ce décret, qui interdit les sociétés secrètes.

ART. 2. Les art. 291, 292 et 294 du Code pénal, et les art. 1, 2 et 3 de la loi du 10 avril 1834, seront applicables aux réunions publiques, de quelque nature qu'elles soient.

ART. 3. Le ministre de la police générale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais des Tuileries, le 25 mars 1852.

Signé : LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la police générale,

Signé: DE MAUPAS.

N° 193. *Art. 13 du décret du 28 juillet 1848, sur les clubs.*

Les sociétés secrètes sont interdites. Ceux qui seront convaincus d'avoir fait partie d'une société secrète seront punis d'une amende de cent à cinq cents francs, d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et de la privation des droits civiques de un an à cinq ans.

Ces condamnations pourront être portées au double contre les chefs ou fondateurs desdites sociétés.

Ces peines seront prononcées sans préjudice de celles qui pourraient être encourues pour crimes ou délits prévus par les lois.

N° 194. *LOI sur les associations.*

Le 10 avril 1834.

ART. 1er. Les dispositions de l'art. 291 du Code pénal sont applicables aux associations de plus de vingt personnes, alors même que ces associations seraient partagées en sections d'un nombre moindre, et qu'elles ne se réuniraient pas tous les jours ou à des jours marqués.

L'autorisation donnée par le Gouvernement est toujours révocable.

Art. 2. Quiconque fait partie d'une association non autorisée sera puni de deux mois à un an d'emprisonnement et de cinquante francs à mille francs d'amende.

En cas de récidive, les peines pourront être portées au double.

Le condamné pourra, dans ce dernier cas, être placé sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui n'excédera pas le double du maximum de la peine.

L'art. 463 du Code pénal pourra être appliqué dans tous les cas.

Art. 3. Seront considérés comme complices et punis comme tels, ceux qui auront prêté ou loué sciemment leur maison ou appartement pour une ou plusieurs réunions d'une association non autorisée.

N° 195. — *DÉCISION qui charge M.* Giraud (*Philippe*), *commissaire de police au quartier de Roura, d'y remplir en même temps les fonctions provisoires de commissaire-commandant, en remplacement de M.* Flotte (*Urbain*).

Cayenne, le 22 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 5 du décret colonial du 30 juin 1835, concernant l'organisation municipale à la Guyane française;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Décide :

Article premier.

La décision en date du 3 décembre 1852, qui nomme M. Flotte (Urbain) commissaire-commandant du quartier de Roura, est rapportée.

Art. 2. M. Giraud (Philippe), commissaire de police audit quartier, y remplira en même temps les fonctions provisoires de commissaire-commandant.

Il aura droit, pendant la durée de ses fonctions, à l'allocation annuelle de *cinq cents francs* attribuée par l'arrêté du 1er décembre 1848 au commissaire-commandant de Roura, pour subvenir aux frais d'écritures de l'état civil.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 22 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 143.

N° 196. — *DÉCISION qui réintégre dans les fonctions de percepteur du quartier de l'Ile-de-Cayenne M.* Douillard *(Félix), commissaire-commandant dudit quartier, de retour de congé de France.*

Cayenne, le 22 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 20 août 1850, concernant le recouvrement des contributions directes et les frais de poursuites dans les quartiers;

Étant nécessaire que les percepteurs ruraux résident dans les quartiers même dont ils sont chargés de recouvrer l'impôt;

Considérant, d'un autre côté, qu'il convient que les fonctions de percepteur soient, autant que possible, confiées aux fonctionnaires municipaux plus à même d'assurer la perception par leur expérience des personnes et des choses de leur localité;

Vu la décision du 12 mai 1851, qui accorde un congé de convalescence à M. Douillard (Félix), commissaire-commandant et percepteur du quartier de l'Ile-de-Cayenne;

Sur le rapport du directeur de l'intérieur;

Décide:

Article premier.

M. Douillard (Félix), commissaire-commandant du quartier de l'Ile-de-Cayenne, reprendra, à partir du 1er avril pro-

chain, les fonctions de percepteur de ce quartier, qu'il exerçait lors de son départ pour France, en congé de convalescence.

M. Dechamp (Germain), commissaire-commandant du quartier du Tour-de-l'Ile, cessera, en conséquence, ses fonctions provisoires de percepteur du quartier de l'Ile-de-Cayenne, et fera remise à M. Douillard de tous les papiers et registres concernant ce service.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 22 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 142.

N° 197. — *ARRÊTÉ qui nomme M.* Merlet *maire de la ville de Cayenne, en remplacement de M.* Condery.

Cayenne, le 24 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu le décret colonial du 30 juin 1835, concernant l'organisation municipale à la Guyane française;

Vu le décret du Gouvernement provisoire du 27 avril 1848, concernant l'attribution de certains pouvoirs aux commissaires généraux dans les colonies;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Arrête :

Article premier.

M. Merlet (Nicolas) est nommé maire de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Condery (Louis-Auguste-Alexandre), dont la démission est acceptée.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 24 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 153.

N° 198. — *ARRÊTÉ qui promulgue dans la colonie le décret du 15 janvier 1853, sur le serment à prêter par les officiers, fonctionnaires et employés relevant du département de la marine, et l'arrêté ministériel du 17 décembre 1852, qui détermine la forme de cette nouvelle prestation de serment.*

Cayenne, le 25 mars 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la dépêche ministérielle du 24 janvier dernier, n° 36;

Sur la proposition du procureur général impérial;

ARRÊTE ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le décret impérial du 15 janvier 1853, sur le serment à prêter par les officiers, fonctionnaires relevant du département de la marine, conformément à l'art. 16 du décret du 25 décembre 1852, ainsi que l'arrêté ministériel du 17 du même mois, qui détermine la forme de cette nouvelle prestation de serment, sont promulgués dans la colonie.

ART. 2. Le délai dans lequel les magistrats, officiers et fonctionnaires devront prêter le serment prescrit sera d'un mois, à partir d'aujourd'hui, pour tous ceux qui résident soit à Cayenne, soit dans les quartiers autres que ceux d'Oyapock et de Mana.

Le délai sera de deux mois pour ceux qui résident à Oyapock ou à Mana.

ART. 3. Le commandant militaire et les autres chefs d'administration sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 25 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 190.

N° 199. — *DÉCRET sur le serment à prêter par les officiers, fonctionnaires et employés relevant du département de la marine.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, salut :

Vu l'art. 14 de la constitution qui établit le serment ;

L'art. 16 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, qui modifie la formule dudit serment ;

Et le décret du 8 mars 1852, qui déclare que le refus de serment sera considéré comme une démission ;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et de la marine ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1er. Les officiers, fonctionnaires et employés relevant des départements de la guerre et de la marine prêteront le serment prescrit par l'art. 16 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, modificatif de l'art. 14 de la constitution.

ART. 2. Tout officier, fonctionnaire ou employé qui aura refusé de remplir cette obligation sera considéré comme démissionnaire.

ART. 3. Des arrêtés ministériels détermineront la forme et les délais dans lesquels cette nouvelle prestation de serment aura lieu, suivant les grades et les positions.

ART. 4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et de la marine sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 15 janvier 1853.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Maréchal de France, Ministre Secrétaire d'État au département de la guerre,

A. DE SAINT-ARNAUD.

Le Ministre Secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 13, — 1853.

N° 200. — *ARRÊTÉ MINISTÉRIEL qui détermine la forme de la nouvelle prestation de serment.*

Conformément à l'art. 3 du décret impérial du 15 de ce mois, le ministre de la marine et des colonies a pris l'arrêté ci-après reproduit pour déterminer, en ce qui concerne son département, la forme et les délais dans lesquels devra avoir lieu la prestation du serment prescrit par l'art. 16 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, modificatif de l'art. 14 de la constitution:

Paris, le 17 janvier 1853.

En exécution du décret du 15 janvier 1853, les préfets maritimes, les chefs de service dans les sous-arrondissements maritimes et dans les établissements situés hors des ports adres-

seront au ministre, dans le délai d'un mois, à partir du 20 janvier, leur serment revêtu de leur signature (1).

Les officiers généraux et autres commandant en chef, ou commandants particuliers, à la mer, loin de France, le commandant supérieur de la marine en Algérie, ainsi que les officiers employés sous ses ordres sur le littoral, adresseront leur serment dans un délai d'un mois, qui courra du jour où leur sera parvenu le *Bulletin officiel de la marine* contenant le présent arrêté.

Dans le même délai, les officiers des états-majors embarqués prêteront serment en présence de l'équipage assemblé sous les armes :

1° A bord des bâtiments montés par des officiers généraux, entre les mains de ces officiers généraux;

2° A bord des autres bâtiments, entre les mains du commandant.

L'équipage présentera les armes; la formule du serment sera lue, et chaque officier répondra successivement: *Je le jure.*

Le procès-verbal constatera le nom des officiers qui auront personnellement prêté serment et le nombre de marins présents.

Chacun des procès-verbaux sera immédiatement adressé au ministre.

Les officiers des équipages de ligne prêteront serment en tête des marins de la division sous les armes, entre les mains du major général de la marine.

Les officiers des troupes de la marine prêteront serment en tête du corps, sous les armes et avec le drapeau, entre les mains du major général.

A cet effet, la troupe sera formée de manière à présenter les trois côtés d'un carré. Les officiers se placeront sur un seul rang, dix pas en avant de la ligne du fond; le major général sera en face de cette même ligne et fera, s'il y a lieu, placer près de lui le drapeau avec sa garde.

---

(1) *Je jure obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur.* (Art. 16 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852.)

« Tout officier, fonctionnaire ou employé qui aura refusé de remplir cette obligation sera considéré comme démissionnaire. » (Art. 2 du décret impérial du 15 janvier 1853.)

Ces dispositions faites, on ouvrira le ban, la troupe présentera les armes, la formule du serment sera lue, et chaque officier répondra successivement: *Je le jure.*

Puis on fermera le ban, les officiers rentreront dans le rang et le corps défilera.

Le commissaire aux revues, pour la troupe, le commissaire aux armements, pour les équipages de ligne, dressera procès-verbal.

Le procès-verbal constatera le nom des officiers qui auront personnellement prêté serment et le nombre des hommes sous les armes.

Dans la gendarmerie maritime, les officiers, sous-officiers et gendarmes prêteront serment, en la forme accoutumée, devant les tribunaux de première instance.

Cette disposition est applicable aux syndics des gens de mer et aux gardes maritimes.

Pour les officiers généraux non pourvus de commandement, pour les officiers sans troupe de toutes armes, les fonctionnaires de tous les services de la marine, les officiers de santé et les divers employés civils ou militaires, un registre sera ouvert:

Soit à la majorité générale du port;

Soit au secrétariat du chef de service dans les sous-arrondissements, au dépôt de la marine et dans les établissements situés hors des ports;

Soit, pour les quartiers *obliques*, dans les bureaux du commissaire de l'inscription maritime;

Soit enfin pour les chefs de service et employés de l'administration centrale, dans la direction du cabinet.

En tête de ce registre sera écrit le serment; seront ensuite relatés, dans diverses colonnes, les noms, prénoms et positions de tous les officiers ou employés; une dernière colonne recevra, par émargement, leur signature. A l'expiration du délai, le registre sera clos et arrêté.

Les officiers, fonctionnaires et employés en disponibilité ou en non-activité seront tenus au serment comme ceux qui se trouvent en activité.

Cette disposition est également applicable aux officiers, fonctionnaires et employés en congé ou en mission pour le service.

Les personnes comprises dans ces deux dernières catégories devront adresser directement au ministre leur serment, revêtu de leur signature.

Les membres du conseil d'amirauté, du conseil des travaux prêteront serment entre les mains de leur président ou vice-président, qui en fera dresser procès-verbal.

Les officiers, fonctionnaires et employés attachés aux différentes inspections générales prêteront serment entre les mains des inspecteurs généraux.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,
THÉODORE DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 13, — 1853.

N° 201. — *ARRÊTÉ qui confère des noms patronymiques à divers individus.*

Cayenne, le 31 mars 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 23 janvier 1851;

Vu les demandes adressées au parquet par les individus ci-après nommés, à l'effet d'obtenir des noms patronymiques;

Vu les insertions faites par eux dans la Feuille officielle de la Guyane;

Attendu, d'ailleurs, que toutes les formalités prescrites par l'arrêté précité ont été remplies sans qu'il soit survenu aucune opposition à ces demandes;

Sur la proposition du procureur général impérial;

De l'avis du conseil privé;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les nommés *Pierre*, âgé aujourd'hui de 19 ans, et *Énoc*, son frère, âgé aujourd'hui de 14 ans, tous deux nés et demeurant à Cayenne, sont autorisés à prendre le nom patronymique de NICONS, qui est celui de leur mère.

ART. 2. La nommée *Reine*, blanchisseuse, âgée aujourd'hui de 22 ans, née et demeurant à Cayenne, autrefois esclave du S^r DIEUDONNÉ, est autorisée à prendre le nom potronymique de GÉRÉMINE, qui est celui de sa mère.

ART. 3. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 31 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:
Le Procureur général impérial, p. i.,
MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 191.

N° 202. — *ARRÊTÉ qui nomme M.* BERTHIER *(Gustave) commissaire-commandant du quartier de Kourou, en remplacement de M.* FRONTIN *(Thierry), décédé.*

Cayenne, le 31 mars 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le décret colonial du 30 juin 1835, concernant l'organisation municipale à la Guyane française;

Vu la nécessité de remplacer M. *Thierry* FRONTIN, commissaire-commandant du quartier de Kourou, décédé;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

M. BERTHIER (Gustave), lieutenant-commissaire-commandant du quartier de Kourou, est nommé commissaire-commandant dudit quartier, en remplacement de M. *Thierry* FRONTIN, décédé.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 31 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:
Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,
A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 155.

N° 203. — *ARRÊTÉ qui charge M.* BASSIGNY *(Eugène), commissaire de police à Kourou, des fonctions provisoires de lieutenant-commissaire-commandant de ce quartier.*

Cayenne, le 31 mars 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le décret colonial du 30 juin 1835, concernant l'organisation municipale à la Guyane française ;

Vu l'arrêté de ce jour qui charge M. BERTHIER (Gustave), lieutenant-commissaire-commandant du quartier de Kourou, des fonctions de commissaire-commandant dans cette localité;

Étant nécessaire de pourvoir à la nomination d'un lieutenant-commissaire-commandant pour ce quartier;

Vu le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848, concernant l'attribution de certains pouvoirs aux commissaires généraux dans les colonies;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

M. BASSIGNY (Eugène), commissaire de police du quartier de Kourou, remplira en même temps les fonctions provisoires de lieutenant-commissaire-commandant de ce quartier.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 31 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 156.

N° 204. — *ARRÊTÉ portant que l'obligation de travail imposée aux condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement sera désormais exécutée soit à l'intérieur soit à l'extérieur des prisons.*

Cayenne, le 31 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les art. 21, 40 et 41 du Code pénal;

Considérant que des circonstances locales ne permettent pas de procurer aux détenus un travail régulier dans l'intérieur des prisons; qu'ainsi le but moralisateur que la loi s'est proposé en édictant que les condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement seront assujettis au travail, ne se trouve pas atteint;

Considérant qu'il est indispensable, pour entrer dans les vues du législateur, d'employer au dehors les condamnés de ces deux catégories à des travaux d'utilité publique pour l'exécution desquels l'administration manque de bras; que cette mesure satisfera d'ailleurs aux demandes réitérées qui ont été faites à ce sujet par la plupart des condamnés eux-mêmes;

Vu l'art. 11 de la loi du 24 avril 1833, sur le régime législatif des colonies;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur et du procureur général impérial;

De l'avis du conseil privé;

Arrête :

Article premier.

L'obligation de travail imposée aux condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement sera désormais exécutée soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des prisons.

Les condamnés travaillant au dehors seront employés à des travaux d'utilité publique sur les divers points de la colonie qu'il conviendra à l'administration d'indiquer.

Art. 2. Pendant ces travaux, ils devront être constamment surveillés par des gardiens, de manière à ce qu'ils ne puissent, en aucun moment, communiquer avec personne.

Art. 3. Ils seront occupés dix heures par jour, et recevront un salaire réglé selon leurs forces et le résultat de leur travail, savoir :

Les condamnés à la reclusion.

Ouvriers de 1re classe	0f 50c
—— de 2e classe	0 35
—— de 3e classe	0 20

Les condamnés à l'emprisonnement.

Ouvriers de 1re classe	0f 60c
—— de 2e classe	0 45
—— de 3e classe	0 30

Ce produit sera appliqué à leur profit ainsi qu'il suit :

Une moitié leur sera délivrée, s'ils le méritent, pour se procurer quelques adoucissements;

L'autre moitié sera retenue pour former un fonds de réserve destiné à leur être remis à leur sortie.

Art. 4. Seront observées, à l'égard des condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement employés aux travaux extérieurs, les prescriptions contenues en la section III du règlement du 19 novembre 1851, sur les prisons de la Guyane française.

Art. 5. Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent.

Art. 6. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 31 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 159.

N° 205. — *ARRÊTÉ qui règle la composition de la ration journalière attribuée aux transportés dans les lieux de dépôts.*

Cayenne, le 31 mars 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la nécessité d'apporter des modifications dans le régime alimentaire des transportés et de régler à nouveau la composition de la ration journalière qui doit leur être allouée;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

A partir du 1er avril prochain, la ration journalière des transportés sur les dépôts est fixée et sera répartie ainsi qu'il suit :

NATURE des DENRÉES.	QUANTITÉS par RATION.	DIVISION PAR REPAS. DÉJEUNER.	DÎNER.	SOUPER.	OBSERVATIONS.
Pain frais.....	0k 750g	0k 100g	0k 325g	0k 325g	
Ou Biscuit.....	0 550	0 080	0 235	0 235	
Ou Farine.....	0 612	»	»	»	
Vin.....	0l 50c	»	0l 25c	0l 25c	
Viande fraîche (1).	0k 250g	»	0k 250g	»	(1) Trois repas par semaine, autant que possible les dimanche, mardi et jeudi.
Ou Bœuf salé.....	0 250	»	0 250	»	
Ou Lard salé.....	0 180	»	0 180	»	
Légumes secs.....	0 140	0 020	0 020(2)	0k 100g	(2) Les légumes secs ou le riz ne sont à délivrer que pour les dîners de viande salée.
Ou Riz.....	0 080	0 010	0 010(2)	0 060	
Assaisonnements.					
Huile d'olive.....	0k 009g	0k 003g	»	0k 006g	
Ou Saindoux.....	0 015	0 005	»	0 010	
Sel.....	0 022	»	»	»	
Vinaigre (3).....	0l 025m	»	»	»	(3) Y compris celui de la purification pour acidulage. Il ne sera jamais délivré de tafia en remplacement de vinaigre.

ART. 2. Dans le cas où les comestibles qui doivent composer la ration manqueraient dans la colonie, il y sera suppléé par les denrées du pays. La nature et la quantité de ces denrées seront déterminées d'après l'usage local.

Il pourra même être fait plus souvent, sur la demande des rationnaires et l'avis des officiers de santé, des délivrances de

denrées du pays ou d'autres provenances, en remplacement des comestibles désignés ci-dessus.

ART. 3. Sont et demeurent rapportés l'arrêté du 22 mai 1852 et la décision du 17 février dernier.

ART. 4. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 31 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 172.

N° 206. — *ARRÊTÉ qui fixe la composition du trousseau des transportés et la durée réglementaire des effets d'habillement et de literie qui le composent.*

Cayenne, le 31 mars 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Considérant qu'il est nécessaire de fixer la composition du trousseau des transportés et d'assigner en même temps la durée des effets d'habillement et de literie à leur délivrer ;

Sur la proposition de l'ordonnateur et du directeur des établissements pénitentiaires ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La composition du sac des transportés et la durée réglementaire de chaque objet sont fixées comme au tableau ci-après :

QUANTITÉS.	NOMENCLATURE DES EFFETS.	DURÉE de CHAQUE EFFET.	VALEUR de CHAQUE EFFET.	OBSERVATIONS.
Trois	Pantalons de fatigue...	Huit mois.	2f 70c	
Deux	Vareuses en toile.....	Douze mois.	4 50	
Deux	Chemises en laine.....	Douze mois.	7 05	
Trois	Chemises en coton.....	Six mois.	3 75	
Deux	Mouchoirs de poche...	Six mois.	0 40	
Deux	Paires de souliers (1)...	Six mois.	5 67	(1) Ou une seule paire et deux paires de sabots.
Une	Brosse à laver.....	Douze mois.	0 40	
Un	Peigne.....	Dix-huit mois.	0 20	
Un	Chapeau de paille (2)..	Six mois.	1 80	(2) Il sera fourni à chaque transporté la paille et le fil nécessaire à la confection du chapeau.
Un	Sac en toile.....	Trente-six mois.	3 90	

Couchage.

Un	Hamac garni.....	Vingt-quatre m.	10 91	2 anneaux en fer à 22c l'un..... 0f 44c Ligne pour raban..... 0 21 2 araignées de hamac à 33c l'un..... 0 66 Hamac en toile 9 60 10 91
Une	Couverture en laine....	Quarante-huit m.	6 00	

ART. 2. Chaque transporté sera porteur d'un sac complet à son arrivée au dépôt. Les effets d'habillement et de couchage délivrés seront inscrits sur son livret et sur sa feuille matricule.

ART. 3. Le commandant du dépôt passera la revue du sac une fois par mois.

Art. 4. Les effets ne seront remplacés qu'à l'expiration de leur durée réglementaire. Cependant, en cas d'usure anticipée, le commandant se fera rendre compte des causes qui ont entraîné la détérioration, et n'autorisera le remplacement immédiat et gratuit que lorsqu'il aura acquis la certitude qu'elle ne provient pas de la négligence du transporté.

Art. 5. Si le transporté ne peut prouver que l'usure anticipée n'est point attribuable à sa négligence, le commandant du dépôt pourra encore faire délivrer immédiatement les articles strictement nécessaires, mais, dans ce cas, le transporté sera assujetti en dehors des heures assignées au travail à des occupations extraordinaires.

L'heure de travail extraordinaire représentera une valeur de dix centimes.

Le nombre d'heures que devra le transporté sera calculé sur l'anticipation de l'usure et sur la valeur attribuée aux vêtements dans le tableau ci-dessus.

Art. 6. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 31 mars 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 195.

N° 207. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 31 mars 1853.*

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	» » le kil.		
Sucre brut.....	0 44 id.		
Café... marchand...	1 80 id.		
Café... en parchemin	1 20 id.		
Coton.....	1 50 id.		
Cacao.....	0 60 id.		
Roucou.....	2 10 id.		

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Girofle (noir (clous).	» » le kil.		
Girofle (blanc.....	» » id.		
Girofle (griffes.....	» » id.		
Tafia.....	70 00 les 100 l.		
Mélasse.....	» » id		
Couac.....	0 25 le kil.		
Peaux de bœufs.....	9 00 la peau.		

Cayenne, le 31 mars 1853.

Les Membres de la commission,
E. BESSE, J. AUGER, A. FERJUS.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,
MANGO.

Vu : *Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,*
A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 347.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 208. — Par dépêche ministérielle du 15 janvier 1853, n° 22 *(Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires)*, avis est donné qu'une permutation a été autorisée entre MM. MERLET et LASSIGNIARDIE, commis receveurs de l'enregistrement à la Martinique et à Cayenne. Aux termes de ladite dépêche, M. MERLET, quoique attaché au cadre de la Guyane, sera maintenu dans le traitement de 2,000 fr. par an.

N° 209. — Par dépêche ministérielle du 5 février 1853, n° 62 *(Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires)*, avis est donné de l'envoi à la Guyane d'une sœur hospitalière de S^{t}-Paul de Chartres, destinée à remplacer dans le service pénitencier la sœur SYMPHROSE, décédée.

N° 210. — Par dépêche ministérielle du 15 février 1853, n° 86 *(Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires)*, avis est donné que M. DE BILLY (Anatole) est destiné à servir à la Guyane française en qualité d'écrivain de la marine, au traitement de 1,200 fr. par an, sur le pied colonial.

N° 211. — Par dépêche ministérielle du 21 février 1853, n° 93 *(Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires)*, avis est donné de la démission du S^r^ TACQUET (Louis-Marie), pilote à la Guyane, qui se trouvait en congé à Nantes.

N° 212. — Par dépêche ministérielle du 26 février 1853, n° 112 *(Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires)*, avis est donné du passage comme gendarme à pied dans la compagnie de la Guyane du S^r^ PASCAL (Jean-Pierre), garde à pied dans la garde de Paris.

N° 213. — Par ordre du 1^er^ mars 1853, il a été prescrit à M. le commandant de la corvette à vapeur *le Caméléon*, de recevoir à son bord M. SARDA GARRIGA, ex-commissaire général à la Cuyane française, rentrant en France.

N° 214. — Par décision du 2 mars 1853, M. SÉVENÉ (Charles-Émile), aide-commissaire de la marine, a été nommé chef du service administratif aux îles du Salut, en remplacement de M. DUGUEY, commis de marine, rappelé au chef-lieu.

N° 215. — Par décision du même jour, M. DUGUEY, commis de marine, a été attaché au détail des approvisionnements et vivres.

N° 216. — Par ordre du même jour, il a été prescrit à M. LASNERET (Eugène), commis de marine, chargé des fonctions de secrétaire-archiviste de la colonie et de chef du secrétariat du gouvernement, d'en faire la remise, le 3 du courant, à M. PENAUD DE LAGARLIÈRE, aide-commissaire.

Le même ordre met, à compter dudit jour, M. Lasneret à la disposition de l'ordonnateur.

N° 217. — Par ordre du même jour, M. Penaud de Lagarlière (Henry), aide-commissaire de la marine, a été appelé à remplir, à partir du 3 du courant, les fonctions de secrétaire-archiviste et de chef du secrétariat du gouvernement, en remplacement de M. Lasneret.

N° 218. — Par décision du même jour, il a été prescrit à M. Frizac (Édouard-Victor-Emmanuel), lieutenant de vaisseau, nommé à l'emploi de capitaine de port à Cayenne et récemment arrivé dans la colonie, de prendre ses fonctions à compter dudit jour.

N° 219. — Par décision du même jour, M. Sireuil (Antoine-Charles), enseigne de vaisseau, qui remplissait les fonctions de capitaine de port à Cayenne, et qui était pourvu en même temps du commandement de la goëlette de servitude *l'Ibis*, a été maintenu, jusqu'à son départ pour France, dans le commandement de ladite goëlette.

Par suite de cette disposition, la solde de cet officier a été réglée comme suit, savoir: le traitement de son grade sera imputé au compte du service marine, et le supplément à la mer, ainsi que le traitement de table qui lui sont attribués par le décret du 19 octobre 1851, seront payés au compte du service local.

N° 220. — Par décision du 3 mars 1853, un passage pour France, à bord du navire du commerce *la Smala*, a été accordé à M^me^ Eynard, femme d'un lieutenant d'infanterie de marine, et à son enfant, en bas âge, à l'effet d'aller rejoindre son mari, récemment parti pour Toulon, et qu'elle n'avait pu suivre au moment de son départ.

N° 221. — Par décision du même jour, le S^r^ Madiba, surveillant rural de 2^e^ classe au quartier de Roura, est descendu, à compter du 1^er^ du courant, à la 3^e^ classe de son emploi.

N° 222. — Par décision du même jour, le S^r^ Régis (Léonard-Laurent) a été nommé surveillant rural de 2^e^ classe au quartier de Roura, en remplacement du S^r^ Madiba.

N° 223. — Par décision du 5 mars 1853, la solde journalière de 3 fr. attribuée au S^r^ *Jules-Martin* Urbain, écrivain expéditionnaire au bureau des revues, a été portée à 3 fr. 50 cent., à compter du 1^er^ février dernier.

N° 224. — Par ordre du contre-amiral gouverneur, du 8 mars 1853, il a été prescrit à M. Sireuil (Antoine-Charles), enseigne de vaisseau, commandant provisoire de la goëlette du service local *l'Ibis*, de débarquer de ce bâtiment et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *la Chimère*, pour se rendre en France.

N° 225. — Par décision du même jour, M. Quoniam, sous-commissaire de la marine de 1^re^ classe, annoncé par dépêche ministérielle du 22 janvier 1853, n° 34, et récemment arrivé dans la colonie, a été chargé, à compter dudit jour, de la direction du détail des approvisionnements et vivres, en remplacement de M. Signoret, aide-commissaire.

N° 226. — Par décision du même jour, M. Signoret, aide-commissaire de la marine, a été nommé chef du bureau des travaux, en remplacement de M. Cuzent, commis de marine.

N° 227. — Par ordre du contre-amiral gouverneur, du 9 mars 1853, il a été prescrit à M. l'abbé Cadoret, aumônier de la corvette *la Fortune*, de débarquer de ce bâtiment et d'embarquer sur *la Chimère*, pour se rendre à la Martinique à la disposition du gouverneur de cette colonie.

N° 228. — Par décision du même jour, la somme de 1,200 fr. faisant partie du traitement de M. Ménard (Gabriel), instituteur primaire au collége de Cayenne, et payable sur les produits des rétributions collégiales, d'après la décision du 14 décembre 1852, sera reportée, à compter du 1er février 1853, sur le fonds de 5,000 fr. inscrit au budget du *Service local, personnel, art. 1er, solde et accessoires de la solde, divers agents, instituteurs au collége de Cayenne.*

N° 229. — Par décisions du 10 mars 1853, les nominations suivantes ont eu lieu dans le personnel de l'atelier de l'imprimerie du gouvernement, à compter du 1er février, savoir:

Le jeune Vauquelin (Jules) a été nommé apprenti compositeur, aux appointements annuels de 300 fr.;

Le Sr *Léonce* Good apprenti pressier, aux appointements annuels de 600 fr.;

Le Sr Mercier couseur relieur, aux appointements annuels de 900 fr., imputables au compte du chap. IV, service local.

N° 230. — Par décision du même jour, la solde du Sr Simon (Gustave), compositeur typographe à l'imprimerie du gouvernement, a été fixée à 1,800 fr. par an, à compter du 1er février dernier.

N° 231. — Par décision du 12 mars 1853, l'arrêté du 18 février dernier, qui institue une commission chargée de réviser l'arrêté du 4 août 1852, concernant les livrets et les engagements de travail, a été rapporté.

N° 232. — Par ordre du 14 mars 1853, M. le lieutenant Gauzy, du 3e régiment d'infanterie de marine, a été embarqué à bord de la corvette *la Fortune*, comme officier passager, en attendant son transbordement sur un bâtiment de l'État rentrant en France, où il est renvoyé à la disposition du ministre.

N° 233. — Par décision du 16 mars 1853, M. Martin (Félix-Oscar-Véran) a été nommé, à compter du 1er dudit mois, écrivain auxiliaire de la marine, aux appointements de 1,000 f. par an, et a été attaché en cette qualité au bureau des fonds, en remplacement de M. Ste-Rose, appelé à continuer ses services au bureau central de la transportation.

N° 234. — Par décision du même jour, les appointements du concierge de l'hôtel du gouvernement ont été réduits, à compter du 1er janvier 1853, de 1,340 fr., prévus au budget du service général, à 1,000 fr. par an, et les 340 fr. restant disponibles ont été alloués annuellement, à compter de ladite époque, au Sr Passérieux, comme préposé à la garde des dépendances dudit hôtel.

N° 235. — Par décision du 20 mars 1853, il a été réglé que MM. Durand, directeur des établissements pénitentiaires, et Saillard, sous-directeur, recevront au compte du chap. V, le premier, par assimilation à un commissaire de marine, une somme de 1,920 fr., et le second, par assimilation à un sous-commissaire, une somme de 720 fr. par an, à titre d'indemnité de logement et d'ameublement.

N° 236. — Par décision du même jour, il a été réglé que M. Penaud de Lagarlière, aide-commissaire de la marine, centralisateur du service administratif de la division navale de la Guyane, chargé des fonctions de secrétaire-archiviste, recevra, à ce titre, à compter du 3 mars courant, un supplément de solde de 2,000 fr. par an, imputable à l'art. 1er du chap. III du budget du service général.

N° 237. — Par arrêté du même jour, M. Bouché (Pierre-Antoine) a été chargé de la direction des travaux de construction et de culture à exécuter sur les bords de l'Oyapock, en vue de la création d'un premier établissement pénitentiaire. Il lui est alloué à ce titre, à partir du 20 mars, une somme de 500 fr. par mois, imputable sur les fonds de l'art. 4. Travaux et approvisionnements. — Travaux. — Travaux d'assainissement, de défrichement, etc. Il aura droit en outre à la ration journalière.

N° 238. — Par décision du 21 mars 1853, il a été réglé qu'il sera accordé à chacun des deux sapeurs du génie détachés comme piqueurs aux îles du Salut, en raison de leur position exceptionnelle, une indemnité de 2 fr. par jour de présence sur les travaux.

N° 239. — Par décision du même jour, M. CUZENT (Antoine-Joseph-Marie), commis de marine, a été nommé chef du service administratif à l'îlet la Mère, à partir du 1er avril prochain.

Il recevra en cette qualité la ration en nature et jouira d'une indemnité annuelle de 400 fr., pour frais de bureau.

N° 240. — Par décision du 22 mars 1853, M. VERPAULT, lieutenant d'infanterie de marine, a été nommé commandant particulier du dépôt des transportés de la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. le capitaine MATTE, du même corps, qui, sur sa demande, rentre à Cayenne.

N° 241. — Par ordre du même jour, il a été prescrit à M. AUTRIC (Marius), chirurgien de la marine de 3e classe, détaché provisoirement aux îles du Salut, d'embarquer sur la corvette de charge *la Fortune*, pour y continuer les fonctions de son grade.

N° 242. — Par décision du même jour, les nommés *Dominique* DOMANETTE et *Louis* AUCONE ont été portés sur les contrôles en qualité de garçons de bureau de l'hôtel du gouvernement, à partir du 1er du courant, et le nommé POLLUX a été institué gardien du mobilier dudit hôtel.

N° 243. — Par décision du 24 mars, le nommé BORIA (Édouard) a été pourvu, à compter dudit jour, de l'emploi de garçon de bureau au détail des approvisionnements, en remplacement du nommé Yo, qui a cessé son service depuis le 14.

N° 244. — Par décision du 25 mars 1853, la démission de M. Michely (Stratonis), conseiller municipal de la ville de Cayenne, a été acceptée.

N° 245. — Par décision du même jour, M. Dumas, chirurgien de la marine de 3e classe, provisoirement embarqué sur l'aviso à vapeur *le Styx*, pendant son voyage au Para, a été débarqué de ce bâtiment ledit jour.

N° 246. — Par ordre du même jour, M. Gauzy, lieutenant d'infanterie de marine, a été embarqué sur le navire marchand *le Commerce*, comme passager à la table du capitaine, pour se rendre à la Martinique.

N° 247. — Par décision du 26 mars 1853, il a été réglé qu'à partir du 1er avril prochain, il sera délivré pour le service du bureau de la poste aux lettres 125 grammes de cire à cacheter par mois, au lieu de 36 grammes alloués par la décision du 28 avril 1851.

N° 248. — Par décision du même jour, M. Lasneret, commis de marine, attaché à l'administration de la Guyane française, a été, à défaut de bâtiment de l'État, embarqué sur le navire du commerce *la Smala*, pour rentrer en France.

N° 249. — Par décision du 29 mars 1853, la femme Molette (Marie-Magdeleine-Laya), sage-femme à l'hôpital, précédemment payée au compte du chap. Ier, services militaires, recevra, à dater du 1er janvier 1853, sur le chap. IV, service local (art. 5, dépenses diverses), une solde fixée à 500 fr. par an.

N° 250. — Par décision du même jour, il a été réglé qu'à partir du 1er avril prochain, il serait délivré, pour l'éclairage de l'officier de garde au poste de la place, une bougie entière du poids de 100 grammes, par vingt-quatre heures.

N° 251. — Par décision, prise en conseil privé le 31 mars 1853, il a été accordé aux jeunes *Félicie* Laurençot et *Mathilde* Lajard, âgées de 9 ans, deux demi-bourses, vacantes au pensionnat des sœurs de St-Joseph, le 19 avril prochain, par suite de la sortie des Dlles Pigrée et Volmar.

N° 252. — D'une délibération du conseil privé, en date du même jour, il résulte que M. le gouverneur a décidé qu'à l'avenir le trésorier, astreint par l'art. 16 de l'arrêté du 18 décembre 1840 à délivrer des quittances aux contribuables dégrévés qui sont illettrés, absents ou décédés, sera affranchi de cette formalité pour les inconnus.

N° 253. — Par décision prise en conseil privé le même jour, sur le rapport du procureur général, une ration journalière, composée de pain et de viande salée, a été accordée, à partir du 1er avril prochain, au Sr *Joseph* Alfred, exécuteur des arrêts criminels à Cayenne.

N° 254. — Par arrêté du même jour, M. Castets (Jean), conseiller auditeur près la cour impériale de la Guyane, a été délégué, par empêchement de M. le juge impérial et de M. le lieutenant de juge, pour juger l'affaire actuellement pendante devant le tribunal de première instance de Cayenne entre la fabrique de cette ville et le Sr Mallet, habitant-propriétaire.

N° 255. — Par décision du même jour, le Sr Delafon (Mathieu-Émile) a été, à compter du 7 du présent mois, provisoirement attaché au bureau des revues, comme écrivain expéditionnaire, à raison de 5 fr. par jour.

OMISSION AU BULLETIN DU MOIS DE DÉCEMBRE 1852.

N° 256. — Par ordre du 15 décembre 1852, approuvé par le commissaire général, il a été alloué au sergent chef du poste militaire de Malouet, à Oyapock, comme chargé de la direction de la boulangerie et de la conservation des vivres et du matériel dudit poste, une gratification journalière de 75 centimes.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 4.

AVRIL 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 257. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 663* (Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires), *portant envoi d'exemplaires du décret du 6 décembre 1852, qui accorde amnistie aux déserteurs et insoumis.*

Paris, le 20 décembre 1852.

Monsieur le commissaire général, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint dix exemplaires du décret du 6 décembre 1852, qui accorde amnistie aux déserteurs et insoumis de l'armée de terre.

A ce décret sont annexées des instructions qui en indiquent le mode d'exécution. Vous aurez à donner des ordres pour qu'on s'y conforme dans la colonie.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 375.

N° 258. — *DÉCRET qui accorde amnistie aux déserteurs et insoumis.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Voulant signaler par des actes de clémence notre avénement au trône, où le vœu de la nation nous a appelé;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre;

Avons DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Amnistie est accordée aux sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats de l'armée de terre en état de désertion et aux insoumis qui, à la date du présent décret, n'ont pas été jugés et condamnés définitivement.

ART. 2. L'amnistie est entière, absolue et sans condition de servir pour les déserteurs et insoumis qui se trouvent dans l'un des cas suivants :

1° Pour les insoumis qui appartiennent à l'une des classes jusques et y compris celle de 1840, ou qui se sont engagés volontairement antérieurement au 31 décembre 1840;

2° Pour les déserteurs qui ont été admis sous les drapeaux, à quelque titre que ce soit, antérieurement au 31 décembre 1841;

3° Pour les déserteurs et insoumis actuellement mariés, ou veufs ayant un ou plusieurs enfants, ou bien âgés, à la date du présent décret, de plus de 36 ans;

4° Pour les déserteurs et insoumis qui se trouveraient, à la date du présent décret, dans l'un des cas d'exemption prévus par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832 (1);

(1) Seront exemptés..... les jeunes gens..... qui se trouveront dans un des cas suivants; savoir :

1° Ceux qui n'auront pas la taille de 1 mètre 56 centimètres;

2° Ceux que leurs infirmités rendront impropres au service;

3° L'aîné d'orphelins de père et de mère;

4° Le fils unique ou l'aîné des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'aîné des petits-fils d'une femme actuellement veuve, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante et dixième année;

5° Pour les déserteurs auxquels il ne reste pas, à la même date, plus d'une année de service à faire pour atteindre le temps de leur libération.

Art. 3. Les déserteurs ou insoumis qui ne remplissent pas l'une des conditions du précédent article seront tenus d'entrer dans l'armée pour y accomplir le temps de service auquel ils sont astreints par la loi du 21 mars 1832, temps dans lequel celui de leur absence ne sera pas compté.

Art. 4. L'application de l'amnistie sera faite par les autorités auxquelles le ministre de la guerre adressera des instructions à cet effet. Les déserteurs et insoumis devront se présenter devant l'une d'elles pour formuler leur déclaration de repentir, avant l'expiration des délais ci-après, qui compteront à partir de la date du présent décret; savoir :

Deux mois pour ceux qui sont dans l'intérieur de l'Empire ;

Trois mois pour ceux qui sont en Corse ;

Six mois pour ceux qui sont hors du territoire français, mais en Europe ou en Algérie ;

Un an pour ceux qui sont hors d'Europe ;

Et dix-huit mois pour ceux qui sont au delà du cap de Bonne-Espérance ou du cap Horn.

Art. 5. A l'expiration de ces délais, le ministre de la guerre donnera des ordres à l'effet de poursuivre de nouveau les déserteurs et insoumis qui ne se seront pas présentés pour réclamer le bénéfice de la présente amnistie.

Ceux des déserteurs et insoumis qui ne sont pas dégagés de l'obligation de servir, et qui, après avoir reçu l'application de l'amnistie et avoir pris une feuille de route pour rejoindre un corps, ne se rendraient pas à leur destination dans les délais fixés par les règlements, resteront sous le poids de la législation relative à la désertion et à l'insoumission et seront considérés comme déserteurs ou insoumis par récidive.

5° Le plus âgé des deux frères appelés à faire partie du même tirage et désignés tous deux par le sort, si le plus jeune est reconnu propre au service ;

6° Celui dont un frère sera sous les drapeaux, à tout autre titre que pour remplacement ;

7° Celui dont un frère sera mort en activité de service, ou aura été réformé ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

ART. 6. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 6 décembre 1852.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre Secrétaire d'État au département de la guerre,
A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 259. — *INSTRUCTIONS du ministre secrétaire d'État de la guerre pour l'exécution du décret du 6 décembre 1852, concernant les déserteurs et les insoumis.*

Paris, le 8 décembre 1852.

I. Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat de l'armée de terre, ainsi que tout jeune soldat, qui est présentement en état de désertion ou d'insoumission, ou qui n'a pas été définitivement condamné pour l'un ou l'autre de ces délits, est compris dans l'amnistie accordée par l'Empereur.

II. Les généraux commandant les divisions militaires,
Les généraux de brigade commandant les subdivisions,
Les officiers supérieurs commandants de place,
Les officiers de gendarmerie,
Et les commandants de dépôts de recrutement seront chargés de recevoir la déclaration de repentir exigée par le décret du 6 décembre 1852. A cet effet, ils ouvriront deux contrôles pour y recevoir :

Sur le premier, la déclaration des déserteurs ou insoumis qui ont droit à l'amnistie entière, absolue et sans condition de servir, accordée par l'art. 2 dudit décret;

Et, sur le second, celle des déserteurs ou insoumis qui ne sont pas dégagés de l'obligation de servir.

Ces contrôles seront conformes aux modèles n° 1 et n° 2 ci-annexés. Le contrôle n° 2 sera clos à l'expiration des délais fixés par l'art. 4 du décret du 6 décembre 1852, et tous deux seront déposés dans les archives de l'état-major de la division militaire.

III. Les déserteurs et insoumis détenus ou non détenus qui demanderont à jouir du bénéfice de l'amnistie entière et sans condition de servir, devront produire l'une des pièces indiquées au tableau n° 3 ci-annexé, pour justifier de leur position.

IV. Au vu de cette pièce, qui restera annexée au contrôle n° 1, le fonctionnaire devant lequel les déserteurs ou insoumis mentionnés dans l'article précédent auront fait leur déclaration leur délivrera un certificat de libération conforme au modèle n° 4, en exécutant les dispositions des art. 7 et 8 des présentes instructions. Les hommes détenus recevront, en outre, une feuille de route, avec indemnité, pour se rendre dans leurs foyers.

V. Les déserteurs et insoumis auxquels les dispositions de l'art. 2 du décret du 6 décembre 1852 ne sont pas applicables, devront, pour jouir du bienfait de l'amnistie, et, s'ils ne sont pas détenus, se présenter, dans les délais fixés par ledit décret, devant l'un des fonctionnaires ci-dessus désignés, pour y faire leur déclaration de repentir. Ils seront inscrits sur le contrôle n° 2, et il leur sera délivré une feuille de route, avec indemnité, pour se rendre librement, savoir :

Les déserteurs, au corps ou au dépôt du corps auquel ils ont appartenu, pour y être de nouveau incorporés,

Et les insoumis devant le commandant du dépôt de recrutement du département dans lequel ils auront fait leur déclaration, pour être ensuite dirigés sur un des corps de l'armée.

Ils pourront provisoirement être placés en subsistance dans un des régiments voisins.

VI. Ceux de ces déserteurs et insoumis qui sont détenus et non jugés définitivement feront leur déclaration de repentir devant l'un de ces mêmes fonctionnaires. Ils seront inscrits, comme eux, sur le contrôle n° 2, et recevront la même destination.

VII. Le fonctionnaire qui aura reçu la soumission d'un déserteur ou d'un insoumis devra, avant de délivrer le certificat d'amnistie ou d'assigner la destination mentionnée dans les paragraphes 5 et 6, s'assurer de l'identité de l'homme qui se présente. A cet effet, si le déserteur ou l'insoumis n'a pu produire les pièces désignées au tableau n° 3, pour constater d'une manière positive son état de désertion ou d'insoumission, ce fonc-

tionnaire demandera son signalement n° 1, au chef du corps ou au commandant du dépôt de recrutement.

Dans le cas où ce dernier n'aurait pas à sa disposition des documents suffisants pour répondre à cette demande, il en référera au ministre (bureau de la justice militaire). Pour éviter des écritures qui entraîneraient une grande perte de temps, le ministre adressera en communication le signalement original qui a été formé lors de la désertion ou de l'insoumission de l'individu; mais cette pièce, après avoir servi à établir le signalement n° 2, lui sera renvoyée dans le plus bref délai.

VIII. Après que l'autorité militaire devant laquelle la soumission aura été faite, aura constaté d'une manière complète l'identité du déserteur ou de l'insoumis, elle délivrera le certificat d'amnistie ou dirigera l'homme, ainsi qu'il a été dit plus haut.

Dans le premier cas, elle transmettra une copie du certificat au ministre de la guerre (bureau de la justice militaire), et une autre, au chef du corps ou au commandant de dépôt de recrutement auquel appartient l'homme amnistié; dans le second, après lui avoir délivré une feuille de route, elle informera le chef du corps de la date présumée de son arrivée à destination. Le commandant du dépôt de recrutement devant lequel se sera présenté un insoumis n'appartenant pas à son département devra en donner aussi avis au commandant du dépôt de recrutement auquel l'insoumis appartient.

IX. Tout déserteur ou insoumis qui ne sera pas dégagé de l'obligation de servir recevra, lors de son immatriculation au corps, un acte de rémission conforme au modèle n° 5. Cet acte sera visé par l'officier général ou supérieur commandant sur les lieux, et mention en sera faite sur les registres matricules du corps.

X. Le commandant d'un corps ou d'un dépôt de recrutement qui recevra, en conformité des présentes instructions, la copie du certificat d'amnistie accordée à un déserteur ou insoumis, devra adresser aux diverses autorités un signalement n° 2, au nom de cet homme, en se conformant aux circulaires des 12 octobre 1832 et 16 février 1847. Le même signalement sera adressé, lors de leur rentrée au corps, pour les déserteurs ou insoumis amnistiés avec l'obligation d'achever leur temps de service.

XI. Le déserteur qui, au moment de la publication du décret du 6 décembre 1852, aura pris du service dans un autre corps que celui qu'il a abandonné, pourra y continuer son service. Il ne sera plus recherché ni poursuivi pour le fait de désertion, s'il est actuellement présent à son nouveau corps et s'il fait connaître sa position au commandant du corps, qui en rendra un compte spécial au ministre (bureau de la justice militaire).

XII. Lorsque le militaire amnistié appartiendra à un corps qui aura été supprimé depuis sa désertion, il sera incorporé, s'il y a lieu, dans un autre corps de l'arme dans laquelle il sera reconnu apte à servir : l'autorité qui aura reçu sa soumission adressera directement son signalement n° 2 aux autorités à qui le n° 1 aura pu être envoyé, et, en même temps, elle en informera le ministre (bureau de la justice militaire).

XIII. Les déserteurs et insoumis qui ne sont pas dégagés de l'obligation de servir et qui, après avoir profité de l'amnistie et avoir reçu une feuille de route pour rejoindre un corps, ne se rendraient pas à leur destination dans les délais fixés par les règlements, seront de nouveau signalés, aussitôt que leur disparition sera connue, recherchés et poursuivis comme déserteurs ou insoumis par récidive. Les dispositions des circulaires des 12 octobre 1832 et 16 février 1847 seront exécutées rigoureusement à cet égard.

XIV. Toutes poursuites judiciaires sont suspendues contre les militaires qui se sont rendus coupables de désertion ou d'insoumission antérieurement à la promulgation du décret d'amnistie; mais elles seront reprises à l'expiration du délai de deux mois, fixé par l'art. 4 dudit décret, contre les déserteurs et insoumis désignés dans l'art. 5 des présentes instructions, qui, n'ayant droit qu'à l'amnistie avec condition de servir, n'auront pas fait leur soumission. A cet effet, et à partir du 6 février 1853, les commandants de corps et de dépôts de recrutement s'occuperont de rechercher les déserteurs et insoumis qui ne se seront pas présentés, afin de faire recommencer les poursuites à leur égard. Ces poursuites n'empêcheront pas que ceux qui constateraient leurs droits à des délais plus longs, ou à l'amnistie entière et absolue, ne soient admis à recevoir l'application du décret, s'ils justifient de leur position.

Toutefois, avant d'établir les signalements n° 1, il sera fait un relevé des registres matricules et des contrôles d'insoumis-

sion, dans les archives des corps et des dépôts de recrutement, des déserteurs et des insoumis ci-dessus désignés, c'est-à-dire, en général, des déserteurs entrés au service postérieurement au 31 décembre 1841, et des insoumis des classes de 1841 et suivantes. Chaque chef de corps ou de dépôt de recrutement adressera au ministre un état de ces individus, avec les observations que leur position pourra soulever : cette liste sera examinée et renvoyée avec les instructions qui seront nécessaires, et, en même temps, pour éviter des écritures inutiles, le ministre prescrira, autant que possible, d'envoyer des listes semblables aux autorités qui devront faire les recherches, au lieu de dresser de nouveaux signalements au nom des hommes.

Quant aux déserteurs et insoumis qui, ayant droit à l'amnistie entière et absolue, n'en auraient pas réclamé l'application, on ne prendra aucune mesure à leur égard, et ils seront amnistiés lorsqu'ils se présenteront ou lorsqu'ils seront arrêtés, faute de pouvoir justifier d'une position régulière.

XV. Les déserteurs et insoumis qui sont hors de France pourront faire leur soumission devant l'autorité supérieure, dans les colonies françaises, ou devant les représentants de la France, dans les pays étrangers; mais seulement s'ils ont droit à l'amnistie pleine et entière. Le fonctionnaire qui recevra leur soumission est autorisé, dans ce cas, et, pour éviter tout déplacement aux amnistiés, à leur délivrer les certificats d'amnistie; il se conformera aux dispositions de la présente instruction et en rendra un compte spécial et détaillé.

XVI. Les déserteurs condamnés par défaut ou par contumace pour délit ou crime autre que la désertion, ne pouvant prétendre au bénéfice de l'amnistie que pour délit de désertion, devront être jugés pour ces crimes et délits, à moins qu'ils n'aient atteint la prescription en vertu de l'art. 636 et suivants du Code d'instruction criminelle. Des mesures particulières seront prises à leur égard par les généraux commandant les divisions militaires.

XVII. Tout militaire ou jeune soldat qui se rendra coupable de désertion ou d'insoumission, postérieurement à la publication du décret du 6 décembre 1852, sera signalé et poursuivi conformément aux lois et règlements.

XVIII. L'amnistie n'est pas applicable aux déserteurs et

insoumis qui, à la même date, auront été définitivement condamnés.

XIX. Un nouveau compte numérique sera établi pour tous les déserteurs et insoumis qui seront à poursuivre depuis ledit décret. Ce compte sera fait suivant les règlements antérieurs. Il comprendra tous les militaires qui se sont constitués en état de désertion ou d'insoumission depuis le décret d'amnistie, et ceux à l'égard desquels les recherches auront été prescrites de nouveau, comme n'ayant pas profité de l'amnistie. Ces derniers, en entrant dans le nouveau compte, seront défalqués de l'ancien qui sera conservé comme renseignement. Toutes les fois qu'un déserteur ou un insoumis ayant droit à l'amnistie entière et absolue fera sa soumission, sa position sera régularisée, et il sera déduit de l'ancien compte.

Les chefs de corps sont dispensés d'envoyer au ministre, au 1^er^ janvier prochain, l'état numérique des déserteurs du corps en 1852. (Modèle F de la circulaire du 16 février 1847.)

XX. Par suite de ces diverses mesures, la gendarmerie n'aura plus à rechercher, comme déserteurs ou insoumis, que les hommes qui leur seront signalés depuis le 6 décembre 1852; elle n'en veillera pas moins, avec la plus scrupuleuse attention, à opérer l'arrestation des individus qui ne justifieraient pas d'une position régulière sous le rapport militaire, et lorsque, parmi eux, se trouveront des hommes qui, ayant droit à l'amnistie entière et absolue, n'en auraient pas profité, elle les déférera à l'autorité militaire pour qu'ils reçoivent l'application du décret d'amnistie.

La prime de 25 francs, accordée pour l'arrestation des déserteurs et insoumis ne sera due que pour les hommes signalés depuis le 6 décembre 1852.

XXI. A partir du 6 février 1853, l'application de l'amnistie ne pourra plus être faite en France, que par MM. les généraux commandant les divisions militaires et les commandants des dépôts de recrutement.

Le Maréchal de France,
Ministre Secrétaire d'État de la guerre,
A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 1.

AMNISTIE DU 6 DÉCEMBRE 1852.

Modèle du Contrôle des Déserteurs et Insoumis qui ont droit à l'amnistie entière, absolue et sans condition de servir.

NOMS ET PRÉNOMS des déserteurs et insoumis amnistiés.	CORPS AUXQUELS ils appartiennent.	DATES de leur ENTRÉE au service.	DATES de leur DÉSERTION.	GRADE.	SIGNALEMENT.	DATE du CERTIFICAT de libération.	OBSERVATIONS.
	S'il s'agit d'un insoumis, on indiquera dans ces quatre colonnes la classe et le département auxquels il appartient, ainsi que la date de son insoumission.						On indiquera dans cette colonne le motif pour lequel les déserteurs et insoumis auront obtenu l'application de l'amnistie entière, absolue et sans condition de servir.

N° 2.

AMNISTIE DU 6 DÉCEMBRE 1852.

Modèle du Contrôle des Déserteurs et Insoumis qui sont dans l'obligation de servir.

NOMS ET PRÉNOMS des déserteurs et insoumis amnistiés.	CORPS AUXQUELS ils appartiennent.	DATES de leur ENTRÉE au service.	DATES de leur DÉSERTION.	GRADE.	SIGNALEMENT.	DATE de leur présentation pour jouir de l'amnistie.	INDICATION DU JOUR de leur départ pour rejoindre.	INDICATION DU JOUR de leur arrivée à destination.	OBSERVATIONS.
	S'il s'agit d'un insoumis, on indiquera dans ces quatre colonnes la classe et le département auxquels il appartient, ainsi que la date de son insoumission.								Indiquer la destination qui a été donnée.

Tableau des pièces que doivent produire les Déserteurs ou Insoumis qui demanderont à jouir de l'amnistie entière, absolue et sans condition de servir, accordée par l'art. 2 du décret du 6 décembre 1852.

INDICATION DES CAS DE LIBÉRATION.	PIÈCES A PRODUIRE. (Ces pièces, notamment les certificats délivrés par les maires, devront être, autant que possible, conformes aux modèles annexés au bordereau n° 701 du Manuel du recrutement de l'ancienne loi du 10 mars 1818.)
Déserteurs admis au service, à quelque titre que ce soit, antérieurement au 31 décembre 1841.	Certificat du conseil d'administration du corps dont ils ont déserté, visé par l'intendant militaire ou le sous-intendant.
Insoumis appartenant à des classes antérieures à et y compris l'année 1840, ou qui se sont engagés volontairement antérieurement au 31 décembre 1840.	Certificat du commandant du dépôt de recrutement du département dans lequel ils ont concouru au tirage, visé par l'intendant ou le sous-intendant militaire.
Déserteurs ou insoumis âgés de plus de 36 ans.	Même certificat.
Déserteurs auxquels il ne restait pas, au moment de leur désertion, plus d'une année de service à faire pour atteindre le terme de leur libération.	Certificat du conseil d'administration du corps d'où ils ont déserté, visé par l'intendant ou le sous-intendant militaire.
Déserteurs ou insoumis mariés, ou veufs ayant un ou plusieurs enfants.	Certificat du maire, vérifié et visé par le sous-préfet.
Déserteurs ou insoumis n'ayant pas la taille de 1 mètre 56 centimètres.	N'auront aucune pièce à produire. Ils seront libérés après qu'il aura été constaté, par le fonctionnaire qui recevra leur déclaration, qu'ils n'ont pas la taille requise.
Déserteurs ou insoumis que leurs infirmités rendront impropres au service militaire.	1° Certificat de l'officier général ou supérieur commandant sur les lieux, constatant qu'ils ont été visités, en sa présence, par des officiers de santé désignés par lui, et reconnus impropres au service; 2° Certificat des officiers de santé à l'appui.
Déserteurs ou insoumis actuellement aînés d'orphelins.	Certificat du maire vérifié et visé par le sous-préfet.
Déserteurs ou insoumis aujourd'hui fils uniques ou aînés des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, petits-fils uniques ou aînés des petits-fils d'une femme actuellement veuve ou d'un père aveugle ou entré dans sa 70e année.	Même certificat.
Déserteurs ou insoumis actuellement frères aînés d'un jeune homme désigné par le sort dans le même tirage.	Même certificat.
Déserteurs ou insoumis actuellement frères d'un militaire qui est sous les drapeaux, ou qui est mort en activité de service, ou qui a été réformé ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.	1° Si le réclamant fonde ses droits sur les services d'un frère qui a été incorporé, *un certificat du conseil d'administration du corps*, ou *tout autre document authentique, faisant connaître que ce dernier sert dans ledit corps*, (ou bien) *qu'il est mort en activité de service*, (ou bien) *qu'il a été réformé pour blessures ou infirmités contractées au service;* 2° Si le frère du réclamant a été immatriculé comme jeune soldat et n'est pas encore incorporé, *un certificat du commandant du dépôt de recrutement, constatant son inscription aux registres matricules et portant qu'il n'a pas été mis en activité.*

CERTIFICAT D'AMNISTIE ABSOLUE.

Nous soussigné (1) certifions que le nommé (2) né le (3) à (4) canton d (5) arrondissement d (6) département d (7) fils d (8) et d (9) domicilié à (10) canton d (11) arrondissement d (12) département d (13) taille de 1 mètre millimètres, cheveux , sourcils , front , yeux , nez , bouche , menton , visage , teint , barbe , (14) a justifié par (15) qui a (*ou ont*) été annexé au premier contrôle des amnistiés, qu'il était (16)

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'art. 2 du décret du 6 décembre 1852, ledit (17) a obtenu de nous l'application de l'amnistie entière, absolue et sans condition de servir, de la désertion ou insoumission ci-dessus relatée, et est autorisé à rentrer dans ses foyers.

Fait à (18) le (19)

(20) (21)

(1) Noms et qualité du fonctionnaire.
(2) Noms et prénoms de l'amnistié.
(3) Date de sa naissance.
(4) Commune ou ville.
(5) Désignation du canton.
(6) *Idem* de l'arrondissement.
(7) *Idem* du département.
(8) Prénoms du père de l'amnistié.
(9) Noms et prénoms de la mère de l'amnistié.
(10) Commune ou ville.
(11) Désignation du canton.
(12) *Idem* de l'arrondissement.
(13) *Idem* du département.
(14) Ajouter les marques particulières.
(15) Désigner la pièce ou les pièces.
(16) Déserteur (*indiquer le corps*) *ou* insoumis (*désigner la classe et le département*), et qu'il appartient à une classe antérieure à l'année 1840; (*ou bien*) qu'il a été admis au service (*indiquer si c'est comme remplaçant, engagé volontaire, etc.*) antérieurement au 31 décembre 1841; (*ou bien*) qu'il ne lui restait pas, au moment de sa désertion dudit corps, plus d'une année de service à faire pour atteindre le terme de sa libération; (*ou bien*) qu'il est actuellement marié; (*ou bien*) qu'il est actuellement veuf et qu'il a un ou plusieurs enfants; (*ou bien*) qu'il se trouve actuellement dans l'un des cas d'exemption prévus par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832, sur le recrutement (*désigner le cas d'exemption spécial à l'amnistié*).
(17) Rappeler le nom de l'amnistié.
(18) Nom de la commune ou ville où le certificat a été délivré.
(19) Date du jour ou le certificat a été délivré.
(20) Signature du fonctionnaire.
(21) Cachet du fonctionnaire.

CERTIFICAT

DE RÉMISSION DU DÉLIT DE DÉSERTION OU D'INSOUMISSION.

On indiquera ici le corps.

Nous, membres du Conseil d'administration
certifions que le nommé (*mettre les noms et prénoms de l'amnistié*), fils d et d , domicilié, avant son entrée au service, a , canton d , arrondissement d , département d , né le , a , canton d , arrondissement d , département d , taille d'un mètre millimètres, cheveux , sourcils , barbe , yeux , front , nez , bouche , menton , visage , teint , (*ajouter les marques particulières*) est arrivé au corps le , après avoir fait sa déclaration de repentir pour profiter du bienfait de l'amnistie accordée aux déserteurs et insoumis par décret du 6 décembre 1852.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'art. 9 des instructions du ministre de la guerre, en date du 8 du même mois, nous avons donné audit (*rappeler ici le nom de l'amnistié*) le présent acte de rémission du délit de désertion ou d'insoumission qu'il avait commis antérieurement à la publication du décret d'amnistie précité, et mention en a été faite sur les registres matricules du

Fait à le 185 .

Signature des membres du Conseil d'administration.

Vu et approuvé par nous (*indiquer ici le grade de l'officier général ou supérieur commandant sur les lieux*).

A le 185 .

N° 260. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 434* (Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires). *Notification du décret du 26 mars 1852, relatif à la justice maritime.*

Paris, le 25 août 1852.

Monsieur le commissaire général, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joints des exemplaires d'un décret du 26 mars dernier, qui a modifié le régime de la justice maritime.

J'appelle principalement votre attention sur les dispositions de ce décret, relatives à la juridiction des conseils de guerre permanents établis dans les colonies.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 20 des dépêches ministérielles, f° 283.

N° 261. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (Direction du personnel : bureau de la justice maritime). *Instructions pour l'application du décret du 26 mars 1852 et sur le régime actuel de la justice maritime.*

Paris, le 6 août 1852.

Le Ministre aux Préfets maritimes ; Gouverneurs des colonies ; Officiers généraux, supérieurs et autres, commandant à la mer.

Messieurs, le n° 519 du *Bulletin des lois*, x^e^ série, contient, avec un rapport au Prince-Président, un décret apportant au régime de la justice maritime des modifications qui ont été reconnues nécessaires et transitoirement suffisantes pour rendre

plus prompte et plus efficace la répression des délits ou des crimes commis soit à la mer, soit dans les arsenaux.

Je vous adresse plusieurs exemplaires de cet acte (1), qui a force de loi, afin que vous en remettiez aux officiers du ministère public et greffiers, aussi bien qu'aux commandants des bâtiments rangés sous votre commandement.

Je crois devoir, en même temps, consigner ci-après quelques explications, tant sur l'application et sur les effets de cette loi, que sur certains points douteux de la législation pénale désormais en vigueur dans le département de la marine.

ARTICLE 1er. En autorisant *éventuellement* l'admission dans le conseil de justice de *deux officiers mariniers*, l'art. 1er maintient le principe que ce conseil doit être composé de *cinq officiers* toutes les fois que ce nombre peut être complété; il est bien entendu qu'en aucun cas le nombre des juges *officiers* ne doit être inférieur à *trois*. Cette modification de l'art. 23 du décret du 22 juillet 1806 permettra le plus souvent de procéder sans délai à la mise en jugement des matelots ou officiers mariniers passibles d'une peine n'excédant point la compétence du conseil de justice.

ARTICLES 5 ET 6. Après avoir énoncé les diverses *peines de discipline* applicables en remplacement de celles de l'art. 1er, titre II, de la loi du 22 août 1790 et dans les cas déterminés par les art. 2 et 3 du même titre, les art. 5 et 6 édictent une nouvelle pénalité *correctionnelle* dont le conseil de justice doit faire usage, au lieu et place de celle du 12 mars 1848, contre les délits prévus par les art. 14, 15, 22, 27, 28, 29, 30, 31, 43, 44, 45, 46, 51, 52, 53 et 54 du susdit titre II de la loi du 22 août 1790.

Compétence du conseil de justice. Dans les autres cas, la compétence du conseil de justice reste telle qu'elle résulte de la jurisprudence de la cour de cassation, qui a déclaré ce conseil apte à connaître de tous les délits imputés aux hommes embarqués et passibles de peines correctionnelles (2) (à l'exception de la *désertion*, qui doit être

(1) Il est en outre inséré au *Bulletin officiel*, 1er semestre 1852, page 383.

(2) Voir notamment les arrêts des 9 juin 1843 et 14 février 1851, ce dernier inséré au *Bulletin officiel*, 1er semestre 1851, page 239.

jugée par un conseil de guerre *permanent*, lequel est évidemment appelé à prononcer les peines qui remplacent la *bouline*, lorsque cette peine est applicable en vertu des art. 37 et 39 de l'arrêté des 5 germinal et 1er floréal an XII).

Le conseil de justice ne doit pourtant appliquer telle ou telle peine correctionnelle que *si la loi l'inflige expressément au délit à juger*, et il lui est interdit d'avoir recours au Code pénal ordinaire, lorsque la pénalité maritime ou militaire pourvoit à la répression du fait dont l'accusé est reconnu coupable. (*N. B.* D'après l'art. 18, titre III, de la loi du 12 octobre 1791, le Code pénal des vaisseaux est suppléé, *en premier lieu*, par cette loi pour les dispositions qui n'y sont pas prévues : dans le silence de ces deux codes seulement, il y a lieu d'invoquer d'abord la loi militaire, et enfin subsidiairement le Code pénal ordinaire.)

Ces principes fondamentaux, qui obligent les diverses juridictions de la marine, ayant été plus particulièrement perdus de vue par des conseils de justice, il me paraît à propos de les rappeler ici en me référant, à cet égard, à une circulaire du 14 mai 1849 (*Bulletin officiel*, 1er semestre 1849, page 281) et à des arrêts de la cour de cassation, en date des 27 juillet et 15 octobre de la même année (*Bulletin officiel*, 2e semestre 1849, pages 645, 733, 736, 802, 807 et 813).

Aux termes de l'art. 2, il est apporté au décret du 22 juillet 1806 une seconde dérogation applicable, comme la première, *seulement en cas de nécessité* et au moyen de laquelle il sera possible désormais d'arriver, dans un plus bref délai, à la mise en jugement des justiciables du conseil de guerre maritime, lesquels antérieurement, dans le cours ordinaire de la navigation, ne pouvaient parfois être jugés qu'après une détention préventive de très-longue durée. Cette disposition modificative ayant pour but d'abréger cette détention, il s'ensuit que, dans le cas où la composition *immédiate* du conseil de guerre ne peut se faire, même dans les conditions nouvellement admises, le commandant est tenu, en se conformant à l'art. 37 du décret du 22 juillet 1806, de profiter de l'occasion *la plus prochaine* pour faire juger le prévenu : il doit donc constituer ou faire constituer le conseil de guerre dès que le personnel

ARTICLE 2.

nécessaire se trouve assemblé, soit par la rencontre d'un ou de plusieurs bâtiments, soit par son arrivée dans un port ou dans une colonie.

Je dois faire remarquer ici que les lieutenants de vaisseau ne sont admissibles à siéger comme juges *qu'après épuisement* de la liste des officiers supérieurs présents, et que les fonctions de rapporteur peuvent être remplies indistinctement par un officier supérieur ou un lieutenant de vaisseau.

Nécessité du débat oral devant le conseil de guerre maritime.

Il est indispensable que le prévenu soit *toujours* accompagné des témoins dont la déposition peut constater le fait qui lui est imputé. La nécessité d'une audition *orale* de témoins résulte des art. 59, 60, 62 et 66 du décret du 22 juillet 1806, et l'on ne saurait négliger cette formalité sans commettre une nullité susceptible d'entraîner la cassation du jugement (1).

Nullité de l'arrêté du 16 nivôse an II.

Je terminerai ces observations sur la justice *à bord* en rappelant que l'arrêté du 16 nivôse an II doit être mis *complétement* à l'écart, non-seulement quant à la compétence, *mais encore quant au système de pénalité :* la jurisprudence constante de la cour de cassation en a consacré *l'abrogation définitive* comme résultant implicitement des décrets des 22 juillet et 12 novembre 1806, lesquels ont remis en vigueur le Code pénal des vaisseaux du 22 août 1790, seul applicable à bord, *dans tous les cas qui y sont prévus*, lorsqu'il n'y a pas été spécialement dérogé par des lois particulières. (*Voir notamment arrêts des* 10 *février et* 9 *juin* 1843, 10 *mai* 1849 (2), 17 *janvier* 1850 (3), *et enfin deux arrêts rendus, le* 22 *mai dernier, dans les affaires Vidal et Bedoin, ces deux derniers insérés au* Bulletin officiel *de* 1852, *n°* 20, *pages* 15 *et* 19.)

ARTICLE 3.

D'après cet article, les marins *embarqués* déserteurs des colonies ou des équipages métropolitains en cours de campagne, qui restaient naguère impunis faute de pouvoir être renvoyés en France, peuvent être traduits, suivant l'occurence, soit devant les conseils *permanents* des colonies, soit devant des

---

(1) Arrêt de la cour de cassation du 30 novembre 1832.

(2) Voir *Bulletin officiel* 1849, 2e semestre, page 433.

(3) *Idem* 1850, 1er semestre, page 105

conseils de même espece formés sur les escadres ou divisions navales; l'organisation de cette dernière juridiction sera possible dans toute escadre ou division navale dont le personnel comprendra trois officiers supérieurs pour présider chacun des trois conseils.

Il est essentiel, pour remplir la condition de *permanence*, que, dans chaque colonie ou division navale comportant la formation des conseils appelés à connaître des faits de désertion, les membres des deux conseils de guerre et des conseils de révision soient désignés *à l'avance* comme juges permanents pour un temps indéterminé : cette désignation, qui, dans chaque port, appartient au préfet maritime, est dévolue au gouverneur dans une colonie, et, dans une escadre ou division navale, à l'officier commandant la réunion de bâtiments.

Pour l'exécution du § 3 de l'article dont je m'occupe, je crois devoir rappeler :

1° Les circulaires des 27 novembre 1850 (*Bulletin officiel*, 2e semestre 1850, page 347) et 21 janvier 1851 (*Bulletin officiel*, 1er semestre 1851, page 25), l'une indiquant les pièces qui doivent accompagner les marins renvoyés sous prévention de désertion, et l'autre fixant le sens de la première au sujet du délai dans lequel la plainte en désertion doit être dressée ;

2° Que les marins déserteurs sont jugés d'après l'arrêté des 5 germinal et 1er floréal an XII, *seulement* lorsqu'ils sont *embarqués;* et que, s'ils sont *à terre* attachés aux divisions des équipages de ligne, ils sont passibles de la pénalité de l'arrêté du 19 vendémiaire an XII (1);

3° Que, contrairement au texte de l'art. 27 de l'arrêté du 5 germinal an XII, la cour de cassation a posé en principe, d'après les art. 31 et 32 de la loi du 13 brumaire an V, que, dans un conseil de guerre connaissant de la *désertion*, comme dans tout autre conseil de guerre permanent, une majorité de *cinq voix* est absolument nécessaire, tant pour la déclaration de culpabilité que pour l'application de la peine (2).

---

(1) Voir l'arrêt de la cour de cassation du 6 février 1852, inséré au *Bulletin officiel*, 1er semestre 1852, page 279.

(2) Arrêt du 9 juin 1843 (affaire Vallarin).

ARTICLE 4. Compétence tribunal maritime.

Par une nouvelle consécration du texte des art. 10, 11, 12 et 13 du décret du 12 novembre 1806, l'art 4 fait revivre, dans son intégrité primitive, la compétence des tribunaux maritimes, qui avait été successivement démembrée par plusieurs arrêts de la cour de cassation, dont la jurisprudence à cet égard est et demeure *complétement anéantie!*.. Ainsi donc, aujourd'hui, toutes les fois qu'il y a délit relatif à la police ou sûreté des arsenaux, ou au service maritime, la compétence des tribunaux maritimes n'embrasse pas seulement tous les individus attachés au service de la marine, mais elle s'étend encore sur les militaires de l'armée de terre et sur les personnes appartenant à l'ordre civil.

Il me paraît à propos de placer ici une explication sur le vrai sens des mots *service maritime* employés dans l'art. 12 du décret du 12 novembre 1806, et de faire remarquer que la juridiction instituée par le décret du 22 juillet de la même année n'est point restreinte par cet article en ce qui concerne les délits *militaires* d'insubordination ou autres, attendu qu'en rapprochant cet art. 12 de l'art. 13 qui le suit, on reconnaît que l'expression *service maritime* doit s'entendre du *service spécial des ports et arsenaux*. Cette interprétation est consignée dans un arrêt de la cour de cassation en date du 26 août 1826, intervenu à l'occasion d'un conflit négatif entre un conseil de guerre et un tribunal maritime à Brest; elle résulte également d'un autre arrêt du 2 septembre 1836 (affaire du matelot Ducasse).

ARTICLE 7. Pénalité ès arsenaux.

En même temps que les tribunaux maritimes recouvraient le droit de poursuivre, sans distinction de qualité, les auteurs, fauteurs ou complices de délits intéressant la police ou sûreté des arsenaux, la conservation du matériel naval réclamait un nouveau moyen de répression contre les vols *de six livres et au-dessus*, qui, *depuis la suppression du carcan* dont ils étaient passibles, d'après la loi du 12 octobre 1791, étaient moins punis que les *vols simples au-dessous de six livres*. L'art. 7 a pour objet de remédier à cet état de choses.

Les peines à prononcer contre cette dernière catégorie de vols sont seulement *déterminées* mais non appliquées par l'art

4, *titre II* de ladite loi de 1791 : l'application à en faire, suivant les cas, appartient exclusivement au *tribunal maritime*, appelé à juger, en matière de police, *tout ce qui excède* la peine de *huit jours de prison*, laquelle est la limite extrême du pouvoir de *simple police* : cela ressort de la loi de 1791 comme du décret du 12 novembre 1806, et d'un arrêt de la cour de cassation du 19 novembre 1819.

Il importe que les divers tribunaux de la marine se souviennent sans cesse qu'aucune considération ne saurait les dispenser d'appliquer la loi avec une scrupuleuse exactitude, se pénétrant bien de la pensée qu'aux yeux de leurs justiciables, ils perdraient en force morale ce qu'ils auraient fait au delà du droit!...

Chargé de veiller à l'exécution des lois de mon département, je me propose d'exercer spécialement une vigilance sévère sur la reddition de la justice maritime; mais je ne puis accomplir cette tâche que si *toutes les sentences* sont soumises à mon contrôle. Je me réfère donc à deux circulaires des 23 août 1849 (*Bulletin officiel*, 2e semestre 1849, page 523) et 1er avril 1850 (*Bulletin officiel*, 1er semestre 1850, page 247), et je recommande expressément de m'adresser au fur et à mesure qu'ils sont rendus les extraits et expéditions des jugements émanés des diverses juridictions maritimes.

Je vous invite, Messieurs, à remettre des exemplaires de la présente dépêche aux officiers du ministère public fonctionnant sous votre autorité, et à les charger de requérir qu'il soit fait lecture, en séance, lorsqu'il y aura lieu, du décret du 26 mars 1852, lequel restera joint aux autres lois judiciaires de l'armée navale, qui, dans chaque affaire, doivent être déposées devant les juges.

Veuillez bien m'accuser réception de cette circulaire.

Recevez, etc.

THÉODORE DUCOS.

Inséré au *Bulletin officiel de la marine*, n° 23, — 1852.

N° 262. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (Direction du personnel : bureau de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches, et bureau de la justice maritime). *Décrets des 24 et 26 mars 1852. — Indemnités aux témoins. — Avance et remboursement des frais de justice. — Recouvrement du produit d'amendes et de saisies attribué à la caisse des invalides.*

Paris, le 27 août 1852.

Le Ministre aux Préfets maritimes ; Chefs du service de la marine ; Commissaires de l'inscription maritime et Gouverneurs des colonies.

Messieurs, aux termes de l'art. 46 du décret disciplinaire et pénal pour la marine marchande, du 24 mars 1852 (1), la procédure devant les tribunaux maritimes commerciaux ne donne lieu à la *perception* d'aucuns frais ni d'aucunes taxes quelconques.

J'ai été consulté sur la question de savoir s'il fallait conclure de cette disposition qu'aucune indemnité de déplacement ne sera allouée aux personnes citées comme témoins devant ces tribunaux.

Une pareille interprétation ne m'a point paru admissible, car elle aurait parfois pour résultat d'entraver l'action des tribunaux maritimes commerciaux.

En conséquence, les personnes citées comme témoins devant les tribunaux dont il s'agit, et qui appartiendront aux divers corps de la marine, recevront les allocations déterminées pour les cas de l'espèce par le décret du 1er octobre 1851 (2), portant règlement sur les indemnités de route et de séjour.

Les dépenses auxquelles ces allocations donneront lieu seront imputées sur l'art. 1er du chapitre XVII du budget (Frais de voyage, conduites et vacations).

Quant aux autres témoins, c'est-à-dire ceux n'appartenant point à l'un des corps de la marine, ils devront être traités conformément aux dispositions des décrets des 18 juin 1811 (3) et 7 avril 1813 (4).

(1) *Bulletin officiel de la marine*, 1852, 1er semestre, page 402.

(2) *Bulletin officiel de la marine*, 1851, 2e semestre, page 295.

(3) *Bulletin des lois*, IVe série, bulletin 377, n° 7035, page 581.

(4) *Bulletin des lois*, IVe série, bulletin 497, n° 9106, page 609.

Pour ces derniers, les receveurs de l'enregistrement seront chargés de faire, au besoin, l'avance des taxes à témoins, ainsi que des frais de voyage et de séjour qu'il y aurait lieu de leur allouer, selon les règles concertées entre les départements des finances et de la marine, à l'occasion du recouvrement des amendes et confiscations prononcées pour contraventions aux lois et règlements maritimes (1).

Lorsqu'il y aura lieu à des frais de cette nature, qui ne sont pas *perçus*, mais *remboursés*, ils devront être mis, conformément aux principes généraux du droit criminel (loi du 18 germinal an VII (2), art. 162, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle et 55 du Code pénal), à la charge de la partie qui succombera. Ces frais seront donc, suivant le cas, recouvrés sur le condamné ou imputés sur l'art. 2 du chapitre VIII du budget de la marine (Justice maritime).

Je n'ai sans doute pas besoin de rappeler ici qu'en instituant les tribunaux maritimes commerciaux on a voulu créer une juridiction appropriée à la condition des justiciables, procédant aussi sommairement que possible, et qu'il importe conséquemment de ne recourir, soit pour l'instruction, soit pour le jugement des affaires déférées à ces tribunaux, à l'audition de témoins qu'il faudrait déplacer et indemniser, qu'en cas d'absolue nécessité.

Je saisis cette occasion de porter à votre connaissance, en les reproduisant à la suite de la présente circulaire, les dépêches que j'ai adressées à M. le ministre des finances le 27 juillet dernier et sous la date de ce jour, relativement au recouvrement du produit d'amendes et de saisies attribué à la caisse des invalides de la marine par les décrets des 9 janvier, 2, 19, 20, 24 et 28 mars 1852. La dernière de ces dépêches demande, comme vous le remarquerez, que les receveurs de l'enregistrement et des domaines fassent non-seulement l'avance des frais que pourront occasionner les affaires dont le jugement est dévolu aux tribunaux maritimes commerciaux par le décret du 24 mars 1852, mais aussi des frais de justice résultant de la procédure devant les tribunaux maritimes établis par le décret du 12 novembre

(1) *Annales maritimes*, 1840, partie officielle, page 991.

(2) *Bulletin des lois*, an VII, bulletin 270, n° 2800.

1806 (1), et auxquels celui du 26 mars 1852 (2) vient de rendre leur ancienne compétence.

Recevez, etc.

THÉODORE DUCOS.

Inséré au *Bulletin officiel de la marine*, n° 24, — 1852.

ANNEXES.

LE MINISTRE *de la marine et des colonies à M. le Ministre des finances.*

Paris, le 27 juillet 1852.

Monsieur le ministre et cher collègue, par une lettre du 4 juin dernier, vous m'avez fait l'honneur de me consulter au sujet de l'exécution de celles des dispositions du décret du 19 mars 1852 (art. 11 et 12) (3), relatives au recouvrement des amendes prononcées pour infractions aux prescriptions dudit acte, à leur versement entre les mains des trésoriers des invalides de la marine et à la dévolution aux syndics des gens de mer, gardes maritimes, gendarmes de la marine et agents des douanes, qui auront constaté les contraventions, du cinquième de ces amendes, sans que toutefois cette allocation puisse excéder 25 francs pour chaque infraction.

Ainsi que vous l'avez pensé, le produit des amendes de l'espèce devra être remis, suivant l'usage, sous la seule déduction des frais de régie, par les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines, à la caisse des invalides de la marine à laquelle il est attribué, et cette caisse aura à payer, aux agents qui auront constaté les contraventions, la part dont la dévolution leur est faite.

Je vous prie d'ailleurs de remarquer que ce n'est pas seulement à l'occasion du décret du 19 mars dernier qu'il y a lieu de procéder ainsi, mais aussi pour l'exécution de ceux du 9 janvier 1852, sur la pêche côtière (art. 15 et 23) (4), et du 20 mars

(1) *Recueil des lois de la marine*, tome XVI, page 120.

(2) *Bulletin officiel de la marine*, 1852, 1er semestre, page 383.

(3) *Bulletin officiel de la marine*, 1852, 1er semestre, page 312.

(4) *Bulletin officiel de la marine*, 1852, 1er semestre, page 44.

suivant (1), sur la navigation au bornage, dont l'art. 8 rend applicables aux infractions qu'il prévoit les dispositions des art. 8, 9, 10, 11 et 12 du décret du 19 du même mois, concernant le rôle d'équipage.

Je vous serai obligé d'adresser des instructions dans ce sens aux préposés de l'enregistrement en leur rappelant, d'ailleurs, l'instruction générale qui leur a été adressée le 28 mars 1840 (2), par suite de dispositions concertées entre nos deux départements, relativement aux amendes et confiscations prononcées pour contraventions aux lois et règlements maritimes. Indépendamment des décrets des 9 janvier, 19 et 20 mars 1852, ci-dessus mentionnés, il conviendrait aussi, à mon avis, d'indiquer les actes ci-après, qui attribuent à la caisse des invalides de la marine, en tout ou en partie, le produit des amendes et saisies qu'ils édictent, savoir :

Décret du 2 mars 1852 (3), sur la pêche de la morue à Terre-Neuve (art. 46) ;

Décret disciplinaire et pénal pour la marine marchande, du 24 mars 1852 (art. 43 et 88) (4) ;

Décret du 28 mars 1852, relatif à la pêche du hareng (art. 12 et 13) (5).

Agréez, etc.

THÉODORE DUCOS.

LE MINISTRE *de la marine et des colonies à M. le Ministre des finances.*

Paris, le 27 août 1852.

Monsieur le ministre et cher collègue, par une lettre du 2 juin dernier, vous m'avez fait l'honneur de me communiquer un

---

(1) *Bulletin officiel de la marine*, 1852, 1er semestre, page 328.

(2) *Annales maritimes*, 1840, partie officielle, page 991.

(3) *Bulletin officiel de la marine*, 1852, 1er semestre, page 215.

(4) *Bulletin officiel de la marine*, 1852, 1er semestre, page 402.

(5) *Bulletin officiel de la marine*, 1852, 1er semestre, page 443.

rapport de M. le directeur général de l'enregistrement et des domaines relatif à quelques difficultés auxquelles lui paraissait devoir donner lieu l'exécution du décret disciplinaire et pénal pour la marine marchande, du 24 mars 1852, inséré au Bulletin des lois, x^e^ série, bulletin n° 524, n° 4006.

Des circulaires que j'ai adressées, le 24 juillet dernier (1) et sous la date de ce jour, aux autorités maritimes, ont résolu la plupart des questions posées dans le rapport dont il s'agit. J'ai l'honneur de vous en remettre ci-joints des exemplaires.

Le dernier paragraphe de l'art. 43 du décret précité, qui porte que les poursuites pour le recouvrement des amendes peuvent avoir lieu, dans tous les cas, par voie administrative, à la diligence des commissaires de l'inscription maritime ou des consuls, a conduit M. le directeur général de l'enregistrement à exprimer le désir que je détermine d'une manière précise les circonstances dans lesquelles le concours ou l'action des receveurs de l'enregistrement me paraît nécessaire.

Je n'aperçois pas l'utilité de cette indication, qu'il serait d'ailleurs difficile de donner aussi complétement qu'on le désirerait, en présence des termes du 1^er^ paragraphe dudit art. 43, qui est ainsi conçu :

« Le payement des amendes prononcées en vertu du présent » décret est poursuivi, dans les formes ordinaires, par le receveur » des domaines du lieu où désarme le navire à bord duquel le » coupable est embarqué, ou du lieu d'inscription du délinquant. » Cette poursuite est faite à la requête de l'autorité maritime » locale. »

Les receveurs de l'enregistrement auront donc à poursuivre le recouvrement des amendes chaque fois qu'ils en seront requis par l'autorité maritime, qui s'abstiendra naturellement de recourir à leur intervention lorsqu'elle pourra, par exemple, prélever le montant d'une amende sur les salaires dus à un marin condamné à l'emprisonnement, indépendamment de cette peine pécuniaire, et qui, par suite, doit être débarqué d'un navire et soldé de ses gages.

Je vous prie, monsieur le ministre et cher collègue, de vou-

(1) *Bulletin officiel de la marine*, 1852, 2^e^ semestre, page 83.

loir bien faire adresser à MM. les receveurs de l'enregistrement des instructions conformes aux circulaires ci-jointes et aux explications qui précèdent.

Afin de mettre un terme à des difficultés que m'a récemment signalées M. le préfet maritime de Brest, et qui ont donné lieu à une correspondance entre M. le commissaire général de la marine en ce port et le receveur de l'enregistrement, je vous prie en outre, de prescrire également à ces fonctionnaires de faire l'avance des frais de justice résultant de la procédure devant les tribunaux maritimes établis par le décret impérial du 12 novembre 1806, et auxquels un décret du 26 mars 1852, inséré au *Bulletin des lois*, x^e^ série, bulletin n° 519, n° 3956, a rendu leur ancienne compétence.

Dans le cas où la dépêche que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 27 juillet dernier, au sujet du recouvrement du produit d'amendes et de saisies attribué à la caisse des invalides de la marine par les décrets des 9 janvier, 2, 19, 20, 24 et 28 mars 1852, et la présente communication détermineraient l'administration générale de l'enregistrement et des domaines à substituer une nouvelle instruction à celle du 28 mars 1840, concertée entre nos deux départements, je vous serais obligé de m'en donner connaissance en projet.

Agréez, etc.

THÉODORE DUCOS.

N° 263. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 73* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Actes de décès des transportés. — Invitation de substituer, pour leur envoi en France, la période mensuelle à la période trimestrielle. — Observations sur l'envoi déjà parvenu.*

Paris, le 10 février 1853.

Monsieur le gouverneur, les instructions du 14 septembre 1852, n° 483, rappellent que les actes de décès des individus transportés doivent, indépendamment d'ailleurs de ceux des autres personnes de la colonie originaires d'Europe, être transmis à mon département par périodes trimestrielles.

Monsieur votre prédécesseur s'est conformé à la disposition qui lui avait été prescrite à cet égard, en m'envoyant, par une lettre du 17 octobre dernier, n° 336, des actes de décès, au nombre de trente, pour la période comprise entre le 22 mai et le 25 septembre. Depuis lors, je n'ai trouvé dans sa correspondance *aucun renseignement* sur les nouveaux décès survenus.

Outre le besoin qu'a mon département de connaître exactement, surtout dans les premiers temps de l'acclimatement, la proportion de la mortalité dans les pénitenciers, sans attendre l'expiration des périodes trimestrielles ; ces périodes elles-mêmes me paraissent devoir être abrégées, afin qu'il soit possible de satisfaire aux demandes de renseignements qui sont faites ici par les familles des transportés, sans adresser préalablement à la Guyane des communications spéciales qui multiplient une correspondance déjà considérable et compliquent encore les détails du service.

A l'avenir, l'envoi des actes de décès des transportés devra être effectué par *périodes mensuelles*.

Ces actes étant destinés à être transmis aux préfets des départements, pour que la *transcription* en soit faite sur les registres de l'état civil du lieu du dernier domicile des individus décédés, conformément aux prescriptions du Code Napoléon, il est nécessaire qu'ils soient revêtus de toutes les conditions requises pour en constater l'authenticité. Vous devrez, en conséquence, pourvoir à ce qu'ils soient légalisés dans la colonie, sans que cette formalité entraîne un long retard dans l'envoi qui doit m'être fait. Les actes parvenus avec la lettre précitée de M. Sarda Garriga ne portent que la signature du fonctionnaire chargé du service de l'état civil aux îles du Salut.

On a omis également d'indiquer sur l'état nominatif qui accompagne les extraits la catégorie à laquelle appartiennent les individus décédés et le numéro matricule de chacun d'eux; ce sont des moyens de repère indispensables pour qu'on puisse ici retrouver ces noms dans les différentes matricules et y faire les annotations auxquelles il y a lieu.

On ne doit point d'ailleurs confondre dans les mêmes états les décès des personnes employées dans les pénitenciers, mais que n'atteignait pas la mesure de la transportation. Les actes

relatifs à ces personnes pourront néanmoins être envoyés simultanément, pour ne point jeter, par l'adoption de règles différentes à cet égard, de la confusion dans le service de l'officier de l'état civil.

Je vous prie, Monsieur le gouverneur, de faire modifier, dans le sens de la présente dépêche, les indications inscrites, quant à l'envoi des actes de décès, dans la nomenclature jointe à la dépêche précitée du 14 septembre 1852 et relative aux documents périodiques à fournir pour les établissements pénitentiaires.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 226.

N° 264. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 99* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Instruction pour la préparation des budgets du service du génie militaire.*

Paris, le 23 février 1853.

Monsieur le gouverneur, M. le directeur du dépôt des fortifications des colonies m'a soumis un rapport sur la nécessité d'adopter, à l'avenir, une forme unique pour les projets de budget de ce service, et de fixer en même temps l'époque d'envoi de ces documents importants.

J'adopte les diverses parties de ce rapport dont vous trouverez copie ci-jointe. Je vous prie de recommander à M. l'or-

donnateur de la Guyane de veiller avec soin à ce que les instructions qui y sont indiquées soient rigoureusement exécutées.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 36.

N° 265. — *RAPPORT sur la nécessité d'arrêter certaines dispositions concernant l'établissement du projet annuel du budget.* (Direction du dépôt des fortifications des colonies.)

Le projet annuel de budget est un détail en quelque sorte capital du service des fortifications des colonies dont plusieurs chefs du génie ne paraissent pas comprendre l'importance, à en juger par la façon dont ils l'établissent.

On peut leur reprocher, en général, de l'expédier trop tard, de l'apostiller d'une manière incomplète, de passer sous silence des indications indispensables, de solliciter l'exécution d'ouvrages autres que ceux d'entretien et de réparations, sans en avoir présenté les projets, tandis que, d'autre part, ils renoncent, sans en dire les motifs, à des propositions antérieures dont les études sont terminées, enfin d'adresser de nouvelles demandes en contradiction avec d'autres faites précédemment et, chose pénible à dire, quelquefois par eux-mêmes; quant à la forme, ceci ne doit pas surprendre, elle varie avec chaque auteur.

Cependant ces officiers ne peuvent ignorer que le projet de budget fournit seul les éléments qui servent à M. le ministre de la marine à arrêter, d'abord la répartition sommaire, ensuite à composer le chiffre du crédit total qu'il doit demander au corps législatif.

Quoiqu'il en soit, nous sommes convaincu qu'après avoir fixé l'époque d'envoi et la forme de ce document essentiel, il suffira, pour faire sentir aux chefs du génie la nécessité de l'établir désormais avec soin, réflexions et en temps opportun, de leur rappeler que les défauts que nous venons de signaler ont pour conséquences:

De gêner péniblement, d'embarrasser la direction des colonies;

D'engendrer des tiraillements;

De s'opposer au meilleur emploi des fonds du trésor;

Et, obligation fâcheuse:

De contraindre le ministre à bouleverser les affectations spéciales de crédit votées par le corps législatif.

La question qui nous préoccupe se trouve, ainsi qu'on le voit, ramenée à ces deux termes:

Fixer une époque d'envoi et arrêter une forme claire de projet de budget qui joigne, à l'avantage de la concision, celui de ne laisser néanmoins en dehors aucun des éléments devant servir de base à un sérieux examen et à une décision éclairée.

Le projet de budget, la chose n'a pas besoin d'être démontrée, doit être expédié à une époque telle qu'il arrive à Paris dans le courant du mois d'octobre de l'année antérieure à celle qui précède l'exercice pour lequel il est dressé, c'est-à-dire quinze mois avant l'année à laquelle se rapporte le budget préparé.

Si l'on considère qu'il tend vers un but analogue à celui que se propose le mémoire métropolitain (*Modèle n° 1 de l'instruction du 22 mars 1842*) et que la forme de celui-ci se trouve consacrée par une longue expérience, on comprendra sans peine qu'on ne saurait mieux faire que d'adopter, pour le projet de budget, une forme qui se rapproche le plus possible de celle du susdit modèle n° 1.

La double mesure que nous conseillons ne doit d'ailleurs rien changer au mode suivi jusqu'à ce jour pour la présentation des projets concernant les ouvrages neufs de fortifications et bâtiments militaires; car, dans le service colonial, plusieurs causes s'opposent à la production régulière et à jour fixe des

travaux qui exigent, du corps aussi bien que de la tête, de longs et quelquefois douloureux efforts.

Ces causes sont :

L'ouverture permanente des chantiers,

La faiblesse numérique du personnel,

L'action énervante du climat,

Les difficultés locales qui surgissent à un instant quelconque,

La rareté et, dans certains cas, l'irrégularité des communications.

Ainsi, les projets relatifs à des ouvrages neufs doivent, selon nous, être étudiés, *comme par le passé*, au fur et à mesure des besoins, dans les intervalles de temps que laisse libre le service extérieur, et être toujours rédigés, bien entendu, dans la forme prescrite par l'instruction du 22 mars 1842.

Si maintenant nous résumons nos propositions, nous demandons, dans le but de régulariser un détail essentiel du service des fortifications des colonies, que M. le ministre veuille bien prescrire l'observation rigoureuse des dispositions ci-après :

1° Le projet de budget sera établi à l'avenir conformément au modèle A ci-annexé;

2° Il ne pourra mentionner aucun ouvrage neuf dont le projet complet n'aura pas été déjà présenté ;

On sait qu'un projet complet de fortifications ou bâtiments militaires se compose de dessins, d'un état estimatif et d'un mémoire.

3° Il sera accompagné de l'état estimatif sommaire des plantations, frais de bureau et réparations courantes ;

Et 4°, si nous prenons pour exemple l'exercice 1855, il sera expédié au plus tard :

De Taïti.....	à la fin de	mai	1853.
De Mayotte.....	Id.	mai	1853.
De la Réunion.....	Id.	mai	1853.
De Cayenne.....	Id.	juin	1853.
Du Sénégal et des Antilles.....	Id.	juin	1853.

Le Chef de bataillon, directeur du dépôt des fortifications des colonies,

ROUX.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 36.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

GUADELOUPE ET DÉPENDANCES (1).

SOUS-DIRECTION (2) DE LA BASSE-TERRE.

185 .

Modèle A. — Afin de mieux fixer les idées tout en généralisant, on prend pour exemple la Guadeloupe, la plus étendue des deux sous-directions des fortifications.

DIRECTION
DU DÉPÔT DES FORTIFICATIONS DES COLONIES.

PROJET DE BUDGET POUR 1855.

L'évaluation totale monte à..... 357,000f 00c

	FORTIFICATIONS.		BATIMENTS MILITAIRES.	
	FONDS		FONDS	
CHEFFERIE DE LA BASSE-TERRE.	communs.	spéciaux ou extraordres.	communs.	spéciaux ou extraordres.
1° Travaux.....	19,000f 00c	136,000f 00c	36,000f 00c	20,000f 00c
2° Loyers (3).....	»	»	4,000 00	»
3° Acquisitions (3).....	»	3,000 00	4,000 00	»
Totaux.....	19,000 00	139,000 00	44,000 00	20,000 00
CHEFFERIE DE LA POINTE-A-PITRE.				
1° Travaux.....	7,000 00	33,000 00	15,000 00	75,000 00
2° Loyers.....	»	»	3,000 00	»
3° Acquisitions.....	200 00	800 00	»	1,000 00
Totaux.....	7,200 00	33,800 00	18,000 00	76,000 00

INDICATION DES DOCUMENTS A CONSULTER.

(4) Projets du sous-directeur des fortifications (ou chef du génie) du...
Contre-projets (ou observations) du directeur du dépôt des fortifications du.....
Délibérations du comité des fortifications du.....
Décisions ministérielles du.....

(1) La Guadeloupe se compose de 2 parties, celle de l'ouest de la rivière Salée, qui porte le nom de Guadeloupe proprement dite, et celle à l'est, celui de Grande-Terre. Elle a pour dépendances le groupe des Saintes, les îles Marie-Galante, de la Désirade et les 2/3 de l'île St-Martin. Elle est érigée en sous-direction, laquelle comprend les deux chefferies de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre. Le sous-directeur réside à la Basse-Terre, il est en même temps chef du génie à la Basse-Terre et a sous ses ordres le chef du génie à la Pointe-à-Pitre.

(2) Écrire chefferie pour Cayenne, le Sénégal, la Réunion, Mayotte et Taïti.

(3) A supprimer lorsqu'il n'y a à payer ni loyers, ni acquisitions d'immeubles.

(4) Ces documents n'ont trait, presque toujours, qu'à des ouvrages neufs.

NUMÉROS DES ARTICLES.	ARTICLES D'OUVRAGES.	FONDS DEMANDÉS COMMUNS.	FONDS DEMANDÉS SPÉCIAUX ou extraordinaires.
	FORT RICHEPANSE (BASSE-TERRE).		
1 (2)	Refaire et améliorer les terrassements du bastion 7	»	25,000f
	(3) A consulter. Projet du sous-directeur (ou chef du génie) du. Contre-projet du directeur du dépôt du. Délibération du comité du.		
2	Refaire et améliorer les terrassements de la courtine (7-1)	»	15,000
	(Mêmes documents à consulter que ci-dessus.)		
3	Terminer l'organisation de la batterie Caroline.	»	5,500
	(Mêmes documents à consulter que ci-dessus.)		
»		»	»
»		»	»
	(4) **BATTERIES DU LITTORAL (BASSE-TERRE).**		
6	Réparer et améliorer les batteries du littoral.	»	15,500
	Section A. Relever et répaissir le revêtement et modifier le tracé de la batterie des Carmes. 5,500f 00c		
	A consulter. Projet du sous-directeur du. Contre-projet du directeur du dépôt du. Délibération du comité du.		
	A Reporter	»	61,000

(1) La chefferie de la Basse-Terre comprend la Guadeloupe proprement dite et le groupe des Saintes. Cette inscription est inutile pour les colonies qui ne sont pas érigées en sous-directions.

(2) Suivre dans la classification des articles l'ordre de la nomenclature générale.

(3) Indiquer exactement tous les documents qui doivent servir de règle et de base à l'exécution

(4) Il paraît convenable, pour ne pas trop accroître le nombre des articles, de placer l'amélioration batteries du littoral sous un même numéro d'article qui sera subdivisé en section

APOSTILLES DU SOUS-DIRECTEUR (OU CHEF DU GÉNIE).

Il est temps de songer à la restauration ainsi qu'à l'amélioration du fort Richepanse. (Indiquer en peu de mots les motifs de cette nécessité.).....
.....
Il convient d'entreprendre cette amélioration par le bastion 7. La courtine 6-7) et la batterie Caroline qui font l'objet des art. 2 et 3 ci-après, par la raison que..... (Indiquer pourquoi il faut accorder la priorité de ces trois ouvrages.)
On se conformera dans l'exécution aux dispositions du projet du.... pour les parties approuvées, et, pour les autres, aux indications contenues dans la délibération du comité du.....

Même apostille que ci-dessus.

On a dépensé en 1852 et antérieurement.....	8,000f 00c
On dépensera en 1853 environ.....	1,500 00
On dépensera en 1854 probablement.....	8,000 00
	17,500 00
L'évaluation du..... s'élevait à.....	20,000 00
Différence.....	2,500 00
A ajouter (ou à retrancher) par suite de modifications prescrites pour le comité (ou des erreurs d'estimation).....	3,000 00
Reste à dépenser.....	5,500 00

La batterie Caroline est considérée comme en dehors du fort Richepanse. Sa réorganisation, entreprise en..., a été continuée pendant...; il reste à faire... La dépense se trouve augmentée de 3,000 fr., comparativement à l'estimation des projets pour...., attendu.....
Rappeler en peu de mots les motifs qui font proposer de relever le revêtement de la batterie des Carmes, et modifier son tracé.

(1) La situation financière de tout ouvrage neuf en cours d'exécution est indispensable; elle a déjà été demandée par la circulaire du 7 août 1852.

NUMÉROS DES ARTICLES.	ARTICLES D'OUVRAGES.	FONDS DEMANDÉS COMMUNS.	FONDS DEMANDÉS SPÉCIAUX OU EXTRAORDINAIRES.
	REPORT.....	»	61,000
6 (Suite.)	SECTION C. Fermer la gorge de la batterie St-Dominique par un mur crénelé et un corps de garde défensif..... 10,000f 00c (Indiquer les documents à consulter.)		
»	.....	»	»
	FORT NAPOLÉON (SAINTES).		
8	Terminer le bastionnet 4.....	»	5,000
	A consulter. { Projet du sous-directeur du..... Contre-projet du directeur du dépôt du Délibération du comité du.....		
9	Continuer la courtine (4-5).....	»	45,000
	SECTION A. Terminer la fouille du fossé et masser le parapet en terre (4-5) derrière le chemin de rondes..... 35,000f 00c		
	SECTION B. Élever l'escarpe jusqu'au niveau du chemin de rondes..... 10,000f 00c		
»	.....	»	»
	BATTERIES DU LITTORAL (SAINTES).		
11 (1)	Commencer la batterie du Morne-Rouge..... (Indiquer les documents à consulter.)	»	10,000
»	.....	»	»
13	Réparer et améliorer les batteries existantes...	»	15,000
	SECTION A. Fermer à la gorge de la batterie du Pain-de-Sucre par un mur crénelé et un fossé..... 9,000f 00c (Indiquer les documents à consulter.)		
	SECTION B. Fermer à la gorge de la batterie du Mouillage par un mur crénelé et un fossé, ci..... 6,000f 00c (Indiquer les documents à consulter.)		
	A REPORTER.....	»	136,000

(1) La construction de chaque batterie nouvelle fait l'objet d'un article particulier, tandis que l'amélioration de toutes les batteries existantes est englobée sous un numéro unique d'article, ainsi qu'on l'a fait remarquer dans une note précédente.

APOSTILLES DU SOUS-DIRECTEUR.

Apostille analogue.

(1) Fournir la situation financière et décrire succinctement l'état des travaux.

(1) Fournir la situation financière.

C'est un travail en continuation....; avec les 10,000f 00c que l'on a demandés pour 1854, on fera à peu de chose près...., et l'on terminera la fouille du fossé et le parapet en terre (4-5) au moyen de l'allocation de 35,000f 00c.

Apostille analogue.....
Il ne restera plus à faire que le parapet en maçonnerie du chemin de rondes.

Cette batterie est destinée à compléter la défense de la belle rade des Saintes..
.....

.....

.....

(1) S'il arrivait qu'on ne pût fournir la situation financière de chaque partie, on se contenterait alors de rappeler, suivant la forme indiquée ci-dessus, la dépense faite sur l'ensemble du fort, car ce qu'il importe surtout au département de la marine, c'est d'être tenu exactement au courant des dépenses totales effectuées sur un même point, de celles restant à faire, enfin des variations qu'éprouvent les évaluations et les motifs de ces évaluations.

FORTIFICATIONS.

NUMÉROS DES ARTICLES.	ARTICLES D'OUVRAGES.	FONDS DEMANDÉS COMMUNS.	FONDS DEMANDÉS SPÉCIAUX ou extraordinaires
	REPORT.....	»	136,000 00
»	.....	»	»
15	Faire des plantations sur les glacis du fort Napoléon (Saintes).....	200f 00c	»
16	Frais de levers et de nivellement.....	(1) 1,200 00	»
»	.....	»	»
18	Frais de magasins.....	(1) 1,000 00	»
R. C.	Réparations courantes..... (A consulter l'état estimatif annexé au présent projet de budget.)	(1) 13,600 00	»
E. C.	Entretiens courants.....	(1) 3,000 00	»
	TOTAUX pour les travaux de fortifications..	19,000 00	136,000 00
	ACQUISITIONS.		
A.	Acheter l'emplacement de la redoute à élever au centre du plateau du Palmiste (Basse-Terre)..... (Indiquer les documents à consulter.)	»	3,000 00

(1) Chacun de ces articles comprend tous les points d'une même chefferie; ainsi 13,600 fr. sont demandés pour les réparations courantes de tous les ouvrages défensifs de la Guadeloupe proprement dite et du groupe des Saintes.

	BATIMENTS MILITAIRES.		
1	Terminer au champ d'Arbaud un corps de garde pour 20 hommes (Basse-Terre).....	»	5,000 00
	A consulter. Projet du sous-directeur du..... Contre-projet du directeur du dépôt du Délibération du comité du.....		
»	.....	»	»
»	.....	»	»
	A REPORTER.....	»	5,000 00

APOSTILLES DU SOUS-DIRECTEUR.

La plantation dont il s'agit a été approuvée en principe le.....; si l'essai que l'on va tenter réussit, il y aura lieu de le poursuivre en 1857 et d'affecter un fonds de 1,800f 00c à l'achèvement de cette plantation.

Indiquer les terrains dont il est nécessaire d'exécuter la topographie.

Motiver cette demande et son chiffre d'après l'expérience des exercices antérieurs.

L'état estimatif fait connaître sommairement les dépenses que réclament la réparation des ponts, les rechargements de parapet, les rejointoyements, les reconstructions de revêtements qui tombent en ruine, le renouvellement et l'entretien des plantations, etc., etc.....

Les menus entretiens des forts et batteries de toute la chefferie exigent au moins une somme annuelle de 3,000 francs.

Quoiqu'il soit arrêté que le réduit du Palmiste ne sera entrepris qu'en 1857, il est bon que l'acquisition de son emplacement soit faite en 1855, à l'effet d'avoir le temps.

Fournir la situation financière.....

Ce corps de garde, commencé en 1853, etc., etc.....

NUMÉROS DES ARTICLES.	ARTICLES D'OUVRAGES.	FONDS DEMANDÉS. COMMUNS.	SPÉCIAUX OU extraordinaires.
	REPORT.....	»	5,000f »
4	Commencer la construction du magasin à poudre Est du fort Napoléon (Saintes).....	»	15,000 »
	A consulter. { Projet du sous-directeur du..... Contre-projet du directeur du dépôt du Délibération du comité du.....		
»	.....	»	»
»	.....	»	»
»	.....	»	»
»	.....	»	»
9	Conduites d'eau et citernes.....	(1) 700f 00c	»
10	Augmenter l'ameublement.....	(1) 1,000 00	»
11	Continuer la rédaction de l'atlas des bâtiments militaires.....	(1) 300 00	»
F. B.	Frais de bureau.....	(1) 1,200 00	»
	(A consulter l'état estimatif annexé au présent projet de budget.)		
R. C.	Réparations courantes.....	(1)23,800 00	»
	(*Idem.*)		
E. C.	Entretiens courants.....	(1) 9,000 00	»
	TOTAUX pour les travaux des bâtiments militaires.....	36,000 00	20,000 00
L.	Loyers.....	4,000 00	»
	ACQUISITIONS.		
A.	Achat d'un champ de manœuvre (Basse-Terre). (Indiquer les documents à consulter.)	4,000 00	»

(1) Chacun de ces articles comprend les dépenses à faire à tous les bâtiments militaires de la chefferie de la Basse-Terre.

APOSTILLES DU SOUS-DIRECTEUR.

Allocation nécessaire pour tenir en bon état de propreté et d'entretien les canaux, citernes, fontaines, puits, abreuvoir, etc., non spéciaux à un bâtiment militaire.

Cette somme est indépendante de celle qui est portée à l'article des R. C., et est destinée à accroître l'ameublement, tandis que la seconde n'a pour objet que de renouveler partiellement et entretenir l'ameublement existant.....
Motiver la nécessité de cette augmentation.....

Cette somme doit pourvoir aux frais de levers, aux copies de dessins, etc....

Cette somme est la moyenne des dépenses annuelles, elle est indispensable.

L'état estimatif fait connaître sommairement les réparations que réclament les murs qui menacent ruine, les pavés, planchers, couvertures, ameublement, enduits, blanchissage, etc., de tous les bâtiments militaires de la Guadeloupe et du groupe des Saintes.
Allocation annuelle qu'il est nécessaire de maintenir.

Indiquer les bâtiments pris à bail ou les terrains affermés, en mentionnant leur destination ainsi que le chiffre de location de chacun d'eux.

Motiver cet achat.

CHEFFERIE DE LA POINTE-A-PTIRE (1). **FORTIFICATIONS.**

NUMÉROS DES ARTICLES.	ARTICLES D'OUVRAGES.	FONDS DEMANDÉS COMMUNS.	FONDS DEMANDÉS SPÉCIAUX OU extraordinaires.
	On traitera la chefferie de la Pointe-à-Pître, ainsi que vient de l'être celle de la Basse-Terre, en commençant pour les travaux spéciaux (2) de la Grande-Terre, de Marie-Galante, de St-Martin et de la Désirade, et terminant par les articles communs de tous les points de la chefferie. On suppose qu'en opérant ainsi on est arrivé au double résultat ci-après.		
	TOTAUX pour les travaux de fortifications.	7,000f 00c	33,000f
A.	Acquisitions.....	200 00	800
	BATIMENTS MILITAIRES.		
	TOTAUX pour les travaux de bâtiments militaires.....	15,000 00	75,000
L.	Loyers.....	3,000 00	»
A.	Acquisitions.....	»	1,000

Basse-Terre, le 185 .

Le Sous-Directeur des fortifications,

VU : *L'Ordonnateur,*

Approuvé dans la séance du conseil privé, du 185

Le Gouverneur,

(1) La chefferie de la Pointe-à-Pître comprend la Grande-Terre, Marie-Galante, St-Martin et la Désirade.

(2) On rappelle que les fonds extraordinaires diffèrent des fonds spéciaux en ce que ceux-ci sont votés spécialement avec le budget de l'année, tandis que les premiers sont l'objet d'une loi particulière, on comprend alors pourquoi on a rarement à faire exécuter des travaux avec des fonds extraordinaires.

Le Chef de bataillon du Génie, Directeur du dépôt des fortifications des colonies,

Signé : ROUX.

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre nº 21 des dépêches ministérielles, fº 38.

APOSTILLES DU SOUS-DIRECTEUR.

N° 266. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 108* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires), *concernant l'envoi des états des retenues exercées pour délégations sur le traitement des fonctionnaires employés aux colonies.*

Paris, le 24 février 1853.

Monsieur le gouverneur, aux termes d'une circulaire ministérielle, en date du 19 décembre 1849, timbrée : *Colonies, bureau du personnel et des services militaires*, et du décret du 19 octobre 1851, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde, les délégations souscrites par des officiers, fonctionnaires et agents employés aux colonies, en faveur de personnes autres que leurs femmes, enfants et ascendants, ne sont plus payées en France qu'après constatation des retenues exercées trimestriellement sur le traitement des délégants.

Le retard qui est généralement apporté dans l'envoi des états servant à établir cette constatation, donne lieu à de nombreuses réclamations, auxquelles on ne peut se dispenser de répondre, ce qui augmente de beaucoup le travail déjà si compliqué des délégations.

Tout en reconnaissant que l'envoi de ces documents ne peut pas toujours avoir lieu à des époques fixes, étant subordonné aux départs des bâtiments et aux lenteurs de la navigation, en raison de l'éloignement des colonies, je dois cependant vous faire remarquer que le retard que je vous signale ne se reproduirait pas aussi souvent si, comme l'indique la circulaire précitée, les états en question étaient toujours dressés par les administrations coloniales dans la première quinzaine du mois qui suit l'échéance de chaque trimestre.

Il importe donc que l'envoi de ces pièces périodiques me soit fait, à l'avenir, avec plus de régularité.

En conséquence, je vous invite à prescrire les mesures nécessaires pour que les états dont il s'agit me soient adressés dans les quinze premiers jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre.

Je vous autorise à vous servir de la voie des paquebots anglais, en recommandant toutefois qu'il soit fait usage de papier

qui, par sa pesanteur, n'augmente pas de beaucoup les frais de transport.

La présente circulaire sera enregistrée au contrôle.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 47.

N° 267. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 123 (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Nouvelles recommandations relatives aux concessions de congé dans le service colonial.*

Paris, le 7 mars 1853.

Monsieur le gouverneur, je suis frappé du grand nombre de congés qui sont accordés dans le service colonial et de la longueur des absences qu'ils occasionnent, au détriment du service et aux dépens du budget.

Je me suis fait représenter les circulaires qui ont été plusieurs fois écrites par mes prédécesseurs pour opposer un frein à toutes les tolérances sur ce point. Je vois qu'elles n'ont pas entièrement atteint leur but, et, résolu à réduire les concessions de congés aux cas d'absolue nécessité, je crois devoir arrêter les dispositions suivantes :

Désormais, les congés de maladie ou de convalescence qui donnent droit, pendant les six premiers mois, à la solde d'Europe, ne pourront être prolongés pendant trois mois, avec le même traitement, que dans des cas fort exceptionnels. En général, j'appliquerai la règle de la demi-solde.

Au delà de ce terme, les congés pour cause de santé ne seront pas de nouveau prolongés. Si quelques exceptions sont indispensables, je me réserve d'en juger par décisions spéciales et motivées, et de décider s'il y aura, en pareil cas, concession de demi-solde d'Europe ou suppression de tout traitement ; mais je n'accorderai, à aucun titre, l'intégralité de la solde.

Il ne saurait vous échapper que la durée des congés étant calculée d'après la date du débarquement et jusqu'au réembarquement, il s'y ajoute toujours un temps assez long pour les traversées d'aller et de retour, temps qui profite nécessairement au fonctionnaire intéressé, comme moyen de rétablissement.

J'insiste spécialement, parmi les recommandations faites par les précédentes instructions de mon département, sur l'obligation de spécifier, dans le service médical, l'impossibilité de la guérison par un congé purement local. Il arrive fréquemment que ces attestations mentionnent des affections maladives qui pouvaient exiger la suspension du service, un déplacement local, mais non pas un changement de climat ni surtout un séjour en France.

Quant aux congés après quatre ans de séjour ou pour affaires personnelles, ils ne seront accordés que pour des motifs très-graves qui devront être soumis préalablement à mon appréciation. Leur durée sera renfermée dans les limites les plus restreintes. Je rappelle que ces derniers ne comportent que la demi-solde d'Europe et ne donnent pas droit aux frais de passage. La dépense du voyage en France et du retour dans la colonie doit toujours être laissée au compte du fonctionnaire intéressé.

Les fonctionnaires, magistrats ou employés du service colonial qui, à l'expiration du terme définitif de leur congé (quelle qu'en soit la nature), ne se trouveraient pas en mesure de retourner à leur poste, seront considérés comme démissionnaires ; les agents pourvus d'un grade seront mis en non-activité.

Vous voudrez bien notifier les dispositions contenues dans la présente dépêche à Messieurs les chefs de service, qui devront les faire connaître aux agents placés sous leurs ordres.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé : THÉODORE DUCOS.

Pour duplicata :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 78.

N° 268. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 147* (Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires). *Augmentation de 10 centimes par jour sur la solde des sous-officiers.*

Paris, le 23 mars 1853.

Monsieur le gouverneur, aux termes de deux décrets en date des 17 et 19 février dernier, la solde des sous-officiers des armées de terre et de mer est augmentée de 0f 10c par jour, à partir du 1er avril 1853.

Un autre décret du 28 février a étendu le bénéfice de cette mesure aux brigadiers de gendarmerie.

Je vous invite à donner des ordres pour que les dispositions des décrets précités soient appliquées aux sous-officiers et brigadiers de la compagnie de la Guyane française.

Vous remarquerez que la solde de ces militaires étant une allocation annuelle, payable à raison de 360 jours, il en résulte pour chaque sous-officier ou brigadier une augmentation de 36 francs par an sur le pied d'Europe, soit 72 francs sur le pied colonial.

La présente dépêche sera enregistrée au contrôle colonial.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 62.

N° 269. — *DÉCISION qui accorde une ration journalière de vivres aux transportés politiques et volontaires employés chez les habitants.*

Cayenne, le 1er avril 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

A compter du 1er avril courant, les transportés politiques et volontaires employés chez les habitants, en ville et à la campagne, recevront une ration journalière de :

Cinquante centilitres de vin;

Cinq cents grammes de farine ou quatre cent cinquante

grammes de biscuit, et cent cinquante grammes de viande salée.

Cette mesure étant prise dans le but de faciliter et de favoriser les engagements, la délivrance de la ration susmentionnée aura lieu, à terme échu, par mois ou par quinzaine, entre les mains de l'engagiste, sur la présentation à l'administration du livret de l'engagé.

La présente décision sera enregistrée partout où besoin sera et au contrôle colonial.

Cayenne, le 1er avril 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 162.

N° 270. — *ARRÊTÉ qui promulgue dans la colonie le décret du 4 décembre 1852, portant amnistie en faveur des déserteurs de l'armée de mer, et celui du même jour, portant remise de peines en matière d'infrations aux lois et règlements concernant la police de la navigation.*

Cayenne, le 4 avril 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane française;

Vu les deux décrets du 4 décembre 1852, insérés au *Moniteur officiel* du 5 décembre 1852, portant amnistie en faveur des déserteurs de l'armée de mer et remise de peines en matière d'infractions aux lois et règlements concernant la police de la navigation;

Considérant qu'il convient de porter, au plus tôt, à la connaissance des intéressés ces actes de clémence de S. M. l'Empereur des Français;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Arrête :

Sont promulgués dans la colonie :

1° Le décret impérial du 4 décembre 1852, portant amnistie aux officiers mariniers et matelots, ainsi qu'aux sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats des troupes de la marine en état

de désertion, et aux insoumis qui n'ont pas été jugés et condamnés définitivement;

2° Le décret impérial du 4 décembre 1852, portant remise de toutes peines prononcées pour délits et contraventions aux décrets des 9 janvier 1852, sur la pêche maritime côtière; 19 mars 1852, sur le rôle d'équipage et les indications des navires du commerce; 20 mars 1852, sur la navigation au bornage; 24 mars 1852, sur la discipline dans la marine marchande, et 28 mars 1852, sur la pêche du hareng.

L'ordonnateur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera, ainsi que les décrets sus-énoncés, publié et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 4 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 171.

N° 271. — *DÉCRET portant amnistie en faveur des déserteurs de l'armée de mer.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT:

Voulant signaler par des actes de clémence notre avénement au trône, où le vœu de la nation nous a appelé;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Avons DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Amnistie est accordée aux officiers mariniers et matelots,

ainsi qu'aux sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats des troupes de la marine en état de désertion, et aux insoumis qui, à la date du présent décret, n'ont pas été jugés et condamnés définitivement.

ART. 2. L'amnistie est entière, absolue et sans condition de service pour les déserteurs et insoumis qui se trouvent dans l'un des cas suivants :

1° Pour les insoumis qui appartiennent à l'une des classes jusques et y compris celle de 1840, ou qui se sont engagés volontairement antérieurement au 31 décembre 1840 ;

2° Pour les déserteurs qui ont été admis sous les drapeaux, à quelque titre que ce soit, antérieurement au 31 décembre 1841 ;

3° Pour les déserteurs et insoumis actuellement mariés, ou veufs ayant un ou plusieurs enfants, ou bien âgés, à la date du présent décret, de plus de trente-six ans ;

4° Pour les déserteurs et insoumis qui se trouveraient, à la date du présent décret, dans l'un des cas d'exemption prévus par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832 (1) ;

5° Pour les déserteurs auxquels il ne reste pas, à la même date, plus d'une année de service à faire pour atteindre le temps de leur libération.

ART. 3. Les déserteurs ou insoumis qui ne remplissent pas l'une des conditions du précédent article seront tenus d'entrer

---

(1) Seront exemptés... les jeunes gens... qui se trouveront dans un des cas suivants :

1° Ceux qui n'auront pas la taille de 1 mètre 56 centimètres ;

2° Ceux que leurs infirmités rendront impropres au service ;

3° L'aîné d'orphelins de père et de mère ;

4° Le fils unique ou l'aîné des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'aîné des petits-fils d'une femme actuellement veuve, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante et dixième année ;

5° Le plus âgé des deux frères appelés à faire partie du même tirage et désignés tous deux par le sort, si le plus jeune est reconnu propre au service ;

6° Celui dont un frère sera sous les drapeaux à tout autre titre que par remplacement ;

7° Celui dont un frère sera mort en activité de service, ou aura été réformé ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé, ou infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

dans l'armée de terre ou de mer, pour y accomplir le temps de service auquel ils sont astreints par la loi du 21 mars 1832, temps dans lequel celui de leur absence ne sera pas compté.

Art. 4. L'application de l'amnistie sera faite par les autorités auxquelles le ministre de la marine adressera des instructions à cet effet. Les déserteurs et insoumis devront se présenter devant l'une d'elles pour formuler leur déclaration de repentir avant l'expiration des délais ci-après, qui compteront à partir de la date du présent décret, savoir :

Deux mois pour ceux qui sont dans l'intérieur de la France ;

Trois mois pour ceux qui sont en Corse ;

Six mois pour ceux qui sont hors du territoire français, mais en Europe ou en Algérie ;

Un an pour ceux qui sont hors d'Europe, et dix-huit mois pour ceux qui sont au delà du cap de Bonne-Espérance ou du cap Horn.

Art. 5. A l'expiration de ces délais, le ministre de la marine donnera des ordres à l'effet de poursuivre de nouveau les déserteurs et insoumis qui ne se seront pas présentés pour réclamer le bénéfice de la présente amnistie.

Ceux des déserteurs et insoumis qui ne sont pas dégagés de l'obligation de servir, et qui, après avoir reçu l'application de l'amnistie et avoir pris une feuille de route pour rejoindre un corps, ne se rendraient pas à leur destination dans les délais fixés par les règlements, resteront sous le poids de la législation relative à la désertion et à l'insoumission, et seront considérés comme déserteurs ou insoumis par récidive.

Art. 6. Notre ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 4 décembre 1852.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 15, — 1853.

N° 272. — *DÉCRET portant remise de peines en matière d'infractions aux lois et règlements concernant la police de la navigation.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Remise est faite de toutes peines prononcées jusqu'à ce jour pour délits et contraventions aux décrets des 9 janvier 1852, sur la pêche maritime côtière ; 19 mars 1852, sur le rôle d'équipage et les indications des navires du commerce ; 20 mars 1852, sur la navigation au bornage ; 24 mars 1852, sur la discipline dans la marine marchande, et 28 mars 1852, sur la pêche du hareng.

ART. 2. Il ne sera exercé aucune poursuite à raison des contraventions et délits commis antérieurement à ce jour et punis par lesdits décrets.

ART. 3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait au palais des Tuileries, le 4 décembre 1852.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 15, — 1853.

N° 273. — *ARRÊTÉ qui autorise, pendant une année, l'importation dans la colonie, en franchise de droits, de la glace et des comestibles conservés au moyen de la glace.*

Cayenne, le 5 avril 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Étant convenable de favoriser l'importation dans la colonie, en franchise de droits, de la glace et des comestibles frais qu'on y conserve et qui procurent une ressource aussi agréable qu'utile aux populations;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé;

Arrête :

Article premier.

L'importation de toute provenance, à la Guyane française, de la glace, des poissons frais, gibiers, viandes fraîches de bœuf et autres, du beurre frais, des fruits et autres objets conservés au moyen de la glace, est autorisée, en franchise de droits de douanes, pendant une année, à compter de ce jour.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 5 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 170.

N° 274. — *ARRÊTÉ qui réintègre M.* de St-Michel-Dunezat *dans ses fonctions d'avoué de la curatelle.*

Cayenne, le 5 avril 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 29 janvier dernier, qui nomme avoué de la curatelle Me *Phanor* Pain, en remplacement de Me St-Michel-Dunezat, précédemment investi de ces fonctions;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'arrêté du 29 janvier ci-dessus relaté est rapporté.

ART. 2. M. DE S^t^-MICHEL-DUNEZAT, avoué près la cour impériale et le tribunal de première instance de Cayenne, est réintégré dans ses fonctions d'avoué de la curatelle aux successions vacantes.

ART. 3. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 5 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 213.

N° 275. — *DÉCISION qui alloue à l'officier de santé chargé du service des prisons, du camp S^t^-Denis et de l'atelier disciplinaire de Cayenne, une indemnité annuelle de 400 francs.*

Cayenne, le 5 avril 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 19 novembre 1851, portant règlement pour les prisons de la Guyane française ;

Ensemble celui du 30 décembre de la même année, portant règlement sur le régime intérieur de l'établissement du camp Saint-Denis, et celui du 3 juillet 1852, sur les ateliers disciplinaires ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

De l'avis du conseil privé ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER.

A compter du 1^er^ de ce mois, l'officier de santé chargé du service des prisons, du camp Saint-Denis et de l'atelier dis-

ciplinaire de Cayenne, recevra une allocation annuelle de *quatre cents francs*.

Cette dépense sera supportée par le budget local, *art. 5, Dépenses diverses, Subventions aux communes pour l'entretien des vieillards, des infirmes, des salles d'asile, etc.*, à raison de l'importance du service du camp Saint-Denis, qui exige plus particulièrement l'intervention médicale.

ART. 2. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 5 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 166.

N° 276. — *ARRÊTÉ qui détermine la forme et les délais dans lesquels devra avoir lieu la prestation du serment prescrit par l'art. 16 du sénatus-consulte du 25 décembre* 1852.

Cayenne, le 6 avril 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 1^er^ du décret du 15 janvier 1853, ainsi conçu : « Les » officiers, fonctionnaires et employés relevant des départements de la guerre et de la marine, prêteront le serment » prescrit par l'art. 16 du sénatus-consulte du 25 décembre » 1852, modificatif de l'art. 14 de la Constitution. »

Vu l'arrêté ministériel du 17 janvier 1853 déterminant, en ce qui concerne le département de la marine, la forme et les délais dans lesquels devra avoir lieu la prestation de serment;

Vu la dépêche ministérielle du 24 janvier 1853, n° 36, rendant applicables aux colonies les dispositions prescrites par l'arrêté ci-dessus ;

ARRÊTE :

Les officiers des troupes de la marine composant la garnison prêteront serment en tête du corps, sous les armes.

Les officiers, sous-officiers et gendarmes de la compagnie de gendarmerie prêteront le serment, en la forme, devant les tribunaux de première instance.

Les officiers sans troupe de toutes armes, les employés militaires, les fonctionnaires de la colonie, employés et agents de toutes les administrations, les officiers et employés du commissariat de la marine, du service de santé et de l'intérieur, etc., inscriront leur serment, dans le délai d'un mois, sur des registres spéciaux qui présenteront les indications suivantes :

En tête de chaque registre sera écrit le serment ; seront ensuite relatés, dans les colonnes, les noms, prénoms et position de tous les officiers, fonctionnaires ou employés ; une dernière colonne recevra, par émargement, leur signature.

Ces registres sont déposés :

1° A l'état-major du gouvernement, pour les officiers sans troupe et employés militaires ;

2° Au secrétariat de l'ordonnateur, pour tous les services relevant de ce chef d'administration ;

3° A la direction de l'intérieur, pour tous les fonctionnaires appartenant à ce service.

Quant aux officiers de troupes, aux fonctionnaires, officiers, employés et agents divers résidant dans les autres quartiers de la colonie et aux îles du Salut et de Rémire, ils devront, dans le délai d'un mois sus-indiqué, faire parvenir leur serment au chef d'administration et aux chefs de corps dont ils relèvent, en se conformant aux indications ci-dessus énumérées pour le registre d'inscription.

A l'expiration du délai fixé, les registres seront clos et arrêtés. Ils seront immédiatement adressés au gouverneur, avec les feuilles contenant le serment des fonctionnaires et employés détachés, et un état signalant, s'il y a lieu, les personnes qui n'auraient pas prêté serment, soit par refus, soit par raison d'absence, soit pour tout autre empêchement.

Le commandant militaire et les chefs d'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des formalités prescrites et tiendront strictement la main à ce que les fonctionnaires, officiers et employés sous leurs ordres soient

informés, dans le plus bref délai, des dispositions contenues dans le présent arrêté, qui sera inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 6 avril 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 169.

N° 277. — *ARRÊTÉ qui alloue à M.* DE LA RICHERIE, *lieutenant de vaisseau de 2e classe, commandant particulier de l'île Royale, un supplément de solde de* 1,500 *fr. par an, imputable sur le chap. V, art.* 5, *du service colonial.*

Cayenne, le 15 avril 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 84 du décret du 19 octobre 1851, ainsi conçu :

« Un supplément de solde, déterminé par les tarifs, est » alloué aux officiers et employés des différents corps de la » marine, pendant la durée de leur service aux colonies. »

Vu l'ordre de M. le commissaire général SARDA GARRIGA, en date du 6 février 1853, nommant M. DE LA RICHERIE, lieutenant de vaisseau de 2e classe, commandant particulier de l'île Royale;

Considérant que sous le titre de commandant particulier, cet officier réunit le commandement militaire de l'île et la direction des cultures et des travaux auxquels se livrent les déportés;

Attendu que le droit au supplément mentionné dans l'art. 84 précité est acquis, et que ce supplément doit être imputé sur les fonds du service qui occasionne la dépense;

ARRÊTE :

M. DE LA RICHERIE (Louis-Eugène), lieutenant de vaisseau de 2e classe, commandant particulier de l'île Royale, recevra le supplément colonial de quinze cents francs par an, à partir du 6 février 1853, jour de son débarquement de la corvette de charge *l'Égérie*.

Cette dépense sera imputée sur les fonds du chap. V, établissements pénitentiaires, art. 5.

Le présent ordre sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 15 avril 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 181.

N° 278. — *ARRÊTÉ qui pourvoit au remplacement de plusieurs membres du collége des assesseurs à Cayenne.*

Cayenne, le 21 avril 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 170 de l'ordonnance judiciaire du 21 décembre 1828;

Vu le décret du président de la République du 20 juillet 1850, qui nomme les membres du collége des assesseurs appelés à faire partie des cours d'assises à la Guyane française;

Vu l'arrêté local du 10 décembre 1851, portant nomination et réintégration de membres du collége des assesseurs;

Ayant à pourvoir au remplacement de MM. AUGER (Jean-Baptiste), BERVILLE (Jacques-André), FRANCONIE (Adolphe), FRÉDÉRIC-GUSTAVE et POLO (Paul), récemment partis pour France;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

MM. BONNEFOY (Joseph), ARNOULT (Augustin), MELKIOR (Charles-Félix), DOUILLARD (Étienne) et RIFER (Joseph) sont nommés membres du collége des assesseurs, en remplacement de MM. AUGER, BERVILLE, FRANCONIE, FRÉDÉRIC-GUSTAVE et POLO.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exé-

cution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 21 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 197.

N° 279. — *ARRÊTÉ qui promulgue dans la colonie le décret du 26 mars 1852, portant modifications dans le régime de la justice maritime.*

Cayenne, le 21 avril 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane française;

Vu le décret du 26 mars 1852, portant modifications dans le régime de la justice maritime;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Arrête :

Article premier.

Le décret du 26 mars 1852, portant modifications dans le régime de la justice maritime, est promulgué à la Guyane française.

Art. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, ainsi que le décret sus-énoncé, publié et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 21 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 198.

N° 280. — *DÉCRET portant modifications dans le régime de la justice maritime.*

LOUIS-NAPOLÉON,

Président de la République française,

Vu la loi du 22 août 1790 ;

Vu le décret du 16 nivôse an II (5 janvier 1794) ;

Vu la loi du 13 brumaire an V (3 novembre 1796) ;

Vu l'arrêté des 5 germinal et 1er floréal an XII (26 mars et 21 avril 1804) ;

Vu le décret impérial du 22 juillet 1806 ;

Vu l'ordonnance du 22 mai 1816 ;

Vu le décret impérial du 16 février 1807 ;

Vu la loi du 12 octobre 1791 ;

Vu le décret impérial du 12 novembre 1806 ;

Vu le décret du 12 mars 1848 ;

Considérant que des difficultés se produisent fréquemment pour la composition des conseils de justice et des conseils de guerre à bord des bâtiments de la flotte ;

Considérant qu'il y a lieu, notamment, d'assurer sur ces bâtiments, en cours de campagne, la répression des faits de désertion ;

Considérant que les peines corporelles de trois sortes et d'une application distincte ont été remplacées par une seule et même peine et qu'il importe de rétablir, sous ce rapport, une utile graduation en les remplaçant par une pénalité mieux appropriée aux nécessités de la discipline et du service à bord que celle résultant du décret ci-dessus visé du 12 mars 1848 ;

Considérant que divers arrêts, en enlevant aux tribunaux maritimes une partie essentielle de leur compétence, ont porté une grave atteinte à la répression des délits et des crimes commis dans les arsenaux maritimes et qu'il est urgent d'y remédier ;

Considérant enfin que la force de la marine dépend essentiellement de la discipline, de la bonne administration de la justice et de l'action énergique du commandement ;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies ;

Le conseil d'amirauté entendu ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

Dans le cas où, sur un bâtiment naviguant isolément, il ne se trouvera pas le nombre d'officiers suffisant pour composer le *conseil de justice* selon les prescriptions de l'art. 23 du décret du 22 juillet 1806, il y sera suppléé en appelant à faire partie dudit conseil un ou deux officiers mariniers.

ART. 2. En cas d'insuffisance du nombre d'officiers supérieurs exigé par l'art. 39 du décret précité pour la formation du *conseil de guerre*, il y sera suppléé en appelant: 1° des officiers supérieurs des troupes de la marine présents sur les lieux, soit à terre, soit à bord; 2° des lieutenants de vaisseau nommés parmi les plus anciens officiers de ce grade.

Toutefois, la présidence du conseil ne pourra être dévolue qu'à un officier général de la marine ou un capitaine de vaisseau, et trois juges, au moins, devront être officiers supérieurs.

Le rapporteur et quatre juges, au moins, devront toujours appartenir au corps des officiers de vaisseau.

ART. 3. *Les conseils de guerre permanents* établis dans les colonies connaîtront du délit de désertion imputé à des marins *embarqués*, et, dans ce cas, la composition desdits conseils sera modifiée ainsi qu'il est prescrit par l'art. 5 de l'ordonnance du 22 mai 1816, pour les conseils de guerre permanents des ports.

Il sera formé sur les escadres ou divisions navales, lorsque la composition du personnel le permettra, des *conseils de guerre permanents* et *un conseil de révision* pour connaître des faits de désertion, quand ils ne pourront être jugés à terre. Ces conseils seront composés comme il est prescrit par l'ordonnance précitée du 22 mai 1816, ou, à défaut, d'un nombre suffisant d'officiers des grades déterminés par le décret impérial du 16 février 1807.

Aux termes de l'art. 7 de l'ordonnance de 1816, les conseils de guerre permanents, appelés à connaître du délit de désertion imputé à des marins *embarqués*, se conformeront, soit à terre, soit à bord, pour la procédure comme pour la pénalité, aux dispositions de l'arrêté des 5 germinal et 1^er^ floréal an XII.

ART. 4. La compétence des tribunaux maritimes établis par

le décret impérial du 12 novembre 1816 est désormais fixée telle qu'elle a été réglée par le titre II dudit décret, ainsi conçu:

« Art. 10. *Ces tribunaux connaîtront de tous les délits commis dans les ports et arsenaux, qui seront relatifs soit à leur police ou sûreté, soit au service maritime.*

» Art. 11. *Ils connaîtront de ces délits à l'égard de tous ceux qui en seraient auteurs, fauteurs ou complices, encore qu'ils ne fussent pas gens de guerre ou attachés au service de la marine.*

» Art. 12. *Les équipages des bâtiments en armement seront de même soumis à leur juridiction pour les délits relatifs au service maritime commis jusqu'au moment de la mise en rade, et, au désarmement, depuis la rentrée dans le port jusqu'au licenciement de l'équipage.*

» Art. 13. *Dans les cas où les délits commis dans les ports et arsenaux ne seront relatifs ni à la police ni à la sûreté desdits ports et arsenaux, ni au service maritime, les prévenus seront renvoyés devant les tribunaux qui en doivent connaître.* »

Art. 5. La police et la discipline des bâtiments de l'État appartiennent aux commandants de ces bâtiments, sous l'autorité du commandant supérieur.

Les peines de discipline applicables par les officiers commandants, sont:

Le retranchement de vin ou eau-de-vie pendant huit jours au plus;

Le piquet pendant huit jours au plus, et, chaque jour, pendant deux heures au plus;

L'escouade de punition pendant huit jours au plus, avec amarrage facultatif dans les haubans ou échelles de revers, de deux à quatre heures par jour;

La consigne à bord, sans qu'elle puisse excéder dix tours de permission;

La suppression, pendant trois mois au plus, des suppléments de solde attribués à certaines fonctions, sans que ladite suppression dispense nécessairement l'homme de remplir ces mêmes fonctions;

La prison ou la boucle simple pendant dix jours au plus, avec ou sans service et avec ou sans vin ou eau-de-vie;

Le cachot au pain et à l'eau pendant quatre jours au plus.

Les peines correctionnelles applicables par les conseils de

justice, en remplacement des peines corporelles abolies par le décret du 12 mars 1848, sont :

1° En remplacement des coups de corde au cabestan,

Dix jours de cachot ou double boucle, au pain et à l'eau ;

2° En remplacement de la cale,

L'inaptitude à l'avancement pendant un an, avec retenue, de trois mois à six mois, du tiers de la solde intégrale pour les officiers mariniers et quartiers-maîtres, et du quart pour les autres personnes de l'équipage, et vingt jours de cachot ou de double boucle, au pain et à l'eau, de deux jours l'un, pendant toute la durée de la punition ;

3° En remplacement de la bouline,

L'inaptitude à l'avancement pendant un an, avec retenue, de six mois à un an, du tiers de la solde intégrale pour les officiers mariniers et quartiers-maîtres, et du quart pour les autres personnes de l'équipage, et trente jours de cachot ou de double boucle, au pain et à l'eau, comme il est dit au paragraphe précédent.

Le temps passé au cachot par suite de jugement ne sera pas compté dans la durée du service obligé.

Art. 6. En appliquant une des peines ci-dessus, le conseil de justice pourra prononcer, en outre, contre le coupable, une ou plusieurs réductions de grade ou de classe, jusqu'au dernier grade ou jusqu'à la dernière classe des marins.

Art. 7. La peine du carcan, applicable en vertu de l'art. 3, titre III de la loi du 12 octobre 1791, est remplacée par un emprisonnement de six mois à deux ans, sans préjudice des peines accessoires mentionnées audit article.

Art. 8. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 9. Le ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine.*

Fait au palais des Tuileries, le 26 mars 1852.

LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 17, — 1853.

N° 281. — *ARRÊTÉ qui donne au nouvel établissement pénitentiaire fondé sur la rive gauche de l'Oyapock le nom de* S^t^-Georges.

Cayenne, le 26 avril 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la nécessité de donner au nouvel établissement pénitentiaire créé sur les bords de la rivière d'Oyapock, une dénomination qui le distingue des autres établissements ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

Arrête :

Article premier.

Le nouvel établissement pénitentiaire, fondé le 23 de ce mois sur la rivière d'Oyapock et situé entre la rivière du Gabaret et les Mornes, prendra le nom de *S^t^-Georges*.

Art. 2. Le présent arrêté sera enregistré partout où besoin sera, inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 26 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 215.

N° 282. — *DÉCISION qui règle la composition et la rétribution du personnel enseignant et des agents du collége de Cayenne.*

Cayenne, le 27 avril 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la délibération du conseil privé, en date du 5 du présent mois d'avril ;

Sur la proposition du préfet apostolique ;

DÉCIDE :

Le personnel enseignant et les agents du collége de Cayenne est composé et rétribué ainsi qu'il suit :

SUR LE CHAP. IV, SERVICE LOCAL.

Divers agents. — Instituteurs au collége de Cayenne.

MM. l'abbé ROUQUIÉ (Jean), directeur, chargé des classes supérieures : solde..... 4,000f

l'abbé COLLIÈRE (Jean-Louis-Lucien), vicaire, chargé de la classe de français : supplément de solde..... 1,000

——— 5,000f

SUR LE CHAP. III, SERVICE GÉNÉRAL.

Art. 8. — *École supérieure laïque pour les garçons.*

MM. l'abbé MIGNON (Eugène-Jules), second professeur de français..... 1,600f

GRAVIER (Joseph-Magloire), 1er instituteur primaire : solde..... 1,600

MÉNARD (Gabriel), 2e instituteur primaire : solde..... 1,600

LAUGRAND (Jean-François-Victor), maître d'études : solde..... 1,200

——— 6,000f

SUR LES FONDS PROVENANT DE LA RÉTRIBUTION COLLÉGIALE.

MM. l'abbé ROUQUIÉ, directeur : supplément de solde..... 200f

MAGY (François), professeur de latin : solde..... 2,000

TRILLET (Antoine), employé à la direction de l'intérieur, commis aux écritures.. 300

Le nommé LAURENT, concierge de l'établissement..... 300

——— 2,800f

Ces nominations compteront à dater du 6 avril courant, excepté celle de M. l'abbé MIGNON, qui n'est entré en exercice au collége que le 22.

L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 27 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 204.

N° 283. — *ARRÊTÉ qui charge l'officier commandant le détachement de troupes à l'établissement S^t^-Georges d'y remplir provisoirement les fonctions d'officier de l'état civil.*

Cayenne, le 28 avril 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté en date du 24 avril 1852, concernant le service de l'état civil à la Guyane française, en dehors des circonscriptions administratives dans les cas non prévus par le décret du 30 juin 1835;

Considérant que l'établissement S^t^-Georges est, dès aujourd'hui, habité et désigné pour siége d'un établissement pénitentiaire;

Considérant que cette localité, comprise dans la circonscription du quartier d'Oyapock, est trop éloignée de la résidence du commissaire-commandant dudit quartier, pour qu'il puisse y exercer les fonctions d'officier de l'état civil;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'officier commandant le détachement de troupes à S^t^-Georges y remplira provisoirement les fonctions d'officier de l'état civil.

Art. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 28 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:
L'Ordonnateur,
REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 217.

N° 284. — *ARRÊTÉ portant modifications aux dispositions de l'arrêté du 28 décembre 1852, concernant le mode de payement de la solde des fonctionnaires et agents attachés au service des établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 28 avril 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 28 décembre 1852, qui règle le mode de payement de la solde des fonctionnaires et agents attachés au service des établissements pénitentiaires;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de ces fonctionnaires et agents de recevoir mensuellement leur solde, au lieu de n'être payés que trimestriellement, et que les payements à effectuer sur les lieux doivent être faits plutôt par les soins des chargés du service administratif que par ceux des commandants particuliers des établissements;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

De l'avis du conseil privé;

Arrête :

Article premier.

A compter du 1er avril 1853, les états de solde des fonctionnaires et agents attachés au service des établissements pénitentiaires seront dressés mensuellement.

Art. 2. Sont dévolues au chargé du service administratif de chaque établissement les obligations imposées au commandant particulier par l'arrêté précité du 28 décembre 1852.

Art. 3. Les autres dispositions dudit arrêté sont maintenues.

Art. 4. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 28 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 218.

N° 285. — *ARRÊTÉ concernant diverses nominations dans la magistrature de la colonie.*

Cayenne, le 30 avril 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 1^er^ de l'arrêté du 5 février dernier, qui nomme M. Mis conseiller provisoire près la cour impériale;

Vu également la disposition de notre arrêté du 10 mars suivant, qui nomme provisoirement M. Sudraud-Desisles conseiller auditeur près ladite cour;

Vu l'art. 61 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Sur la proposition du procureur général impérial;

Arrête :

Article premier.

L'art. 1^er^ de l'arrêté du 5 février 1853, qui nomme M. Mis (Napoléon) conseiller provisoire près la cour, et la disposition de l'arrêté du 10 mars suivant, qui a nommé provisoirement M. Sudraud-Desisles (Eugène) conseiller auditeur, sont et demeurent rapportés.

En conséquence, M. Mis reprendra ses fonctions de juge d'instruction et M. Sudraud-Desisles, celles de juge auditeur.

Art. 2. M. Mourié (Hilaire), juge d'instruction provisoire près le tribunal de première instance, est nommé provisoirement conseiller auditeur près la cour, en remplacement de M. Sudraud-Desisles.

Art. 3. L'ordonnateur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 30 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 218.

N° 286. — *DÉCISION rapportant celles des 17 avril et 15 mai 1849, qui affectent un quartier de l'atelier disciplinaire de Cayenne pour recevoir les militaires de la garnison et les marins de la station condamnés à la prison par mesure de discipline.*

Cayenne, le 30 avril 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1852, sur les ateliers disciplinaires à la Guyane française, en exécution du décret du Prince-Président, du 13 février de la même année ;

Étant nécessaire d'avoir au chef-lieu un local spécial et séparé pour les personnes du sexe féminin, condamnées par application du décret précité et des arrêtés complémentaires sur le régime et la police du travail ou autrement ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Décide :

Article premier.

Sont rapportées les décisions des 17 avril et 15 mai 1849, qui affectent un quartier de l'atelier disciplinaire de Cayenne pour recevoir les militaires de la garnison et les marins de la station condamnés à la prison par mesure de discipline.

Les militaires et marins qui se trouvent actuellement détenus dans cet établissement seront transférés, à compter du 2 mai prochain, à la geôle, où ils occuperont une partie séparée.

Art. 2. Le commandant militaire et les chefs d'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 30 avril 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 207.

N° 287. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 30 avril 1853.*

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	» » le kil.		
Sucre brut.....	0 44 id.		
Café* .. marchand...	» » id.		* La commission n'a pu déterminer un cours à cette denrée, attendu qu'il n'en existe pas sur place pour l'exportation.
Café* .. en parchemin	» » id.		
Coton.....	1 50 id.		
Cacao.....	0 60 id.		
Roucou.....	2 30 id.		
Girofle noir (clous).	1 30 id.		
Girofle blanc.....	» » id.		
Girofle griffes.....	» » id.		
Tafia.....	70 00 les 100 l.		
Mélasse.....	» » id		
Couac.....	0 25 le kil.		
Peaux de bœufs.....	9 00 la peau.		

Cayenne, le 30 avril 1853.

Les Membres de la commission,
E. BESSE, A. FERJUS.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,
MANGO.

Vu : *Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,*
A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 231.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 288. — Par dépêche ministérielle du 4 mars 1853, n° 121 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de l'envoi à la Guyane, pour être attachés pendant un an au service des établissements pénitentiaires, de MM. Reynaud et Colson, chirurgiens de la marine de 1re classe; Autret, pharmacien de 2e classe, et Doué, pharmacien de 3e classe; Berg, chirurgien de 3e classe, et Pignoni, chirurgien auxiliaire de 3e classe. Ces officiers de santé sont destinés à remplacer MM. Bigot, Girardeau, Coutance, Malespine, Aubry et Amouretti, qui rentrent en France.

N° 289. — Par décision du 1er avril, les appointements du Sr Cablat (Frédéric), distributeur au magasin général, ont été portés de 1,200 à 1,500 fr. par an, imputables sur les fonds de l'art. 3, vivres, du chap. V, formation d'une colonie pénitentiaire à la Guyane française.

N° 290. — Par décision du même jour, M. Pain (Théophile), 2e lieutenant-commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande, a été nommé commissaire-commandant de ce quartier, en remplacement de M. de St-Quantin (Édouard).

N° 291. — Par décision du même jour, M. Coste, sous-lieutenant au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine, a été chargé du commandement de l'île St-Joseph, sous les ordres supérieurs du commandant particulier des îles du Salut. Il jouira dans cette position de l'indemnité déterminée par l'arrêté local du 31 janvier 1853.

N° 292. — Par décisions du même jour, les Srs Schmitt (Charles-Pierre) et Lavy ont été nommés distributeurs auxiliaires aux îles du Salut, à la solde annuelle de 240 fr. chacun.

N° 293. — Par décision du même jour, le S^r^ Brissard, distributeur de 2^e^ classe, employé aux îles du Salut, a été nommé contre-maître boulanger, à la solde annuelle de 1,440 fr.

N° 294. — Par décision du 2 avril 1853, M. Archambault (Pierre-Hippolyte) a été nommé percepteur de contributions dans le quartier de Kourou, en remplacement de M. Frontin (Thierry), décédé.

N° 295. — Par décision du 4 avril 1853, l'indemnité journalière de 50 cent., allouée par la décision du 31 mars 1851 au jeune Gratien (Paul), conducteur des enfants de la salle d'asile au camp S^t^-Denis, a été élevée à 75 cent. à partir du 1^er^ avril courant; ladite indemnité imputable au budget du service local, art. 5, subvention aux communes, etc.

N° 296. — Par arrêté du même jour, M. Pascaud, commissaire de police attaché aux établissements pénitentiaires, a été provisoirement chargé des fonctions d'agent comptable et de vaguemestre de la transportation, en remplacement de M. Jardin, rentrant en France, à la disposition du ministre. M. Pascaud continuera, dans sa nouvelle fonction, sans aucune augmentation, à recevoir le traitement qui lui a été alloué par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1852.

N° 297. — Par décision du 6 avril 1853, M. le lieutenant Barbé, du 3^e^ régiment d'infanterie de marine, a été nommé commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de l'îlet la Mère, en remplacement de M. le lieutenant Peloux, qui rentre à Cayenne, sur sa demande et pour cause de santé.

N° 298. — Par décision du 7 avril 1853, M. Caillard (Frédéric-Auguste), chirurgien de la marine de 2^e^ classe, chirurgien aide-major titulaire au 3^e^ régiment d'infanterie de

marine, a été désigné pour faire le service de santé des prisons, du camp Saint-Denis et de l'atelier disciplinaire, à Cayenne.

Il jouira à ce titre, à compter du 1er avril courant, de l'allocation annuelle de 400 fr., réglée par la décision du 5 du dit mois, et imputable à l'art. 5 du budget du service local

---

N° 299. — Par décision du même jour, M. Jardin (Marie-Louis-Eugène) a été nommé écrivain de la marine, aux appointements annuels de 800 fr., imputables à l'art. 1er du chap. V, service local.

N° 300. — Par décision du même jour, la démission du Sr Boyer, archer de la police urbaine, a été acceptée à compter du 11 avril courant.

N° 301. — Par décision du 8 avril 1853, un congé de convalescence pour France a été accordé à M. Senès, chirurgien de la marine de 2e classe, attaché au service de la colonie.

Cet officier de santé a été embarqué sur le transport *la Fortune*.

N° 302. — Sur la proposition du directeur de l'intérieur, M. le gouverneur a consacré pour l'avenir, par une décision en date du 9 avril 1853, la délivrance des objets ci-après mentionnés, qu'on est dans l'usage de faire à l'exécuteur des arrêts criminels, à Cayenne, sans qu'aucun règlement n'ait déterminé cette fourniture; savoir :

Un paletot en gros drap bleu, Un chapeau fin,	pour l'année;
Un pantalon en toile écrue, Une chemise en toile écrue, Une paire de souliers, Un kilog. de savon,	pour quatre mois.

N° 303. — Par décision du 11 avril 1853, le poste d'infanterie de marine établi au quartier de Mana a été supprimé et le détachement qui le compose rappelé au chef-lieu.

N° 304. — Par ordre du même jour, il a été prescrit à M. Jardin, agent de colonisation, de s'embarquer avec sa famille, sur le transport *la Fortune*, pour effectuer son retour en France.

N° 305. — Par ordre du 12 avril 1853, il a été prescrit à M. Lassigniardie (Jean-Baptiste-Chérubin), commis receveur de l'enregistrement à Cayenne, de prendre passage sur le transport *la Fortune*, qui relève pour les Antilles, à l'effet de se rendre à la Martinique, où il est appelé à continuer ses services.

N° 306. — Par décision du même jour, un congé de convalescence, pour France, a été accordé à M. d'Or, garde principal du génie, et un passage lui a été accordé, ainsi qu'à sa famille, sur le navire du commerce *le Phalanstère*.

N° 307. — Par décision du 16 avril 1853, le nommé Jean-Baptiste, garçon de bureau au détail des revues, a été rayé des matricules à compter du 1er dudit mois, comme ayant renoncé à son emploi.

N° 308. — Par décision du 18 avril 1853, M. Poupon (Auguste) a été attaché au bureau du garde-magasin général, à Cayenne, en qualité d'écrivain, à la solde journalière de quatre francs, imputable sur le chap. V, art. 3, vivres.

N° 309. — Par décision du même jour, M. Eyriès (Louis-Charles), sous-lieutenant au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine, a été appelé à prendre le commandement du poste Malouet, dans l'Oyapock, à compter du 20 avril courant. Il aura droit, dans cette position, à l'indemnité de deux francs par jour, allouée par la décision du 27 septembre 1841.

N° 310. — Par décision du même jour, M. Deparis (Joseph) a été confirmé dans les fonctions de commissaire de police de la ville de Cayenne, qu'il remplissait provisoirement. Il aura droit, à partir dudit jour, au traitement attribué à son emploi.

N° 311. — Par décision du 21 avril 1853, le S[r] Bruneau (Symphorien), surveillant principal de l'atelier des détenus, a été rayé des matricules à compter du 20 dudit mois, comme démissionnaire de son emploi.

N° 312. — Par décision du 22 avril 1853, il a été affecté à l'infirmerie militaire des îles du Salut un infirmier, pris parmi les troupes de la garnison, et il a été alloué au militaire chargé de ces fonctions un supplément de solde mensuel de vingt francs.

N° 313. — Par décision du 23 avril 1853, M. Cotholendy, chirurgien de la marine de 2[e] classe, précédemment employé aux îles du Salut, a été destiné à continuer ses services à l'îlet la Mère, comme chargé du service de santé sur cet établissement.

Il a droit, dans cette position, à l'allocation de cent francs par an pour frais de bureau.

N° 314. — Par ordre du 26 avril 1853, le S[r] Maurras (Charles) a été attaché provisoirement au premier bureau de l'enregistrement à Cayenne, en qualité d'expéditionnaire, au traitement annuel de 650 francs par an, imputable au compte du service général, art. 5.

N° 315. — Par décision du 29 avril 1853, le nommé Janvier (Marcelin) a été pourvu, à compter du 8 dudit mois, de l'emploi de garçon de bureau au bureau de l'indemnité coloniale, en remplacement du nommé Valence (Victor), qui a renoncé à cet emploi.

N° 316. — Par ordre du 30 avril 1853, le Sr Jouven (Marius) a été provisoirement et jusqu'à nouvel ordre attaché au 2e bureau de l'enregistrement, à Cayenne, en qualité d'expéditionnaire, à raison de 650 francs par an, imputables à l'art. 5 du service général.

N° 317. — Par ordre du même jour, le Sr Loeffler (Louis-Théodore) a été confirmé dans l'emploi de surveillant rural de 2e classe à Sinnamary, et nommé en même temps gardien de la prison et surveillant de 2e classe de l'atelier disciplinaire dudit quartier.

Il lui est alloué, à ces différents titres, un traitement annuel de 1,200 francs.

OMISSION AU BULLETIN DU MOIS DE DÉCEMBRE 1852.

N° 318. — Par décision du 12 décembre 1852, prise sur la proposition de l'ordonnateur, M. le commissaire général a autorisé l'emploi de deux couturières, à la solde d'un franc par jour, pour l'entretien et le raccommodage du linge à l'hôpital des îles du Salut. Ces deux couturières devront être choisies parmi les femmes ou filles des surveillants employés sur l'établissement pénitentiaire.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 5.

MAI 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 319. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 148 (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Répartition nouvelle des places à bord de* l'Armide.

Paris, le 23 mars 1853.

Monsieur le gouverneur, j'ai l'honneur de vous informer que, prenant en considération l'augmentation de la garnison de la Guyane et la réduction de celle des Antilles, j'ai décidé que sur les 140 places destinées, à bord de *l'Armide*, aux convalescents des trois colonies, il en serait réservé 30 au lieu de 12 aux malades provenant de Cayenne.

Des ordres ont été donnés en conséquence à M. le commandant de *l'Armide*.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 82.

N° 320. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 149* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Notification d'un décret du 19 mars 1853, rectificatif de celui du 15 janvier précédent.*

Paris, le 24 mars 1853.

Monsieur le gouverneur, par dépêche en date du 20 janvier dernier, n° 28, je vous ai notifié, avec invitation de le faire publier à la Guyane, un décret du 15 du même mois qui a rendu exécutoires dans nos colonies divers actes de la législation métropolitaine.

Au nombre de ces actes se trouve comprise, par suite d'une indication erronée provenant de l'une de nos colonies, la loi du 17 mai 1826, sur les substitutions, laquelle a été abrogée en France par l'art. 8 de celle du 7 mai 1849.

J'ai dû provoquer sur ce point une rectification, et j'ai soumis dans ce but, à S. M. l'Empereur, un projet de décret qui est intervenu le 19 de ce mois.

J'ai l'honneur de vous adresser une ampliation de ce décret, que vous voudrez bien faire publier dans la colonie.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 63.

N° 321. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 168* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Invitation de transmettre l'état des Européens décédés à la Guyane française, pendant le 1er trimestre 1853.*

Paris, le 2 avril 1853.

Monsieur le gouverneur, une circulaire ministérielle du 17 octobre 1851, n° 347, a prescrit aux administrations coloniales d'adresser par trimestre à mon département des états nominatifs d'Européens décédés dans les colonies.

J'ai reçu de la Guyane ces états pour le 4e trimestre 1851 et

pour le 2e trimestre 1852; mais l'état du 1er trimestre 1852, qui devait naturellement précéder l'envoi du 2e trimestre 1852, ne m'est pas encore parvenu. Je vous prie de vouloir bien, en conséquence, m'adresser le plus tôt possible ce document.

Je vous rappelle ici, pour ordre, que les états dont il s'agit doivent m'être toujours envoyés à la fin de chaque trimestre et qu'ils doivent être fournis pour néant dans le cas où il ne serait pas survenu dans la colonie, pendant le trimestre auquel ils se rapportent, de décès de personne d'origine européenne.

Vous aurez également à comprendre dans ces états trimestriels les noms des transportés de diverses catégories d'origine européenne qui seront décédés pendant le trimestre écoulé. Je ne perds pas de vue que ce renseignement fera double emploi avec les états mensuels que vous avez à m'adresser spécialement pour les transportés; mais je verrais de l'inconvénient pour les recherches éventuelles qu'il y aurait lieu de faire aux archives de la marine, où aboutiront en définitive ces divers documents, à ce que l'état général des Européens décédés pût présenter des lacunes.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 96.

N° 322. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 172* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Transmission d'une décision du ministre des finances, portant que les rentes sur l'État, dépendant de successions ouvertes aux colonies, sont passibles du droit de mutation établi par la loi du 18 mai 1850.*

Paris, le 5 avril 1853.

Monsieur le gouverneur, une réclamation adressée, tant à mon département qu'à celui des finances, par les héritiers Lemaitre St-Isle, ancien notaire, décédé à St-Pierre (Martinique), le 25 août 1851, a donné lieu d'examiner la question

de savoir si les inscriptions de rente sur le grand-livre de la dette publique, qui dépendent de successions ouvertes dans les colonies françaises, sont passibles du droit de mutation établi par l'art. 7 de la loi du 18 mai 1850.

Sur le rapport de l'administration générale de l'enregistrement et des domaines, M. le ministre des finances a décidé que ces sortes d'inscriptions doivent être déclarées au bureau de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel se trouve placé le trésor public débiteur de la rente, et que, tombant dès-lors sous l'application de l'art. 7 de la loi précitée du 18 mai 1850, lesdites inscriptions ne peuvent être transférées que sur la production du certificat prescrit par l'art. 25 de la loi du 8 juillet 1852.

Les motifs de cette décision se trouvant consignés dans le rapport de l'administration de l'enregistrement et des domaines, dont le ministre des finances a adopté les conclusions, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de ce document.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,
MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 112.

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Séance du 25 février 1853.

M. Lemaitre S^t^-Isle, ancien notaire domicilié à S^t^-Pierre (Martinique), y est décédé le 25 août 1851, après avoir, par testament olographe du 20 octobre 1850, institué pour légataires universels les S^rs^ Augustin, Guillaume, Henri, Alcide Domergue et les D^lles^ Anne et Laure Domergue, ses cousins et cousines au 6^e^ degré.

Aux termes d'un inventaire dressé par Me Duchamp, notaire à St-Pierre, le 30 octobre 1851, et d'après la déclaration que les légataires ont passée, le 11 mars 1852, au bureau de l'enregistrement de cette colonie française, les biens déclarés par le défunt se composent :

1° De meubles et argent comptant pour une somme de 42,857 fr. ;

2° De trois maisons situées à St-Pierre, du revenu de 1,690 fr. ;

3° *De treize inscriptions de rente au grand-livre de la dette publique, indiquées dans la déclaration par séries et par numéros, montant ensemble à la somme de* 26,647 *fr.*

Les droits ont été perçus suivant le tarif colonial, à raison de 20 p. o/o pour les meubles et l'argent, et de 50 p. o/o sur 20,400 fr., formant le capital au denier 12 du revenu des immeubles.

La déclaration indique qu'il n'est dû aucun droit pour les inscriptions de rentes, aux termes de l'art. 93 § 3, n° 3, d'une ordonnance royale du 31 décembre 1828.

Cette ordonnance, insérée au *Bulletin des lois* (année 1829, n° 312 de la série des nos *bis*), a établi l'enregistrement dans les colonies françaises d'Amérique sur des bases et d'après un tarif qui diffèrent des lois exécutoires sur le continent français.

Les héritiers de M. Lemaitre s'étant présentés au bureau des transferts, munis d'une copie certifiée de cette déclaration, légalisée par les autorités locales et par M. le ministre de la marine, pour transférer une rente de 9,000 fr. comprise parmi les inscriptions délaissées par le défunt, ont éprouvé un refus, motivé sur ce que le droit de mutation n'avait pas été acquitté sur cette valeur.

Par suite de ce refus, les héritiers ont adressé une réclamation à M. le ministre des finances et une autre à M. le ministre de la marine.

Les pétitionnaires exposent que la loi du 18 mai 1850 n'a pas été rendue applicable à la colonie de la Martinique; que les valeurs mobilières dépendant des successions qui s'y ouvrent, ne sont pas soumises à d'autres droits que ceux fixés par l'ordonnance du 31 décembre 1828 ;

Que les inscriptions de rente délaissées par M. Lemaitre St-Isle ont été comprises dans la déclaration passée au bureau

de S^{t}-Pierre, et qu'elles ont été tenues pour exemptes de droits d'après cette ordonnance ;

Que la même valeur ne peut être à la fois régie, pour la perception, par deux lois différentes.

On insiste sur ce que les arrérages de rentes sur l'État, appartenant à un colon, peuvent être payés dans la colonie comme dans la métropole.

On ajoute qu'une créance ou une rente dépendant d'une succession ouverte à la Martinique et dont le débiteur se trouve en France, n'est sujette au droit qu'au taux fixé par le tarif colonial, lors même que le capital et les intérêts de cette créance ou les arrérages de cette rente seraient payables en France.

On en conclut que les inscriptions de rentes sur l'État qui dépendent de la succession de M. Lemaitre S^{t}-Isle ne doivent pas être déclarées en France, et qu'ainsi l'art. 7 de la loi du 18 mai 1850 ne peut recevoir d'application dans l'espèce.

M. le ministre de la marine a transmis la déclaration qui lui avait été adressée à M. le ministre des finances par une dépêche du 24 décembre 1852, où il fait observer que la question soulevée présente de l'intérêt, à raison du grand nombre d'inscriptions de rentes sur l'État qui ont été créées au profit des colons dépossédés de leurs esclaves en 1848, et il désire qu'une solution soit promptement rendue.

D'un autre côté, M. le receveur général à Grenoble a écrit, le 31 décembre 1852, à M. le directeur de la dette inscrite pour l'informer que les héritiers de M. le général de Mainville, mort en Algérie, lui ayant demandé de faire transférer des inscriptions de rentes qui étaient au nom du défunt, il a cru devoir refuser tant que ces héritiers ne présenteraient pas le certificat de payement des droits de successions exigé par l'art. 25 de la loi du 8 juillet 1852; mais que les parties ont opposé à la demande du certificat l'art. 4 de l'ordonnance royale du 19 octobre 1841, qui a établi l'enregistrement en Algérie.

Cet article porte que les mutations de biens meubles ou immeubles, droits et créances, opérées par décès, ne sont assujetties à aucun droit, ni soumises à aucune déclaration.

M. le receveur général demande si la prétention des héritiers est fondée, et sa lettre a été transmise par M. le directeur

de la dette inscrite à M. le directeur général de l'enregistrement et des domaines, pour avoir ses observations et son avis.

Sur la communication qui lui a été faite de la réclamation des héritiers Lemaitre St-Isle, le directeur de l'enregistrement à Paris a exprimé l'opinion que les inscriptions de rentes appartenant à des successions ouvertes dans les colonies sont passibles en France du droit établi par l'art. 7 de la loi du 18 mai 1850, et qu'elles ne peuvent être transférées que sur la production du certificat prescrit par l'art. 25 de la loi du 8 juillet 1852.

OBSERVATIONS.

L'art. 4 de la loi du 22 frimaire an VII dispose d'une manière générale et absolue que le droit proportionnel d'enregistrement est établi pour *toute transmission* de biens meubles et immeubles, soit entre vifs soit par décès.

Comme cette disposition constitue un statut réel, il s'ensuit que l'exigibilité du droit ne dépend que de la situation de la chose transmise et non de l'état, de la qualité ou du domicile des personnes entre lesquelles s'opère la transmission.

Il est vrai que le 4e alinéa de l'art. 27 de la même loi, concernant l'indication des bureaux où les droits des mutations par décès doivent être payés, porte que les rentes et autres biens meubles sans assiette déterminée lors du décès seront déclarés au bureau du domicile du décédé.

Mais il n'est pas permis d'en conclure que si le défunt n'avait point son domicile en France, il n'y aurait aucune déclaration à passer ou aucun droit à payer.

En effet, les dispositions de l'art. 27 de la loi du 22 frimaire an VII ne sont que secondaires ou d'exécution; leur objet est de réglementer les cas ordinaires, et leur sens est purement indicatif; il ne saurait donc en résulter une dérogation ou une exception à la règle générale de l'exigibilité du droit de mutation établi par l'art. 4 de la même loi.

De la circonstance que le défunt était domicilié hors de France, il y a lieu seulement de conclure que les rentes et autres biens meubles sans assiette déterminée, dépendant de sa succession, doivent être déclarés au bureau de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel se trouve le débiteur de la rente ou l'immeuble affecté au payement de la dette; car c'est là que

le créancier doit venir exercer ses droits et que se trouve conséquemment la situation de la chose transmise.

Si l'art. 27 de la loi du 22 frimaire an VII n'a pas adopté cette règle à l'égard des successions ouvertes en France, c'est pour que les héritiers ne soient pas obligés de passer autant de déclarations qu'il peut se trouver de débiteurs domiciliés dans les cantons différents, et parce que les titres de rentes et créances étant généralement déposés au domicile du défunt et décrits dans les inventaires, le receveur du domicile est plus à portée que tout autre d'assurer le payement du droit de mutation par décès.

Ces observations sont conformes à plusieurs décisions du ministre des finances, des 14 pluviôse, 21 messidor, 12 thermidor an XII, 10 floréal et 25 thermidor an XIII (*Instruction n°* 290 § 36), et la question a été résolue dans le même sens : 1° pour des successions ouvertes à l'étranger, par une décision du ministre des finances, du 11 mars 1829, prise d'après l'avis du conseil d'État (*Instruction n°* 1282 § 6), et par deux arrêts de la cour de cassation des 27 juillet 1819 et 16 juin 1823;

2° Pour une succession ouverte à Cayenne, où l'enregistrement n'était pas alors établi, par un arrêt du 10 novembre 1823, ainsi conçu :

« La cour, vu les art. 4 et 69 § 4, n° 2, de la loi du 22 frimaire » an VII, etc.;

» Attendu que toute transmission de propriété de biens » meubles ou immeubles existants en France est passible d'un » droit proportionnel de mutation dont la quotité se règle suivant la nature de la transmission et celle de l'objet transmis;

» Attendu que ce droit s'applique nécessairement, dans l'espèce, à la transmission par décès de la rente dont il s'agit, » due par des Français, payable en France et même hypothéquée sur un immeuble situé en France, bien que ladite rente » fasse partie d'une succession ouverte dans la colonie de » Cayenne, où le droit d'enregistrement n'est pas établi, parce » que cette circonstance n'empêche pas qu'il y ait eu en France » mutation d'un bien meuble existant en France, ce qui suffit » pour l'application d'un droit réel qui frappe tous les biens » existants sur le territoire français;

» Attendu que, pour juger le contraire, le tribunal civil d'Or-
» léans s'est mal à propos fondé sur l'art. 27 de la loi, parce
» qu'en supposant même le cas d'une vente qui n'aurait pas
» d'assiette déterminée, l'indication que fait cet article du lieu
» où la déclaration d'une telle rente doit être faite, loin d'en-
» traîner l'affranchissement du droit auquel sa mutation donne
» lieu, confirme au contraire l'exigibilité de ce droit. »

Les héritiers du Sr Lemaitre St-Isle et ceux de M. le général de Mainville ne disconviennent pas que ces règles soient applicables aux rentes et créances existant en France, dépendant d'une succession ouverte dans une colonie française où l'enregistrement n'est pas établi, attendu que, dans ce cas, la colonie française doit être assimilée à un pays étranger, conformément au principe énoncé dans les art. 22, 23, 38, 42 et autres de la loi du 22 frimaire an VII.

Mais ils soutiennent qu'il n'en est pas de même en ce qui les concerne, parce que l'enregistrement a été établi dans la colonie de la Martinique par une ordonnance royale du 31 décembre 1828, et en Algérie par une autre ordonnance du 19 octobre 1841.

Cette objection serait fondée si les lois qui régissent l'enregistrement sur le territoire de la France continentale avaient été rendues communes au territoire des colonies par les ordonnances de 1828 et de 1841.

Mais il n'en est pas ainsi. Ces ordonnances ont une économie et des tarifs différents des lois de la métropole, *auxquelles d'ailleurs elles ne pouvaient déroger ;* elles constituent des statuts réels, particuliers et exceptionnels, applicables seulement aux droits exigibles dans l'étendue de la colonie, et qui ne peuvent dispenser les colons, relativement aux actes qu'ils souscrivent et aux biens qu'ils possèdent sur le territoire français continental, du payement des droits auxquels les habitants de la métropole sont eux-mêmes assujettis. Cette règle s'étend même à *l'usage* que l'on peut faire en France d'un acte *passé en pays étranger ou dans les colonies,* car l'art. 58 de la loi du 28 avril 1816 porte :

« Il ne pourra être fait usage en justice d'aucun acte passé en
» pays étranger ou dans les colonies, qu'il n'ait été acquitté les
» mêmes droits que s'il avait été souscrit en France et pour

» des biens situés dans le royaume. Il en sera de même pour » les mentions desdits actes dans les actes publics. »

Conformément à cette disposition, les actes, même notariés, passés et enregistrés dans les colonies où l'enregistrement est établi, doivent être enregistrés en France avant qu'on puisse en faire usage en justice ou par acte public, et y acquitter les mêmes droits que s'ils eussent été souscrits en France ; mais comme la perception dans les colonies françaises a été faite pour le compte du gouvernement français, une délibération du conseil du 30 novembre 1822 a reconnu qu'il était juste et conforme à une saine interprétation de l'art. 58 de la loi du 28 avril 1816, d'imputer les droits perçus aux colonies sur ceux à percevoir en France suivant le tarif des lois en vigueur sur le continent. (*Voyez dans le même sens l'instruction n°* 1703 § 2.)

C'est ainsi que se concilient l'exécution des statuts différents qui régissent l'enregistrement en France et dans les colonies où il a été successivement établi depuis 1804, et les dispositions de l'art. 58 de la loi du 22 avril 1816 avec celles de la loi du 22 frimaire an VII qui n'assimilent les colonies à l'étranger qu'autant que l'enregistrement n'y aura pas été établi.

Or, comme le reconnaissent les héritiers du Sr Lemaitre St-Isle et ceux de M. le général de Mainville, les inscriptions de rentes sur l'État, dépendant des successions ouvertes soit à la Martinique soit en Algérie, ne sont point assujetties au droit d'enregistrement de mutations par décès dans ces colonies.

Conséquemment, les héritiers ou légataires de ces valeurs sont tenus d'acquitter en France le droit de mutation par décès, établi par l'art. 7 de la loi du 18 mai 1850, dans les délais fixés et sous les peines déterminées par les art. 24 et 39 de la loi du 22 frimaire an VII, comme si ces valeurs dépendaient d'une succession ouverte en pays étranger ou dans la France continentale.

Aussi l'art. 25 de la loi du 8 juillet 1852, qui a pour objet d'assurer l'exécution de l'art. 7 de la loi du 18 mai 1850, ne fait-il aucune distinction? Il porte d'une manière générale et absolue, et sans égard au domicile et à la qualité des personnes, que le transfert ou la mutation au grand-livre de la dette publique d'une inscription de rente provenant *de titulaires décédés ou déclarés absents*, ne pourra être effectué que sur la pré-

sentation d'un certificat délivré sans frais par le receveur de l'enregistrement et visé par le directeur du département, *constatant l'acquittement du droit de mutation par décès établi par l'art. 7 de la loi du* 18 *mai* 1850.

La justice et la raison exigent également qu'il en soit ainsi : car les Français de nos colonies ne sauraient avoir le privilége de posséder en France des valeurs sans acquitter les droits dont les habitants de la métropole sont eux-mêmes tenus.

Enfin, s'il est vrai que les arrérages des rentes sur l'État, possédés par les colons, sont servis dans les colonies lorsque les parties intéressées le demandent, cela ne change pas la nature des choses ni la situation de ces valeurs qui, dans la réalité, ne peuvent être acquises et transférées qu'au trésor public et qui, par conséquent, sont nécessairement régies par le statut réel concernant les biens de la France continentale.

Par ces motifs, l'administrateur chargé de la 2e division propose au conseil d'émettre l'avis que les demandes des héritiers du Sr Lemaitre S^{t}-Isle et de M. le général de Mainville ne sont pas susceptibles d'être accueillies, et qu'il y a lieu, par M. le ministre des finances, de décider que les inscriptions de rentes sur le grand-livre de la dette publique, dépendant de successions ouvertes dans les colonies françaises, doivent être déclarées au bureau de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel se trouve placé le trésor public débiteur de la rente, et qu'elles tombent sous l'application de l'art. 7 de la loi du 18 mai 1850 et de l'art. 25 de la loi du 8 juillet 1852.

Les pièces, au nombre de cinq, sont ci-jointes.

Signé : V. COMBETTE.

Le Chef de 1re *classe*,
Signé : CHARDON.

Le Conseil adopte.

Par le Conseil :
L'Administrateur chargé de la 1re *division*,
Signé : SOULERY.

Pour copie conforme :
Le Secrétaire général,
Signé : Guillemarden.

Enregistré au Contrôle, registre no 21 des dépêches ministérielles, fo 113.

N° 323. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 185* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Congés accordés après quatre années de séjour aux colonies. (Art. 35 § 2 du décret du 19 octobre 1851.)*

Paris, le 13 avril 1853.

Monsieur le gouverneur, les termes de la circulaire du 7 mars dernier, par laquelle je vous ai adressé de nouvelles recommandations en ce qui concerne les concessions de congé, ont pu donner lieu de croire que, d'après de nouvelles dispositions, les congés accordés après quatre ans de séjour colonial ne donnaient plus droit aux deux tiers de la solde d'Europe, ainsi que cela résulte de l'art. 35 § 2 du décret du 19 octobre 1851.

Je crois utile de vous faire savoir que la disposition dont il s'agit n'a point été modifiée. Les congés après 4 ans de séjour aux colonies continueront donc à donner droit aux deux tiers du traitement d'Europe, ainsi qu'au passage gratuit, comme s'assimilant par leur nature aux congés de semestre mentionnés dans l'ordonnance du 1er mars 1831. Mais je vous rappelle de nouveau que ces congés, qui sont subordonnés aux besoins du service, doivent toujours être soumis à mon approbation préalable.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 97.

N° 324. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 219* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Notification d'une décision du 30 octobre 1852, concernant les militaires de la gendarmerie, réformés pour infirmités.*

Paris, le 25 avril 1853.

Monsieur le gouverneur, une décision présidentielle du 30 octobre 1852, insérée au *Journal militaire*, page 261, n° 334, accorde aux sous-officiers, brigadiers et militaires de la gen-

darmerie, réformés pour infirmités incurables, une gratification temporaire de réforme égale aux 2/3 du minimum de la pension de retraite du grade et payable pendant un nombre d'années égal à la moitié de la durée de leurs services.

Cette disposition bienveillante est applicable aux militaires de la gendarmerie coloniale. En conséquence, lorsqu'il y aura lieu de proposer un de ces militaires pour la réforme, à titre d'infirmités, le mémoire de proposition devra être appuyé d'un certificat du conseil de santé constatant sa situation et énonçant qu'il y a lieu de faire application de la décision précitée.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 102.

N° 325. — *DÉCISION qui prescrit à M.* Savigny, *capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, de cesser de remplir près le 1er conseil de guerre fonctionnant comme tribunal maritime spécial les fonctions de commissaire rapporteur.*

Cayenne, le 1er mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

En exécution du décret impérial du 23 mars 1853, qui ordonne qu'à l'avenir les fonctions de commissaire rapporteur près le 1er conseil de guerre permanent de la Guyane, fonctionnant comme tribunal maritime spécial, seront remplies par le procureur impérial près du tribunal de 1re instance de Cayenne,

Décide :

M. le capitaine Savigny, remplissant les fonctions de commissaire rapporteur près le 1er conseil de guerre fonctionnant

comme tribunal maritime spécial, cessera lesdites fonctions à compter de ce jour.

En conséquence, les prescriptions de la décision du 28 avril, concernant M. le capitaine Savigny, agissant comme commissaire rapporteur du tribunal maritime spécial, sont rapportées.

Cayenne, le 1er mai 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 239.

N° 326. — *ARRÊTÉ de promulgation du décret du 19 mars 1853, qui abroge le n° 1 de l'art. 1er du décret du 15 janvier précédent, relatif à la loi du 17 mai 1826, sur les substitutions.*

Cayenne, le 2 mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance du 27 août 1828;

Vu la dépêche ministérielle du 24 mars dernier, n° 149;

Sur la proposition du procureur général impérial;

Arrête :

Article premier.

Le décret impérial du 19 mars 1853, qui abroge le n° 1 de l'art. 1er du décret du 15 janvier précédent, lequel rend exécutoire dans les colonies la loi du 17 mai 1826, sur les substitutions, est promulgué à la Guyane française.

Art. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 2 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 275.

N° 327. — *DÉCRET qui abroge le n° 1 de l'art. 1^er^ du décret du 15 janvier 1853, relatif à la loi du 17 mai 1826, sur les substitutions.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT:

Vu notre décret du 15 janvier 1853, portant promulgation dans les colonies de divers actes de la législation métropolitaine, y compris une loi du 17 mai 1826, sur les substitutions, abrogée en France par l'art. 8 de la loi du 7 mai 1849;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Est abrogé le n° 1 de l'art. 1^er^ du décret du 15 janvier 1853, qui rend exécutoire dans les colonies la loi du 17 mai 1826.

ART. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 mars 1853.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 19, — 1853.

N° 328. — *ARRÊTÉ portant prmulgation du décret du 23 mars 1853, relatif aux fonctions de commissaire rapporteur près le 1^er^ conseil de guerre fonctionnant comme tribunal maritime spécial à la Guyane.*

Cayenne, le 2 mai 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance du 27 août 1828;

Vu la dépêche ministérielle du 26 mars dernier, numérotée 155;

Sur le rapport du procureur général impérial ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le décret du 23 mars, qui charge le procureur impérial de Cayenne de remplir les fonctions de commissaire rapporteur près le 1er conseil de guerre fonctionnant comme tribunal maritime spécial, est promulgué dans la colonie.

ART. 2. Le commandant militaire et le procureur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 2 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 276.

N° 329. — *DÉCRET relatif aux fonctions de commissaire rapporteur près le 1er conseil de guerre fonctionnant comme tribunal maritime spécial à la Guyane.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Vu l'art. 12 du décret du 27 mars 1852, relatif aux condamnés aux travaux forcés transportés à la Guyane française, portant : « .... Tous crimes et délits commis par les condamnés » seront jugés par le premier conseil de guerre de la colonie, » faisant fonction de tribunal maritime spécial, et auquel seront » adjoints deux officiers du commissariat de la marine. »

Vu les art. 63 et 67 § 3 combinés du décret impérial du 12 novembre 1806, par suite desquels les fonctions de commissaires rapporteurs près des tribunaux maritimes spéciaux peuvent, en France, être remplies par le procureur impérial du tribunal de première instance de l'arrondissement ou par son substitut ;

Attendu qu'il y a intérêt à confier à un magistrat les fonctions de commissaire rapporteur près du 1er conseil de guerre constitué à la Guyane française en tribunal maritime spécial ;

Avons DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le procureur impérial près du tribunal de première instance de Cayenne remplira les fonctions de commissaire rapporteur près du premier conseil de guerre fonctionnant comme tribunal maritime spécial, en vertu de l'art. 12 du décret du 27 mars 1852.

ART. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais des Tuileries, le 23 mars 1853.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 19, — 1853.

N° 330. — *DÉCISION qui rétablit, en faveur des sous-officiers et gendarmes à pied détachés dans les brigades des quartiers de la colonie, l'indemnité annuelle de 240 fr. précédemment allouée par l'arrêté du 22 décembre 1847.*

Cayenne, le 3 mai 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la lettre du 31 mars 1853 de M. l'inspecteur général des services militaires aux colonies, en faveur des gendarmes à pied des brigades extérieures, auxquels l'allocation individuelle pour vivres de deux cent quarante francs par an a été supprimée au budget des *Services militaires, personnel, exercice* 1853 ;

Prenant en considération la position de ces gendarmes qui, à raison de la cherté des vivres de première nécessité, sont dans l'impossibilité de se suffire à eux-mêmes avec la solde de douze cents francs par an dont ils sont en possession ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

DÉCIDE :

Les sous-officiers et gendarmes à pied détachés dans les brigades des quartiers de la colonie recevront l'indemnité individuelle de deux cent quarante francs par an, allouée par l'arrêté du 22 décembre 1847.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui aura son effet à compter du 1er janvier 1853 et sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 3 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
L'Ordonnateur,
REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 221.

N° 331. — *ARRÊTÉ qui promulgue dans la colonie divers ordonnances, décrets et arrêtés concernant l'inscription maritime.*

Cayenne, le 4 mai 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane française ;

Vu l'art. 5 du décret du gouvernement provisoire, du 3 mai 1848, promulgué dans la colonie le 28 août suivant, prescrivant l'application aux colonies des lois et règlements qui régissent en France l'inscription maritime ;

Considérant qu'il importe de pourvoir aux premiers besoins de cette institution ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont promulgués dans la colonie :

1° L'ordonnance royale du 31 octobre 1784 ;

2° Le décret de la convention nationale du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) ;

3° L'arrêté du directoire exécutif du 21 ventôse an IV (11 mars 1796) ;

4° Le décret impérial du 19 mars 1808.

ART. 2. Il sera pourvu ultérieurement à la publication des autres lois et règlements concernant le service de l'inscription maritime.

ART. 3. L'ordonnateur, le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie, et publié et enregistré, ainsi que les décrets et ordonnances sus-mentionnés, partout où besoin sera.

Cayenne, le 4 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 219.

N° 332. — *DÉCISION qui maintient le payement d'un supplément annuel de* 1,000 *fr. en faveur de chacun des curés de diverses paroisses, et qui supprime les frais de tournée aux ecclésiastiques envoyés en mission dans les quartiers.*

Cayenne, le 6 mai 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

DÉCIDE :

Les quatre curés des paroisses de Macouria, Rémire, Mont-Sinéry et de Kaw, pour lesquels il ne figure pas de supplément à l'art. 6 du budget du service général, continueront à être payés de ce supplément à raison de 1,000 francs par an chacun, imputable audit article : *Frais éventuels des tournées pour les prêtres envoyés hors des villes, etc.*

Par suite de cette disposition, il ne sera plus alloué en 1853 de frais de tournée aux ecclésiastiques envoyés en mission dans les quartiers.

La présente décision sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 6 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 223.

N° 333. — *DÉCISION portant nomination des officiers appelés à siéger comme juges aux conseils de guerre et de révision de la colonie.*

Cayenne, le 11 mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les art. 4 et 5 de la loi du 13 brumaire an V;

Vu les mutations survenues parmi quelques officiers faisant partie des conseils de guerre et du conseil de révision de la colonie ;

Décide :

M. Heckel, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, est nommé juge près le conseil de révision, en remplacement de M. Mancel, parti pour France;

M. Brasseur, sous-lieutenant au même corps, est nommé juge près le 1er conseil de guerre, en remplacement de M. Morville, nommé lieutenant et parti pour France ;

M. Dozol, lieutenant au même corps, est nommé juge près le 2e conseil de guerre, en remplacement de M. Poirot de Scellier, nommé capitaine et parti pour France.

Les présidents des conseils de guerre et du conseil de révision et le commandant militaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 11 mai 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 223.

N° 334. — *DÉCISION qui nomme M.* Besse *(Eugène) membre suppléant de la commission chargée de vérifier et de constater la qualité des morues importées dans la colonie.*

Cayenne, le 12 mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 7 septembre 1848, qui nomme les membres de la commission instituée pour vérifier et constater la qualité de la morue introduite dans la colonie ;

Ayant à pourvoir au remplacement de M. Ferjus, 1er adjoint au maire de la ville de Cayenne, membre de cette commission, empêché d'assister à la vérification de 244 futailles morues importées par le trois-mâts français *le Colonial*, venant de Nantes ;

Vu l'art. 13 du décret du Président de la République, en date du 29 décembre 1851, relatif aux primes pour la pêche de la morue, promulgué le 21 avril 1852 dans la colonie ; ledit arrêté fixant la composition des commissions chargées de la vérification de la qualité de la morue ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Décide :

Article premier.

M. Besse (Eugène), 2e adjoint au maire, est nommé membre suppléant de la commission chargée de vérifier et constater si la morue importée dans la colonie est de bonne qualité et propre à la consommation alimentaire.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 12 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 227.

N° 335. — *ARRÊTÉ portant règlement concernant les ouvriers civils et militaires employés dans les diverses directions, et fixant le tarif des salaires qui leur sont attribués.*

Cayenne, le 12 mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 15 § 2 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les arrêtés des 22 décembre 1851, 26 février et 5 mai 1852 et la décision du 29 mars 1853, portant tarif des salaires des ouvriers employés aux travaux en régie dans les diverses directions;

Sur le rapport de l'ordonnateur;

De l'avis du conseil privé;

Arrête ce qui suit:

Article premier.

A partir du 1er juin 1853, les ouvriers civils et militaires employés en régie aux travaux de l'artillerie, du génie, des ponts et chaussées et des constructions navales seront payés conformément au tarif ci-annexé.

Art. 2. En ce qui concerne les ouvriers civils, la journée sera de neuf heures de travail effectif, prise entre le lever et le coucher du soleil.

Les fractions de journées seront évaluées par quart, afin de tenir compte des absences motivées ou permises.

Dans les travaux du port et par exception, toute fraction de journée sera décomptée à raison de 1/10e de journée pour chaque heure de travail en plus.

Le travail de nuit sera payé un quart en sus du travail de jour.

Les ouvriers d'art de toutes professions devront être munis de leurs outils, excepté les ouvriers des constructions navales.

Les ouvriers qui auront reçu des outils seront responsables des pertes et détériorations provenant de leur négligence.

Art. 3. En cas d'absence illégale du travail, paresse ou exécution défectueuse des ouvrages, l'ouvrier civil pourra subir une retenue d'une demi-journée au moins et d'une journée au plus. Cette peine sera prononcée par le chef de l'atelier. Les réclamations contre les mesures de cette nature ne pourront être faites qu'au chef du service, qui statuera définitivement.

Art. 4. Les ouvriers civils employés aux travaux militaires seront, pour la police des ateliers, soumis à la discipline militaire.

Art. 5. Les hommes intelligents chargés de la garde des magasins, les aides et porte-chaînes employés dans les opérations de lever et tracés pourront être payés aux prix portés dans la catégorie des fouilleurs et terrassiers, mais une autorisation du gouverneur sera indispensable à cet effet.

Art. 6. Les ouvriers civils blessés sur les travaux ou dans un service commandé seront admis dans les hôpitaux de la colonie, aux frais de l'État. Dans ce cas seulement, il pourra leur être alloué la moitié de leur solde, à titre de dédommagement, pendant la durée de leur séjour à l'hôpital.

Art. 7. En ce qui concerne les ouvriers militaires, la journée sera de 7 heures de travail effectif.

Les fractions de journées seront évaluées par heure, afin de tenir compte des absences motivées ou permises.

Tout militaire qui s'absentera du travail illégalement sera privé de sa journée.

Les outils seront fournis aux militaires.

ART. 8. Le gouverneur limitera le nombre d'ouvriers employés dans les divers services.

Aucune augmentation de solde n'aura lieu sans son autorisation.

Pour les payes jusqu'à 2 fr. par jour l'augmentation n'aura lieu que par 10 cent.; pour les salaires supérieurs elle se fera par 50 cent.

ART. 9. Il sera dressé, pour le 1er juin 1853, un état complet de tous les ouvriers employés à la colonie de la Guyane, avec indication de leur classe et de leur salaire pendant le mois de mai 1853; avec indication de leur nouvelle classe et salaire à partir du 1er juin.

Cet état, qui servira de base, permettra d'établir une matricule au détail des travaux, et, à l'avenir, toute augmentation ou nomination devra être notifiée au bureau des travaux pour l'enregistrement.

ART. 10. Lorsque les journaliers civils seront employés à l'extérieur et ne recevront pas de vivres en nature, ils auront droit à une indemnité, savoir :

Les écrivains, dessinateurs, piqueurs, maîtres ouvriers et surveillants, de 80 centimes par jour;

Journaliers de toutes classes, 40 centimes par jour.

ART. 11. La retenue de 3 p. % au profit de la caisse des invalides de la marine continuera d'être exercée sur le montant des salaires de tous les ouvriers.

ART. 12. Tous les tarifs visés par le présent arrêté sont et demeurent abrogés.

ART. 13. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 12 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 242.

N° 336. — *TARIF des salaires des ouvriers employés par les directions des travaux.*

Dessinateurs	de	3 à	5f 00	par jour.
Écrivains	de	2 à	3 50	—
Piqueurs, maîtres ouvriers et contre-maîtres ouvriers	de	3 à	6 00	—
Élèves piqueurs (supprimés).				
Surveillants et ouvriers d'art de toutes professions.	de	1 à	3 00	—
Apprentis (supprimés).				
Canotiers	de	50c à	1 50	—
Fouilleurs et terrassiers	de	1 à	2f 00	—
Manœuvres, femmes et enfants	de	50c à	1 00	—

DIRECTION D'ARTILLERIE.

Sergent chef d'atelier			2f 50	—
Ouvriers canonniers	de	1 à	1 80	—

DIRECTION DU GÉNIE.

Sergent chef d'atelier			2f 50	—
Caporaux et sapeurs employés comme surveillants et piqueurs	de	1 à	1 80	—

OUVRIERS MILITAIRES

employés individuellement et par ordre.

Sous-officier chef d'atelier			2f 50	—
Ouvriers de toutes professions	de	1 à	1 80	—

Pour travaux de terrassement et autres ouvrages communs.

Sous-officiers	of 15	par heure.
Caporaux et soldats	0 10	—
Soldats canotiers	0 75	par jour.

Compagnies entières aux travaux.

Officiers de tous grades	50f	par mois.
Sergent-major	25	—
Fourrier	15	—

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 244.

N° 337. — *ARRÊTÉ qui confère des noms patronymiques à divers individus.*

Cayenne, le 12 mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 23 janvier 1851 ;

Vu les demandes adressées au parquet par les personnes ci-après nommées, à l'effet d'obtenir des noms patronymiques;

Vu les insertions faites par elles dans la *Feuille officielle de la Guyane;*

Attendu, d'ailleurs, que toutes les formalités prescrites par l'arrêté précité ont été remplies, sans qu'il soit survenu aucune opposition à ces demandes;

Sur la proposition du procureur général impérial;

De l'avis du conseil privé ;

Arrête :

Article premier.

La nommée *Élisabeth*, âgée aujourd'hui de 15 ans, née et demeurant à Macouria, autrefois esclave du Sr Beauchère, est autorisée à prendre le nom patronymique de Laurent.

Art. 2. La nommée *Zéphirine*, âgée aujourd'hui de 58 ans, demeurant à Mont-Sinéry, autrefois esclave du Sr Quesnel, est autorisée à prendre le nom patronymique de Manon.

Art. 3. La nommée *Cécile*, couturière, âgée aujourd'hui de 20 ans, née et demeurant à Cayenne, autrefois esclave du Sr *Joseph* Pain, est autorisée à prendre le nom patronymique de Lacourte, qui est celui de sa mère.

Art. 4. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 12 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 273.

N° 338. — *DÉCISION qui autorise la délivrance, à titre gratuit, de certains médicaments aux gendarmes des brigades des quartiers de la colonie.*

Cayenne, le 14 mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'impossibilité pour les gendarmes détachés dans les quartiers de pourvoir à leurs frais à l'achat des médicaments qui peuvent leur être nécessaires en cas de maladie ;

Attendu que dans les quartiers où sont établis des postes militaires les médicaments sont fournis gratuitement aux gendarmes par les officiers de santé chargés des ambulances ;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Décide :

Article premier.

Les médicaments dont l'emploi peut avoir lieu sans l'assistance d'un médecin ou d'un pharmacien, principalement le sulfate de quinine, seront délivrés gratuitement par l'hôpital de Cayenne aux gendarmes des brigades des quartiers.

Art. 2. Les demandes dressées par les chefs des brigades devront être visées par le chirurgien aide-major chargé à Cayenne du service de santé de la gendarmerie et par le commandant de la gendarmerie, et soumises, préalablement à toute délivrance, au visa du médecin en chef, président du conseil de santé.

Art. 3. La dépense résultant de ces délivrances entrera dans le prix moyen de la journée d'hôpital établi en fin d'année.

Art. 4. L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 14 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 229.

N° 339. — *ARRÊTÉ qui promulgue dans la colonie les décrets des 17 et 19 février 1853, portant augmentation de la solde des sous-officiers de toutes armes des armées de terre et de mer.*

Cayenne, le 20 mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane française;

Vu la dépêche ministérielle en date du 23 mars 1853, n° 147;

Vu les deux décrets des 17 et 19 février 1853, insérés aux n^os^ du *Moniteur* des 18 et 20 dudit mois, portant augmentation de la solde des sous-officiers de toutes armes des armées de terre et de mer;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Arrête :

Article premier.

Sont promulgués dans la colonie :

1° Le décret impérial du 17 février 1853, portant que la solde des sous-officiers de toutes armes, gendarmerie comprise, est augmentée de dix centimes par jour, dans toutes les *positions de présence ou d'absence*, à partir du 1^er^ avril 1853;

2° Le décret impérial du 19 février 1853, portant que la solde des sous-officiers de toutes armes, gendarmerie comprise, des troupes de la marine est augmentée de dix centimes par jour, dans toutes les *positions de présence ou d'absence*, à partir du 1^er^ avril 1853.

Art. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré, ainsi que les décrets sus-énoncés, à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 246.

N° 340. — *DÉCRET portant que la solde des sous-officiers de toutes armes, gendarmerie comprise, est augmentée de dix centimes par jour.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Vu l'art. 6 de la constitution;

Vu les tarifs de solde aujourd'hui en vigueur dans l'armée de terre;

Considérant qu'il est urgent d'améliorer la solde attribuée par ces tarifs aux sous-officiers de toutes armes, et que dès lors il convient d'y affecter une partie des économies réalisées par la réduction de l'effectif général de l'armée, dans les divers chapitres du budget;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La solde des sous-officiers de toutes armes, gendarmerie comprise, est augmentée de dix centimes par jour, *dans toutes les positions de présence ou d'absence*, à partir du 1er avril prochain.

ART. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 17 février 1853.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France, Ministre Secrétaire d'État de la guerre,

A. DE SAINT-ARNAUD.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 21, — 1853.

N° 341. — *DÉCRET portant augmentation de dix centimes par jour sur la solde des sous-officiers de toutes armes, gendarmerie comprise, des troupes de la marine.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

La solde des sous-officiers de toutes armes, gendarmerie comprise, des troupes de la marine est augmentée de dix centimes par jour, dans toutes les *positions de présence ou d'absence*, à partir du 1er avril prochain.

ART. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait au palais des Tuileries, le 19 février 1853.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 21, — 1853.

N° 342. — *ARRÊTÉ qui rend applicables aux femmes condamnées à la reclusion et à l'emprisonnement les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1853, portant obligation de travail dans les prisons de la colonie.*

Cayenne, le 21 mai 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 31 mars dernier, portant que l'obligation de travail imposée aux condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement sera désormais exécutée soit à l'intérieur, soit à l'exté-

rieur des prisons, et qui fixe en même temps le salaire à leur allouer ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont applicables aux femmes condamnées à la reclusion et à l'emprisonnement les dispositions de l'arrêté sus-visé du 31 mars dernier.

Elles recevront, en conséquence, un salaire journalier, réglé selon leurs forces et le résultat de leur travail, savoir :

Celles condamnées à la reclusion.

Travailleuses de 1re classe	of 30c
——— de 2e classe	o 20
——— de 3e classe	o 10

Celles condamnées à l'emprisonnement.

Travailleuses de 1re classe	of 35c
——— de 2e classe	o 25
——— de 3e classe	o 15

Moitié de ce produit leur sera délivrée, si elles le méritent, pour se procurer quelques adoucissements.

L'autre moitié sera retenue pour former un fonds de réserve destiné à leur être remis à leur sortie.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 21 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 238.

N° 343. — *ARRÊTÉ qui règle la délivrance des vêtements et du savon à faire aux individus des deux sexes, condamnés aux travaux forcés et à l'atelier disciplinaire, détenus dans les prisons de la colonie.*

Cayenne, le 21 mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Étant juste que les condamnés, de l'un et de l'autre sexe, aux travaux forcés et à l'atelier de discipline, dans les geôles de la colonie, reçoivent au compte de l'État, auquel ils doivent leur travail, les vêtements qui leur sont nécessaires;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé;

Arrête :

Article premier.

Il est accordé aux individus des deux sexes, condamnés aux travaux forcés et à l'atelier disciplinaire, détenus dans les prisons de la Guyane, des vêtements dont la délivrance aura lieu par moitié, en janvier et juillet de chaque année, d'après la composition suivante:

Aux hommes:

Une chemise de laine, pour la saison d'hiver,
Un bonnet de laine,
Deux chemises de toile écrue,
Deux pantalons de toile bleue.

Aux femmes:

Une chemise de laine, pour la saison d'hiver,
Deux chemises de toile écrue,
Deux camisas en indienne ou toile bleue,
Deux mouchoirs burgos.

Art. 2. Toute condamnation de moins de 3 mois à l'atelier disciplinaire ne donnera lieu, pour celui qui en aura été l'objet, à aucune délivrance de vêtement.

Art. 3. Il est alloué dix grammes de savon par jour à chacun des condamnés ci-dessus pour laver son linge.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 21 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 239.

N° 344. — *DÉCISION qui nomme provisoirement M.* VIGUÉ *commissaire-commandant du quartier de Macouria, en remplacement de M.* BRÉMOND, *parti pour France.*

Cayenne, le 23 mai 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les art. 112 et 115 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, concernant le gouvernement de la Guyane française ;

Vu le décret du 30 juin 1835, concernant l'organisation municipale à la Guyane française ;

Vu l'art. 11 de la loi du 24 avril 1833, ensemble le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848, concernant l'attribution de certains pouvoirs aux gouverneurs dans les colonies ;

Vu la décision du 18 de ce mois, qui accorde un congé de convalescence à M. BRÉMOND, commissaire-commandant du quartier de Macouria et chef de bataillon commandant les milices de Cayenne ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER.

M. VIGUÉ (Léon) est nommé provisoirement commissaire-commandant du quartier de Macouria, en remplacement de M. BRÉMOND (Joseph-Étienne), parti pour France, en congé pour affaires personnelles.

M. Vigué jouira à ce titre de l'allocation annuelle de cinq cents francs déterminée par l'arrêté du 1er décembre 1848.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et au contrôle colonial.

Cayenne, le 23 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 245.

N° 345. — *ARRÊTÉ qui prescrit à M.* Marbotin, *de retour de congé de France, de reprendre ses fonctions de juge impérial du tribunal de première instance de Cayenne, et qui nomme provisoirement M.* Deslandes *procureur impérial près ledit tribunal.*

Cayenne, le 23 mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 61 § 2 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrivée dans la colonie de M. Marbotin, juge impérial près le tribunal de première instance de Cayenne;

Vu notre arrêté en date du 21 de ce mois, qui accorde un congé pour France à M. Mercier, procureur impérial près ledit tribunal;

Vu les besoins du service;

Sur la proposition du procureur général impérial;

Arrête :

Article premier.

M. Marbotin reprendra ses fonctions de juge impérial du tribunal de première instance de Cayenne.

Art. 2. M. Deslandes, substitut du procureur général impérial, est nommé provisoirement procureur impérial près ledit tribunal, en remplacement de M. Mercier.

Art. 3. L'ordonnateur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 23 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:
Le Procureur général impérial, p. i.,
MITTAINE.

Enregistré au Greffe de la Cour impériale.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 274.

N° 346. — *DÉCISION qui règle les fournitures de luminaire à faire pour le service de la direction du port et du pilotage.*

Cayenne, le 31 mai 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Considérant qu'aucune décision écrite ne règle les dépenses d'éclairage à faire par le magasin général pour le service de la direction du port et du pilotage;

Attendu que d'après l'extension que ce service a prise depuis quelque temps, il devient nécessaire de déterminer des bases fixes pour l'allocation de ces dépenses;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Décide :

L'éclairage de la direction du port, de la cayenne des canotiers manouvriers et du poste de la station extérieure établi à l'îlet le Père, est réglé de la manière suivante, à partir du 1er juin prochain :

Direction du port, entrée principale..... 1 fanal d'applique, 1 bec.
Cayenne des canotiers du port..... 1 fanal d'applique, 1 bec.
Poste extérieur de l'îlet le Père..... 1 fanal d'applique, 1 bec.

Les quantités d'huile et de coton filé pour mèches à délivrer sont réglées comme suit:

Par jour et par bec..... { 120 grammes huile à brûler, 005 d° coton pour mèches.

Par jour, 1 chandelle des 16 ou 20 au kilogramme, pour ronde de nuit au port.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera insérée au Bulletin officiel de la colonie, et enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 31 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 247.

N° 347. — *ARRÊTÉ qui règle la composition de la ration journalière de vivres à délivrer aux noirs transportés sur les établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 31 mai 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté local du 31 mars 1853, concernant le régime alimentaire des transportés à la Guyane ;

Considérant que si, dans un intérêt de justice et d'économie, il importe de rapprocher le régime alimentaire des noirs transportés sur les pénitenciers de celui auquel sont soumis les individus simplement détenus dans les prisons de la colonie, il convient cependant de tenir compte des travaux de force auxquels les premiers sont astreints ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La ration journalière des noirs transportés sur les établissements pénitentiaires sera composée d'après le tarif suivant :

750 grammes de couac,
750 grammes de pain (seulement dans le cas où le couac viendrait à manquer),
06 centilitres de tafia,
1 kilogramme de poisson frais,
ou 500 grammes de poisson salé,
ou 200 grammes de lard salé (seulement dans le cas où on ne pourrait délivrer de poisson frais ou salé).

Il est passé pour assaisonnement du poisson frais et salé une quantité de $0^{k}\,006^{g}$ d'huile ou $0^{k}\,010^{g}$ de saindoux par jour.

Exceptionnellement et d'après l'avis motivé du médecin de l'établissement, le couac pourra être remplacé par le pain.

ART. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 31 mai 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 246.

N° 348. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 31 mai 1853.*

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	» » le kil.		
Sucre brut.....	0 44 id.		
Café... marchand...	» » id.		
Café... en parchemin	» » id.		
Coton.....	1 50 id.		
Cacao.....	0 60 id.		
Roucou.....	2 40 id.		
Girofle noir (clous).	1 30 id.		
Girofle blanc.....	» » id.		
Girofle griffes.....	» » id.		
Tafia.....	75 00 les 100 l.		
Mélasse.....	» » id.		
Couac.....	0 25 le kil.		
Peaux de bœufs.....	9 00 la peau.		

Cayenne, le 31 mai 1853.

Les Membres de la commission,

E. BESSE, A. FERJUS.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,

MANGO.

Vu : *Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,*

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 263.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 349. — Par décision ministérielle du 10 février 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 14 du même mois, n° 83 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), M. Babeau, ancien commissaire central de police à la Guadeloupe, et en dernier lieu chef du bureau de l'intérieur à Cayenne, a été destiné pour la Guyane, en qualité d'agent de colonisation pénitentiaire, au traitement colonial de 5,000 fr. par an.

N° 350. — Par dépêche ministérielle du 6 avril 1853, n° 173 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de l'autorisation du passage dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane des S^rs^ Dubois (Pierre-Joseph) et Seiler (Maurice-Jérôme), gardes à pied de la garde de Paris.

N° 351. — Par dépêche ministérielle du 8 avril 1853, n° 178 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné du décès, à l'hôpital de Brest, le 18 mars précédent, du gendarme à pied Rousset, appartenant à la compagnie de gendarmerie de la Guyane.

N° 352. — Par dépêche du 11 avril 1853, n° 182 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné que par décision du 1^er^ dudit mois, M. le ministre de la guerre a accepté la démission du gendarme à cheval Floquet, et prononcé la mise en réforme du gendarme à pied Bouscasse, de la compagnie de la Guyane française.

N° 353. — Par décret du 13 avril 1853, notifié par dépêche du 15 du même mois, n° 200 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), M. Angelin (François-Victor-Siméon-Justin), chirurgien de la marine de 3^e^ classe, du cadre de Cayenne, qui était en retrait d'emploi depuis le 8 janvier dernier, a été rappelé à l'activité.

M. Angelin a été destiné de nouveau à servir à la Guyane française.

N° 354. — Par décision ministérielle du 14 avril 1853, notifiée par dépêche du 16 dudit mois, n° 205 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), M. Olive, licencié en droit, a été destiné à servir à la Guyane française en qualité d'écrivain de la marine, aux appointements de 1,800 francs par an, sur le pied colonial.

N° 355. — Par décision du 1er mai 1853, le Sr Oddo (Ange), pilote lamaneur au port de Cayenne, a été nommé pilote des bâtiments de la station.

Il jouira à ce titre d'une solde de 1,800 francs par an et aura droit à la ration de marin. — Il comptera, pour la solde et les vivres, à bord de l'aviso à vapeur *le Voyageur*.

N° 356. — Par décision du même jour, le Sr Carron (Charles-André) a été nommé patron de la goëlette de servitude *l'Ibis*.

Il conservera dans cette position sa solde de pilote fixée à 1,800 francs par an, imputable à l'art. 1er du service local, et aura droit en outre à la ration de marin.

N° 357. — Par décision du même jour, la solde du Sr Bordes, pilote au port de Cayenne, a cessé d'être imputée au compte du chapitre V (*Formation d'une colonie pénitentiaire*), et a été mise au compte du chapitre III (*Service général, art. 3, direction du port*).

N° 358. — Par arrêté du 2 mai 1853, la décision du 20 août 1852, qui attache un commis expéditionnaire au parquet du procureur général à Cayenne, a été rapportée.

En conséquence, M. Bonnet (Amédée), qui était pourvu de cet emploi, a cessé ses fonctions à partir du 1er dudit mois.

N° 359. — Par décision du 3 mai, M. Blandinières, capitaine commandant la 1re section de la 16e compagnie d'artillerie de marine, a été appelé à remplacer provisoirement comme directeur d'artillerie M. le capitaine Mancel, entré à l'hôpital.

N° 360. — Par décisions du 4 mai 1853, les mutations suivantes ont eu lieu, à compter dudit jour, dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane française, sauf confirmation par M. le ministre de la guerre, savoir :

Le gendarme PERRIER (Remy-Paulin-Joly) a été autorisé, sur sa demande, à passer de l'arme à cheval dans l'arme à pied ;

Les gendarmes LATOUR (Jean-Louis), PIDOLOT (Jean) et THÉAS (Joseph) ont passé de l'arme à pied dans l'arme à cheval ;

Et le S^r MORIN (Louis-Joseph), sergent à la 16^e compagnie d'artillerie de marine, a été nommé gendarme à cheval.

N° 361. — Par décision du 6 mai 1853, M. RAYNAUD, chirurgien de la marine de 1^re classe, a été appelé à prendre la direction du service de santé à l'île Royale, en remplacement de M. BIGOT, officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu.

Il recevra dans cette position une indemnité de 100 francs par an, représentative des fournitures de bureau.

N° 362. — Par décision du même jour, il a été prescrit à M. BIGOT, chirurgien de marine de 1^re classe, chargé de la direction du service de santé aux îles du Salut, de remettre son service à M. RAYNAUD, chirurgien du même grade, appelé à le remplacer.

N° 363. — Par décision du même jour, M. DOUÉ, pharmacien de la marine de 3^e classe, récemment arrivé dans la colonie, a été désigné pour remplacer aux îles du Salut M. SIGALOUX, pharmacien du même grade, rappelé au chef-lieu.

N° 364. — Par décision du même jour, M. PIGNONI, chirurgien de la marine de 3^e classe, récemment arrivé dans la colonie, a été désigné pour remplacer aux îles du Salut M. AMOURETTI, chirurgien du même grade.

N° 365. — Par décision du 9 mai 1853, un congé de convalescence pour France a été accordé à M. LAGRANGE, commis receveur de l'enregistrement, sauf approbation du ministre. Cet employé a été embarqué sur le navire hôpital *l'Armide*, à la table des élèves.

N° 366. — Par ordre du 10 mai 1853, il a été prescrit à M. MANCEL (Armand-Jean), capitaine en 1er d'artillerie de marine, de s'embarquer comme passager sur la frégate hôpital *l'Armide*, à l'effet de se rendre en France en congé de convalescence.

N° 367. — Par décision du même jour, il a été réglé que le Sr LAVAISSIÈRE, portier du collége de Cayenne, autorisé à rentrer en France pour cause de maladie, cessera de toucher sa solde à compter du 11 du courant et sera, en conséquence, rayé des matricules du service.

N° 368. — Par décision du même jour, le Sr ANTONIO (Francisco) a été nommé surveillant de 2e classe de l'atelier disciplinaire à Cayenne. Il jouira à ce titre d'un traitement annuel composé comme suit :

Appointements fixes.....	900f	1,200f
Appointements éventuels.....	300	

N° 369. — Par décision du 11 mai 1853, M. BLANDINIÈRES, capitaine en 1er d'artillerie de marine, commandant la 1re section de la 16e compagnie détachée à Cayenne, a été appelé à remplir les fonctions de directeur d'artillerie, en remplacement de M. le capitaine MANCEL, parti pour France en congé de convalescence.

Cet officier aura droit dans cette position aux allocations attribuées au directeur d'artillerie dans la colonie.

N° 370. — Par décision prise en conseil privé le 12 mai 1853, une demi-bourse, laissée vacante dans le pensionnat des sœurs de Saint-Joseph à Cayenne par la sortie de Mlle *Mathilde* LAJARD, a été accordée à la jeune *Marie-Gabrielle-Hélène* TIVIRO.

N° 371. — Par décision du 13 mai 1853, il a été réglé qu'à l'avenir les masses de couchage et d'habillement des soldats noirs seront, comme la solde et les accessoires, abondées de 3 p. % à l'infini, pour les exonérer de la retenue à percevoir en faveur de la caisse des invalides.

N° 372. — Par décisions du même jour, les gendarmes Fournier (Cyrille-Joseph) et Walterlé (Nicolas), de la compagnie de la Guyane française, ont passé, le premier, sur sa demande, de l'arme à cheval dans l'arme à pied, et le second, de l'arme à pied dans l'arme à cheval, sauf confirmation par M. le ministre de la guerre.

N° 373. — Par décisions du 14 mai 1853, la solde des Srs Maurras (Charles) et Jouven (Marius), écrivains attachés provisoirement aux premier et deuxième bureaux de l'enregistrement à Cayenne, a été augmentée de la portion disponible sur le traitement de M. Lagrange, commis receveur titulaire parti pour France en congé, et élevée en conséquence de 650 à 975 francs par an, à compter du 15 du courant.

N° 374. — Par décision du même jour, M. Urbain (Jules-Martin), employé à la journée au bureau des travaux, a été nommé écrivain auxiliaire aux appointements annuels de 800 francs, à compter du 16 mai courant, et attaché en ladite qualité au bureau des revues.

N° 375. — Par décision du 16 mai 1853, M. Brache (Jules), commis de marine, chef du bureau des fonds, a été chargé de suppléer le chef du détail des travaux pendant son absence du chef-lieu, pour la signature des pièces comptables et l'expédition des affaires courantes se rattachant au service dudit détail.

N° 376. — Par décision du même jour, la démission de M. Douillard (Félix) de l'emploi d'écrivain temporaire de la marine a été acceptée à compter dudit jour.

N° 377. — Par décision du 17 mai 1853, un congé pour France, pour affaires personnelles, sans solde, a été accordé, à compter du 21 du courant, au Sr Melchior (Jean-Jude), surveillant rural de 1re classe au quartier de Macouria.

N° 378. — Par ordre du même jour, le Sr Flotte (Alexis) a été nommé provisoirement, à compter du 21 mai courant, surveillant rural de 1re classe au quartier de Macouria, en remplacement du Sr Melchior (Jean-Jude).

Sa solde est fixée à 900 francs par an.

N° 379. — Par décision du 18 mai 1853, le Sr *Gustave* Zéphirin a été nommé, pour compter du 20 dudit mois, surveillant rural de 2e classe au quartier de Roura.

Il jouira à ce titre d'une solde annuelle de 800 francs.

N° 380. — Par décision du même jour, un congé pour affaires personnelles et pour cause de santé a été accordé à M. Brémond (Joseph-Étienne), commissaire-commandant du quartier de Macouria et chef de bataillon des milices de Cayenne.

N° 381. — Par décision du 19 mai 1853, un congé de six mois, pour affaires personnelles, a été accordé au Sr Harmois, ouvrier relieur à l'imprimerie du gouvernement, à Cayenne.

Il jouira pendant la durée de ce congé de la solde de 550 fr. par an, représentant le quart de son traitement colonial.

N° 382. — Par arrêté pris en conseil privé le 21 mai 1853, un congé de convalescence pour France a été accordé à M. Mercier, procureur impérial près le tribunal de 1re instance à Cayenne.

N° 383. — Par décision du même jour, le Sr Terrina (Lucien) a été nommé portier du collége de Cayenne, en remplacement du Sr Lavaissière, parti pour France.

Il recevra à ce titre une solde annuelle de 300 francs, à compter du 11 du courant, date de son entrée en service.

N° 384. — Par décision du même jour, le nommé Loubango (Casimir) a été inscrit sur les matricules comme garçon de bureau au détail des revues, en remplacement du nommé Jean-Baptiste, qui a renoncé à son emploi.

N° 385. — Par décision du 25 mai 1853, le Sr Nais (Joseph-Irénée-Phonrose), caporal au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine à Cayenne, a été nommé ouvrier relieur à l'imprimerie du gouvernement, aux appointements de 75 francs par mois, pendant l'absence du Sr Harmois, titulaire de l'emploi, en congé en France.

N° 386. — Par une décision du 27 mai 1853, M. le contre-amiral gouverneur a rendu applicable, à partir du 1er juin prochain, au Sr Grandjean, ouvrier d'état à la direction d'artillerie, le tarif joint à l'arrêté du 12 dudit mois, et a décidé en outre que, à raison des obligations de surveillance qui lui sont imposées, ses journées de travail lui seraient comptées d'après le nombre effectif des jours du mois, dimanches et jours fériés compris.

N° 387. — Par décision du 30 mai 1853, M. Maisonneuve, sous-commissaire de marine de 2e classe, a été chargé, à compter du 1er juin prochain, du bureau de la comptabilité centrale des fonds, en remplacement de M. Brache (Jules), commis de marine, qui dirigeait provisoirement ce détail.

N° 388. — Par décision du même jour, il a été prescrit à M. Brache (Jules), commis de marine, chargé du bureau de la comptabilité centrale des fonds, d'en faire la remise le 1er juin prochain à M. le sous-commissaire Maisonneuve, et de continuer ses services sous les ordres de cet officier d'administration.

OMISSION AU BULLETIN DU MOIS D'OCTOBRE 1852.

N° 389. — Par décision du 26 octobre 1852, M. Poete, lieutenant d'artillerie de marine, a été nommé commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent (quartier d'Oyapock).

Certifié conforme :
Le Contrôleur colonial,
F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 6.

JUIN 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 390. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 230 (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Communication relative au mode d'envoi en France de produits de successions vacantes des colonies.*

Paris, le 30 avril 1853.

M. le gouverneur, des instructions émanées du ministère des finances ont autorisé, depuis 1846, MM. les trésoriers de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de la Réunion, en leur qualité d'agents directs du trésor public, à encaisser, au crédit de la caisse des dépôts et consignations, toutes les sommes provenant de successions tombées à la vacance dans ces colonies, et dont l'envoi en France est réclamé par mon département. Au moyen du récépissé constatant cet encaissement, et qui est délivré pour m'être adressé sous le timbre de la direction des colonies, M. le ministre des finances autorise le versement de la somme dont il s'agit à la caisse des dépôts et consignations pour être remise aux ayants droit.

Ce mode de procéder pour l'envoi en France des produits de successions vacantes n'est pas toujours suivi par les administrations coloniales. Je crois utile, en conséquence, d'appeler votre attention à cet égard, avec invitation de pourvoir à ce que, dorénavant, on se conforme exactement, dans la colonie, aux instructions dont il s'agit.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 105.

N° 391. — *DÉCISION qui pourvoit au remplacement de plusieurs membres de la commission instituée par l'arrêté du 7 décembre 1830, pour vérifier la qualité et arrêter les prix courants des denrées coloniales et marchandises à la Guyane française.*

Cayenne, le 1er juin 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 7 décembre 1830, qui nomme une seule commission pour vérifier la qualité et arrêter les prix courants des denrées coloniales et marchandises à la Guyane française;

Ayant à pourvoir au remplacement de plusieurs membres de ladite commission, par suite de décès, absence de la colonie ou empêchement pour cause de maladie;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Décide :

Article premier.

MM. Brunot (Jules), propriétaire;
Gleise (César), Lalanne (Célestin), } négociants,
et Daubriac, courtier de commerce,
sont nommés membres de la commission instituée par l'arrêté de 1830 précité, en remplacement de MM. Dagault, Buja, Auger et *Alexandre* Couy.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 1er juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 256.

N° 392. — *ARRÊTÉ qui règle la redevance à acquitter à la caisse coloniale pour l'obtention des plants provenant du jardin de naturalisation de Baduel.*

Cayenne, le 4 juin 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Considérant que, s'il est utile d'entretenir des pépinières sur l'habitation domaniale de Baduel, il convient, d'un autre côté, de réduire, autant que possible, les dépenses qu'elles occasionnent à la colonie, en fixant un tarif pour la délivrance des plants qui avait, jusqu'à présent, lieu à titre gratuit;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé ;

Arrête :

Article premier.

Les plants de végétaux de toute espèce cultivés au jardin de naturalisation de Baduel ne seront plus délivrés qu'à charge de payement et aux conditions ci-après, savoir :

Plants de manguiers et de tous autres arbres fruitiers, greffés..... 3f 00c le pied.
——————— non greffés.. 1 00 d°.

Plants de roucouyer, de caféier, de giroflier, de cannellier, de poivrier, d'arbre à pain, de bananier et de tous autres végétaux à produits d'exportation et alimentaires..... 0f 50c le pied.
Plants de fleurs et de végétaux d'agrément. 0 40 d°.

Art. 2. Quiconque voudra obtenir des plants devra préalablement adresser sa demande au chef de l'administration intérieure, qui l'apostillera. Elle sera ensuite présentée au régisseur de Baduel pour être remplie, s'il y a lieu.

Celui-ci indiquera à l'intéressé les quantités qu'il sera possible de lui accorder et en même temps le jour où il devra les faire enlever, sans que, dans aucun cas, les moyens de charroi puissent être fournis par le jardin.

Art. 3. Le régisseur inscrira sur un registre spécial, coté et paraphé par le chef de l'administration intérieure, les nombre, espèces et prix des plants qu'il aura été autorisé à délivrer, avec la date des délivrances et les noms des personnes à qui elles seront faites.

Il en recevra le montant qu'il versera au trésor au commencement du mois qui suivra chaque trimestre.

Ces versements seront effectués sur états récapitulatifs, dressés par les soins du régisseur et vérifiés et arrêtés à la direction de l'administration intérieure.

Art. 4. Les plants ne pourront être emportés du jardin de Baduel qu'après payement de leur valeur dont le régisseur demeurera dans tous les cas responsable.

Art. 5. Sont exceptés des dispositions qui précèdent les divers services et établissements publics pour qui la distribution des plants nécessaires continuera de se faire gratuitement.

Art. 6. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 4 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:
Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,
A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 259.

N° 393. — *DÉCISION portant acceptation de la démission de M.* Beauvalet, *comme lieutenant-commissaire-commandant et percepteur des contributions du quartier de Macouria.*

Cayenne, le 6 juin 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la lettre de M. Beauvalet (Théodore), en date du 29 du courant, par laquelle il donne sa démission de lieutenant-commissaire-commandant et de percepteur des contributions au quartier de Macouria ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Décide :

Article premier.

La démission de M. Beauvalet est acceptée. Il remettra à M. Vigué, commissaire-commandant provisoire, les papiers et archives dépendant tant du commissariat que de l'état civil.

M. Beauvalet fera également remise à M. Vigué, nommé par décision de ce jour percepteur des contributions à Macouria, en son remplacement, des papiers, registres et tous autres documents quelconques relatifs à la perception, et versera au trésor les fonds provenant de ce service.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 6 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 248.

N° 394. — *DÉCISION qui nomme M.* Vigué *percepteur des contributions dans le quartier de Macouria, en remplacement de M.* Beauvalet.

Cayenne, le 6 juin 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 61 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, concernant le gouvernement de la Guyane française ; ensemble

l'art. 1er de l'arrêté du 20 août 1850, concernant le recouvrement des contributions directes et les frais de poursuites dans les quartiers ;

Vu la démission de M. Beauvalet (Théodore) des fonctions de percepteur dans le quartier de Macouria ;

Sur la présentation du trésorier de la colonie et sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Décide :

M. Vigué (Léon), commissaire-commandant provisoire du quartier de Macouria, est nommé percepteur de contributions dans cette localité, en remplacement de M. Beauvalet, démissionnaire.

La présente décision sera enregistrée partout où besoin sera et au contrôle colonial.

Cayenne, le 6 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre nº 25 des ordres et décisions, fº 248.

Nº 395. — *DÉCISION qui autorise le commissaire de police du quartier d'Oyapock, en cas d'absence ou d'empêchement de la part du commissaire-commandant de cette localité, à recevoir les actes de l'état civil.*

Cayenne, le 9 juin 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la lettre de M. le commissaire-commandant du quartier d'Oyapock, par laquelle il expose que, n'ayant pas de lieutenant-commissaire-commandant, il ne peut être suppléé dans ses fonctions d'officier de l'état civil pendant les absences qu'il est obligé de faire pour le service ;

Vu l'art. 39 du décret colonial du 30 juin 1835, concernant l'organisation municipale à la Guyane française ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Décide :

Article premier.

En cas d'absence ou d'empêchement de la part du commissaire-commandant du quartier d'Oyapock, le commissaire de police de ce quartier est autorisé à recevoir les actes de l'état civil.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 9 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 260.

N° 396. — *ARRÊTÉ qui convoque les assises extraordinaires à Cayenne, pour le 25 juin 1853.*

Cayenne, le 14 juin 1853

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 64 de l'ordonnance judiciaire du 21 décembre 1828 ;

Vu l'arrêt de la cour portant qu'il y a lieu de renvoyer le S^r^ St-Arroman, surveillant de 2^e^ classe aux îles du Salut, devant les assises de la Guyane, sous l'accusation d'avoir, dans la journée du 21 mai dernier, commis une double tentative d'assassinat sur la personne du S^r^ Lebourrique, surveillant de 1^re^ classe, son chef immédiat ;

Considérant qu'il importe de faire statuer promptement sur cette accusation ;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

Arrête :

Article premier.

Des assises extraordinaires sont convoquées pour le samedi 25 du courant, à l'heure ordinaire des séances de la cour.

Art. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 14 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 299.

N° 397. — *DÉCISION qui supprime les emplois de professeur de chant et de musique vocale dans les écoles des frères de Ploërmel et des sœurs de S^t^-Joseph à Cayenne.*

Cayenne, le 15 juin 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

En conformité des prescriptions ministérielles pour la réduction des dépenses au strict nécessaire dans les diverses branches du service public ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Décide :

Article premier.

Sont rapportées, à compter du 1^er^ juillet prochain, la décision du 5 février 1848, qui fixe le taux des appointements alloués au S^r^ Nessler, professeur de chant dans les écoles des frères de Ploërmel et des sœurs de S^t^-Joseph, ainsi que celle du 28 février 1850, par laquelle le S^r^ Nessler a été remplacé par M^lle^ Delanglade dans l'emploi de professeur de musique vocale au pensionnat des Dames de S^t^-Joseph.

Art. 2. A compter de la même époque, ces emplois sont supprimés; en conséquence, le S^r^ Nessler et M^lle^ Delanglade cesseront de jouir des allocations qui leur sont attribuées en vertu des décisions précitées, sur l'*art.* 11 : *Loyers et ameublement, service général.*

Art. 3. La présente décision sera enregistrée partout où besoin sera et au contrôle colonial.

Cayenne, le 15 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 268.

N° 398. — *ARRÊTÉ qui fixe la délimitation de certains quartiers dans la colonie.*

Cayenne, le 20 juin 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifié par celle du 27 août 1833 ;

Vu l'art. 11 de la loi du 24 avril 1833, ensemble le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848, concernant l'attribution de certains pouvoirs aux commissaires généraux dans les colonies ;

Considérant que la circonscription actuellement en usage pour certains quartiers de la Guyane française, et qui pouvait convenir à d'autres époques, ne se trouve plus en rapport avec les habitudes de la population, et qu'elle laisse également beaucoup à désirer au point de vue de l'action administrative dont elle complique et rend l'exercice difficile ;

Étant nécessaire de remédier à cet état de choses, en adoptant une délimitation nouvelle et qui réponde mieux aux besoins;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé ;

Arrête :

Article premier.

La portion du quartier de l'Ile-de-Cayenne, située sur la rive droite du Mahury et comprise entre la mer et la rive droite de la crique Racamont, sera désormais bornée par la ligne qui sert

de limite sud à l'habitation *la Montagne-Anglaise*, appartenant à M. Leborgne.

Au delà de cette ligne, toutes les habitations existant en amont feront, en conséquence, partie du quartier de Roura.

Le quartier de Macouria, qui commence à la pointe dite de la Liberté, rive gauche de la rivière de Cayenne, et finit à la rive droite de celle de Kourou, sera, à l'avenir, limité par la ligne qui sépare l'habitation *l'Hermitage*, autrefois à M. Engammare, de l'habitation *le Trésor*, appartenant aujourd'hui à M. Goyriena.

De là partira le quartier de Kourou, qui aura sa limite ouest à la rive droite de la rivière de Malmanoury, au lieu de s'arrêter, comme maintenant, à la crique Karouabo.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 281.

N° 399. — *DÉCISION qui nomme les membres de la commission chargée de procéder à la révision du tarif d'importation pour le 2e semestre* 1853.

Cayenne, le 22 juin 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 1er de l'arrêté du 28 février 1838, relatif au mode d'évaluation des marchandises soumises aux droits d'entrée ;

Ayant à pourvoir à la nomination des membres de la commission chargée de procéder à la révision du tarif d'importation d'après lequel ces droits seront perçus pendant le 2e semestre 1853 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER.

Sont nommés membres de la commission :

MM. MANGO, sous-inspecteur, chef du service des douanes,
GLEISE, négociant,
BESSE, courtier de commerce.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 22 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 282.

N° 400. — *ARRÊTÉ qui modifie celui du 9 juin 1852, concernant la création d'une compagnie de canotiers manouvriers pour le service de la direction du port.*

Cayenne, le 28 juin 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifié par celle du 22 août 1833;

Considérant que l'expérience a fait reconnaître qu'il y avait lieu d'apporter quelques modifications à l'arrêté du 9 juin 1852, portant création d'une compagnie de canotiers manouvriers pour le service du port;

Sur le rapport de l'ordonnateur;

De l'avis du conseil privé;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La compagnie de canotiers manouvriers se composera de trente hommes; elle se recrutera parmi les ouvriers du pays et les marins du commerce.

Art. 2. Tout individu, pour être admis et incorporé, devra contracter un engagement d'un an au moins.

Art. 3. La compagnie sera placée sous l'autorité du capitaine de port, qui l'emploiera à tous les travaux qu'il aura à faire exécuter soit à terre, soit à la mer.

Art. 4. A compter du 1er juillet prochain, la paye mensuelle des chefs d'escouade et des canotiers manouvriers sera fixée ainsi qu'il suit :

Chefs d'escouade	45 fr.
Canotiers manouvriers	40

Art. 5. Ils recevront une ration journalière, composée de :

Morue	250s
Couac	750
Tafia	12c
Tabac	010s
Saindoux	010

Art. 6. Une caserne attenant à la direction du port sera destinée au logement de la compagnie. Le couchage de chaque homme se composera de :

Un hamac en toile
et une couverture de laine.

Les hommes seront responsables des effets de couchage mis à leur disposition.

Art. 7. Chaque homme devra être muni, à son entrée à la compagnie, d'un sac composé ainsi qu'il suit :

Deux pantalons en toile bleue,
Deux chemises d°,
Un chapeau de paille,
Deux chemises en molleton bleu ou en laine.

Ils seront tenus au renouvellement de ces effets lorsqu'ils seront hors de service.

Art. 8. Les salaires des hommes de la compagnie seront passibles de la retenue de 3 p. °/₀ en faveur de la caisse des invalides.

Art. 9. En cas de maladie ou de blessures, les hommes de la compagnie seront traités dans les hôpitaux de la colonie, aux frais de l'État.

Dans cette position, ils n'auront droit qu'à la moitié de leur solde.

Art. 10. Les dépenses auxquelles donneront lieu les salaires, frais de logement et prestations de toute nature de la compagnie des canotiers manouvriers, seront imputées au *chap. V, établissement pénitentiaire à la Guyane, art. 4, travaux et approvisionnements*, sauf remboursement par les services qui emploieront lesdits canotiers.

Art. 11. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 28 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 287.

N° 401. — *ARRÊTÉ qui charge les sous-officiers de gendarmerie, commandant les brigades d'Approuague et de Sinnamary, de remplir provisoirement, à défaut des commissaires-commandants, les fonctions du ministère public dans ces localités.*

Cayenne, le 28 juin 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 11 de la loi du 24 avril 1833;

Vu les art. 3 de l'ordonnance du 31 octobre 1832 et 2 de l'ordonnance du 17 mai 1842;

Considérant que la distance qui sépare les commissaires-commandants des quartiers d'Approuague et de Sinnamary du siége de la justice de paix, ne leur permet pas d'assurer d'une manière exacte et régulière le service du ministère public près le tribunal de simple police;

Considérant qu'à défaut de commissaires de police résidant actuellement près les justices de paix de ces deux quartiers, il s'y trouve un sous-officier de gendarmerie, ayant, comme le commissaire de police, les attributions d'officiers de police

auxiliaire ; qu'il convient, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, de lui donner les fonctions du ministère public près le tribunal de simple police ;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

A défaut des commissaires-commandants, les sous-officiers commandant les brigades d'Approuague et de Sinnamary rempliront provisoirement les fonctions du ministère public près le tribunal de paix établi dans chacune de ces localités, lorsqu'il se constituera en tribunal de simple police.

ART. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 28 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Greffe de la Cour impériale.

Enregistré au Greffe du Tribunal de première instance.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 300.

N° 402. — *ARRÊTÉ qui nomme deux magistrats pour faire partie du conseil privé pendant le 2e semestre* 1853.

Cayenne, le 28 juin 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 168 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 et l'art. 207 de l'ordonnance du 31 août même année, sur le mode de procéder devant le conseil privé ;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont nommés pour faire partie du conseil privé, pendant

le deuxième semestre de l'année 1853, dans le cas où ce conseil doit s'adjoindre deux membres de l'ordre judiciaire,

M. Maurel (Jean-Baptiste-Joseph-Victor), conseiller, président *p. i.* de la cour impériale, et M. Duplaquet (Louis-Alexandre-Bénoni), conseiller à la même cour.

Art. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 301.

N° 403. — *ARRÊTÉ qui confère des noms patronymiques à divers individus.*

Cayenne, le 28 juin 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 23 janvier 1851 ;

Vu les demandes adressées au parquet par les individus ci-après nommés, à l'effet d'obtenir des noms patronymiques ;

Vu les insertions faites par eux dans la Feuille officielle de la Guyane ;

Attendu d'ailleurs que toutes les formalités prescrites par l'arrêté précité ont été remplies sans qu'il soit survenu aucune opposition à ces demandes ;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

De l'avis du conseil privé ;

Arrête :

Article premier.

Sont autorisés à prendre les noms patronymiques suivants, savoir :

Antoinette, domestique, âgée aujourd'hui de 28 ans, née à la Guyane française, demeurant à Cayenne, ancienne esclave du Sr Jean-François Dauphine, celui de Denac ;

Eulalie, domestique, âgée aujourd'hui de 13 ans, née à la Guyane, demeurant à Cayenne, ancienne esclave de la Dame veuve DAYRIES, celui de LUCIANA;

Adolphe, cultivateur, âgé aujourd'hui de 30 ans, né à la Guyane, demeurant à Macouria, ancien esclave du Sr *Théodore* MONACH, celui de ROSELI;

Victoire, domestique, née à l'Acarouany, le 1er septembre 1837, fille de *Doris*, demeurant à Macouria, ancienne esclave du Sr MALIN, celui de PARIS, qui est celui de sa mère;

Virginie, âgée aujourd'hui de 27 ans, née à la Guyane, et ses deux enfants: *Léandre*, né à la Montagne-d'Argent, le 5 février 1841, et *Marie-Thérèse*, née à Cayenne, le 27 octobre 1846, tous trois domestiques, anciens esclaves des héritiers BIGLET, demeurant à l'Ile-de-Cayenne, celui de CLÉBIT.

ART. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre nº 25 des ordres et décisions, fº 302.

Nº 404. — *DÉCISION qui charge un employé de la direction de l'intérieur de la tenue de la comptabilité des salaires alloués aux condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement, lorsqu'ils sont affectés aux travaux d'utilité publique.*

Cayenne, le 30 juin 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les art. 14, 65 et 108 § 63 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane française;

Vu les arrêtés des 31 mars et 21 mai derniers, réglant le salaire journalier des condamnés des deux sexes, à la reclusion et à l'emprisonnement, employés aux travaux d'utilité publique;

Considérant que le mode actuellement suivi pour le payement à la banque de ce salaire entraîne des lenteurs et présente des difficultés, à raison surtout des versements à effectuer à l'administration de l'enregistrement du montant des retenues opérées sur les sommes acquises à ces condamnés, pour être appliquées aux amendes et aux frais qu'ils doivent au trésor ;

Attendu la nécessité d'adopter un moyen plus simple et à la fois plus prompt, en chargeant spécialement un agent de la comptabilité et de la répartition des sommes dont il s'agit ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Décide :

Article premier.

La comptabilité des salaires alloués aux condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement, lorsqu'ils sont affectés aux travaux d'utilité publique, sera désormais tenue à la direction de l'administration intérieure par un employé désigné à cet effet, sous la surveillance du chef de cette administration.

Art. 2. Des états nominatifs, en due forme, du montant des salaires acquis seront, chaque mois, expédiés par les soins des services pour lesquels les condamnés auront travaillé.

Après avoir été soumis aux vérification et visa d'usage, ces états donneront lieu à l'émission de mandats au nom du comptable dont il est parlé en l'art. 1^er^, et qui acquittera lesdits mandats au trésor et en recevra le montant.

Art. 3. Le comptable portera sur un registre-journal, coté et paraphé par le chef de l'administration intérieure, les noms des travailleurs et le détail des sommes pour lesquelles ils figureront dans les états.

Il ouvrira à chacun d'eux, dans un autre registre coté et paraphé par le même fonctionnaire, un compte courant mentionnant d'un côté les salaires qui lui sont alloués mensuellement, et de l'autre les versements effectués à l'enregistrement pour les condamnations pécuniaires dont il est frappé, les dépenses qu'il y aurait lieu de mettre à sa charge, telles que le prix de l'habillement et la valeur des dégradations qu'il pourrait avoir commises pendant son séjour à la prison, etc.

ART. 4. Pour les versements faits à l'enregistrement, le comptable en justifiera par le reçu du receveur mis au pied de la liste nominative et détaillée des détenus, qu'il aura préalablement dressée, à cet effet, en double expédition, dont l'une restera entre les mains du receveur.

Quant aux sommes que ces individus auront directement reçues du comptable, la constatation en résultera du *vu payer* par deux témoins qui signeront sur le registre, lorsque la partie prenante ne le saura.

L'excédant de la recette sur la dépense constituera le pécule à remettre au détenu à l'époque de son élargissement, et que jusque-là le comptable devra toujours représenter dans sa caisse.

ART. 5. Le dernier jour de chaque mois le comptable établira une balance des comptes courants, laquelle sera arrêtée, ainsi que son journal, par le chef de l'administration intérieure, et visée par le contrôleur colonial.

ART. 6. Il est alloué à l'employé chargé de la comptabilité et de la répartition des salaires des condamnés une indemnité annuelle de *trois cents francs*, sur les dépenses assimilées à la solde du budget du service local; ladite indemnité payable par trimestre.

ART. 7. Les dispositions de la présente décision auront leur effet à compter du 1er avril dernier.

ART. 8. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 30 juin 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,

A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 285.

N° 405. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 30 juin 1853.*

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	» » le kil.		
Sucre brut.....	0 42 id.		
Café... marchand...	» » id.		
Café... en parchemin	» » id.		
Coton.....	1 50 id.		
Cacao.....	0 50 id.		
Roucou.....	2 20 à 2 40		
Girofle noir (clous).	» » id.		
Girofle blanc.....	» » id.		
Girofle griffes.....	» » id.		
Tafia.....	90 00 les 100 l.		
Mélasse.....	» » id.		
Conac.....	0 30 le kil.		
Peaux de bœufs.....	9 00 la peau.		

Cayenne, le 30 juin 1853.

Les Membres de la commission,
E. BESSE, C. GLEISE.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,
MANGO.

Vu : *Le Chef du bureau central de l'Intérieur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,*
A. NOYER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 298.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 406. — Par dépêche ministérielle du 19 avril 1853, n° 207 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de l'annulation, par le ministre de la guerre, de la décision du 31 mars dernier, par laquelle il avait nommé le S[r] Dubois (Pierre-Joseph-Aimable), à un emploi de gendarme à cheval à la Guyane.

N° 407. — Par ordres du 2 juin 1853, les S^rs^ Laplanche et Badschefski, surveillants de 2^e^ et 3^e^ classes, attachés aux établissements pénitentiaires, ont été embarqués sur l'aviso à vapeur *le Tartare*, pour être renvoyés en France, à la disposition du ministre.

N° 408. — Par décision du 3 juin 1853, M. le gouverneur a autorisé l'allocation, au compte du *service local: Art.* 1^er^, *dépenses assimilées à la solde*, d'une somme de quatre cents francs par an, à partir du 1^er^ mai dernier, en faveur du caporal d'infanterie de marine Curte, employé depuis cette époque aux écritures de la mairie de Cayenne.

N° 409. — Par décision prise en conseil privé, le 4 juin 1853, M. le gouverneur a rendu applicable à tous les établissements pénitentiaires où sera placé un chef du service de santé la décision du 11 octobre 1852, qui alloue aux chirurgiens détachés en cette qualité aux îles du Salut et à l'îlet la Mère une indemnité de cent francs par an, pour fournitures de bureau.

Il a en outre autorisé le payement, par voie de rappel, de ladite indemnité, à partir du 1^er^ janvier dernier, en faveur de M. Jubiot, chirurgien de 2^e^ classe, chef du service de santé à la Montagne-d'Argent.

N° 410. — Par décision prise en conseil privé le même jour, il a été alloué, à titre d'indemnité pour frais de bureau, à partir du 1^er^ mai dernier, la somme de 400 fr. au commandant particulier de l'île Royale, et celle de 200 fr. aux commandants particuliers de l'îlet la Mère, de la Montagne-d'Argent et de S^t^-Georges.

N° 411. — Par décision du même jour, M. Dard, lieutenant d'artillerie de marine, a été nommé commandant particulier de l'établissement pénitentiaire formé sur la Montagne-d'Argent.

Il jouira à ce titre de l'indemnité déterminée par l'arrêté local du 31 janvier dernier.

N° 412. — Par ordre du 8 juin 1853, le nommé NODAT (Frédéric) a été pourvu, à compter du 1er dudit mois, de l'emploi de garçon de bureau au détail des travaux, en remplacement du nommé LUCIEN (Victorin), à la solde de 360 fr. par an.

N° 413. — Par décision du 9 juin 1853, il a été alloué aux agents des vivres employés dans les établissements pénitentiaires et y remplissant les fonctions de comptables, indépendamment des allocations qui leur sont attribuées par la décision du 15 mars 1852, une indemnité de 5 fr. par mois pour frais de bureau.

Cette décision aura son effet à compter du 1er janvier dernier.

N° 414. — Par décision du même jour, il a été réglé que le capitaine de port à Cayenne, bien que logé dans un bâtiment de la direction du port, ne supporterait aucune retenue sur son indemnité de logement.

N° 415. — Par décision du même jour, le Sr BOUCHARD (Jean-Pierre-François), gendarme à pied dans la compagnie de la Guyane française, a été nommé provisoirement brigadier à pied dans ladite compagnie, pour prendre rang à compter dudit jour, sauf confirmation par M. le ministre de la guerre.

N° 416. — Par arrêté du même jour, le Sr MÉGNY (Nicolas), ex-brigadier de gendarmerie à pied, en résidence à Cayenne, a été nommé surveillant de 2e classe des transportés.

Il jouira à ce titre, à partir du jour de son installation, d'un traitement de 1,800 fr. par an et de la ration accordée aux surveillants. Il recevra en outre la somme de 200 fr. pour première mise d'habillement, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 février 1852.

N° 417. — Par décision du même jour, le Sr Étienne (François-Alexandre) a été nommé facteur de la poste aux lettres à Cayenne, en remplacement du Sr Beaumaine (Jean-Jacques), démissionnaire. Il sera en outre chargé de la distribution des avertissements aux contribuables pour le payement de l'impôt. Il jouira en cette qualité d'une solde mensuelle de 30 fr., à compter du 10 du courant.

N° 418. — Par décision du même jour, le directeur de l'intérieur a été autorisé à adjoindre provisoirement au bureau du domaine deux écrivains, pour hâter la confection des rôles de contributions de 1853, ainsi que celle concernant les avertissements destinés aux contribuables. Ces écrivains seront payés à raison de cinq centimes pour chaque casier de rôle, et de trois centimes pour chaque avertissement.

La même décision dispose que la dépense éventuelle qui résultera de cette mesure sera imputée à *l'art.* 5 *du budget du service local : Dégrèvements, frais relatifs au recouvrement de l'impôt, etc.*

N° 419. — Par décision du 10 juin 1853, la solde annuelle du Sr *Lucien* Terrina, portier du collége de Cayenne, a été portée, à compter du 1er dudit mois, de 300 à 365 fr. que recevait son prédécesseur dans cet emploi.

N° 420. — Par décision du 14 juin 1853, le Sr Farina (Jean-Baptiste-Zéphyr) a été nommé, à compter du 1er juillet prochain, porteur de contraintes dans le quartier de Mana.

Il jouira, à ce titre, des allocations attribuées audit emploi par l'art. 20 de l'arrêté du 20 août 1850.

N° 421. — Par décision du 15 juin 1853, la Dame Lallemand (Clotilde-Octavie) a été nommée, à compter du 1er juillet prochain, porte-clefs à la prison des femmes à Cayenne.

Elle jouira, à ce titre, d'une solde annuelle de 600 fr., imputable au budget du *service local : Régisseurs et agents des ateliers de discipline.*

N° 422. — Par décision du même jour, l'emploi de chef d'escouade à l'atelier disciplinaire d'Approuague a été supprimé, à compter du 1er juillet prochain.

N° 423. — Par décision du même jour, les appointements du Sr Weber, concierge des prisons de la ville de Cayenne, ont été portés de 1,800 à 2,000 fr. par an, à partir du 1er juillet prochain.

N° 424. — Par décision du même jour, il a été réglé que le Sr Richard, surveillant de la chaîne des condamnés aux travaux forcés, prendra, à compter du 1er juillet prochain, le titre de surveillant des condamnés et des détenus, et que sa solde sera portée de 1,500 à 1,600 fr. par an, dont 1,200 fr. de solde fixe et 400 fr. de traitement éventuel. Cette dernière allocation payable par quart, au commencement de chaque trimestre, sur certificat du directeur de l'intérieur, constatant qu'il n'y a pas lieu à retenue.

N° 425. — Par arrêté pris en conseil privé le 20 juin 1853, un congé, motivé sur un séjour de plus de quatre années consécutives dans la colonie, a été accordé provisoirement à M. Deslandes, procureur impérial *p. i.* à Cayenne, pour se rendre en France.

N° 426. — Par décision prise en conseil privé le même jour, il a été alloué, à titre de frais d'écritures extraordinaires, une somme de 90 fr. par mois à un second écrivain attaché au parquet du procureur général, à partir du 1er mai dernier jusqu'à parfaite régularisation des registres établis en exécution de l'arrêté local du 8 décembre 1848. Ladite allocation

imputable jusqu'à due concurrence sur la somme de 1,200 fr. portée au budget pour les menus frais de la cour et des tribunaux.

N° 427. — Par décision du 22 juin 1853, le Sr Valette (Benoît-Joseph), garde de police urbaine, a été appelé à remplacer, à compter du 1er juillet prochain, le Sr Lallemand, comme gardien de l'atelier disciplinaire de Cayenne, sous la dénomination de concierge de la prison des femmes du chef-lieu.

Il jouira, à ce titre, d'un traitement fixe de 1,800 fr. par an.

N° 428. — Par décision du même jour, le Sr Lallemand (Joseph), gardien de l'atelier disciplinaire de Cayenne, a été nommé, à compter du 1er juillet prochain, garde de police urbaine, aux appointements annuels de 1,800 fr., en remplacement du Sr Valette, passé à un autre emploi.

N° 429. — Par ordre du 25 juin 1853, il a été prescrit au Sr Reutin (Pierre), 2e maître de timonerie de 1re classe, capitaine comptable de la goëlette *l'Ile-Madame*, de débarquer dudit bâtiment et d'embarquer sur l'aviso à vapeur le *Voyageur*, en attendant une occasion d'effectuer son retour en France.

N° 430. — Par ordre du même jour, il a été prescrit au Sr Carron (Charles-André), 2e maître de timonerie de 1re classe, de quitter le commandement de la goëlette *l'Ibis*, pour prendre celui de la goëlette *l'Ile-Madame*, en remplacement du Sr Reutin.

Son traitement a été réglé comme suit : Solde de 2e maître de timonerie de 1re classe, 2 fr. 30 cent. par jour; frais de bureau, 4 fr. par mois; traitement de table colonial, 4 fr. par jour.

N° 431. — Par décision du 25 juin 1853, le Sr Pignatel (François-Frédéric), pilote lamaneur des côtes de la Guyane française, a été nommé patron de la goëlette de servitude *l'Ibis*, en remplacement du Sr Carron. Il conservera dans cette position sa solde de pilote, fixée à 1,800 fr., et aura droit à la ration de marin.

N° 432. — Par décision du même jour, le Sr Lacaze (Théodore-Joseph), écrivain provisoire de la marine, attaché au bureau des revues, a été mis à la disposition de M. le chef du service administratif à l'îlet la Mère, pour être employé sous ses ordres.

N° 433. — Par arrêté du 30 juin 1853, le Sr Plumel (Jean-Pierre), sergent au 3e régiment d'infanterie de marine, a été nommé surveillant de 3e classe des transportés.

Il jouira, à partir du jour de son entrée en fonctions, d'un traitement de 1,200 fr. par an et de la ration accordée aux surveillants. Il recevra en outre la somme de 200 fr. pour première mise d'habillement, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 février 1852.

N° 434. — Par décision du même jour, le Sr Cérille (Louis), surveillant rural de 1re classe au quartier du Tour-de-l'Ile, a été révoqué de son emploi.

N° 435. — Par décision du même jour, les appointements de M. Lucien (Joseph-Victor), écrivain de la marine, employé au secrétariat de l'ordonnateur, ont été portés de 1,000 à 1,200 fr. par an, à partir du 1er juillet prochain.

N° 436. — Par décision du même jour, M. Dupin, employé à la direction de l'intérieur, a été chargé de la comptabilité et de la répartition des salaires alloués aux condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement, lorsqu'ils sont affectés aux travaux d'utilité publique.

Il lui a été accordé, à ce titre, à compter du 1er avril dernier, époque à laquelle il a commencé à tenir ladite comptabilité, une indemnité de 300 fr. par an, payable par trimestre et imputable au compte du *service local* : *Dépenses assimilées à la solde.*

N° 437. — Par arrêté du même jour, le Sr Fauvel, concierge du fort du Diamant, a été chargé en même temps de la garde des prisonniers qui y sont détenus et de la préparation et distribution de leurs aliments.

Il lui sera alloué, à raison de ce service extraordinaire, une indemnité de 30 fr. par mois, à partir du 1er juillet prochain.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 7.

JUILLET 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 7.

JUILLET 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 438. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 263* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Communication d'une instruction adressée à la Martinique, concernant l'initiative des sursis à accorder en matière de recouvrement d'amendes attribuées à la caisse des invalides.*

Paris, le 17 mai 1853.

Monsieur le gouverneur, à l'occasion d'un conflit qui s'était élevé à la Martinique, entre l'ordonnateur et le directeur de l'intérieur, sur une question d'initiative de propositions de sursis à accorder en matière de recouvrement d'amendes attribuées à la caisse des invalides, je viens d'adresser à M. le gouverneur de cette colonie une instruction basée sur ce qui se pratique, à cet égard, en France.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, copie de cette instruction, qui est destinée à servir de règle dans nos principaux

établissements d'outre-mer, et que je vous invite, à ce titre, à faire enregistrer au contrôle colonial de la Guyane.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 149.

N° 439. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 303 (Direction des colonies et établissement des invalides : bureau de législation et d'administration et bureau central). *Instruction adressée au gouverneur de la Martinique.*

Paris, le 15 mai 1853.

Monsieur le gouverneur, par une lettre du 7 janvier dernier, M. le contrôleur *p. i.* de la Martinique a appelé mon attention sur une décision par vous rendue en conseil, et portant sursis en matière de poursuites à exercer contre des marins indigents, pour recouvrement d'amendes attribuées à la caisse des invalides.

A l'occasion de cette décision, qui a été prise sur le rapport du *directeur de l'intérieur*, M. le contrôleur Desmazes a soulevé la question de savoir si l'initiative de la mesure n'était pas plutôt dans les attributions de *l'ordonnateur*, et, dans le cas de la négative, s'il n'y avait pas lieu au moins au concours de celui-ci comme représentant de la marine. Il énonce d'ailleurs que le conflit, qui s'était élevé sur ce point entre les deux autorités, a été tranché dans un sens contraire ; mais il demande, pour lever tout doute à l'avenir, une solution basée sur ce qui se pratique dans la métropole.

En principe, ainsi qu'on peut le voir par la circulaire du 15 septembre 1840 et son annexe, insérées aux *Annales mari-*

times, pages 988 à 995, le soin de faire le recouvrement des amendes dont il s'agit est laissé, en France, aux fonctionnaires de l'enregistrement et des domaines, qui sont chargés en même temps du recouvrement des frais de la procédure, et c'est là probablement ce qui aura donné à M. le directeur de l'intérieur la pensée de prendre l'initiative du rapport à faire sur l'insolvabilité alléguée des marins qui avaient été l'objet des condamnations.

Mais en s'arrêtant sur les termes de la circulaire *invalides*, du 24 juillet 1852 (qui se réfère d'ailleurs aux instructions précitées de 1840), il est facile d'apercevoir que le commissaire général de la marine en France et, par conséquent, dans les colonies, l'ordonnateur ne sauraient rester étrangers à l'instruction des demandes en sursis ou en déclaration d'insolvabilité, d'abord parce qu'il s'agit de marins, sur lesquels les administrateurs de la marine peuvent exercer des retenues, quand il est fait devant eux décompte de leur solde, soit sur les bâtiments de l'État, soit sur les navires du commerce, et ensuite parce que, du moment qu'il y a eu amende prononcée au profit de la caisse des invalides, il y a pour cette caisse un intérêt qui ne peut être compromis sans l'intervention du commissariat de la marine, appelé par la loi à veiller au recouvrement de tout ce qui fait partie des dotations de l'établissement.

Il conviendra donc qu'il y ait à l'avenir, en pareille matière, rapport concerté entre le *directeur de l'intérieur et l'ordonnateur de la colonie*, et vous aurez à donner des ordres à cet effet.

La présente dépêche, qui est d'ailleurs communiquée à titre d'instruction aux autres colonies, devra être enregistrée au contrôle colonial.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé : THÉODORE DUCOS.

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 149.

N° 440. — *DÉCRET qui révoque M.* TANC *de ses fonctions de conseiller à la cour impériale de la Guyane française.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, et de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

M. TANC, conseiller à la cour impériale de la Guyane française, est révoqué.

Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, et notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 21 mai 1853.

Signé : NAPOLÉON.

Le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'État au département de la justice,

Signé : ABBATUCCI.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 133.

N° 441. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 289* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Désignation des officiers et agents du département de la marine qui ont droit au traitement de légionnaire.*

Paris, le 31 mai 1853.

Monsieur le gouverneur, des demandes sont fréquemment formées par des agents du service colonial, admis dans la Légion d'honneur, afin de recevoir le traitement de légionnaire.

Je crois devoir vous adresser ci-joint extrait d'une lettre par laquelle M. le grand chancelier de l'ordre désigne ceux des officiers et agents du département de la marine auxquels ce traitement doit être attribué.

La présente dépêche sera enregistrée au contrôle colonial.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 146.

N° 442. — *EXTRAIT d'une lettre, en date du 24 juillet 1852, adressée par M. le grand chancelier de la Légion d'honneur à M. le ministre de la marine et des colonies.*

.....

Il y a lieu d'accorder le traitement de membre de la Légion d'honneur :

1° Aux membres du corps du génie maritime, ingénieurs hydrographes, officiers de santé, commissariat et contrôle, nommés pendant leur activité et postérieurement au 22 janvier 1852 ou nommés antérieurement, mais admis à la retraite depuis cette époque ;

2° Aux membres des corps des subsistances, des agents comptables des matières et du personnel administratif des ports et autres établissements de la marine, comptant six ans de navigation sur les bâtiments de l'État ou neuf ans tant de cette navigation que de services aux colonies, et nommés pendant leur activité de service dans leurs corps respectifs ;

3° Aux maîtres entretenus et ouvriers des arsenaux en activité de service, inscrits au moment de leur nomination sur les contrôles de l'inscription maritime ou immatriculés comme appartenant à l'une des cinq professions passibles de l'appel sur la flotte, aux termes de l'ordonnance du 5 octobre 1844, ou comptant six ans de navigation sur les bâtiments de l'État

ou neuf ans tant dans cette navigation que de services aux colonies.

Il n'y a pas lieu d'accorder le traitement aux commis et écrivains des divers corps administratifs, ni à tout autre agent n'appartenant pas à un des corps ci-dessus désignés ou ne réunissant pas les conditions exigées par les paragraphes précédents.

Pour extrait conforme :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 147.

N° 443. — *DÉCISION qui désigne les fonctionnaires auxquels il sera fourni de l'eau de Baduel, et qui règle la quantité journalière à leur délivrer.*

Cayenne, le 1er juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française

Décide :

Il ne sera fait désormais de délivrance journalière d'eau de Baduel qu'aux seuls fonctionnaires et dans les quantités ci-après, savoir :

Gouverneur	3	barils de galère.
Commandant militaire	1	d°
Ordonnateur	1	d°
Directeur de l'Intérieur	1	d°
Procureur général	1	d°
Directeur des établissements pénitentiaires	1	d°
Contrôleur colonial	1	d°
Président de la cour impériale	1	d°
Chef de bataillon du génie, directeur des travaux.	1	d°
Le maire	1	d°
Les bureaux réunis	2	d°
	14	barils de galère.

Toutes délivrances en dehors de celles indiquées ci-dessus sont expressément interdites.

Le régisseur de l'habitation domaniale de Baduel tiendra, en conséquence, la main à ce qu'aucun fût ni dame-jeanne ne soient placés sur le cabrouet affecté au transport de l'eau destinée aux fonctionnaires autorisés à en recevoir.

Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision.

Cayenne, le 1er juillet 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 383.

N° 444. — *ARRÊTÉ portant promulgation du décret du 28 mai 1853, concernant le rétablissement de la direction de l'intérieur à la Guyane.*

Cayenne, le 7 juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance du 27 août 1828;

Vu la dépêche ministérielle du 31 mai 1853;

Arrête :

Article premier.

Le décret du 28 mai 1853, concernant le rétablissement de la direction de l'intérieur à la Guyane, est promulgué dans la colonie.

Art. 2. Le présent arrêté sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 7 juillet 1853.

Pour le Gouverneur, en tournée :

Le Commandant militaire,

MASSET.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 293.

N° 445. — *DÉCRET concernant le rétablissement de la direction de l'intérieur à la Guyane.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Vu l'ordonnance organique sur le gouvernement de la Guyane, du 27 août 1828 ;

Vu l'ordonnance du 27 septembre 1831, qui a supprimé à la Guyane la place de directeur de l'intérieur ;

Vu l'ordonnance du 22 août 1833, portant modification à l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 15 janvier 1853, qui a chargé un officier supérieur de remplir à la Guyane les fonctions de commandant militaire ;

Vu l'ordonnance du 9 février 1827, concernant le gouvernement de la Martinique et de la Guadeloupe, notamment le titre III, intitulé : Du *Commandant militaire*, et l'art. 155, § 1^er^, qui fixe à huit le nombre des membres du conseil privé ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Est rapportée l'ordonnance du 27 septembre 1831, qui a supprimé à la Guyane la place de directeur de l'intérieur.

ART. 2. Le conseil privé à la Guyane française sera composé ainsi qu'il suit :

Le gouverneur,

Le commandant militaire,

L'ordonnateur,

Le directeur de l'intérieur,

Le procureur général,

Trois conseillers coloniaux.

Art. 3. Dans les cas déterminés par l'art. 169 de l'ordonnance du 27 août 1828, concernant le gouvernement de la Guyane, les décisions du conseil privé ne pourront être prises qu'à la majorité de sept voix sur dix.

Art. 4. Notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel de la marine.*

Fait au palais de S^{t}-Cloud, le 28 mai 1853.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé : Théodore DUCOS.

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 28, — 1853.

N° 446. — *DÉCRET qui nomme M.* Favard *directeur de l'intérieur.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier.

M. Favard (Michel) est nommé directeur de l'intérieur à la Guyane française.

Art. 2. Il recevra en cette qualité un traitement de douze mille francs par an.

Art. 3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait au palais de S^t^-Cloud, le 28 mai 1853.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé : Théodore DUCOS.

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 28, — 1853.

N° 447. — *DÉCISION qui établit un poste militaire au fort du Diamant.*

Cayenne, le 8 juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 15 avril, n° 196, qui prescrit des mesures de précautions à prendre à l'égard de trois transportés arrivés sur *l'Allier ;*

Sur la proposition du commandant militaire ;

Décide :

Un poste militaire de huit hommes, commandés par un sous-officier, sera établi au fort du Diamant, pour être spécialement chargé de la garde de ces trois détenus.

Le commandant militaire et l'ordonnateur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée au contrôle colonial.

Cayenne, le 8 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Commandant militaire,

MASSET.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 37 r.

N° 448. — *ARRÊTÉ qui règle la quotité du traitement de table attribué aux officiers, fonctionnaires ou agents envoyés en mission sur les dépôts des pénitenciers.*

Cayenne, le 12 juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 3 mai 1849, réglant l'indemnité de séjour pour les fonctionnaires voyageant, par ordre, dans la colonie;

Considérant que les besoins du service exigent l'envoi assez fréquent sur les dépôts du pénitencier d'officiers et fonctionnaires auxquels sont alloués les frais de vacations déterminés par l'arrêté sus-visé;

Attendu l'absence complète sur ces dépôts d'hôtellerie où les agents du service puissent séjourner, et l'impossibilité de se procurer des vivres pendant la durée de leur mission;

Que, pour obvier à ces difficultés, il y a lieu d'adopter les mesures que commande l'état actuel des choses;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Arrête :

Article premier.

Lorsque les officiers, fonctionnaires et agents de la colonie se rendront, par ordre, sur les dépôts du pénitencier, ils seront admis, pendant la durée de leur mission : les officiers supérieurs et fonctionnaires assimilés, à la table du commandant particulier; les officiers subalternes et agents assimilés, à la table du commandant de la garnison, et, à défaut, à celle du chef du service administratif ou à celle du chef du service de santé; les sous-officiers et agents assimilés, à la table des sous-officiers du dépôt.

Les ordres du service indiqueront toujours la table à laquelle sera reçu l'officier ou l'agent envoyé en mission, qui fera constater les jours d'arrivée et de départ par le chef du service administratif, et remettra son ordre au chef de la table.

Art. 2. L'indemnité allouée est fixée comme suit :

Pour un officier supérieur, par journée..... 10 fr.
Pour un officier du rang de capitaine et au-dessous. 5
Pour un sous-officier ou assimilé..... 2

Les uns et les autres donnent droit à la ration militaire.

ART. 3. En fin de mois, ou par quinzaine si cela était jugé nécessaire, le chef du service administratif dressera des états nominatifs et décomptés des sommes dues en vertu de l'article précédent; ces états seront accompagnés des ordres de service d'après lesquels ils auront été établis, et porteront le visa du commandant particulier. Ils seront ensuite adressés à l'ordonnateur pour l'ordonnancement de la dépense au nom de chaque chef de table.

L'imputation de cette dépense se fera sur l'*art.* 1^er^ *du chapitre V : Établissements pénitentiaires.*

ART. 4. A partir de ce jour, les dispositions des règlements et décisions contraires au présent arrêté ne seront pas applicables aux fonctionnaires et agents en mission sur les dépôts.

ART. 5. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré au contrôle et inséré au Bulletin officiel.

Cayenne, le 12 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
L'Ordonnateur,
REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 309.

N° 449. — *ARRÊTÉ qui prescrit à M.* FAVARD *(Michel), nommé directeur de l'intérieur à la Guyane, de prendre ses fonctions.*

Cayenne, le 13 juillet 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 14 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret impérial du 28 mai 1853, rapportant l'ordonnance du 27 septembre 1831 qui a supprimé à la Guyane la place de directeur de l'intérieur;

Vu un second décret impérial du 28 mai 1853, portant nomination de M. FAVARD (Michel) aux fonctions de directeur de l'intérieur;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

M. FAVARD (Michel) prendra, à compter de ce jour, la direction du service de l'intérieur.

Art. 2. M. Favard recevra de M. Noyer, sur inventaire, les pièces, registres et documents de toute nature faisant partie des archives de l'intérieur.

M. Noyer joindra à ces pièces un mémoire détaillé faisant connaître la situation de toutes les parties du service, à la date de la remise.

Art. 3. Le présent arrêté sera communiqué à MM. les chefs de service et d'administration, inséré à la Feuille et au Bulletin officiel, et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 13 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 302.

N° 450. — *TARIF d'importation dressé, aux termes de l'art. 1er de l'arrêté local du 22 février 1838, pour servir à la liquidation des droits d'entrée sur les munitions et marchandises de toute origine introduites dans la colonie, à partir du 1er juillet au 31 décembre 1853 inclusivement.*

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.			UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Produits et Dépouilles d'animaux.					
Viandes salées.. de porc (1).		Jambons..	Kil.	1 50	(1) Le Porc salé, en baril ou demi-baril, de fabrication française, est exempt de droits à l'importation (arrêté du 28 décembre 1833). Cette disposition s'applique également au Bœuf salé.
		autres....	Id.	1 20	
	de bœuf (1).	Cœurs ...	Id.	» 35	
		autres....	Id.	» 75	
	apprêtées.....		Id.	4 00	
Laines en masse.....			Id.	3 75	
Crins préparés, soit frisés, soit en bottes, de longueurs assorties.....			Id.	3 75	
Plumes.. à écrire, apprêtées.....			Id.	30 00	
de lit..	Duvet de cygne, d'oie, de canard et de flamant.		Id.	15 00	
	autres.....		Id.	7 50	
Soies.....	teintes, à coudre.....		Id.	140 00	
	autres.....		Id.	140 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Produits et Dépouilles d'animaux (Suite).			
Cire non ouvrée.. brune ou jaune	Kil.	4 00	
Cire non ouvrée.. blanche	Id.	4 00	
Graisse de mouton. — Suif brut	Id.	1 50	
Saindoux	Id.	1 90	
Colle forte	Id.	1 80	
Fromages	Id.	2 00	
Beurre.. frais ou fondu	Id.	2 50	
Beurre.. salé	Id.	2 20	
Miel	Id.	2 00	
Engrais (1)	Id.	» 15	(1) Exempts de droits, par tous pavillons (arrêté du 9 mai 1833).
Pêche.			
Graisses de poisson	Kil.	1 50	
Poissons de mer. salés, autres que la Morue (2)	Id.	» 40	(2) Exempts de droits, venant de France (arrêté du 28 décembre 1833).
Poissons de mer. Harengs dits pucelles (2)	Id.	» 25	
Poissons de mer. secs ou fumés (2)	Id.	» 40	
Poissons de mer. Morue (2)	Id.	» 40	
Poissons de mer. Bacaliau	Id.	» 32	
Poissons de mer. marinés ou à l'huile	Id.	4 00	
Substances propres à la médecine et à la parfumerie.			
Sangsues	Pièce.	» 15	
Cantharides	Kil.	15 00	
Vessies de cerf et de snack, en morceaux ou râpures	Id.	9 00	
Éponges.. communes	Id.	10 00	
Éponges.. fines	Id.	40 00	
Farineux alimentaires.			
Froment. — Farine pure. française (3)	Kil.	» 50	(3) Exempts de droits, venant de France (arrêté du 28 décembre 1833).
Froment. — Farine pure. américaine	Id.	» 45	
Maïs.. grains (3)	Id.	» 25	
Maïs.. farines (3)	Id.	» 20	
Orge (grains)	Id.	» 25	
Avoine (grains)	Id.	» 25	
Autres Céréales (grains)	Id.	» 25	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Farineux alimentaires (Suite).			
Riz (1) { d'Afrique	Kil.	» 25	(1) Exempts de droits, venant de France (arrêté du 28 décembre 1833).
Riz (1) { d'ailleurs	Id.	» 50	
Marrons, Châtaignes et leurs Farines	Id.	» 50	
Pommes de terre (2)	Id.	» 20	(2) *Idem*.
Légumes secs et leurs Farines (3)	Id.	» 40	(3) *Idem*.
Gruaux et Fécules	Id.	» 60	
Grains perlés ou mondés	Id.	1 00	
Alpiste et Millet	Id.	» 25	
Salep	Id.	12 00	
Sagou	Id.	2 50	
Pain et Biscuit de mer (4)	Id.	» 60	(4) *Idem*.
Biscuits sucrés	Id.	4 00	
Pâtes d'Italie et autres Pâtes granulées	Id.	1 00	
Fruits.			
Fruits — de table. — secs ou tapés	Kil.	1 20	
Fruits — de table. — confits au sucre ou au sirop	Id.	5 00	
Fruits — de table. — confits à l'eau-de-vie	Id.	3 00	
Fruits — de table. — confits au vinaigre et au sel	Id.	2 00	
Fruits — oléagineux. — Amandes	Id.	1 00	
Fruits — oléagineux. — Noix toucas	Id.	» 40	
Fruits — oléagineux. — Noix, Noisettes, Avelines et Faînes	Id.	1 00	
Fruits — oléagineux. — Graines de lin	Id.	1 50	
Fruits — oléagineux. — non dénommés	Id.	1 50	
Fruits — à distiller. — Anis vert	Id.	1 20	
Fruits — à ensemencer. — Graines de jardins et de fleurs	Id.	7 00	
Denrées coloniales.			
Sirops, Confitures et Bonbons	Kil.	3 60	
Thé	Id.	10 00	
Tabac en feuilles ou en côtes	Id.	1 50	
Cigares { de la Havane	Millier.	75 00	
Cigares { autres	Id.	30 00	
Sucs végétaux.			
Gommes pures { d'Europe	Kil.	1 20	
Gommes pures { exotiques	Id.	2 80	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Sucs végétaux (Suite).			
Poix ou Galipot	Kil.	» 30	
Brai gras et Goudron	Id.	» 20	
Térébenthine (essence de)	Id.	1 30	
Brai sec, Colophane et Résine d'huile	Id.	» 20	
Résineux exotiques. Scammonée	Id.	80 00	
Résineux exotiques. autres	Id.	4 80	
Baumes. Benjoin	Id.	6 00	
Baumes. Storax préparé. liquide	Id.	3 20	
Baumes. Storax préparé. en pains	Id.	2 00	
Baumes. Copahu	Id.	4 00	
Baumes. autres	Id.	24 00	
Sucsd'espèces particulières. Aloès	Id.	4 40	
Sucsd'espèces particulières. Opium	Id.	64 00	
Sucsd'espèces particulières. Camphre raffiné	Id.	6 00	
Sucsd'espèces particulières. Manne	Id.	3 60	
Sucsd'espèces particulières. Caoutchouc (gomme élastique)	Id.	2 50	
Sucsd'espèces particulières. Jus de réglisse	Id.	2 00	
Huiles d'amandes	Id.	4 50	
Huiles de graines grasses	Id.	1 50	
Huiles d'olive fine, en paniers ou caisses	Panier.	20 00	
Huiles d'olive commune, en caves	Cave.	7 00	
Huiles d'olive fine, en barils	Kil.	2 80	
Espèces médicinales.			
Racines. Ipécacuana	Kil.	26 00	
Racines. Rhubarbe et Méchoacan	Id.	10 00	
Racines. Salsepareille	Id.	4 00	
Racines. Jalap	Id.	6 40	
Racines. Iris de Florence	Id.	3 60	
Racines. Réglisse	Id.	» 90	
Racines. autres	Id.	6 00	
Feuilles. de séné, entières ou en grabeaux	Id.	7 00	
Feuilles. autres	Id.	2 00	
Fleurs. de lavande	Id.	4 00	
Fleurs. autres que de lavande	Id.	2 00	
Fruits. Graines de moutarde	Id.	1 00	
Fruits. Follicules de séné	Id.	5 60	
Fruits. autres	Id.	2 00	
Lichens médicinaux	Id.	60 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Bois communs.			
Bois à construire, de pin et sapin sciés, ayant d'épaisseur de 3 à 8 centimètres	Mètre.	» 50	
Bois feuillards, de 2 à 4 mètres	Pièce.	» 09	
Merrains de chêne	Id.	» 20	
Osier en bottes, pelé ou fendu	Id.	» 20	
Fruits, Tiges et Filaments à ouvrer.			
Étoupes	Kil.	» 60	
Produits et Déchets divers.			
Légumes : verts (1)	Kil.	» 25	(1) Exempts de droits, venant de France.
Légumes : salés ou confits	Id.	2 00	
Fourrages : Foin, Paille, Herbes de pâturage, etc.	Id.	» 16	
Fourrages : Son de toute sorte de grains	Id.	» 10	
Bulbes ou Oignons (excepté les oignons comm.)	Id.	1 00	
Truffes : fraîches ou marinées	Id.	30 00	
Truffes : sèches	Id.	15 00	
Champignons, Morilles et Mousserons secs ou marinés	Id.	6 00	
Drilles et Chiffons	Id.	» 25	
Pierres, Terres et autres Fossiles.			
Marbre sculpté, moulé ou poli	Kil.	1 00	
Meules à aiguiser : de 43 centes et au-dessous	Pièce.	9 00	
Meules à aiguiser : au-dessus de 43 centes	Id.	20 00	
Matériaux : Carreaux de terre de 31 centes	Id.	» 08	
Matériaux : Carreaux de terre de 16 centes	Id.	» 05	
Matériaux : Briques simples	Id.	» 04	
Matériaux : Briques doubles	Id.	» 07	
Matériaux : Pierre à chaux proprement dite	Kil.	» 06	
Matériaux : Chaux	Barriq.	18 00	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : Pierres à feu	Kil.	» 75	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : Pierres à aiguiser	Id.	» 75	
Pierres et Terres servant aux arts et métiers : Pierres ponce	Id.	» 30	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Pierres, Terres et autres Fossiles. (Suite.)			
Pierres et Terres servant aux arts et métiers. — Émeri... en pierres brutes	Kil.	» 18	
Émeri... en grains ou en poudre.....	Id.	» 25	
Ocres ou Argiles chargées d'oxides, soit rouges, jaunes ou vertes	Id.	» 15	
Craie (chaux carbonatée).	Id.	» 15	
autres.....	Id.	» 15	
Soufre — fondu en canons ou autrement épuré.	Id.	» 50	
Soufre — sublimé, en poudre, ou fleur de soufre.	Id.	» 75	
Bitume (houille).....	Id.	» 05	
Métaux.			
Fer... — Fonte brute.....	Kil.	» 40	
Fer... — étiré en barres.....	Id.	» 50	
Fer... — platine ou laminé — Tôle.....	Id.	1 00	
Fer... — platine ou laminé — Fer-blanc.....	Id.	2 00	
Fer... — de tréfilerie, Fil de fer, même étamé.	Id.	2 00	
Fer... — carburé.—Acier — naturel et sémenté en barres ou tôles.	Id.	2 00	
Fer... — carburé.—Acier — fondu en barres.	Id.	3 00	
Cuivre — pur, battu ou laminé.....	Id.	4 00	
Cuivre — allié de zinc, Laiton — battu ou laminé..	Id.	4 00	
Cuivre — allié de zinc, Laiton — pour cordes d'instruments....	Id.	12 00	
Cuivre — allié de zinc, Laiton — autres.....	Id.	4 50	
Plomb — battu ou laminé.....	Id.	1 00	
Plomb — à giboyer.....	Id.	0 60	
Zinc laminé.....	Id.	1 00	
Mercure natif ou vif-argent.....	Id.	9 00	
Manganèse.....	Id.	» 04	
Produits chimiques.			
Acides — sulfurique.....	Kil.	4 00	
Acides — nitrique.....	Id.	3 70	
Acides — muriatique.....	Id.	» 24	
Acides — nitro-muriatique.....	Id.	1 06	
Acides — phosphorique.....	Id.	1 00	
Acides — arsénieux.....	Id.	2 00	
Acides — tartarique, oxalique.....	Id.	15 00	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Produits chimiques. (Suite.)			
Alcalis..... Potasse.....	Kil.	1 30	
Alcalis..... Soude.....	Id.	» 22	
Sels de marais ou de salines.....	Id.	» 07	
Sels ammoniacaux.....	Id.	6 00	
Sels Nitrate de potasse.....	Id.	1 60	
Sels sulfates de soude.....	Id.	» 80	
Sels sulfates de magnésie.....	Id.	1 70	
Sels sulfates d'alumine, Alun. brûlé ou calciné.	Id.	2 50	
Sels sulfates d'alumine, Alun. autres.....	Id.	» 45	
Sels sulfates de cuivre.....	Id.	1 80	
Sels sulfates de zinc.....	Id.	2 25	
Chlorure de chaux.....	Id.	2 40	
Tartrates, Acide de potasse pur (crème de tartre).....	Id.	3 50	
Carbonate de plomb pur ou mélangé (céruse).	Id.	2 00	
Oxide de plomb rouge (minium).....	Id.	1 30	
Couleurs.			
Vernis de toute sorte.....	Kil.	6 00	
Noir..... à souliers.....	Id.	2 50	
Noir..... animal. d'ivoire.....	Id.	1 50	
Noir..... animal. d'os de cerf et autres..	Id.	» 10	
Noir..... de fumée.....	Id.	» 70	
Autres couleurs.... sèches ou liquides....	Id.	1 20	
Autres couleurs.... en pâtes humides.....	Id.	1 20	
Compositions diverses.			
Moutarde préparée.....	Kil.	2 00	
Cire ouvrée, blanche ou jaune.....	Id.	6 00	
Savons ordinaires blancs, marbrés ou noirs...	Id.	1 00	
Savons ordinaires rouges.....	Id.	» 90	
Poudre à tirer.....	Id.	6 00	
Bougies.. de blanc de baleine ou de cachalot	Id.	3 80	
Bougies.. d'acide stéarique.....	Id.	3 20	
Chandelles.....	Id.	1 50	
Tabac... en poudre.....	Id.	8 00	
Tabac... préparé à chiquer.....	Id.	1 80	
Sucre raffiné en pains, en poudre ou candi.	Id.	1 10	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.			UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Boissons.					
Vins — ordinaires — en futailles.		de la Gironde	Lit.	» 50	
		d'ailleurs...	Id.	» 33	
ordinaires — en bouteilles		de la Gironde	Id.	1 50	
		d'ailleurs...	Id.	1 20	
de liqueur		en futailles..	Id.	2 50	
		en bouteilles.	Id.	2 50	
de Champagne			Id.	4 00	
Vinaigres — de vin		en futailles..	Id.	» 30	
		en bouteilles.	Id.	» 75	
de bière, cidre et poiré			Id.	» 25	
Cidre, Poiré et Verjus			Id.	» 30	
Bière			Id.	» 80	
Eau-de-vie — de vin		en bouteilles.	Id.	1 20	
		en futailles..	Id.	» 90	
de grains et de pommes de terre			Id.	» 50	
de genièvre			Id.	1 30	
de cerise..		Kirsch-wasser..	Id.	2 50	
		Guignolet.....	Id.	1 30	
Liqueurs			Id.	1 80	
Eaux minérales...		gazeuses, en cruchons.	Id.	» 75	
		autres.....	Id.	1 00	
Fils.					
Fil — de chanvre ou de lin — écru..		à voile.....	Kil.	2 50	
		autre qu'à voile..	Id.	6 00	
retors...		bis, herbé ou blanchi, autre que celui à dentelle....	Id.	9 00	
de coton			Id.	9 00	
Ouvrages en matières diverses.					
Cordages de chanvre			Kil.	1 30	
Limes et Râpes		à grosses tailles.....	Id.	4 50	
		à polir, de 17 centes de longueur et au-dessus.....	Id.	7 50	
Scies		ayant 146 centes de longueur ou plus.....	Id.	4 50	
		ayant moins de 146 centes...	Id.	6 75	

DÉSIGNATION des MARCHANDISES.		UNITÉS.	PRIX.	OBSERVATIONS.
Ouvrages en matières diverses. (Suite.)				
Outils.....	de pur fer.....	Kil.	3 00	
	de fer, rechargés d'acier....	Id.	4 00	
	aratoires.....	Id.	2 25	
Ouvrages.....	en plomb.....	Id.	1 80	
	en fonte.....	Id.	» 60	
	en fer... Clous.....	Id.	1 10	
	en fer... autres.....	Id.	2 00	
	en tôle.....	Id.	2 00	
	en fer-blanc.....	Id.	6 00	
	en acier.....	Id.	4 50	
	en zinc.....	Id.	4 50	
	en étain.....	Id.	3 50	
	en cuivre, clous.....	Id.	4 00	
Orfévrerie...	d'or ou de vermeil.....	Gram.	» 50	
	d'argent.....	Id.	» 36	
Dames-Jeannes clissées.....		Pièce.	2 00	
Embarcations...	Ancres.....	Kil.	1 50	
	Câbles en fer.....	Id.	1 50	
Parapluies et Parasols	en soie.....	Pièce.	15 00	
	en toile cirée ou autre.....	Id.	3 00	
Ouvrages en bois, futailles vides démontées (boucauts en bottes à mélasse et à sucre)...		Id.	8 00	

Cayenne, le 29 juin 1853.

Les Membres de la commission,
E. BESSE et C. GLEISE.

Le Sous-Inspecteur, Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu : *Le Chef du bureau central, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur,*
A. NOYER.

Approuvé d'urgence :
Cayenne, le 5 juillet 1853.
Pour le Gouverneur, en tournée :
Le Commandant militaire,
MASSET.

Approuvé, pour être mis à exécution à compter du 1er juillet au 31 décembre 1853 inclusivement,

En séance du conseil privé, à Cayenne, le 13 juillet 1853.

Le Gouverneur de la Guyane française,

L. FOURICHON.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 15, — 1853.

N° 451. — *ARRÊTÉ qui règle de nouveau, pour la Guyane française, la composition de la commission d'examen des candidats aux bourses nationales.*

Cayenne, le 15 juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 35 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, concernant le gouvernement de la Guyane française;

Vu la circulaire ministérielle du 7 mai 1852, relative à la composition des commissions pour l'examen d'aptitude des candidats aux bourses nationales dans les colonies;

Vu l'arrêté local du 9 juillet 1852, portant composition de cette commission pour la Guyane;

Vu le décret du 28 mai dernier, concernant le rétablissement de la direction de l'intérieur à la Guyane;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Arrête :

Article premier.

La commission d'examen pour les bourses nationales, réservées dans les lycées et colléges de France pour les fils des citoyens qui ont rendu des services à l'État, est désormais composée ainsi qu'il suit :

Le directeur de l'intérieur, *président;*

Le préfet apostolique,

Le médecin en chef de la marine,

Un instituteur.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 15 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 324.

N° 452. — *ARRÊTÉ portant nominations provisoires dans l'ordre judiciaire à la Guyane.*

Cayenne, le 15 juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 61 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret impérial du 28 mai 1853, qui nomme directeur de l'intérieur M. Favard, précédemment juge de paix du canton de Roura ;

Vu le retour, dans la colonie, de MM. Bôle et d'Abnour, conseillers, et Hocque, conseiller auditeur ;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

Arrête :

Article premier.

M. Hocque (Théodore-Hyacinthe) est nommé provisoirement substitut du procureur général, en remplacement de M. de Ligonier, qui reprendra ses fonctions de conseiller auditeur.

Art. 2. M. Castets (Jean), qui avait été nommé conseiller auditeur provisoire, reprendra ses fonctions de juge de paix titulaire du canton de Cayenne.

Art. 3. M. Dufourg (Jacques-Roger), juge de paix du canton d'Oyapock, est nommé provisoirement juge de paix du canton de Roura, en remplacement de M. Favard.

Art. 4. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 15 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Greffe de la Cour impériale.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 368.

N° 453. — *DÉCISION concernant l'admission des sous-officiers de la garnison dans le corps des surveillants des établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 19 juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les vacances qui existent dans le corps des surveillants des établissements pénitentiaires;

Vu les demandes faites par des sous-officiers de la garnison;

Sur la proposition du commandant militaire;

Décide:

Article premier.

Les sous-officiers qui seront admis dans le corps des surveillants feront par écrit la remise de leurs galons, à la date de leur nomination comme surveillants.

Art. 2. Il leur sera délivré, à la même date, un congé temporaire de six mois, *sans solde*, qui pourra être renouvelé, s'il y a lieu.

Art. 3. Les sous-officiers nommés surveillants pourront être remplacés dans leurs grades, mais ils ne seront rayés de l'effectif des corps auxquels ils appartiennent (*la gendarmerie exceptée*) qu'à l'époque de leur libération définitive du service.

Art. 4. Le commandant militaire et l'ordonnateur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 19 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 306.

N° 454. — *ARRÊTÉ qui ouvre à l'ordonnateur un crédit provisoire de délégation de* 8,618 *fr.* 84 *cent. au compte du* chap. II: Services militaires (matériel), exercice 1852.

Cayenne, le 20 juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les ordonnances ministérielles de délégation ouvertes sur l'exercice 1852, pour l'acquittement, à la Guyane française, des

dépenses du chapitre II du budget du service colonial : *Services militaires (matériel)*, lesdites ordonnances s'élevant à 85,000 fr. ;

Considérant que ces crédits ont été absorbés par les dépenses ordonnancées jusqu'à ce jour, et que l'administration se trouve en présence de dépenses reconnues et liquidées, pour le payement desquelles un crédit de 8,618 fr. 84 cent. lui est indispensable ;

Considérant que le crédit de 8,000 fr. demandé au ministre, en mars dernier, n'est pas encore parvenu dans la colonie, et qu'on ne saurait, sans porter un préjudice notable aux fournisseurs et entrepreneurs, retarder plus longtemps le payement des sommes qui leur sont dues, la clôture de l'exercice 1852, en ce qui concerne l'ordonnancement des dépenses, ayant lieu le 31 du présent mois ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Un crédit provisoire de *huit mille six cent dix-huit francs quatre-vingt-quatre centimes* (8,618 fr. 84 cent.) est ouvert à l'ordonnateur, au compte du *chapitre II : Services militaires (matériel)*, *exercice* 1852.

Ce crédit, dont la régularisation sera demandée au ministre de la marine et des colonies, se cumulera avec ceux précédemment mis à la disposition de l'administration.

ART. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 311.

N° 455. — *ARRÊTÉ qui ouvre à l'ordonnateur un crédit supplémentaire de délégation de* 20,329 *fr.* 83 *cent. pour l'acquittement des dépenses restant à payer dans la colonie sur le* chap. IV : Service local, exercice 1852.

Cayenne, le 20 juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les ordonnances ministérielles de délégation ouvertes sur l'exercice 1852, pour l'acquittement, à la Guyane française, des dépenses du *chapitre IV : Service local, exercice* 1852;

Considérant que ces crédits ont été absorbés par les dépenses ordonnancées jusqu'à ce jour, et que l'administration se trouve en présence de dépenses reconnues et liquidées, pour le payement desquelles un crédit de 20,329 fr. 83 c. lui est indispensable;

Considérant qu'on ne saurait, sans porter un préjudice notable aux fournisseurs et entrepreneurs, retarder plus longtemps le payement des sommes qui leur sont dues ;

Vu l'art. 26 de l'ordonnance royale du 22 novembre 1841, portant règlement sur la comptabilité des colonies ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

De l'avis du conseil privé;

Arrête :

Article premier.

Un crédit supplémentaire de la somme de *vingt mille trois cent vingt-neuf francs quatre-vingt-trois centimes* (20,329 fr. 83 c.) est ouvert à l'ordonnateur, pour l'acquittement des dépenses restant à payer dans la colonie sur le *chapitre IV : Service local, exercice* 1852.

Ce crédit, dont la régularisation sera demandée au ministre de la marine et des colonies, se cumulera avec ceux précédemment mis à la disposition de l'administration. Il sera imputé sur les ressources de l'exercice 1852, et, en cas d'insuffisance, prélevé sur le fonds de réserve.

Art. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du pré-

sent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 312.

N° 456. — *ARRÊTÉ qui ouvre à l'ordonnateur un nouveau crédit provisoire de délégation de* 20,842 *fr. au compte du* chap. IV *ter*, exercice 1852.

Cayenne, le 20 juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les crédits ouverts sur l'exercice 1852, pour l'acquittement, à la Guyane française, des dépenses du *chapitre IV* ter : *Formation d'un établissement pénitentiaire*, lesdits crédits s'élevant à 877,000 francs;

Considérant que ces crédits ont été absorbés par les dépenses ordonnancées jusqu'à ce jour, et que l'administration se trouve en présence de dépenses reconnues et liquidées, pour le payement desquelles un nouveau crédit de 20,842 fr. lui est indispensable;

Considérant qu'on ne saurait, sans porter un préjudice notable aux fournisseurs et entrepreneurs, retarder plus longtemps le payement des sommes qui leur sont dues, la clôture de l'exercice 1852, en ce qui concerne l'ordonnancement des dépenses, ayant lieu le 31 du présent mois;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

De l'avis du conseil privé;

Arrête :

Article premier.

Un nouveau crédit provisoire de délégation de *vingt mille huit cent quarante-deux francs* (20,842 fr.) est ouvert à l'ordonnateur, au compte du *chapitre IV* ter : *Formation d'un établissement pénitentiaire*, *exercice* 1852.

Ce crédit, dont la régularisation sera demandée au ministre de la marine et des colonies, se cumulera avec ceux précédemment mis à la disposition de l'administration.

ART. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 313.

N° 457. — *ARRÊTÉ qui reporte à l'exercice* 1852 *la somme de* 1,191 *fr., non employée à la clôture de l'exercice* 1851, *sur le crédit affecté à l'acquittement de la portion de l'indemnité coloniale payable en numéraire.*

Cayenne, le 20 juillet 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le décret du président de la République, en date du 14 août 1852, qui reporte à l'exercice 1852, *chapitre VI* bis : *Indemnité aux colons*, la portion du crédit de six millions de francs, en numéraire, ouvert au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1849, par la loi du 30 avril 1849, qui n'aura pas été employée à la clôture de l'exercice 1851 ;

Vu la dépêche ministérielle du 11 septembre 1852, n° 474, transmettant le décret précité ;

Vu la loi du 30 avril 1849, qui a alloué à la Guyane française une somme de *trois cent soixante-douze mille cinq cent soixante-onze francs quatre-vingt-huit centimes* (372,571 fr. 88 cent.), sur celle de *six millions* à payer en numéraire aux colons dépossédés ;

Vu l'arrêté du gouverneur, rendu en conseil privé le 10 décembre 1851, concernant le report à l'exercice 1851 de la portion de crédit de *cinq mille cent un francs quatre-vingt-huit*

centimes, non employée à la clôture de l'exercice 1850, ci..... 5,101f 88c

Vu l'état des sommes payées sur le *chapitre VI bis: Indemnité aux colons*, pendant l'exercice 1851, lequel s'élève à la somme de *trois mille neuf cent dix francs quatre-vingt-huit centimes*, ci..... 3,910 88

D'où il résulte un excédant de crédit de *mille cent quatre-vingt-onze francs*, ci..... 1,191f 00c

Sur la proposition de l'ordonnateur;

De l'avis du conseil privé;

ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER.

La portion de crédit de *mille cent quatre-vingt-onze francs* (1,191 fr.), non employée à la clôture de l'exercice 1851, est reportée à l'exercice 1852, et classée au *chapitre VI bis: Indemnité aux colons.*

ART. 2. L'ordonnateur est autorisé à mandater sur cette portion de crédit, et jusqu'à due concurrence, les dépenses non payées à la clôture de l'exercice 1851, sur le chapitre VI *bis*. Le décret du 14 août 1852 et le présent arrêté lui tiendront lieu provisoirement de la délégation ministérielle de crédit, à recevoir ultérieurement.

ART. 3. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 15 des ordres et décisions, f° 314.

N° 458. — *DÉCISION qui prescrit de passer des revues trimestrielles des troupes de la garnison de la Guyane.*

Cayenne, le 21 juillet 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les art. 251 et 252 de l'ordonnance du 2 novembre 1833, sur le service intérieur;

Vu les circulaires ministérielles des 12 décembre 1833 et 19 mars 1847 ;

DÉCIDE :

Le commandant militaire et le commissaire chargé de la police administrative des corps de troupes formant la garnison de la Guyane, passeront tous les trimestres les revues prescrites par les deux articles précités.

Autant que le temps et les circonstances le permettront, ces revues auront lieu le même jour.

Le commandant militaire, chargé de donner les ordres de détail pour l'exécution de la présente décision, rendra compte à M. le contre-amiral gouverneur du résultat de ces revues.

Il s'assurera si, conformément aux circulaires ci-dessus indiquées, les divers corps de troupe inspectés se sont conformés aux instructions et aux prescriptions laissées à chaque corps par M. le général de brigade inspecteur-général des services militaires aux colonies, et si elles y ont été suivies ou mises à exécution.

MM. les chefs de corps lui remettront, en outre, un contrôle nominatif des officiers sous leurs ordres, avec notes sur chacun d'eux.

Cayenne, le 21 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 322.

N° 459. — *ARRÊTÉ qui met en état de siége l'établissement pénitentiaire de l'îlet la Mère.*

Cayenne, le 23 juillet 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 4 de la loi du 9 août 1849, sur l'état de siége;

Vu le rapport du commandant particulier de l'îlet la Mère, duquel il résulte que des actes de rébellion ont été commis dans la journée du 22 juillet courant;

Considérant qu'il est nécessaire, pour maintenir l'ordre dans cet établissement, de prendre les mesures propres à assurer la répression prompte et efficace des faits de cette nature;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'établissement de l'îlet la Mère est mis en état de siége.

En conséquence, sur cet établissement, tous les individus, quelle que soit leur qualité, sont et demeurent soumis aux dispositions des art. 7 et suivants de la loi du 9 août 1849.

ART. 2. Le commandant militaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille officielle de la Guyane.

A bord de l'aviso à vapeur *le Voyageur*, mouillage de l'îlet la Mère, le 23 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 371.

N° 460. — *ARRÊTÉ qui charge le chef du service administratif sur l'établissement pénitentiaire de S^t-Georges d'y remplir les fonctions d'officier de l'état civil.*

Cayenne, le 28 juillet 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté en date du 24 avril 1852, concernant le service de l'état civil à la Guyane française, en dehors des circonscriptions administratives, dans les cas non prévus par le décret du 30 juin 1835 ;

Considérant que l'établissement S^t-Georges, compris dans la circonscription du quartier d'Oyapock, est trop éloigné de la résidence du commissaire-commandant dudit quartier pour qu'il puisse y exercer les fonctions d'officier de l'état civil ;

Attendu qu'un chef des services administratifs est aujourd'hui attaché à cette localité ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le chef du service administratif à S^t-Georges y remplira les fonctions d'officier de l'état civil.

ART. 2. Est et demeure rapporté l'arrêté du 28 avril 1853, qui nomme officier de l'état civil l'officier commandant les troupes sur cet établissement.

Art. 3. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 28 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Pour l'Ordonnateur, empêché :

Le Sous-Commissaire de la marine,

QUONIAM.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 372.

N° 461. — *DÉCISION portant nominations de plusieurs membres des conseils de guerre et de révision.*

Cayenne, le 30 juillet 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les art. 4 et 5 de la loi du 13 brumaire an v ;

Vu l'art. 12 du décret du 27 mars 1852 ;

Décide :

M. Noyer, commissaire-adjoint de la marine, est nommé juge près le 1er conseil de guerre, pour y siéger lorsque ce conseil jugera comme tribunal maritime spécial, en exécution du décret du 27 mars 1852 (art. 12), et commissaire du gouvernement près le conseil de révision, en remplacement de M. Brache, nommé commissaire des hôpitaux.

M. Bruley, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, est nommé rapporteur près le 1er conseil de guerre, en remplacement de M. Savigny, capitaine adjudant-major, rappelé en France.

M. Charrière, capitaine adjudant-major au 3e régiment d'infanterie de marine, est nommé membre du conseil de révision, en remplacement de M. Bruley.

M. Brios, sous-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine, est nommé juge près le 1er conseil de guerre, en remplacement de M. Brasseur, parti pour la Montagne-d'Argent.

Le commandant militaire et les présidents du 1er conseil de guerre et du conseil de révision sont chargés, chacun en ce

qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 30 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 328.

N° 462. — *ARRÊTÉ portant fixation des primes à payer aux capteurs de forçats évadés des établissements pénitentiaires créés à la Guyane.*

Cayenne, le 31 juillet 1853.

NOUS, CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté ministériel du 6 brumaire an XII ;

Vu l'arrêté local du 19 novembre 1851, portant fixation des primes à payer aux capteurs de forçats évadés des bagnes de France ou des prisons de la Guyane;

Considérant :

1° Que les dispositions de ces deux arrêtés ne peuvent être appliquées au bénéfice des individus qui opèrent l'arrestation des transportés évadés des établissements pénitentiaires créés à la Guyane ;

2° Qu'il importe néanmoins, dans l'intérêt de la sécurité publique, de récompenser les citoyens et agents de l'autorité qui effectuent ces arrestations ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires ;

AVONS ARRÊTÉ et ARRÊTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Tout agent de la force publique, qui aura arrêté et livré à l'autorité compétente un forçat ou autre condamné à une peine afflictive et infamante, aura droit à une gratification de dix à vingt-cinq francs, suivant les circonstances qui auront précédé et suivi l'arrestation de l'évadé.

La gratification pourra être portée au double du chiffre déterminé ci-dessus pour les citoyens qui ne remplissent point des fonctions salariées.

ART. 2. La quotité de chaque prime sera fixée par nous, sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires et la production d'un procès-verbal, certifié par qui de droit, constatant l'arrestation, l'interrogatoire et la détention du condamné évadé.

ART. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Cayenne, le 31 juillet 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 12.

N° 463. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 31 juillet* 1853.

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	» » le kil.		
Sucre brut.....	0 42 id.		
Café... marchand...	1 60 id.		
Café... en parchemin	1 20 id.		
Coton.....	1 50 id.		
Cacao.....	0 50 id.		
Roucou.....	2 00 à 2 40		
Girofle noir (clous).	1 30 id.		
Girofle blanc.....	0 65 id.		
Girofle griffes.....	0 30 id.		
Tafia.....	100 les 100 lit.		
Mélasse.....	» » id.		
Couac.....	0 30 le kil.		
Peaux de bœufs.....	9 00 la peau.		

Cayenne, le 31 juillet 1853.

Les Membres de la commission,
E. BESSE, J. BRUNOT, A. FERJUS, C. LALANNE.

Le Sous-Inspecteur, Chef du service des Douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'Intérieur*,
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 344.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 464. — Par décret en date du 31 mars 1853, rendu sur le rapport de M. le ministre de la marine et des colonies, et notifié dans la colonie par dépêche du 7 avril suivant, n° 175 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), M. CUZENT (Antoine-Joseph-Marie), commis de marine, du cadre de la Guyane, a été nommé aide-commissaire de marine, au tour de l'ancienneté.

N° 465. — Par dépêche ministérielle du 12 avril 1853, n°... (*Direction du personnel : bureau des corps organisés*), avis est donné que M. LALANNE (Philippe-Marie-Léon), lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine, qui avait été appelé à servir à la Guyane, a depuis été destiné à continuer ses services à l'île de la Réunion.

N° 466. — Par décision impériale du 13 avril 1853, notifiée par dépêche ministérielle du 19 du même mois, n°... (*Direction du personnel : bureau des corps organisés*), M. DEFLERS, sous-lieutenant au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine, à Cayenne, a été mis en non activité par retrait d'emploi.

N° 467. — Par décision ministérielle du 19 avril 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 20 du même mois, n°... (*Direction du personnel : bureau des corps organisés*), une permutation d'office a été autorisée entre M. CHARRIÈRE, capitaine adjudant-major au 3e régiment d'infanterie de marine, appelé à servir à l'île de la Réunion, et M. SAVIGNY, officier du même grade, actuellement employé dans le détachement dudit corps stationné à Cayenne.

N° 468. — Par décision du ministre de la guerre, en date du 17 mai 1853, notifiée par dépêche ministérielle du 24 du même mois, n° 272 (*Direction des colonies : bureau du per-*

sonnel et des services militaires), le Sr Blanchot (Clovis), maréchal des logis au 1er régiment de cuirassiers, a été nommé à un emploi de gendarme à cheval à la Guyane française.

N° 469. — Par dépêche ministérielle du 18 mai 1853, n° 266 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné que M. Delidon (Eugène-Daniel), pharmacien de la marine de 3e classe, du port de Rochefort, a été désigné pour servir temporairement dans les établissements pénitentiaires de la Guyane, en remplacement de M. Jugelet, renvoyé en France.

N° 470. — Par décret du 25 mai 1853, rendu sur la proposition du ministre de la marine et des colonies, M. Desmazes (Joseph-Gustave), commissaire-adjoint, employé à la Martinique, a été nommé commissaire de marine dans le service colonial, et appelé aux fonctions d'ordonnateur à la Guyane française, en remplacement de M. Reisser.

N° 471. — Par décret du 28 mai 1853, rendu sur la proposition du ministre de la marine et des colonies, et notifié dans la colonie par dépêche ministérielle du 31 dudit mois, n° 295 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), MM. Noyer (Jean-Antoine-Alexandre), sous-commissaire, et Laborde (Auguste), aide-commissaire de marine à la Guyane, ont été promus, le premier, au grade de commissaire-adjoint, et le second, à celui de sous-commissaire dans le service colonial.

N° 472. — Par décision ministérielle du 25 juin 1853, notifiée par dépêche du 30 dudit mois, n° 347 (*Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires*), M. Le Doulx de Glatigny, commissaire-adjoint de 2e classe de la marine, contrôleur colonial à la Guyane française, a été porté à la 1re classe de son grade, pour prendre rang à compter du 14 mai dernier.

N° 473. — Par décision du 1er juillet 1853, la démission du Sr Martin-Nérée, de l'emploi de surveillant rural de 3e classe au quartier d'Approuague, a été acceptée.

N° 474. — Par décision du même jour, le Sr Clérim (Gabriel-Charlotte), chef d'escouade à l'atelier disciplinaire d'Approuague, a été, par suite de la suppression de cet emploi, nommé surveillant rural de 3e classe audit quartier, en remplacement du Sr Martin-Nérée, démissionnaire.

N° 475. — Par décision du même jour, la démission de M. Martin (Léopold), de l'emploi d'écrivain de la marine, a été acceptée.

N° 476. — Par décision du même jour, ont été nommés écrivains titulaires de la marine les écrivains auxiliaires employés au bureau des fonds dont les noms suivent; savoir :

MM. Pouget (Pierre-Oscar),
Desportes (Henri)
et Viriot (Louis-Gustave).

N° 477. — Par décision du même jour, M. Urbain (Jules-Martin), écrivain auxiliaire de la marine, attaché au bureau des revues, a été nommé écrivain titulaire.

N° 478. — Par décision du même jour, il a été réglé qu'en raison des mutations fréquentes des militaires de la garnison employés aux corvées du magasin général, les payements à leur faire auront lieu à la fin de la journée par le garde-magasin, qui sera remboursé de ses avances sur états nominatifs régulièrement établis.

N° 479. — Par décision du 6 juillet 1853, le nommé Vertbois (Pamphile) a été attaché au bureau du contrôle, en qualité de garçon de bureau, à la solde de 40 fr. par mois,

à compter du 11 juin dernier, date de son entrée en service, en remplacement du nommé Doto (Alexis), qui a renoncé à cet emploi.

N° 480. — Par décision du 7 juillet 1853, les appointements de MM. Pouget (Pierre-Oscar) et Desportes (Henri), écrivains de la marine, employés au bureau des fonds, ont été portés de 1,200 à 1,500 fr. par an, et ceux de M. Viriot (Louis-Gustave), employé au même titre audit détail, ont été élevés de 800 à 1,000 fr. par an, à compter du 1er du courant.

N° 481. — Par décision du même jour, M. Viriot (Joseph-Amédée) a été nommé, à compter du 1er juillet courant, écrivain temporaire de la marine, aux appointements de 800 fr. par an, et attaché en cette qualité au bureau des fonds.

N° 482. — Par ordre du même jour, il a été prescrit à M. Coignet (Charles-Louis), écrivain de la marine, venu de France pour remplir les fonctions d'officier d'administration à bord de l'aviso à vapeur *le Voyageur*, de débarquer de la corvette *l'Allier* et d'embarquer provisoirement sur *le Styx*, où il comptera tant pour la solde que pour le traitement de table.

N° 483. — Par ordre du 12 juillet 1853, il a été prescrit à M. Bernard (Gratien-Ernest), commis de marine, officier d'administration de l'aviso à vapeur *le Voyageur*, de débarquer de ce bâtiment, et de remettre son service à M. Coignet, écrivain de la marine.

M. Bernard a été mis, par suite, à la disposition de l'ordonnateur.

N° 484. — Par ordre du même jour, il a été prescrit à M. Coignet (Charles-Louis), écrivain de la marine, de débarquer, le 13 du courant, de l'aviso à vapeur *le Styx*, où il était en subsistance, et d'embarquer en qualité d'officier d'administration sur *le Voyageur*, en remplacement de M. Bernard.

N° 485. — Par décision du même jour, le S^r *Eugène* PHILIBERT a été attaché, comme écrivain expéditionnaire, au bureau des travaux, à la solde mensuelle de 20 fr., à compter du 15 mai dernier.

N° 486. — Par décision du même jour, un congé de convalescence, pour France, a été accordé à M. MAGY (François-Auguste), instituteur au collége de Cayenne, avec jouissance de sa solde d'Europe (1,000 fr.), et il a été pourvu à son passage sur la corvette de charge *l'Allier*.

N° 487. — Par décision du même jour, un congé de convalescence, pour France, a été accordé au S^r CHAPPUIS (Nicolas), surveillant rural de 1^re^ classe au quartier de l'Ile-de-Cayenne. Cet agent a été embarqué sur la corvette de charge *l'Allier*, à la table des maîtres.

N° 488. — Par arrêté du 13 juillet 1853, il a été prescrit à M. NOYER (Alexandre), commissaire-adjoint de la marine, à Cayenne, chargé provisoirement des fonctions de chef de l'administration intérieure, de faire la remise de ce service à M. FAVARD (Michel), nommé directeur de l'intérieur par décret du 28 mai 1853.

Par le même arrêté M. NOYER a été mis à la disposition de l'ordonnateur.

N° 489. — Par décision du 14 juillet 1853, le S^r LACAZE (Théodore-Joseph), écrivain provisoire de la marine, détaché à l'îlet la Mère, a été nommé, à compter du 15 du courant, garde-magasin comptable sur cet établissement pénitentiaire, aux appointements de 1,200 fr. par an, en remplacement de M. FAUVEL.

N° 490. — Par arrêtés du 18 juillet 1853, les S^rs^ WAGNER (Pierre) et DUMONT (Louis-Jean), sergents au détachement du 3^e^ régiment d'infanterie de marine, à Cayenne, ont été nommés surveillants de 3^e^ classe des transportés.

Ils jouiront, à partir du jour de leur entrée en fonctions, d'un traitement annuel de 1,200 fr. et de la ration accordée aux surveillants, et recevront en outre la somme de 200 fr. pour première mise d'habillement, conformément aux dispositions de l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 28 février 1852.

N° 491. — Par ordre du 19 juillet 1853, il a été prescrit à M. Delzons (Auguste), commis de marine, officier d'administration de l'aviso à vapeur *le Styx*, de débarquer de ce bâtiment, et de remettre ses fonctions à M. Maissin, écrivain de la marine.

Le même ordre met M. Delzons à la disposition de l'ordonnateur.

N° 492. — Par décision du même jour, M. Delzons (Auguste), commis de marine, a été nommé chef du service administratif à l'établissement pénitentiaire de S^{t}-Georges.

Il aura droit dans cette position à l'allocation de 400 fr. par an, attribuée à cet emploi pour frais de bureau.

N° 493. — Par décision du même jour, M. Maissin (Jules-François), écrivain de la marine, attaché au magasin général, a été nommé officier d'administration de l'aviso à vapeur *le Styx*, en remplacement de M. Delzons, appelé à d'autres fonctions.

N° 494. — Par décision du 20 juillet 1853, M. l'abbé Guillmin (René-Jean-François), prêtre missionnaire, à Cayenne, a été autorisé à partir pour France, à ses frais, sur le navire du commerce *la Nathalie*, de Bordeaux.

N° 495. — Par décision du même jour, M. Noyer (Alexandre), commissaire-adjoint de la marine, a été nommé, à compter du 21 dudit mois, chef du bureau des revues et armements, en remplacement de M. le sous-commissaire Brache, appelé à un autre emploi.

N° 496. — Par décision du même jour, les appointements de M. Berteau, écrivain de la marine, attaché au contrôle, ont été portés de 1,400 à 1,600 fr. par an, à compter du 1er du courant.

N° 497. — Par décisions du même jour, les nominations suivantes ont eu lieu dans le corps de la gendarmerie, à la Guyane, sauf confirmation par M. le ministre de la guerre ; savoir :

Le gendarme Reytet (Jacques-Antoine-Hilaire) a passé, sur sa demande, de l'arme à cheval dans l'arme à pied ;

Le caporal d'infanterie de marine Suder (Christophe) a été nommé gendarme à pied,

Et les gendarmes Marcoz (François) et Dulimon (Jean-Baptiste-Vincent) ont passé de l'arme à pied dans l'arme à cheval.

N° 498. — Par décision du même jour, MM. Olive (Fernand) et de Billy (Anatole-Eugène), écrivains de la marine, envoyés de France, ont été destinés à servir sous les ordres du garde-magasin, à Cayenne.

N° 499. — Par ordre du 21 juillet 1853, il a été prescrit au Sr Reutin, 2e maître de timonerie de 1re classe, embarqué sur l'aviso à vapeur *le Voyageur*, de débarquer de ce bâtiment le 23 du courant, et d'embarquer le même jour sur le transport *l'Allier*, pour opérer son retour en France.

N° 500. — Par décision du même jour, M. Saint-Père (Henri), ex-sergent-major au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine, a été nommé écrivain de la marine, aux appointements de 1,800 fr. par an.

N° 501. — Par décision du même jour, le Sr Jouven (Marius) a été nommé, à compter du 22 du courant, garde-magasin comptable de l'établissement pénitentiaire de St-Georges, aux appointements annuels de 1,500 francs.

N° 502. — Par décision du 22 juillet 1853, M. Brache (Claude-Frédéric), sous-commissaire de marine, a été chargé, à compter du 25 du courant, de la direction du détail des hôpitaux, en remplacement de M. Thuret (Louis), aide-commissaire, appelé à un autre emploi.

N° 503. — Par décision du même jour, un congé, sans solde, dont la durée est fixée à quatre mois, a été accordé à M. Reisser (Henri-Louis-Nicolas), écrivain de la marine, pour se rendre à la Martinique, où l'appellent des affaires personnelles.

N° 504. — Par décision du même jour, M. Thuret (Louis), aide-commissaire de la marine, a été nommé, à compter du 25 du courant, chef du secrétariat de l'ordonnateur, en remplacement de M. Reisser, écrivain de la marine, en congé.

Il jouira à ce titre de l'indemnité annuelle de 600 fr. pour frais de bureau, attribuée à ces fonctions.

N° 505. — Par décision du même jour, M. Guillermin (André), élève chirurgien, a été chargé du service de santé au poste Malouet, dans l'Oyapock, et de suppléer, en cas de maladie ou de tout autre empêchement, le chirurgien chargé du service de santé sur l'établissement pénitentiaire de S^{t}-Georges.

N° 506. — Par décision du même jour, le nommé *André-Victor* dit Blandin a été pourvu de l'emploi de garçon de bureau au détail des revues, à compter du 21 du courant, en remplacement du nommé *Casimir* Loubango.

N° 507. — Par décision du 23 juillet 1853, le S^{r} *Lucien* Terrina, portier du collége de Cayenne, a été révoqué de son emploi, à compter du 25 du courant.

N° 508. — Par décision du même jour, le Sr Pejos (Joseph) a été nommé, à compter du 25 du courant, portier du collége de Cayenne, en remplacement du Sr *Lucien* Terrina, révoqué.

Il jouira à ce titre d'une solde annuelle de 365 fr.

N° 509. — Par décision du 26 juillet 1853, la démission du Sr Beilvert, de l'emploi de distributeur au magasin général, a été acceptée, à compter du 1er août prochain.

N° 510. — Par décision du 28 juillet 1853, un congé de convalescence, pour France, a été accordé au Sr Séjourné (Louis-Achille), ouvrier lithographe de l'imprimerie du gouvernement, avec jouissance de la moitié de son traitement colonial (1,000 fr.).

Cet ouvrier a été embarqué, avec sa famille, à bord du transport *l'Allier*, à la table des maîtres.

N° 511. — Par décision du 29 juillet 1853, la démission du Sr Giaimo, de l'emploi de comptable de la direction des ponts et chaussées, a été acceptée, à compter du 1er août prochain.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 8.

Aout 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 512. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 298* (Direction des colonies: bureau de législation et d'administration). *Notification d'un décret impérial du 28 mai qui proroge les dispositions de celui du 27 avril 1848, relatives aux atermoiements accordés pour la purge des immeubles hypothéqués aux colonies.*

Paris, le 31 mai 1853.

Monsieur le gouverneur, l'administration de la Guadeloupe a appelé l'attention de mon département sur la nécessité qu'il y aurait de faire proroger les dispositions du décret du 27 avril 1848, relatives aux atermoiements temporaires apportés pour les colonies au régime des hypothèques et de l'expropriation forcée.

D'après les considérations qui ont été invoquées à cet égard, et qui m'ont paru avoir une véritable importance pour toutes celles de nos colonies où a été publié le décret du 27 avril, j'ai cru devoir soumettre à Sa Majesté l'Empereur un projet

de décret, à l'effet de proroger d'une année la période transitoire de cinq ans pendant laquelle le décret du 27 avril a déclaré qu'il y aurait dérogation, pour les colonies, aux dispositions du Code Napoléon sur la matière.

Cette nouvelle période permettra d'examiner si l'exécution des dispositions transitoires du décret du 27 avril 1848 doit encore être prolongée jusqu'à concurrence de cinq nouvelles années, ou même s'il convient d'appliquer indéfiniment dans nos colonies les délais de purge légale déterminés par ce décret. Vous aurez à me faire parvenir sur ce point votre avis, après avoir pris, en temps que de besoin, celui de la cour impériale et du tribunal de première instance. Vous me ferez parvenir les résultats de cet examen, en y joignant tous les éléments d'appréciation qui pourront se rattacher à la question.

Vous trouverez au *Moniteur* du 29 mai le décret de prorogation qui est intervenu le 28 du même mois, et dont la publication devra être faite sans retard à la Guyane française. Je joins ici copie de mon rapport à Sa Majesté Impériale comme contenant tous les détails propres à vous éclairer sur les motifs qui ont dicté la mesure importante qui a été prise. Ce rapport n'est d'ailleurs pas destiné a être rendu public.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,
MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 154.

N° 513. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 299* (Direction des colonies : bureau des finances et approvisionnements). *Un cautionnement entièrement libéré peut être affecté à la garantie d'un nouveau marché.*

Paris, le 2 juin 1853.

Monsieur le gouverneur, l'administration de l'une de nos colonies m'a consulté sur les formalités à remplir dans le cas où le titulaire d'un marché expiré déclaré de nouveau et par

continuation adjudicataire d'un marché ultérieur demande à affecter son premier cautionnement à sa seconde entreprise.

Comme cette question peut se présenter à résoudre dans la colonie que vous administrez, je m'empresse de vous informer qu'une semblable demande peut être accueillie. Il suffira, le cas échéant, que vous m'adressiez, avec la déclaration d'affectation de l'adjudicataire, un certificat de non-opposition délivré par le greffier du tribunal de première instance dans le ressort duquel le dernier marché aura été exécuté. Je m'entendrai avec M. le ministre des finances pour que le cautionnement primitif soit affecté à la garantie du nouveau traité. Ces prescriptions ne s'appliquent pas au cas de prorogation d'un marché sans adjudication nouvelle. En effet, il ne s'agit pas là de deux opérations distinctes. Ce n'est que la continuation pure et simple du même traité, et les choses sont censées dès-lors rester *in statu quo*, par une sorte de tacite reconduction. Cependant, dans le cas où des oppositions frapperaient l'ancien cautionnement, l'administration contractante devrait se montrer extrêmement scrupuleuse dans ses résolutions, afin de ne pas s'exposer à voir contester par des tiers l'affectation du cautionnement.

La présente dépêche sera enregistrée au contrôle colonial.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,
MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 159.

N° 514. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° ...* (Direction du personnel : bureau des corps organisés). *La 17e compagnie du 1er régiment d'infanterie de marine passera au 3e régiment de l'arme, sous le n° 46, et escortera un convoi de condamnés partant de Brest pour Cayenne.*

Paris, le 3 juin 1853.

Monsieur le gouverneur, un nouveau convoi de forçats devant être expédié de Brest pour la Guyane vers le 15 juin courant, il est nécessaire de pourvoir à la désignation du dé-

tachement d'infanterie de la marine et des surveillants qui devront les accompagner.

Déjà, par ma dépêche du 24 mai dernier, M. le préfet du 2e arrondissement a été invité à pourvoir à la nomination de:

1 surveillant de 1re classe,
5 d° de 2e classe,
5 d° de 3e classe.

Il reste donc aujourd'hui à compléter l'escorte du convoi par l'embarquement de l'une des compagnies du 1er régiment qui ont été retenues à Brest pour recevoir ultérieurement la destination de Cayenne.

C'est la 17e compagnie du 1er régiment qui doit être chargée de cette mission. Elle sera portée au complet réglementaire de 96 officiers, sous-officiers et soldats, et passera au 3e régiment, sous le n° 46, à compter du 1er juin 1853.

Je vous prie de donner des ordres, en ce qui vous concerne, pour l'exécution de ce mouvement.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :
Le Directeur du personnel,
LAYRLE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 181.

N° 515. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 310* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Les capitaines de gendarmerie recevront un cheval aux frais de l'État.*

Paris, le 8 juin 1853.

M. le gouverneur, un décret du 2 mai dernier, inséré au *Journal militaire*, page 243, rend applicables aux capitaines de gendarmerie les dispositions du décret du 23 décembre 1851, qui accordent un cheval, à titre gratuit, aux capitaines, lieutenants et sous-lieutenants des divers corps de cavalerie.

Je vous prie de prescrire les mesures nécessaires pour que ce décret reçoive son exécution à la Guyane française.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :
Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,
MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 165.

N° 516. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 344* (Direction des colonies: bureau de législation et d'administration). *Communication relative au salaire des huissiers pour l'affiche des extraits d'arrêts de condamnation par contumace.*

Paris, le 29 juin 1853.

Monsieur le gouverneur, l'application de la loi du 2 janvier 1850, qui a modifié l'art. 472 du Code d'instruction criminelle et qui est au nombre des actes de la métropole déclarés exécutoires aux colonies par le décret du 15 janvier dernier, a donné lieu, à la Martinique, à des difficultés relatives au salaire à allouer aux huissiers pour les affiches des extraits d'arrêts de condamnation rendus par contumace.

M. le gouverneur de cette colonie m'ayant demandé des instructions sur ce point, je viens de lui envoyer un arrêté du 15 avril 1850, émané du département de la justice et qui a déterminé le chiffre de l'allocation qui, en France, revient, en pareil cas, aux huissiers.

J'ai l'honneur de vous remettre également ici un exemplaire de ce document. J'y joins, à titre consultatif, copie de la dépêche explicative que j'adresse, à ce sujet, à M. le gouverneur de la Martinique.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :
Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,
MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 174.

N° 517. — *COPIE d'une dépêche ministérielle adressée au gouverneur de la Martinique le 29 juin 1853.*

Monsieur le gouverneur, par votre lettre du 27 avril dernier, n° 275, vous me rendez compte des difficultés qui, à l'occasion de la promulgation à la Martinique de la loi du 2 janvier 1850, modificative de l'art. 472 du Code d'instruction criminelle, ont été soulevées dans cette colonie, relativement à l'allocation que doivent percevoir les huissiers pour les affiches de l'extrait du jugement de condamnation par contumace à apposer à la porte :

1° Du dernier domicile du condamné ;

2° De la maison commune du chef-lieu d'arrondissement où le crime a été commis ;

3° Du prétoire de la cour d'assises.

M. le procureur général, se fondant sur l'analogie que lui a paru présenter le cas dont il s'agit avec celui qui est prévu par le § 8 de l'art. 71 du décret du 18 juin 1811, a exprimé l'avis qu'il y avait lieu, dans l'espèce, d'appliquer cette dernière disposition, avec cette modification insérée dans les instructions sur les frais généraux de justice, que si les affiches doivent se faire dans deux communes différentes et qu'il y ait lieu, par suite, à deux procès-verbaux, chacun des deux huissiers qui en seraient chargés ne recevra que la moitié de la taxe.

Il a été décidé, toutefois, que, comme l'huissier n'a point à sa charge les frais de publication à son de trompe ou de caisse, prévus par le § 8 de l'article précité, la taxe qui s'élève à la Martinique à 27 fr., avec le supplément colonial, serait réduite d'un tiers, c'est-à-dire à 18 fr., chiffre fixé pour Paris.

Vous me faites connaître, d'ailleurs, que cette règle sera suivie provisoirement dans la colonie jusqu'à ce que mon département vous ait fixé sur le tarif qui a été adopté dans la métropole pour l'exécution du nouvel art. 472 du Code d'instruction criminelle.

M. le ministre de la justice, à qui j'ai dû demander ce renseignement, vient de m'adresser un exemplaire de l'arrêté qui a été pris sur cet objet par son prédécesseur, sous la date du 15 avril 1850. Vous verrez par cet arrêté, que je vous envoie ci-joint, qu'à Paris le salaire des huissiers est fixé à 3 fr., tant pour l'apposition de chacun des trois extraits de jugement de

condamnation par contumace que par la rédaction de chacun des procès-verbaux constatant cette formalité.

Il résulte des explications qui ont été fournies à cet égard, dans les bureaux de la chancellerie, que la disposition dont il s'agit doit être entendue en ce sens que, à Paris, il revient à l'huissier un salaire distinct de 3 fr. pour l'apposition de chaque extrait de jugement, y compris la rédaction du procès-verbal, de telle sorte que le salaire entier est de 9 fr. pour les trois extraits et procès-verbaux.

Il y a lieu, d'ailleurs, de remarquer que cette allocation est toute nouvelle ; car elle est la conséquence même de la loi du 2 janvier 1850, qui a supprimé le mode d'exécution par effigie consacré par l'art. 472 du Code d'instruction criminelle, formalité dont les frais avaient été réglés par un arrêté du département de la justice, en date du 31 juillet 1852, lequel se trouve aujourd'hui détruit, en ce point, par celui qui accompagne la présente dépêche.

Quant à la publication de l'ordonnance de contumace, à laquelle s'applique spécialement le § 8 de l'art. 17 du décret de 1811, les frais qui en résultent sont restés les mêmes, c'est-à-dire 18 fr. pour Paris, et au-dessous pour les autres villes et communes.

D'après les observations qui précèdent, je ne puis que vous autoriser à pourvoir à la fixation provisoire de l'allocation pour les affiches des extraits de jugements par contumace d'après le principe écrit dans l'arrêté précité de M. le ministre de la justice. Dans le cas où le chiffre de 9 fr. vous paraîtrait insuffisant, vous auriez à statuer sur l'augmentation à y apporter, en attendant que ce point soit définitivement examiné à l'occasion de la révision générale, dont l'ensemble des tarifs judiciaires des colonies doivent ultérieurement être l'objet.

Vous voudrez bien, d'ailleurs, assurer au besoin, jusqu'à nouvel ordre, le maintien des dispositions du décret de 1811, en ce qui touche la publication de l'ordonnance rendue contre les accusés contumax.

Recevez, etc.

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,
MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 175.

N° 518. — *ARRÊTÉ RÉGLEMENTAIRE pour faire suite aux règlements sur les frais d'exécution des arrêts criminels, qui a été dressé le 31 juillet 1832, en conformité de l'art. 113 du décret du 18 juin 1811.*

NOUS, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu la loi, en date du 2 janvier 1850, portant modification de l'art. 472 du Code d'instruction criminelle, relatif à l'affiche des jugements de condamnation par contumace;

Vu l'art. 113 du décret du 18 juin 1811;

Considérant que la loi n'ayant pas désigné l'officier qui serait chargé de faire apposer les affiches, il a été établi que les huissiers auraient cette mission;

Considérant que les huissiers n'ayant pas d'appointements annuels doivent recevoir un salaire à raison des opérations qui leur sont confiées;

Considérant enfin qu'il s'agit, dans l'espèce, de frais afférents à l'exécution des arrêts criminels;

ARRÊTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le salaire des huissiers, tant pour la position de chacun des trois extraits de jugement de condamnation exigés par la loi du 2 janvier 1850 que pour la rédaction de chacun des procès-verbaux constatant cette formalité, est ainsi réglé, savoir :

A Paris, *trois francs;*

Dans les villes de 40,000 âmes et au-dessus, *deux francs cinquante centimes;*

Et dans les autres villes et communes, *deux francs.*

ART. 2. Dans le cas de transport, à plus de deux kilomètres, ces officiers ministériels recevront l'indemnité de voyage fixée par l'art. 91 du décret du 18 juin 1811.

ART. 3. Cette dépense fera l'objet soit d'un mémoire spécial revêtu des formalités ordinaires, soit d'un article séparé dans les mémoires de frais de justice criminelle fournis par les huissiers.

Paris, le 15 avril 1850.

E. ROUHER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 176.

N° 519. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 379 (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Allocation d'une indemnité pour achats de vivres aux gendarmes détachés dans les quartiers.*

Brest, le 9 juillet 1853.

Monsieur le gouverneur, vous faites connaître par lettre du 4 mai, n° 178, que vous avez cru devoir autoriser de nouveau, à compter du 1er janvier 1853, le payement de l'indemnité représentative de vivres qui était précédemment allouée aux gendarmes des brigades à pied détachées dans les quartiers de la Guyane.

D'après les explications dans lesquelles vous êtes entré à ce sujet, j'ai reconnu l'utilité de la mesure que vous avez cru devoir prendre, et à laquelle je donne mon approbation.

Je ferai d'ailleurs inscrire au projet du budget de 1855, une augmentation de 8,000 fr. pour le payement de l'indemnité dont il s'agit aux militaires qui seront prochainement envoyés de France par suite de la réorganisation de la compagnie.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 185.

N° 520. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 389 (Direction des colonies : bureau des finances et approvisionnements). *Au sujet d'un différend qui s'est élevé entre l'ordonnateur et le contrôleur colonial.*

Paris, le 15 juillet 1853.

Monsieur le gouverneur, par lettres des 14 et 15 janvier dernier, nos 19 et 23, M. votre prédécesseur m'a rendu compte d'un différend qui s'est élevé entre M. l'ordonnateur et M. le contrôleur colonial quant à l'ordre dans lequel ces deux fonctionnaires devaient apposer leur signature sur les ordres de recette et sur les traites du trésor public. M. SARDA m'a demandé de statuer sur ce différend, qui a été de sa part l'objet d'une décision provisoire.

Je ne puis qu'approuver cette décision et les motifs sur lesquels elle est basée. A l'avenir, le contrôleur colonial devra signer avant l'ordonnateur les traites et les ordres de recette comme cela se pratique déjà sans hésitation en ce qui concerne les payements.

Les art. 98 de l'instruction du 20 décembre 1844 et 14 de l'arrêté du 16 février dernier qui ont, à deux reprises, déterminé que le visa du contrôle devait précéder l'ordonnancement de la dépense ont eu pour principe que nulle intervention ne devait être placée entre l'ordonnateur et le payeur, c'est-à-dire entre l'ordonnancement et le payement. Ce principe eut été infailliblement appliqué aux mandats de recette si le cas eût pu se présenter dans le service métropolitain.

En conséquence et sans s'arrêter aux instructions antérieures qui n'ont pas spécialement eu en vue les mandats de recette ou le visa des traites, cette formalité sera à l'avenir accomplie avant la signature de l'ordonnateur. Cet ordre de service ne diminue en rien l'action du contrôle qui se trouvera au contraire exercée sur une pièce non encore définitive et plus susceptible de rectification.

La présente dépêche devra être enregistrée au contrôle.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 186.

N° 521. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 403* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Augmentation de la gendarmerie de la Guyane.*

Paris, le 22 juillet 1853.

Monsieur le gouverneur, j'ai l'honneur de vous informer, par suite à mes dépêches des 31 mai et 14 juin, que, par

décret du 9 juillet 1853, l'effectif de la compagnie de gendarmerie de la Guyane a été augmenté de 50 hommes, savoir:

1 brigadier à cheval,
5 gendarmes à cheval,
3 maréchaux des logis à pied,
7 brigadiers à pied,
34 gendarmes à pied.

TOTAL..... 50.

En déduisant de ce nombre les 22 sous-officiers ou gendarmes qui forment la garnison de *la Fortune*, il restera à pourvoir à un recrutement de 28 hommes que je compte faire partir dans le courant de l'année. Les propositions de M. le général DE FITTE, dont le travail d'inspection vient de me parvenir, permettront de choisir parmi les militaires actuellement présents à la compagnie les candidats pour les emplois de maréchal des logis et de brigadier nouvellement créés.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre:
Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,
MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 193.

N° 522. — *ARRÊTÉ fixant le programme pour la célébration de la fête nationale du 15 août 1853.*

Cayenne, le 4 août 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le décret du 16 février 1852, qui dispose qu'à l'avenir, l'anniversaire du 15 août sera seul reconnu et célébré comme fête nationale;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

ARRÊTE:

La fête nationale sera célébrée à Cayenne le lundi 15 de ce mois.

La veille, 14 août, au coucher du soleil, une salve de 21 coups de canon, tirée par la batterie de la place, annoncera la solennité du lendemain.

Le 15 août, au lever du soleil, la place fera une salve de 21 coups de canon, en arborant le pavillon national.

Les bâtiments de l'État et du commerce et le mât de signaux du Fort seront pavoisés.

A sept heures 1/2, MM. les chefs d'administration et les fonctionnaires et employés des divers services se rendront à l'hôtel du Gouvernement, pour accompagner le gouverneur à la messe militaire, qui sera célébrée à l'église paroissiale, à 8 heures du matin, après la revue des troupes.

Au moment où l'on entonnera le *Domine salvum fac*, il sera fait une salve de 21 coups de canon par l'artillerie de la place.

Un *Te Deum* sera chanté à l'issue de la messe.

A sept heures 1/2, avant la cérémonie religieuse, les troupes de la garnison seront passées en revue sur la place d'Armes, par le contre-amiral gouverneur.

Les militaires et tous autres individus détenus pour *fautes légères* seront mis en liberté.

Les troupes et les marins de l'État recevront une ration extraordinaire de vin.

Une somme de *mille francs* sera prélevée sur les fonds de la caisse coloniale et versée au bureau de bienfaisance, pour secours aux indigents.

Des danses et des jeux publics auront lieu sur la Savane.

A 4 heures précises, des courses d'embarcations auront lieu également dans la rade.

Une dernière salve de 21 coups de canon sera faite au coucher du soleil.

Le soir, les édifices et les établissements publics seront illuminés.

La fête nationale sera célébrée le même jour dans les quartiers.

MM. les chefs d'administration et les chefs de corps sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent arrêté, qui sera publié et affiché partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 4 août 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 341.

N° 523. — *ARRÊTÉ de promulgation du décret du 28 mai 1853, portant prorogation des dispositions exceptionnelles du décret du 27 avril 1848, sur les délais et formalités relatives à la purge légale des immeubles.*

Cayenne, le 5 août 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la dépêche ministérielle du 31 mai 1853, n° 298;

Sur le rapport du procureur général impérial;

Arrête :

Article premier.

Le décret impérial du 28 mai 1853, portant prorogation pendant un an des dispositions exceptionnelles des art. 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du décret du 27 avril 1848, sur les délais et formalités relatives à la purge légale des immeubles, est promulgué dans la colonie.

Art. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la Guyane.

Cayenne, le 5 août 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 361.

N° 524. — *DÉCRET portant prorogation des dispositions exceptionnelles du décret du 27 avril 1848, sur les délais et formalités relatives à la purge légale des immeubles.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Vu le décret du 27 avril 1848, portant application aux colonies des dispositions du Code Napoléon, concernant les hypothèques et l'expropriation forcée, sous diverses exceptions établies pour une période de cinq ans, à partir de la promulgation de cet acte dans les colonies ;

Attendu que le maintien de ces exceptions est encore nécessaire pour faciliter la libération des propriétaires et pour ménager à la fois leurs intérêts et ceux de la masse des créanciers ;

Attendu qu'il y a urgence de statuer sur ce point, sans attendre la détermination d'attributions législatives qui doit être faite par la constitution coloniale ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions exceptionnelles des art. 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du décret du 27 avril 1848, sur les délais et formalités relatives à la purge légale des immeubles dans les colonies, demeurent exécutoires pendant un an, à partir de l'expiration de la période de cinq années prévue par l'art. 8 du même décret, ou à partir de la promulgation du présent décret dans les colonies où ledit délai serait déjà expiré.

ART. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 mai 1853.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 32, — 1853.

N° 525. — *DÉCISION qui accorde un supplément d'une demi-journée de solde aux troupes de la garnison et aux marins de la station, à l'occasion de l'anniversaire du 15 août.*

Cayenne, le 10 août 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu le décret du 16 février 1852, qui dispose qu'à l'avenir sera seul reconnu et célébré comme fête nationale l'anniversaire du 15 août ;

Vu les ordonnances royales des 11 octobre 1836, sur l'organisation des équipages de ligne, et 22 juin 1847, sur la solde, les revues, l'administration et la comptabilité des corps de troupe de la marine ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

Décide :

Article premier.

Le lundi 15 du présent mois d'août, les troupes de la garnison et les marins de la flotte, dans la colonie, recevront un supplément d'une demi-journée de solde.

Art. 2. Le commandant militaire, l'ordonnateur et le chef d'état-major de la station navale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et au contrôle colonial.

Cayenne, le 10 août 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

REISSER.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 343.

N° 526. — *DÉCISION qui prescrit le transport à l'îlet la Mère du 1er conseil de guerre permanent, pour juger plusieurs transportés politiques.*

Cayenne, le 16 août 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Considérant qu'il est urgent de déplacer le 1er conseil de guerre permanent de la colonie ;

Vu l'art. 64 de l'ordonnance du 21 décembre 1828 ;

DÉCIDE :

Le 1er conseil de guerre permanent de la colonie se transportera à l'îlet la Mère, pour juger les douze transportés politiques accusés de s'être rendus coupables, le 22 juillet dernier, de rébellion envers l'autorité de cette île, y étant détenus comme prisonniers.

Cayenne, le 16 août 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 372.

N° 527. — *ARRÊTÉ qui déclare n'y avoir lieu de recourir à la clémence de l'Empereur en faveur de divers individus condamnés par la cour d'assises de la Guyane.*

Cayenne, le 22 août 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu 1° l'arrêt de la cour d'assises de la Guyane, en date du 16 août 1853, qui a déclaré le nommé *Henry* HOUARY, âgé d'environ 20 ans, vacher, né et demeurant à Iracoubo, coupable d'avoir commis, dans la soirée du 4 avril précédent, une tentative de viol sur la personne de la nommée ANNE-ALEXANDRINE, alors âgée de moins de 15 ans, et l'a condamné à cinq années de reclusion;

2° L'arrêt de la même cour, en date du 17 août, qui a condamné le nommé *Codio* TRANQUILLE, âgé de 50 ans environ, cultivateur, né en Afrique, demeurant à Iracoubo, à cinq années de reclusion, pour avoir, au mois de février de cette année, commis un attentat à la pudeur sur la personne de la nommée *Marie-Rose* BOLINA, âgée de moins de 11 ans;

3° L'arrêt de ladite cour, en date du 18 août, qui a condamné aussi à cinq années de reclusion le nommé *Mathurin* QUÉRAND, âgé de 33 ans, cultivateur, né à Macouria, demeurant à Mont-Sinéry, reconnu coupable d'avoir, dans la journée du 5 juin de cette année, volontairement porté des coups et fait une blessure, à l'aide d'un sabre, au nommé *Gontrand* BERTRANVILLE, son frère; lesquels coups et blessure ont occa-

sionné une incapacité de travail personnel de plus de vingt jours ;

4° Enfin l'arrêt de cette cour, en date du 19 du même mois d'août, portant condamnation à cinq années de reclusion contre le nommé *Alexis* Fossoy dit Numa, âgé de 31 ans, menuisier, né et demeurant à Cayenne, reconnu coupable 1° d'avoir, au mois de juin de cette année, détourné et dissipé, au préjudice de la femme Adélaïde, une somme de 4 fr. 30 c. que celle-ci lui avait remise pour un travail salarié; 2° d'avoir volé, le 22 dudit mois de juin, une dame-jeanne au domicile et au préjudice du Sr *Hippolyte* de St-Quantin; 3° d'avoir, le 17 du même mois de juin, commis un faux en écriture privée, en fabriquant ou faisant fabriquer une lettre missive contenant une demande de 5 francs à M. le capitaine de port, et en la signant ou la faisant signer faussement des noms d'*Adolphe* Trio, canotier au port; 4° d'avoir, le même jour, fait usage de cette lettre qu'il savait être fausse, en la présentant au capitaine de port et en se faisant remettre ladite somme de 5 francs; 5° d'avoir, toujours le 17 juin, commis un faux en écriture privée, en fabriquant ou faisant fabriquer une seconde lettre missive adressée au capitaine de port, pour réclamer une somme de 15 francs, et en signant ou en faisant signer faussement ladite lettre des noms d'*Adolphe* Trio; 6° d'avoir, le même jour, tenté de faire usage de cette lettre qu'il savait être fausse, en la présentant au capitaine de port pour obtenir la remise de ladite somme de 15 francs;

Attendu qu'aucun de ces quatre condamnés ne s'est pourvu en cassation dans les délais de la loi, et que les condamnations prononcées contre eux sont devenues définitives;

Attendu, d'ailleurs, qu'il ne résulte ni des faits imputés à ces condamnés, ni de l'application qui leur a été faite de la loi pénale de motifs qui puissent les faire recommander à la clémence de l'Empereur;

Sur la proposition du procureur général impérial;

De l'avis du conseil privé;

Arrête :

Article premier.

Il n'y a lieu de recourir à la clémence de l'Empereur en faveur des nommés *Henry* Houary, *Codio* Tranquille, *Mathurin* Quérand et *Alexis* Fossoy.

En conséquence, les condamnations prononcées contre eux par les arrêts de la cour d'assises ci-dessus relatés seront exécutées selon leur forme et teneur.

Art. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 22 août 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 362.

N° 528. — *DÉCISION qui alloue une indemnité annuelle de 600 fr., pour frais de bureau, au directeur des établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 25 août 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la décision du 22 février 1853, qui alloue au chef du bureau central de la colonie pénitentiaire une somme de six cents francs à titre d'indemnité annuelle pour lui tenir lieu de fournitures de bureau en nature ;

Considérant que cette allocation a cessé d'être payée à partir du 26 février 1853, jour de la prise de ce service par M. Durand, directeur des établissements pénitentiaires, et qu'il convient de la continuer ;

Décide :

Une indemnité annuelle de six cents francs, représentative des frais de bureau, est allouée à M. le directeur des établissements pénitentiaires.

Rappel de cette indemnité lui sera fait à compter du 26 février 1853.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée aux revues et au contrôle colonial.

Cayenne, le 25 août 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 348.

N° 529. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 31 août 1853.*

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	» » le kil.		
Sucre brut.....	0 42 id.		
Café... marchand...	1 60 id.		
Café... en parchemin	1 20 id.		
Coton.....	1 50 id.		
Cacao.....	0 50 id.		
Roucou.....	2 20 à 2 40		
Girofle noir (clous).	1 30 id.		
Girofle blanc.....	0 65 id.		
Girofle griffes.....	0 30 id.		
Tafia.....	110 les 100 lit.		
Mélasse.....	» » id.		
Couac.....	0 30 le kil.		
Peaux de bœufs.....	10 00 la peau.		

Cayenne, le 31 août 1853.

Les Membres de la commission,
E. BESSE, C. GLEISE, C. LALANNE, DAUBRIAC FILS.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'Intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 349.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 530. — Par dépêche ministérielle du 7 juin 1853, n° 309 (*Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné que M. JARDIN, agent de colonisation à la Guyane française, a été licencié du service.

N° 531. — Par dépêche ministérielle du 14 juin 1853, n° 320 (*Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de la nomination et de l'envoi de 17 gendarmes à pied dans la compagnie de la Guyane.

Par la même dépêche, il est également donné avis de l'autorisation du passage dans ladite compagnie, en qualité de maréchal des logis, du Sr Orvain, provenant du 1er bataillon de gendarmerie d'élite, et de la nomination au grade de brigadier, des Srs Teysseire, Card, Ricklin et Lebresne, provenant du 2e bataillon d'élite.

N° 532. — Par dépêche ministérielle du 14 juin 1853, n° 321 (*Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires*), il est prescrit de dissoudre la brigade d'agents spéciaux créée dans la colonie, en 1852, pour la police des établissements pénitentiaires, et il est en outre donné avis du licenciement des agents de police Masselin, Klein, Cézille, Murat et Vitry qui en faisaient partie.

N° 533. — Par décision ministérielle du 22 juin 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 24 du même mois, n° 332 (*Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires*), M. Lasneret, commis de marine, du cadre de la Guyane, actuellement à Paris, a été licencié du service.

N° 534. — Par dépêche ministérielle du 24 juin 1853, n° 335 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de l'envoi à la Guyane du frère Provost (Pierre), de la compagnie de Jésus, pour être attaché aux établissements pénitentiaires de la colonie, en remplacement du frère Mercier, renvoyé en France pour cause de santé.

N° 535. — Par décision du ministre de la guerre, en date du 24 juin 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 4 juillet suivant, n° 362 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), une permutation a été autorisée entre M. Cipollina, lieutenant de gendarmerie à la Guyane, actuellement en congé à Paris, et M. Beaugeois, officier du même grade, destiné pour la Guadeloupe.

N° 536. — Par décision ministérielle du 25 juin 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 30 du même mois, n° 352 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), il a été alloué, à partir du 1er janvier 1853, une indemnité spéciale de deux mille francs par an, imputable sur les fonds du *chap. Ier : Art. 3 (hôpitaux)*, à M. Laure, second médecin en chef de la marine, chargé du service de santé dans la colonie.

N° 537. — Par dépêche ministérielle du 28 juin 1853, n°... (*Direction du personnel : bureau des corps organisés*), avis est donné de l'admission, comme enfants de troupe dans le détachement d'infanterie de la marine stationné à Cayenne, des jeunes

Barbier (Édouard-Auguste), fils d'un capitaine au corps;

Dozol (Marie-Octave), fils d'un lieutenant au corps;

Nessler (Philibert-Auguste-Ferdinand), fils d'un sergent au corps;

Peyrottes (Jean-Étienne), fils d'un soldat au corps.

N° 538. — Par dépêche ministérielle du 30 juin 1853, n° 346 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné que la permutation qui avait été autorisée entre M. Merlet, commis receveur de l'enregistrement à la Martinique, et M. Lassigniardie, employé au même titre à Cayenne, n'aura pas d'effet.

N° 539. — Par décision ministérielle du 1er juillet 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 11 dudit mois, n° 379 *bis* (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), MM. Chanlou et Girard ont été nommés commis de marine, et destinés à servir en cette qualité à la Guyane.

N° 540. — Par dépêche ministérielle du 12 juillet 1853, n° 383 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné du renvoi à la Guyane du Sr Herpin, pour être employé en qualité de surveillant dans les établissements pénitentiaires.

N° 541. — Par dépêche ministérielle du 30 juillet 1853, n° 414 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné que M. Douat, chef du bureau du personnel et des services militaires à la direction des colonies, a été, sur sa demande, admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite, et qu'il est remplacé, en cette qualité, par M. de Ruthye-Bellacq, commissaire de la marine du service colonial, à partir du 1er août 1853.

N° 542. — Par décision du 1er août 1853, M. Thomas (François-Antoine-Eugène), chirurgien de 2e classe de la marine, a été détaché sur l'établissement pénitentiaire de St-Georges, pour y être chargé du service de santé. Il recevra, à ce titre, l'indemnité de cent francs par an allouée pour frais de bureau.

N° 543. — Par décision du même jour, M. Amouretti, chirurgien de la marine de 3e classe, remplacé dans la colonie par M. Pignoni, chirurgien du même grade, a été autorisé à rentrer en France par le transport *l'Allier*.

N° 544. — Par décision du même jour, M. Fauvel, garde-magasin comptable à l'îlet la Mère, a été mis à la disposition du ministre.

L'embarquement de cet employé a été, en conséquence, ordonné sur la corvette de charge *l'Allier*, en destination pour France.

N° 545. — Par ordre du même jour, il a été prescrit au Sr Rivière, agent de police attaché aux établissements pénitentiaires, de s'embarquer sur la corvette *l'Allier*, pour rentrer en France.

N° 546. — Par décision du 2 août 1853, une commission a été nommée à l'effet de vérifier et d'apurer le compte de gestion de M. Faniard, garde d'artillerie à Cayenne.

N° 547. — Par décision du même jour, il a été prescrit à M. Bigot, chirurgien de la marine de 1re classe, à la Guyane, remplacé dans la colonie par M. Colson, officier de santé du même grade, d'effectuer son retour en France par le transport *l'Allier*.

N° 548. — Par décision du 3 août 1853, M. Coutances (Amédée-Guillaume), pharmacien de la marine de 2e classe, a été autorisé, par suite de l'arrivée de son remplaçant dans la colonie, à rentrer en France par la corvette de charge *l'Allier*.

N° 549. — Par décision du même jour, M. Autret (Charles), pharmacien de la marine de 2e classe, a été chargé du service pharmaceutique aux îles du Salut, en remplacement de M. Coutances, autorisé à rentrer en France.

N° 550. — Par décision du même jour, une permutation a été autorisée entre M. Aubry, chirurgien de la marine de 3e classe, à la Guyane, appelé à rentrer en France, et M. Vivien, officier de santé du même grade, dont le temps de service dans la colonie n'est pas terminé. Il a été, en conséquence, prescrit à ce dernier de s'embarquer sur la corvette de charge *l'Allier*, pour rentrer en France.

N° 551. — Par décision du 6 août 1853, le Sr Jouven (Marius), garde-magasin comptable sur l'établissement pénitentiaire de St-Georges, a été révoqué de ses fonctions.

N° 552. — Par décision du 8 août 1853, il a été réglé que le Sr Kelsch, transporté, détenu au fort du Diamant, recevra, en raison de son état de maladie et jusqu'à nouvel ordre, 50 grammes de sucre blanc et un supplément de 25 centilitres de vin par jour.

N° 553. — Par décision du 9 août 1853, le Sr Fourrier a été nommé, à compter du 6 du courant, distributeur au magasin général, à la solde annuelle de 1,200 fr., imputable à l'*art.* 3, *vivres, du chap. V : Formation d'une colonie pénitentiaire.*

N° 554. — Par décision du même jour, la solde du Sr Cablat (Frédéric), distributeur au magasin général, a été portée de 1,500 à 1,800 fr. par an, et imputée sur les fonds de l'*art.* 4 : *Vivres, services militaires (personnel).*

N° 555. — Par décision du même jour, la solde mensuelle des canotiers de l'îlet le Père a été fixée à 40 francs.

N° 556. — Par décision du 11 août 1853, le Sr Lelaé (Guillaume), distributeur de 1re classe, a été destiné à servir, en sa qualité, sur l'établissement pénitentiaire de St-Georges, à compter du 23 juillet dernier.

N° 557. — Par décision du 12 août 1853, M. Bernard (Gratien-Ernest), commis de marine, a été mis, à compter du 1er dudit mois, à la disposition du commissaire des hôpitaux, pour être employé dans ce détail jusqu'à nouvel ordre.

N° 558. — Par arrêté du 15 août 1853, le Sr Peyras (Prosper-Germain), sergent au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine, à Cayenne, a été nommé surveillant de 3e classe des pénitenciers.

Il jouira, à partir du jour de son entrée en fonctions, d'un traitement annuel de 1,200 fr. et de la ration accordée aux surveillants.

Il recevra, en outre, la somme de 200 fr. pour première mise d'habillement, conformément aux dispositions de l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 28 février 1852.

N° 559. — Par décision du 16 août 1853, le Sr Damas-Ribeiro a été, provisoirement et jusqu'à nouvel ordre, employé aux écritures du 2e bureau de l'enregistrement, à Cayenne, à raison de 800 fr. par an, en remplacement du Sr Jouven.

N° 560. — Par décision du même jour, le Sr Brown (François), surveillant rural de 3e classe au quartier du Tour-de-l'Ile, a été appelé à la seconde classe de son emploi, à compter du 1er du courant.

Il jouira, à ce titre, d'une solde de 800 fr. par an.

N° 561. — Par décision du 18 août 1853, il a été prescrit à M. Colson, chirurgien de la marine de 1re classe, de se rendre à l'îlet la Mère, pour être chargé du service de santé sur cet établissement pénitentiaire, en remplacement de M. Cotholendy, chirurgien de 2e classe, rappelé au chef-lieu.

N° 562. — Par décision du 22 août 1853, le nommé Séraphin (Eugène) a été pourvu, à compter du 1er dudit mois, de l'emploi de garçon de bureau au détail des revues, en remplacement du nommé Blandin (André-Victor).

N° 563. — Par décision du 26 août 1853, le Sr Duchateau (Joseph-Jean-Baptiste-Nelson) a été nommé, à compter du 1er septembre, surveillant rural de 3e classe au quartier de l'Ile-de-Cayenne, en remplacement du Sr Chappuis, surveillant de 1re classe, parti pour France en congé.

Il jouira, à ce titre, d'une solde annuelle de 600 francs.

N° 564. — Par décision du 29 août 1853, M. Lanne (Joseph) a été nommé, à compter du 1er du courant, compositeur à l'imprimerie du gouvernement, aux appointements de 1,200 francs par an.

N° 565. — Par décision du 31 août 1853, le Sr *Alexandre-Henriette* PAIN a été nommé, à compter du 1er septembre, surveillant de 2e classe au quartier du Tour-de-l'Ile, aux appointements de 800 fr. par an, en remplacement du Sr CÉRILLE, surveillant de 1re classe, révoqué.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 9.

SEPTEMBRE 1858.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 508. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 117 (Direction des colonies : bureau des finances et approvisionnements). *Formes dans lesquelles doivent être rédigées les demandes d'approvisionnements.*

Paris, le 11 juillet 1858.

Monsieur le gouverneur, j'ai décidé qu'à l'avenir les demandes d'approvisionnements qui seront adressées à mon département pour les différents services des colonies, sans exception, seraient rédigées conformément au modèle joint à la circulaire ministérielle du 11 septembre 1849, modèle que je reproduis ici.

NATURE DES OBJETS.	DÉSIGNATION.			QUANTITÉS DEMANDÉES.	OBSERVATIONS.
	Espèce, qualité, provenance.	Dimensions.	Nombre de colis.		

N° 585. — Par décision du 31 août 1858, le Sr *Alexandre Henriette* Paix a été nommé, à compter du 1er septembre, surveillant de 2e classe en service au Pont-de-Fer, aux appointements de 800 fr. par an, en remplacement du Sr Cerise, surveillant de 1re classe, révoqué.

Certifié conforme :

Le Conseiller colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 9.

SEPTEMBRE 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 566. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 217* (Direction des colonies : bureau des finances et approvisionnements). *Forme dans laquelle doivent être rédigées les demandes d'approvisionnements.*

Paris, le 25 juillet 1850.

Monsieur le gouverneur, j'ai décidé qu'à l'avenir les demandes d'approvisionnements qui seront adressées à mon département pour les différents services des colonies, sans exception, seraient rédigées conformément au modèle joint à la circulaire ministérielle du 11 septembre 1849, modèle que je reproduis ici.

DÉSIGNATION des ESPÈCES.	QUANTITÉS			ÉVALUATION de la dépense.	OBSERVATIONS.
	CONSOMMÉES l'année précédente.	EXISTANT en nature dans la colonie.	DONT L'ENVOI est demandé.		

Ces demandes devront être revêtues du visa du contrôle colonial.

Je vous invite à donner des ordres pour que ces prescriptions soient appliquées aux premières demandes que l'administration de la Guyane aura à me faire parvenir et à tenir la main à ce qu'elles soient ponctuellement exécutées. Je vous laisse d'ailleurs le soin de prendre telles mesures que vous jugerez utile pour obtenir l'exactitude la plus scrupuleuse dans l'énonciation des quantités consommées et de celles existant en nature, comme aussi dans l'indication des quantités demandées.

Recevez, etc.

Le Contre-Amiral Ministre de la marine et des colonies,

ROMAIN-DESFOSSÉS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 19 des dépêches ministérielles, f° 383.

N° 567. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 400* (Direction des colonies : bureau du régime politique et du commerce). *Droits à percevoir sur les chaudières à sucre importées dans les colonies.*

Paris, le 20 juillet 1853.

Monsieur le gouverneur, j'ai l'honneur de vous envoyer copie d'une lettre que j'adresse à M. le gouverneur de la Martinique, et qui a pour objet de déterminer les droits à percevoir sur des chaudières à sucre fabriquées en France avec de la fonte étrangère.

La décision de M. le ministre des finances, qui est relatée dans cette dépêche, et dont je vous envoie également copie, doit servir de base à la douane de la Guyane française pour le règlement des droits applicables à l'importation d'objets de cette espèce.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 190.

N° 568. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 448* (Direction des colonies : bureau du régime politique et du commerce). *Les chaudières fabriquées avec de la fonte étrangère doivent être admises dans les colonies au droit de 1 fr. 40 cent. les 100 kilogrammes.* (Dépêche adressée au gouverneur de la Martinique.)

Paris, le .. juillet 1853.

Monsieur le gouverneur, par une lettre du 27 mars, M. le contre-amiral VAILLANT m'a transmis la réclamation d'un négociant de S^t^-Pierre, M. RALU, dont l'objet était d'obtenir que des chaudières à sucre, fabriquées en France avec de la fonte étrangère, fussent admises à la Martinique sans payer de droits plus élevés que les produits non ouvrés de la fonte de fer.

Le réclamant basait sa demande sur la liquidation qui avait été faite, par la douane du Havre, lors de l'envoi à la Martinique des chaudières dont il s'agit. Les employés de ce service avaient réglé les droits à percevoir sur ces chaudières à raison de 1 fr. 40 cent. les 100 kilogrammes, par application de l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836. Il y est dit que des ordonnances royales pourront être rendues pour autoriser l'admission temporaire de produits étrangers destinés à être fabriqués en France. Par suite de cette disposition, un décret, rendu le 8 septembre 1851, a autorisé l'admission temporaire, dans la métropole, des fontes brutes destinées à servir à la fabrication de machines ou mécaniques pour l'étranger, et un autre décret postérieur, du 14 février 1852, a étendu la même autorisation aux fontes brutes destinées à être converties en ouvrages de fonte moulée pour la réexportation. (On trouve ces deux actes, à leur date, dans le *Recueil des circulaires des douanes.*)

Évidemment les décrets précités ne contiennent aucune disposition qui autorise l'admission dans les colonies de chaudières à sucre au même droit que ceux perçus sur les fontes brutes; ils seraient plutôt contraires à cette introduction, puisqu'ils établissent formellement que les fontes étrangères ne pourront être reçues dans la métropole en franchise qu'autant que les objets à la fabrication desquels elles auront servi seront réexportés pour l'étranger.

La douane de la Martinique a donc appliqué aux chaudières en question le droit de 15 p. o/o sur leur valeur, déduction

faite d'un cinquième, à raison de leur importation par navires français. Elle a basé sa décision à ce sujet sur les termes de la loi du 29 avril 1845, qui détermine les droits à percevoir sur les chaudières en fonte et en potin.

La douane coloniale était effectivement fondée à contester la liquidation faite par la douane du Havre, et l'on n'aurait pu s'expliquer cette liquidation que par une erreur, s'il n'y avait pas une décision prise, le 11 août 1852, par M. le ministre des finances, d'après des observations émanées du département du commerce.

Cette décision, basée sur un rapport de M. le directeur général des douanes, porte que les machines et ouvrages en fonte moulée, provenant de fontes brutes étrangères, importés temporairement, ne sont assujettis, à leur expédition aux colonies, qu'au droit dont ces fontes seraient passibles dans lesdites colonies, soit au cinquième du droit métropolitain ou 1 fr. 40 cent. les 100 kilogrammes.

Je vous envoie copie de cette décision, qui servira de règle à l'avenir pour tous les cas de même espèce. La douane du Havre s'y est conformée en préparant la liquidation des droits à percevoir sur les quatre chaudières à sucre importées à la Martinique pour M. Ralu. Les considérations qui l'ont motivée sont indiquées dans le rapport ci-joint de M. le directeur général des douanes. En transmettant à M. le ministre des finances la demande de M. Ralu, j'avais rappelé à mon collègue que, par suite d'instructions antérieurement concertées entre les trois départements des finances, du commerce et de la marine, la fonte brute d'origine étrangère introduite dans les colonies, par extractions des entrepôts de la métropole, est assimilée aux fers non ouvrés et admis au droit de 1 fr. 40 cent. les 100 kilogrammes. Dès lors il ne me paraissait pas juste d'appliquer à ce produit un traitement plus rigoureux, lorsqu'il avait été, suivant due constatation, employé en France et qu'il avait servi d'aliment à la fabrication nationale.

La décision rendue par M. Bineau s'est trouvée d'accord avec ces observations. M. le ministre des finances m'a fait observer d'ailleurs qu'aucune disposition exceptionnelle n'a été réglée en ce qui concerne l'exportation dans nos colonies de produits provenant de matières brutes étrangères admises temporairement, autres que les fontes, et qu'aucune demande ne

s'est même produite à cet effet. En conséquence, il estime qu'il y a lieu, pour le moment, de s'en tenir à cette exception et de maintenir pour tous les autres produits l'application des conditions générales de la loi, sauf à apprécier mûrement et spécialement, à l'occasion, dans quelle mesure il pourrait être convenable d'étendre les concessions.

Je donne communication de la présente dépêche à MM. les gouverneurs de la Guadeloupe, de la Guyane française et de la Réunion.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des ordres et décisions, f° 190.

N° 569. — *RAPPORT à M. le ministre des finances.*

Paris, le 4 août 1852.

Le ministre m'a fait l'honneur de me communiquer, le 28 juillet dernier, la dépêche ci-jointe de son collègue au département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce. Elle répond aux nouvelles observations présentées dans mon rapport, le 25 juin précédent, à l'appui du principe sur lequel l'administration s'était fondée en refusant d'imputer à la décharge d'une soumission de fontes importées temporairement des chaudières déclarées en réexportation pour la Martinique.

M. le ministre de l'intérieur persiste à penser que, relativement à la sortie, il y a analogie complète entre le régime créé par l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836 et celui qui régit les primes; que, par conséquent, puisque les exportations sous bénéfice de primes sont autorisées à destination des colonies françaises, ces colonies devraient pareillement être considérées comme l'étranger pour la réexportation, après main-d'œuvre, des marchandises admises temporairement. Toutefois, pour ne pas prolonger la discussion, M. DE PERSIGNY croit devoir adhérer au moyen terme indiqué dans mon premier rapport, du 11 mai, lequel consistait à n'imposer exceptionnellement

les chaudières réexportées sur nos colonies qu'au droit de la fonte employée à leur fabrication, droit qui, à l'importation dans ces colonies, est du cinquième seulement de celui du tarif métropolitain.

Je suis loin de méconnaître, à quelques égards, la valeur des arguments produits par le département de l'intérieur et du commerce; mais, à mon avis, si une mesure définitive était à prendre, elle devrait avoir pour objet, non d'assimiler le régime des importations temporaires à celui des primes, mais, au contraire, de ramener ce dernier régime à son principe primitif, et, en retirant ainsi aux colonies des avantages qui pèsent sur le trésor et dont l'utilité est au moins contestable, de les replacer, à cet égard, dans des conditions strictement en rapport avec l'intention et le but du pacte colonial; c'est là un motif de plus qui vient s'ajouter à ceux que j'ai déjà déduits, pour que l'art. 5 de la loi de 1836 continue à être appliqué selon sa lettre et son esprit; en d'autres termes, pour que le bénéfice de la franchise ne soit point étendu aux produits étrangers importés temporairement dans la métropole pour être réexpédiés aux colonies. Quant à présent, tout ce qu'on peut faire, me semble-t-il, en ce qui concerne les produits provenant de la fonte brute, c'est d'adopter les dernières conclusions de M. de Persigny, conclusions qui ne sont, du reste, que la reproduction de celles de l'administration, et qui consisteraient à permettre que les machines et ouvrages en fonte moulée, provenant des fontes brutes étrangères importées temporairement, ne soient assujettis, à leur expédition aux colonies, qu'au droit dont ces fontes seraient passibles dans lesdites colonies, soit au cinquième du droit du tarif métropolitain.

J'ai l'honneur, etc.

Le Conseiller d'État, Directeur général des douanes,
Signé : Th. GRÉTERIN.

Approuvé :
Paris, le 11 août 1852.
Le Ministre des finances,
Signé : BINEAU.

Pour copie :
Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,
MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 192.

N° 570. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 407* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Nouvelles recommandations relatives au service des bibliothèques.*

Bordeaux, le 23 juillet 1853.

Monsieur le gouverneur, M. le gouverneur de la Guadeloupe m'a adressé récemment une demande de divers volumes du *Recueil des lois*, par SIREY, destinés à combler une lacune existante dans la bibliothèque du parquet de M. le procureur général, et provenant de ce que les volumes dont il s'agit ont été détruits par les insectes.

J'ai donné cours à cette demande, mais j'ai cru devoir en même temps, et par suite aux précédentes recommandations de mon département, appeler l'attention de l'administration locale sur la nécessité qu'il y a de prendre des mesures pour que dorénavant le plus grand soin soit apporté dans la colonie à la conservation des ouvrages et collections qui se trouvent dans les bibliothèques que possèdent les différents services.

Les dépareillages, à quelque cause d'ailleurs qu'on doive les attribuer, sont toujours regrettables, et, si j'en juge par la multiplicité des demandes de complément qui, depuis deux ans, me sont parvenues de plusieurs de nos colonies, la dépense qu'occasionne le comblement des lacunes atteint un chiffre assez élevé.

Je vous invite en conséquence à pourvoir, ainsi que je le recommande à M. le gouverneur de la Guadeloupe, à ce que la tenue des différentes bibliothèques dans la colonie soit soumise à une inspection sévère et qui ait lieu à des intervalles assez rapprochés pour qu'on puisse parer aux inconvénients ou au défaut de soin qui viendraient à se révéler dans ce service.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 201.

N° 571. — *DÉCRET portant nomination des membres du conseil privé de la Guyane française.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Vu l'art. 173 de l'ordonnance du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane française ;

Vu l'art. 2 de notre décret du 28 mai dernier, portant réorganisation du conseil privé de la Guyane française ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont nommés membres du conseil privé de la Guyane française, savoir :

Conseillers privés titulaires.

MM. MERLET (Nicolas),
VOISIN (Philibert).

Conseillers privés suppléants.

MM. VIRGILE (Frédéric),
QUINTON-DUPIN.

ART. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à S^t^-Cloud, le 6 août 1853.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé : THÉODORE DUCOS.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 235.

N° 572. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 429* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Changement dans le costume de la gendarmerie.*

Paris, le 12 août 1853.

Monsieur le gouverneur, par une décison en date du 27 juillet dernier, qui sera insérée au *Journal militaire*, M. le ministre de la guerre vient, sur ma demande, d'apporter les modifications suivantes dans l'uniforme de la gendarmerie coloniale :

1° Remplacement du col par une cravate flottante, en satin turc, semblable à celle en usage dans les troupes de la marine;

2° Remplacement du schako et du bonnet de police par le képi semblable au modèle adopté pour la gendarmerie d'Afrique;

3° Autorisation de porter un chapeau de paille pour le service intérieur.

Ces modifications, qui avaient été proposées dans l'intérêt de la santé des hommes par M. le général DE FITTE DE SOUCY, inspecteur général, seront, je l'espère, accueillies avec satisfaction par un corps qui acquiert chaque jour de nouveaux titres à la sollicitude du gouvernement.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 229.

N° 573. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 445* (Direction des colonies : bureau...). *Dispositions concernant les navires français vendus à l'étranger et destinés à nos colonies.*

Paris, le 25 août 1853.

Monsieur le gouverneur, une circulaire que M. le ministre des affaires étrangères vient de transmettre à nos consuls, et dont les dispositions ont été arrêtées de concert avec mon

département et celui des finances, modifie, dans un certain cas, la règle générale applicable aux navires français vendus et réarmés à l'étranger. Je vous adresse copie de cette pièce.

A l'avenir, lorsqu'un navire français vendu à l'étranger restera propriété française et aura pour destination une de nos colonies, le consul, au lieu de renvoyer comme précédemment les papiers de mer de ce navire à l'administration métropolitaine, aura à les faire parvenir directement à l'autorité coloniale du futur port d'attache. Le but de cette mesure est d'éviter des retards inutiles et souvent préjudiciables à l'acquéreur.

La douane locale devra, de son côté, ainsi que l'indique la circulaire précitée, ne remettre l'acte de francisation qu'après vérification des titres de propriété, et après avoir fait souscrire au nouvel acquéreur les soumissions cautionnées exigées par la loi. Elle sera tenue en outre de donner, dans la forme ordinaire, à mon département, avis de l'attache du navire à la colonie, afin que les soumissions primitives puissent être annulées par les soins de la douane métropolitaine.

Je vous invite à donner connaissance de ces instructions à la douane de la colonie et à en prescrire l'exécution.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 234.

N° 574. — *COPIE d'une circulaire de M. le ministre des affaires étrangères aux consuls.*

Paris, le 5 août 1853.

Monsieur, par une circulaire en date du 24 novembre 1845, mon département, d'accord avec les ministres de la marine et des finances, a autorisé les consuls de France, en cas de réarmement de navires français vendus en pays étrangers, à délivrer au nouvel acquéreur un rôle d'équipage et un congé provisoire, sauf à laisser à la douane de la métropole le soin de

régulariser l'opération et de statuer sur la question de francisation.

Il a été reconnu, depuis cette époque, que, dans le cas particulier de la vente à l'étranger d'un navire français destiné à l'une de nos colonies, aucun intérêt ne s'attache à l'exécution rigoureuse des instructions ministérielles précitées. Afin d'éviter, dès lors, les délais inutiles qu'entraînerait ce mode de procéder, j'ai décidé, Monsieur, après m'être concerté à cet égard avec MM. les ministres de la marine et des finances, que, du moment où un navire français vendu à l'étranger restera propriété française et sera destiné à une de nos colonies, les consuls, au lieu de s'adresser à la douane métropolitaine pour régulariser l'opération, devront transmettre les papiers de ce navire directement à l'autorité coloniale du futur port d'attache. De leur côté, les douanes coloniales ne remettront les actes de francisation qu'après vérification des titres de propriété et après avoir fait souscrire au nouvel acquéreur les soumissions cautionnées exigées par la loi.

Cette règle ne souffrira d'exception qu'autant que la qualité de l'acquéreur comme Français ne serait pas positivement connue, que la destination du navire et son attache ultérieure à un de nos ports coloniaux seraient l'objet de quelque doute, et qu'enfin ce bâtiment aurait subi, en dehors des nécessités de force majeure, des réparations d'une valeur supérieure aux limites posées par la loi du 7 vendémiaire an 11. Dans ce cas, le renvoi du dossier à la métropole sera indispensable.

Je vous invite, en conséquence, Monsieur, à suivre dans l'occasion la marche prescrite par la présente circulaire, en vous référant d'ailleurs, pour les cas qu'elle ne prévoit pas, aux termes de l'instruction ministérielle précitée du 24 novembre 1845.

Recevez, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Pour copie :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 234.

N° 575. — *ARRÊTÉ concernant les agents spécialement attachés à la surveillance des transportés dans les établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 1er septembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté ministériel du 28 février 1852 et la décision ministérielle du 25 juillet 1853, sous le n° 408;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les agents spécialement attachés à la surveillance des transportés dans les établissements pénitentiaires, demeurent divisés en trois classes.

ART. 2. Il y aura pour 500 transportés :

1 surveillant de 1re classe,
7 d° de 2e d°,
13 d° de 3e d°.

ART. 3. Leur traitement est réglé ainsi qu'il suit :

A terre, en Europe, et pendant la traversée :

Surveillant de 1re classe.....	1,500f 00c
d° de 2e d°	1,200 00
d° de 3e d°	800 00

Dans les colonies :

Surveillant de 1re classe.....	2,100 00
d° de 2e d°	1,800 00
d° de 3e d°	1,500 00

Cependant le traitement des surveillants de 1re classe pourra être porté à 2,400 francs.

Cette augmentation aura lieu par décision du gouverneur et par 150 francs, après une année de bons services aux appointements inférieurs.

Les surveillants de 1re classe nommés avant le 1er septembre 1853, conserveront dans la colonie le traitement de 2,400 francs.

Les surveillants de 3e classe jouiront du nouveau traitement qui leur est alloué, à partir du 1er septembre courant.

Art. 4. L'avancement aura lieu au choix.

Il sera accordé par le gouverneur, sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires.

Art. 5. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au nouveau règlement, qui sera enregistré au contrôle et inséré au Bulletin officiel de la Guyane française.

L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Cayenne, le 1er septembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Directeur des Établissements pénitentiaires,

DURAND.

Enregistré au Contrôle, registre nº 25 des ordres et décisions, fº 359.

Nº 576. — *ARRÊTÉ qui élève à la 3e classe de leur emploi les Srs* Lafranque *et* Cabane, *surveillants de 4e classe des pénitenciers.*

Cayenne, le 1er septembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 février 1852 et de l'arrêté local du 1er septembre 1853, divisant en trois classes les surveillants spécialement attachés aux établissements pénitentiaires;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires;

Arrête :

Article premier.

Les Srs Lafranque et Cabane, surveillants de 4e classe, sont élevés à la 3e classe de leur emploi, en récompense de leurs bons services.

Art. 2. Ils jouiront du traitement de 1,500 fr., à partir du 1er septembre 1853.

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré au contrôle et inséré au Bulletin officiel de la Guyane.

Cayenne, le 1er septembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre nº 25 des ordres et décisions, fº 384.

N° 577. — *ARRÊTÉ qui prescrit à M.* Reisser, *ordonnateur à la Guyane, de remettre ses fonctions à M.* Desmazes, *appelé à le remplacer.*

Cayenne, le 5 septembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 56 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 25 mai 1853, portant nomination de M. Desmazes aux fonctions d'ordonnateur, en remplacement de M. Reisser, appelé par une dépêche du 30 du même mois à continuer ses services à la Martinique;

Vu l'arrivée dans la colonie de M. le commissaire Desmazes;

Arrête :

Article premier.

M. Reisser, commissaire-adjoint de la marine, fera, ce jour, à M. Desmazes, nommé ordonnateur de la Guyane, la remise du service. Les pièces, registres et documents de toute nature faisant partie des archives seront livrés sur inventaire. M. Reisser joindra à ces pièces un mémoire de la situation du service.

Art. 2. Le présent arrêté sera enregistré aux revues et au contrôle, et inséré à la Feuille officielle.

Cayenne, le 5 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 350.

N° 578. — *ARRÊTÉ qui prescrit à M.* Desmazes, *commissaire de marine, nommé ordonnateur à la Guyane, de prendre ses fonctions.*

Cayenne, le 5 septembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 56 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret en date du 25 mai, portant nomination de M. Desmazes aux fonctions d'ordonnateur à la Guyane;

Vu l'arrivée de ce fonctionnaire dans la colonie;

Arrête :

Article premier.

M. Desmazes (Joseph-Gustave), commissaire de 2e classe de

la marine, prendra, à partir de ce jour, les fonctions d'ordonnateur.

Art. 2. M. Desmazes recevra de M. Reisser, sur inventaire, les pièces, registres et documents de toute nature, faisant partie du service de l'ordonnateur. M. Reisser joindra à ces pièces un mémoire détaillé faisant connaître la situation de toutes les parties du service à la date de la remise.

Art. 3. Le présent arrêté sera enregistré aux revues et au contrôle, et inséré à la Feuille ainsi qu'au Bulletin officiel.

Cayenne, le 5 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 352.

N° 579. — *ARRÊTÉ portant nominations dans les conseils de guerre et de révision à la Guyane.*

Cayenne, le 5 septembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les art. 4 et 5 de la loi du 13 brumaire an v;

Vu l'art. 4 de la loi du 18 vendémiaire an vi;

Vu les mutations survenues parmi les officiers faisant partie des conseils de guerre et du conseil de révision;

Arrête :

M. Antoine, capitaine du génie, est nommé membre du conseil de révision, en remplacement de M. Beaudéduit, détaché aux îles du Salut;

M. Barbier, capitaine d'infanterie de marine, juge au 1er conseil de guerre, est nommé commissaire du gouvernement près ledit conseil, en remplacement de M. Roger, détaché aux îles du Salut;

M. Duplaix, capitaine d'infanterie de marine, est nommé juge au 1er conseil de guerre, en remplacement de M. Barbier, nommé commissaire du gouvernement;

M. Brière, lieutenant d'infanterie de marine, est nommé juge au 1er conseil de guerre, en remplacement de M. Delisle, détaché aux îles du Salut;

M. Coquet, sous-lieutenant d'infanterie de marine, est nommé juge au 1er conseil de guerre, en remplacement de M. Brios, détaché aux îles du Salut;

M. Bonnival, capitaine, est nommé juge au 2e conseil de guerre, en remplacement de M. Antoine, capitaine du génie, nommé membre du conseil de révision;

Darré, sergent-major, est nommé juge au 2e conseil de guerre, en remplacement du sergent-major Lacoste, détaché aux îles du Salut.

Cayenne, le 5 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 350.

N° 580. — *ARRÊTÉ qui déclare n'y avoir lieu de recourir à la clémence de l'Empereur en faveur de trois transportés politiques, condamnés par jugement du 1er conseil de guerre permanent de la Guyane.*

Cayenne, le 8 septembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le jugement rendu par le 1er conseil de guerre permanent de la colonie, dans sa séance du 24 août 1853, qui condamne à la peine de cinq ans de fers, par application de l'art. 15 du titre VIII de la loi du 21 brumaire an V, les nommés:

Hollet (Jean-Baptiste), âgé de 36 ans, né à Pourrières (Var), dernier domicile à Marseille (Bouches-du-Rhône), où il exerçait la profession de commis;

Tassilier (Théodore-Louis), âgé de 37 ans, né à Paris (Seine), dernier domicile à Paris, où il exerçait la profession de typographe;

Angéliaume (Joseph), âgé de 29 ans, né à St-Gilles-de-l'Ile-Bauchard (Indre-et-Loire), dernier domicile à Latillé (Vienne), où il exerçait la profession de plâtrier, pour désobéissance combinée et refus d'obéissance accompagné d'insultes et menaces envers l'autorité militaire de l'îlet la Mère, où ils étaient détenus comme transportés politiques;

Attendu qu'aucun de ces trois condamnés ne s'est pourvu en révision dans le délai fixé par la loi, et que la condamnation prononcée contre eux est devenue exécutoire;

Attendu d'ailleurs que, vu leurs mauvais antécédents, les juges et le rapporteur dudit conseil de guerre ont émis l'opinion de ne pas les recommander à la clémence de l'Empereur;

Sur la proposition du commandant militaire ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Il n'y a pas lieu de recourir à la clémence de l'Empereur en faveur des nommés HOLLET (Jean-Baptiste), TASSILIER (Théodore-Louis) et ANGÉLIAUME (Joseph).

En conséquence, la condamnation à la peine de cinq ans de fers prononcée contre eux, par jugement du 24 août 1853, sera exécutée selon sa forme et sa teneur.

ART. 2. Le commandant militaire est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 8 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Commandant militaire,

MASSET.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 354.

N° 581. — *ARRÊTÉ qui confère des noms patronymiques à divers individus.*

Cayenne, le 8 septembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 23 janvier 1851 ;

Vu les demandes adressées au parquet par les individus ci-après nommés, à l'effet d'obtenir des noms patronymiques ;

Vu les insertions faites par eux dans la *Feuille de la Guyane;*

Attendu, d'ailleurs, que toutes les formalités prescrites par

l'arrêté précité ont été remplies, sans qu'il soit survenu aucune opposition à ces demandes ;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont autorisés à prendre les noms patronymiques suivants, savoir :

Victor, fils de feue ALIDA, âgé de 19 ans, sans profession, demeurant autrefois sur l'habitation *Beauséjour*, appartenant à Madame veuve TRESSE, à Tonnégrande, celui de MARENGO;

Antoine, cultivateur, âgé de 50 ans, né à la Guyane, domicilié au quartier de Tonnégrande, sur l'habitation *Beauséjour*, appartenant à Madame veuve TRESSE, celui de TRÉDAR.

ART. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 8 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 33.

N° 582. — *DÉCISION réglant les dispositions relatives aux examens et aux distributions de prix dans les diverses écoles de la colonie.*

Cayenne, le 9 septembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la décision du 19 août 1829, qui nomme la commission chargée de l'inspection des écoles ;

Vu la décision du 31 décembre 1831, qui adjoint un nouveau membre à cette commission ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

DÉCIDE :

La commission, composée de

MM. le directeur de l'intérieur, *président* ;
le maire de la ville,
le préfet apostolique,
le président du tribunal de première instance,
le procureur impérial,
DUPIN, employé de la direction de l'intérieur, en remplacement du chef du bureau de l'intérieur,

assistée de M. CASTETS, ancien chef d'institution en France, commencera ses opérations dans l'ordre suivant :

Le mardi 20 du courant, à 7 heures du matin, examen au collége de Cayenne ;

Le mercredi 21, à la même heure, examen au pensionnat, demi-pensionnat et externat des dames de S^t^-Joseph ;

Le jeudi 22, à la même heure, examen chez les frères de la doctrine chrétienne ;

Le vendredi 23, à la même heure, examen à l'école gratuite des dames de S^t^-Joseph ;

Le lundi 26, distribution des prix à l'école gratuite des dames de S^t^-Joseph, à 7 heures du matin ;

Le mardi 27, à la même heure, distribution des prix chez les frères de la doctrine chrétienne ;

Le mercredi 28, à la même heure, distribution des prix au collége de Cayenne ;

Le jeudi 29, à la même heure, distribution des prix au pensionnat, demi-pensionnat et externat des dames de S^t^-Joseph.

Les membres de ladite commission sont invités à vouloir bien se réunir au directeur de l'intérieur aux jours et heures indiqués.

Les examens seront publics.

Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la

présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 9 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 356.

N° 583. — *DÉCISION qui règle les jours de départ des bâtiments, pour l'approvisionnement des pénitenciers et des dépôts.*

Cayenne, le 10 septembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française

A DÉCIDÉ :

A l'avenir, à moins de circonstances imprévues, les jours de départ des bâtiments, pour l'approvisionnement des pénitenciers et des dépôts, seront réglés de la manière suivante :

DATES.	ILES DU SALUT.	DATES.	ILET LA MÈRE.	DATES.	MONTAGNE-D'ARGENT.	DATES.	SAINT-GEORGES.
18	Le courrier pour l'Europe.	28	L'Ibis.	28	L'Ile-d'Aix.	28	Le Voyageur.
30	Le Styx.	16	Le Styx.	16	L'Ile-d'Aix.	16	L'Ibis.
8	Marceau ou Voyageur.						

Les heures de départ étant subordonnées à celles de la marée, seront annoncées par une circulaire.

Pour que les chargements puissent se faire facilement, celui des goëlettes devra commencer trois jours avant le départ, c'est-à-dire les 13 et 25; celui des vapeurs commencera la veille, les 15 et 27 pour l'est; les 17, 29 et 7 pour les îles du Salut.

Les factures ou au moins la note des objets à embarquer sur chaque navire devra être remise au gouvernement la veille du jour où le bâtiment entre en charge.

Les goëlettes seront remorquées pour le voyage d'aller :

Le 28, par *le Voyageur* { *L'Ibis*, pour l'îlet la Mère; *L'Ile-d'Aix*, pour la Montagne-d'Argent;

Le 16, par *le Styx*..... { *L'Ile-d'Aix*, pour la Montagne-d'Argent; *L'Ibis*, pour S^t^-Georges, jusqu'à la Montagne-d'Argent.

Les vapeurs, à leur retour, toucheront aux établissements placés sur leur route, pour prendre les dépêches et les passagers.

Le service du relèvement des garnisons et du transport des passagers, en général, sera fait par les bâtiments à vapeur.

Les envois de fonds pour la solde auront lieu pour les îles du Salut le 8, et le 16 pour les autres établissements.

Cayenne, le 10 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 357.

N° 584. — *DÉCISION qui oblige les détenus de suivre, dans l'intérieur de la geôle, les exercices religieux qui y sont pratiqués.*

Cayenne, le 15 septembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 11 de la loi du 24 avril 1833, concernant le régime législatif des colonies;

Vu l'art. 75, section IX, de l'arrêté local du 19 novembre 1851, portant règlement pour les prisons de la Guyane française, ainsi conçu : « Les heures des offices et des instructions » sont désignées par l'aumônier établi par le préfet apostolique, » avec l'approbation du chef de l'administration intérieure. »

Considérant que ces dispositions sont insuffisantes, en ce qu'elles ne règlent pas les devoirs des détenus, et que le but moralisateur qu'on s'est proposé pourrait ainsi n'être pas atteint;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER.

Les prisonniers, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, sont tenus de suivre dans l'intérieur de la geôle les exercices religieux qui y sont pratiqués.

ART. 2. Ceux d'entre eux qui déclareraient ne pas être de la religion catholique, apostolique et romaine se réuniront, pendant la durée des exercices religieux, sous la surveillance du concierge ou d'un des employés, dans un local particulier où ils entendront la lecture des livres saints et réciteront leurs prières.

ART. 3. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 15 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 366.

N° 585. — *ARRÊTÉ portant nouvelle composition de la ration de fourrages des chevaux de la gendarmerie de la Guyane française.*

Cayenne, le 20 septembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 13 juillet 1853, n° 386, relative à l'inspection générale de la gendarmerie de la Guyane, en 1853 ;

Vu l'impossibilité de composer la ration de fourrages des chevaux de cette arme suivant ce que veut l'arrêté local du 10 mars 1848, les herbes de Guinée manquant généralement et étant le plus souvent suppléées par d'autres fourrages verts de mauvaise qualité et nuisibles aux chevaux ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;
De l'avis du conseil privé ;
ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La ration journalière d'avoine des chevaux d'officiers et de troupe de la gendarmerie de la Guyane française est ramenée à ce que prescrit l'art. 145 de l'ordonnance royale du 21 novembre 1823, soit *huit litres deux tiers*.

Il y sera joint *six kilogrammes* de foin.

ART. 2. Les *six kilogrammes* de foin seront remplacés par *trente kilogrammes* d'herbes de Guinée ou du Para, dans les localités qui produisent suffisamment de ce fourrage vert.

ART. 3. Ces dispositions auront leur effet à dater du 1er octobre 1853.

ART. 4. Sont et demeurent rapportées les prescriptions de l'arrêté local du 10 mars 1848, et, en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions ci-dessus, celles de l'arrêté du 13 juillet 1842.

ART. 5. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la Guyane française.

Cayenne, le 20 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 367.

N° 586. — *DÉCISION qui ajourne à l'époque de la rentrée des classes la distribution des prix dans les divers établissements d'instruction publique, à Cayenne.*

Cayenne, le 22 septembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la décision du 9 septembre courant, qui fixe les jours et les heures des examens et des distributions de prix dans les divers établissements d'instruction publique ;

Attendu que les livres destinés aux prix pour cette année ne sont point encore parvenus dans la colonie ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

DÉCIDE :

La distribution des prix pour les divers établissements d'instruction publique, qui devait être faite dans les derniers jours de ce mois, est renvoyée à l'époque de la rentrée des classes.

Une décision ultérieure fixera les jours et les heures auxquels elle aura lieu.

Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 22 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 369.

N° 587. — *DÉCISION qui nomme M. le lieutenant* LOUBIÈRE *juge au 2e conseil de guerre permanent de la Guyane française, en remplacement de M.* DOZOL.

Cayenne, le 28 septembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les art. 4 et 5 de la loi du 13 brumaire an V,

DÉCIDE :

M. LOUBIÈRE, lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine, est nommé juge au 2e conseil de guerre permanent de la colonie, en remplacement de M. DOZOL, parti pour l'îlet la Mère.

La présente décision sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 28 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 370.

N° 588. — *ARRÊTÉ portant organisation du service de la direction de l'intérieur à la Guyane française.*

Cayenne, le 29 septembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu le décret du 28 mai 1853, qui rapporte l'ordonnance du 27 septembre 1831 et rétablit à la Guyane française la direction de l'intérieur;

Vu le décret du même jour, qui nomme M. *Michel* Favard aux fonctions de directeur de l'intérieur à la Guyane française;

Attendu qu'il est nécessaire d'organiser le service de la direction de l'intérieur et de le mettre en rapport avec les nouveaux besoins de cette administration;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé;

Arrête :

Article premier.

A compter du 1er octobre 1853, le service de la direction de l'intérieur est organisé ainsi qu'il est déterminé ci-après, sauf l'approbation du ministre.

Art. 2. Les dépenses de la direction de l'intérieur pour les divers fonctionnaires qui y sont attachés, sont fixées provisoirement à *trente-trois mille quatre cent quatre-vingts francs*, et distribuées ainsi qu'il suit :

Le directeur de l'intérieur: traitement.....		12,000
1er BUREAU.		
BUREAU DE L'INTÉRIEUR ET DU RÉGIME POLITIQUE.		
Un chef de bureau : traitement.....	3,500	
Frais de bureau.....	300	
	3,800	
Un 1er commis de l'intérieur, chargé du service de l'indemnité coloniale.....	2,400	
Un employé.....	2,000	
Un second employé.....	1,800	
		10,000
A reporter.....		22,000

Report.....		22,000

2e BUREAU.

DES CONTRIBUTIONS ET DU DOMAINE.

Un chef de bureau : traitement....	3,000	
Frais de bureau.....	200	
		3,200
Un employé.....		2,000
Un second employé.....		1,800
		7,000

3e BUREAU.

BUREAU DE LA POLICE INTÉRIEURE.

Un employé chargé de la police centrale.....	2,200

4e BUREAU.

BUREAU DE LA POSTE.

Un employé chargé de la poste.....	1,800
Un garçon de bureau à 40 fr. par mois.....	480
Total.....	33,480

Art. 3. Il sera pourvu à la dépense de l'organisation du service de l'intérieur, telle qu'elle est réglée ci-dessus, par imputation directe aux crédits du service général et du service local, ainsi qu'il suit :

Service général (*chap. III, art. 4*).

Dépenses du directeur, des 1er et 2e bureaux et solde d'un garçon de bureau.....	29,480

Service local (*chap. IV, art. 1er*).

Police.

Dépenses du bureau de la police intérieure.	2,200	

Divers agents.

Dépenses du bureau de la poste.....	1,800	
		4,000
Total égal.....		33,480

Art. 4. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du pré-

sent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 29 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre nº 25 des ordres et décisions, fº 376.

Nº 589. — *DÉCISION portant nomination du personnel des bureaux de la direction de l'intérieur à la Guyane française.*

Cayenne, le 30 septembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 11 de la loi du 24 avril 1833, concernant le régime législatif des colonies;

Vu le décret du 28 mai 1853, qui rapporte l'ordonnance du 27 septembre 1831 et rétablit à la Guyane française la direction de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 29 de ce mois, portant organisation du service de la direction de l'intérieur à compter du 1er octobre prochain;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Décide :

Article premier.

Sont nommés :

PREMIER BUREAU.

Bureau de l'intérieur et du régime politique.

MM. Dupin (Jean-Baptiste-François-Victor) chef de bureau;
N..... 1er commis de l'intérieur, chargé du service de l'indemnité coloniale;
Ménard (Pierre-Frédéric-Nicolas-Amédée) employé;
Voisin (Joseph-Eugène) second employé.

DEUXIÈME BUREAU.

Bureau des contributions et du domaine.

MM. Olive (Fernand-Pierre-Vincent) chef de bureau;
Clotilde (Paul) employé;
Trillet (Antoine) second employé.

TROISIÈME BUREAU.

Bureau de la police intérieure.

M. Arnoult (Augustin) employé, chargé de la police centrale.

QUATRIÈME BUREAU.

Bureau de la poste.

M. Rademarche (Georges-Guillaume) employé, chargé de la poste.

Un garçon de bureau.

Art. 2. La présente décision, qui aura son effet à compter du 1er octobre prochain, sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 30 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 377.

N° 590. — *ARRÊTÉ portant composition provisoire du personnel du service des transports de la direction d'artillerie, à Cayenne, et qui en fixe la solde.*

Cayenne, le 30 septembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 15 § 2 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Arrête ce qui suit :

Article premier.

Le personnel du service des transports de la direction d'artillerie est composé comme suit :

1 sergent,
1 canonnier, pour deux mules.

Art. 2. Ces militaires recevront par jour les suppléments ci-après :

Sergent	2f 00c
Canonniers	1 50

Art. 3. Le sergent sera chargé de la surveillance et des écritures du service.

Les canonniers seront spécialement chargés, outre le service ordinaire des transports, de l'entretien des mules, de la culture et de la coupe des herbes sur les terrains affectés à ce service.

Art. 4. Les dispositions ci-dessus sont provisoires, et seront exécutées à dater du 1er octobre 1853 jusqu'à l'arrêté qui doit organiser définitivement le service des transports.

Art. 5. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 30 septembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre nº 25 des ordres et décisions, fº 374.

N° 591. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 30 septembre 1853.*

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	» » le kil.		
Sucre brut.....	0 44 id.		
Café... marchand...	1 60 id.		
Café... en parchemin	1 20 id.		
Coton.....	1 50 id.		
Cacao.....	0 50 id.		
Roucou.....	2 à 2 20 id.		
Girofle noir (clous).	1 40 id.		
Girofle blanc.....	0 75 id.		
Girofle griffes.....	0 35 id.		
Tafia.....	110 les 100 lit.		
Mélasse.....	» » id.		
Couac.....	0 35 le kil.		
Peaux de bœufs.....	10 00 la peau.		

Cayenne, le 30 septembre 1853.

Les Membres de la commission,
E. BESSE, C. LALANNE.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'Intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 25 des ordres et décisions, f° 375.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 592. — Par dépêche ministérielle du 30 juin 1853, n° 348 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de l'acceptation, par M. le ministre de la guerre, de la démission du S[r] CARD, brigadier de gendarmerie, destiné pour la Guyane, dont la nomination avait été annoncée dans la colonie par dépêche du 14 dudit mois.

N° 593. — Par décision du ministre de la guerre, du 3 juillet 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 12 dudit mois, n° 380 (*Direction des colonies : bureau du personnel et*

des services militaires), le gendarme VITREY, de la compagnie de la Guyane, actuellement en congé en France, a été autorisé à passer comme gendarme à cheval dans la compagnie des Vosges.

N° 594. — Par dépêche ministérielle du 7 juillet 1853, n° 375 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), il est donné avis que M. l'abbé ROLLINAT (Jean-Baptiste) est destiné pour être attaché aux établissements pénitentiaires à la Guyane, en remplacement de M. l'abbé LIAIGRE, retenu en France pour cause de santé.

N° 595. — Par dépêche ministérielle du 12 juillet 1853, n° 382 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné que les gendarmes FRÉMAUX, BAUDOUIN et ROBINET, de la compagnie de la Guyane, cessent de faire partie de ladite compagnie, par suite des mesures de discipline prises à leur égard par M. le ministre de la guerre.

N° 596. — Par dépêche ministérielle du 18 juillet 1853, n° 395 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de l'adoption, par le ministre de la guerre, des dispositions suivantes, concernant la compagnie de gendarmerie de la Guyane, savoir :

1° Le S[r] MORIN (Louis-Joseph), sergent au détachement d'artillerie de marine, est nommé gendarme à cheval, pour prendre rang du 4 mai, date de sa nomination provisoire ;

2° Le gendarme à cheval PERRIER et le gendarme à pied LATOUR sont autorisés à passer, le premier dans l'arme à pied et le second dans l'arme à cheval, pour prendre rang également du 4 mai ;

3° Le passage de l'arme à pied dans l'arme à cheval des gendarmes PIDOLOT et THÉAS n'a pas été approuvé, attendu que ces militaires ne justifient pas de la taille réglementaire.

N° 597. — Par décision du ministre de la guerre du 22 juillet, notifiée par dépêche du 30 du même mois, n° 413 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services*

militaires), une permutation a été autorisée entre les gendarmes à cheval Huger (René-Louis), de la compagnie de la Réunion, et Blanchot (Clovis), de celle de la Guyane.

La même décision a autorisé le passage du gendarme à pied Walterlé dans l'arme à cheval, et celui du gendarme à cheval Fournier dans l'arme à pied.

N° 598. — Par décret impérial du 10 août 1853, l'Empereur, sur la proposition du ministre secrétaire d'État de la guerre, a conféré la médaille militaire aux militaires dont les noms suivent, savoir :

.....

Gendarmerie coloniale.

MM. Mignot (Antoine), brigadier à la compagnie de la Guyane;

Ragon (Claude-Armand), maréchal des logis à la compagnie de la Guyane;

Hautreux (Théodore), maréchal des logis à la compagnie de la Guyane;

Bellet (Abel-Ildefonse-Séraphin), brigadier à la compagnie de la Guyane;

Orvain (Jean-Louis), maréchal des logis à la compagnie de la Guyane.

N° 599. — Par dépêche ministérielle du 11 août 1853, n° 428 (*Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires*), le traitement de M. Leboucher, sous-ingénieur colonial à la Guyane, a été porté de 4,000 à 4,500 francs par an, par analogie avec celui des sous-ingénieurs coloniaux des Antilles.

N° 600. — Par décret impérial du 13 août 1853, rendu sur la proposition du ministre secrétaire d'État de la guerre, ont été nommés ou promus dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur, savoir :

.....

Au grade de chevalier :

GENDARMERIE COLONIALE.

M. Pourcelot (Alexandre-Parfait), maréchal des logis à la Guyane : 23 ans de services, 12 campagnes.

N° 601. — Par décret impérial du 14 août 1853, rendu sur la proposition du ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies, ont été promus dans l'ordre de la Légion d'honneur :

.....

Au grade d'officier :

M. Laure (Auguste-Jules-Édouard-Joachim), second médecin en chef à la Guyane, chevalier du 6 mars 1839 : 25 ans de services.

Chevaliers :

MM. Bréart (Émile), lieutenant de vaisseau : 16 ans de services, dont 15 à la mer ;

Lafargue (Antoine), sergent au 3e régiment d'infanterie : 20 ans de services, 9 campagnes ;

Quoniam (Aubin), sous-commissaire de la marine à la Guyane française : 27 ans de services dans les ports, à la mer et dans les colonies ;

Guéry (Victor), maître charpentier entretenu à la Guyane : très-bons services dans les ports, à la mer et aux colonies.

N° 602. — Par décret impérial du même jour, rendu sur la proposition du ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies, la médaille militaire, instituée par les décrets des 22 janvier et 29 février 1852, a été conférée aux militaires dont les noms suivent :

.....

Régiment d'artillerie.

M. Pochet (Pierre-Alphonse), sergent, à Cayenne.

Ouvriers d'artillerie.

MM. Faniard (Adolphe-Joseph), garde d'artillerie, à Cayenne ;

Perret (Salomon-Guillaume), maître ouvrier, à Cayenne.

Infanterie. — 3e Régiment.

M. Nessler (Émile-Albert), sergent chef de fanfare, à Cayenne.

N° 603. — Par dépêche ministérielle du 18 août 1853, n° 437 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des*

services militaires), l'effectif du détachement d'ouvriers d'artillerie de marine, stationné à la Guyane, a été réduit de 50 à 26 hommes.

N° 604. — Par décision du 1er septembre 1853, M. Douillard (Edmond), écrivain de la marine, a été chargé de la comptabilité de la goëlette de l'État *l'Ile-d'Aix*, qui, par l'effectif de son équipage, ne comporte pas d'officier d'administration embarqué.

Il jouira des allocations fixées par la dépêche ministérielle du 17 septembre 1840 (*Direction du personnel*).

N° 605. — Par arrêté du même jour, le Sr Baron, gendarme, actuellement en service aux îles du Salut, a été nommé surveillant de 3e classe des transportés.

Il jouira, à compter du jour de son entrée en fonctions, d'un traitement de 1,500 fr. par an et de la ration accordée aux surveillants, et recevra en outre la somme de 200 fr. pour première mise d'habillement, conformément aux dispositions de l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 28 février 1852.

N° 606. — Par ordre du 7 septembre 1853, il a été prescrit à M. Viaud (Joseph-Ernest), chirurgien de la marine de 2e classe, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Achéron*, et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Marceau*, pour y remplir les fonctions de chirurgien-major, par permutation avec M. Leclinche.

N° 607. — Par ordre du même jour, il a été prescrit à M. Roy (Paul), enseigne de vaisseau auxiliaire, de débarquer de la corvette de charge *la Fortune*, et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *l'Achéron*, pour y remplir les fonctions de son grade, par permutation avec M. Giraud (Augustin).

N° 608. — Par ordre du même jour, il a été prescrit à M. Giraud (Augustin), enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Achéron*, et d'embarquer sur la corvette de charge *la Fortune*, pour y remplir les fonctions de son grade, par permutation avec M. Roy (Paul).

N° 609. — Par décision du 9 septembre 1853, le directeur d'artillerie, à Cayenne, a été autorisé à employer, pour le service de sa direction, les militaires appartenant à la 16e compagnie d'artillerie, et à les rétribuer d'après le tarif faisant suite à l'arrêté du 12 mai 1853.

N° 610. — Par décision du 10 septembre 1853, le Sr Aune, caporal d'infanterie de marine, a été appelé à remplacer, comme écrivain à la mairie, le Sr Curte, malade.

N° 611. — Par décision du 14 septembre 1853, M. Duplouy, chirurgien de la marine de 2e classe, a été chargé de la direction du service de santé à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Jubiot, officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu.

N° 612. — Par décision du même jour, M. Sigaloux, pharmacien de la marine de 3e classe, a été chargé du service pharmaceutique à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Malespine, pharmacien du même grade, rappelé au chef-lieu.

N° 613. — Par décision du 15 septembre 1853, M. Cotholendy, chirurgien de la marine de 2e classe, attaché aux établissements pénitentiaires, a été, par suite de l'arrivée de son remplaçant dans la colonie, autorisé à effectuer son retour en France par le transport *la Fortune*.

N° 614. — Par décision du même jour, le Sr Bonnet (Amédée-Désiré), a été nommé employé au bureau de la mairie de Cayenne, aux appointements annuels de 900 fr., à compter dudit jour.

N° 615. — Par décision du 16 septembre 1853, le Sr Hurel (François), surveillant de 2e classe des pénitenciers, a été renvoyé en France par la corvette de charge *la Fortune*, pour cause de santé.

N° 616. — Par décision du 17 septembre 1853, le gendarme Texier (Louis), de la compagnie de la Guyane, a été auto-

risé à passer de l'arme à pied dans l'arme à cheval, pour prendre rang à compter dudit jour, sauf confirmation par M. le ministre de la guerre.

N° 617. — Par ordre du 20 septembre, il a été prescrit à M. Filandeau (Louis-François-Marie), enseigne de vaisseau, de débarquer de la corvette de charge *la Fortune*, et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Styx*, pour y continuer ses services.

N° 618. — Par décision du 27 septembre 1853, le S^r^ Benjamin (Claude-Maximilien), surnuméraire attaché au détail des hôpitaux, a été nommé, à compter du 1^er^ octobre prochain, écrivain provisoire de la marine, aux appointements de 400 fr. par an, imputables sur les fonds du *chapitre* I^er^ : *Services militaires (personnel)*.

N° 619. — Par décisions du 30 septembre 1853, MM. Girard (Pierre-Marie-Benjamin) et Chanlou (Pierre-Emmanuel), commis de marine, annoncés par dépêche du 11 juillet dernier, n° 379 *bis*, et arrivés dans la colonie le 29 septembre courant, ont été mis à la disposition : le premier, de M. le garde-magasin, et le second, de M. le commissaire aux revues, pour être employés sous leurs ordres.

Le traitement de ces deux employés sera imputé au *chapitre V*, *art.* 1^er^, à dater du jour de leur cessation de payement en France.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 10.

OCTOBRE 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 620. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 195* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Demande d'un relevé des divers immeubles appartenant à la colonie ou pris à loyer pour les services publics, et de ceux qui sont projetés ou en construction.*

Paris, le 20 juin 1851.

Monsieur le gouverneur, dans la vue de suppléer à l'insuffisance des renseignements qui parvenaient irrégulièrement à mon département sur la situation des travaux civils aux colonies, une circulaire de l'un de mes prédécesseurs, du 30 novembre 1850, a prescrit aux administrations locales de pourvoir, à compter du 1er janvier de cette année, à l'envoi d'un *compte trimestriel* d'opération, indiquant la répartition et l'emploi des crédits, le degré d'avancement des travaux et généralement tout ce qui a pu en modifier les plans et devis.

Indépendamment de ce *compte trimestriel*, qui n'est point encore parvenu à mon département, et à l'envoi duquel je vous recommande de tenir strictement la main, le service des ponts et chaussées devra fournir, à la fin de chaque exercice,

pour m'être adressé sous le timbre de la présente circulaire, un tableau analytique des travaux exécutés dans le cours de l'année.

Comme complément de ces informations, qui seront communiquées, au besoin, à l'assemblée nationale, et pour être moi-même à portée d'apprécier exactement l'état des choses, j'aurais besoin d'avoir un relevé faisant connaître, avec leur affectation, les divers immeubles appartenant à la colonie ou pris à loyer pour le service public, ainsi que ceux dont la construction est décidée ou commencée.

Je vous invite, en conséquence, Monsieur le gouverneur, à donner à qui de droit des ordres formels pour qu'un relevé de cette nature soit dressé avec soin, pour m'être transmis le plus tôt possible.

J'ajoute qu'à l'appui du plan de campagne des ponts et chaussées qui, chaque année, doit accompagner le projet de budget du service local, l'administration doit toujours avoir soin de mettre des plans et devis pour tous les travaux neufs qui sont compris parmi ceux auxquels doit subvenir le crédit demandé pour les travaux. Les commissions financières exigent cette production, qui est d'ailleurs prescrite par les ordonnances sur le gouvernement et l'administration des colonies.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 19 des dépêches ministérielles, f° 304.

N° 621. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (Direction du personnel : bureau de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches). *Notification des décrets des 4 et 11 décembre, relatifs à l'amnistie accordée pour les délits et contraventions auxquels s'appliquent les décrets des 9 janvier, 19, 20, 24 et 28 mars 1852.*

Paris, le 14 décembre 1852.

Le Ministre de la marine aux Préfets maritimes; Chefs du service de la marine; Commissaires de l'inscription mari-

time; Gouverneurs des colonies; Officiers généraux, supérieurs et autres commandant à la mer; Consuls généraux et Consuls de France.

Messieurs, par un décret du 4 de ce mois, l'Empereur a daigné faire remise de toutes peines prononcées jusqu'à cette date, en vertu des décrets des 9 janvier 1852, sur la pêche maritime côtière; 19 mars 1852, sur le rôle d'équipage et les indications des navires du commerce; 20 mars 1852, sur la navigation au bornage; 24 mars 1852, sur la discipline dans la marine marchande, et 28 mars 1852, sur la pêche du hareng.

Aux termes de l'art. 2 de cet acte, il ne devra être exercé aucune poursuite à raison des contraventions et délits commis antérieurement au 4 décembre 1852, et punis par les décrets précités.

Un autre décret, en date du 11 décembre, étend aux déserteurs des navires du commerce l'amnistie accordée aux officiers mariniers et matelots, ainsi qu'aux sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats des troupes de la marine en état de désertion. Ce dernier acte rappelle les formalités auxquelles seront tenus, suivant l'usage, les déserteurs des navires du commerce pour profiter de ce bienfait. Il dispose, d'ailleurs, par son art. 3, que ni ses prescriptions, ni celles du décret précité du 4 décembre, ne sont applicables aux frais de poursuite et d'instance, qu'elles ne pourront, dans aucun cas, être opposées aux droits des tiers, et que les sommes recouvrées antérieurement à ces deux actes ne seront pas restituées.

Les mesures consacrées par les décrets des 4 et 11 décembre témoignent hautement de la bienveillance de Sa Majesté pour la population maritime.

La proclamation de l'Empire offrait à l'Empereur une occasion, qu'il s'est empressé de saisir, d'étendre aussi loin que possible les effets de sa clémence, et je m'estime heureux d'avoir pu seconder les intentions généreuses du chef de l'État; mais, si une circonstance tout exceptionnelle a fait exonérer les auteurs des contraventions et délits en matière de discipline, de police de navigation et de police des pêches des condamnations prononcées contre eux, il importe d'autant plus d'assurer partout, après cette manifestation de la sollicitude impériale, la stricte application des lois et règlements.

Je vous invite, messieurs, à agir conformément à ces instructions, et à ne laisser subsister aucun doute, à cet égard, au moment où vous allez prendre, en ce qui vous concerne, les dispositions nécessaires pour l'exécution des deux décrets dont il s'agit, que vous trouverez reproduits à la suite de la présente dépêche.

Ces dispositions ne m'ont paru comporter d'explications que sur un point: je veux parler des marins condamnés à l'embarquement sur un bâtiment de l'État, en vertu du décret du 24 mars 1852, ou levés par mesure de discipline pour le service de la flotte, conformément aux art. 6 et 7 du décret du 28 mars 1852. Ceux de ces hommes qui se trouvent présents en France devront être immédiatement congédiés. Quant à ceux embarqués sur des bâtiments éloignés de nos ports, ils seront autorisés à passer à bord de navires du commerce pour faire partie de l'équipage ou renvoyés en France sur un bâtiment de l'État à la première occasion favorable. Ces marins jouiront, d'ailleurs, de leur solde intégrale à dater du 4 décembre 1852.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Inséré au *Bulletin officiel de la marine*, n° 35, — 1852.

N° 622. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 682* (Direction des colonies: bureau de législation et d'administration). *Simplification dans le nombre et la nature des documents périodiques à fournir en ce qui concerne les travaux civils.*

Paris, le 31 décembre 1852.

Monsieur le commissaire général, j'ai pris en considération des observations qui m'ont été adressées, et qui tendent à représenter que le *tableau analytique* des travaux civils, dont l'envoi annuel vous est prescrit par une circulaire du 20 juin

1851, n° 322, forme une sorte de double emploi avec le *compte d'application* que les colonies fournissent, chaque année, à l'appui de l'état de développement de leurs dépenses.

D'un autre coté, j'ai reçu également des observations, au sujet du travail trop considérable qu'exigerait le *compte trimestriel d'opérations*, dont la circulaire du 30 novembre 1850 avait aussi prescrit l'envoi.

Je ne vois aucun inconvénient à ce que le *compte d'application* cesse d'être envoyé. Au moyen du compte trimestriel d'opérations et du tableau analytique, mon département peut, en effet, être mis convenablement en mesure de connaître l'état des travaux faits ou en cours d'exécution, par comparaison avec le plan de campagne et les allocations du budget.

Mais le développement que devaient comporter ces documents avait lui-même un objet spécial, qui ne me paraît plus exister au même degré. A l'avenir, on pourra supprimer les détails techniques qui ont été jusqu'à présent consignés dans ces relevés. Il suffira d'y faire connaître méthodiquement l'emploi des fonds, par spécification d'article, en désignant l'édifice construit ou réparé, la route ou le pont auquel les travaux se rapportent, et, pour simplifier encore le travail, le compte annuel et les comptes trimestriels pourront, d'ailleurs, ne point former deux documents distincts. Vous trouverez ci-joint un modèle établi de telle sorte que le compte d'opérations du quatrième trimestre de l'exercice puisse suppléer, désormais, à la production du relevé particulier que vous aviez précédemment à m'envoyer sous le titre de *tableau analytique*.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 2.

COLONIE

Compte d'opérations indiquant les travaux exé
et aux bâtiments civils de la co

DÉSIGNATION DES LOCALITÉS ET DE LA NATURE SOMMAIRE DES OUVRAGES, d'après le plan de campagne.	CRÉDITS ALLOUÉS pour l'exercice.	DÉPENSES DE L'EXERCICE	
		pendant le trimestre.	antérieures au trimestre.
ROUTES, CANAUX, PONTS.			
Constructions neuves et grosses réparations.			
Pont sur la rivière de ... (commune de ...)			
Route nº... (commune de .....)...			
Total.....			
Entretiens courants.			
.....			
.....			
Total.....			
BATIMENTS CIVILS.			
Constructions neuves et grosses réparations.			
Palais de justice à ..... { Construction d'un pavillon pour servir de prétoire à la justice de paix.....			
Prisons à ..... { Achèvement des travaux de distribution. Séparation des diverses catégories de détenus.....			
.....			
Total.....			
Entretiens courants.			
Hôtel du gouvernement..... { Restauration de la salle des séances du conseil privé.			
.....			
Total.....			
Total général.....			

EXERCICE

é[...]és et les dépenses faites aux routes, ponts et canaux,
[...]ie, pendant le trimestre 185 .

[...]OTAL.	DÉPENSES faites sur les EXERCICES antérieurs.	TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.

N° 623. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 179* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Décision relative à la suspension des sous-officiers de gendarmerie.*

Paris, le 8 avril 1853.

Monsieur le gouverneur, un décret du 14 janvier dernier a rapporté l'arrêté du 13 juin 1848, relatif à la suspension et à la cassation des sous-officiers de l'armée.

Ce décret a remis en vigueur les dispositions pénales de l'ordonnance du 2 novembre 1833, sur le service intérieur des troupes. La décision ministérielle du 19 mars, dont vous trouverez ci-joint ampliation, a réglé l'application à la gendarmerie des mesures consacrées par cette ordonnance.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 84.

N° 624. — *DÉCISION MINISTÉRIELLE réglant l'application à la gendarmerie des dispositions de l'art. 2 du décret impérial du 14 janvier* 1853. (1re Direction : personnel; bureau de la gendarmerie.)

Paris, le 19 mars 1853.

SUSPENSION, RÉTROGRADATION ET CASSATION DES SOUS-OFFICIERS ET BRIGADIERS DE GENDARMERIE.

1° Les adjudants, les maréchaux des logis chefs, les adjoints aux trésoriers, les maréchaux des logis et les brigadiers commandants de brigade peuvent être suspendus momentanément de leurs fonctions; mais jamais pendant plus de deux mois. Les premiers seront astreints, pendant ce temps, au service du grade inférieur; les maréchaux des logis et les brigadiers seront appelés au chef-lieu de l'arrondissement ou de la compagnie, à la disposition des officiers commandants.

Les suspensions sont prononcées par le ministre de la guerre, sur la proposition des chefs de légion.

Elles peuvent l'être, sur la demande des chefs de légion, par les inspecteurs généraux pendant le cours de leurs opérations, à charge d'en rendre compte immédiatement au ministre.

En l'un et l'autre cas, les rapports adressés au ministre doivent être appuyés de la plainte du commandant de l'arrondissement et de l'avis motivé du commandant de la compagnie.

Si la plainte concerne un adjoint au trésorier, *pour des faits relatifs à ses fonctions spéciales*, le rapport est rédigé par le trésorier et transmis au chef de légion par le commandant de la compagnie, avec l'avis motivé du sous-intendant militaire qui en a la surveillance administrative.

La suspension est mise à l'ordre du jour de la légion.

Les maréchaux des logis et brigadiers commandants de brigade, suspendus de leurs fonctions, sont remplacés temporairement dans leur commandement, comme le détermine le dernier § de l'art. 196 de l'ordonnance du 29 octobre 1820.

Les adjudants et les maréchaux des logis chefs seront remplacés, conformément au principe posé par le 4^e^ § de l'article 178 de l'ordonnance précitée, c'est-à-dire par le plus ancien maréchal des logis de la lieutenance.

Les adjoints aux trésoriers sont remplacés par un brigadier, ou, à défaut, par un gendarme désigné par le commandant de la compagnie.

2° La rétrogradation pourra être appliquée ainsi qu'il suit :

Les adjudants descendront au grade de maréchal des logis chef, les maréchaux des logis chefs au grade de maréchal des logis, et les adjoints aux trésoriers à celui de brigadier. Ces derniers pourront conserver leurs fonctions spéciales, si la rétrogradation n'a pas lieu pour incapacité. Les maréchaux des logis commandants de brigade descendront à l'emploi de brigadier, pour être envoyés dans une résidence affectée à ce grade.

La plainte doit être formulée comme pour la suspension et appuyée des mêmes pièces. La rétrogradation ne peut être prononcée que par le ministre. Elle est mise à l'ordre de la légion.

3° La cassation d'un sous-officier ou brigadier de gendarmerie ne peut être également prononcée que par le ministre, soit sur la proposition de l'inspecteur général, soit, dans l'intervalle des inspections, sur celle du chef de légion.

Toute proposition de cette nature doit être accompagnée des mêmes pièces que pour la suspension et la rétrogradation, et, en outre, d'un relevé des punitions, d'un extrait de la position financière et d'un état des services du sous-officier.

La cassation est mise à l'ordre de la légion.

Le sous-officier ou brigadier cassé de son grade est envoyé, comme simple gendarme, dans une compagnie de la légion, autre que celle à laquelle il appartenait.

4° Pour les corps de gendarmerie ayant une organisation régimentaire: *Bataillons d'élite, garde de Paris, etc.*, les suspensions, rétrogradations et cassations s'effectuent comme dans les corps de troupe; sauf, toutefois, qu'elles ne seront prononcées que par le ministre.

Inséré au *Journal militaire*, n° 10, — 1853.

N° 625. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 450* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *La nomination des écrivains doit être soumise à l'approbation du ministre.*

Paris, le 29 août 1853.

Monsieur le gouverneur, d'après l'ordonnance organique du 9 février 1827, l'ordonnateur, chef de l'administration de la marine, avait dans ses attributions la nomination des écrivains non entretenus de son service. L'effet de cette disposition a été continué dans les colonies, nonobstant son abrogation et par l'ordonnance du 23 décembre 1847 et tout récemment encore par le décret du 14 mai dernier; c'est-à-dire que dans le service colonial, les écrivains de la marine ont été jusqu'ici nommés par l'ordonnateur, sans qu'il fût question de réclamer, pour la consécration de cette nomination, l'approbation ministérielle, bien que cette sanction fût exigée par les règlements qui ont régi, depuis 1847, l'admission à l'emploi d'écrivain dans le corps du commissariat.

C'est là une situation irrégulière que j'ai voulu faire cesser.

Je vous invite, en conséquence, à vous faire rendre compte de ce qui a été fait sous ce rapport à la Guyane, et à m'envoyer, le plus tôt possible, pour être approuvé par moi, un état nominatif des écrivains actuellement employés dans la colonie que vous administrez.

La dépense occasionnée par ces écrivains sera limitée au crédit spécialement inséré pour eux au budget, et je vous fais observer d'ailleurs que le décret du 14 mai dernier, fixant à un maximum de 900 fr. les appointements attribués aux écrivains de la marine dans le service des ports, il ne sera désormais plus permis d'accorder, dans le service colonial, à ces employés, une solde de plus de 1,800 fr. par an.

La présente dépêche sera envoyée en communication au contrôleur colonial, pour être enregistrée dans ses bureaux.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 257.

N° 626. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 453 (Direction des colonies : bureau des finances et approvisionnements). *Envoi de deux exemplaires d'une circulaire adressée aux payeurs par le chef de la division du contentieux au ministre des finances.*

Paris, le 29 août 1853.

Monsieur le gouverneur, vous trouverez ci-joint deux exemplaires d'une circulaire adressée aux payeurs du trésor public, par le chef de la division du contentieux au ministère des finances, pour rappeler à l'attention de ces préposés les formalités qui doivent être remplies pour opérer la libération de l'État ou des départements, dans les cas où les sommes dues sont grevées d'oppositions ou de significations quelconques.

Je vous prie de faire remettre un de ces exemplaires à l'administration et l'autre au trésorier, en réclamant à ce dernier un récépissé que vous voudrez bien me transmettre, conformément au désir qui m'en a été exprimé par M. le ministre des finances.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 269.

N° 627. *CIRCULAIRE aux payeurs.*

Paris, le 9 août 1853.

Monsieur, dans tous les cas où des sommes dues par le trésor public ou par les départements sont grevées de significations quelconques, le payement doit, pour opérer une libération complète, être accompagné ou suivi de certaines formalités indiquées notamment par l'ordonnance royale du 16 septembre 1837, par les art. 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 24 octobre suivant, et par les art. 80, 86 et 87 de l'instruction de la direction du contentieux des finances, du 27 août 1845.

Cependant, malgré les dispositions précises des règlements ci-dessus rappelés, il a été commis, depuis leur mise en vigueur, de nombreuses omissions, relevées par une vérification récente faite au sujet des cautionnements en numéraire, dont les ordonnances de remboursement avaient été visées à la charge de saisies-arrêts ou d'actes de toute nature signifiés au trésor public.

Il me paraît donc nécessaire de rappeler aux payeurs les formalités à remplir, en leur fournissant les explications propres à en faire ressortir l'importance, et d'indiquer le moyen de réparer les lacunes du passé. Je choisis, à cet effet, l'approche de la clôture de l'exercice 1852, à cause des nombreux dépôts à charge d'oppositions qui marquent cette époque.

§ Ier.

PAYEMENT A DES TIERS CRÉANCIERS EN EXÉCUTION D'ACTES SIGNIFIÉS.

Instruction du 27 août 1845 (art. 86).

Article 1er. — Règle générale.

Il y a une distinction essentielle à faire entre : 1° les simples oppositions ; 2° les jugements de validité et d'attribution, ainsi que tous actes qui ont subrogé des tiers aux lieu et place des créanciers directs.

Par l'existence d'oppositions, et jusqu'à ce qu'il en soit rapporté mainlevée, le payement de la somme ordonnancée est empêché (art. 9 du décret du 18 août 1807), mais, bien entendu, seulement jusqu'à concurrence des sommes qu'elles

conservent, en principal, intérêts et frais (art. 2 de la loi du 30 mai — 8 juin 1793, art. 4 de l'arrêté du 1er pluviôse an XI, art. 4 du décret du 18 août 1807, art. 10 de l'arrêté ministériel du 24 octobre 1837).

Au contraire, les jugements d'attribution et les actes de subrogation ne forment pas absolument un obstacle au payement; ils servent à le faire effectuer ès mains des tiers subrogés.

Ainsi, quand ces tiers se présentent pour exercer les droits du titulaire direct de l'ordonnance, loin d'avoir à se désister préalablement de leurs significations, il est de leur intérêt de les maintenir jusqu'au payement effectif.

C'est à tort et sans raison que certains payeurs ont exigé un désistement préalable; en effet, c'est contraindre les parties à renoncer à la saisine qui assure leurs créances, aux termes de l'art. 1690 du Code Napoléon, et s'exposer à des dommages-intérêts envers elles, pour le préjudice que causerait la survenance d'une saisie-arrêt ou d'une cession.

Lorsque les actes signifiés sont reconnus comme opérant translation de propriété; que la remise de ces actes a été faite au payeur, et qu'il n'y a pas d'obstacle à leur exécution, le payement doit s'effectuer ès mains et sur l'acquit des tiers subrogés, en tout ou en partie, à quelque titre que ce soit, aux lieu et place des créanciers directs de l'administration (art. 80 de l'instruction du 27 avril 1845).

Après que ces tiers ont été désintéressés, du moins jusqu'à concurrence de la dette à acquitter pour l'État ou pour le département, les significations deviennent sans objet ultérieur.

L'exécution est donc un mode d'extinction des significations, comme la mainlevée et la péremption.

En conséquence, toutes les fois que, en payant à un tiers subrogé, le payeur a des raisons de croire qu'il a libéré entièrement soit le trésor public, soit le département, et qu'on n'élève aucune objection contraire, il doit avoir soin de requérir, dans la quittance, un désistement sans réserve, et de rayer les significations, ne fût-ce que pour éviter qu'elles soient encore opposées aux mêmes parties ou à d'autres portant les mêmes noms.

ART. 2. — APPLICATION DE LA RÈGLE CI-DESSUS EN MATIÈRE DE CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Lorsqu'il s'agit de significations concernant des cautionnements, faites directement au trésor public, en conformité de l'art. 2 de la loi du 25 nivôse an XIII, rappelé par l'art. 70 de l'instruction du 27 août 1845, le payeur doit, après le désistement inséré dans la quittance, en adresser un certificat au ministère des finances, afin que le conservateur des oppositions procède aux radiations.

Tel est l'objet de l'art. 86 de l'instruction précitée, ainsi conçu :

« Toutes les fois qu'un cautionnement en numéraire aura été employé, en tout ou en partie, à faire un payement, en exécution d'un jugement, d'un règlement définitif de contribution, d'une déclaration de privilége du second ordre, d'un transport ou de tout autre acte *signifié* au conservateur des oppositions, le payeur adressera au ministère des finances (division du contentieux) un certificat attestant cette exécution, et que les ayants droit ont donné quittance définitive. »

S'il n'avait été signifié au conservateur qu'une simple saisie-arrêt, et que cependant le payement de la somme ordonnancée s'effectuât en exécution d'un jugement ou d'une délégation rapportée ou signifiée directement au payeur, dans le cas de l'art. 74 de la même instruction, ce comptable devrait également attester que, au moyen du jugement ou de la délégation, le créancier opposant a été désintéressé, a donné quittance sans réserve, et s'est désisté de ladite saisie-arrêt, qui se trouverait éteinte.

L'expérience ayant démontré que le modèle de certificat annexé à l'instruction précitée était insuffisant, il a paru nécessaire d'y substituer la formule n° 1 ci-après, destinée à préciser, suivant les cas, d'une manière plus complète, la libération du trésor. Les termes n'en sont pas sacramentels; ils comporteront l'intercalation de toutes autres énonciations propres à mieux constater l'exécution.

Enfin, les certificats de l'espèce doivent être individuels; il faut un certificat distinct pour chaque affaire. Ce serait une

cause de confusion que de réunir dans un certificat collectif ce qui a rapport à plusieurs cautionnements.

§ II.

VERSEMENTS A LA CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS A LA CHARGE DE SIGNIFICATIONS.

Instruction du 27 août 1845 (art. 87).

ART. 1er. — RÈGLE GÉNÉRALE.

Dans le cas où, à défaut d'un payement direct, la libération doit se faire à la caisse des dépôts et consignations, il est nécessaire, pour opérer décharge complète, que le versement soit toujours accompagné, aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 septembre 1837, de l'état complet et spécial, pour chaque partie saisie, des oppositions et significations existantes. Le payeur doit s'en faire délivrer, par le préposé de la caisse, un reçu particulier, pour le joindre au récépissé de dépôt (art. 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 24 octobre 1837). Ces deux pièces concourent également à constater la libération de l'administration, l'une envers son propre créancier saisi, l'autre envers les tiers opposants; et l'absence de la première n'est, pas moins que celle de la dernière, susceptible de motiver une injonction de la cour des comptes.

ART. 2. — APPLICATION DE LA RÈGLE QUI PRÉCÈDE EN MATIÈRE DE CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Lorsqu'il s'agit de consigner un cautionnement, soit en vertu de décision judiciaire, soit en exécution de l'art. 16 de la loi du 9 juillet 1836 et des circulaires des directions de la dette inscrite et de la comptabilité générale des finances des 6, 22 octobre 1838 et 30 août 1839, l'art. 87 de l'instruction du 27 août 1845 avertit le payeur de réclamer l'extrait de chacune des significations signalées par leurs numéros de visa sur l'ordonnance de remboursement.

Il convient que la réclamation soit faite aussitôt que possible, afin que l'extrait puisse être envoyé à temps pour être joint au versement, ou le suivre de près, de telle sorte que la régularisation que la caisse des consignations est en droit d'exiger ne soit pas différée de plus de dix jours.

En conséquence, à l'avenir, aussitôt que la nécessité du dépôt d'un cautionnement sera prévue, le payeur aura soin de demander au ministère des finances, dans la forme du modèle n° 2 ci-après, l'état régulier des significations.

Cette pièce sera expédiée et transmise dans le plus bref délai possible.

§ III.

MARCHE A SUIVRE POUR RÉGULARISER LES DÉPOTS QUI ONT ÉTÉ EFFECTUÉS SANS REMISE D'ÉTATS D'OPPOSITIONS A L'APPUI.

Pour réparer les omissions du passé, on suivra la marche ci-après :

A la réception de la présente circulaire, chaque payeur demandera au receveur général de son département le tableau exact de ceux des cautionnements encore en état de consignation, au sujet desquels les états d'oppositions n'ont pas été remis.

Sur la communication de ce tableau, dans la forme du modèle n° 2, lesdits états seront délivrés par le conservateur des oppositions, puis adresser à chaque payeur, qui les remettra ensuite au receveur général, en échange d'un reçu particulier.

La régularisation une fois achevée, je compte que la prescription de l'art. 2 de l'ordonnance royale du 16 septembre 1837 sera exactement suivie à l'avenir, et qu'il ne se produira plus aucun arriéré. Il importe que l'administration ne soit plus exposée, pour réparer des omissions dont je viens de signaler les graves inconvénients, à délivrer plus tard des états de significations déjà anciennes et pour la plupart rayées d'office des registres, conformément à l'art. 14 de la loi du 9 juillet 1836.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

Recevez, etc.

Le Chef de la division du contentieux, Agent judiciaire du trésor public,

SERVEUX.

MODÈLE N° 1.

CERTIFICAT

D'EXÉCUTION D'ACTES SIGNIFIÉS.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Ordonnance de payement du 185 . État article de la somme de pour le remboursement du cautionnement inscrit sous le n° , de M. *(nom, prénoms et qualité)*, à la résidence de arrondissement de département

Le payeur du département d certifie que l *(désigner la nature de l'acte)*, dont l signification au trésor public été visée sous le n° *, reçu une entière exécution le , sur l'ordonnance ci-dessus, et qu'en donnant quittance, l ayant droit déclaré ne faire aucune réserve.

A le 185 .

OBSERVATIONS. Quand un ou plusieurs jugements d'attribution ont reçu leur exécution, il faut ajouter, par intercalation, au lieu marqué d'un astérisque, ces mots : *et qui avai statué sur l opposition n°*

Si les jugements ou actes exécutés, quoique non signifiés au conservateur des oppositions, ont eu pour effet de désintéresser un simple créancier saisissant ès mains de ce préposé, le certificat sera ainsi conçu :

Le payeur du département d certifie, relativement a opposition n° , qu'il lui a été rapporté (ou signifié) un jugement du tribunal d en date du (ou un acte de délégation devant M^e notaire à , le), en vertu d quel le créancier opposant été désintéressé et donné quittance sans réserve le , de sorte que l opposition n° se trouve sans objet, les causes en étant éteintes.

A le 185 .

MODÈLE N° 2.

État des consignations de cautionnements à effectuer (ou déjà effectuées) pour cause d'oppositions ou de significations faites directement au trésor public.

Département d

NOMS, PRÉNOMS ET QUALITÉS des titulaires.	DATES des ORDONNANCES de payement.	DATES des CONSIGNATIONS effectuées.	CAPITAUX.	INTÉRÊTS.	NUMÉRO DU VISA des oppositions et autres significations.

N° 628. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 459* (Direction des colonies : bureau des finances et approvisionnements). *Au sujet d'une réclamation adressée au département par le trésorier de la Guyane française.*

Paris, le 1er septembre 1853.

Monsieur le gouverneur, M. VEYRIÈRES, trésorier de la colonie, a adressé à mon département, sous votre autorisation, une réclamation au sujet de la décision que vous avez prise, en conseil privé, le 12 mai dernier, par laquelle ce comptable a été déclaré non fondé à percevoir la remise à laquelle il prétendait avoir droit sur le montant de la consignation effectuée par l'administration locale, en vertu du jugement qui a ordonné l'expropriation, pour cause d'utilité publique, de l'habitation la *Montagne-d'Argent*.

J'ai accueilli cette réclamation avec intérêt ; j'ai attentivement examiné les raisons qu'invoque M. VEYRIÈRES ; mais cet examen m'a conduit à adopter sans réserve les conclusions formulées par votre décision du 12 mai. Je ne trouve pas que la consignation dont il s'agit rentre en quoi que ce soit dans la catégorie de celles qui ont été prévues par l'arrêté du 5 juillet 1828, portant organisation d'une caisse de dépôts et consignations dans la colonie. Il n'est pas question, en effet, comme dans tous les cas ordinaires, de la consignation d'une indemnité réglée et due ; il n'y a de la part du créancier ni incapacité, ni refus de recevoir ; de la part du débiteur déposant, aucun acte libératoire. Il s'agit d'une sorte de gage que l'administration dépose comme garantie de l'exécution des charges de l'expropriation, lorsqu'elles seront fixées ; ce n'est pas autre chose qu'une affectation transitoire destinée à disparaître devant le règlement définitif de l'indemnité. Et d'ailleurs, comme l'a fait observer M. le contrôleur, dans la délibération du conseil privé précitée, il n'y a pas eu de versement effectif ; l'encaisse du trésorier n'a pas varié ; il a viré 77,000 fr. d'un compte à un autre, voilà tout ; mais sa responsabilité, considération principale qui a motivé la création d'un salaire en sa faveur, est toujours restée la même.

M. VEYRIÈRES a lui-même été frappé du caractère tout particulier de cette opération, car il n'a pas insisté dans sa discussion pour représenter, comme débiteur de la remise qu'il ré-

clame, le propriétaire de l'habitation expropriée. C'est cependant à cette conclusion que conduirait l'application littérale de l'arrêté organique du 5 juillet 1828, si on assimilait la consignation dont il s'agit aux dépôts ordonnés par justice, sans autre distinction. Mais il y avait impossibilité manifeste de soulever cette exigence, et le trésorier s'est alors adressé à l'administration, en invoquant un principe de solidarité qui n'est nullement formulé dans l'arrêté cité plus haut.

La question posée en ces termes, il s'élève une considération qui domine toutes les autres, et que je m'étonne de n'avoir pas trouvé invoquée dans la discussion du conseil privé de la colonie. Il est de principe, aussi bien aux colonies qu'en France, que, lorsque l'État se fait acquéreur, à l'amiable ou par expropriation, les fonctionnaires du gouvernement lui doivent leur concours gratuit. Ainsi l'enregistrement gratis des contrats aux jugements translatifs de propriété prive les receveurs de la remise proportionnelle à laquelle ils ont droit sur chacune de leurs recettes ; de leur côté, les conservateurs des hypothèques sont tenus d'opérer la transcription de ces mêmes actes sans percevoir aucun salaire. Pourquoi donc le trésorier échapperait-il à cette règle, et serait-il fondé à réclamer des remises à l'administration, agissant pour le compte de l'État, lors même qu'il serait établi qu'un particulier, au lieu et place de cette administration, serait débiteur desdites remises ?

Précisément M. Veyrières invoque l'analogie qui existe entre la perception de son droit proportionnel et celle du salaire de transcription perçu par le conservateur des hypothèques. Cet argument tombe devant l'irrégularité de la perception invoquée comme exemple. Vous voudrez bien appeler sur ce point l'attention de la direction de l'intérieur, et prescrire le reversement au trésor du montant des salaires ainsi perçus à tort.

Quant à l'argument auquel a recours le trésorier en présentant la décision du 12 mai dernier comme entachée de rétroactivité, je ne puis m'y arrêter. Il s'agit ici d'une décision purement interprétative, ne détruisant en rien un droit antérieurement établi et reconnu, mais déterminant seulement la nature des faits qui ont donné naissance à la réclamation en instance et rejetant, comme conséquence logique, la prétention mise en avant par le réclamant. C'est, en un mot, une dé-

cision qui nie le droit, et non une décision qui l'annule; il ne peut donc y avoir d'effet rétroactif.

Telles sont, M. le gouverneur, les considérations qui m'ont déterminé à maintenir, purement et simplement, votre décision du 12 mai, dont l'application devra être faite à tous les cas de même nature qui se présenteront par la suite. M. Veyrières a exprimé la crainte que l'adoption de cette mesure n'entraînât pour lui la privation de remises auxquelles il a droit sur d'autres consignations, effectuées sans doute dans des circonstances différentes; mais cette crainte ne peut être fondée, car le caractère de l'opération dont il s'agit est si bien tranché qu'il serait impossible d'établir aucune analogie avec les autres opérations auxquelles le comptable est appelé à prêter son concours en qualité de conservateur des dépôts. L'arrêté du 5 juillet 1828 conserve toute sa force, et les salaires stipulés au profit du trésorier continueront à lui être payés dans tous les cas qui y sont prévus. Ainsi, dans l'espèce, si, par suite de difficultés qui s'opposeraient à sa libération, l'administration se trouvait, après des offres réelles, obligée de consigner tout ou partie de l'indemnité définitive, fixée par le jugement du 1er avril 1853, il est hors de doute que le trésorier serait alors en droit de prélever ses remises sur le montant de cette consignation, remises qui seraient, sans contestation possible, supportées par les créanciers.

Vous voudrez bien donner communication de la présente dépêche à M. Veyrières, et la faire enregistrer au contrôle.

Recevez, etc.

Le *Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies*,
Théodore DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 255.

N° 629. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 461 (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Avis de la concession d'une médaille de 1re classe, en or, en faveur de Mme* Roques, *sœur* Marthe *de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny.*

Paris, le 2 septembre 1853.

Monsieur le gouverneur, d'après la demande contenue dans la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 12

avril dernier, n° 103, S. M. a bien voulu, sur ma proposition, accorder, à titre de récompense exceptionnelle, une médaille de 1re classe, en or, à Mme Roques (Rosalie), sœur Marthe de la compagnie de St-Joseph de Cluny, à raison du dévouement chrétien qu'elle a montré, pendant quinze années, à l'égard des lépreux du dépôt de l'Acarouany.

Je transmets directement cette médaille à Mme la supérieure générale de cette congrégation, pour que remise en soit faite à la sœur Marthe, actuellement en France.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 243.

N° 630. RAPPORT A L'EMPEREUR.

Sire,

Mme Roques (Rosalie), sœur Marthe de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny, s'est consacrée *pendant quinze années consécutives* au service des lépreux de la Guyane française; sa santé a été ruinée dans ce sublime ministère de la charité catholique; son retour en France lui a été impérieusement imposé par les autorités ecclésiastiques supérieures, pour la soustraire aux conséquences funestes qu'aurait eues pour elle un plus long séjour sous le climat des tropiques.

Afin de récompenser l'admirable dévouement dont cette sainte femme a fait preuve en accomplissant dans le silence et loin du monde un des plus beaux actes qui puissent honorer l'humanité, M. le contre-amiral gouverneur de la Guyane française a demandé pour elle une distinction honorifique; il fait connaître que les malheureux séquestrés de la léproserie regrettent comme une mère la sœur Marthe, à qui ils ont témoigné les marques de la plus touchante reconnaissance.

M'associant à la pensée de M. le gouverneur de la Guyane, j'ai l'honneur de prier Votre Majesté de vouloir bien autoriser,

en faveur de cette bonne religieuse, la concession d'une médaille de 1re classe en or. La décision spéciale par laquelle Votre Majesté voudra bien accorder à la sœur Marthe cette haute récompense, sera un nouveau témoignage de l'intérêt que met l'Empereur à reconnaître dignement des actes d'un dévouement aussi méritoire.

Je suis, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Approuvé:

NAPOLÉON.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, nº 32, — 1853.

Nº 631. — *DÉCRET qui nomme membre titulaire du conseil privé de la colonie M.* de Goyriena, *habitant-propriétaire et négociant à la Guyane française.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut:

Vu notre décret du 6 août, portant nomination de deux conseillers privés titulaires à la Guyane française;

Considérant que par suite du décret de réorganisation du conseil privé de la colonie, en date du 28 mai dernier, le nombre des conseillers privés doit être porté de deux à trois;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies;

Avons décrété et décrétons ce qui suit:

Article premier.

M. de Goyriena, habitant-propriétaire et négociant à la Guyane française, est nommé membre titulaire du conseil privé de la colonie.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Dieppe, le 9 septembre 1853.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé : Théodore DUCOS.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 42, — 1853.

N° 632. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 471* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Mode de procéder au sujet des demandes d'approvisionnements d'objets de matériel d'artillerie.*

Paris, le 10 septembre 1853.

Monsieur le gouverneur, jusqu'à présent les envois de France aux colonies des approvisionnements de matériel d'artillerie ont été faits sur des demandes expédiées deux années d'avance à mon département, avec les projets de budget, et par conséquent d'une date trop ancienne.

Cette manière de procéder offre des inconvénients.

Entre la date de la demande et celle de l'envoi, les besoins des directions d'artillerie peuvent se modifier. Ainsi, telle nature d'approvisionnement prévue comme devant être suffisante, peut manquer totalement par suite d'éventualités, alors que telle autre, au contraire, que l'on croyait devoir être d'une grande consommation, n'a pas été employée.

Il est de toute évidence que l'on ne peut pas calculer les consommations d'un approvisionnement aussi longtemps d'a-

vance, et que c'est à cette manière d'opérer qu'il faut attribuer la nécessité, éprouvée chaque année, de recourir à des rectifications ou à des demandes supplémentaires, dont on pourrait éviter la production régulière en agissant autrement.

Pour y obvier, mon intention est que dorénavant les demandes d'approvisionnements de l'espèce me soient adressées seulement dans le 2e trimestre de l'année qui précèdera l'exercice sur lequel devra être imputée la dépense des objets à expédier.

Je vous invite donc à donner des ordres pour que l'on se conforme à cette prescription. Mon département pourvoira à ce que les approvisionnements vous soient toujours expédiés au plus tard dans les premiers mois de l'exercice au compte duquel les objets nous auront été demandés.

Mais comme il est indispensable que, lors de la préparation du budget, mon département ait une donnée pour comprendre dans les crédits à demander le montant ou la valeur des approvisionnements dont il s'agit, il devra être joint au projet de budget de la colonie une demande de fonds calculée sur les besoins présumés de la direction d'artillerie, au moment où elle établit son projet de budget.

En ce qui concerne les approvisionnements à vous envoyer en 1854, il devra être établi immédiatement une nouvelle demande, que vous me ferez parvenir assez à temps pour que je puisse y donner suite, au plus tard, à la fin du 1er trimestre de l'année prochaine. Vous trouverez sous ce pli un état des approvisionnements dont j'ai déjà approuvé l'envoi à la Martinique, sur l'exercice 1853. Cette communication servira à vous faire connaître les objets qui vous parviendront d'ici à la fin de l'année, et dont vous n'aurez pas à vous préoccuper dans le travail de prévision que vous ferez dresser en vue des besoins du service de l'artillerie pendant l'exercice 1854.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 242.

N° 633. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 472* (Direction des colonies: bureau du personnel et des services militaires). *Il est alloué aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes du service colonial une demi-journée de solde, à l'occasion de la fête du 15 août.*

Paris, le 10 septembre 1853.

Monsieur le gouverneur, il a été alloué à l'occasion de la fête du 15 août, à titre de gratification, une demi-journée de solde à chacun des sous-officiers, brigadiers et gendarmes, comptant à l'effectif des compagnies départementales.

Je vous invite à donner des ordres pour que cette mesure reçoive son exécution en ce qui concerne la compagnie de gendarmerie de la Guyane française.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 240.

N° 634. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 476* (Direction des colonies: bureau de législation et d'administration). *Communication relative à des irrégularités commises à la Guyane en matière de significations d'exploits de saisie-arrêt de sommes dues par le trésor.*

Paris, le 14 septembre 1853.

Monsieur le gouverneur, M. le ministre de la justice m'a renvoyé, comme objet rentrant dans mes attributions, une lettre qui lui a été adressée par M. le ministre des finances, et dans laquelle est consigné un avis motivé, relativement à des difficultés qui se sont élevées à la Guyane française, entre le trésorier payeur de la colonie et un huissier de Cayenne, au sujet de significations d'exploits de saisie-arrêt de sommes dues par le trésor.

M. BINEAU, après avoir rappelé les circonstances qui ont donné naissance à ces difficultés, dont lui a rendu compte directement M. le trésorier payeur de la Guyane, exprime l'opi-

nion que, d'une part, M. le procureur général de Cayenne (et c'est ce que ce magistrat a lui-même reconnu en définitive) avait fait une fausse application de l'art. 5o du Code de procédure civile, en visant un exploit de saisie-arrêt que le trésorier payeur avait refusé de recevoir après l'heure de la fermeture du bureau; que, d'autre part, l'huissier MARIN a méconnu la loi du 14 février 1792, toujours en vigueur, en refusant, comme il l'a fait, de laisser en dépôt, chez le trésorier, pendant un délai de 24 heures, deux contre-dénonciations de saisies qu'il lui avait présentées quelques jours après le premier exploit.

J'ai l'honneur de vous remettre, ci-joint, copie de la lettre de M. BINEAU, dont je ne puis d'ailleurs qu'adopter les motifs et la conclusion.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien donner connaissance de la lettre dont il s'agit à M. le procureur général, afin qu'il soit édifié sur la solution des questions soulevées par l'incident qui vient d'être rappelé, et qu'il ait à faire à l'huissier MARIN telle notification qu'il appartiendra.

Vous ferez d'ailleurs informer de cette solution M. le trésorier, à qui il est au surplus répondu par le département des finances.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

THÉODORE DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 251.

N° 635. — *COPIE d'une lettre du ministre des finances, adressée, sous la date du 27 août* 1853, *au ministre de la justice.*

Monsieur et cher collègue, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, avec les pièces qui l'accompagnaient, une lettre par laquelle M. le trésorier payeur de la Guyane française m'a rendu compte de difficultés survenues entre lui et un huissier de la colonie, le S[r] MARIN, au sujet de la signification d'exploits relatifs à la saisie-arrêt de sommes dues par le trésor.

Il résulte de cette lettre que, sur le refus fait par ce comptable de recevoir un exploit, attendu qu'il était présenté après l'heure du bureau, l'huissier a porté cet acte à M. le procureur impérial, qui l'a visé et fait transmettre au trésorier payeur, et que ce dernier, après en avoir référé à M. le procureur général et obtenu son approbation, a cru devoir faire signifier à la partie requérante, qu'il considérait comme nulle et non avenue la saisie-arrêt contenue dans cet exploit.

Le même huissier a, quelques jours après, refusé de déposer entre les mains du trésorier payeur, pendant 24 heures, deux contre-dénonciations de saisies, en se fondant sur ce que ce dépôt ne pouvait être exigé, et il s'est retiré en constatant le refus du comptable de signer l'original de ces deux exploits.

Les prétentions de cet officier ministériel, monsieur et cher collègue, ne sont nullement fondées.

En effet, d'une part, on ne saurait exiger qu'une signification pût être faite à un comptable, en sa qualité de fonctionnaire public, en dehors des heures consacrées à l'exercice de ses fonctions;

D'autre part, l'obligation de laisser en dépôt, pendant 24 heures, entre les mains des payeurs chargés de les recevoir, les exploits de saisies-arrêts ou oppositions, est formellement écrite dans l'art. 9 de la loi du 14 février 1792, et cette disposition n'a point été abrogée, car le décret du 18 août 1807, postérieur au Code de procédure civile et relatif aux oppositions à signifier aux administrations publiques, porte, dans son préambule, que les lois de 1792 et 1793 continueront d'être les règles de la matière, sauf les modifications apportées par les art. 561 et 569 du Code de procédure : or, ces articles ont eu pour but non de supprimer l'obligation du dépôt, dont ils ne parlent pas, mais d'affranchir les comptables de celle qui leur était imposée par l'art. 10 de la loi du 14 février 1792, à savoir, d'énoncer, en visant l'exploit, les sommes dues par le trésor à la partie saisie.

Il ne pouvait d'ailleurs entrer dans l'intention du législateur de supprimer l'obligation du dépôt, dont le maintien était rigoureusement commandé par les besoins du service, attendu qu'un payeur ne peut être distrait de ses occupations ordinaires au moment où il est en rapport avec le

public, pour prendre immédiatement connaissance des exploits qui lui sont signifiés, et dont cependant il doit examiner la teneur, puisque, dans certain cas, il est tenu de refuser son visa.

Il suit de là que la formalité du dépôt est à la fois légale et nécessaire. C'est ce qu'ont reconnu deux de vos prédécesseurs par deux lettres adressées au département des finances, les 8 février 1844 et 19 août 1847.

Il est donc évident, monsieur et cher collègue, que, dans ces circonstances, l'huissier MARIN a méconnu la loi, et que, de son côté, M. le procureur impérial a fait une fausse application de l'art. 561 du Code de procédure civile, en visant un exploit que le trésorier payeur avait refusé de recevoir après l'heure de la fermeture du bureau.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien donner à M. le procureur général près la cour de Cayenne les instructions nécessaires pour prévenir le retour de semblables irrégularités. Je vous serai obligé de m'informer de la détermination que vous aurez cru devoir prendre, en me renvoyant les trois pièces communiquées.

Agréez, etc.

Le Ministre des finances,

Signé : BINEAU.

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 252.

N° 636. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 503 (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Désignation des officiers du commissariat des colonies, qui voudront rentrer en France dans les conditions prévues par l'art.* 9 *du décret du* 14 *mai* 1853.

Paris, le 30 septembre 1853.

Monsieur le gouverneur, aux termes de l'art. 9 du décret du 14 mai 1853, le dixième des vacances survenant dans les cadres du commissariat de la métropole est réservé aux offi-

ciers du commissariat des colonies, sous la condition qu'ils auront accompli, hors d'Europe, quatre années de service dans leur dernier grade.

Je suis, dès à présent, en mesure de faire profiter de cette disposition plusieurs officiers du commissariat des colonies, qui s'étaient, depuis longtemps, mis en instance pour obtenir leur rentrée en France; mais pour la suite des mutations à prévoir, j'ai besoin d'être régulièrement informé des demandes qui pourraient se produire dorénavant dans le même but.

Je vous prie de m'adresser immédiatement un état nominatif des agents du commissariat qui, ayant accompli le temps de service exigé par l'article précité, demandent à rentrer en France. Cette liste devra être tenue au courant, à mesure que des demandes nouvelles se produiront dans la même condition réglementaire.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 266.

N° 637. — *ORDRE de service qui fixe le délai de rigueur pour les payements de solde et accessoires de solde à faire au trésor, à Cayenne, sur états collectifs.*

Cayenne, le 5 octobre 1853.

L'Ordonnateur,

Vu les réclamations formulées par M. le trésorier de la colonie, à l'égard des retards qu'éprouve la régularisation au trésor du payement mensuel de la solde et des accessoires de la solde des fonctionnaires, employés et agents des divers services;

Attendu que ces retards sont dus à ce que des parties prenantes comprises dans les états collectifs de solde se présentent au trésor, par elles-mêmes ou par leurs mandataires, pour émarger lesdits états, tardivement dans le courant et quelquefois même dans les derniers jours du mois de liquidation et de payement;

Attendu qu'il convient de mettre fin à un état de choses qui entrave les opérations du trésorier ;

Vu l'art. 90 §§ 15 et 35 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, et sous l'approbation de M. le gouverneur ;

Arrête l'ordre de service suivant :

ARTICLE PREMIER.

A compter du 1er novembre 1853, les payements de solde et accessoires de solde à faire au trésor, à Cayenne, sur états collectifs, *cesseront le* 15 *de chaque mois.*

Ce délai expiré, toute somme, dont l'émargement n'aura pas été donné par la partie prenante ou un mandataire ou fondé de procuration, sera versée dans la caisse des Gens de mer.

A moins de causes d'empêchement dûment justifiées par les ayants droit aux sommes ainsi déposées dans la caisse des Gens de mer pour le mois échu, et d'une autorisation de l'ordonnateur, ces sommes ne pourront être restituées *que lors du payement de la solde du mois suivant.*

Les dispositions ci-dessus ne sont point applicables aux salaires des ouvriers des divers services dont la liquidation et l'acquittement continueront à avoir lieu suivant les règles adoptées.

Cayenne, le 5 octobre 1853.

DESMAZES.

Vu et approuvé :

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 1.

N° 638. — *ARRÊTÉ qui réduit provisoirement la ration de vin des transportés sur les établissements pénitentiaires de la Guyane à la moitié des fixations réglementaires, et qui remplace la demi-ration supprimée par* 06 *centilitres d'eau-de-vie.*

Cayenne, le 15 octobre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que les retards survenus dans les arrivages de la métropole par lesquels l'administration locale attend les vins

destinés aux rationnaires des établissements pénitentiaires, ont rendu l'approvisionnement de ce liquide très-restreint;

Que ces retards peuvent se prolonger indéfiniment et conduire l'administration locale à manquer complétement de vin;

Qu'il convient de remédier à cet état de choses, et que le seul moyen, dans la situation du moment, est de réduire la ration journalière;

Vu l'art. 15 § 1er de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Arrête ce qui suit :

Article premier.

La ration de vin délivrée aux transportés aux îles du Salut, à l'îlet la Mère et à la Montagne-d'Argent est réduite à la moitié des fixations arrêtées.

Art. 2. La demi-ration de vin sera remplacée par 06 centilitres d'eau-de-vie.

Art. 3. Cette mesure, qui aura son exécution à dater du 20 du courant, est provisoire, et cessera ses effets dès que les approvisionnements attendus de France permettront de rétablir la ration de vin au taux normal.

Art. 4. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 15 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre nº 26 des ordres et décisions, fº 6.

Nº 639. — *ARRÊTÉ qui règle le nombre, les salaires et les vivres des divers agents administratifs de l'hôpital militaire de Cayenne.*

Cayenne, le 15 octobre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 22 octobre 1851 et les décisions des 23 décembre de la même année, 6 mai et 2 juillet 1852, 2 mars 1853, qui ont successivement réglé le nombre, les salaires et

les vivres des divers agents administratifs employés à l'hôpital militaire de Cayenne ;

Attendu que ces différentes dispositions ne répondent pas aux besoins actuels, et que les exigences du service réclament un remaniement de ce personnel ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le nombre, les salaires et les vivres des divers agents administratifs de l'hôpital militaire de Cayenne, sont réglés ainsi qu'il suit :

	NOMBRE.	SOLDE.	RATION DE VIVRES.
Infirmiers de la salle des officiers	2	1f 50c par jour.	1
Infirmiers des autres salles (par 10 malades)	1	1 50 do	1
Chef des cuisines	1	1,300f par an.	1
Aides do	2	1f 50c par jour.	1
Marmitons	2	1 00 do	1
Tisaniers	2	1 50 do	1
Blanchisseuse (pour 10 malades)	1	1 00 do	1
Couturières	2	1 00 do	1
Garçon d'appareil	1	80f par mois.	1
Aide-garçon d'appareil	1	20 do	1
Gardien du conseil de santé	1	30 do	1
Garçon de bureau attaché au détail de l'hôpital	1	30 do	1
Garçon de magasin	1	1f 50c par jour.	1
Garçon des bains	1	1 50 do	1
Charretiers	2	1f 50c et 2f do	1
Domestiques des officiers de santé	1	30f par mois	1
Domestiques des sœurs	1	1f par jour.	1
Barbier	1	15f par mois.	»
Pourvoyeuse	1	15 do	»
Ouvriers manœuvres	4	1f 50c par jour.	»
Indemnité à un infirmier chargé du service de l'amphithéâtre		15f par mois.	»
Indemnité à un détenu chargé de l'infirmerie de la geôle		15 do	»

ART. 2. Le nombre des infirmiers fixé par l'article ci-dessus à un par dix malades, ne devra jamais, en raison de la division

des salles dans l'hôpital, être au-dessous de douze quelque soit le nombre des malades.

Art. 3. Les individus provenant de la transportation, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, employés en qualité d'infirmiers, de servants ou d'ouvriers manœuvres, recevront, outre la ration journalière de vivres, une solde de 50 ou de 80 centimes.

Le taux de 50 ou de 80 centimes sera fixé par le commissaire de l'hôpital, suivant la manière de servir des transportés.

Art. 4. Les ouvriers manœuvres seront pris, autant que possible, dans des professions susceptibles d'être employées, au besoin, dans l'intérieur de l'hôpital, aux menues réparations de menuiserie, de matelasserie, de bourrelerie, de tonnellerie et de ferblanterie.

Art. 5. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures.

Art. 6. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 15 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 13.

N° 640. — *ARRÊTÉ qui promulgue dans la colonie le décret du 20 août 1853, autorisant l'envoi dans les établissements pénitentiaires de la Guyane des individus des deux sexes, d'origine africaine ou asiatique, condamnés aux travaux forcés et à la reclusion.*

Cayenne, le 15 octobre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la dépêche ministérielle du 10 septembre 1853, n° 472 *bis;*

Sur la proposition du procureur général impérial;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le décret impérial du 20 août 1853, autorisant l'envoi dans les établissements pénitentiaires de la Guyane des individus des deux sexes, d'origine africaine ou asiatique, condamnés aux travaux forcés et à la reclusion, est promulgué dans la colonie.

ART. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 15 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 34.

N° 641. — *DÉCRET autorisant l'envoi dans les établissements pénitentiaires de la Guyane des individus des deux sexes, d'origine africaine ou asiatique, condamnés aux travaux forcés et à la reclusion.*

NAPOLÉON.

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Vu les art. 15, 16 et 21 des ordonnances des 30 décembre 1827, 29 octobre 1828 et 15 février 1829, portant application du Code pénal aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de la Réunion, lesdits articles déterminant pour ces colonies le mode d'exécution de la peine des travaux forcés et de celle de la reclusion;

Vu le décret du 27 mars 1852, portant création d'un établissement pénal à la Guyane française;

Notre conseil d'État entendu;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Peuvent être envoyés dans les établissements pénitentiaires de la Guyane française :

1° Les individus des deux sexes, d'origine africaine ou asiatique, condamnés aux travaux forcés par les tribunaux de la Guyane, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion;

2° Les individus des deux sexes, de même origine, condamnés à la reclusion dans ces colonies.

ART. 2. Les condamnés aux travaux forcés qui sont envoyés à la Guyane, conformément à l'article qui précède, sont soumis aux dispositions du décret du 27 mars 1852.

Néanmoins, les art. 6 et 11 de cet acte ne sont pas applicables aux individus condamnés pour crimes commis antérieurement à la promulgation du présent décret.

ART. 3. Le régime applicable dans les établissements pénitentiaires de la Guyane aux individus condamnés à la reclusion est ainsi réglé :

Les condamnés à la reclusion seront complétement séparés des condamnés aux travaux forcés.

Ils pourront être employés, hors des prisons, à des travaux d'utilité publique; ces travaux seront distincts de ceux auxquels sont assujettis les condamnés aux travaux forcés.

La nature et la durée journalière de ces travaux seront l'objet d'un règlement local, qui devra être confirmé par décret.

ART. 4. Tout condamné à la reclusion qui se sera rendu coupable d'évasion sera puni de deux ans à cinq ans de prolongation de la même peine.

ART. 5. Sont applicables aux condamnés à la reclusion, les art. 4, 5, 7 et 9 du décret du 27 mars 1852.

Art. 6. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de St-Cloud, le 20 août 1853.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 244.

N° 642. — *ARRÊTÉ qui déclare n'y avoir lieu de recourir à la clémence de l'Empereur en faveur du nommé* Montagne, *transporté, condamné par jugement du 2e conseil de guerre permanent.*

Cayenne, le 15 octobre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le jugement du 2e conseil de guerre permanent, en date du 6 octobre 1853, qui a condamné le nommé Montagne (Auguste), repris de justice, transporté à l'îlet la Mère, à la peine de dix ans de travaux forcés, pour tentative d'assassinat sur la personne d'un autre transporté;

Considérant que ce condamné ne s'est pas pourvu en révision dans le délai de la loi; que dès lors la condamnation est devenue irrévocable;

Considérant d'un autre côté qu'il résulte des renseignements fournis par M. le directeur des établissements pénitentiaires, et de l'opinion émise par les juges et le rapporteur du conseil, de ne pas le recommander à la clémence de l'Empereur;

Sur la proposition du commandant militaire ;

De l'avis du conseil privé ;

Arrête :

Article premier.

Il n'y a pas lieu de recourir à la clémence de l'Empereur en faveur du nommé Montagne (Auguste).

En conséquence, la condamnation à la peine de dix ans de travaux forcés prononcée contre lui, par jugement du 6 octobre 1853, sera exécutée selon sa forme et sa teneur.

Art. 2. Le commandant militaire est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 15 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Commandant militaire,

MASSET.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 25.

N° 643. — *ARRÊTÉ portant promulgation dans la colonie du décret du 11 décembre 1852, qui accorde amnistie aux déserteurs des navires du commerce.*

Cayenne, le 20 octobre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifié par l'ordonnance royale du 22 août 1833;

Vu l'arrêté du 4 avril 1853 qui, en exécution de la circulaire ministérielle du 14 décembre 1852, a promulgué à la Guyane française le décret du 4 du même mois, portant amnistie aux officiers mariniers et matelots, ainsi qu'aux sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats des troupes de la marine en état de désertion et aux insoumis qui, à la date dudit décret, n'ont pas été jugés et condamnés définitivement;

Attendu que le décret impérial du 11 décembre 1852, qui a étendu les dispositions de celui ci-dessus visé aux déserteurs des navires du commerce, doit, aussi bien que ce dernier, être promulgué dans la colonie;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Arrête ce qui suit :

Article premier.

Est promulgué à la Guyane française le décret impérial du 11 décembre 1852, qui a étendu aux déserteurs des navires du

commerce les dispositions du décret impérial du 4 décembre 1852, accordant amnistie aux officiers mariniers et matelots, ainsi qu'aux sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats des troupes de la marine en état de désertion.

ART. 2. L'ordonnateur et le procureur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la Guyane.

Cayenne, le 20 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 16.

N° 644. — *DÉCRET qui accorde amnistie aux déserteurs des navires du commerce.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

L'amnistie accordée, par notre décret du 4 décembre, aux officiers mariniers et matelots, ainsi qu'aux sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats des troupes de la marine en état de désertion, est étendue aux déserteurs des navires du commerce.

ART. 2. Pour profiter de l'amnistie, ces déserteurs devront se présenter devant l'une des autorités maritimes ou consulaires voisines du lieu où ils se trouveront, à l'effet de formuler leur déclaration de repentir avant l'expiration des délais ci-après, qui compteront à partir de la date du présent décret, savoir :

Deux mois pour ceux qui sont dans l'intérieur de la France ;

Trois mois pour ceux qui sont en Corse ;

Six mois pour ceux qui sont hors du territoire français, mais en Europe ou en Algérie ;

Un an pour ceux qui sont hors d'Europe,

Et dix-huit mois pour ceux qui sont au delà du cap de Bonne-Espérance et du cap Horn.

Art. 3. Les dispositions du présent décret, non plus que celles du décret du 4 décembre, portant remise des peines prononcées pour les délits et contraventions auxquels s'appliquent les décrets des 9 janvier, 19, 20, 24 et 28 mars 1852, ne sont pas applicables aux frais de poursuite et d'instance ; elles ne pourront, en aucun cas, être opposées aux droits des tiers ; les sommes recouvrées antérieurement à ces deux décrets ne seront pas restituées.

Art. 4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la marine et des colonies, de la justice et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine.*

Fait au palais des Tuileries, le 11 décembre 1852.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 43, — 1853.

N° 645. — *DÉCISION portant modification à la ration de vivres des canotiers manouvriers du port, à Cayenne.*

Cayenne, le 20 octobre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que la morue manque totalement sur la place de Cayenne, et qu'il est nécessaire de la remplacer par un autre aliment dans la ration des canotiers manouvriers du port ;

Vu l'art. 15 § 1er de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Décide ce qui suit :

Article premier.

Le bœuf salé ou le lard salé entrera dans la ration de vivres des canotiers manouvriers du port à défaut de la morue, accordée, à raison de 250 grammes, par l'arrêté local du 28 juin 1853.

Art. 2. Les quantités à délivrer seront celles-ci :

Bœuf salé..... 250 grammes.
Ou lard salé..... 200 dº.

Art. 3. L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre nº 26 des ordres et décisions, fº 16.

Nº 646. — *DÉCISION qui impute à l'*art. 1er du chap. V *du budget, les allocations de solde et accessoires des chefs du service administratif aux îles du Salut et à l'îlet la Mère.*

Cayenne, le 20 octobre 1853.

L'Ordonnateur,

Vu la situation des crédits respectivement alloués, pour le service du commissariat de la marine, sur le *chap. III : Service général des colonies, art. 2, et le chap. V : Colonie pénitentiaire, etc.;*

Vu la dépêche ministérielle du 15 mai 1853, nº 256, qui autorise la mise à la charge dudit chap. V d'une partie des dépenses du commissariat de la marine, jusqu'à concurrence de 40 p. 0/0 du chiffre total de ce personnel;

Décide ce qui suit :

A dater du 1er de ce mois, les allocations de solde et accessoires des fonctionnaires du commissariat de la marine, ci-

après désignés, seront imputées au compte du *chap. V : Établissement d'une colonie pénitentiaire, art. 1er, solde et accessoires*, savoir :

L'aide-commissaire de la marine, chef du service administratif aux îles du Salut :

Solde	3,000f 00c	
Indemnité de logement	480 00	
		3,480 00

L'aide-commissaire de la marine, chef du service administratif à l'îlet la Mère :

Solde	3,000 00	
Indemnité de logement	480 00	
		3,480 00
TOTAL		6,960 00

La présente décision sera communiquée à M. le contrôleur colonial.

Cayenne, le 20 octobre 1853.

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 10.

N° 647. — *DÉCISION qui nomme M.* DE S^t-MICHEL-DUNEZAT *avoué de l'administration, en remplacement de M.* CHATELLIER, *démissionnaire.*

Cayenne, le 20 octobre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Ayant à pourvoir au remplacement de Me CHATELLIER, avoué de l'administration, démissionnaire;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

DÉCIDE :

M. DE S^t-MICHEL-DUNEZAT (Jean-Baptiste-François), avocat-avoué, est, à compter de ce jour, nommé avoué de l'administration, en remplacement de M. CHATELLIER.

Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin

sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 10.

N° 648. — *ARRÊTÉ qui pourvoit au remplacement de trois membres du collége des assesseurs, à Cayenne.*

Cayenne, le 20 octobre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 170 de l'ordonnance judiciaire du 21 décembre 1828 ;

Vu le décret du président de la République, du 20 juillet 1850, qui nomme les membres du collége des assesseurs appelés à faire partie des cours d'assises à la Guyane française ;

Ayant à pourvoir au remplacement de MM. ROUX (Élie), FRÉDÉRIC-GUSTAVE (Pierre), récemment partis pour France, et QUINTON-DUPIN, nommé conseiller privé suppléant par décret impérial du 6 août dernier, et dont les nouvelles fonctions sont incompatibles avec celles d'assesseur ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

MM. BELLAIN (Joseph-Marie), QUINTILIEN-LAFORET et GEOFFRION (Pierre) sont nommés membres du collége des assesseurs, en remplacement de MM. ROUX (Élie), FRÉDÉRIC-GUSTAVE (Pierre), récemment partis pour France, et QUINTON-DUPIN, nommé conseiller privé suppléant par décret impérial du 6 août dernier.

ART. 2. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécu-

tion du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 12.

N° 649. — *DÉCISION portant nomination des membres de la commission chargée de s'enquérir de certains faits de détournement et de vente d'objets appartenant à l'Etat.*

Cayenne, le 23 octobre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Considérant que certains faits de détournement et de vente d'objets appartenant à l'État ont été dénoncés à l'administration, et que les recherches auxquelles on s'est livré jusqu'à ce jour ont révélé des circonstances qui ont pu donner lieu aux actes dénoncés;

Décide :

Une commission, composée ainsi qu'il suit, est appelée à s'en enquérir :

MM. Rotguié de Lavalette, chef de bataillon au 3e régiment d'infanterie de marine, *président;*

Bruley, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, *membre;*

Noyer, commissaire-adjoint de la marine, *membre;*

Thuret, aide-commissaire de la marine, *membre;*

Loubière, lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine, *membre.*

Cette commission procèdera en présence de M. le contrôleur colonial et se réunira dans le local qui servait de pension aux officiers de la garnison, devenu vacant.

Les jours et heures de réunion seront fixés par le président, qui sera tenu d'en avertir M. le contrôleur colonial et les autres membres.

Cayenne, le 23 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 100.

N° 650. — *ARRÊTÉ qui rapporte celui du 20 octobre 1853, en ce qui concerne la nomination comme membre du collége des assesseurs de M.* QUINTILIEN-LAFORET, *en remplacement de M.* FRÉDÉRIC-GUSTAVE.

Cayenne, le 24 octobre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 170 de l'ordonnance judiciaire du 21 décembre 1828;

Vu l'arrêté du 20 de ce mois, portant nomination de trois membres du collége des assesseurs, en remplacement d'un pareil nombre d'assesseurs partis pour France ou empêchés pour cause d'incompatibilité de fonctions;

Attendu que par cet arrêté M. QUINTILIEN-LAFORET est nommé membre du collége des assesseurs, en remplacement de M. FRÉDÉRIC-GUSTAVE (Pierre), parti pour France;

Attendu que par arrêté du 21 avril dernier, déjà M. FRÉDÉRIC-GUSTAVE (Pierre) avait été remplacé par M. DOUILLARD (Étienne);

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Est rapporté l'arrêté du 20 octobre 1853 sus-visé, en ce qui concerne la nomination comme membre du collége des assesseurs de M. QUINTILIEN-LAFORET, en remplacement de M. FRÉDÉRIC-GUSTAVE (Pierre).

ART. 2. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exé-

cution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 24 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 31.

N° 651. — *DÉCISION qui nomme provisoirement M. le chef de bataillon* ROTGUIÉ DE LAVALETTE *président du 1er conseil de guerre permanent, en remplacement de M.* DE S^t^-QUANTIN.

Cayenne, le 25 octobre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les art. 4, 5 et 6 de la loi du 13 brumaire an V;

Vu la lettre de M. DE S^t^-QUANTIN, chef de bataillon directeur du génie, qui informe que l'état de sa santé ne lui permet pas de siéger dans l'affaire du nommé BLOUET, traduit le 28 du courant devant le tribunal maritime spécial, présidé par cet officier supérieur;

DÉCIDE :

M. ROTGUIÉ DE LAVALETTE, chef de bataillon d'infanterie de marine, est nommé président du 1er conseil de guerre, jusqu'à ce que M. le chef de bataillon DE S^t^-QUANTIN puisse reprendre ses fonctions.

Le commandant militaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 25 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 26.

N° 652. — *ARRÊTÉ qui rapporte celui du 15 octobre 1853, portant réduction à la moitié du taux réglementaire de la ration de vin accordée aux transportés sur les établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 28 octobre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 15 octobre 1853, qui a réduit à la moitié du taux réglementaire la ration de vin des transportés aux îles du Salut, à l'îlet la Mère et à la Montagne-d'Argent;

Vu la situation des magasins qui, par suite des achats qui ont pu être opérés, permet de rétablir ladite ration dans son intégrité;

Vu l'art. 15 § 1er de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

Arrête ce qui suit :

Article premier.

L'arrêté rendu le 15 du courant, portant réduction à la moitié du taux réglementaire de la ration de vin accordée aux transportés aux îles du Salut, à l'îlet la Mère et à la Montagne-d'Argent, à partir du 20 dudit mois, est et demeure rapporté.

Art. 2. Cette disposition aura son effet à dater du 1er novembre 1853.

Art. 3. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 28 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 29.

N° 653. — *ARRÊTÉ qui fixe l'époque de la rentrée des classes au collége et dans les autres établissements d'instruction publique, à Cayenne.*

Cayenne, le 28 octobre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 17 § 4 du règlement du collége de Cayenne, du 14 novembre 1844, fixant la rentrée des classes dans cet établissement ;

Considérant qu'il convient de régler, par analogie, la rentrée des classes dans les autres établissements d'instruction publique ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Arrête :

Article premier.

La rentrée des classes au collége de Cayenne et dans les autres établissements d'instruction publique aura lieu lundi 7 novembre prochain.

Cette rentrée sera inaugurée par une messe du Saint-Esprit, qui sera dite à 8 heures du matin, et à laquelle devront assister les élèves des écoles de la ville.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 28 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 26.

N° 654. — *DÉCISION qui charge M. le lieutenant* VERPAULT *de remplacer, comme juge près le 1er conseil de guerre permanent, M.* BRIÈRE, *dans l'affaire du transporté* BLOUET.

Cayenne, le 30 octobre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les art. 4 et 5 de la loi du 13 brumaire an V;

Vu le décret du 27 mars 1852;

DÉCIDE :

M. VERPAULT, lieutenant, est nommé juge près le 1er conseil de guerre pour y siéger provisoirement, et en remplacement de M. BRIÈRE, parti en détachement pour St-Georges, et seulement dans l'affaire du transporté BLOUET.

Le commandant militaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 30 octobre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 26.

N° 655. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 31 octobre 1853.*

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	» » le kil.		
Sucre brut.....	0 42 id.		
Café... marchand...	1 80 id.		
Café... en parchemin	1 20 id.		
Coton.....	1 50 id.		
Cacao.....	0 50 id.		
Roucou.....	2 à 2 20 id.		
Girofle noir (clous).	1 40 id.		
Girofle blanc.....	0 70 id.		
Girofle griffes.....	0 35 id.		
Tafia.....	110 les 100 lit.		
Mélasse.....	» » id.		
Couac.....	0 40 le kil.		
Peaux de bœufs.....	10 00 la peau.		

Cayenne, le 31 octobre 1853.

Les Membres de la commission,
E. BESSE, DAUBRIAC fils.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'Intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 39.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 656. — Par décision du ministre de la guerre, du 8 août 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 23 dudit mois, n° 443 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), la démission des gendarmes à pied Fournier (Cyrille-Joseph) et Marignan (Jules-François-Xavier), de la compagnie de la Guyane, a été acceptée.

N° 657. — Par dépêche ministérielle du 18 août 1853, n° 438 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), il est donné avis que M. Touyon (Charles-Alexandre), chirurgien de la marine de 2e classe, a été destiné à remplacer immédiatement, sur les établissements pénitentiaires de la Guyane, M. Lauvergne, rattaché en France, et, plus tard, M. Rolland, lorsque ce dernier aura fini son temps de colonie.

N° 658. — Par décision ministérielle du 23 août 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 14 septembre suivant, n° 475 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), il a été réglé que la liste actuelle des candidats au grade d'aide-commissaire de la marine dans le service colonial, servira pour les nominations à faire dans ce service jusqu'au moment où la liste des candidats déclarés admissibles, à la suite d'un nouveau concours, aura pu être établie.

N° 659. — Par dépêche ministérielle du 27 août 1853, n° 449 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné du décès, à Besançon, où il se trouvait en congé de convalescence, du S^r^ Pourcelot, maréchal des logis de gendarmerie à la compagnie de la Guyane française.

N° 660. — Par dépêche ministérielle du 29 août 1853, n° 451 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de l'acceptation, par le ministre de la guerre, de la démission des gendarmes à pied Decamps (François-Romain), Dumas (Jean-François) et Pavillard (Jean-Baptiste), de la compagnie de la Guyane.

N° 661. — Par décision ministérielle du 29 août 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 3 septembre suivant, n° 462 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), M. Graton (Louis-Théophile), sous-commissaire de la marine de 2^e^ classe, provenant de l'Inde, et actuellement en congé de convalescence, en France, a été destiné pour la Guyane française.

N° 662. — Par décret du 7 septembre 1853, M. Bruley (Jean-Baptiste-Marie), capitaine au détachement du 3^e^ régiment d'infanterie de marine, à Cayenne, a été promu au grade de chef de bataillon au 2^e^ régiment de l'arme.

N° 663. — Par un autre décret, en date du 9 septembre 1853, ont été nommés :

A un emploi de chef de bataillon :

M. Charrière (Jules-Aristide), capitaine adjudant-major au 3^e^ régiment d'infanterie de marine, à Cayenne.

A des emplois de capitaines :

MM. Barbé (Nicolas-Michel-Auguste),
Pinel de Golleville (Auguste),
Verpault (Pierre), lieutenants au 3^e^ régiment d'infanterie de marine, à Cayenne.

N° 664. — Par circulaire ministérielle du 15 septembre 1853, n° 478 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), il est notifié au gouvernement de la Guyane que le décret du 1er mars 1852, sur l'uniforme des officiers de port, ne doit pas être, quant à présent, appliqué aux colonies.

N° 665. — Par décision du 1er octobre 1853, M. Olive, écrivain de la marine, cesse de faire parti du commissariat de la marine et est mis aux ordres de M. le directeur de l'intérieur.

N° 666. — Par décision du 3 octobre 1853, M. Rademarche (Georges-Guillaume), employé à la direction de l'intérieur, a été nommé, à compter du 1er dudit mois, comptable du collége de Cayenne, en remplacement de M. Trillet, appelé à un autre emploi.

Il jouira à ce titre des allocations prévues par l'arrêté du 8 juin 1850.

N° 667. — Par décision du 6 octobre 1853, il a été réglé que les commissaires de police dans les quartiers, admis à l'hôpital, ne seraient désormais tenus qu'au remboursement de 2 francs par journée de traitement, par assimilation aux divers agents ayant les appointements de 1,500 à 2,500 francs.

N° 668. — Par décision du 8 octobre 1853, M. le gouverneur a autorisé, par exception, en faveur de la Dame Laurençot, veuve d'un ancien portier de l'hôpital militaire de Cayenne, aujourd'hui employée comme couturière dans ledit établissement, la substitution de la ration d'infirmier, composée de pain, viande et vin, à celle de couac et de morue qui lui était allouée.

N° 669. — Par décision du 10 octobre 1853, le Sr Guérin (Just-Aimé), sergent de 1re classe au 3e régiment d'infanterie de marine, détaché à St-Georges, a été chargé de remplir les fonctions de garde-magasin comptable de cet établissement.

Il recevra à ce titre, à compter du 20 août 1853, jour où il est entré en fonctions, une allocation de 1,044 francs par an, formant, avec les prestations de son grade, perçues au corps, une solde annuelle de 1,500 francs. Ladite somme de 1,044 francs sera payée par mois et imputée sur les fonds de l'*art.* 1^er^ *du chap. V* (transportation).

N° 670. — Par ordre du 11 octobre 1853, M. Salis, chirurgien de 3^e^ classe de la marine, attaché provisoirement au service colonial, a été appelé à opérer son retour en France par la frégate *l'Armide*, par suite de l'arrivée de son remplaçant dans la colonie.

N° 671. — Par ordre du même jour, M. Lebouvier, chirurgien de 3^e^ classe de la marine, arrivé nouvellement de France, a été détaché aux îles du Salut, en remplacement de M. Salis, officier de santé du même grade, rappelé en France.

N° 672. — Par décisions du 13 octobre 1853, un congé de convalescence, pour France, a été accordé à M. Jubiot, chirurgien de 2^e^ classe, et à M. Malespine, pharmacien de 3^e^ classe de la marine, et il a été pourvu au passage de ces deux officiers de santé sur la frégate hôpital *l'Armide*.

N° 673. — Par décisions du 14 octobre 1853, un congé de convalescence, pour France, a été accordé aux S^rs^ Costy (Jules-Frédéric) et Valette (Pierre), surveillants de 2^e^ classe des pénitenciers, attachés aux îles du Salut et à S^t^-Georges.

N° 674. — Par ordre du même jour, M. Delzons (Auguste), commis de marine, chef du service administratif à l'établissement pénitentiaire de S^t^-Georges, a été, en raison de son état maladif dans cette localité, rappelé au chef-lieu pour y continuer ses services.

N° 675. — Par ordre du même jour, M. Sillian (Jules), écrivain de la marine, a été nommé provisoirement chef du service administratif à l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, en remplacement de M. Delzons, rappelé au chef-lieu.

Il recevra, à ce titre, une allocation de 400 francs par an pour frais de bureau.

N° 676. — Par ordre du même jour, M. Chanlou (Pierre-Emmanuel), commis de marine, attaché provisoirement au détail des revues, a été mis à la disposition de M. le contrôleur colonial, pour être employé sous ses ordres.

N° 677. — Par ordre du même jour, M. Souville (Joseph-Eugène), lieutenant de vaisseau de 2e classe, a été appelé au commandement de l'aviso à vapeur *le Marceau*, en remplacement de M. le capitaine de frégate Dupouy, décédé. M. Souville a été, en outre, chargé de remplir les fonctions de capitaine de pavillon du commandant de la division navale de la Guyane.

A ce dernier titre, il jouira du supplément déterminé par le tarif n° 3 joint au décret du 19 octobre 1851.

N° 678. — Par arrêté du 17 octobre 1853, un congé de dix mois a été accordé à Me Chatellier, avoué près la cour et les tribunaux de la Guyane française, pour se rendre en France.

N° 679. — Par décision du 20 octobre 1853, le Sr Pontier (François-Xavier), brigadier de gendarmerie à Sinnamary, a été nommé porteur de contraintes dans ledit quartier.

Il jouira, à ce titre, des allocations attribuées à cet emploi par l'art. 20 de l'arrêté du 20 août 1850.

N° 680. — Par décision du 21 octobre 1853, M. Douillard (Edmond), écrivain de la marine, a été chargé de la comp-

tabilité de la goélette de l'État *l'Ile-d'Enet*, qui, par l'effectif de son équipage, ne comporte pas d'officier d'administration.

Il jouira, à ce titre, des allocations fixées par la dépêche du 17 septembre 1840.

N° 681. — Par ordre du 24 octobre 1853, il a été prescrit au Sr Potaire (François-Léonard), 2e commis aux vivres de 1re classe, comptable des vivres à la Montagne-d'Argent, de remettre son service au Sr Fourrier et de rentrer au chef-lieu, pour être employé sous les ordres de M. le garde-magasin.

N° 682. — Par ordre du même jour, le Sr Fourrier (Adolphe), distributeur employé au magasin général, a été mis à la disposition de M. le chef du service administratif à la Montagne-d'Argent, pour être employé, sous ses ordres, en qualité de comptable des vivres, en remplacement du Sr Potaire, rentrant au chef-lieu.

N° 683. — Par décision du 28 octobre 1853, l'ordre de service du 14 dudit mois, qui rappelle au chef-lieu M. Delzons (Auguste), commis de marine, chef du service administratif à St-Georges, a été rapporté.

N° 684. — Par ordre du même jour, M. Sillian (Jules), écrivain de la marine, a été mis à la disposition de M. le contrôleur colonial. L'ordre du 14 du courant qui le nomme provisoirement chef du service administratif à St-Georges est et demeure rapporté.

N° 685. — Par décision du 29 octobre 1853, le nommé Clainvau (Adolphe) a été pourvu, à compter du 1er novembre prochain, de l'emploi de garçon de bureau du secrétariat de l'ordonnateur, à la solde de 40 francs par mois, en remplacement du nommé Valrot (Jules), qui cesse d'être employé en cette qualité.

N° 686. — Par décision du même jour, le Sr Kine (François) a été nommé, à compter du 1er novembre prochain, contre-maître au magasin général, en remplacement du Sr Rivet, licencié.

Il recevra, à ce titre, une solde mensuelle de 90 francs, qui lui sera payée sur les fonds de l'*art.* 3 *du chap. V* (transportation).

N° 687. — Par ordre du même jour, M. Chanlou, commis de la marine, attaché au contrôle, a été destiné à continuer ses services au bureau des revues.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 11.

NOVEMBRE 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 688. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 532 (Direction des colonies: bureau du régime politique et du commerce). *Le décret du 1er octobre, qui prohibe temporairement la sortie de France des légumes secs, etc., n'est pas applicable aux colonies.*

Paris, le 13 octobre 1853.

Monsieur le gouverneur, un décret du 1er octobre 1853, inséré au *Moniteur* du 2 du même mois, a prohibé la sortie de France des pommes de terre et légumes secs jusqu'au 31 juillet 1854. Je crois nécessaire de vous faire remarquer que cette prohibition ne concerne pas nos colonies; les décrets qui établissent les prohibitions à la sortie n'étant point applicables aux expéditions pour les colonies françaises. (Décret du 3 septembre 1793, art. 3.)

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 273.

N° 689. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 559* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Solde à allouer aux seconds commis aux vivres employés à la Guyane française.*

Paris, le 27 octobre 1853.

Monsieur le gouverneur, la solde des seconds commis aux vivres de 1re classe est fixée, par le tarif joint à l'ordonnance royale du 11 octobre 1836, à 69 francs par mois. Ils ont droit, en outre, pendant le temps de leur embarquement, à un supplément mensuel de 15 francs.

J'ai remarqué que l'administration de la Guyane fait payer aux préposés de cette catégorie, employés à terre dans la colonie, leur solde de 69 francs, avec supplément colonial, c'est-à-dire 138 francs, plus le double de leur supplément à la mer, ce qui porte leurs allocations réunies à 168 francs par mois.

Il y a évidemment erreur dans cette manière d'opérer. On ne saurait accorder aux agents des vivres employés à la Guyane deux suppléments à la fois : le supplément colonial et le supplément à la mer. Vous aurez donc à ramener leur traitement au taux réglementaire et à faire cesser le payement du double supplément à la mer, s'élevant à 30 francs. La solde de ces agents restera ainsi fixée à 138 francs par mois.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 277.

N° 690. — *ARRÊTÉ qui promulgue, dans la colonie, le décret du 14 septembre 1853, rectificatif des ordonnances sur le gouvernement des colonies, en ce qui concerne les pouvoirs disciplinaires des gouverneurs à l'égard des officiers ministériels.*

Cayenne, le 3 novembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la dépêche ministérielle du 23 septembre 1853, n° 490 ;

Sur la proposition du procureur général impérial ;

Arrête :

Article premier.

Le décret impérial du 14 septembre 1853, rectificatif des or-

donnances sur le gouvernement des colonies, en ce qui concerne les pouvoirs disciplinaires des gouverneurs à l'égard des officiers ministériels, est promulgué dans la colonie.

ART. 2. Le procureur général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 3 novembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
Le Procureur général impérial, p. i.,
MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 76.

N° 691. — *DÉCRET rectificatif des ordonnances sur le gouvernement des colonies, en ce qui concerne les pouvoirs disciplinaires des gouverneurs à l'égard des officiers ministériels.*

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Vu le paragraphe 2 des articles 117 de l'ordonnance du 21 août 1825, 132 de celle du 9 février 1827, 121 de celle du 27 août 1828, 75 de celle du 23 juillet et 79 de celle du 7 septembre 1840, sur le gouvernement des colonies de la Réunion, des Antilles, de la Guyane française, des établissements français de l'Inde et du Sénégal, relatif au pouvoir disciplinaire des procureurs généraux et gouverneurs, à l'égard des notaires, des avoués et autres officiers ministériels; ledit paragraphe ainsi conçu :

« A l'égard des peines plus graves, telles que la suspension,
» le remplacement pour défaut de résidence ou la destitution,
» le procureur général ou chef du service judiciaire fait, d'offi-
» ce ou sur les réclamations des parties, les propositions qu'il
» juge nécessaires, et le gouverneur statue après avoir pris
» l'avis des tribunaux qui entendent, en chambre du conseil,
» le fonctionnaire inculpé, sauf le recours à notre ministre de
» la marine et des colonies. »

Attendu que la faculté réservée aux officiers ministériels de recourir au ministre de la marine et des colonies contre les décisions du gouverneur, ne doit être applicable qu'au cas de

destitution, et ne doit pas s'étendre au cas de suspension ou de remplacement pour défaut de résidence, peine dont l'application doit nécessairement être immédiate ;

Attendu que, tout en maintenant les garanties spéciales qui accompagnent, en pareil cas, les décisions du gouverneur, il est à propos de déterminer la limite du pouvoir qui lui est attribué, quant à la suspension des officiers ministériels ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies, et de l'avis de notre garde des sceaux, ministre de la justice ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier.

Le paragraphe 2 des art. 117 de l'ordonnance du 21 août 1825, 132 de celle du 9 février 1827, 121 de celle du 27 août 1828, 75 de celle du 23 juillet et 79 de celle du 7 septembre 1840, sur le gouvernement des colonies de la Réunion, des Antilles, de la Guyane française, des établissements français dans l'Inde et du Sénégal, est remplacé par les dispositions suivantes :

« A l'égard des peines plus graves, telles que la suspension, » le remplacement pour défaut de résidence ou la destitution, » le procureur général ou chef du service judiciaire fait, d'office ou sur les réclamations des parties, les propositions qu'il » juge nécessaires, et le gouverneur statue après avoir pris » l'avis des tribunaux qui entendent, en chambre du conseil, le » fonctionnaire inculpé.

» Le recours à notre ministre de la marine et des colonies » est ouvert contre les décisions du gouverneur prononçant » la destitution ; la suspension pourra être provisoirement appliquée, jusqu'à ce que le ministre ait statué.

» La suspension ne pourra être prononcée pour une période » de plus d'une année. »

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Saint-Cloud, le 14 septembre 1853.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 263.

N° 692. — *DÉCISION qui nomme M. le sous-lieutenant* BÉZIAT *juge près le 1er conseil de guerre permanent de la colonie, en remplacement de M. le lieutenant* VERPAULT.

Cayenne, le 7 novembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les art. 4 et 5 de la loi du 13 brumaire an V,

DÉCIDE :

M. BÉZIAT, sous-lieutenant trésorier de la compagnie de gendarmerie coloniale, est nommé juge près le premier conseil de guerre permanent de la colonie, en remplacement de M. le lieutenant VERPAULT, qui n'avait été nommé que provisoirement.

Le commandant militaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 7 novembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 72.

N° 693. — *ARRÊTÉ qui sursoit à l'exécution du jugement qui a condamné le transporté* BLOUET *à la peine de mort.*

Cayenne, le 7 novembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le jugement du 1er conseil de guerre permanent de la Guyane, constitué en tribunal maritime spécial, conformément aux décrets des 27 mars 1852 et 23 mars 1853, lequel a déclaré le nommé BLOUET (Louis), dit SONTAC, âgé de 42 ans, serrurier, né à Paris, transporté, demeurant à l'île Royale du Salut, coupable d'avoir, le 15 septembre dernier, commis un homicide volontaire sur la personne du nommé WALLIOT, aussi transporté, et a condamné ledit BLOUET à la peine de mort, par application de l'art. 88 du règlement du 4 avril 1749 ;

Considérant que si ce jugement a fait une juste application du texte précité au fait dont BLOUET était reconnu coupable,

il existe, dans les circonstances qui ont accompagné la perpétration de ce fait, des motifs pour demander à la clémence de l'Empereur de corriger la rigueur de la loi spéciale qui le punit; qu'il est résulté, en effet, de l'instruction et qu'il a été confirmé par les débats que, dans la journée du 15 septembre, BLOUET avait été plusieurs fois provoqué par WALLIOT et que c'est en se défendant contre les attaques de ce dernier qu'il a donné la mort à son adversaire;

Sur la proposition du procureur général impérial;

De l'avis du conseil privé;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Il y a lieu de recourir à la clémence de l'Empereur en faveur du condamné BLOUET.

En conséquence, il sera sursis à l'exécution du jugement du 3 novembre, qui le condamne à la peine de mort, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ce recours.

ART. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Cayenne, le 7 novembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 77.

N° 694. — *ARRÊTÉ qui autorise les greffiers des justices de paix à percevoir une rétribution pour les contrats d'engagements de travail.*

Cayenne, le 7 novembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 11 de la loi du 24 avril 1833;

Vu l'art. 4 du décret du 13 février 1852;

Considérant que ce dernier article ayant conféré aux greffiers des justices de paix le droit de recevoir les contrats d'engagements de travail, il est juste d'accorder à ces fonction-

naires, non gratuits, une rétribution pour ces nouveaux travaux; qu'il convient de fixer cette allocation eu égard au nombre des engagés ;

Sur le rapport du procureur général impérial ;

De l'avis du conseil privé;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les greffiers des justices de paix sont autorisés à percevoir pour chaque acte d'engagement de travail qu'ils recevront; savoir :

Lorsque le nombre des engagés qui figureront dans l'acte sera de un à cinq inclusivement..... 2 fr.

Lorsqu'il sera de cinq à dix..... 3

Et au delà de dix..... 5

ART. 2. Le procureur général impérial est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 7 novembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 77.

N° 695. — *ARRÊTÉ portant organisation d'un service des transports, à Cayenne, par les mulets et voitures de la direction d'artillerie.*

Cayenne, le 7 novembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Attendu qu'il existe à la direction d'artillerie, à Cayenne, des mulets et des voitures qui, sans nuire à ce service, peuvent être employés aux charrois de vivres, de matériaux, fourrage et autres objets du magasin général, des directions du génie et des ponts et chaussées et de tous autres services publics ;

Attendu qu'en utilisant ainsi ces mulets et voitures pour des services autres que celui de l'artillerie il y a lieu d'exonérer

les crédits de ce dernier d'une notable partie de la dépense dont il a la charge en excédant de ses besoins, et qu'on arrive à ce résultat en faisant rembourser les charrois à des prix tarifés, par les services pour lesquels ils seront exécutés ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

De l'avis du conseil privé ;

A ARRÊTÉ et ARRÊTE ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les mulets, harnais et voitures existant à la direction d'artillerie, à Cayenne, sont organisés en *service des transports*, à l'effet d'exécuter tous les charrois de matériaux, vivres, fourrage et autres objets des différents services publics.

ART. 2. Sont affectés à ce service :

Un sergent, détaché de l'artillerie de la marine, pour être chargé de la surveillance et des écritures ;

Six canonniers, détachés de l'artillerie de la marine (un pour deux mulets), ayant, outre le service ordinaire des transports, le soin et l'entretien des mulets et des voitures, la culture et la coupe des herbes sur les terrains à ce affectés ;

Un travailleur militaire ou civil, pour la culture et la garde des herbes.

D'autres artilleurs pourront, indépendamment de ceux désignés ci-dessus, être employés extraordinairement à la culture et à la coupe des herbes destinées aux mulets.

ART. 3. Les militaires et autres, affectés au service des transports, recevront les allocations journalières ci-après :

Sergent	2[f] 00[c]
Canonniers	1 50
Travailleur militaire ou civil, cultivateur et gardien des herbes	0 50

Le vétérinaire du gouvernement continuera à donner ses soins aux mulets, moyennant l'allocation supplémentaire réglée entre lui et l'administration, de 10 cent. par jour et par mulet.

ART. 4. Les mulets recevront une ration journalière de fourrage, composée ainsi qu'il suit :

Avoine	3 litres.
Fourrage vert (herbes de Guinée ou du Para).	35 kilog.
Foin (à défaut de fourrage vert)	8 id.

ART. 5. L'avoine et le foin seront fournis par le magasin général.

Le fourrage vert sera tiré des terrains domaniaux ou militaires mis à cet effet à la disposition de la direction d'artillerie. Lorsque les produits de ces terrains ne suffiront pas à la nourriture des mulets, l'herbe sera distribuée de manière à assurer à chaque bête, à tour de rôle, une ration complète, au moyen de la coupe par quantité de 35 kilog. et des multiples de 35.

ART. 6. Il sera également pourvu par le magasin général à toutes les fournitures relatives à l'entretien et au renouvellement des harnais et autres objets formant le matériel, ainsi qu'à l'entretien des mulets en pansage et médicaments, à la propreté et à l'éclairage des écuries.

ART. 7. Toutes les dépenses résultant des dispositions ci-dessus seront faites sur les crédits ordinaires de la direction d'artillerie, sauf remboursement des charrois exécutés pour le compte des divers services, ainsi qu'il sera réglé ci-après.

Elles seront toutefois liquidées et ordonnancées sur pièces distinctes, sous le timbre spécial: *Service des transports*, ajouté à la nomenclature des dépenses de l'artillerie.

Il en sera tenu un compte spécial, tant à la direction d'artillerie qu'au bureau des travaux, suivant les instructions et les modèles à régler par l'ordonnateur.

ART. 8. Le prix des charrois à faire pour les différents services publics est fixé ainsi qu'il suit :

	DEMI-journée.	JOURNÉE entière.
Pour un mulet sellé et bridé ou bâté, avec un conducteur monté	3f 50c	7f 00c
Pour un mulet attelé, avec un conducteur	2 25	4 50
Pour deux mulets attelés, avec un conducteur	4 00	8 00
Pour trois mulets attelés, avec un conducteur	5 75	11 50

ART. 9. Les charrois de vivres, fourrage, matériaux et autres objets seront exécutés en vertu de demandes dans la forme ordinaire des services qui en auront besoin et, en cas d'urgence, au moyen de bons visés par l'ordonnateur et à régulariser ultérieurement.

Ces demandes seront visées pour l'exécution par le commissaire des travaux.

Elles énonceront le nombre de colliers et de voitures nécessaires, ainsi que la durée du service à faire, par demi-journée et journée.

Elles seront inscrites, jour par jour, sur un registre à tenir à la direction d'artillerie, et dont la forme sera déterminée par l'ordonnateur.

Art. 10. A la fin de chaque trimestre, toutes les demandes de charrois seront récapitulées dans des états dressés par service et faisant connaître tous les éléments des remboursements à effectuer aux crédits de l'artillerie.

Ces états seront adressés, avec les pièces à l'appui, à l'ordonnateur, pour la réalisation des virements à opérer entre les divers chapitres du budget, à l'instar de ce qui se pratique pour le service des hôpitaux.

Art. 11. Les charrois ne pourront être exécutés, autant que possible, que les jours et aux heures ci-après indiqués :

Le matin, tous les jours, de 6 à 9 heures ;

Le soir, les lundi, mardi, mercredi et vendredi, de midi et demi à trois heures et demie.

Art. 12. A la fin de l'année, une commission, présidée par l'ordonnateur, examinera les comptes des transports, ainsi que le matériel, et statuera, d'après les résultats obtenus, sur les améliorations à introduire dans ce service.

Art. 13. Toutes dispositions antérieures sont et demeurent abrogées.

Art. 14. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 7 novembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 37.

N° 696. — *DÉCISION qui accorde six bourses gratuites aux élèves du collége de Cayenne qui se sont distingués entre tous par leur conduite et leur travail.*

Cayenne, le 7 novembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 7 de l'arrêté du 14 novembre 1844, portant réorganisation du collége de Cayenne ;

En vue d'entretenir l'émulation parmi les élèves et d'encourager ceux qui se distinguent le plus par leur conduite et leur travail ;

Vu la liste de douze candidats aux bourses gratuites, fournie par le chef du collége ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Décide :

Article premier.

Il est accordé six bourses gratuites aux élèves du collége de Cayenne qui se sont distingués entre tous par leur conduite et leur travail.

École primaire élémentaire.	1re division.	— à Richard (Henry).
	2e division.	— à Goudin (Aristide).
	3e division.	— à de St-Quantin (Gabel).
École primaire supérieure.	1re division.	— à Lacroix (Louis).
	2e division.	— à Metheraud (Ernest).
École secondaire		— à Martin (Urbain).

Art. 2. Cette concession est faite pour un an, avec la faculté de la prolonger si les élèves continuent, par leur aptitude, à se montrer dignes de la bienveillance de l'administration.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 7 novembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 40.

N° 697. — *ORDRE de service concernant le payement des salaires des ouvriers des diverses directions, du magasin général et de l'hôpital à Cayenne, et sur les établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 18 novembre 1853.

L'ORDONNATEUR,

Vu l'art. 66 §§ 18, 25 et 29 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mars 1834, portant instruction sur le mode de payement des salaires d'ouvriers dans les ports de la métropole;

Vu l'ordre de service arrêté par son prédécesseur à la date du 9 juin 1853;

Attendu que cette dernière disposition présente des lacunes, notamment en ce qui touche le payement des ouvriers dans les établissements pénitentiaires;

ARRÊTE, sous l'approbation de M. le gouverneur, l'ordre de service ci-après :

§ 1^er^. Le payement des salaires des ouvriers continuera à être constaté par des commissions, dans la forme réglée par la circulaire ministérielle sus-visée du 15 mars 1834.

§ 2. La commission du payement des salaires des ouvriers sera composée ainsi qu'il suit :

1° *A Cayenne.*

Service des directions de travaux du génie, des ponts et chaussées, de l'artillerie, du port et des constructions navales.....	Le commissaire des travaux ou un délégué, Un officier ou un employé de la direction dont dépendent les ouvriers à payer.
Service du magasin général et des subsistances.....	Le commissaire des approvisionnements, Le garde-magasin.
Service des hôpitaux.....	Le commissaire des hôpitaux, L'agent comptable des hôpitaux.

2° *Sur les établissements pénitentiaires.*

Le chef du service administratif,

Un officier de la garnison ou un officier de santé, à la désignation de M. le commandant particulier.

§ 3. La commission opérera toujours en présence de M. le contrôleur colonial ou d'un de ses délégués.

§ 4. Outre ce qui concerne les ouvriers proprement dits, la commission sera appelée, dans les établissements pénitentiaires, à constater le payement des allocations faites aux transportés à titre de barbier, boulanger, etc.

§ 5. L'attestation de payement sera apposée, hors de Cayenne, au pied des rôles nominatifs des ouvriers.

A Cayenne ou à l'extérieur, cette attestation sera conçue dans cette forme :

« Vu payer la somme de (*somme brute en toutes lettres*) aux » (*nombre en toutes lettres*) individus dénommés au présent » état (*ou aux...* individus dénommés dans l'état ou les états » ci-joints, si l'attestation est donnée à Cayenne au pied du » mandat comptable).

» A , le 185 .

» *Les Membres de la commission de payement*, »

(*Signature* et *qualité* de chaque membre.)

§ 6. Les commissions, soit à Cayenne, soit dans les établissements pénitentiaires, ne pourront attester que les payements effectifs faits aux parties prenantes dénommées sur les rôles ou états de salaires.

Il leur est interdit de laisser une partie quelconque des salaires à payer entre les mains de tiers quels qu'ils soient, avec mission de la remettre ultérieurement aux ayants droit. Tout fait de cette nature pourrait rendre les membres des commissions solidairement responsables des valeurs qui, par suite d'infraction à la règle établie, seraient frustrées aux ayants droit.

§ 7. Tout ouvrier qui, ayant été prévenu du jour et du lieu assignés pour le payement, ne se sera pas présenté sera déduit de l'état et renvoyé, pour le payement de son salaire, au mois suivant.

§ 8. Les sommes revenant à des ouvriers ayant changé de résidence, partis de la colonie ou décédés, seront versées dans la caisse des Gens de mer.

§ 9. Est rapporté en tout ce qui est contraire aux dispositions ci-dessus l'ordre de service de l'ordonnateur, du 9 juin 1853.

A Cayenne, le 18 novembre 1853.

DESMAZES.

Vu et approuvé :

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 44.

N° 698. — *DÉCISION qui supprime, à partir du 1er janvier 1854, tout salaire accordé jusqu'à ce jour aux transportés, pour les travaux exécutés par eux dans les divers établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 21 novembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les dispositions des art. 7 du décret du 8 décembre 1851 et 8 du décret du 27 mars 1852, imposant le travail aux transportés, sans condition de salaire ;

Considérant que la transportation impose au trésor des charges que l'administration doit s'attacher à diminuer autant que possible ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires ;

Décide :

Article premier.

A partir du 1er janvier 1854, il ne sera accordé aucun salaire aux transportés, pour les travaux exécutés dans les divers établissements.

Art. 2. Est et demeure rapportée la décision du 23 mai 1853, déterminant le prix de journée à payer aux transportés occupant certains emplois dans le dépôt de l'îlet la Mère.

Art. 3. Les commandants particuliers pourront accorder un supplément de ration de vin aux transportés qui se feront remarquer par leur activité et leur assiduité au travail. Ce supplément pourra être de cinquante centilitres pour les bou-

langers et de vingt-cinq centilitres pour les autres travailleurs. Il ne sera accordé au maximum qu'à un dixième des travailleurs.

La délivrance aura lieu sur des états dressés et certifiés par les commandants particuliers.

Art. 4. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente décision, qui sera insérée dans la Feuille et le Bulletin officiel de la Guyane française.

Cayenne, le 21 novembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 46.

N° 699. — *DÉCISION qui supprime, à partir du 1er janvier 1854, la cantine des transportés dans tous les établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 21 novembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les dispositions de l'arrêté local du 31 mars 1853, déterminant le régime alimentaire des transportés à la Guyane;

Considérant 1° que ce régime est assez substantiel pour entretenir et réparer les forces des transportés;

2° Que le travail n'étant pas salarié, la cantine établie dans les pénitenciers n'est abordable que pour le petit nombre de transportés recevant de l'argent de leur famille;

3° Que les achats faits à la cantine n'ont le plus souvent d'autre résultat que d'entretenir les transportés dans des habitudes de dissipation et de débauche;

4° Qu'il importe de faire cesser un état de choses qui établit une inégalité de position et de bien-être entre les transportés, et qui, en excitant la convoitise de certains d'entre eux, peut les pousser à commettre des vols ou les entraîner dans des écarts tout aussi coupables, pour se procurer les mêmes douceurs que leurs camarades;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER.

A partir du 1er janvier 1854, la cantine des transportés sera supprimée dans tous les établissements pénitentiaires.

ART. 2. Le directeur et les commandants particuliers des divers pénitenciers sont chargés d'assurer l'exécution de la présente décision, qui sera insérée dans la Feuille et le Bulletin officiel de la Guyane française.

Cayenne, le 21 novembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 51.

N° 700. — *DÉCISION qui nomme MM.* DIAMANT *(Théodore) et* GEOFFRION *(Pierre) membres de la commission du cadastre, en remplacement de MM.* MAUPPIN *et* DECHAMP.

Cayenne, le 24 novembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 10 du décret colonial du 11 juillet 1837, sur l'assiette, la répartition et la perception des contributions à la Guyane française;

Vu la décision du 6 juillet 1852, portant nomination des membres de la commission chargée de dresser le cadastre pour les années 1853, 1854 et 1855, et, en outre, d'évaluer les constructions qui auraient pu être faites dans l'intervalle;

Considérant que deux des membres de cette commission, MM. MAUPPIN et DECHAMP, ont cessé de faire partie du conseil municipal;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à leur remplacement par deux membres appartenant à ce corps;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER.

MM. DIAMANT (Théodore) et GEOFFRION (Pierre), conseillers municipaux, sont nommés membres de la commission du

cadastre, en remplacement de MM. Mauppin et Dechamp, qui ont cessé de faire partie du conseil municipal de Cayenne.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée dans la Feuille et le Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 24 novembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 48.

N° 701. — *DÉCISION qui prescrit un recensement général des effets de casernement existant dans les magasins de l'infanterie de la marine, à Cayenne.*

Cayenne, le 28 novembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la circulaire ministérielle du 9 novembre 1847, n° 209, et l'instruction du 8 du même mois, portant règlement sur le mode à suivre, tant pour la fourniture des objets nécessaires aux troupes de la marine que pour la régularisation des dépenses y relatives;

Vu la circulaire ministérielle du 23 février 1848, sur le même objet, et la décision de M. le gouverneur Pariset, du 29 novembre de la même année, laquelle, en rendant les prescriptions de ladite circulaire du 23 février 1848 exécutoires à la Guyane, a toutefois laissé aux corps de troupe le soin des menues réparations et du blanchissage des effets de casernement, le magasin général de la marine manquant de locaux et d'agents pour pourvoir à cette nouvelle attribution ;

Attendu que la situation à ce dernier égard est toujours la même ;

Voulant ramener l'ordre et la régularité dans cette partie du service et prévenir le retour de faits regrettables qui viennent de s'y révéler ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

A DÉCIDÉ et DÉCIDE ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il sera procédé, sans délai, à un recensement du matériel de casernement à la disposition des compagnies du 3e régiment d'infanterie de la marine à Cayenne, tant en effets confectionnés qu'en matières en magasin et en service dans les quartiers et casernes.

Cette opération sera faite par la commission composée conformément à l'instruction réglementaire du 8 novembre 1847, titre Ier, § 13.

La commission, outre la mission principale qui lui est donnée de constater les quantités existantes, aura à se livrer à des investigations pour s'assurer que les effets en service sont, en général, dans les conditions réglementaires, quant au poids des traversins, matelas et paillasses, à la nature des étoffes et à la confection.

ART. 2. Toutes les matières et étoffes non destinées à être employées immédiatement aux menues réparations et tous les effets de literie reconnus en excédant des besoins actuels du corps, devront être versés au magasin général.

Les effets condamnés comme hors de service, qui auraient été laissés indûment à la disposition du corps, seront également versés au magasin général après recensement et après avoir été dénaturés.

ART. 3. L'officier de casernement et le sergent gardien-surveillant du même service, actuellement en fonctions à la portion expéditionnaire du 3e régiment, seront remplacés immédiatement, par les soins du conseil d'administration, suivant le vœu des règlements.

Ledit officier comptable aura à justifier, sans délai, devant ledit conseil d'administration, sous le contrôle du commissaire aux revues, de l'emploi de toutes les matières qui ont été, sur ses demandes, délivrées du magasin général de la marine.

Art. 4. Les corps de troupe à la Guyane française continueront à être chargés des transformations et réparations ainsi que du blanchissage des effets de casernement, sauf à en compter sous le contrôle du commissaire aux revues, suivant ce qui est prescrit par la décision locale du 29 novembre 1848, combinée avec la circulaire ministérielle du 9 novembre 1847 et l'instruction réglementaire du 8 du même mois.

Art. 5. Le commandant militaire et l'ordonnateur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la Guyane.

Cayenne, le 28 novembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 66.

N° 702. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 30 novembre 1853.*

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré	» » le kil.		
Sucre brut	0 42 id.		
Café... marchand...	1 80 id.		
Café... en parchemin	1 20 id.		
Coton	1 50 id.		
Cacao	0 50 id.		
Roucou	1 90 à 2 10 id.		
Girofle noir (clous).	1 30 id.		
Girofle blanc	0 65 id.		
Girofle griffes	0 35 id.		
Tafia	110 les 100 lit.		
Mélasse	» » id.		
Couac	0 40 le kil.		
Peaux de bœufs	10 00 la peau.		

Cayenne, le 30 novembre 1853.

Les Membres de la commission,
C. LALANNE, A. FERJUS, DAUBRIAC FILS.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'Intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 74.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 703. — Par dépêche ministérielle du 9 septembre 1853, n° 467 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), il est donné avis de l'adoption, par M. le ministre de la guerre, des dispositions suivantes, en ce qui concerne le recrutement de la compagnie de gendarmerie de la Guyane, savoir :

1° Ont été promus, par décision du 12 août 1853:

A l'emploi de brigadier à cheval, de nouvelle création, le S[r] GROSBOIS, gendarme à cheval de la compagnie de la Guyane;

A deux emplois de maréchal des logis à pied les S[rs] COSTE et GUILLOT, brigadiers à pied, de la même compagnie;

A cinq emplois de brigadier à pied, dont un en remplacement du S[r] COSTE, et quatre de nouvelle création, les S[rs] BOUCHARD, HERBET, DELPECH, PIDOLOT et MARTIN, gendarmes à pied à la même compagnie, pour prendre rang du jour de la date de ladite décision ;

2° Ont été nommés, par décision du 3 septembre, à des emplois de gendarme à cheval les S[rs] SIVIDIER, MORDON, LEGRAND, MOURGUES et COURSIN, provenant de différents corps militaires.

Par la même décision ont été nommés à des emplois de gendarmes à pied à ladite compagnie, douze gendarmes provenant du 1[er] bataillon d'élite.

N° 704. — Par dépêche ministérielle du 15 septembre 1853, n° 480 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), il est donné avis des mutations suivantes dans le service de l'enregistrement, à compter du 1er octobre prochain, savoir :

M. DE FAUCOMPRÉ, receveur des actes judiciaires à Cayenne, a été appelé au second bureau de la Pointe-à-Pître (Guadeloupe), en remplacement de M. BERTAUD ;

M. DELMAS DE LACOSTE, commis receveur à 2,000 fr. à la Guadeloupe, a été nommé receveur des actes judiciaires à Cayenne, en remplacement de M. DE FAUCOMPRÉ ;

M. LASSIGNIARDIE, commis receveur à 1,300 fr. à Cayenne, passe à la Martinique en la même qualité, aux appointements de 1,500 fr. par an ;

Enfin, M. *Anatole* AUGRAIN, surnuméraire à la Martinique, a été nommé commis receveur à 1,300 fr. à Cayenne, et maintenu provisoirement dans la première de ces deux colonies.

N° 705. — Par décision du ministre de la guerre, du 19 septembre 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 29 dudit mois, n° 501 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), le Sr MICHEL (Charles), gendarme à pied de la compagnie de la Guyane, actuellement en congé de convalescence en France, a été autorisé à passer en la même qualité dans la compagnie de la Marne.

N° 706. — Par dépêche ministérielle du 21 septembre 1853, n° 486 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), il est donné avis d'un prochain envoi à la Guyane de trois prêtres de la compagnie de Jésus, MM. BIGOT, LAURENT et LEROY, et de deux frères de la même congrégation, MM. PINGRENON et BAZIN, destinés pour les établissements pénitentiaires de la colonie.

N° 707. — Par dépêche ministérielle du 22 septembre 1853, n° 487 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné du décès, à l'hôpital de la Basse-Terre (Guadeloupe), le 9 mai dernier, du gendarme THIRIOT, qui avait été embarqué à Cayenne sur le transport *la Fortune*, pour se rendre en France, en congé de convalescence.

N° 708. — Par dépêche ministérielle du 29 septembre 1853, n° 502 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de l'acceptation, par le ministre de la guerre, de la démission du brigadier de gendarmerie MÉGNY, de la compagnie de la Guyane.

La même dépêche fait connaître que le S^r^ BOUCHARD, confirmé dans le grade de brigadier le 12 août dernier, prendra rang du 8 juin, date de sa nomination provisoire à Cayenne.

N° 709. — Par dépêche ministérielle du 1^er^ octobre 1853, n° 512 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné que M. l'abbé LAURENT, dont le départ pour la Guyane a été annoncé par lettre du 21 septembre dernier, n° 486, ne suivra pas sa destination, et qu'il sera remplacé par M. l'abbé GAUDRÉ.

N° 710. — Par décision ministérielle du même jour, notifiée dans la colonie par dépêche du 5 dudit mois, n° 519, (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), M. VERNIER, conducteur provisoire des ponts et chaussées, à Cayenne, a été nommé conducteur entretenu de 3^e^ classe, et maintenu en cette qualité à la Guyane.

Les appointements de cet employé seront de 3,200 fr. par an, et il recevra en outre une indemnité de logement de 360 fr.

N° 711. — Par décision ministérielle du même jour, notifiée dans la colonie par dépêche du 11 dudit mois, n° 523 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), M. HARMOIS, ouvrier relieur à l'imprimerie du

gouvernement, à la Guyane, a été nommé maître relieur entretenu.

Le Sr Harmois continuera à être employé à Cayenne, et conservera le traitement colonial de 2,200 fr. qui lui est actuellement alloué.

N° 712. — Par dépêche ministérielle du 11 octobre 1853, n° 525 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné du prochain envoi à la Guyane de divers agents du service des vivres, tant pour remplacer ceux décédés que pour faire face aux besoins présumés de la transportation.

N° 713. — Par dépêche ministérielle du 19 octobre 1853, n° 536 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné que M. Graton, sous-commissaire de la marine, qui avait été destiné pour la Guyane française, a, par suite de nouvelles dispositions, passé dans le service de la Réunion.

N° 714. — Par décision du 1er novembre 1853, les démissions des Srs Martin (Charles-Constant-Désiré) et Montagné (Jean-Antoine), de l'emploi d'archer de police urbaine, ont été acceptées, à compter, pour le premier, du 13, et pour le second, du 27 octobre dernier.

N° 715. — Par décision du même jour, le Sr Antonio (Francisco) cesse d'être surveillant de 2e classe de l'atelier disciplinaire, et passe archer de police urbaine, en remplacement du Sr Martin, démissionnaire.

Il jouira à ce titre des appointements annuels de 1,200 fr.

N° 716. — Par décision du même jour, le Sr Henry (Jean-Baptiste) a été nommé surveillant de 2e classe de l'atelier disciplinaire, en remplacement du Sr Antonio (Francisco), appelé à un autre emploi.

Il jouira à ce titre d'un traitement fixe de 900 fr. par an, et d'un traitement éventuel de 300 fr., payable par trimestre, sur un certificat du directeur de l'intérieur, constatant qu'il n'y a pas lieu à retenue.

N° 717. — Par ordre du 2 novembre 1853, M. AGARRAT (Félix-Jean), commis de marine, détaché provisoirement au bureau de l'indemnité coloniale, a été destiné à servir au détail des approvisionnements et vivres.

N° 718. — Par décision du 3 novembre 1853, M. OLIVE, chef du bureau du domaine et des contributions, a été chargé de la liquidation de l'indemnité coloniale, en remplacement de M. AGARRAT, commis de marine, mis à la disposition de l'ordonnateur.

N° 719. — Par décision du même jour, le S^r^ MARCHAIS (Edme-Hilaire) a été nommé provisoirement, à compter du 1^er^ du courant, employé à la direction de l'intérieur, et attaché au bureau du domaine, pour y tenir les écritures de la liquidation de l'indemnité coloniale, au traitement annuel de 1,400 fr.

N° 720. — Par décision prise en conseil privé, dans la séance du 7 novembre 1853, il a été accordé à M^me^ veuve BÉZE, ancienne maîtresse d'école à Cayenne, à titre d'indemnité, une somme de 100 fr. une fois payée, plus un secours mensuel de 25 fr., payable à compter du 1^er^ octobre 1853.

Ladite décision portant que l'imputation de ces dépenses aura lieu sur le fonds de 3,000 fr. inscrit au budget du *Service local: Chap. IV, art.* 5.

N° 721. — Par ordre du même jour, M. DOUÉ (Philippe-Marius), pharmacien de 3^e^ classe de la marine, détaché aux îles du Salut, a été rappelé à Cayenne, pour y continuer ses services.

N° 722. — Par ordre du même jour, M. Delidon (Eugène-Daniel), pharmacien de 3e classe de la marine, a été détaché aux îles du Salut, pour y continuer ses services, en remplacement de M. Doué, rentrant au chef-lieu.

N° 723. — Par décision du même jour, la démission du Sr Régis (Léonard-Laurent), de l'emploi de surveillant rural de 2e classe au quartier de Roura, a été acceptée à compter du 1er du courant.

N° 724. — Par décision du 9 novembre 1853, M. Pain (Jean-Baptiste-Phanor), avoué près la cour et le tribunal de 1re instance de Cayenne, a été nommé pour tenir le bureau de consultations gratuites, pendant l'année judiciaire 1853-1854.

N° 725. — Par décision du contre-amiral gouverneur, en date du 10 novembre 1853, et sur la proposition de l'ordonnateur, une indemnité mensuelle de 10 fr., imputable au *chap. IV du service local,* a été accordée, à compter du 1er novembre courant, aux militaires affectés au service de planton chez les principaux fonctionnaires de la colonie et dans les divers bureaux de l'administration de la marine, indépendamment des fournitures qui leur sont faites en nature.

N° 726. — Par décision du même jour, il a été réglé que M. de Mellet, chargé de la direction des travaux au chantier établi dans la rivière de Kourou, recevrait, dans cette position, la ration de vivres telle qu'elle est allouée aux militaires composant la garnison des îles du Salut.

N° 727. — Par décision du 15 novembre 1853, M. Damas Ribeiro, employé provisoirement aux écritures du 2e bureau de l'enregistrement, à Cayenne, a été révoqué de son emploi.

N° 728. — Par décision du même jour, M. Brémond (Paul) a été provisoirement, et jusqu'à nouvel ordre, attaché aux écritures du 2e bureau de l'enregistrement, à Cayenne, à raison de 975 fr. par an, en remplacement de M. Damas Ribeibo.

N° 729. — Par décision du 19 novembre 1853, il a été alloué, à partir du 1er du courant, au planton de l'adjudant de place à Cayenne, par analogie avec ce qui a été décidé, le 10 du même mois, en faveur des militaires affectés au service de planton chez les principaux fonctionnaires et dans les bureaux de l'administration, une indemnité mensuelle de 10 francs, laquelle sera imputable au *chap. II: Services militaires, dépenses diverses.*

N° 730. — Par ordre du 25 novembre 1853, M. Agarrat, commis de marine, employé au bureau des approvisionnements, a été nommé provisoirement chef du service administratif sur l'établissement pénitentiaire St-Georges (Oyapock), en remplacement de M. Delzons.

N° 731. — Par décision du 26 novembre 1853, il a été prescrit à M. de Faucompré, receveur du 2e bureau de l'enregistrement à Cayenne, nommé au second bureau de la Pointe-à-Pître, de remettre son service à M. de St-Quantin (Hippolyte), receveur du 1er bureau, appelé à le remplacer provisoirement.

N° 732. — Par décision du même jour, M. de St-Quantin (Hippolyte), receveur du 1er bureau de l'enregistrement à Cayenne, a été chargé provisoirement de la gestion du 2e bureau, en remplacement de M. de Faucompré, appelé à continuer ses services à la Guadeloupe.

N° 733. — Par ordre du même jour, M. de Faucompré a été autorisé à prendre passage, avec sa famille, sur l'aviso à vapeur *le Styx*, pour se rendre à sa nouvelle destination.

N° 734. — Par décision de M. le gouverneur, en conseil privé, du 26 novembre 1853, et sur la proposition de l'ordonnateur, l'équipage de la goëlette *l'Ibis* a été maintenu en jouissance de la ration ordinaire des marins de la flotte, qui lui est allouée depuis le mois de juin 1852, par application de l'arrêté du 9 dudit mois, relatif aux canotiers manouvriers du port, et par abrogation de celui du 25 avril 1851.

Toutefois le café n'est accordé qu'au patron de cette embarcation.

N° 735. — Par décision prise en conseil privé le même jour, la demi-bourse dans le pensionnat des Dames de St-Joseph, à Cayenne, qui deviendra vacante le 11 décembre prochain, par suite de la sortie de Mlle *Rose* Laurençot, a été accordée, à partir de ladite époque, à Mlle Condery (Henry-Caroline-Odile).

N° 736. — Par décision prise en conseil privé le même jour, une somme de 240 francs a été accordée, à titre de secours, à compter du 1er novembre courant, à la Dame Barella, née Prieur, veuve d'un ancien colon de Mana. Ladite somme payable par mois, par imputation au budget du *Service local, chap. IV, art. 5, dépenses diverses, secours et indemnités à divers.*

N° 737. — Par décision du même jour, le Sr Plane (Jules-Félix) a été, à compter du 1er du courant, attaché provisoirement aux écritures du 1er bureau de la direction de l'intérieur, au traitement mensuel de 50 francs.

N° 738. — Par ordre du 28 novembre 1853, M. Bernard (Gratien-Ernest), commis de la marine, a été nommé secrétaire de la commission permanente de santé.

N° 739. — Par ordre du même jour, il a été prescrit à M. Thomas, chirurgien de 2e classe de la marine, chargé du service de santé sur l'établissement pénitentiaire de St-Georges, de remettre son service à M. Orabona, chirurgien de 3e classe, et d'effectuer son retour au chef-lieu, pour y continuer ses services.

N° 740. — Par ordre du même jour, M. Orabona, chirurgien de 3e classe de la marine, a été détaché à l'établissement pénitentiaire de St-Georges, pour y être chargé du service de santé, en remplacement de M. Thomas.

N° 741. — Par décision du même jour, le frère de Ploërmel Thominet (Daniel) a été, sur la demande du frère supérieur de l'ordre, autorisé à se rendre à la Martinique par l'aviso à vapeur *le Styx*, pour, de là, effectuer son retour en France.

N° 742. — Par décision du 30 novembre 1853, M. Bruley, capitaine au détachement du 3e régiment d'infanterie de marine à Cayenne, nommé chef de bataillon au 2e régiment de l'arme, a été autorisé à prendre passage sur le navire du commerce *l'Alcyon*, pour effectuer son retour en France, où il est destiné à continuer ses services.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 12.

DÉCEMBRE 1853.

EMPIRE FRANÇAIS.

N° 743. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 513 (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Dispositions relatives aux envois d'argent des transportés à leurs familles.*

Paris, le 4 octobre 1853.

Monsieur le gouverneur, j'ai communiqué à M. le ministre des finances la demande contenue dans votre lettre du 25 mars dernier, numérotée 68, et qui a pour but d'autoriser les envois d'argent des transportés à leurs familles en France, au moyen de mandats qui seraient délivrés par la direction des postes de Cayenne.

Vous trouverez ci-joint copie de la réponse de mon collègue, ainsi que d'une lettre de M. le directeur général des postes, qui y était annexée.

Comme vous le verrez, la remise de ce service aux directeurs des postes coloniales rencontre des objections que ne soulève point, au contraire, la proposition de confier la délivrance des mandats de poste au trésorier, qui est agent du dé-

partement des finances, et qui, déjà, paye les reconnaissances de poste envoyées de la métropole.

Cette combinaison satisfait pleinement au besoin signalé par vous, et les quotités qui pourront être l'objet de ces sortes d'envois me paraissent très-convenables. Je donne, en conséquence, ma pleine adhésion à l'ensemble des dispositions indiquées, et je le fais connaître à M. Bineau, en le priant d'adresser les ordres nécessaires au trésorier de la colonie, pour que la mesure soit appliquée le plus tôt possible.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 273.

N° 744. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 560* (Direction des colonies : bureau de législation et d'administration). *Notification d'une décision de M. le ministre des finances, relative au mode d'envoi d'argent des transportés de Cayenne en France et en Algérie.*

Paris, le 28 octobre 1853.

Monsieur le gouverneur, par suite à ma dépêche du 4 de ce mois, n° 513, j'ai l'honneur de vous informer que M. le ministre des finances a, sous la date du 19 du courant, pris la décision suivante à l'égard des envois d'argent que les transportés de la Guyane pourront faire désormais à leurs familles en France et en Algérie.

« Le trésorier payeur de la Guyane française est autorisé à » délivrer aux transportés de Cayenne des mandats de poste » de 200 fr. et au-dessous, à destination de la métropole et de » l'Algérie.

» Cette mesure sera mise à exécution à partir du 1^er^ janvier 1854. »

Les instructions et documents nécessaires seront transmis à M. le trésorier de la colonie par M. le directeur général des postes.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 285.

N° 745. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 566 (Direction des colonies : bureau des finances et approvisionnements). *Les payements faits et à faire pour la solde et les accessoires de M. le lieutenant-colonel* MASSET, *commandant militaire, doivent être définitivement imputés au* chap. I^er^, exercice 1853.

Paris, le 31 octobre 1853.

Monsieur le gouverneur, ma dépêche du 31 janvier dernier, n° 59 (timbré : *Personnel et services militaires*), a prescrit à l'administration de la Guyane de faire payer, sur les fonds du chapitre V, les dépenses de la solde et autres accessoires de M. le lieutenant-colonel MASSET, commandant militaire à Cayenne.

Depuis lors, de nouvelles considérations, tirées de la situation respective des chapitres I^er^ et V et de la spécialité du chapitre I^er^ : Services militaires (personnel), m'ont conduit à faire changer cette imputation. En conséquence, vous voudrez bien donner des ordres pour que tous les payements de cette nature qui, à la réception de la présente dépêche, auront déjà été effectués dans la colonie, sur les fonds du chapitre V, soient transportés de ce chapitre au *chapitre* I^er^ : *Services militaires (personnel), exercice courant.* L'administration coloniale se concertera avec M. le trésorier colonial pour ce changement d'imputation, qui devra être fait avant le 31 décembre

de l'année courante, c'est-à-dire avant la clôture de la gestion 1853.

Je vous serai obligé de m'informer de l'exécution de cette mesure, et de faire enregistrer cette dépêche au contrôle.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 292.

N° 746. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 579* (Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires). *Traitement à allouer aux magistrats promus à des emplois spéciaux.*

Paris, le 5 novembre 1853.

Monsieur le gouverneur, un magistrat de nos possessions dans l'Inde, qui vient d'être promu à un siége supérieur, a pensé qu'il devait entrer en jouissance du traitement d'Europe de son nouvel emploi à la date de sa nomination, et, dans sa demande, il s'est étayé des dispositions de l'arrêté du 14 février 1849 et de l'interprétation qui leur a été donnée par l'administration de la Réunion.

Je vous envoie en communication la réponse faite à cette réclamation. Vous y verrez que l'arrêté sus-mentionné n'a eu en vue que le magistrat nommé à un siége supérieur, alors qu'il était en congé ou en cours de destination; que le fonctionnaire de l'ordre judiciaire, en exercice, ne pourrait avoir droit qu'au traitement attribué à l'emploi qu'il remplissait; que, dans le cas de sa nomination à des fonctions plus élevées et conséquemment mieux rétribuées, il ne devait être mis en possession du traitement d'Europe, de son nouvel emploi, que du jour de la cessation des fonctions qu'il occupait au moment de sa promotion.

L'administration de la Guyane française aura à se conformer, le cas échéant, à la règle posée dans la présente circulaire et à la dépêche y annexée, dont vous voudrez bien prescrire l'enregistrement au contrôle colonial.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 299.

N° 747. — *COPIE d'une dépêche adressée, le 22 octobre 1853, par le ministre de la marine et des colonies à M. le gouverneur des établissements français de l'Inde.*

Monsieur le gouverneur, j'ai reçu, avec votre lettre du 2 août dernier, n° 187, la réclamation formée par M. HURTREL, procureur impérial à Pondichéry, à l'effet d'obtenir le rappel de la différence existant entre le traitement d'Europe de l'emploi de juge à Karikal et celui attribué à sa position actuelle depuis l'époque à laquelle il y a été nommé.

M. HURTREL invoque l'interprétation donnée, à la Réunion, à l'art. 2 de l'arrêté du 4 février 1849, et l'administration de Pondichéry a pensé, de son côté, que M. HURTREL ne s'étant pas trouvé dans l'un des cas prévus par cet arrêté jusqu'au moment de son départ pour Karikal, ne peut avoir droit au rappel de la différence de traitement qu'il réclame.

Le traitement d'Europe attribué aux magistrats du service colonial n'est pas un traitement de grade; il n'a été réglé qu'en vue des fonctionnaires de l'ordre judiciaire qui se trouveraient dans la nécessité de s'éloigner momentanément de leur siége pour leurs affaires personnelles, après un séjour de quatre années dans les colonies, ou pour le rétablissement de leur santé. L'arrêté de 1845, en disposant que le magistrat en congé ou en cours de destination, dans le cas de sa promotion à un siége supérieur, aurait droit au traitement d'Europe, de son nouvel emploi, du jour de sa nomination, n'a pu avoir

pour effet, par exemple, d'accorder à M. Hurtrel le traitement d'Europe du procureur impérial à Pondichéry, alors qu'il occupait encore le siége inférieur de juge à Karikal.

Ce serait là une interprétation qui ne serait d'ailleurs pas d'accord avec ce qui a toujours eu lieu à cet égard dans les autres colonies.

Aux Antilles et à Cayenne, où l'avancement a souvent lieu d'une colonie dans l'autre, le magistrat promu à un emploi supérieur reçoit le traitement d'Europe de son nouveau grade seulement du jour où il a quitté ses fonctions jusqu'à celui où il a prêté son nouveau serment; et si, à la Réunion, les choses ont été comprises différemment, il y a eu une erreur qui a échappé à l'administration centrale, et que nous nous empresserons de rectifier.

Vous voudrez donc bien faire savoir à M. Hurtrel que sa réclamation n'est pas fondée, et prescrire, en même temps, l'enregistrement de la présente dépêche au contrôle colonial.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'État, Directeur des colonies,

MESTRO.

Enregistré au Contrôle, registre n° 21 des dépêches ministérielles, f° 300.

N° 748. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 3228 (Direction du personnel : bureau de l'inscription maritime, police de la navigation et des pêches, 1re section). *Décès du capitaine* Ansaldi, *commandant* l'Indiana. — *Observations.*

Paris, le 16 novembre 1853.

Monsieur le contre-amiral, vous m'avez rendu compte, par votre lettre du 27 août dernier, n° 128, des actes réitérés d'indiscipline dont s'est rendu coupable, à Cayenne, le capitaine au long cours Ansaldi (Jean-Baptiste-Étienne), inscrit à Marseille, n° 258, commandant le navire *Indiana*, de ce port.

Je me disposais à sévir contre ce navigateur, quand je fus informé de son décès par M. le capitaine de frégate commandant l'aviso à vapeur *l'Ardent*, en station dans la mer des Antilles.

Le capitaine Ansaldi est mort en mer, de la fièvre jaune, quelques jours après son départ de la Havane, où il s'était rendu en quittant la Guyane.

L'examen des faits graves imputés au capitaine de *l'Indiana* m'avait amené à regretter que vous ne l'ayez pas traduit devant un tribunal maritime commercial, afin d'application des art. 84 et 85 du décret disciplinaire et pénal pour la marine marchande, du 24 mars 1852, et je ne saurais trop vous recommander, le cas échéant, de vous conformer aux prescriptions de cet acte, dans l'intérêt de la discipline.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Théodore DUCOS.

Inséré à la *Feuille de la Guyane française*, n° 53, — 1853.

N° 749. — *DÉCISION qui nomme M. le capitaine* Ferrer *rapporteur près le 1er conseil de guerre permanent de la colonie, en remplacement de M.* Bruley.

Cayenne, le 5 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les art. 4 et 5 de la loi du 13 brumaire an v,

Décide :

M. Ferrer (Julien-François-Jean), capitaine adjudant-major au 3e régiment d'infanterie de marine, est nommé rapporteur près le 1er conseil de guerre permanent de la colonie, en remplacement de M. Bruley, nommé chef de bataillon.

Le commandant militaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 5 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 64.

N° 750. — *ARRÊTÉ qui rapporte les arrêtés des 4 avril 1849 et 9 avril 1850, en ce qui concerne l'établissement, dans la prison de Roura, d'un atelier disciplinaire pour les femmes et les filles condamnées.*

Cayenne, le 7 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifié par celle du 22 août 1833 ;

Vu la décision du 30 avril dernier, rapportant celles des 17 avril et 15 mai 1849 qui affectent un quartier de l'atelier disciplinaire de Cayenne pour recevoir les militaires de la garnison et les marins de la station condamnés à la prison par mesure de discipline;

Considérant d'une part :

Que l'arrêté du 9 avril 1850, qui affecte comme prison spéciale une partie de l'atelier disciplinaire de Roura aux femmes et filles condamnées aux travaux forcés, à la reclusion et à un emprisonnement de plus d'un mois, n'avait été pris que dans le but de séparer, d'une manière aussi complète que possible, les hommes des personnes du sexe féminin;

D'autre part : que la décision précitée, du 30 avril dernier, affecte d'une manière spéciale le local de l'atelier disciplinaire de Cayenne à recevoir les personnes du sexe féminin ;

Considérant que, dès lors, les mesures exceptionnelles édictées par l'arrêté du 9 avril 1850 précité, demeurent sans effet, par suite des dispositions prescrites par la décision du 30 avril dernier ;

Considérant, en outre, qu'il convient de centraliser les ateliers de discipline des deux sexes, à l'effet d'en rendre la surveillance plus efficace ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

De l'avis du conseil privé ;

Arrête :

Article premier.

Sont rapportés les arrêtés du 4 avril 1849 et du 9 avril 1850, en ce qui concerne l'établissement dans la prison de Roura d'un atelier disciplinaire pour les femmes et les filles condamnées.

Art. 2. Les personnes du sexe féminin qui se trouvent actuellement détenues dans l'atelier disciplinaire de Roura, à quelque titre que ce soit, seront transférées dans la prison des femmes à Cayenne.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le procureur général impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 7 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 65.

N° 751. — *ARRÊTÉ qui supprime le conseil de charité à la Guyane française.*

Cayenne, le 7 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 11 de la loi du 24 avril 1833, concernant le régime législatif des colonies, ensemble le décret du 27 avril 1848, concernant l'attribution de certains pouvoirs aux commissaires généraux dans les colonies ;

Vu l'arrêté colonial du 4 mars 1828, portant création d'un bureau de bienfaisance et d'un conseil de charité, pour être exécuté pendant un an ;

Vu l'arrêté du gouverneur, en conseil, du 9 mars 1829, portant règlement d'un bureau de bienfaisance et d'un conseil de charité ;

Vu l'arrêté du 2 avril, modificatif de celui du 9 mars 1829 ;

Vu l'ordonnance du roi du 2 avril 1831 qui supprime les conseils de charité ;

Considérant que le conseil de charité créé et réglementé par les arrêtés précités, n'a pas répondu au but qu'on s'était proposé, d'aider et de faciliter l'administration du bureau de bienfaisance ;

Considérant que l'expérience a prouvé que le concours de ce conseil n'était pas indispensable pour la bonne administration des intérêts des indigents ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le conseil de charité à la Guyane française est supprimé.

ART. 2. Sont rapportées toutes dispositions relatives à ce conseil.

ART. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 7 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
Le Directeur de l'Intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 68.

N° 752. — *ARRÊTÉ portant modifications dans la composition et la rétribution du personnel enseignant du collége de Cayenne.*

Cayenne, le 7 décembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 61 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane française ;

Vu la délibération du conseil privé, en date du 5 avril 1853, concernant la répartition du projet de budget du collége de Cayenne, s'élevant annuellement à une somme de 14,600 fr. ;

Considérant que la composition du personnel enseignant, prévue dans ce projet de budget, n'est plus en rapport avec les besoins de l'établissement, à raison de la multiplicité des matières d'enseignement ;

Considérant qu'il est nécessaire d'augmenter le traitement des deux instituteurs primaires, réellement insuffisant à raison du nombre croissant des élèves qui fréquentent leurs classes ;

Considérant qu'il importe dès lors de modifier cette composition ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;
De l'avis du conseil privé;
ARRÊTE:

ARTICLE PREMIER.

Le personnel enseignant du collége de Cayenne est composé et rétribué ainsi qu'il suit:

Directeur du collége, faisant la classe de latin..	4,200f 00c
Supplément de solde à un vicaire, professeur de français.....	1,000 00
Supplément de solde à un 2e vicaire, 2e professeur de français.....	1,000 00
Instituteur primaire.....	2,000 00
2e instituteur primaire.....	2,000 00
Maître d'étude.....	1,600 00
Un élève, maître d'écriture.....	200 00
Un élève, maître de dessin.....	200 00
Comptable du collége.....	300 00
Concierge.....	300 00
Frais de matériel.....	700 00
TOTAL.....	13,500 00
Solde de M. MAGY, professeur de latin, en congé..	1,000 00
TOTAL.....	14,500 00

ART. 2. Cette somme de 14,500 fr. sera dépensée :

SUR LE CHAPITRE IV.

Solde de deux instituteurs primaires.	4,000 00	
Supplément de solde à un vicaire chargé d'une classe de français.....	1,000 00	
		5,000f 00c

SUR LE CHAPITRE III.

Appointements du directeur du collége.....	4,200 00	
Moitié du traitement d'un maître d'étude.....	800 00	
Supplément de solde à un 2e vicaire chargé d'une 2e classe de français....	1,000 00	
		6,000 00
A REPORTER.....		11,000 00

Report.....		11,000 00
RÉTRIBUTIONS COLLÉGIALES.		
Complément du traitement du maître d'étude.....	800 00	
Solde de M. Magy, en congé.....	1,000 00	
Solde d'un élève, maître d'écriture.	200 00	
Solde d'un élève, maître de dessin..	200 00	
Allocation du comptable du collége.	300 00	
Solde du concierge.....	300 00	
Frais de matériel.....	700 00	
		3,500 00
Somme égale.....		14,500 00

Art. 3. Est rapportée la décision du 27 avril dernier, qui règle la composition et la rétribution du personnel enseignant et des agents du collége de Cayenne.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur et l'ordonnateur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 7 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
Le Directeur de l'Intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 69.

N° 753. — *DÉCISION qui déclare n'y avoir lieu de recourir à la clémence de l'empereur en faveur du condamné* Gouyer *(François-Paul).*

Cayenne, le 7 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le jugement rendu par le 2e conseil de guerre permanent de la Guyane, le 24 novembre dernier, qui a déclaré coupable de tentative de meurtre le nommé Gouyer (François-

Paul), âgé de 45 ans, né à Blois, repris de justice, interné à l'îlet la Mère, et l'a condamné à dix années de travaux forcés, par application des art. 304 et 463 du Code pénal;

Considérant que ce jugement a sagement apprécié les charges établies contre GOUYER et a fait, à ce dernier, une juste application de la loi;

Considérant, d'ailleurs, que ce jugement n'a été frappé d'aucun pourvoi, et que la condamnation contre GOUYER est devenue irrévocable;

Sur la proposition du procureur général impérial;

De l'avis du conseil privé;

DÉCIDE:

Il n'y a lieu de recourir à la clémence de l'Empereur en faveur du nommé GOUYER.

En conséquence, le jugement rendu contre lui par le 2e conseil de guerre, le 24 novembre 1853, sera exécuté à la diligence de qui de droit.

Cayenne, le 7 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur:

Le Procureur général impérial, p. i.,

MITTAINE.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 152.

N° 754. — *DÉCISION qui nomme M. le capitaine* DUMOULIN *juge près le 2e conseil de guerre permanent de la colonie, pour y siéger dans l'affaire du nommé* DEQUET, *en remplacement de M. le capitaine* BONNIVAL.

Cayenne, le 8 décembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les art. 4 et 5 de la loi du 13 brumaire an V,

DÉCIDE:

M. DUMOULIN, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, est nommé juge près le 2e conseil de guerre permanent

de la colonie, pour y siéger dans l'affaire du nommé Dequet seulement, en remplacement de M. le capitaine Bonnival.

Le commandant militaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 8 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 105.

N° 755. — *ARRÊTÉ qui pourvoit au remplacement de trois membres du conseil municipal de la ville de Cayenne.*

Cayenne, le 14 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 13 novembre 1852, qui a renouvelé par moitié et composé provisoirement le conseil municipal;

Vu la décision du 21 décembre 1852, qui nomme M. Michely (Stratonis) membre du conseil municipal, en remplacement de M. *Victrix* Dieudonné, décédé;

Vu l'art. 14 du décret colonial du 30 juin 1835, concernant l'organisation municipale à la Guyane française;

Ayant à pourvoir à la nomination de trois membres du conseil municipal, en remplacement de MM. d'Or (Antoine-César), qui a quitté la colonie, Geoffrion (Pierre) et Michely (Stratonis), démissionnaires;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Arrête :

Article premier.

MM. Lalanne (Célestin), Rivierre (Alexandre) et Ursleur (Hippolyte-Léopold-Philistall) sont nommés membres du conseil municipal, en remplacement de MM. d'Or (Antoine-César), Geoffrion (Pierre) et Michely (Stratonis).

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 14 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
Le Directeur de l'Intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 83.

N° 756. — *ARRÊTÉ qui convoque le conseil municipal de la ville de Cayenne.*

Cayenne, le 14 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les art. 25 § 1er et 108 § 1er de l'ordonnance du 27 août 1828, concernant le gouvernement de la Guyane française;

Vu l'ordonnance du roi, du 22 août 1833, portant modifications à l'ordonnance royale du 27 août 1828 précitée;

Vu le décret impérial du 28 mai dernier, portant rétablissement de l'emploi de directeur de l'intérieur, institué par l'ordonnance organique du 27 août 1828 sus-visée;

Vu l'art. 15 du décret colonial du 30 juin 1835, sur l'organisation municipale;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Arrête :

Article premier.

Le conseil municipal de la ville de Cayenne est convoqué pour le lundi 26 décembre présent mois, à midi.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 14 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
Le Directeur de l'Intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 83.

N° 757. — *ARRÊTÉ portant institution, à la Guyane, d'une caisse dite* caisse des transportés.

Cayenne, le 15 décembre 1853.

Nous, Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les dépêches ministérielles des 22 avril et 9 décembre 1852, sous les n^os^ 210 et 647;

Vu l'arrêté local du 15 décembre 1852;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article premier.

Il est institué une caisse dite *caisse des transportés*, pour recevoir les fonds de toute provenance, appartenant aux transportés de toutes les catégories.

Art. 2. Cette caisse sera gérée par un agent comptable nommé par nous, sous la surveillance du directeur des établissements pénitentiaires.

Art. 3. La caisse des transportés est divisée en deux sections subdivisées de la manière suivante :

1re section...	1re subdivision : pécule disponible;
	2e subdivision : pécule réservé.
2e section...	1re subdivision : trésor public;
	2e subdivision : caisse des dépôts et consignations.

Art. 4. Les fonds de la 1re section se composent : 1° de valeurs déposées par les transportés ou par des tiers pour leur compte;

2° De fonds provenant de salaires ou gratifications, dont partie est portée au pécule disponible et partie au pécule réservé.

Art. 5. Les fonds de la 2e section se composent :

1re subdivision...	1° De la part réservée au trésor dans le produit du travail des transportés;
	2° Des pécules des évadés de toutes les catégories et des condamnés à perpétuité décédés.
2e subdivision...	Du pécule disponible des condamnés à terme décédés.

Art. 6. Le directeur des établissements pénitentiaires est ordonnateur des recettes et dépenses de la caisse des transportés.

Toutes les recettes sont opérées par l'agent comptable, qui délivre quittance, détachée d'un livre à souche, de toutes les sommes qui lui sont versées. (Modèle n° 1.)

Les dépenses sont faites en vertu de mandats du directeur, acquittés par les parties prenantes. (Modèle n° 2.)

Cependant le directeur ne pourra autoriser un prélèvement sur le pécule réservé d'un transporté, pendant la durée de sa peine, qu'en vertu d'une décision du gouverneur.

Art. 7. L'agent comptable tiendra un livre-journal sur lequel seront inscrites, jour par jour, les recettes et les dépenses de toute nature. (Modèle n° 3.)

Art. 8. Chaque section aura un compte ouvert, sur lequel seront mentionnées séparément les recettes et dépenses de chacune d'elles. (Modèle n° 4.)

Les fonds de la 2e subdivision de la 2e section seront versés annuellement à la caisse des dépôts et consignations.

Art. 9. Chaque transporté aura un livret et un compte courant, sur lequel seront inscrites les sommes reçues et payées en son nom. (Modèle n° 5.)

Art. 10. Il sera établi deux registres auxiliaires d'ordre : le premier, pour l'inscription nominative des transportés libérés, avec indication des sommes qui leur auront été payées (Modèle n° 6); le second, pour l'inscription nominative des transportés décédés ou évadés, avec indication des sommes leur appartenant au moment de leur décès ou de leur évasion. (Modèle n° 7.)

Art. 11. Le maximum de l'encaisse à laisser à la disposition de l'agent comptable est fixé à *deux mille francs*.

Les sommes en excédant seront versées dans la caisse du trésorier de la colonie.

Néanmoins, il ne sera fait de versement que lorsque l'excédant s'élèvera au chiffre de *cinq cents francs*.

Art. 12. Dans le cas où l'encaisse et les recettes courantes ne suffiraient pas pour assurer le service, il y sera pourvu au moyen de demandes adressées à l'ordonnateur de la colonie.

Le chiffre de ces demandes sera fixé par le directeur des établissements pénitentiaires, sous le visa du gouverneur.

Il ne pourra être moindre de cinq cents francs.

Si les besoins de la caisse sont plus considérables, le chiffre de la demande se composera de multiple de cette somme.

Art. 13. L'agent comptable établira un bulletin mensuel des opérations de la caisse des transportés. (Modèle n° 8.)

Ce bulletin, visé par le directeur, sera transmis périodiquement au département de la marine et des colonies.

Art. 14. Les écritures et la caisse de l'agent comptable seront arrêtées à la fin de chaque mois par le directeur des établissements pénitentiaires et le contrôleur de la colonie, qui auront le droit de faire des vérifications inopinées.

A la fin de chaque année, l'agent comptable présente un compte général des recettes et des dépenses de la caisse. Il produit, à l'appui, les pièces justificatives, accompagnées de bordereaux récapitulatifs. Ce compte est soumis à l'examen d'une commission, dont feront partie l'ordonnateur, le contrôleur, le trésorier et deux membres du conseil privé, désignés par le gouverneur.

Art. 15. Le chef du service administratif, dans chaque établissement pénitentiaire, sera chargé de recevoir, pour en tenir compte avec l'agent comptable, les sommes provenant de versements volontaires de la part des transportés ou de tiers pour leur compte.

Art. 16. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré au contrôle, publié dans la Feuille et inséré au Bulletin officiel de la Guyane. Il recevra son effet à partir du 1er janvier 1854.

Cayenne, le 15 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 78.

N° 758. — *DÉCISION portant qu'à compter du 1er janvier 1854, le séjour dans les hôpitaux des établissements pénitentiaires de la colonie donnera lieu à des retenues sur la solde et les vivres.*

Cayenne, le 17 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que les établissements pénitentiaires possèdent aujourd'hui des hôpitaux dans lesquels sont traités les militaires et les divers agents employés dans ces localités ;

Que ces établissements sont l'objet de dépenses considérables en personnel et en matériel, dont il convient de couvrir le trésor par les prélèvements que prescrivent les ordonnances et règlements sur la solde et les vivres;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

A DÉCIDÉ et DÉCIDE ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A compter du 1er janvier 1854, les dispositions réglementaires touchant les retenues et prélèvements à exercer sur la solde et les vivres, à raison du séjour dans les hôpitaux des officiers, employés, militaires et agents de tous grades, recevront leur plein et entier effet dans les établissements pénitentiaires de la Guyane.

ART. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 17 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
L'Ordonnateur,
DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 74.

N° 759. — *ORDRE qui règle, à partir du 1er janvier 1854, le service de la location des maisons affectées aux divers services à la Guyane française.*

Cayenne, le 21 décembre 1853.

L'ORDONNATEUR

RÈGLE ainsi qu'il suit, à partir du 1er janvier 1854, le service de la location des maisons affectées aux divers services à la Guyane française :

Ledit service est placé dans les attributions du directeur du génie et des ponts et chaussées et du commissaire des travaux, en tout ce qui concerne le choix des locaux, les états des lieux, l'entretien et les réparations, les congés et la constata-

tion du service fait dans les conditions réglées par les baux et conventions.

Les baux seront passés par le commissaire des travaux avec le concours du directeur du génie et des ponts et chaussées.

Le payement des loyers sera justifié par les certificats comptables du directeur du génie et des ponts et chaussées, visés par le commissaire des travaux.

Les commissaires des approvisionnements et des travaux, chacun en ce qui le concerne, remettront au directeur du génie et des ponts et chaussées, un état des locations au compte des divers services, en cours au 1er janvier 1854, appuyé de copies certifiées des baux ou conventions.

Les expéditions originales ou des copies certifiées des baux passés jusqu'au 31 décembre 1853, par le commissaire aux approvisionnements, seront remises au détail des travaux.

Le présent ordre de service sera communiqué à M. le contrôleur colonial.

Cayenne, le 21 décembre 1853.

DESMAZES.

Vu et approuvé :

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 84.

N° 760. — *ORDRE qui règle, à dater du 1er janvier 1854, la liquidation et le mandatement des dépenses publiques à la Guyane.*

Cayenne, le 21 décembre 1853.

L'ORDONNATEUR

RÈGLE ainsi qu'il suit, à dater du 1er janvier 1854, la liquidation et le mandatement des dépenses publiques à la Guyane :

§ 1er. Le mandatement de toutes les dépenses publiques à la Guyane, autres que celles qui se rattachent à la solde et aux accessoires de la solde du personnel, dont reste chargé le bureau des revues et armements, est placé dans les attributions du bureau de la comptabilité centrale des fonds.

§ 2. Les bureaux des approvisionnements et subsistances, des hôpitaux et des travaux conserveront la liquidation, par certificats comptables, états de décompte de salaires ou d'ouvrages à l'entreprise et autres pièces, des dépenses aujourd'hui du ressort de chacun de ces détails.

Le bureau de la comptabilité centrale des fonds restera chargé de la liquidation des dépenses des services spéciaux du trésor et de celles dites *dépenses diverses* des différents chapitres du budget.

§ 3. Les détails des approvisionnements et subsistances, des hôpitaux et des travaux compteront des dépenses dont ils ont la liquidation, par chapitre, section, article ou portion d'article du budget, au moyen d'enregistrements semblables à ceux qu'ils tiennent aujourd'hui des mandats, et portant une série de numéros d'ordre par chapitre et exercice.

Le noméro d'ordre sera reproduit sur la pièce principale de liquidation, soit en tête, si cette pièce émane du bureau liquidateur, soit au visa, si elle consiste dans un certificat ou état de direction, etc.

§ 4. Les certificats comptables, états de décompte et autres pièces portant liquidation, accompagnés des justifications voulues et du bordereau prescrit dans le cas prévu à l'art. 63 du règlement du 31 octobre 1840, seront transmis, au fur et à mesure de leur complète régularisation, au commissaire des fonds, pour le mandatement et l'ordonnancement.

Après l'accomplissement de ces formalités, celui-ci renverra les mandats aux détails liquidateurs, qui en feront la remise aux ayants droit dans les conditions de l'art. 78 du règlement précité.

§ 5. Les détails liquidateurs pourvoiront, chaque mois, à une collation de l'enregistrement des pièces par eux émises avec les enregistrements tenus au bureau des fonds, afin de s'assurer du mandatement de toutes les dépenses liquidées pendant le mois écoulé.

§ 6. Comme conséquence des dispositions qui précèdent, les détails des approvisionnements et subsistances, des hôpitaux et des travaux auront à remettre au bureau des fonds, le 1er janvier 1854, tous les imprimés à l'usage du mandatement, qu'ils auraient à leur disposition, ainsi que les registres

de référence des justifications déjà produites à l'appui des mandats émis.

§ 7. Le présent ordre sera enregistré partout où besoin sera, et communiqué à M. le contrôleur colonial.

Cayenne, le 21 décembre 1853.

DESMAZES.

Vu et approuvé :

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 84.

N° 761. — *ARRÊTÉ portant règlement, par abonnement, des fournitures diverses nécessaires au service du culte, dans les établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 22 décembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Attendu qu'il a été pourvu jusqu'à présent par le magasin général à la fourniture du vin d'autel, de la bougie et de l'huile à brûler nécessaires à l'exercice du culte dans les établissements pénitentiaires; que cette manière d'opérer laisse à désirer, et que de hautes convenances exigent que le soin de ces fournitures, toutes exceptionnelles, soit laissé aux membres du clergé, en tenant compte de leurs débours au moyen d'un abonnement fixe;

Vu les propositions formulées à cet égard par M. le supérieur de la mission religieuse des pénitenciers;

Vu consultativement ce qui a lieu, à l'égard des fournitures de pain et de vin pour le service du culte, à bord des bâtiments de la marine impériale;

Sur le rapport de l'ordonnateur;

De l'avis du conseil privé;

A ARRÊTÉ et ARRÊTE ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A compter du 1er janvier 1854, les divers objets nécessaires à l'exercice du culte, dans les établissements pénitentiaires,

seront fournis par abonnement avec le supérieur de la mission religieuse de la transportation.

Art. 2. Cet abonnement est fixé à la somme de *cinq cents francs* par an et pour chacune des chapelles existantes ou à établir dans les établissements pénitentiaires et à Cayenne.

Il comprend les fournitures ci-après :

Pain et vin d'autel ;

Bougie de cire et stéarique pour le luminaire aux offices, à l'extrême-onction et aux inhumations ;

Huile pour la lampe à entretenir allumée devant le saint sacrement ;

Blanchissage des nappes d'autel, aubes, amicts, rochets, corporaux, purificatoires, lavabos, serviettes de sacristie.

Art. 3. Ladite allocation, passible de la retenue des 3 p. o/o pour la caisse des invalides de la marine, sera payée par mois ou par trimestre, suivant les besoins et à terme échu, au supérieur de la mission religieuse de la colonie pénitentiaire, sur des etats certifiés par lui et arrêtés par l'administration.

Art. 4. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 22 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,
DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 88.

N° 762. — *ARRÊTÉ qui ouvre à l'ordonnateur un crédit provisoire de* 20,000 *fr., au compte du* chap. II : Services militaires (matériel), exercice 1853.

Cayenne, le 22 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu les ordonnances ministérielles de délégation ouvertes sur l'exercice 1853, pour l'acquittement, à la Guyane française, des dépenses du *chap. II du budget du service colonial : Ser-*

vices militaires (matériel), lesdites ordonnances s'élevant à 97,000 francs ;

Considérant que ces crédits ont été absordés par les dépenses ordonnancées jusqu'à ce jour, et que l'administration se trouve en présence de dépenses reconnues, pour le payement desquelles un crédit de 20,000 francs est indispensable ;

Considérant qu'on ne saurait, sans porter un préjudice notable aux fournisseurs et entrepreneurs, retarder le payement des sommes qui leur sont dues ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

De l'avis du conseil privé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Un crédit provisoire de vingt mille francs est ouvert à l'ordonnateur au compte du *chap. II : Services militaires (matériel)*, *exercice* 1853.

Ce crédit, dont la régularisation sera demandée au ministre de la marine et des colonies, se cumulera avec ceux précédemment mis à la disposition de l'administration.

ART. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 22 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

L'Ordonnateur,

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 87.

N° 763. — *DÉCISION qui règle, en exécution de l'arrêté du 7 décembre* 1853, *les modifications à apporter dans la composition et la rétribution du personnel enseignant du collége de Cayenne.*

Cayenne, le 22 décembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 7 de ce mois, concernant la nouvelle répartition des fonds destinés au collége de Cayenne ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Décide :

Les modifications à apporter dans la composition et la rétribution du personnel enseignant du collége de Cayenne, d'après l'arrêté du 7 de ce mois sus-visé, sont réglées ainsi qu'il suit :

Sur le chap. IV : Service local.

MM. Gravier (Joseph-Magloire), instituteur primaire.....		2,000f 00c
Ménard (Gabriel), 2e instituteur primaire.....		2,000 00
L'abbé Collière (Jean-Louis-Lucien), vicaire, chargé de la classe de français : supplément de solde.....		1,000 00
		5,000 00

Sur le chap. III : Service général.

MM. l'abbé Rouquié (Jean), directeur, chargé de la classe de latin.....	4,200 00	
Laugrand (Jean-François-Victor), maître d'étude : moitié de son traitement.....	800 00	
L'abbé Mignon (Eugène-Jules), 2e vicaire, chargé d'une 2e classe de français : supplément de solde.....	1,000 00	
		6,000 00

Sur les fonds provenant de la rétribution collégiale.

MM. Laugrand (Jean-François-Victor), maître d'étude : complément de son traitement.	800 00	
Magy (François), professeur de latin, en congé : solde.....	1,000 00	
....., élève, maître d'écriture.....	200 00	
....., élève, maître de dessin..	200 00	
Rademarche (Georges-Guillaume), chargé du service de la poste, commis aux écritures.....	300 00	
Concierge.....	300 00	
		2,800 00

Art. 2. Ces nominations compteront à dater du 1er de ce mois.

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 22 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
Le Directeur de l'Intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 91.

N° 764. — *DÉCISION qui nomme les membres de la commission chargée de procéder à la révision du tarif d'importation, pour le 1er semestre 1854.*

Cayenne, le 22 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'art. 1er de l'arrêté du 22 février 1838, relatif au mode d'évaluation des marchandises soumises aux droits d'entrée;

Ayant à pourvoir à la nomination des membres de la commission chargée de procéder à la révision du tarif d'importation d'après lequel ces droits seront perçus pendant le 1er semestre 1854;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Décide ce qui suit :

Article premier.

Sont nommés membres de la commission :

MM. Mango, sous-inspecteur, chef du service des douanes;
Bally (Jean-Marais), négociant;
Daubriac fils, courtier de commerce.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 22 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
Le Directeur de l'Intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 86.

N° 765. — *ARRÊTÉ portant tarif pour la perception des impôts directs et indirects à la Guyane française, pendant l'année* 1854.

Cayenne, le 22 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu la loi du 10 juin 1853, portant règlement du budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1854;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé;

Arrête :

Article premier.

Les impôts directs et indirects seront perçus à la Guyane française, pendant l'année 1854, conformément au tarif ci-après :

Section première.

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

Droit fixe de sortie sur les denrées coloniales, représentatif de la contribution foncière.

Sucre brut ou terré, pour 100 kilog....	par navires français, *soixante-dix centimes*, ci.....	0 f. 70 c.
	par navires étrangers, *un franc trente centimes*, ci.....	1 30
Café, pour 100 kil..	par navires français, *deux francs cinquante centimes*, ci.....	2 50
	par navires étrangers, *cinq francs cinquante centimes*, ci.....	5 50
Coton, p^r 100 kil..	par navires français, *deux francs*, ci.....	2 00
	par navires étrangers, *trois francs cinquante centimes*, ci.....	3 50
Roucou, p^r 100 kil..	par navires français, *trois francs*, ci.....	3 00
	par navires étrangers, *trois francs*, ci.....	3 00
Girofle, p^r 100 kil..	par navires français, *deux francs trente-cinq centimes*, ci.....	2 35
	par navires étrangers, *quatre francs quatre-vingt-dix centimes*, ci.....	4 90
Griffes de girofle, p^r 100 kil..	par navires français, *dix centimes*, ci.....	0 10
	par navires étrangers, *quarante centimes*, ci	0 40

Tafia, pour 1,000 lit.	par navires français, *cinquante centimes*, ci	0 f. 50 c.
	par navires étrangers, *cinquante centimes*, ci	0 50
Cacao, pour 100 kilog.	par navires français, *quarante-cinq centimes*, ci	0 45
	par navires étrangers, *un franc quatre-vingts centimes*, ci	1 80
Mélasse, p^r 1,000 lit.	par navires français, *cinquante centimes*, ci	0 50
	par navires étrangers, *cinquante centimes*, ci	0 50
Peaux de bœufs, p^r chaque...	par navires français, *cinq centimes*, ci.....	0 05
	par navires étrangers, *vingt centimes*, ci...	0 20

Impôt foncier sur les habitations vivrières.

Par hectare planté en vivres de toute espèce, *quinze francs*, ci..... 15 00

Par demi-hectare et au-dessous, *sept francs cinquante centimes* (sans que l'impôt puisse être autrement divisé), ci..... 7 50

En cas de difficulté pour l'appréciation exacte de l'étendue des cultures de vivres, l'impôt sera établi à raison d'un demi-hectare par travailleur employé auxdites cultures.

Cet impôt n'est pas applicable à toute habitation qui présentera au moins un hectare planté en produits d'exportation, convenablement entretenus et assurant toute garantie sous le rapport de la production, sans qu'un hectare puisse être compté pour plus de cinq travailleurs.

Si l'habitation réunit plus de cinq travailleurs, il devra être justifié de la culture de deux hectares; au-dessus du nombre de dix travailleurs, de trois hectares, et ainsi de suite proportionnellement. (Arrêté local du 28 décembre 1848.)

Droits sur les loyers des maisons des ville et bourgs, à raison de *trois pour cent* sur la valeur locative, ci..... 3 p. o/o

Contribution personnelle.

Sur chaque habitant français de tout sexe, jouissant de ses droits et qui ne serait pas réputé indi-

gent, et sur tout autre habitant non français, résidant depuis six mois dans la colonie, sur les fonctionnaires publics, les officiers sans troupes, les officiers de gendarmerie, les employés des diverses administrations, quel que soit leur âge.

Seront considérés comme jouissant de leurs droits les garçons et les filles âgés de 16 ans accomplis, les veuves et les femmes séparées de leurs maris; par an, *six francs* (arrêté local du 13 septembre 1848), ci..... 6f. 00 c.

Patentes.

1re classe, *quatre cents francs*, ci.....	400	00
2e classe, *cent cinquante francs*, ci.....	150	00
3e classe, *soixante francs*, ci.....	60	00
Les propriétaires des bâtiments faisant le cabotage dans la colonie, les propriétaires de grandes embarcations ou accons à loyer, exploitant dans le port pour le chargement ou le déchargement des navires (lorsque, d'ailleurs, ces propriétaires ne sont pas patentés de 1re classe), payeront, pour chacun des bâtiments ou accons, *quatre-vingts francs*, ci.....	80	00

Section deuxième.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Droits d'emmagasinage (tarif réglé par l'arrêté local du 3 mars 1841).....	»	»
Droits sur les alambics et sur la fabrication des spiritueux, par an, *quatre cents francs*, ci...	400	00
Taxes accessoires de navigation : Pilotage à l'entrée et à la sortie des navires (tarif réglé par l'arrêté local du 16 août 1830).....	»	»
Permis de colportage, par individu, *soixante francs*, ci.....	60	00
Licences de cabaret... à Cayenne, *huit cents francs*, ci.....	800	00
Licences de cabaret... dans les quartiers, *deux cents francs*, ci....	200	00

Droits d'abattoir.

Pour le gros bétail, *dix francs* par tête, ci...	10 f.	00 c.
Pour les veaux, *cinq francs* par tête, ci.....	5	00
Pour le menu bétail, *deux francs* par tête, ci.	2	00
Permis de port d'armes, dix francs chaque par an (arrêté local du 24 août 1826), ci.....	10	00
Passe-ports à l'extérieur, dix francs chaque (arrêté du 13 janvier 1829), ci.....	10	00
Passe-ports à l'intérieur, cinquante centimes par trimestre (arrêté local du 4 août 1848), ci..	0	50
Redevance mensuelle des canotiers, portefaix, commissionnaires, trois francs, ci.....	3	00
Redevance mensuelle de revendeurs et revendeuses, deux francs (arrêté local du 10 mars 1853), ci.....	2	00
Taxe sur les boulangeries, par an, *cinq cents francs*, ci.....	500	00
Droits sur les débits de poudre (arrêté local du 5 février 1833).....	»	»
Droits sur les ventes publiques, un pour cent (arrêté local du 2 février 1832), ci.....	1 p.	0/0
Taxe par roue de cabrouet à bête, par an, *dix francs*, ci.....	10 f.	00 c.
Taxe par roue de camion ou voiture à bras, cinq francs, ci.....	5	00
Taxe sur les chevaux de luxe, à l'exception de ceux appartenant aux propriétaires d'habitations situées au canal Torcy ou dans l'Ile-de-Cayenne, par chaque cheval et par an, *quinze francs*, ci.....	15	00
Produit de la poste aux lettres (arrêté local du 23 avril 1850).....	»	»

Section troisième.

produit des propriétés domaniales. — rentes foncières.

Taxes résultant d'adjudications pour dépôts de matériaux et autres objets encombrants sur les terrains du domaine situés à l'ouest de la ville de Cayenne, et sur les bermes intérieures du canal Laussat..... » »

Redevance annuelle sur les exploitations de bois, trois francs par hectare, ci..... 3f. 00c.

ART. 2. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles désignées au présent arrêté, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition contre les receveurs ou individus qui auraient fait la perception.

Ne sont pas, toutefois, comprises dans cette prohibition les taxes qu'il pourrait être utile d'imposer pour les dépenses des communes.

ART. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 22 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
Le Directeur de l'Intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 146.

N° 766. — *ARRÊTÉ qui transfère dans l'ancien atelier disciplinaire de Roura, la maison de correction établie sur l'habitation domaniale la Gabrielle, pour les individus âgés de moins de seize ans.*

Cayenne, le 22 décembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'art. 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifié par celle du 22 août 1833;

Vu l'arrêté du 7 de ce mois, qui transfère à la prison des femmes, à Cayenne, les personnes du sexe féminin détenues dans l'atelier disciplinaire de Roura;

Considérant que l'arrêté du 9 avril 1850, qui établit à la Gabrielle une maison de correction pour les individus âgés de

moins de seize ans, n'avait été pris que dans le but de séparer, autant que possible, les enfants des autres condamnés;

Que cette propriété domaniale étant aujourd'hui affermée, on ne saurait imposer au fermier l'obligation de conserver sur cet établissement la maison de correction qui y avait été établie, ni exiger de lui la surveillance qu'il convient d'exercer sur des condamnés et les obligations prescrites au titre VII du Code d'instruction criminelle;

Que le but moralisateur que l'on s'était proposé, en les séparant des autres condamnés, continuerait d'être atteint en destinant une partie de l'atelier disciplinaire de Roura, aujourd'hui évacué, à servir de maison de correction pour les individus des deux sexes âgés de moins de seize ans;

Que l'on pourrait, comme sur un établissement agricole, les y habituer au travail et corriger ainsi efficacement leurs mœurs;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La maison de correction établie pour les individus âgés de moins de seize ans, sur l'habitation domaniale la Gabrielle, sera transférée dans l'ancien atelier disciplinaire de Roura.

ART. 2. Seront applicables, dans leur forme et teneur, pour la maison de correction de Roura, les dispositions de l'arrêté du 15 mars 1852, portant règlement sur le régime et la tenue de la maison de correction pour les condamnés âgés de moins de seize ans, établie sur l'habitation domaniale la Gabrielle.

ART. 3. Le directeur de l'intérieur et le procureur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 22 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :

Le Directeur de l'Intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 87.

N° 767. — *ARRÊTÉ portant que les fonctions d'agent comptable de l'hôpital militaire de Cayenne, seront spécialement confiées à un officier du commissariat de la marine.*

Cayenne, le 27 décembre 1853.

Le Contre-Amiral Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'importance donnée à l'administration de l'hôpital militaire de Cayenne par la création des établissements pénitentiaires de la Guyane et la formation sur ces établissements d'hôpitaux dont il a à assurer les besoins et à régler les comptes;

Attendu que dans l'état actuel des choses, les fonctions essentielles d'agent comptable de l'hôpital de Cayenne n'existent que fictivement dans les mains du commis aux entrées, en exécution de l'arrêté du 29 novembre 1845, et sont souvent exercées, contrairement à tous les principes, par confusion avec celles de police et de surveillance attribuées au commissaire des hôpitaux; que, par suite de cette situation, un matériel d'une grande valeur n'est l'objet d'aucune comptabilité régulière, et n'est placé sous la garantie d'aucun agent légalement et sérieusement responsable;

Attendu qu'un pareil ordre de choses ne saurait subsister plus longtemps sans engager gravement la responsabilité de l'administration de la marine, et qu'il est convenable d'entrer dans une nouvelle voie au moment de l'ouverture d'un exercice;

Vu les dispositions de l'ordonnance réglementaire locale du 8 juillet 1823, de l'ordre de service du 24 décembre 1840 et de l'arrêté du 29 novembre 1845;

Vu les ordonnances, règlements et instructions qui régissent le service des hôpitaux de la marine en France;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

A arrêté et arrête ce qui suit :

Article premier.

Les fonctions d'agent comptable à l'hôpital militaire de Cayenne seront, à dater du 1er janvier 1854, exercées, sous l'autorité et la surveillance du commissaire des hôpitaux, par un officier du commissariat de la marine, désigné par l'ordonnateur.

Art. 2. Les attributions de l'agent comptable seront celles spécialement définies par l'ordonnance réglementaire locale du

8 juillet 1823, au titre : *Du commis de l'hôpital ;* par l'arrêté local du 29 novembre 1845, et généralement par les ordonnances, règlements et instructions ministérielles qui régissent la matière à l'égard des hôpitaux de la marine en France.

Art. 3. Transitoirement et jusqu'à ce que la situation du personnel administratif de la colonie permette de placer à ce service un officier du commissariat de la marine, il pourra y être pourvu par un commis de marine ou un écrivain auquel il sera alloué un supplément de 600 fr. par an, avec imputation au compte des établissements pénitentiaires, *chap.* I^er^, *art.* 3 du budget.

Art. 4. L'agent comptable prendra charge du matériel des hôpitaux sur inventaire à dresser, au 1^er^ janvier 1854, par la commission ordinaire des hôpitaux.

Art. 5. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 27 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Par le Contre-Amiral Gouverneur :
L'Ordonnateur,
DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 94.

N° 768. — *DÉCISION qui prescrit le récolement, à la date du 1^er^ janvier 1854, de l'inventaire général des objets existants dans chacun des hôpitaux des divers établissements pénitentiaires de la colonie.*

Cayenne, le 27 décembre 1853.

L'Ordonnateur,

Vu la nécessité d'avoir un inventaire général du mobilier des hôpitaux des établissements pénitentiaires, à la date du 1^er^ janvier 1854,

Décide :

Article premier.

Sur chacun des établissements pénitentiaires des îles du

Salut, de l'îlet la Mère, de la Montagne-d'Argent et de S^t^-Georges, une commission, composée

Du chef du service administratif

et d'un chirurgien de la marine, désigné par M. le commandant particulier,

sera chargée de procéder, en présence d'un délégué du contrôleur colonial, à un récolement d'inventaire, à la date du 1^er^ janvier 1854, du mobilier, du linge et de tous les objets de l'hôpital de chaque dépôt, ainsi que des médicaments, instruments de chirurgie et ustensiles de pharmacie.

ART. 2. La commission devra mentionner, dans une colonne d'observations, les articles usés ou hors de service par leur état de dégradation.

ART. 3. Les inventaires, faits en double expédition, seront envoyés à l'ordonnateur par les chefs du service administratif. Ils serviront de base à l'inventaire général du mobilier des hôpitaux de la transportation, qui doit être dressé par les soins du commissaire de l'hôpital de Cayenne, chargé de la centralisation de la comptabilité du matériel des hôpitaux de la colonie.

ART. 4. La présente décision sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 27 décembre 1853.

DESMAZES.

Vu et approuvé :
Le Contre-Amiral Gouverneur,
L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 93.

N° 769. — *DÉCISION qui charge une commission de statuer sur deux projets d'arrêtés, concernant, l'un, les marins au cabotage ; l'autre, les pêcheurs de la ville de Cayenne.*

Cayenne, le 27 décembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française
DÉCIDE :
Une commission, composée de
MM. le directeur de l'intérieur, *président ;*
le maire, }
le contrôleur colonial, } *membres ;*

MM. le commissaire aux revues, armements et classes, chargé de l'inscription maritime,
le capitaine de port,
le chef du 1er bureau de l'intérieur,
membres ;

se réunira à la direction de l'intérieur pour statuer sur deux projets d'arrêtés, concernant, l'un, les marins au cabotage ; l'autre, les pêcheurs de la ville de Cayenne.

Cayenne, le 27 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 94.

N° 770. — *ORDRE portant modifications dans les formes de la comptabilité du service des approvisionnements et subsistances et de celui des hôpitaux, à Cayenne.*

Cayenne, le 27 décembre 1853.

L'Ordonnateur

Règle ainsi qu'il suit, à dater du 1er janvier 1854, les modifications que les formes de la comptabilité du service des approvisionnements et subsistances et de celui des hôpitaux, à Cayenne, lui ont paru exiger, pour être rapprochées, autant que possible, des règles et des principes de la comptabilité du matériel de la marine en France :

Article premier.

L'émission des certificats comptables de fournitures est placée dans les attributions du commissaire des approvisionnements et subsistances et du commissaire des hôpitaux, chacun en ce qui le concerne.

Ces certificats, arrêtés par lesdits chefs de détail, visés par l'ordonnateur et par le contrôleur colonial, seront revêtus de la déclaration de prise en charge du garde-magasin ou de l'agent comptable des hôpitaux, suivant le cas. (Modèles nos 1 et 2 ci-annexés.)

Les certificats comptables relatifs à des fournitures faites aux directeurs de travaux cesseront d'avoir l'attache des chefs de ces directions et du commissaire des travaux. Il sera pourvu à l'objet de cette formalité par des états appréciés des matières et objets délivrés, à dresser et à transmettre mensuellement par le garde-magasin à chaque direction de travaux. (Modèle n° 3.)

Art. 2. Les commandes des fournitures à effectuer, en vertu d'adjudications, de marchés ou par suite de conventions, seront exclusivement tirées par le commissaire des approvisionnements et subsistances ou par celui des hôpitaux, suivant la destination des objets. (Modèle n° 4.)

Après constatation régulière et décompte des livraisons, les commandes seront transmises au garde-magasin ou à l'agent comptable des hôpitaux, pour leur tenir lieu de pièce de recette lorsque les livraisons n'auront pas été constatées par des procès-verbaux des commissions de recette.

Les commandes seront enregistrées par le commissaire des approvisionnements et subsistances ou celui des hôpitaux.

Il est formellement interdit de remettre les commandes aux parties prenantes ou aux porteurs des demandes. Elles doivent être adressées aux fournisseurs, et les objets livrés au magasin général ou à l'hôpital, pour être examinés et admis, soit par le commissaire des approvisionnements et subsistances ou celui des hôpitaux, avec le concours du service demandeur et du contrôle, pour les menus objets d'un usage courant, soit par la commission ordinaire des recettes pour les objets d'une valeur exigeant cette formalité.

Les commandes dont l'exécution ne serait pas constatée dans la forme ci-dessus réglée, ne seront admises ni en liquidation, ni comme pièces régulières dans les écritures du comptable.

Art. 3. Les demandes et les remises au magasin général seront, comme par le passé, dressées par *primata* et *duplicata*.

Le *primata* seul portera les visas des fonctionnaires appelés à autoriser l'exécution. Le *duplicata* sera signé par les parties qui auront fait la demande ou la remise.

En ce qui concerne les effets mobiliers destinés aux hôtels des principaux fonctionnaires, les demandes auront un *tripli-*

cata, devant servir de justification à l'appui de la liquidation de la dépense, conformément au § 14 de l'instruction ministérielle du 16 août 1847. Ce *triplicata* sera absolument conforme au *primata*, pour les diverses indications comme pour les signatures et visas.

Art. 4. L'enregistrement des remises faites par les bâtiments de la flotte ou du service local et par les différents services publics à terre, sera tenu conformément au modèle n° 5 ci-annexé.

Les entrées y seront inscrites, sous la surveillance du commissaire des approvisionnements et subsistances, par ordre de date et de numéro, au fur et à mesure de la régularisation des remises.

A la fin de chaque trimestre et plus souvent si besoin est, la commission ordinaire des recettes examinera les effets remis pendant la période écoulée et en prononcera le classement par

Objets à porter en recette..... { en bon état, à réparer;

Objets hors de service..... { à utiliser dans les magasins, à vendre ou à détruire.

Cette opération sera constatée par un procès-verbal, et le résultat transcrit sur l'enregistrement des remises après l'approbation de l'ordonnateur et du chef de la colonie.

Les objets à vendre seront reproduits dans un état à soumettre en outre à l'approbation de M. le gouverneur, en conseil privé, en exécution de l'art. 164, § 2, de l'ordonnance organique du 27 août 1828.

Les dispositions des trois paragraphes précédents seront observées en ce qui concerne les effets impropres au service dans les directions et dans les hôpitaux.

Art. 5. Le garde-magasin de la marine, l'agent comptable des hôpitaux et tous les agents régulièrement constitués comptables dans les directions auront à rendre compte de leur gestion, par période annale, devant le conseil privé, par application du principe posé dans l'art. 62 du règlement du 13 décembre 1845 et de l'art. 163 de l'ordonnance organique du 27 août 1828.

Art. 6. Les cessions d'un service à l'autre seront réglées par trimestre, suivant ce qui est prescrit par la circulaire ministérielle du 22 juillet 1847. Il sera toujours pourvu, autant que possible, au remboursement en nature des cessions d'un chapitre à l'autre, au moyen d'achats spéciaux pour le compte des chapitres débiteurs.

Art. 7. Le présent ordre de service sera exécutoire après approbation de M. le gouverneur et communication à M. le contrôleur colonial.

Cayenne, le 27 décembre 1853.

DESMAZES.

Vu et approuvé :

Le Contre-Amiral Gouverneur,

FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 101.

Suivent les modèles.

[*Modèle n° 1.*]

GUYANE FRANÇAISE.

CAYENNE.

CERTIFICAT COMPTABLE
de fr. c.

MARINE ET COLONIES.

SERVICE(1)

CHAPITRE

SECTION

ARTICLE

EXERCICE 185 .

DU 185 .

N° F°
DE L'ENREGISTREMENT.

N° du registre des comptes courants.

(1) *Marine* ou *Colonial*.

(2) *Marché* ou *Adjudication* du... ou Convention verbale, suivant le cas.

(3) Indiquer la destination particulière des objets.

ÉTAT des Livraisons opérées à par M.
pendant l en vertu d(2) *et des sommes*
qui lui sont dues à raison desdites livraisons.

DÉSIGNATION DES MATIÈRES et des objets.	ESPÈCE des UNITÉS.	QUANTITÉS LIVRÉES.	PRIX d'après LES MARCHÉS ou conventions	PRIX réduits d'après	VALEURS.	OBSERVATIONS. (3)
				TOTAL.....		

Le Commissaire(1) certifie véritable le décompte ci-dessus, à raison duquel il est dû à M la somme de

A Cayenne, le 185 .

(1) Des *approvisionnements* ou des *subsistances* ou des *hôpitaux*, suivant le cas.

(2) *Garde-magasin* ou *agent comptable des hôpitaux*.

Je soussigné (2) certifie que les quantités et les espèces de matières et d'objets portées au présent certificat comptable sont conformes à celles qui ont été admises en recette, et dont j'ai pris charge.

A Cayenne, le 185 .

VU : *L'Ordonnateur*,

VU et VÉRIFIÉ :
Le Contrôleur colonial,

[*Modèle n° 2.*]

COLONIE
de la
GUYANE FRANÇAISE.

CAYENNE.

SERVICE DE TRÉSORERIE.

EXERCICE 185 .

GESTION 185 .

Du 185 .

DÉPENSES.

N° F°
DE L'ENREGISTREMENT
du
BUREAU EXPÉDITEUR.

N° DU REGISTRE
des
COMPTES-COURANTS
DES FOURNISSEURS.

Enregistré au bureau des Fonds, n° f°

AVANCES AU SERVICE *MARINE.*

CHAPITRE :

SECTION :

ARTICLE :

DÉTAIL DES PIÈCES
JOINTES AU PRÉSENT.

COMPTABLE
fr. c.

De la livraison faite par M..
Des objets cédés des magasins de la colonie, etc.
Des travaux exécutés par...
Des frais divers dus à.....
Du des loyers de bateaux dus à..., etc., etc.

NOTA. Dresser un état séparé pour chaque partie intéressée, soit fournisseur, entrepreneur, agrégation d'ouvriers, etc., et n'y comprendre que les dépenses d'un même genre et ressortissant à un même article.

(1) Les objets non dénommés seront présentés *par analogie* (poulierie, tonnellerie, etc.), *et détaillés dans l'ordre alphabétique;* toutefois, les *travaux à l'entreprise, comprenant matières et main-d'œuvre*, devront être groupés de manière à présenter distinctement:

Pour les *bâtiments armés,*
Les travaux relatifs
à la *coque,*
à la *mâture,*
à la *voilure, etc.;*
Et pour les *bâtiments civils, etc.,*
Ceux relatifs à une même *construction civile, hydraulique, etc.*

Les états de *travaux de main-d'œuvre à l'entreprise,* sauf ceux de façons d'ouvrages hors des ports, devront toujours être *accompagnés d'un état nominatif des ouvriers,* indiquant *le nombre des journées et les sommes affé-rentes.*

L de l'État *l*
commandé par M. et qui
compte au port d

ÉTAT d (1)

l 18 , *suivant;*

SAVOIR :

DÉTAIL DES OBJETS. (Suivant la nomenclature de l'état de développement.) (2)	UNITÉS (d'après le même état.)	QUANTITÉS	PRIX.	MONTANT BRUT de la dépense.	

Je soussigné, Commissaire aux approvisionnements (1) certifie que le Sr

détaillés au présent et montant à la somme brute de

sur laquelle n' reçu aucun à-compte ni en argent, ni en matières.

(1) Ou des subsistances ou des hôpitaux.

A Cayenne, le 18

Le Garde-Magasin de la marine (2) déclare avoir pris charge des objets indiqués au présent certificat.

L

Vu et vérifié:

(2) Ou *l'Agent comptable des hôpitaux.*

Vu par

Reçu les objets mentionnés au présent état, formant articles.

Le (3)

Le (3)

L'Officier d'administration certifie que la dépense ci-dessus, montant, brut, à a été faite pour le service d de l'État

l

A le 18

Vu par le Commandant,

L'Officier chargé du détail,

(3) Le magasinier, le maître d'équipage ou tout autre maître chargé.

[*Modèle n° 3.*]

GUYANE FRANÇAISE.

CAYENNE.

(1) D'après la nomenclature du budget.

(2) Indiquer l'origine des objets : *achat spécial, approvisionnement antérieur, etc.*

MARINE ET COLONIES.

EXERCICE 185 .

MOIS

d 185 .

SERVICE (1)

Direction d

ÉTAT général des délivrés du Magasin général à la direction d suivant ses demandes pendant le mois d 185 .

DÉSIGNATION DES OBJETS.	UNITÉS.	QUANTITÉS	PRIX.	MONTANT.	OBSERVATIONS. (2)
		A Reporter........			

DÉSIGNATION DES OBJETS.	UNITÉS.	QUANTITÉS	PRIX.	MONTANT	OBSERVATIONS.
		Report...	.....		
		Total.....			

CERTIFIÉ véritable le présent état, montant à la somme de

Cayenne, le 185 .

Le Garde-Magasin de la marine,

VU: *L Commis de la marine, chargé des Approvisionnements,*

VU et VÉRIFIÉ: *Le Contrôleur colonial,*

Vu par le Commissaire de marine Ordonnateur,

VU et ENREGISTRÉ au bureau des Travaux.
Le 185 .

L

[*Modèle n° 4.*]

COMMANDE.

SERVICE (2)

(1) *Approvisionnements, subsistances* ou *hôpitaux*.
(2) D'après la nomenclature du budget.
(3) Marché, adjudication ou convention verbale, ou l'un et l'autre.
(4) Indiquer, quand il y a lieu, le numéro de la demande au magasin général ou l'extrait de demande.
(5) Les délais ainsi fixés vaudront « mise en demeure par la seule échéance du terme, et sans qu'il soit besoin de nouvel acte contre le soumissionnaire et sa caution. » (Art. 14 des conditions générales des marchés.)

Le payement n'aura lieu que sur le vu de la présente, portant constatation de l'exécution. (Voir art. 40 des conditions générales des marchés.)

ARTICLE

SERVICE DES[1]

N°

A fournir et livrer par
pour le service d
suivant (3)
et (4)
dans le délai de (5)

Cayenne, le

Le Commissaire des

EXERCICE 185 .

ANNÉE 185 .

MOIS
d

ESPÈCE des UNITÉS.	QUANTITÉS.	DÉCOMPTE DES LIVRAISONS.		
		QUANTITÉS.	PRIX.	MONTANT.
			TOTAL......	

CONSTATATION DE L'EXÉCUTION.

NOTA. Cette constatation a lieu par une simple référence au procès-verbal lorsque la recette a été constatée dans cette forme.

Transmission à M. le (*)
pour la prise en charge des matières et objets livrés suivant le décompte établi d'autre part.

Cayenne, le 185 .

Le Commissaire des

(*) Garde-magasin ou agent comptable des hôpitaux.

Cette transmission n'a pas lieu lorsque la prise en charge est constatée par un procès-verbal de recette.

[*Modèle n° 5.*]

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des REMISES.	DÉSIGNATION DES BATIMENTS ou des services qui ont fait les remises.	INDICATION DES OBJETS remis.	ESPÈCE DES UNITÉS.	QUANTITÉS.	CLASSEMENT DES OBJETS par la commission de visite.				OBSERVATIONS. (Dates des recettes, ventes, etc.)
						A PORTER EN RECETTE.		HORS DE SERVICE.		
						En bon état.	A réparer.	A utiliser dans les magasins.	A vendre ou à détruire.	

N° 771. — *DÉCISION qui suspend l'effet de la dépêche du 8 novembre 1853, relative à la non-confirmation, dans l'emploi de gendarme à la Guyane, du Sr* SUDER.

Cayenne, le 28 décembre 1853.

LE CONTRE-AMIRAL GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 8 novembre 1853, n° 582, relative à la non-confirmation, dans l'emploi de gendarme à la Guyane, du Sr SUDER, ex-caporal d'infanterie de marine;

Vu la décision du 1er décembre 1852, qui abaisse le minimum de taille fixé pour le recrutement de la gendarmerie;

Vu le certificat constatant que le Sr SUDER a la taille voulue pour être admis comme gendarme à pied;

DÉCIDE :

Il y a lieu de suspendre l'effet de la dépêche du 8 novembre 1853, jusqu'à ce que M. le maréchal ministre de la guerre ait pris, à l'égard du gendarme SUDER, une nouvelle décision.

Cayenne, le 28 décembre 1853.

L. FOURICHON.

Enregistré au Contrôle, registre n° 26 des ordres et décisions, f° 93.

N° 772. — *ORDRE qui nomme provisoirement agent comptable de l'hôpital militaire de Cayenne M.* DOUILLARD *(Edmond), écrivain de la marine.*

Cayenne, le 30 décembre 1853.

L'ORDONNATEUR,

Vu l'arrêté du 27 décembre 1853, portant que les fonctions d'agent comptable de l'hôpital militaire de Cayenne seront remplies par un commis de la marine ou un écrivain, jusqu'à ce que le personnel administratif de la colonie puisse permettre d'attacher à ce service un officier du commissariat;

Vu l'art. 95 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

ORDONNE :

M. DOUILLARD (Edmond), écrivain de la marine, est nommé agent comptable de l'hôpital militaire de Cayenne.

Le présent ordre, qui aura son effet à compter du 1er janvier 1854, sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 30 décembre 1853.

DESMAZES.

Enregistré au Contrôle, registre nº 26 des ordres et décisions, fº 98.

Nº 773. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie, au 31 décembre 1853.*

INDICATION DES DENRÉES.	PRIX.	COURS DU FRET.	OBSERVATIONS.
Sucre terré	» » le kil.		
Sucre brut	0 42 id.		
Café... marchand...	1 80 id.		
Café... en parchemin	1 20 id.		
Coton	1 50 id.		
Cacao	0 50 id.		
Roucou	1 90 à 2 10 id.		
Girofle noir (clous).	1 30 id.		
Girofle blanc	0 65 id.		
Girofle griffes	0 35 id.		
Tafia	110 les 100 lit.		
Mélasse	» » id.		
Couac	0 40 le kil.		
Peaux de bœufs	10 00 la peau.		

Cayenne, le 31 décembre 1853.

Les Membres de la commission,
E. BESSE, C. LALANNE, DAUBRIAC FILS.

Le Sous-Inspecteur,
Chef du service des Douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'Intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au Contrôle, registre nº 26 des ordres et décisions, fº 119.

ORDRES, NOMINATIONS, etc.

N° 774. — Par décret du 8 octobre 1853, notifié dans la colonie par dépêche ministérielle du 22 dudit mois, n° 549 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), le Sr Hautreux (Théodore), maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de la Guyane, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur, et la médaille militaire a été conférée au Sr Monnier (Nicolas), gendarme à la même compagnie.

N° 775. — Par décision du ministre de la guerre, du 22 octobre 1853, notifiée dans la colonie par dépêche ministérielle du 27 du même mois, n° 557 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), la démission du gendarme à pied Reytet, de la compagnie de la Guyane, a été acceptée.

N° 776. — Par décision de M. le ministre de la guerre, en date du 28 octobre 1853, notifiée dans la colonie par dépêche ministérielle du 3 novembre suivant, n° 576 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), le passage du Sr Ambroise (François-Augustin), gendarme au 1er bataillon mobile, a été autorisé comme gendarme à pied dans la compagnie de la Guyane française.

N° 777. — Par décret du 29 octobre 1853, notifié dans la colonie par dépêche ministérielle du 31 du même mois, n° 574 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), M. Maurel, conseiller à la cour impériale de la Guyane, a été appelé à occuper le même siége à la cour impériale de la Martinique, et M. Jouannet, ancien magistrat du service colonial, a été nommé en son remplacement à Cayenne.

N° 778. — Par décision du 30 octobre 1853, notifiée dans la colonie par dépêche ministérielle du 11 novembre suivant, n° 590 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des*

services militaires), le ministre de la guerre a autorisé le passage dans la compagnie de gendarmerie de Seine-et-Oise, du Sr Simonpiéri, gendarme à cheval de la compagnie de la Guyane, actuellement en France.

N° 779. — Par dépêche ministérielle du 31 octobre 1853, n° 563 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné que la nomination, en date du 3 septembre dernier, du Sr Coursin, à un emploi de gendarme à cheval à la Guyane, a été, par suite de sa renonciation à cet emploi, annulée par M. le ministre de la guerre.

N° 780. — Par dépêche ministérielle du 31 octobre 1853, n° 571 (*Direction des colonies : bureau de législation et d'administration*), il est donné avis que le jeune Noyer (Marie-Henry-Eudore-Alexandre) a été admis au lycée de Toulouse comme titulaire d'une des bourses réservées aux créoles de la Guyane française.

N° 781. — Par décision de M. le ministre de la guerre, en date du 5 novembre 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 14 du même mois, n° 595 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), les Srs Bérard (Jean-Nicolas) et Perrin (Claude-François-Auguste), sapeurs au 2e régiment du génie, ont été nommés gendarmes à pied à la compagnie de la Guyane.

N° 782. — Par dépêche ministérielle du 8 novembre 1853, n° 582 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), avis est donné de l'autorisation du passage de l'arme à pied dans l'arme à cheval du gendarme Marcoz (François), de la compagnie de la Guyane, à compter du 29 juillet 1853, date de sa nomination provisoire.

La même dépêche fait connaître que l'admission du gendarme Dulimon dans l'arme à cheval, ainsi que la nomination du caporal d'infanterie Suder, à l'emploi de gendarme à pied, n'ont pas été confirmées, par le motif que ces deux militaires ne justifient pas de la taille réglementaire.

N° 783. — Par décret du 9 novembre 1853, notifié dans la colonie par dépêche ministérielle du 14 du même mois, n° 593 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), M. Vidal de Lingendes, procureur général près la cour impériale de la Guyane, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

N° 784. — Par décision de M. le ministre de la guerre, du 14 novembre 1853, notifiée dans la colonie par dépêche ministérielle du 24 dudit mois, n° 609 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), le gendarme à pied Théas, de la compagnie de la Guyane, a été admis dans l'arme à cheval, pour continuer à servir dans ladite compagnie.

N° 785. — Par décision du ministre de la guerre, du 16 novembre 1853, notifiée dans la colonie par dépêche du 24 du même mois, n° 610 (*Direction des colonies : bureau du personnel et des services militaires*), le gendarme à pied Texier, de la compagnie de la Guyane, a été admis dans l'arme à cheval, pour continuer à servir dans ladite compagnie.

N° 786. — Par décision du 1^er^ décembre 1853, le S^r^ Roustan (Louis) a été nommé écrivain dessinateur à la direction des ponts et chaussées, aux appointements de 1,200 francs par an.

N° 787. — Par décision du même jour, le S^r^ Commerce (Charles-Nantes) a été nommé garçon de bureau au contrôle colonial, à la solde de 40 francs par mois, en remplacement du S^r^ Vertbois.

N° 788. — Par décision du 5 décembre 1853, la démission du S^r^ Lallemand (Joseph), de l'emploi de garde de police urbaine, a été acceptée, à compter du 1^er^ du courant.

N° 789. — Par ordre du 6 décembre 1853, il a été prescrit à M. Signoret (Charles-Eugène), aide-commissaire de la marine, chargé du détail des travaux, de remettre la direction de ce service à M. le sous-commissaire La Borde.

Le même ordre destine M. Signoret à continuer provisoirement ses services au détail des revues.

N° 790. — Par ordre du même jour, M. La Borde (Auguste), sous-commissaire de la marine, a été chargé de la direction du détail des travaux, en remplacement de M. Signoret, aide-commissaire.

N° 791. — Par décision du même jour, un congé de convalescence, pour France, a été accordé à M. Delzons, commis de marine, à Cayenne, et il a été pourvu à son passage sur le brick du commerce *l'Alcyon*.

N° 792. — Par décision du même jour, le S^r^ Romano (Jean-François), brigadier à pied dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane, a été nommé provisoirement maréchal des logis à pied à ladite compagnie, pour prendre rang à dater du 6 décembre 1853, sauf sa confirmation par M. le ministre de la guerre.

N° 793. — Par décision du même jour, le S^r^ Riamé (Simplisse), ouvrier de 1^re^ classe à la direction des constructions navales, a été nommé contre-maître ouvrier, et sa solde a été élevée de 3 fr. à 3 fr. 50 par jour.

N° 794. — Par décision du 10 décembre 1853, le S^r^ Bazard (Claude-François-Eugène), surveillant de 2^e^ classe attaché aux établissements pénitentiaires, a été chargé de remplir, provisoirement et jusqu'à nouvel ordre, les fonctions de garde de police urbaine.

Le traitement et les allocations de toute nature attribués à cet agent continueront d'être imputés sur les fonds du *chap. V : Établissements pénitentiaires à la Guyane.*

N° 795. — Par décision du 13 décembre 1853, la démission du Sr Gleise (Jean-Fortuné), de l'emploi de surveillant rural de 1re classe au quartier de Kaw, a été acceptée à compter du 12 du courant.

N° 796. — Par décision du 14 décembre 1853, le Sr Dalons (Joseph-Jules), 2e commis aux vivres de 1re classe, actuellement employé à l'île Royale, a été nommé 1er commis aux vivres de 2e classe.

Il jouira en ladite qualité, à dater du 15 du courant, des allocations de solde ci-après, par application du tarif du 2 septembre 1837 et de l'ordonnance royale du 22 septembre 1819, savoir :

Solde sur le pied d'Europe.....	90f 00c
Supplément colonial.....	90 00
Total par mois.....	180 00

N° 797. — Par décision du même jour, M. Chanlou (Pierre-Emmanuel), commis de marine, attaché au détail des revues, armements et classes, a été destiné à servir au détail des travaux.

N° 798. — Par décision du 17 décembre 1853, le Sr Lagrandeur (Joseph-Adolphe) a été provisoirement et jusqu'à nouvel ordre attaché comme écrivain aux 1er et 2e bureaux de l'enregistrement réunis, à la solde de 900 francs par an, à compter du 1er du courant.

N° 799. — Par décision rendue le 21 décembre 1853, sur le rapport de M. le directeur de l'intérieur, les jeunes Vendôme (Frédéric) et Dabren (Urbain), élèves du collége de Cayenne, ont été exonérés du montant de la rétribution collégiale pendant le 1er semestre de l'année scolaire 1853-1854, comme s'étant rendus dignes par leur mérite de remplir dans l'établissement les fonctions de maître d'écriture et de maître de dessin.

Indépendamment de cette faveur, ces deux élèves jouiront chacun, conformément à l'arrêté du 7 décembre courant, concernant la nouvelle répartition des fonds prévus pour le collége de Cayenne, d'une rétribution calculée sur le pied de 200 francs par an.

N° 800. — Par décision du même jour, il a été accordé une indemnité de 40 francs par mois à M. D'HEUREUX, chef du service administratif à la Montagne-d'Argent, à compter du 1er janvier 1853, date de son entrée en fonctions; ladite indemnité imputable à l'*art.* 5 *du budget du chap. V : Établissement pénitentiaire.*

Par la même décision, il a été réglé que la même indemnité serait payée, par imputation sur le budget des services militaires *(art.* 3, *hôpitaux)*, à M. GUILLERMIN, élève chirurgien, détaché sur l'établissement pénitentiaire de St-Georges, avec rappel à partir du jour où il est entré en fonctions dans cette localité.

N° 801. — Par ordre du 28 décembre 1853, M. CHABASSU (Antoine-Albert), chirurgien de la marine de 1re classe, a été appelé à prendre la direction du service de santé aux îles du Salut, en remplacement de M. REYNAUD, chirurgien du même grade, rappelé au chef-lieu.

N° 802. — Par ordre du même jour, M. SAMBUC (Théophile), pharmacien de la marine de 3e classe, a été chargé du service pharmaceutique à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. SIGALOUX, pharmacien du même grade, rentrant au chef-lieu, suivant ordre dudit jour.

N° 803. — Par ordre du même jour, M. GIRARD (Pierre-Marie-Benjamin), commis de la marine, a été nommé, à compter du 1er janvier 1854, secrétaire de la commission permanente de santé, en remplacement de M. BERNARD (Ernest).

N° 804. — Par décision du même jour, le S^r^ POTAIRE (François-Léonard), 2^e^ commis aux vivres de 1^re^ classe, a été nommé 1^er^ commis aux vivres de 2^e^ classe à 90 francs ou 180 francs sur le pied colonial.

N° 805. — Par décisions du 29 décembre 1853, ont été nommés provisoirement brigadiers à pied dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane, pour prendre rang à dater dudit jour, sauf leur confirmation par M. le ministre de la guerre, savoir :

Les gendarmes à pied COLLIN, en remplacement du S^r^ CARD, démissionnaire; ROBERT, en remplacement du S^r^ ROMANO, passé maréchal des logis; DELASSAUX, en remplacement du S^r^ GUILLOT, passé maréchal des logis, et ROZET, en remplacement du S^r^ MÉGNY, démissionnaire.

N° 806. — Par décision du même jour, le S^r^ FAJOLLES (Pierre), gendarme à cheval à la compagnie de la Guyane, a été nommé provisoirement brigadier à cheval à ladite compagnie, en remplacement du S^r^ GROSBOIS, décédé, pour prendre rang à dater dudit jour, sauf sa confirmation par M. le ministre de la guerre.

N° 807. — Par ordres du 30 décembre 1853, les S^rs^ VAUMORON (René) et BENJAMIN (Claude-Maximilien), écrivains attachés à l'hôpital militaire de Cayenne, ont été mis, à compter du 1^er^ janvier prochain, à la disposition de l'agent comptable dudit établissement.

N° 808. — Par ordre du 31 décembre 1853, M. CHANLOU (Emmanuel), commis de marine, a été, à compter du 1^er^ janvier 1854, chargé, en remplacement de M. DOUILLARD, écrivain de la marine, de la comptabilité des goëlettes de l'État *l'Ile-d'Enet* et *l'Ile-d'Aix*, qui, par l'effectif de leur équipage, ne comportent pas d'officiers d'administration embarqués.

Il jouira, à ce titre, des allocations fixées par la dépêche du 17 septembre 1840 (*Direction du personnel : bureau des corps organisés*).

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE BULLETIN OFFICIEL

DE LA GUYANE FRANÇAISE.

ANNÉE 1853.

A

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE BULLETIN OFFICIEL

DE LA GUYANE FRANÇAISE.

ANNÉE 1853.

A

Acidulage. Décisions y relatives, 31, 78.

Actes judiciaires. Ordre de promulguer le décret impérial ralatif à l'intitulé des arrêts et jugements, 3. — Arrêté de promulgation, 42. — Ledit décret, 43.

Actes législatifs métropolitains. Notification d'un décret du 15 janvier, qui rend exécutoires dans les colonies divers actes de la législation métropolitaine, 95. — Rapport à l'Empereur à ce sujet, 96. — Arrêté de promulgation dudit décret, 123. — Ledit décret, 124.

Administration centrale. M. Douat, chef de bureau à la direction des colonies, est admis à la retraite, et est remplacé par M. de Ruthye-Bellacq, 376.

Administration de la justice. Voir *Ordre judiciaire.*

Administration de la marine. M. Duguey, commis de marine, est nommé chef du service admistratif aux îles du Salut, 53. — M. Devilly, aide-commissaire, est appelé à prendre la direction du magasin général à Cayenne, 54. — M. Portanier, commis de marine, reçoit l'ordre de lui remettre le service, 54. — Fixation des appointements annuels de dix écrivains de la marine, 55. — Congé accordé à M. La Borde, aide-commissaire, 56. — Augmentation des appointements de M. Reisser, écrivain de la marine, et sa nomination comme chef du secrétariat de l'ordonnateur, 57. — Ajournement de la remise du service du magasin général par M. Portanier à M. Devilly, 57. — M. Quoniam, sous-commissaire de 1re classe, est

destiné pour la Guyane française, 83. — Les appointements de M. Dufourg, écrivain de la marine, sont imputés au service général, 84. — M. Comairas, écrivain de la marine, quitte le service, 85. — M. Maisonneuve, sous-commissaire, dont le congé est expiré, reçoit l'ordre de reprendre son service, 85. — Nomination de M. Lacaze comme écrivain provisoire, 88. — M. Ste-Rose, écrivain de la marine, est mis à la disposition de M. le commissaire général, 89. — Le Sr St-Père, sergent-major d'infanterie de marine, est attaché aux écritures du bureau des revues, 91. — M. de Billy, écrivain de la marine, est destiné pour la Guyane française, 155. — M. Sévené, aide-commissaire, est nommé chef du service administratif aux îles du Salut, 155. — M. Duguey, commis de marine, est attaché au détail des approvisionnements et vivres, 155. — M. Lasneret, commis de marine, chargé des fonctions de secrétaire-archiviste et de chef du secrétariat du gouvernement, en fait la remise à M. Penaud de la Garlière, aide-commissaire, 155. — M. Penaud de la Garlière, aide-commissaire, est appelé à remplir les fonctions de secrétaire-archiviste et de chef du secrétariat du gouvernement, 156. — Augmentation de la solde journalière du Sr Urbain, écrivain expéditionnaire au bureau des revues, 157. — M. Quoniam, sous-commissaire de 1re classe, est chargé du détail des approvisionnements et vivres, 157. — M. Signoret, aide-commissaire, est nommé chef du bureau des travaux, 157. — Nomination de M. Martin (Véran) comme écrivain auxiliaire, 159. — Supplément de solde alloué à M. Penaud de la Garlière, 159. — M. Cuzent, commis de marine, est nommé chef du service administratif à l'Ilet-la-Mère, 160. — M. Lasneret, commis de marine, rentre en France, 161. — M. Delafon est attaché provisoirement au bureau des revues comme écrivain expéditionnaire, 162. — Nomination de M. Jardin comme écrivain, 237. — M. Poupon (Auguste) est attaché au bureau du garde-magasin général, en qualité d'écrivain, 238. — M. Olive est destiné pour la Guyane française, en qualité d'écrivain de marine, 279. — M. Urbain est nommé écrivain auxiliaire au bureau des revues, 282. — M. Brache, commis de marine, chef du bureau des fonds, est chargé de suppléer le chef du détail des travaux, 282. — Acceptation de la démission de M. Douillard (Félix), écrivain temporaire, 282. — M. Maisonneuve, sous-commissaire de 2e classe, est chargé du détail des fonds, 284. — M. Brache, commis de marine, lui fait la remise de ce détail, 284. — M. Lacase, écrivain provisoire, est mis à la disposition du chef du service administratif à l'ilet la Mère, 309. — Augmentation des appointements de M. Lucien, écrivain de la marine, 309. — M. Cuzent, commis de marine, est nommé aide-commissaire, 345. — M. Desmazes, commissaire-adjoint, est nom-

mé commissaire de marine et est appelé aux fonctions d'ordonnateur à la Guyane française, 346. — MM. Noyer et Laborde sont promus au grade de commissaire-adjoint et de sous-commissaire, 346. — M. Le Doulx de Glatigny, commissaire-adjoint de 2e classe, est porté à la 1re classe de son grade, 346. — Acceptation de la démission de M. Martin (Léopold), écrivain de la marine, 347. — Nomination de trois écrivains, 347. — Nomination de M. Urbain comme écrivain, 347. — Augmentation des appointements de trois écrivains de la marine, 348. — Nomination de M. Viriot (Joseph) comme écrivain temporaire, 348. — Le Sr Philibert est attaché comme écrivain expéditionnaire au détail des travaux, 349. — M. Lacaze est nommé garde-magasin comptable à l'Ilet-la-Mère, 349. — M. Delzons, commis de marine, est nommé chef du service administratif à St-Georges, 350. — M. Noyer, commissaire-adjoint, est nommé chef du détail des revues et armements, 350. — Augmentation des appointements de M. Berteau, écrivain de la marine, 351. — MM. de Billy et Olive, écrivains de la marine, sont mis à la disposition du garde-magasin, 351. — Nomination de M. St-Père comme écrivain, 351. — M. Jouven est nommé garde-magasin comptable à St-Georges, 351. — M. Brache, sous-commissaire, est chargé du détail des hôpitaux, 352. — Congé accordé à M. Reisser, écrivain de la marine, 352. — M. Thuret, aide-commissaire, est nommé chef du secrétariat de l'ordonnateur, 352. — M. Lasneret, commis de marine, est licencié du service, 374. — Destination pour la Guyane de MM. Chanlou et Girard, commis de marine, 375. — M. Fauvel, garde-magasin comptable, est mis à la disposition du ministre, 376. — Révocation du sieur Jouven, garde-magasin comptable à Saint-Georges, 377. — M. Bernard, commis de marine, est mis à la disposition du commissaire des hôpitaux, 378. — M. Reisser remet les fonctions d'ordonnateur à M. Desmazes, 394. — M. Desmazes prend les fonctions d'ordonnateur, 394. — Nomination de M. Benjamin comme écrivain provisoire, 416. — MM. Girard et Chanlou, commis de marine, sont mis, le premier, à la disposition du garde-magasin, et le second, du commissaire aux revues, 416. — La nomination des écrivains doit être soumise à l'approbation du ministre, 426. — Désignation des officiers du commissariat des colonies qui voudront rentrer en France dans les conditions prévues par l'article 9 du décret du 14 mai 1853, 445. — Décision qui règle l'imputation des allocations de solde et accessoires des chefs du service administratif aux îles du Salut et à l'Ilet-la-Mère, 457. — Maintien, jusqu'à nouvel ordre, de la liste des candidats au grade d'aide-commissaire, déclarés admissibles au concours de 1851, 466. — M. Graton, sous-commissaire, est destiné pour la Guyane, 467. — Le Sr Guérin est chargé de

remplir les fonctions de garde-magasin comptable à S^t-Georges, 468. — M. Delzons, chef du service administratif à S^t-Georges, est rappelé au chef-lieu, 469. — M. Sillian le remplace provisoirement, 470. — M. Chanlou est mis à la disposition du contrôleur colonial, 470. — L'ordre qui rappelle au chef-lieu M. Delzons, chef du service administratif à S^t-Georges, est rapporté, 471. — M. Sillian est mis à la disposition du contrôleur colonial, 471. — M. Chanlou, commis de marine, passe au détail des revues, 472. — M. Graton, sous-commissaire, destiné pour la Guyane, passe dans le service de la Réunion, 495. — M. Agarrat, commis de marine, est destiné à servir au détail des approvisionnements et vivres, 496. — Il est nommé provisoirement chef du service administratif à S^t-Georges, 498. — Arrêté portant que les fonctions d'agent comptable de l'hôpital militaire de Cayenne seront spécialement confiées à un officier du commissariat de la marine, 533. — M. Douillard, écrivain de la marine, est nommé provisoirement à cet emploi, 548. — M. Signoret remet le détail des travaux à M. Laborde, 553. — M. Laborde prend la direction dudit détail, 553. — Congé accordé à M. Delzons, 553. — M. Chanlou passe du détail des revues à celui des travaux, 554. — MM. Vaumoron et Benjamin, écrivains, sont mis à la disposition de l'agent comptable de l'hôpital, 556.

Administration de l'intérieur et du domaine. Voir *Direction de l'intérieur et du domaine.*

Agent comptable de l'hôpital. Arrêté portant que les fonctions d'agent comptable de l'hôpital militaire de Cayenne seront spécialement confiées à un officier du commissariat de la marine, 533. — M. Douillard, écrivain de la marine, est provisoirement nommé à cet emploi, 548.

Agent comptable de la transportation. M. Pascaud, est chargé de ces fonctions, en remplacement de M. Jardin, 236.

Agents de colonisation. M. Jardin, agent de colonisation, rentre en France, 238. — M. Babeau est nommé à ces fonctions, 278. — M. Jardin est licencié du service, 373.

Agents des vivres. Le S^r. Potaire, 2^e commis de 1^re classe des subsistances, est détaché à la Montagne-d'argent, 53. — Le S^r Bourget, 2^e commis aux vivres de 3^e classe, est nommé distributeur à la Montagne-d'Argent, 54. — Le S^r Carbonnel est nommé distributeur à l'Ilet-la-Mère, 58. — Les S^rs Schmitt et Lavy sont nommés distributeurs auxiliaires aux îles du Salut, 235. — Le S^r Brissard est nommé contre-maître boulanger aux îles du Salut, 236. — Le S^r Lelaé, distributeur de 1^re classe, est appelé à servir à S^t-Georges, 378. — Le S^r Potaire rentre à Cayenne, 471. — Le S^r Fourier le

remplace, 471. — Solde à allouer aux seconds commis aux vivres employés à la Guyane française, 474. — Envoi de divers agents des vivres pour le service de la transportation, 495. — Le Sieur Dalons est nommé 1er commis aux vivres de 2e classe, 554. — Le sieur Potaire est nommé 1er commis aux vivres de 2e classe, 556.

Aide-major. M. Caillard, chirurgien de 2e classe, est désigné pour remplir ces fonctions à la portion du 3e régiment d'infanterie de la marine, à Cayenne, 82.

Amendes et frais. Arrêté qui fixe le taux de leur conversion en journées de travail, 120. — Voir *Contrainte par corps, Caisse des invalides.*

Amnistie. Envoi d'exemplaires du décret du 6 décembre 1852, qui accorde amnistie aux déserteurs et insoumis de l'armée de terre, 165. — Ledit décret, 166. — Instructions pour son exécution, 168. — Arrêté de promulgation du décret du 4 décembre 1852, portant amnistie en faveur des déserteurs de l'armée de mer, 212. — Ledit décret, 213. — Arrêté de promulgation du décret du 4 décembre 1852, portant remise de peines en matière d'infractions aux lois et règlements concernant la police de la navigation, 212. — Ledit décret, 216. — Notification des décrets des 4 et 11 décembre 1852, relatifs à l'amnistie accordée pour les délits et contraventions auxquels s'appliquent les décrets des 9 janvier, 19, 20, 24 et 28 mars 1852, 418. — Arrêté de promulgation du décret du 11 décembre 1852, qui accorde amnistie aux déserteurs des navires du commerce, 454. — Ledit décret, 455.

Anniversaire. Voir *Fêtes nationales.*

Approvisionnements. Forme dans laquelle doivent être rédigées les demandes d'approvisionnements, 381. — Mode de procéder au sujet des demandes d'approvisionnements d'objets de matériel d'artillerie, 440.

Arrêts. Voir *Actes judiciaires.*

Artillerie. (Direction d') M. Lebail, garde de 1re classe, remplace, à Cayenne, M. Faniard, garde de 2e classe, 82. — M. Blandinières remplace provisoirement M. Mancel comme directeur, 279. — Congé accordé à M. Mancel, 281. — M. Blandinières est nommé directeur titulaire, 281. — Application au Sieur Grandjean, ouvrier d'état, du tarif joint à l'arrêté du 12 mai 1853, et manière de décompter ses journées de travail, 284. — Une commission est nommée à l'effet de vérifier et d'apurer le compte de gestion du garde Faniard, 376. — Arrêté portant composition provisoire du personnel du service des transports de la direction d'artillerie à

Cayenne, et qui en fixe la solde, 408. — Réduction de l'effectif du détachement d'ouvriers, 413. — Le directeur d'artillerie est autorisé à employer, pour le service de sa direction, les militaires appartenant à la 16e compagnie d'artillerie, et à les rétribuer d'après le tarif du 12 mai 1853, 415. — Arrêté portant organisation d'un service des transports, à Cayenne, par les mulets et les voitures de la direction d'artillerie, 479.

Assesseurs. Voir *Collége des assesseurs.*

Assises. Arrêté qui convoque des assises extraordinaires, 291.

Associations. Loi y relative, 136.

Atelier des détenus. Démision du Sieur Bruneau, surveillant principal, 239.

Ateliers de l'imprimerie. Voir *Imprimerie du gouvernement.*

Ateliers disciplinaires. Indemnité allouée à l'officier de santé chargé du service de l'atelier disciplinaire de Cayenne, 218. — Décision rapportant celles des 17 avril et 15 mai 1849, qui affectent un quartier de l'atelier disciplinaire de Cayenne pour recevoir les militaires de la garnison et les marins de la station condamnés à la prison par mesure de discipline, 233. — M. Caillard est chargé du service de santé de l'atelier disciplinaire de Cayenne, 236. — Le Sieur Lœffler est nommé surveillant de 2e classe de l'atelier disciplinaire du quartier de Sinnamary, 240. — Le Sieur Antonio (Francisco) est nommé surveillant de 2e classe de l'atelier disciplinaire de Cayenne, 281. — Suppression de l'emploi de chef d'escouade à l'atelier disciplinaire d'Approuague, 307. — Nomination du Sieur Henry comme surveillant de 2e classe à l'atelier disciplinaire, 495. — Suppression de l'atelier disciplinaire de Roura, 508. — Voir *Prisons.*

Aumonerie des pénitenciers. Voir *Mission religieuse des pénitenciers.*

Aumoniers de la flotte. M. l'abbé Cadoret, aumonier de *la Fortune*, reçoit l'ordre de débarquer de ce bâtiment et passe sur *la Chimère* pour se rendre à la Martinique, 157.

Avances de fonds. Voir *Comptabilité générale des finances.*

Avertissements. Voir *Contributions*

Avoué. M. Pain (Fhanor) est nommé avoué de la curatelle, 48. — M. de St-Michel-Dunezat le remplace, 217. — Il est nommé avoué de l'administration, 458. — Congé accordé à Me Chatellier, 470. — M. Pain est nommé pour tenir le bureau de consultation gratuites, 497.

B

Baduel (Jardin de naturalisation de) Arrêté qui règle la redevance à acquitter à la caisse coloniale pour l'obtention des plants provenant de ce jardin, 287. — Décision qui désigne les fonctionnaires auxquels il sera fourni de l'eau de Baduel, et qui règle la quantité journalière à leur délivrer, 316.

Batiments de l'état. Voir *Marine impériale.*

Batiments de la station. Voir *Station navale.*

Bibliothèques. Nouvelles recommandations relatives au service des des bibliothèques, 387.

Bourses. Arrêté qui règle de nouveau, pour la Guyane française, la composition de la commission d'examen des candidats aux bourses nationales, 332. — Admission du jeune Noyer comme boursier au lycée de Toulouse, 551. — Voir Collége de Cayenne; institut agricole de Grignon. — Pensionnat des dames de Saint-Joseph de Cluny.

Budgets. Instruction pour la préparation des budgets du service de la direction du génie militaire, 193. — Rapport à ce sujet, 194.

Bureau central de la colonie pénitentiaire. — Remise du service par M. Lasneret à M. Durand, 80. — M. Sainte-Rose est attaché à ce bureau, 89.

C

Cabotage (Marins au). Décision qui charge une commission de statuer sur un projet d'arrêté concernant les marins au cabotage, 535.

Cadastre. Nomination de deux membres de la commission du cadastre, 488.

Caisse des invalides. Communication d'une instruction adressée à la Martinique, concernant l'initiative des sursis à accorder en matière de recouvrement d'amendes attribuées à cette caisse, 311. — Ladite instruction, 312.

Caisse des transportés. Son institution, 516.

Camp Saint-Denis. Indemnité allouée à l'officier de santé chargé du service sur cet établissement, 218. — M. Caillard est chargé de ce service, 236. — L'indemnité accordée au jeune Gratien, conduc-

teur des enfants de la salle d'asile, est portée à 75 centimes par jour, 236.

Canotiers de la station extérieure. Voir *Station extérieure des pilotes*.

Canotiers-manouvriers. Voir *Port* (*Direction du*).

Cantine. Suppression de la cantine des transportés dans tous les établissements pénitentiaires, 487.

Capitaine au long cours. Avis du décès du capitaine Ansaldi, commandant l'*Indiana*. Observations, 506.

Capitaine de port. M. Frizac, lieutenant de vaisseau, est nommé à cet emploi, à Cayenne, 82. — Il prend ses fonctions, 156.

Casernement. Décision qui prescrit un recensement général des effets de casernement existant dans les magasins de l'infanterie de la marine, à Cayenne, 489.

Cautionnement. Un cautionnement entièrement libéré peut être affecté à la garantie d'un nouveau marché, 356.

Chaine des condamnés aux travaux forcés. Le sieur Richard, surveillant de cette chaine prend le titre de surveillant des condamnés et des détenus, 307.

Chaudières a sucre. Droits à percevoir sur celles importées aux colonie, 382. — Dépêche ministérielle à ce sujet, 383. — Rapport y relatif, 385.

Clergé. Voir *Culte* (*Service du*).

Clubs. Décret qui abroge celui du 28 juillet 1848, y relatif, à l'exception de l'article 13, et déclare applicables aux réunions publiques les arcticles 291, 292 et 294 du Code pénal, et les articles 1, 2 et 3 de la loi du 10 avril 1834, 135. — Article 13 du décret du 28 juillet 1848, y relatif, 136.

Code d'instruction criminelle. Loi qui modifie l'article 472 de ce Code, 134.

Collége des assesseurs. Remplacement de plusieurs membres, 222, 459. — Annulation de la nomination de M. Quintilien-Laforet, comme membre de ce collége, 461.

Collége de Cayenne. M. Laugrand y est nommé maître d'études, 59. — Le sieur Lavaissière y est nommé portier, 92. — Décision concernant l'imputation d'une partie de la solde de M. Ménard, professeur au collége de Cayenne, 158. — Décision qui règle la composition et la rétribution du personnel enseignant et des agents

de cet établissement, 228. — Le sieur Lavaissière cesse ses fonctions de portier, 281. — Le sieur Terrina le remplace, 283. — Sa solde est portée à 365 francs, 306. — Congé accordé à M. Magy, 349. — Révocation du sieur Terrina, 352. — Le sieur Péjos le remplace, 353. — M. Rademarche est nommé comptable de cet établissement, 468. — Concession de six bourses gratuites dans cet établissement, 483. — Modifications dans la composition et la rétribution du personnel enseignant de cet établissement, 510, 524. — Décision qui exonère les jeunes Vendôme et Dabren du montant de la rétribution collégiale et leur accorde une récompense pécunière, 554.

COLONIE PÉNITENTIAIRE. Voir *Établissements pénitentiaires*.

COMMANDANT DE PLACE. M. Bruley est appelé à ces fonctions, 86. — M. Heckel le remplace provisoirement, 89.

COMMANDANT MILITAIRE. M. Masset est nommé à ces fonctions, 66, 67.

COMMISSAIRES-COMMANDANTS DE QUARTIERS. M. Hélène (Victor-Godefroy) est nommé lieutenant-commissaire-commandant à Mont-Sinéry, 10. — Indemnité à leur allouer quand ils assisteront la commission chargée de statuer sur les terres domaniales, 86 — M. Vergès remplace provisoirement M. Mélinon à Mana, 91. — M. Giraud est nommé provisoirement à Roura, 137. — M. Berthier (Gustave) est nommé commissaire-commandant à Kourou, 146. — M. Bassigny (Eugène) est nommé provisoirement lieutenant-commissaire-commandant au même quartier, 147. — M. Pain (Théophile) est nommé commissaire-commandant à Tonnégrande, 235. — M. Vigué est nommé provisoirement à Macouria, 273. — Congé accordé à M. Brémond, commissaire-commandant à Macouria, 283. — Acceptation de la démission de M. Beauvalet, lieutenant-commissaire-commandant à Macouria, 289.

COMMISSAIRES DE POLICE. M. Guisoulphe (Pierre-Marie-Sosthènes) est nommé à Tonnégrande, 8. — Congé accordé au sieur Masselin, commissaire de police à Cayenne, 84. — Le sieur Deparis le remplace, 84. — Il est confirmé dans cet emploi, 239. — Retenue à faire aux commissaires de police des quartiers admis à l'hôpital, 468.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL. M. Sarda-Garriga rentre en France, 155.

COMMISSAIRE-RAPPORTEUR. Voir *Conseils de guerre et de révision, Tribunal maritime spécial*.

COMMISSARIAT DE LA MARINE. Voir *Administration de la marine*.

COMMISSION PERMANENTE DE SANTÉ. M. Bernard en est nommé secrétaire, 499. — M. Girard le remplace, 555.

Compagnie africaine. Voir *Soldats noirs*.

Compagnie de jésus (Révérends pères de la). Voir *Mission religieuse des pénitenciers*.

Comptabilité générale des finances. Invitation d'établir des bordereaux de reversement et des états d'annulation, conformément à la circulaire du 8 juin 1850. — Autorisation de ne dresser qu'en simple expédition les bordereaux mensuels de mandats, 1. — Ouverture à l'ordonnateur d'un crédit provisoire de délégation de 54,000 francs, sur le chapitre 1er, exercice 1852, 14. — Décision concernant la remise au commandant particulier du pénitencier de la Montagne-d'Argent de la somme nécessaire à l'acquittement des dépenses urgentes de cet établissement, 71. — Décision prescrivant la remise au garde-magasin de la marine d'une somme de 300 francs, pour subvenir à l'acquittement des achats de légumes verts nécessaires aux bâtiments de l'État, 76. — Il est prescrit d'abonder de 3 p. % à l'infini les masses de couchage et d'habillement des soldats noirs, 282. — Ouvertures à l'ordonnateur de crédits de délégations 334, 336, 337. — Envoi de deux exemplaires d'une circulaire adressée aux payeurs par le chef de la division du contentieux au ministère des finances, 427. — Ladite circulaire, 428. — Délai de rigueur pour les paiements de solde et accessoires de solde à faire au trésor, à Cayenne, sur états collectifs, 446. — Imputation au chapitre 1er de la solde et accessoires de M. Masset, commandant militaire, 503. — Ordre qui règle, à dater du 1er janvier 1854, la liquidation et le mandatement des dépenses publiques à la Guyane, 520. — Ouverture d'un crédit provisoire à l'ordonnateur, 523. — Modifications dans les formes de la comptabilité du service des approvisionnements et subsistances et de celui des hôpitaux, à Cayenne, 536.

Comptabilité publique. Voir *Comptabilité générale des finances*.

Comptes. Nomination d'une commission pour vérifier et apurer celui du garde d'artillerie Faniard, 376.

Concessions de passages. Voir *Passages gratuits*.

Concierge des prisons. Les appointements du sieur Wéber sont portés à 2,000 francs par an, 307.

Congés. Nouvelles recommandations relatives aux concessions de congé dans le service colonial, 209. — Congés accordés après quatre années de séjour aux colonies, 252. — Voir *les services desquels ils ressortissent*.

Condamnés. Arrêté portant que l'obligation de travail imposée aux condamnés à la reclusion et à l'emprisonnement sera désormais

exécutée, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des prisons, 148. — Ces dispositions sont rendues applicables aux femmes condamnées à la reclusion et à l'emprisonnement, 270. — Un employé de la direction de l'intérieur est chargé de la tenue de la comptabilité des salaires qui leur sont alloués, 300. — M. Dupin est désigné pour tenir cette comptabilité, 309. — Arrêté qui promulgue dans la colonie le décret du 20 août 1853, autorisant l'envoi, dans les établissements pénitentiaires de la Guyane, des individus des deux sexes, d'origine africaine ou asiatique, condamnés aux travaux forcés et à la reclusion, 450. — Ledit décret, 451. — Voir *prisons*.

Conseil de charité. Sa suppression, 509.

Conseils de guerre et de révision. Leur réorganisation, 102. — M. Savigny cesse ses fonctions de commissaire rapporteur près le premier conseil fonctionnant comme tribunal maritime spécial, 253. — Arrêté de promulgation du décret du 23 mars 1853, relatif aux fonctions de commissaire rapporteur près le premier conseil fonctionnant comme tribunal maritime spécial à la Guyane, 255. — Ledit décret, 256. — Nominations de divers membres, 260, 342. — Le premier conseil se transporte à l'Ilet-la-Mère, pour juger plusieurs transportés politiques, 369. — Nominations de divers membres, 395, 404, 462, 465, 477, 507, 513.

Conseil municipal. Nomination d'un membre, 53. — Acceptation de la démission de M. Michely (Stratonis), 161. — Remplacement de trois membres, 514. — Convocation, 515.

Conseil privé. — Nomination provisoire des membres de ce conseil, pour les années 1853 et 1854, 9. — Nomination de deux magistrats pour en faire partie pendant le premier semestre 1853, 14. Nomination de deux magistrats pour en faire partie pendant le deuxième semestre 1853, 298. — Décret portant nomination des membres du conseil privé de la Guyane française, 388. — Décret qui nomme M. de Goyriena membre de ce conseil, 439.

Constitution. — Sénatus-consulte portant modification à la constitution, 36.

Constructions navales (Direction des). Voir *Port (Direction du)*.

Consultations gratuites. Voir *Avoué*.

Contrainte par corps. Arrêté de promulgation du décret du 30 novembre 1852, relatif à la mise en liberté immédiate de tous les individus contre lesquels s'exerce la contrainte par corps pour le recouvrement des amendes et frais, 46. — Ledit décret, 47.

Contrats d'engagements. Voir *Engagements de travail aux colonies*.

Contributions. M. Poupon (Victor) est nommé percepteur à Oyapock, 87. — M. Douillard est réintégré dans les fonctions de percepteur du quartier de l'Ile-de-Cayenne, 138. — Le trésorier est affranchi de la formalité de délivrer des quittances aux contribuables dégrévés qui sont illettrés, absents ou décédés, 162. — M. Archambault est nommé percepteur à Kourou, 236. — Acceptation de la démission de M. Beauvalet, percepteur à Macouria, 289. — M. Vigué le remplace, 289. — Le sieur Etienne, facteur de la poste aux lettres, est chargé de la distribution des avertissements aux contribuables pour le paiement de l'impôt, 306. — Décision qui autorise l'emploi momentané au bureau du domaine de deux expéditionnaires pour accélérer l'établissement des rôles ainsi que les avertissements aux contribuables, 306. — Tarif pour la perception des impôts directs et indirectes à la Guyane française, pendant l'année 1854, 527.

Convalescents. Répartition nouvelle des places de convalescents à bord de l'*Armide*, 241.

Contrôleur colonial. Décision ministérielle qui règle l'ordre dans lequel les visas du contrôleur colonial et de l'ordonnateur doivent être apposés sur les traites et les mandats de recette, 363.

Cours d'appel. Ordre de promulguer le décret impérial qui règle les dénominations à donner désormais aux cours d'appel, 3. — Arrêté qui promulgue ce décret, 44. — Ledit décret, 45. — Convocation en session extraordinaire de la cour d'appel de la Guyane, 33.

Cour impériale. Convocation extraordinaire, 70.

Crédits de délégation. Voir *Comptabilité générale des finances.*

Culte (Service du). Démission de M. l'abbé Bélières et son remplacement par M. Tassel, 52. — Maintien du paiement du supplément annuel de 1,000 francs en faveur de chacun des curés de diverses paroisses, 259. — Congé accordé à M. l'abbé Guilmin, 350.

Curatelle. Voir *Avoué.*

D

Dégrèvements. Voir *Contributions.*

Délégations. Circulaire ministérielle concernant l'envoi des états des retenues exercées pour délégations sur le traitement des fonctionnaires employés aux colonies, 208.

Délégation (Crédits de). Voir *Comptabilité générale des finances.*

Délimitation. Fixation de celle de certains quartiers dans la colonie, 293.

Denrées coloniales. Remplacement de plusieurs membres de la commission instituée par l'arrêté du 7 décembre 1830, pour vérifier leur qualité et en arrêter les prix courants, 286.

Dépenses publiques. Voir *Comptabilité générale des finances*.

Déserteurs. Voir *Amnistie*.

Direction centrale de la police. Arrêté qui rapporte celui du 13 novembre 1852, concernant son institution, et la décision du 16 du même mois, qui nomme un directeur général de la police à la Guyane, 104.

Direction des établissements pénitentiaires. Création de deux emplois de directeur et de directeur-adjoint, 64. — M. Durand prend son service, 80.

Direction de l'intérieur et du domaine. Allocation d'une somme de 600 francs par an, pour frais de bureau, au chef du bureau central de l'intérieur et du domaine, faisant fonctions de directeur de l'intérieur, 30. — M. Arnould y est attaché en qualité de commis, 56. — Augmentation des appointements du sieur Clotilde, 90. — Augmentation des appointements de M. Voisin (Eugène), 90. — Nomination de M. Marchais comme écrivain, 90. — Promulgation du décret du 28 mai 1853, concernant le rétablissement de cette direction à la Guyane, 317. — Ce décret, 318. — M. Favard (Michel) est nommé directeur de l'intérieur à la Guyane, 319. — Il prend ses fonctions, 322. — M. Noyer lui remet le service, 349. — Organisation de ce service, 405. — Nomination du personnel de ce service, 407. — M. Olive est mis aux ordres du directeur de l'intérieur, 468. — M. Marchais est nommé provisoirement employé à cette direction, 496. — Nomination du sieur Plane à l'emploi d'écrivain, 499.

Distributeurs. Voir *Magasin général*.

Distributions de prix. Voir *Écoles*.

Doctrine chrétienne (Frères de la). Voir *Institut des frères de Ploërmel*.

Douanes. Droits à percevoir sur les chaudières à sucre importées dans les colonies, 382, 383. — Rapport y relatif, 385. — Admission, pendant une année, en franchise de droits, de la glace et des comestibles conservés au moyen de la glace, 217.

Droits de douanes. Voir *Douanes*.

Droits de mutations. Voir *Mutations (Droits de)*.

E

Éclairage. Délivrance d'une bougie entière du poids de 100 grammes par vingt quatre-heures pour l'éclairage de l'officier de garde au poste de la place, 162. — Fournitures de luminaire pour le service de la direction du port et du pilotage, 275.

Écoles. Suppression des emplois de professeur de chant et de musique vocale dans les écoles des frères de Ploërmel et des sœurs de Saint-Joseph à Cayenne, 292. — Dispositions relatives aux examens et aux distributions de prix dans les diverses écoles de la colonie, 398. — Ajournement à l'époque de la rentrée des classes de la distribution des prix dans les divers établissements d'instruction publique, à Cayenne, 403. — Fixation de l'époque de la rentrée des classes, 464.

Empire. Ordre de procéder à la proclamation de l'empire, 3. — Arrêté de promulgation du décret impérial du 2 décembre 1852, qui promulgue le sénatus-consulte du 7 novembre, portant rétablissement de l'empire, et le sénatus-consulte lui-même, 34. — Ce décret, 35. — Le sénatus-consulte, 36. — Proclamation du commissaire général à l'occasion du rétablissement de l'empire, 40. — Programme pour la célébration d'une fête nationale à l'occasion du rétablissement de l'empire, 41.

Enfants de troupe. Admission en cette qualité des jeunes Barbier, Dozol, Nessler et Peyrottes, 375.

Engagements de travail aux colonies. Nomination d'une commission chargée de rechercher et de proposer les modifications à apporter à l'arrêté du 4 août 1852, 74. Arrêté qui maintient et met à exécution l'arrêté du 4 août 1852, et y introduit quelques modifications, 111. — Décision qui rapporte l'arrêté portant nomination d'une commission chargée de réviser l'arrêté du 4 août 1852, 158. — Arrêté qui autorise les greffiers des justices de paix à percevoir une rétribution pour les contrats d'engagement de travail, 478. — Voir *Greffiers*.

Enquête. Nomination des membres de la commission chargée de s'enquérir de certains faits de détournement et de vente d'objets appartenant à l'État, 460.

Enregistrement (Service de l'). M. de S^t^-Quantin reprend la gestion du 1^er^ bureau, 57. — M. Joyau remet le service du 2^e^ bureau, à M. Faucompré, 85. — M. Faucompré prend son service, 85. — M. Lassigniardie est attaché au 1^er^ bureau, 86. — M. Lagrange passe

au 2e bureaux, 86. — M. Poupon (Victor) cesse ses services au 2e bureau, 87. — Permutation entre MM. Merlet et Lassigniardie, commis-receveurs, 154. — M. Lassigniardie s'embarque pour la Martinique, 238. — M. Maurras est attaché provisoirement au premier bureau, 239. — Le sieur Jouven est attaché provisoirement au deuxième bureau, 240. — Congé accordé à M. Lagrange, 281. — Augmentation des appointements de MM. Maurras et Jouven, 282. — Annulation de la permutation entre MM. Merlet et Lassigniardie, 375. — M. Damas Ribeiro est attaché provisoirement au deuxième bureau, 379. — Mutations, 493. — M. Damas Ribeiro est révoqué, 497. — M Brémond le remplace, 498. — M. Faucompré remet son service à M. de St-Quantin, 498. — M. de St-Quantin est provisoirement chargé du deuxieme bureau, 498. — M. Faucompré s'embarque pour la Guadeloupe, 498. — M. Lagrandeur est attaché provisoirement aux premier et deuxième bureaux, 554.

Établissements pénitentiaires. M. Peloux est nommé commissaire-commandant de l'Ilet-la-Mère, 59. — Envoi de six sœurs hospitalières pour le service de ces établissements, 82. — M. de la Richerie prend le commandement de l'Ile-Royale du Salut, 86. — M. Matte est nommé commandant particulier de la Montagne d'Argent, 87. M. Dupuy lui remet le service, 87. — M. Bouché est chargé de la direction des travaux de construction et de culture de l'établissement pénitentiaire à créer sur les bords de l'Oyapock, 159. —Envoi d'une sœur hospitalière pour le service pénitentiaire, 154. — M. Verpault est nommé commandant particulier de la Montagne-d'Argent, 160. — Supplément de solde alloué à M. de la Richerie, commadant particulier des îles du Salut, 221. — Arrêté qui donne un nouvel établissement pénitentiaire fondé sur la rive gauche de l'Oyapock le nom de St-Georges, 228. — Modifications aux dispositions de l'arrêté du 28 décembre 1852, concernant le mode de paiement de la solde des fonctionnaires et agents attachés au service des établissements pénitentiaires, 231. — M. Coste est nommé commandant particulier de l'île St-Joseph, 235. — M. Barbé est nommé commandant particulier de l'Ilet-la-Mère, 236. — Décision qui affecte à l'infirmerie militaire des îles du Salut un infirmier pris parmi les hommes de la garnison, 239. — Autorisation donnée à l'emploi de deux couturières pour l'entretien et le raccomodage du linge de l'hôpital des îles du Salut, 240. — M. Poëte est nommé commandant particulier de la Montagne-d'Argent, 284. — M. Dard est nommé commandant particulier du même établissement, 304. — Mise en état de siége de l'Ilet-la-Mère, 340. — Décision qui règle les jours de départ des bâtiments pour l'approvisionnement des pénitenciers et des dépôts, 400. — Arrêté qui promulgue dans la colonie le décret du 20 août 1853, autorisant l'envoi dans les éta-

blissements pénitentiaires de la Guyane des individus des deux sexes, d'origine africaine ou asiatique, condamnés aux travaux forcés et à la reclusion, 450. — Ledit décret, 451. — Le séjour dans les hôpitaux des pénitenciers donnera lieu désormais à des retenues sur la solde et les vivres, 518. — Décision qui prescrit le récolement, à la date du 1er janvier 1854, de l'inventaire général des objets existants dans chacun des hôpitaux des divers établissements pénitentiaires de la colonie, 534.

État civil. Arrêté qui confère le nom patronymique de Maujean à la nommée Catherine et à ses trois enfants, 12. — Loi concernant les individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés, et les enfants des étrangers naturalisés, 135. Arrêté qui confère des noms patronymiques à divers individus, 145. — Actes de décès des transportés. Invitation de substituer, pour leur envoi en France, la période mensuelle à la période trimestrielle. Observations sur l'envoi déjà parvenu, 191. — Arrêté qui charge l'officier commandant le détachement de troupes à St-Georges d'y remplir provisoirement les fonctions d'officier de l'état civil, 230. — Invitation de transmettre l'état des Européens décédés à la Guyane française pendant le 1er trimestre 1852, 242. — Arrêté qui confère des noms patronymiques à divers individus, 266. — Décision qui autorise le commissaire de police du quartier d'Oyapock, en cas d'absence ou d'empêchement de la part du commissaire-commandant de cette localité, à recevoir les actes de l'état civil, 290. — Arrêté qui confère des noms patronymiques à divers individus, 299. — Arrêté qui charge le chef du service administratif de St-Georges d'y remplir les fonctions d'officier de l'état civil, 341. — Arrêté qui confère des noms patronymiques à divers individus, 397. Avis du décès du capitaine Ansaldi, commandant *l'Indiana*. Observations, 506.

Etat de siège. Mise en état de siège de l'Ilet-la Mère, 340.

Examens. Voir *Bourses. Écoles*.

Exécuteur des arrêts criminels. Ration journalière à lui accordée, 162. — Fourniture autorisée en sa faveur, 237.

Exploitations de bois. Arrêté y relatif, 107.

Exportation. Arrêté qui maintient, pendant l'année 1853, la prime accordée par l'arrêté du 17 septembre 1846, pour l'exportation, par bâtiments français, de certains produits naturels de la colonie, 105. — Le décret du 1er octobre 1853, qui prohibe temporairement la sortie de France des légumes secs, etc., n'est pas applicable aux colonies, 473.

Fabrique. M. Castets est délégué pour juger l'affaire pendante devant le tribunal de première instance de Cayenne, entre la fabrique de cette ville et le sieur Mallet, 162.

Facteur de la poste aux lettres. Voir *Poste (Service de la)*.

Fêtes nationales. Programme pour la célébration d'une fête nationale à l'occasion du rétablissement de l'empire, 41. — Programme pour la célébration de la fête nationale du 15 août 1853, 365.

Fort du Diamant. Le sieur Fauvel est chargé de la garde des prisonniers détenus dans ce fort et de la préparation et distribution de leurs aliments, 310. — Il y est établi un poste militaire, 320.

Fournitures de bureau. Indemnités à allouer annuellement au chef du bureau central de la colonie pénitentiaire et aux commandants particuliers des divers pénitenciers, pour leur en tenir lieu, 77. — Augmentation de celles accordées pour le service de la poste aux lettres, 161.

Fourrages. Nouvelle composition de la ration de fourrages des chevaux de la gendarmerie de la Guyane française, 402.

Frais de bureau. Quotité de ceux à allouer aux officiers comptables du détachement d'infanterie, 4. — Ceux alloués au chef du bureau central de l'intérieur et du domaine, faisant fonctions de directeur de l'intérieur, 30. — Ceux alloués aux chefs du service de santé des pénitenciers, 304. — Ceux alloués aux commandants particuliers des pénitenciers, 304. — Ceux alloués aux agents des vivres comptables sur les pénitenciers, 305. — Ceux alloués au directeur des établissements pénitentiaires, 372.

Frais de justice. — Communication relative au salaire des huissiers pour l'affiche des extraits d'arrêts de condamnation par contumace, 359. — Copie d'une dépêche ministérielle à ce sujet, 360. — Arrêté règlementaire, 362.

Frais de tournées. Suppression des frais de tournées accordés aux ecclésiastiques envoyés en mission dans les quartiers, 259.

Franchise. Voir *Douanes*.

Frères de Ploermel. Voir *Institut de Ploërmel*.

G.

Garçons de bureau. Nominations diverses, 53, 55, 58, 160, 238, 239, 283, 305, 347, 352, 379, 471, 552.

Gendarmerie. Le maréchal des logis Labro est nommé provisoirement adjoint au trésorier dudit corps, 84. — Il est chargé provisoirement des fonctions d'officier, 88. — Nomination du sieur Pascal comme gendarme à pied, 155. — Notification d'une décision du 30 octobre 1852, concernant les militaires de la gendarmerie, réformés pour infirmités, 252. — Délivrance, à titre gratuit, de certains médicaments aux gendarmes des brigades des quartiers de la colonie, 267. — Nomination des gendarmes Dubois et Seiler, 278. — Avis du décès du gendarme Rousset, 278. — Avis de l'acceptation de la démission du gendarme Floquet et de la mise en réforme du gendarme Bouscasse, 278. — Mutations diverses 280, 282. — Arrêté qui charge les sous-officiers de gendarmerie, commandant les brigades d'Approuague et de Sinnamary, de remplir provisoirement, à défaut des commissaires-commandants, les fonctions du ministère public dans ces localités, 297. — Avis de l'annulation de la nomination du gendarme Dubois, 303. — Nominations diverses, 305, 345, 351, 373. — Les capitaines de gendarmerie recevront un cheval aux frais de l'État, 358. — Augmentation de la gendarmerie de la Guyane, 364. — Permutation entre deux officiers, 374. — Changement dans le costume de la gendarmerie, 389. — Nouvelle composition de la ration de fourrages des chevaux de la gendarmerie de la Guyane française, 402. — Avis de l'acceptation de la démission du brigadier Card, 410. — Le gendarme Vitrey, de la compagnie de la Guyane, passe dans celle des Vosges, 410. — Mise en réforme de trois gendarmes, 411. — Nominations, 411. — Permutation entre deux gendarmes, — mutations, 411. — Passage du gendarme Texier de l'arme à pied dans l'arme à cheval, 415. — Décision ministérielle réglant l'application à la gendarmerie des dispositions de l'article 2 du décret impérial du 14 janvier 1853, 424. — Circulaire portant envoi de cette décision, 424. — Acceptation de la démission de cinq gendarmes, 466, 467. — Avis du décès du maréchal des logis Pourcelot, 467. — Nominations et mutations diverses, 492, 493. — Avis du décès du gendarme Thiriot, 494. — Démission du brigadier Mégny et nomination définitive du sieur Bouchard à ce grade, 494. — Décision qui suspend l'effet de la dépêche ministérielle du 8 novembre 1853, relative à la non-confirmation, dans l'emploi de gendarme à la Guyane, du sieur Suder, 548. — Démission du gendarme Reytet, 550. — Mutations, 550. — Annulation de la nomination du gendarme Coursin, 551. — Nominations et mutations, 551, 552, 553, 556.

Génie militaire (Direction du). Instruction pour la préparation des budgets de ce service, 193. — Rapport y relatif, 194. — Congé accordé à M. d'Or, garde principal, 238.

Glace. Voir *Douanes*.

Geole. Voir *Prisons*.

Gouvernement (Hotel du). Décision qui réduit de 1,340 à 1,000 fr. les appointements du concierge de l'hôtel du gouvernement, et alloue annuellement les 340 francs restant disponibles au préposé à la garde des dépendances dudit hôtel, 159. — Le sieur Pollux est institué gardien du mobilier dudit hôtel, 160.

Gouverneur. M. Fourichon est nommé à ces fonctions à la Guyane, 63.

Gratification. Gratification d'une journée de solde accordée à la troupe, 7. — Gratification journalière accordée au sergent chef du poste militaire de Malouet, 163. — Celle accordée aux troupes de la garnison et aux marins de la station, à l'occasion de l'anniversaire du 15 août, 369. — Celle accordée à la gendarmerie, à l'occasion de la fête du 15 août, 442.

Greffiers. Ils sont autorisés a percevoir une rétribution pour les contrats d'engagement de travail, 478. — Voir *Ordre judiciaire*.

H

Hopitaux. Création de l'emploi d'un prévôt à l'hôpital militaire de Cayenne, 28. — Le sieur Lenoir est nommé infirmier-major de la pharmacie de l'hôpital militaire, 57. — Le sieur Coatlosquet est attaché en qualité d'infirmier-major dans ledit établissement à la solde de 800 fr. 57. — Le sieur Domergue reprend son service de portier dans ledit établissement, 58. — Envoi de six sœurs de Saint-Paul de Chartres pour le service des pénitenciers, 82. — Décision concernant l'imputation de la solde de la sage-femme attachée à l'hôpital de Cayenne, 85. — Décision qui règle l'allocation journalière attribuée aux individus provenant de la transportation et employés dans cet établissement, 101. — Envoi d'une sœur hospitalière pour le service pénitencier, 154. — Fixation de la solde de la sage-femme employée à l'hôpital 161. — Arrêté qui règle le nombre, les salaires et les vivres des divers agents administratifs de cet établissement, 448. — Taux du remboursement à faire par les commissaires de police dans les quartiers, admis à l'hôpital, 468. — Décision portant qu'à compter du 1er janvier 1854, le séjour dans les hôpitaux des établissements pénitentiaires de la colonie donnera lieu à des retennes sur la solde et les vivres, 518. — Décision qui prescrit le récolement, à la date du 1er janvier 1854, de l'inventaire général des objets existants dans chacun des hôpitaux des divers établissements pénitentiaires de la colonie, 534.

Huissiers. Dispositions relatives à leur salaire pour l'affiche des extraits d'arrêts de condamnation par contumace, 359, 360, 362.

I

Ibis (Goelette l'). M. Sireuil en prend provisoirement le commandement, 53. — Il est maintenu dans ce commandement, 156. — Il débarque de ce bâtiment, 157. — Le sieur Carron en est nommé patron, 279. — Le sieur Pignatel le remplace, 309. — Ration accordée à l'équipage de cette goëlette, 499.

Immeubles. Notification d'un décret impérial du 28 mai qui proroge les dispositions de celui du 27 avril 1848, relatives aux atermoiements accordés pour la purge des immeubles hypothéqués aux colonies, 355. — Arrêté de promulgation dudit décret, 367. — Ledit décret, 368. — Circulaire relative aux immeubles appartenant à la colonie ou pris à loyer pour les services publics, 417.

Importation. Droits à percevoir sur les chaudières à sucre importées dans les colonies, 382. — Dépêche y relative, 383. — Rapport y relatif, 385. — Arrêté qui autorise, pendant une année, l'importation dans la colonie, en franchise de droits, de la glace et des comestibles conservés au moyen de la glace, 217. — Voir *Tarifs*.

Impot. Voir *Contributions*.

Imprimerie du gouvernement. Démission du sieur Cochaux, 89. — Nominations diverses, 158. — Fixation de la solde du sieur Simon, 158. — Congé accordé au sieur Harmois, 283. — Le sieur Naïs le remplace provisoirement, 284. — Congé accordé au sieur Séjourné, 353. — Nominations, 379, 494.

Indemnités. Indemnité à allouer aux commandants particuliers des pénitenciers, 49. — Celles à allouer aux commissaires-commandants quand ils assisteront, dans leur quartier, la commission instituée pour la constatation de l'étendue et de la situation des terres domaniales disponibles, 86. — Celle accordée aux deux sapeurs du génie détachés comme piqueurs aux îles du Salut, 160. — L'indemnité annuelle de 240 francs précédemment allouée aux sous-officiers et gendarmes à pied, détachés dans les brigades des quartiers, est rétablie, 257. — Allocation d'une indemnité pour achats de vivres aux gendarmes détachés dans les quartiers, 363. — Celle allouée à M. Laure, 2e médecin en chef, 375. — Celle accordée à Mme veuve Bèze, 496. — Celle accordée aux plantons militaires employés chez

les principaux fonctionnaires et dans les bureaux de l'administration, 497, 498. — Celle accordée à MM. d'Heureux et Guillermin, 555.

Indemnité coloniale. M. Gaudin de Lagrange est nommé agent central de l'indemnité coloniale, 53. — Report à l'exercice 1852, de la somme de 1,191 fr. non employée à la clôture de l'exercice 1851, 338. — M. Olive est chargé de la liquidation de l'indemnité coloniale en remplacement de M. Agarrat, 496. — Indemnité de logement et d'ameublement. Suppression de celle allouée à M. de Saint-Quantin, directeur des ponts et chaussées, 88. — Fixation de celle à accorder à MM. Durand et Saillard, 159. — Au sujet de celle allouée au capitaine de port, 305.

Indigents. *Voir Avoué.*

Indulgence. Dépêche ministérielle concernant des dispositions d'indulgence, 7.

Infanterie de la marine. Quotité des frais de bureau à allouer aux officiers comptables du détachement d'infanterie, 4. — M. Caillard en est nommé aide-major, 82. — M. Rotguié de la Valette prend le commandement du détachement de ce corps, 83. — La 14e compagnie du 1er régiment passe au 3e sous le numéro 45, 100. — M. le lieutenant Gauzy est embarqué à bord de la corvette la *Fortune*, 158. — Il passe sur le navire marchand le *Commerce*, 161. — M. le lieutenant Lalanne est destiné à servir à la Réunion, 345. — M. le sous-lieutenant Deflers est mis en retrait d'emploi, 345. — Permutation d'office entre MM. les capitaines Charrière et Sa-Vigny, 345. — La 17e compagnie du 1er régiment passe au 3e sous le no 46, 357. — Admission de quatre enfants de troupe, 375. — Promotions, 467. — M. le chef de bataillon Bruley rentre en France, 500.

Infirmiers. Voir *Hôpitaux*.

Inscription maritime. Arrêté qui promulgue dans la colonie divers ordonnances, décrets et arrêtés y relatifs, 258. — Décès du capitaine Ansaldi, commandant *l'Indiana;* — observations, 506.

Insoumis. Voir *Amnistie*.

Institut agricole de Grignon. Suppression des bourses coloniales dans cet établissement, 52.

Institut des frères de Ploermel. Suppression de l'emploi de professeur de chant et de musique vocale dans cet établissement, 292. — Congé accordé au frère Thominet, 500.

Instruction publique. Voir *Collége de Cayenne*, *Écoles*, *Institut des frères de Ploërmel*, *Pensionnat des Dames de Saint-Joseph de Cluny*.

Inventaire. Voir *Hôpitaux*, *Magasin général*.

Irrigations. Lois y relatives, 127, 128.

J

Jésuites. Voir *Mission religieuse des pénitenciers*.

Journaliers. Arrêté y relatif, 113.

Juge impérial. Dénomination de juge impérial à substituer dans les colonies à celle de juge de première instance, 6, 47. — M. Marbotin reprend ses fonctions, 274.

Jugements. Voir *Actes judiciaires*.

Justice maritime. Notification d'un décret y relatif, 179. — Instructions pour l'application de ce décret, 179. — Circulaire y relative, 186. — Arrêté qui promulgue le décret, 223. — Ledit décret, 224.

Justice de paix. Voir *Ordre judiciaire*.

L

Légion d'Honneur. Nomination de M. Brache comme chevalier, 82. — Désignation des officiers et agents du département de la marine qui ont droit au traitement de légionnaire, 314. — Extrait d'une lettre du grand chancelier de l'ordre à ce sujet, 315. — Promotions et nominations, 412, 413, 550.

Livrets. Promulgation du décret du 4 septembre 1852, qui confère aux gouverneurs des colonies le droit de statuer sur le régime des livrets, 71. — Ledit décret, 72. — Nomination d'une commission chargée de rechercher et de proposer les modifications à apporter à l'arrêté du 4 août 1852, sur les livrets et les engagements de travail, 74. — Fixation du prix des livrets, 106. — L'arrêté qui nomme une commission chargée de reviser l'arrêté du 4 août 1852 est rapporté, 158. — Location des maisons affectées aux divers services à la Guyane française; — ordre qui règle ce service, 519.

Loteries. Loi portant prohibition des loteries, 126.

Luminaire. Voir *Éclairage*, *Pilotage*, *Port* (*Direction du*), *Postes militaires*.

M

Magasin général. Fixation du personnel des manœuvres affectés au service du magasin de la colonie pénitentiaire, 50. — Commission chargée de procéder au récolement de l'inventaire des denrées et matières diverses existant au magasin général, à l'occasion de la remise de ce service par M. Portanier à M. Devilly, 51. — Le sieur Cablat est nommé distributeur, 54. — Augmentation de ses appointements, 235. — Mode de paiement des militaires de la garnison employés aux corvées du magasin général, 347. — Acceptation de la démission du sieur Beilvert, distributeur, 353. — Le sieur Fourier est nommé distributeur, 378. — Augmentation des appointements du sieur Cablat, 378. — Le sieur Kine est nommé contre-maître, 472.

Magistrats. Voir *Ordre judiciaire*.

Maire. Nomination de M. Merlet, 139.

Mairie de la ville de Cayenne. Allocation d'une somme de 400 fr. par an au caporal Curte, employé aux écritures de la mairie, 304. Il est remplacé par le caporal Aune, 415. — Le sieur Bonnet est nommé employé au bureau de la Mairie, 415.

Maisons. Ordre qui règle le service de la location des maisons affectées aux divers services à la Guyane française, 519.

Maison de correction. Transfert de celle établie à la Gabrielle dans l'ancien atelier disciplinaire de Roura, 531.

Maitres entretenus. Le sieur Guerry est maintenu dans son emploi de maître charpentier entretenu de 3e classe, 87. — Le sieur Harmois est nommé maître relieur entretenu, 494.

Mandats d'articles d'argent. Voir *Poste aux lettres (service de la)*.

Manoeuvres. Voir *Magasin général*.

Marine impériale. Ordre qui prescrit à M. Roy d'embarquer sur le transport *la Fortune*, comme enseigne de vaisseau auxiliaire, 54. — M. Barbotin, enseigne de vaisseau, embarque sur le transport, *la Fortune*, 83. — M. Noël, enseigne de vaisseau, est rapatrié par la corvette de charge *l'Égérie*, 84. — M. Barbotin, enseigne de vaisseau, passe sur le transport *la Provençale*, 85. — M. de la Richerie, lieutenant de vaisseau, débarque du transport *l'Égérie*, 86. — M. Sireuil, enseigne de vaisseau, embarque sur *la Chimère* pour se rendre en France, 157. — M. Autric, chirurgien de 3e classe, embarque sur *la Fortune*, 160. — Permutation entre deux

officiers de santé, 414. M. Roy, enseigne de vaisseau auxiliaire, embarque sur l'aviso à vapeur *l'Achéron*, 414. — M. Ciraud, enseigne de vaisseau, embarque sur *la Fortune*, 414.

Marine marchande. Avis du décès du capitaine Ansaldi, commandant *l'Indiana*. Observations, 506.

Masses. Au sujet du mode de transmission des fonds de masse des militaires du service colonial, 93. — Il est prescrit d'abonder des 3. p. % à l'infini les masses de couchage et d'habillement des soldats noirs, 282.

Médailles d'honneur. Concession d'une médaille de première classe, en or, en faveur de Mme Roques, sœur Marthe, de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny, 437. — Rapport à l'empereur à ce sujet, 438.

Médailles militaires. La médaille militaire est accordée à divers militaires, 412, 413, 550.

Mercuriales du prix des denrées de la colonie, 51, 81, 153, 234, 277, 303, 344, 373, 410, 465, 491, 549.

Milices de cayenne. Congé accordé à M. Brémond, chef de bataillon, commandant, 283.

Ministère public. Ordre de promulguer le décret impérial qui règle les dénominations à donner désormais aux officiers du ministère public, 3. — Arrêté qui promulgue ce décret, 44. — Ledit décret, 45. — Arrêté qui charge les sous-officiers de gendarmerie, commandant les brigades d'Approuague et de Sinnamary, de remplir provisoirement, à défaut des commissaires-commandants, les fonctions du ministère public dans ces localités, 297.

Mission particulière. Celle confiée à M. l'enseigne de vaisseau Carrey, pour le Para, 90.

Mission religieuse des pénitenciers. Congé accordé au frère Mercier, 83. — Envoi à la Guyane, pour le remplacer, du frère Provost, 374. — M. l'abbé Rollinat est destiné à servir à la Guyane, 411. — Envoi à la Guyane de trois prêtres et de deux frères de la compagnie de Jésus, 493. — M. l'abbé Gaudré est destiné pour la Guyane, 494. — Arrêté portant règlement, par abonnement, des fournitures diverses nécessaires au service du culte, dans les établissements pénitentiaires, 522.

Missionnaires. — Voir *Culte (service du)*, *Mission religieuse des pénitenciers*.

Mobilier (gardien du). Voir *Gouvernement (hôtel du)*.

Morues. M. Besse est nommé membre suppléant de la commission chargée de vérifier et de constater la qualité des morues importées dans la colonie, 261.

Musique vocale. Voir *Écoles*.

Mutations (droits de). Transmission d'un rapport y relatif, 243.

N

Navires. Dispositions concernant les navires français vendus à l'étranger et destinés à nos colonies, 389. — Copie d'une circulaire de M. le ministre des affaires étrangères aux consuls à ce sujet, 390.

Noms patronymiques. Voir *État civil*.

O

Officiers de port. Le décret du 1er mars 1852, sur leur uniforme, ne doit pas être, quant à présent, appliqué aux colonies, 468.

Officiers de santé. Voir *Santé (Service de)*.

Officiers d'ordonnance. M. Barbotin cesse ses fonctions auprès du commissaire général, 56. — M. Perrier est maintenu dans les siennes, 58.

Officiers ministériels. Arrêté de promulgation du décret du 14 septembre 1853, rectificatif des ordonnances sur le gouvernement des colonies, en ce qui concerne les pouvoirs disciplinaires des gouverneurs, à l'égard de ces fonctionnaires, 474. — Ledit décret, 475.

Ordre judiciaire. Dénomination de juge impérial à substituer dans les colonies à celle de juge de première instance, 6. — M. Tanc est nommé procureur général, *p. i.*, 11. — M. Hocque reprend ses fonctions de conseiller auditeur et M. Sudraud-Desisles est nommé provisoirement substitut du procureur général, 12. — Augmentation du traitement de chacun des commis-greffiers assermentés attachés à la cour d'appel et au tribunal de première instance de Cayenne, 32. — Nominations diverses, 68. — M. Mittaine est nommé provisoirement procureur général en remplacement de M. Tanc, 104. — Nominations diverses, 122. — Arrêté concernant diverses nominations, 232. — M. Marbotin reprend ses fonctions de juge impérial et M. Deslandes est nommé provisoirement procureur impérial, 274. — Congé accordé à M. Mercier, procureur impérial, 283. — Congé accordé à M. Deslandes, 307. — M. Tanc

est révoqué de ses fonctions de conseiller, 314. — Nominations diverses, 333. — Traitement à allouer aux magistrats promus à des emplois spéciaux, 504. — Copie d'une dépêche à ce sujet, 505. — Nominations, 550. — M. Vidal de Lingendes, procureur général, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, 552.

P

Paroisses. Maintien du paiement du supplément annuel de 1,000 francs en faveur de chacun des curés de diverses paroisses, 259.

Parquet du procureur général. La décision du 20 août 1852, qui y attache un commis expéditionnaire, est rapportée, et M. Bonnet, qui était pourvu de cet emploi, cesse ses fonctions, 279. — Allocation d'une somme de 90 francs par mois, à titre de frais d'écriture extraordinaire, à un second écrivain, 307.

Passages gratuits. Ceux accordés à divers individus, 90, 156, 238.

Pêcheurs. Décision qui charge une commission de statuer sur un projet d'arrêté concernant les pêcheurs de la ville de Cayenne, 535.

Pensionnat des dames de Saint-Joseph de Cluny. Concession de demi-bourses à quatre jeunes filles créoles de la colonie, 162, 281, 499.

Percepteurs. Voir *Contributions*.

Pilotage. Fournitures de luminaire à faire pour ce service, 275.

Pilotes-lamaneurs. Avis de la démission du sieur Tacquet, 155. — Changement d'imputation de la solde du sieur Bordes, 279.

Place (Service de la). Arrêté portant règlement sur ce service à Cayenne, 101.

Plantons. Indemnité accordée aux plantons militaires employés chez les principaux fonctionnaires et dans les bureaux de l'administration, 497, 498.

Police des établissements pénitentiaires. Dissolution de la brigade d'agents spéciaux créée pour ce service et licenciement de cinq agents qui en faisaient partie, 374. — L'agent de police Rivière s'embarque sur l'*Allier*, pour rentrer en France, 376.

Police de la navigation. Arrêté qui promulgue le décret du 4 décembre 1852, portant remise de peines en matière d'infractions aux lois et règlements concernant la police de la navigation, 212. — Ledit décret, 216.

Police rurale. Nominations des sieurs Chalot et Ringuet, 54, 83. — Révocation du sieur Zéphirin, 88. — Le sieur Alexandre Anne le remplace, 89. — Le sieur Madiba, surveillant de 2e classe, descend à la 3e classe, 156. — Le sieur Régis le remplace dans la 2e classe, 157. — Le sieur Lœffler est confirmé dans l'emploi de surveillant de 2e classe, 240. — Congé accordé au sieur Melchior, 283. — Nominations des sieurs Flotte et Zéphirin, 283. — Révocation du sieur Cérille, 309. — Démission du sieur Martin-Nérée, 347. — Le sieur Clérim le remplace, 347. — Congé accordé au sieur Chappuis, 349. — Le sieur Brown, surveillant de 3e classe, passe à la 2e classe, 379. — Nominations des sieurs Duchateau et Alexandre-Henriette Pain, 379, 380. — Démission du sieur Régis, 497. — Démission du sieur Gleise, 554.

Police urbaine. Nominations diverses, 55. — Congé accordé au garde de police Mériguet, 56. — Le sieur Paul Agiral est nommé provisoirement garde de police, 83. — Nominations des sieurs Métrat et Boyer, 87, 88. — Démission du sieur Boyer, 237. — Nomination du sieur Lallemand, 308. — Démissions des sieurs Martin et Montagné, 495. — Nomination du sieur Antonio (Francisco), 495. — Démission du sieur Lallemand, 552. — Le sieur Bazard, surveillant de 2e classe, attaché aux établissements pénitentiaires, est chargé de remplir provisoirement les fonctions de garde de police, 553.

Ponts et chaussées (Direction des). Démission de M. Giaimo, comptable de cette direction, 353. — Augmentation du traitement de M. Leboucher, sous-ingénieur colonial, 412. — Nomination de M. Vernier comme conducteur entretenu, et son maintien à la Guyane, 494. — M. Roustan est nommé écrivain-dessinateur, 552.

Port (Direction du). M. Sireuil, capitaine de port à Cayenne, nommé provisoirement au commandement de la Goëlette de l'État *l'Ibis*, est autorisé à conserver dans cette position la direction des services du port, 53. — Le sieur Guerry, maître charpentier entretenu de 3e classe, est maintenu dans son emploi à cette direction, 87. — Augmentation de la solde de M. Gaumont, écrivain de cette direction, 89. — Fournitures de luminaire à faire pour ce service, 275. — Modifications à l'arrêté du 9 juin 1852, concernant la création d'une compagnie de canotiers-manouvriers, 295. — Modification apportée à la ration de vivres de ces canotiers-manouvriers, 456. — Le sieur Riamé est nommé contre-maître ouvrier à cette direction, 553.

Porte-clefs. Voir *Prisons*.

Porteur de contraintes. Nomination du sieur Farina à cet emploi à

Mana, 306. — Le sieur Pontier est nommé à cet emploi à Sinnamary, 470.

Poste (Service de la). Envoi d'une circulaire de l'administration générale des postes, au sujet des mandats d'articles d'argent destinés aux transportés, 61. — Ladite circulaire, 62. — Augmentation de la quantité de cire à cacheter à délivrer pour les besoins de ce service, 161. — Le sieur Étienne est nommé facteur de la poste aux lettres, 306. — Dispositions relatives aux envois d'argent des transportés à leurs familles, 501. — Notification d'une décision de M. le ministre des finances, relative au mode d'envoi d'argent des transportés de Cayenne en France et en Algérie, 502.

Postes militaires. Ordre concernant le sergent chef du poste militaire de Malouet, à Oyapock, 163. — Suppression de celui établi à Mana, 238. — M. le sous-lieutenant Eyriès est appelé à prendre le commandement du poste Malouet, 238. — Décision qui établit un poste militaire au fort du Diamant, 320.

Poudres de guerre. Application dans le service colonial d'un règlement relatif à leur conservation, 98.

Prêtres. Voir *Culte* (*Service du*).

Prévot. Voir *Hôpitaux*, *Santé* (*Service de*).

Primes. Maintien, pendant l'année 1853, de celle accordée par l'arrêté du 17 septembre 1846, pour l'exportation, par bâtiments français, de certains produits naturels de la colonie, 105. — Fixation de celles à payer aux capteurs de forçats évadés des établissements pénitentiaires créés à la Guyane, 343.

Prisons. Indemnité allouée à l'officier de santé chargé du service des prisons, 218. — M. Caillard est chargé de ce service, 236. — Délivrance des vêtements et du savon à faire aux individus des deux sexes, condamnés aux travaux forcés et à l'atelier disciplinaire, détenus dans les prisons de la colonie, 272. — La Dame Lallemand est nommée porte-clefs de la prison des femmes, 306. — Le sieur Valette est nommé concierge de la prison des femmes du chef-lieu, 308. — Décision qui oblige les détenus de suivre, dans l'intérieur de la geôle, les exercices religieux qui y sont pratiqués, 401.

Proclamations. Proclamation du commissaire général de la Guyane française, au sujet de l'avénement au trône de Louis-Napoléon, 40.

Procureur impérial. Arrêté qui réduit à 200 francs l'allocation annuelle pour menues dépenses de parquet qui lui sont attribuées, 31.

Programme. Voir *Fêtes nationales*.

Purge d'hypothèques. Voir *Immeubles*.

R

Rations. Modification à la ration des transportés, 73, 79. — Composition de la ration des transportés dans les lieux de dépôts, 149. — Celle accordée à l'exécuteur des arrêts criminels à Cayenne, 162. —Celle accordée aux transportés politiques et volontaires employés chez les habitants, 211. — Composition de celle à délivrer aux noirs transportés sur les établissements pénitentiaires, 276. — Supplément de ration accordé au transporté Kelsch, détenu au fort du Diamant, 377. — Réduction provisoire de la ration de vin des transportés sur les établissements pénitentiaires, 447. — Modification apportée à la ration des canotiers-manouvriers du port, 456. — Arrêté qui rétablit dans son intégrité la ration de vin des transportés sur les établissements pénitentiaires, 463. — Celle accordée à la veuve Laurençot, 468. — Celle accordée au sieur de Mellet, 497. — L'équipage de la goëlette *l'Ibis* est maintenu en jouissance de la ration ordinaire des marins de la flotte, sauf le café qui n'est accordé qu'au patron de cette embarcation, 499.

Recours a la clémence de l'empereur. Il n'y a lieu d'y recourir en faveur de divers condamnés, 370, 396, 453, 512. — Il y a lieu d'y recourir en faveur du condamné Blouet, 477.

Recouvrement. Voir *Contributions*.

Remise de peines. Voir *Amnistie*, *Police de la navigation*.

Rentrée des classes. Fixation de l'époque de cette rentrée au collége et dans les autres établissements d'instruction publique à Cayenne, 464.

Réunions publiques. Voir *Clubs*.

Revues trimestrielles des troupes. Décision y relative, 339.

S

Saisies-arrêts. Voir *Trésor*.

Sage-femme. Voir *Hôpitaux*.

Salaires. Arrêté fixant le tarif des salaires des ouvriers employés dans les diverses directions, 262. — Ledit tarif, 265. — Ordre de service concernant le paiement des salaires des ouvriers des diverses directions, du magasin général et de l'hôpital à Cayenne, et sur les établissements pénitentiaires, 484. — Décision qui supprime, à

partir du 1er janvier 1854, tout salaire accordé jusqu'à ce jour aux transportés, pour les travaux exécutés par eux dans les divers pénitenciers, 486.

Salles d'asile. Voir *Camp Saint-Denis*.

Santé (Service de). Au sujet des officiers de santé rattachés aux ports, qui sont autorisés à prolonger leur séjour aux colonies, 5. — Création de l'emploi d'un prévôt à l'hôpital militaire de Cayenne, 28. — Destination pour la Guyane de MM. Collot-Béranger et Sigaloux, pharmaciens de 3e classe, 52. — M. Lauvergne, chirurgien de 2e classe, est destiné à continuer ses services aux îles du Salut, 56. — M. Thomas, chirurgien de 2e classe, est désigné pour remplir les fonctions de prévôt à l'hôpital de Cayenne, 56. — M. Autric, chirurgien de 3e classe, débarque de la corvette *la Fortune*, pour continuer provisoirement ses services aux îles du Salut, 57. — M. Jugelet, pharmacien auxiliaire de 3e classe, est détaché aux îles du Salut, 58. — M. Aubry, chirurgien de 3e classe, est détaché à la Montagne-d'Argent, 58. — Ordre à M. Girardeau, chirurgien de 1re classe, de reprendre son service aux îles du Salut, 59. — M. Angelin, chirurgien de 3e classe, est mis en retrait d'emploi, 83. — M. Sigaloux, pharmacien de 3e classe, est provisoirement chargé du service pharmaceutique aux îles du Salut, 84. — M. Jugelet, pharmacien auxiliaire de 3e classe, est renvoyé en France, à la disposition du ministre, 84. — Décision qui alloue à l'officier de santé chargé du service des prisons, du camp Saint-Denis et de l'atelier disciplinaire de Cayenne, une indemnité annuelle de 400 francs, 218. — M. Caillard, chirurgien de 2e classe, est chargé de ce service, 236. — Destination pour la Guyaue de six officiers de santé, 235. — Congé accorgé à M. Senès, chirurgien de 2e classe, 237. — M. Cotholendy, chirurgien de 2e classe, est chargé du service de santé à l'Ilet-la-Mère, 239. — M. Angelin, chirurgien de 3e classe, est rappelé à l'activité et destiné de nouveau pour la Guyane, 278. — Diverses mutations, 280. — M. Delidon, pharmacien de 3e classe, est destiné pour la Guyane, 346. — M. Guillermin, élève-chirurgien, est chargé du service de santé au poste Malouet et de suppléer le chirurgien chargé du service de santé sur l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, 352. — Allocation d'une indemnité spéciale de 2,000 francs par an, à M. Laure, second médecin en chef, 375. — M. Thomas, chirurgien de 2e classe, est chargé du service de santé à Saint-Georges, 376. — M. Amouretti, chirurgien de 3e classe, rentre en France, 376. — M. Bigot, chirurgien de 1re classe, rentre en France, 377. — M. Coutances, pharmacien de 2e classe, rentre en France, 377. — M. Autret, pharmacien de 2e classe, est chargé du service pharmaceutique aux îles du Salut, 377.

— Permutation entre MM. Aubry et Vivien, chirurgiens de 3e classe, et rentrée en France de ce dernier, 377. — M. Colson, chirurgien de 1re classe, est chargé du service de santé à l'Ilet-la-Mère, 379. — M. Duplouy, chirurgien de 2e classe, est chargé de la direction du service de santé à la Montagne-d'Argent, 415. — M. Sigaloux, pharmacien de 3e classe, est chargé du service pharmaceutique à la Montagne-d'Argent, 415. — M. Cotholendy, chirurgien de 2e classe, rentre en France, 415. — M. Touyon, chirurgien de 2e classe, est destiné pour la Guyane, 466. — M. Salis, chirurgien de 3e classe, rentre en France, 469. — M. Le Bouvier, chirurgien de 3e classe, est détaché aux îles du Salut, 469. — Congé accordé à MM. Jubiot, chirurgien de 2e classe, et Malespine, pharmacien de 3e classe, 469. — M. Doué, pharmacien de 3e classe, détaché aux îles du Salut, est rappelé au chef-lieu, 496. — M. Delidon, pharmacien du même grade, le remplace, 497. — M. Thomas, chirurgien de 2e classe, détaché à Saint-Georges, rentre au chef-lieu, 499. — M. Orabona, chirurgien de 3e classe, le remplace, 500. — M. Chabassu, chirurgien de 1re classe, est appelé à prendre la direction du service de santé aux îles du Salut, 555. — M. Sambuc, pharmacien de 3e classe, est chargé du service pharmaceutique à la Montagne-d'Argent, 555.

Secours. Celui accordé à Mme veuve Béze, 496. — Celui accordé à la Dame Barella, 499.

Secrétaire archiviste. M. Lasneret, commis de marine, fait la remise de son service à M. Penaud de la Garlière, aide-commissaire, 155. — M. Penaud de la Garlière prend son service, 156. — Supplément de solde alloué à M. Penaud de la Garlière, 159.

Secrétariat du gouvernement. M. Lasneret, commis de marine, remet son service à M. Penaud de la Garlière, aide-commissaire, 155. — M. Penaud de la Garlière prend son service, 156.

Sénatus-consulte. Ordre de promulguer le sénatus-consulte portant rétablissement de l'Empire, 3. — Arrêté de promulgation dudit sénatus-consulte, 34. — Décret promulguant ce sénatus-consulte, 35. — Ledit sénatus-consulte, 36.

Soeurs hospitalières de Saint-Paul de Chartres. Voir *Établissements pénitentiaires, Hôpitaux*.

Serment (Prestation de). Dispositions y relatives, 99. — Arrêté de promulgation du décret du 15 janvier 1853, sur le serment à prêter par les officiers, fonctionnaires et employés relevant du département de la marine, et de l'arrêté ministériel du 17 du même mois, qui détermine la forme de cette nouvelle prestation de serment 140. — Ledit décret, 141. — Arrêté ministériel, 142. — Arrêté

qui détermine la forme et les délais dans lesquels devra avoir lieu la prestation du serment prescrit par l'article 16 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, 219.

Soldats noirs. Il est prescrit d'abonder des 3 p. % à l'infini les masses de couchage et d'habillement de ces militaires, 282.

Solde. Augmentation de 10 cemtimes par jour sur la solde des sous-officiers, 211. — Supplément de solde alloué à M. de la Richerie, commandant particulier des îles du Salut, 221. — Modifications aux dispositions de l'arrêté du 28 décembre 1852, concernant le mode de paiement de la solde des fonctionnaires et agents attachés au service des établissements pénitentiaires, 231. — Arrêté qui promulgue dans la colonie les décrets des 17 et 19 février 1853, portant augmentation de la solde des sous-officiers de toutes armes des armées de terre et de mer, 268. — Lesdits décrets, 269, 270. — Décision concernant l'imputation des allocations de solde et accessoires des chefs du service administratif aux îles du salut et à l'Ilet-la-Mère, 457.

Station extérieure des pilotes. Décision qui fixe à 40 fr. la solde mensuelle des canotiers attachés à ce service, 378.

Station navale M. Barbotin, enseigne de vaisseau, embarque sur *le Tartare*, 56. — M. Carrey, enseigne de vaisseau, débarque du *Voyageur*, 89. — M. Dumas, chirurgien de 3e classe est embarqué sur *le Styx*, 90. — Supplément alloué au marin de l'équipage de la goëlette *l'Ile-Madame*, chargé à bord de ce bâtiment du service de commis aux vivres, 91. — MM. Bréart, lieutenant de vaisseau, Penaud de la Garlière, aide-commissaire, et Deltombes, commis de marine, embarquent sur *le Voyageur*, 91. — M. Dumas est débarqué du *Styx*, 161. — Le sieur Oddo est nommé pilote des bâtiments de la station et est embarqué en cette qualité sur *le Voyageur*, 279. — Le sieur Reutin, capitaine comptable de la goëlette *l'Ile-Madame*, débarque de ce bâtiment et embarque sur *le Voyageur*, 308. — Le sieur Carron le remplace, 308 — M. Coignet, officier d'administration du *Voyageur*, embarque en subsistance sur *le Styx*, 348. — M. Bernard, officier d'administration du *Voyageur*, débarque de ce bâtiment et remet le service à M. Coignet, 348. —M. Coignet débarque du *Styx*, et embarque sur *le Voyageur*, 348. —M. Delzons, officier d'administration du *Styx*, débarque de ce bâtiment, 350. — M. Maissin le remplace, 350. — Le sieur Reutin, 2e maître de timonerie, débarque du *Voyageur*, et embarque sur *l'Allier* pour rentrer en France, 351. — Décision qui règle les jours de départ des bâtiments, pour l'approvisionnement des pénitenciers et des dépôts, 400. — M. Douillard est chargé de la comptabilité de la goëlette *l'Ile-d'Aix*, 414. — M.

Filaudeau, enseigne de vaisseau, embarque sur *le Styx*, 416. — M. Souville, lieutenant de vaisseau, est appelé au commandement du *Marceau*, 470. — M. Douillard, écrivain de la marine, est chargé de la comptabilité de la goëlette *l'Ile-d'Énet*, 470. — M. Chanlou, commis de marine, est chargé de la comptabilité des goëlettes *l'Ile-d'Aix* et *l'Ile-d'Énet*, 556.

Substances vénéneuses. Loi sur la vente de ces substances, 129. — Ordonnance portant règlement sur la vente de ces substances, 130. Tableau de ces substances, 133.

Substitutions. Loi sur les substitutions, 125. — Notification d'un décret du 19 mars 1853, rectificatif de celui du 15 janvier précédent, 242. — Arrêté de promulgation dudit décret, 254. — Ledit décret, 255.

Successions vacantes et biens d'absents. Circulaire relative au mode d'envoi en France de produits de successions vacantes des colonies, 285.

Surveillants des établissements pénitentiaires. Congé accordé au sieur Giraud, surveillant de 1re classe, 56. — Congé accordé aux sieurs Quantin et Moreau, surveillants de 2e classe, 58, 59. — Demi-solde accordée aux surveillants Pauthier et Tridant, révoqués, 59. — Nominations diverses, 86, 88, 89. — Les surveillants Laplanche et Radschefski sont renvoyés à la disposition du ministre, 304. — Le sieur Mégny est nommé surveillant de 2e classe, 305. — Le sieur Plumel est nommé surveillant de 3e classe, 309. — Décision concernant l'admission des sous-officiers de la garnison dans le corps des surveillants des établissements pénitentiaires, 334. — Les sieurs Wagner et Dumant sont nommés surveillants de 3e classe, 349. — Le sieur Herpin est renvoyé à la Guyane pour être employé en qualité de surveillant, 375. — Le sieur Peyras est nommé surveillant de 3e classe, 378. — Arrêté concernant les agents spécialement attachés à la surveillance des transportés dans les établissements pénitentiaires, 392. — Les sieurs Lafranque et Cabane, surveillants de 4e classe, sont élevés à la 3e classe de leur emploi, 393. — Le sieur Baron est nommé surveillant de 3e classe, 414. — Congé accordé au surveillant Hurel, 415. — Congé accordé aux surveillants Costy et Valette, 469.

Surveillants ruraux. Voir *Police rurale*.

T

Tarifs. Tarif d'importation du 1er semestre 1853, 16. — Arrêté fixant le tarif des salaires des ouvriers employés dans les diverses direc-

tions, 262. — Ledit tarif, 265. — Nomination des membres de la commission chargée de procéder à la révision du tarif d'importation pour le 2e semestre 1853, 294. — Tarif d'importation du 2e semestre 1853, 323. — Nomination des membres de la commission chargée de procéder à la révision du tarif d'importation pendant le 1er semestre 1854, 526. — Arrêté portant tarif pour la perception des impôts directs et indirects à la Guyane française, pendant l'année 1854, 527.

Terres domaniales. Décision relative aux indemnités à allouer aux commissaires-commandants de quartiers quand ils assisteront, dans ses opérations, la commission chargée de statuer sur les terres domaniales, 86.

Traitement de table. Règlement de la quotité du traitement de table attribué aux officiers, fonctionnaires ou agents envoyés en mission sur les dépôts des pénitenciers, 321.

Transportés. Envoi d'une circulaire de l'administration générale des postes, au sujet des mandats d'articles d'argent destinés aux transportés, 61. — Ladite circulaire, 62. — Fixation de la composition du trousseau des transportés et de la durée règlementaire des effets d'habillement et de literie qui le composent, 151. — Décision qui supprime, à partir du 1er janvier 1854, tout salaire accordé jusqu'à ce jour aux transportés, pour les travaux exécutés par eux sur les divers pénitenciers, 486. — Dispositions relatives aux envois d'argent des transportés à leurs familles, 501. — Notification d'une décision de M. le ministre des finances, relative au mode d'envoi d'argent des transportés de Cayenne en France et en Algérie, 502.

Transports (Service des). Composition provisoire du personnel du service des transports de la direction d'artillerie à Cayenne, et fixation de sa solde, 408. — Organisation d'un service des transports, à Cayenne, par les mulets et voitures de la direction d'artillerie, 479.

Travaux civils. Simplification dans le nombre et la nature des documents périodiques à fournir en ce qui concerne les travaux civils, 420.

Trésor. Communication relative à des irrégularités commises à la Guyane en matière de significations d'exploits de saisie-arrêt de sommes dues par le trésor, 442. — Copie d'une lettre du ministre des finances adressée au ministre de la justice à ce sujet, 443.

Trésorier. Au sujet d'une réclamation adressée au département par le trésorier de la Guyane française, 435.

Tribunal maritime spécial. M. Savigny, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, cesse ses fonctions de commissaire rappor-

teur près le 1er conseil de guerre fonctionnant comme tribunal maritime spécial, 253. — Promulgation du décret du 23 mars 1853, relatif aux fonctions de commissaire-rapporteur près le 1er conseil de guerre fonctionnant comme tribunal maritime spécial à la Guyane française, 255. — Ledit décret, 256. — M. Verpault, lieutenant, est chargé de remplacer, comme juge près le 1er conseil de guerre permanent, M. Brierre, dans l'affaire du transporté Blouet, 465.

Troupes. Décision qui prescrit de passer des revues trimestrielles des troupes de la garnison de la Guyane, 339.

Trousseau. Fixation de la composition du trousseau des transportés et de la durée règlementaire des effets d'habillement et de literie qui le composent, 151.

V

Vacations. Voir *Indemnités*.

Vente. Voir *Navires*.

Visa du controleur colonial. Il doit, sur les traites et mandats de recette au trésor, être apposé avant celui de l'ordonnateur, 364.

Y

Yolofs. Voir *Soldats noirs*.

FIN.